ARCHIVES DIPLOMATIQUES

IV



ARCHIVES

DIPLOMATIQUES

1868

RECUEIL

DE DIPLOMATIE ET D'HISTOIRE

TOME QUATRIÈME

8º ANNÉE

OCTOBRE, NOVEMBRE, DÉCEMBRE

1868

PARIS

KRAUS REPRINT
A Division of
KRAUS-THOMSON ORGANIZATION LIMITED
Nendeln/Liechtenstein
1969

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

1868

I PREMIÈRE PARTIE.

NEUTRALITÉ.

RAPPORT DES COMMISSAIRES DE LA GRANDE-BRETAGNE SUR LES LOIS DE LA NEUTRALITÉ 1

Suivi d'un Appendice renfermant des Rapports et autres documents étrangers.

Rapport des Commissaires royaux sur les modifications à apporter aux lois de neutralité, en date de Londres, le 3 juin 4868.

Nous, commissaires de Votre Majesté, nommés « pour rechercher « et examiner le caractère, le fonctionnement et l'effet des lois de ce

1. Cette Commission a été nommée par décret de la Reine, en date du 13 janvier 1867 :

Membres: le baron Cranworth; le baron Houghton; sir Hugh Mac Calmont Cairns, lord juge d'appel; le docteur Stephen Lushington, juge de la haute Cour de l'amirauté;

« royaume pouvant servir à faire observer la neutralité durant l'exis-« tence des hostilités entre d'autres États avec lesquels Votre Majesté « est en paix, et pour rechercher et déclarer si des changements et « quels changements doivent être faits dans ces lois à l'effet de leur « donner une plus grande efficacité et de les mettre en pleine con-« formité avec les obligations internationales de Votre Majesté, » avons aujourd'hui à déclarer à Votre Majesté que nous avons tenu vingt-quatre séances, et qu'ayant recherché et examiné la question à nous soumise, nous nous sommes accordés à faire le rapport sui-

vant: Le statut pouvant servir actuellement à faire observer la neutralité durant l'existence des hostilités entre les États avec lesquels Votre Majesté est en paix, est le statut 59, George III, chapitre LXIX, communément appelé : « Acte d'enrôlement étranger. » Le titre de cet acte est celui-ci : « Acte pour prévenir l'enrôlement ou engagement des « sujets de Sa Majesté au service de l'étranger, ainsi que l'armement « ou équipement de vaisseaux dans les domaines de Sa Majesté, pour « des motifs de guerre sans l'autorisation de Sa Majesté. » Et en voici les considérants : « Attendu que l'enrôlement ou engagement des « sujets de Sa Majesté pour servir en guerre dans le service étranger « sans l'autorisation de Sa Majesté, et que l'armement et équipement « de navires par des sujets de Sa Majesté pour opérations guerrières « dans ou contre les domaines ou territoires de tout prince étranger, « État, potentat ou personnes exercant ou prétendant exercer les « pouvoirs gouvernementaux dans ou sur tout pays étranger, colonie « étrangère, province étrangère ou partie de province étrangère quel-« conque, ou contre les navires, biens ou marchandises de tout · prince, État, potentat ou personnes étrangères comme ci-dessus. « ou autres sujets étrangers peuvent être préjudiciables à la paix et « au bien-être du royaume et tendre à les mettre en danger : Et « attendu que les lois en vigueur ne sont pas suffisamment efficaces « pour prévenir ces enrôlements et armements. »

Tel étant donc le statut pouvant directement servir dans notre pays à faire observer la neutralité, notre devoir a été de rechercher et de déclarer s'il est susceptible d'amendements, et quels sont ces amendements, et nous sommes d'avis qu'on pourrait le rendre plus efficace en établissant des dispositions fondées sur les résolutions suivantes, savoir:

sir William Erle; sir George William Wilshere Bramwell, un des barons de la Cour de l'Échiquier; le docteur Robert-Joseph Phillimore, procureur général : sir Roundell Palmer; le docteur Travers Twiss; M. W.-G. Granville; M. Venables Vernon Harcourt: M. Thomas Baring; M. William Henry Gregory; M. William Edward Forster.

Secretaire: M. Francis Phipps Onslow, avocat,

« I. Qu'il est à propos d'amender l'acte d'enrôlement étranger en ajoutant à ses dispositions une prohibition contre les préparatifs ou l'équipement, dans une partie quelconque des domaines de Sa Majesté, de toute expédition navale ou militaire devant se rendre d'ici contre le territoire ou les domaines d'un État étranger quelconque, avec lequel Sa Majesté ne serait pas alors en guerre.

« II. Que le premier paragraphe de la section 7 de l'acte d'enrôle-

ment étranger devra être amendé dans le sens que voici :

« a) Si une personne quelconque, dans les limites des domaines de Sa Majesté, équipe, arme, expédie ou fait expédier un vaisseau, avec intention ou connaissance que ce vaisseau doive être employé au service militaire ou naval d'une puissance étrangère quelconque dans toute guerre alors soutenue par cette puissance contre les sujets ou la propriété de toute puissance belligérante étrangère avec laquelle Sa Majesté ne serait pas alors en guerre,

« b) Ou si, dans les domaines de Sa Majesté, une personne construit ou équipe un vaisseau dans l'intention que ledit vaisseau, après avoir été équipé et armé, soit dans les domaines de Sa Majesté, soit

en dehors de ces domaines, soit employé comme ci-dessus,

« c) Ou si une personne commence ou essaye de faire ou aide à faire aucun des actes susdits, toute personne qui se sera mise en

pareille contravention sera jugée coupable de délit,

« III. Que, afin de mettre le Gouvernement exécutif à même de réprimer et de prévenir d'une manière plus efficace les contraventions tentées contre la section 7 de l'acte d'enrôlement étranger, il sera inséré dans le statut des dispositions additionnelles dans le sens que voici:

« a) Si un secrétaire d'État a constaté qu'il y a un motif raisonnable et plausible de croire qu'un vaisseau qui est dans les limites des domaines de Sa Majesté a été construit, équipé, armé, ou est en voie de construction, équipement ou armement contrairement à l'acte et qu'il va sortir de ces limites, ou bien que ce vaisseau va être expédié contrairement à l'acte, ledit secrétaire d'État aura le pouvoir de publier un warrant signalant l'existence de ce motif raisonnable et plausible de croire ce qui est dit ci-dessus, et en vertu dudit warrant, les commissaires des douanes ou toute autre personne nommée dans le warrant aura le pouvoir d'arrêter et de visiter ledit vaisseau, et de le retenir jusqu'à ce qu'il soit ou condamné ou relâché en vertu de poursuites judiciaires, ou de la manière mentionnée ci-après.

« b) Le pouvoir donné ci-dessus à un secrétaire d'État pourra, dans les parties des domaines de Sa Majesté au delà des mers, être exercé par le gouverneur ou autre personne ayant l'autorité en chef.

c) Pouvoir sera donné au propriétaire du vaisseau ou à son agent

de s'adresser pour sa relaxation à la cour d'amirauté du lieu où le vaisseau sera retenu, ou, s'il n'y a point une telle cour en cette localité, à la cour d'amirauté la plus prochaine.

• d) La cour mettra la question de cette détention en voie de jugement entre le demandeur et la couronne, avec appel ordinaire de

l'amirauté devant le conseil privé.

« e) Si le propriétaire peut établir d'une manière satisfaisante devant la cour, que le navire n'a point été construit, équipé, gréé, armé ou destiné à être expédié dans des conditions contraires au présent acte, alors ce navire sera relâché et rendu.

- « f) Si le propriétaire ne peut établir d'une manière satissaisante devant la cour que le navire n'a point été construit, équipé, gréé, armé ou destiné à être expédié, dans des conditions contraires au présent acte, alors le navire sera retenu jusqu'à ce qu'il soit relâché sur l'ordre du secrétaire d'État; néanmoins la cour peut, si elle le juge à propos, ordonner sa mise en liberté, pourvu que le propriétaire donne les garanties que la cour jugera satisfaisantes pour établir que le bâtiment ne sera point employé dans des conditions contraires à l'acte de neutralité et pourvu qu'il n'y ait en ce moment aucune procédure pendante pour sa condamnation.
- g) Si la cour juge qu'il n'y ait pas de cause suffisante et probable pour motiver la détention, et s'il ne se découvre aucune cause de cette nature dans le cours des procédures, la cour aura la faculté de déclarer que le propriétaire a droit à des dommages-intérêts qui seront payables, en ce cas, sur les fonds à ce légalement applicables, par les commissaires du trésor.
- h) Tout warrant du secrétaire d'État sera déposé devant le Parlement.
- i) Les dispositions ici stipulées n'affectent en rien le pouvoir que possède la couronne de procéder, si elle le juge à propos, à la condamnation du navire.
- « k) Seront exceptés de cette dernière mesure: 1° Tout navire ayant une commission étrangère régulière; 2° Tout navire qui, sans avoir de commission étrangère régulière, partira de ce pays après y être venu soit en détresse, soit dans le cours d'une traversée tranquille et sur lequel ne s'est produit dans nos ports aucun équipement ni affrétement ayant caractère de contrebande de guerre.
- « IV. Qu'il est utile que l'acte de louer, d'engager ou de procurer quelques personnes que ce soit dans l'étendue des États de Sa Majesté pour aller à bord d'un navire ou pour s'embarquer de quelque point que ce soit des États de Sa Majesté, et cela sur de fausses allégations par rapport au service dans lequel doivent être employées lesdites personnes, avec l'intention formelle de la part des agents

qui loueront, engageront ou procureront dans les conditions ci-dessus énoncées, de faire en sorte que les personnes ainsi louées, engagées ou procurées soient employées dans un service de terre ou de mer prohibé par la section 2 de l'acte sur les enrôlements à l'étranger, il est utile que cet acte soit considéré comme un délit, punissable de la même manière que les autres délits énumérés dans la même section.

« V. Que les formes des plaidoiries dans les enquêtes et les procès au criminel, entassées en vertu de l'acte sur les enrôlements à l'étranger, ont besoin d'être simplifiées.

« VI. Que si, pendant la durée d'une guerre dans laquelle Sa Majesté gardera la neutralité, il se trouve qu'une prise n'ayant pas droit à être considérée comme un navire de guerre régulièrement commissionné, soit traduite devant la juridiction de la couronne par une personne quelconque agissant au nom ou en vertu d'une délégation de pouvoirs d'un gouvernement belligérant, et que ladite prise ait été capturée par un bâtiment équipé dans le cours de la même guerre pour le service de ce gouvernement, soit comme vaisseau de guerre national ou comme vaisseau de guerre privé, en violation des lois destinées à protéger la neutralité du Royaume-Uni, ou bien si une prise de cette nature est traduite devant ladite juridiction par quelque sujet de la couronne ou de ceux des États belligérants, après être entré en possession de cette prise avec connaissance de l'équipement illégal du vaisseau, ladite prise sera restituée sur bonne et due preuve présentée devant les cours de l'amirauté à la requête du propriétaire primitif de la prise, ou de son agent, ou de toute personne à ce autorisée par le gouvernement de l'État dont ce propriétaire est sujet.

« VII. Qu'en temps de guerre, aucun vaisseau employé dans le service militaire ou naval de l'un des belligérants et qui aura été construit, équipé, mis en état de service, armé ou expédié contrairement aux dispositions du présent acte, ne sera admis dans aucun port

des États de Sa Majesté.

En faisant les recommandations précédentes, nous ne nous sommes pas crus tenus d'examiner si nous sortions ou non des bornes de ce qui est actuellement requis par le droit des gens, mais nous sommes d'avis que si ces recommandations étaient adoptées, les dispositions du droit municipal anglais ayant trait à la protection de la neutralité y trouveraient les éléments d'une force nouvelle et seraient ramenées, autant qu'il peut nous sembler, à une concordance parfaite avec les obligations internationales de Sa Majesté.

Nous avons pensé qu'il était préférable de présenter nos recommandations sous la forme de résolutions générales dans lesquelles nous poserions les principes sur lesquels devrait se baser la législation plutôt que d'essayer de dessiner en détail les formes précises du statut. Nous avons réuni dans un appendice annexé à ce rapport une série de notes relatives aux dispositions législatives des pays étrangers à ce sujet. Ces notes nous ont été communiquées par le secrétaire d'État des affaires étrangères. Nous y avons joint un court mémorandum historique élaboré par M. Abbott, pour notre édification personnelle, ainsi que quelques autres pièces destinées à éclairer la question.

« Nous soumettons le tout à la gracieuse considération de Votre Majesté.

(L. S.) Signé: CRANWORTH.

(L. S.) Signé: Houghton.

(L. S.) Signé: CAIRNS.

(L. S.) Signé: W. ERLE.

(L. S.) Signé: G. W. W. BRAMWELL.

(L. S.) Signé: R.-J. PHILLIMORE.

(L. S.) Signé: ROUNDELL PALMER.

(L. S.) Signé: T. Twiss.

(L. S.) Signé: W. VERNON HARGOURT.

(L. S.) Signé: T. BARING.

(L. S.) Signé: W. H. GREGORY.

(L. S.) Signé: W. E. FORSTER. »

Metifs produits par M. Vernon Harcourt pour expliquer son dissentiment sur certaines parties du Rapport.

Quoique le soussigné ait apposé sa signature au bas du rapport, il désire qu'il soit bien entendu qu'il ne l'a signé que sous la réserve des observations suivantes :

Je suis entièrement d'accord avec la plupart des recommandations du rapport, et plus spécialement avec celles qui ont pour objet d'augmenter l'efficacité du pouvoir exécutif pour empêcher les violations de la neutralité du pays qui pourraient être tentées.

Les parties du rapport, au sujet de l'utilité desquelles j'ai de grands doutes, sont les parties de la résolution II, $\S b$ et de la résolution III, $\S a$, la première qui étend le pouvoir répressif de la loi, et la seconde l'auterité préventive du pouvoir exécutif, à la construction de

vaisseaux, indépendamment de la question de leur armement ou de leur envoi hors du royaume.

Mon appréhension est qu'une pareille extension de la loi amènera inutilement, et sinon inutilement, alors imprudemment, des conflits avec le commerce de la construction navale du pays. Inutile d'appuyer sur l'importance capitale de ce commerce. Comme question commerciale, c'en est une de la plus grande importance. C'est peutêtre le commerce dans lequel la Grande-Bretagne conserve seule une supériorité incontestée. Tout ce qui tend à créer des embarras ou de: entraves inutiles doit être considéré avec défiance et adonté avec de grandes précautions. Ceci n'est pas pour chercher des arguments que les intérêts d'une industrie, d'ailleurs digne d'intérêt, ne doivent pas céder le pas à des considérations d'une nécessité impérieuse et d'une obligation internationale, si en cela il v a une obligation de ce genre. Mais cette branche particulière de commerce a une importar ce nationale spéciale qu'à peine possède aucune autre branche. D'elle dépendent à un haut degré les ressources navales qui constituent la meilleure défense du royaume. Je crois que c'est ce fait qui, pour le moment présent, explique la supériorité du nombre des vaisseaux cuirassés anglais construits dans les ateliers de constructeurs privés. Ces chantiers ont été établis et se soutiennent avec moins de frais pour le pays, par suite des commandes des États étrangers. La plupart des États européens confient leurs constructions navales aux chantiers privés des constructeurs anglais. C'est pourquoi à ce sujet, en mettant de côté la question commerciale, ce genre d'industrie renferme des conséquences générales de la plus haute importance politique. Le monopole des constructions de navires cuirassés pour le monde entier est devenu un nouveau et gigantesque levier pour notre supériorité maritime. L'Angleterre est devenue ou devient tous les jours le chantier naval de l'Europe. Si l'on décourage cette industrie, il arrivera soit que les puissances étrangères construisent pour elles-mêmes, ou bien qu'une autre nation dont les restrictions seront moins sévères et dont l'industrie sera par conséquent plus libre, arrive à construire pour elles. L'une et l'autre alternative tend à priver la Grande-Bretagne d'un avantage spécial et national légitimement dû à son habileté dans la fabrication et à ses immenses ressources en fer et en charbon. Si l'Angleterre était malheureusement engagée dans une guerre européenne, nous perdrions l'avantage incalculable que nous possédons maintenant, celui du bénéfice du contrôle des réserves marines de l'Europe. Tous ces ateliers de constructions navales que les commandes des pays étrangers soutiennent en ce moment, peuvent maintenant en cas de besoin être distraits des services des puissances étrangères, et être immédiatement

utilisés pour notre propre défense. Si cette industrie est découragée et peut-être détruite, les conséquences sont évidentes. Les puissances étrangères construiront pour el es-mêmes les bâtiments que nous construisons pour elles aujourd'hui. Elles deviendront donc indépendantes de ce pays, à un point de vue nouveau. Ou bien elles feront construire ailleurs, et le pays où elles s'adresseront recueillera les avantages que nous perdrons. Voilà le premier résultat. Mais les effets indirects sur nos ressources seront pareillement sérieux. A présent, en temps de paix, nous pouvons limiter nous-mêmes les établissements publics, comparativement modérés, malgré leur force extraordinaire d'expansion, parce que nous savons qu'en temps de guerre les chantiers privés peuvent suppléer à nos ressources dans une étendue à peu près illimitée. Mais si cette industrie particulière devait cesser ou être considérablement diminuée, nous devons constamment garder ces établissements en temps de paix, afin qu'ils soient au moins prêts en temps de guerre. Toute la réserve de force navale que nous possédons maintenant dans les chantiers particuliers devra être remplacée par les établissements publics. Par conséquent, toutes ces dépenses en bois de construction, en outillage, en salaires pour conserver d'habiles ouvriers que l'étranger supporte aujourd'hui par l'habitude qu'il a de venir s'approvisionner dans nos chantiers privés, devront à l'avenir être supportées par les contributions publiques. Des gens compétents prétendront que si les chantiers qui fabriquent présentement des navires cuirassés pour le monde, sont abolis, les dépenses de notre flotte augmenteront pour la construction et l'entretien sur un pied égal de la construction dans les chantiers de l'État. Nous avons dans le pays une douzaine de chantiers qui peuvent, dans un temps limité, livrer des vaisseaux aussi puissants qu'aucuns de la flotte anglaise, et qui ont en effet construit plusieurs des meilleurs bâtiments que nous possédons. Nous reposant sur cette réserve de la puissance de production, nous sommes à même d'économiser nos ressources et de diminuer notre stock. Mais si ces établissements viennent à disparaître, nous devons toujours nous tenir prêts à les remplacer, ce qui causerait de bien plus grandes dépenses au pays. Il est bon de remarquer aussi que la compétition de ces chantiers privés entre eux, et avec les chantiers du Gouvernement nous conserve probablement un rang de supériorité plus élevé qu'on ne pourrait l'obtenir par une simple surveillance officielle.

C'est pourquoi l'on peut voir que cette question n'est pas seulement une question d'intérêt pour les constructeurs, mais qu'en fait, elle renferme une grande question de ressources nationales et d'économie publique.

Il est digne de remarque que, lorsqu'en 1817 le Congrès des États-

Unis fut appelé à changer et à amender l'acte d'enrôlement étranger, le bill fut présenté à la Chambre des représentants, par le Comité des affaires étrangères, sous le titre suivant :

- « Bill défendant aux citoyens des États-Unis de vendre des vaisseaux
- « de guerre aux citoyens ou sujets de quelque puissance étrangère et plus
- « efficacement défendant l'armement et l'équipement de vaisseaux
- « de guerre dans les ports des États-Unis pour être employés contre
- « les nations en amitié avec les États-Unis. »

Dans la première section. « Si un citoyen des États-Unis.... équipe

- « et arme.... quelque bâtiment de commerce ou vaisseau de guerre,
- « vend ledit bâtiment ou passe le contrat de vente dudit bâtiment pour
- « être livré dans les États-Unis ou ailleurs à l'acheteur, avec l'intention...
- · de croiser ou de commettre des hostilités sur les sujets... de quel-
- « que prince ou État avec lequel les États-Unis sont en paix, cette per-
- « sonne sera passible de l'amende et de l'emprisonnement, etc., etc. »

Ce bill fut vivement discuté dans le Sénat, et à la fin la première section citée plus haut fut effacée et le titre des statuts changé conformément. (Ces faits sont établis sur l'autorité d'une lettre de M. Bemis de Boston publiée en 1866.) La législature des États-Unis a ainsi, comme on peut le voir, refusé après délibération, d'intervenir dans le commerce de vaisseaux de guerre de ce pays. Il serait bon d'examiner en ayant égard à ces faits, si le résultat de l'intervention proposée dans l'industrie privée de construction de l'Angleterre ne serait pas de transmettre à l'Amérique la totalité des commandes des États étrangers.

Mais il est contesté que si l'équipement, l'armement et la mise en course des bâtiments ont été défendus, cela est nécessaire sur le principe principiis obsta, afin d'étendre la prohibition à tous les termes de la transaction. Ce raisonnement n'a pu faire pénétrer la conviction dans mon esprit : l'armement, l'équipement et la mise en mer sont des actes patents directement et ouvertement joints à une intention belligérante. La construction n'est rien, à moins que le vaisseau soit armé et mis en course; c'est dans ces actes que consiste la violation réelle de la neutralité. La loi étend son bras sur l'offense immédiate et n'a pas à rechercher les origines éloignées. Essayer d'interpréter les actions ç'eût été amener des conséquences difficiles et dangereuses au point de vue politique.

Le grand avantage des pouvoirs préventifs, sommaires et étendus que le présent Rapport recommande de conférer au pouvoir exécutif, c'est qu'il attend la mise en mer des vaisseaux qui peut compromettre notre neutralité, c'est qu'il nous fournit une raison qui pourrait nous justifier de mitiger la rigueur du code pénal plutôt qu'un argument pour en augmenter la rigueur. La répugnance connue des

jurés à appliquer de telles pénalités, crée un mal qui doit être évité. Nous pouvons subir le grand inconvénient qu'il y a de faire des lois qu'il devient impossible d'exécuter parce que leur excès de sévérité soulève l'opinion publique. Le présent Rapport recommande la création d'un pouvoir absolu, et moi, je regarde comme suffisant le pouvoir d'arrêter les bâtiments qui doivent être arrêtés. Le cas du bélier Birkenhead, arrêté sur les ordres du comte Russell, est un exemple de l'exercice d'un pouvoir de ce genre, que ces recommandations ont pour but de rendre plus efficace et plus facile. Aussitôt que s'élèvent des motifs sérieux de suspicion, le pouvoir sera mis en force. Mais en admettant que le vaisseau soit arrêté au port, si celui-ci se retranche derrière le statut qui rend la construction primitive fautive, comment sommes-nous justifiés de ne pas poursuivre les constructeurs après que le vaisseau est arrêté ? si cette noursuite n'est pas établie, la loi sera bientôt méprisée; si elle a été établie, la loi sera probablement violée; il en résultera dans l'un et dans l'autre cas une dépréciation de la loi. Lorsque les jurés sont appelés à infliger à leurs propres concitoyens en faveur d'étrangers des pénalités sévères pour des actes qui ne sont pas punis, mais sont parfaitement légaux dans tous les autres pays, n'est-il pas plus que probable que le sentiment populaire cherchera à corriger la sévérité de la loi?

Il faut rappeler qu'en ajoutant le mot construisant à la partie pénale de l'acte, nous avons distinctement créé un nouveau crime. Nous soumettons nos propres sujets à des pénalités criminelles pour des actes qui sont parfaitement légaux d'après le droit des gens et la pratique de toutes les nations et qui, jusqu'à ce jour, ont été légaux aux yeux de la loi et de la pratique de notre propre pays. Nous n'aurons pas seulement créé un nouveau crime qui n'existait pas, mais nous avons encore créé une conscience et une opinion de criminalité, ce qui est plus difficile à faire accepter.

Les auteurs de l'acte d'enrôlement étranger anglais ont formellement refusé de reporter la contravention à la période de la transaction qui n'avait pas encore pris un caractère offensif et qui n'avait pas de connexion prochaine ou nécessaire avec la guerre. Le Gouvernement américain, après mûre délibération, a pareillement refusé d'accepter le changement aujourd'hui proposé. Il a agi ainsi d'après les principes de politique qu'en abandonnant, nous pourrons nous engager dans des difficultés inextricables et probablement sans être en état d'imposer à aucune des autres nations une réciprocité correspondante. On peut objecter que tandis qu'il a été proposé d'accorder ces Pouvoirs si étendus au Gouvernement, on laisse à sa sagesse une large part pour déterminer la limite de leur mise à exé-

cution. Mais en fait, cette appréciation de sa part sera plutôt nominale que réelle, et en vue d'écarter des réclamations internationales, elle sera entièrement nulle. Ouel que soit le pouvoir conféré, il crée d'une part une obligation au Gouvernement de faire usage de ce pouvoir, et d'un autre côté, une responsabilité de la part de la nation en cas de négligence de son application. Si le Gouvernement est autorisé à intervenir par des poursuites, et par la saisie à tous les degrés de la construction, alors au premier appel d'une puissance belligérante, il sera contraint, presque sans examen, d'intervenir, parce que s'il s'v refusait, sa responsabilité et celle de la nation seraient compromises, même par une erreur de jugement dans le cas où l'obligation est admise. Ainsi nous serions rendus responsables d'actes pour lesquels aucun pays ne voudrait à présent nous considérer responsables. La raison pour laquelle il a paru hors de proposet impossible d'ordonner une prohibition d'exportation de munitions de guerre d'un territoire neutre, c'est qu'en agissant ainsi. cela impliquerait un système de répression et d'espionnage de la part du Gouvernement neutre qui serait complétement intolérable pour le commerce de ses sujets. Si cela est défendu, le devoir du Gouvernement neutre est de veiller à ce qu'en fait la prohibition soit effective. Mais afin de donner plus de force à l'acte d'enrôlement, nous devons établir à chaque occasion de guerre dans des pays étrangers, une espèce d'impôt de guerre au sein de notre propre nation. Et c'est là précisément le mal dans lequel nous nous engagerions nousmêmes, en entreprenant de désendre la construction avec une intention illégale. Si nous créons et assumons ce devoir, nous sommes tenus de le remplir, et afin de le remplir, nous devons constater à nos risques et périls l'intention et la future destination de chaque carène en construction dans le Royaume-Uni, ainsi que dans nos possessions les plus éloignées. Si cela a lieu honnêtement et rigoureusement, ce sera mettre toute l'industrie des constructions navales sous une surveillance du caractère le plus odieux et le plus oppressif que nous endurerions à peine pour la sécurité de nos propres intérêts, et qui, certainement, ne sera pas tolérée dans l'intérêt unique des États étrangers.

Il y a des gens qui se résignent à cet état de choses en supposant que dans le fait, ce nouveau crime ne sera jamais pratiquement poursuivi dans sa première période. S'il en est ainsi, à quel propos a-t-il alors été créé? Mais si en réalité on en a fait un crime, le Gouvernement neutre doit le poursuivre dès ses commencements, au risque d'être rendu responsable de ce qui peut survenir dans la suite. Il y a une immense différence à cet égard, entre le délit d'équipement et d'armement, qui spécialement d'après la manière de faire la

guerre d'aujourd'hui constitue un fait suffisamment visible et patent, et qui peut facilement être découvert à temps pour prévenir la mise en course du bâtiment. Mais si toute construction, avec une certaine intention, constitue un crime qu'il est du devoir du Gouvernement de réprimer, alors il n'existe plus de carène mise en construction, de boulon rivé, de planches sciées dans n'importe quel chantier du royaume, qui ne puissent à tout moment exposer le pays à une responsabilité inconnue jusqu'ici.

Les objections qui forcément frappent mon esprit sont celles-ci:

1) Nous allons créer une nouvelle obligation qu'il nous sera difficile et probablement impossible d'exécuter.

2) En créant cette nouvelle obligation, nous nous exposons à une

nouvelle responsabilité si nous ne l'exécutons pas.

3) Tenter de remplir cette obligation, deviendra uu acte odieux pour nos nationaux, et ne pas la remplir, sera un juste sujet de réclamation de la part des États étrangers.

4) Nous placerons bénévolement l'industrie de notre pays dans un

désavantage vis-à-vis du reste du monde.

La création de ce nouveau délit créera ou bien ne créera pas des embarras et des préjudices à l'industrie des constructions maritimes du pays. Si elle n'en crée pas, comme certains le croient, il serait bon que ceci fût bien clairement démontré. J'avoue que, si j'en étais certain, mes objections contre le moyen proposé seraient en grande partie écartées. Mais si, comme je le crois, la nécessité d'un contrôle et d'une intervention officiels continuels entravera et selon toutes les probabilités, ruinera complétement cette branche de notre commerce, c'est là encore un point sur lequel, à mon avis, la nation a le droit d'attendre que nous lui fournissions les moyens de se former une opinion exacte. Il est possible que pour des objets équivalents nous soyons disposés à sacrifier ce commerce. Mais il va de soi que nous estimerions l'élévation du sacrifice comme étant entièrement gratuite et sans exemple dans l'histoire des autres nations. Je regrette que la commission ne se soit pas renseignée jusqu'à quel point la prohibition proposée affectera en fait cette industrie spéciale et les ressources générales navales du pays. Je me plais à croire d'ailleurs, qu'avant de prendre des mesures législatives sur cette matière, on procédera à une enquête. Si les pouvoirs préventifs de détention recommandés dans le Rapport sont, comme je le crois, suffisants pour tous les objets pratiques et pour l'accomplissement de tous les devoirs légitimes, ce serait un argument de bonne politique pour nous dissuader de donner une plus grande extension à la loi.

Je partage entièrement le désir de prendre de nombreuses précautions pour que les devoirs de la neutralité soient honnétement et efficacement remplis. Mais en créant de nouvelles obligations qui n'existent ni en principe, ni en précédents, ni en pratique, il est utile de prendre en considération, si en exagérant les obligations de neutralité nous ne créons pas un empêchement à la mise en pratique de ces même obligations. Nous pouvons arriver à rendre les obligations de la neutralité si tracassières et si difficiles que par voie simple d'expédient un gouvernement prudent préférera la guerre. Et nous pouvons ainsi faire échouer le but que nous avons en vue par les moyens que nous adopterions pour l'atteindre.

Il y a une condition de choses qu'il paraît spécialement nécessaire de prévoir. Un gouvernement étranger peut avoir fait un contrat pour faire construire dans ce pays un vaisseau de guerre cuirassé en temps de paix et sans aucune prévision d'une guerre venant à surgir.

Un vaisseau de ce genre demande plusieurs mois pour être achevé et le coût en est énorme. Le gouvernement étranger peut avoir payé en avance plusieurs centaines de mille livres pour les frais de construction, et la propriété du vaisseau non achevé sera transmise au gouvernement étranger. Que deviendra ce vaisseau dans le cas où le Gouvernement contractant est impliqué plus tard dans une guerre? Ce vaisseau sera-t-il confisqué, et le constructeur poursuivi parce qu'il exécute un contrat parfaitement légal au moment où il l'a conclu? S'il en est ainsi, quelles seront les chances pour qu'à l'avenir, un Gouvernement étranger veuille faire construire en Angleterre ou encore un constructeur anglais veuille s'aventurer à souscrire à un pareil contrat? La dernière guerre entre la Prusse et l'Autriche a duré moins de deux mois; un vaisseau a pu être commandé par l'une ou l'autre de ces puissances à un constructeur anglais; ce bâtiment pouvait être à moitié achevé au commencement de la guerre et complétement fini après la guerre; au sujet du travail fait avant la guerre et après la guerre, c'est-à-dire pour le commencement et l'achèvement du bâtiment le constructeur n'aurait à encourir aucune peine, mais pour le travail accompli pendant le peu de semaines qu'a duré la guerre, c'est-à-dire pour le milieu de la construction, il peut être coupable d'acte criminel, passible de l'amende et de l'emprisonnement. Ceci peut paraître un exemple exagéré mais cela prouve en même temps la nécessité d'assurer quelque protection à des contrats conclus de bonne foi, et commencés en temps de paix, à moins qu'on ne veuille entièrement empêcher le commerce.

Il y a encore une autre question que j'aurais été heureux de voir comprise dans les recommandations du Rapport. Il s'est récemment élevé un fort sentiment d'opinion contre la reconnaissance de commissions de belligérants garanties aux vaisseaux en pleine mer à l'aide desquelles ces bâtiments deviennent tout d'un coup des croi-

seurs belligérants légaux, quoiqu'ils ne sortent pas d'un port belligérant et qu'en fait ils ne tirent aucune aide des ressources navales naturelles et légitimes de ceux en faveur desquels ils soutiennent la guerre pendant la guerre actuelle. Il me semble que pour toutes les raisons, il faut tâcher de décourager une semblable pratique. Mais comme à ce sujet il n'y a aucune règle du droit international qui défende de délivrer des commissions en pleine mer, nous ne pouvons pas conséquemment refuser de reconnaître les titres de ces croiseurs, à tous les droits légitimes de guerre, dans les ports soumis à notre juridiction. Mais nous sommes maîtres de nos propres actions, de notre hospitalité dans le Royaume. Quoique en conséquence, nous ne puissions contester la validité d'une pareille commission en haute mer, ou la légalité des prises faites par ces bâtiments, nous pouvons refuser de recevoir dans nos ports tout vaisseau qui n'a pas reçu sa commission dans un port de son propre pays. En agissant ainsi nous nous en tiendrions strictement aux principes du droit des gens, et notre exemple serait probablement suivi par d'autres puissances maritimes et par là on arrivera à abolir entièrement cette pratique. Dans ce but, j'aurais vu avec un vif plaisir que la commission ait jugé bon de recommander qu'en temps de guerre aucun vaisseau armé engagé dans les hostilités ne fût admis dans nos ports sans posséder une commission délivrée à cet effet dans un port d'équipement militaire ou naval actuellement occupé par le Gouvernement dont il tient sa commission.

Signé: W. HARCOURT.

APPENDICE Nº 1.

Acte anglais sur l'enrôlement étranger.

59. Georges III. Chapitre LXIX. 3 juillet 1819.

Chapitre LXIX. Acte pour prévenir l'enrôlement ou l'engagement des sujets de Sa Majesté, au service étranger, ainsi que l'armement ou équipement de vaisseaux, dans les domaines de Sa Majesté, pour des motifs de guerre, sans l'autorisation de Sa Majesté.

Attendu que l'enrôlement ou l'engagement au service de guerre étranger des sujets de Sa Majesté sans l'autorisation de Sa Majesté, ainsi que l'équipement et l'armement de vaisseaux par des sujets de Sa Majesté sans son autorisation pour des opérations de guerre dans ou contre les possessions ou territoires de princes, États, potentats étrangers ou personnes exerçant ou assumant l'exercice du pouvoir du Gouvernement dans ou sur des contrées, colonies, provinces étran-

gères ou une partie de queiques provinces ou contre les vaisseaux, les propriétés ou marchandises de quelques princes, État, potentat étranger susnommés, ou leurs suj ts, peuvent être préjudiciables et mettre en danger la paix et la prospérité de ce royaume: Et attendu que les lois en vigueur ne suffisent pas pour prévenir ces dangers avec efficacité, il a été résolu par son excellente Majesté le Roi, avec le consentement et l'avis des Lords spirituels et temporels et des Communes assemblés dans ce présent Parlement, et de l'autorité de ceux-ci, que, pendant et après la promulgation de cet acte, acte passé dans la neuvième année du règne de Sa Majeste le roi Georges deuxième du nom intitulé : « Acte défen-« dant l'enrôlement des sujets de Sa Majesté comme soldats sans « l'autorisation de Sa dite Majesté; » et ensuite aussi d'un Acte passé dans la vingt-neuvième année du règne de Sa dite Majesté le roi Georges deuxième du nom intitulé : « Acte défendant aux sujets de « Sa Maiesté d'entrer comme officiers au service du roi de France, et « nour donner plus de force à un Acte passé dans la neuvième année du « règne de Sa présente Majesté, défense est faite aux sujets de Sa Ma-« jesté de s'enrôler et de servir comme soldats sans l'autorisation de « Sa Majesté; et pour obliger les sujets de Sa Majesté qui ont accepté « des commissions dans la brigade écossaise au service des États gé-« néraux des Provinces-Unies, de prêter serment d'allègeance et d'ab-« juration, » et aussi un Acte passé en Irlande dans la onzième année de Sa dite feue Majesté le roi Georges II, intitulé : « Acte pour em-« pêcher plus efficacement l'enrôlement des sujets de Sa Majesté « comme soldats au service étranger sans l'autorisation de sa dite « Majesté; » et aussi un Acte passé en Irlande dans la dix-neuvième année du règne de Sa dite Majesté seu Georges II intitulé : « Acte pour empêcher plus efficacement les sujets de Sa Majesté « de prendre du service à l'étranger et pour publicr un Acte de la « septième année du règne du roi Guillaume III intitulé : Acte qui défend l'éducation étrangère » toutes et chaque clauses et défenses contenues dans les différents actes précisis sont et seront rappelées par les présentes.

II. Il est de plus déclaré et arrêté que, si des sujets de Sa Majesté, de ses héritiers et successeurs, sans la volonté ou l'autorisation de Sa Majesté, de ses héritiers ou de ses successeurs, à moins d'y avoir été autorisés par un acte signé de Sa Majesté, de ses héritiers ou successeurs, ou signifié par un décret en conseil ou par une proclamation de Sa Majesté, de ses héritiers ou successeurs, ont pris ou ont accepté une commission militaire ou se sont engagés autrement au service militaire comme officier ou sous-officier, ou se sont enrôlés eux-mêmes, se sont fait enrôler ou sont entrés eux-mêmes au ser-

1316

vice comme soldats pour être employés dans quelque opération militaire ou de guerre, pour, sous, ou à l'aide de princes, Etats, potentats, colonies ou provinces étrangers ou d'une portion de provinces ou nations, d'une ou plusieurs personnes exerçant ou assumant l'exercice des pouvoirs gouvernementaux dans ou sur des pays étrangers, colonies, provinces ou parties de provinces et de nations soit comme officier ou soldat ou en toute autre qualité militaire; ou si quelques sujets de Sa Majesté sans sa volonté ou son autorisation, comme il a été dit ci-dessus, ont consenti à prendre ou à accepter une commission, un emploi ou warrant comme officiers, ont été enrôlés ou sont entrés d'eux-mêmes, ont consenti de s'enrôler ou d'entrer eux-mêmes au service comme matelots ou marins, ou d'être employés ou engagés ou de servir à bord de bâtiments ou vaisseaux de guerre ou dans et sur des bâtiments ou vaisseaux agencés, gréés ou équipés ou prêts à être employés à quelque entreprise de guerre, au service de, pour, sous ou à l'aide d'une puissance, prince, État, potentat, colonies, province étrangers ou une partie de province ou de pays, d'une personne ou de personnes exerçant ou assumant l'exercice du pouvoir gouvernemental dans ou sur quelque pays, colonies, province ou sur une partie de pays ou de provinces; ou si un sujet de Sa Majesté, sans son autorisation et son agrément, comme il a été dit plus haut, s'engageait, promettait ou agréait d'aller ou allait dans un État, pays, colonie, province étrangers ou dans une partie de province ou en quelque lieu au delà des mers avec l'intention de s'enrôler ou d'entrer lui-même au service. ou avec l'intention de servir dans une opération militaire ou de guerre quelconque sur terre ou sur mer au service, sous, pour ou à l'aide d'un prince, Etat, potentat, colonie, province étrangers ou d'une partie de pays ou prevince, ou au service de, sous, pour ou à l'aide d'une personne ou de personnes exerçant ou assumant l'exercice du pouvoir gouvernemental dans ou sur un pays, colonie, province étrangers ou sur une partie de province ou de pays, soit comme officier ou soldat ou en toute autre qualité militaire, ou comme officier ou matelot, ou marin sur un vaisseau ou bâtiment comme il a été dit plus haut, quoiqu'en s'enrôlant il n'ait reçu, ni argent, ni paye, ni récompense ou qu'il ne doive recevoir dans l'un ou l'autre cas, comme il a été dit auparavant, de paye actuelle pour lui ou pour une autre personne ou pour son usage et à son profit; ou si une personne quelconque dans le royaume uni de Grande-Bretagne et d'Irlande ou dans quelque autre partie des pays soumis à Sa Majesté, ou dans un pays, colonie, établissement, île ou endroit appartenant ou soumis à Sa Majesté, engageait, retenait, enrôlait, procurait ou tentait des efforts pour enrôler, engager, retenir une personne ou des personnes et leur procurer l'enrôlement ou les engager à s'enrôler, ou à servir ou à être employées dans quelque service ou emploi comme il a été dit ci-dessus, comme soldat, officier, matelot ou marin, soit au service de terre ou de mer, pour, ou sous, ou à l'aide d'un prince, État, potentat, colonie, province étrangers, ou à l'aide d'une personne ou des personnes exerçant ou assumant l'exercice du pouvoir gouvernemental comme il a été dit ci-dessus, ou d'aller, ou de consentir à aller, ou de s'embarquer pour une partie des pays soumis à Sa Majesté dans le but ou avec l'intention d'y être enrôlé, engagé ou employé comme il a été dit ci-dessus, soit qu'en s'enrôlant ils aient recu de l'argent, une pave ou récompense ou qu'ils en reçoivent actuellement, soit qu'ils n'en recoivent pas dans l'un ou l'autre des cas susdits, chaque personne agissant ainsi sera réputée coupable d'illégalité, et après condamnation précédée d'une enquête ou interrogatoire, sera passible de l'amende et de l'emprisonnement, soit de l'un des deux à la discrétion de la cour devant laquelle il aura été convaincu du délit.

III. Il est toujours entendu et décrété que rien de ce qui est contenu dans cet acte ne s'appliquera ou sera considéré comme s'appliquer à rendre une ou des personnes passibles de punitions ou de pénalité en raison de cet acte, qui, avant le premier août mil huit cent dixneuf, dans toutes les parties du Royaume-Uni et dans les îles de Jersey, Guernesey, Alderney et Sark ou avant le premier jour de novembre mil huit cent dix-neuf dans tous les endroits ou toutes les parties situés hors du Royaume-Uni et des dites îles, auraient pris ou accepté, consenti à prendre ou accepter une commission militaire, ou se seraient engagées en tout autre façon dans un service militaire comme officier ou sous-officier, ou auraient enrôlé ou se seraient enrôlées elles-mêmes, auraient consenti d'enrôler, ou d'entrer ellesmêmes au service en qualité de soldat, auraient servi ou consenti de servir, ou bien, après le premier août indiqué de l'année mil huit cent dix-neuf, continueraient le service dans une opération de guerre ou militaire, soit comme officier ou comme soldat, ou dans une autre qualité militaire, ou auraient accepté ou consenti d'accepter une commission, un ordre, une promotion comme officier, ou auraient enrôlé, ou seraient entrées elles-mêmes au service, auraient servi, ou, avant servi en cette qualité, continueront de servir comme matelot ou marin, ou auront été employées ou engagées, ou auront servi, ou après avoir servi, après ledit premier jour du mois d'août, auraient continué de servir sur ou à bord d'un vaisseau ou bâtiment de guerre gréé, préparé, équipé ou destiné à quelque entreprise de guerre: ou (ces personnes) se seront engagées ou auront contracté ou

agréé d'alier, si elles sont allées, et seront allées, postérieurement à la date du premier août mil huit cent dix-neuf, elles ont continué le service dans un pays, État, colonie, province, étrangers ou dans une partie de province, dans ou à une place au delà des mers, à moins que ladite on lesdites personnes se soient embarquées ou soient parties de quelque port on place dans le Royaume-Uni ou des îles de Jersey, Guernesey, Alderney ou Sark, avec l'intention de servir comme officier, soldat, matelot ou marin, contrairement aux dispositions de cet acte après ledit premier août, ou s'embarqueront ou partiront d'un port ou place du Royaume-Uni, ou des îles de Jersey, Guernesey, Alderney ou Sark, avec une intention comme il est dit plus haut, après le susdit premier jour de novembre, ou qui auraient, avant la passation de cet acte, et dans l'intérieur de ce Royaume-Uni et desdites îles, ou avant le premier jour de novembre mil huit cent dix-neuf enrôlé, retenu, engagé, ou procuré, entrepris, tâché d'enrôler, d'arrêter, d'engager ou de retenir une ou plusieurs personnes quelconques de s'enrôler ou d'entrer au service ou de les enrôler, ou de les faire entrer au service, ou de les mettre à même d'être employées à un service ou emploi comme il a été dit, en qualité d'officier, soldat, matelot, marin, soit sur terre ou sur mer, ou d'aller ou de consentir à aller s'embarquer pour cet objet ou avec l'intention d'être enrôlées. inscrites ou engagées et employées contrairement aux défenses renfermées dans le présent acte nonobstant toutes dispositions contraires renfermées dans le présent acte; mais que cette ou ces personnes dans ces conditions et non dans une autre seront passibles des amendes, pénalités, forfaitures, déchéances, et non d'autres comme chaque ou toutes personnes qui étaient passibles et coupables avant la passation de cet acte et comme chaque et toutes personnes auraient été et ont été responsables et sujettes aux prescriptions de l'acte, dans le cas où cet acte et lesdits actes abrogés par le présent n'auraient pas été faits et décrétés.

IV. Il est de plus décrété qu'il sera et pourra être légal pour chaque justice de paix résidant près d'un port ou d'une place dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande, où un délit reconnu criminel par cet acte aura été commis, de procéder à l'information sur serment de chaque délit de ce genre, de lancer un mandat d'arrestation du coupable et de le faire amener devant ce tribunal ou toute autre justice de paix; il sera pareillement légal pour le juge de paix, devant lequel le prévenu sera amené à comparaître, d'examiner sous la foi du serment, la nature du délit, d'envoyer cette personne en prison, pour y rester jusqu'à ce qu'elle soit remise en liberté suivant la loi, à moins que ce prévenu ait fourni caution reconnue suffisante par ladite justice de comparaître et de répondre aux in-

terrogatoires ou accusations formulées contre lui selon la loi pour le susdit délit; et que, tous les délits de ce genre qui auront été commis dans une partie quelconque du Royaume-Uni, appelé Angleterre, seront poursuivis et jugés devant la cour de Sa Maiesté du banc du Roi à Westminster et que la comparution dans ce cas sera citée à Westminster ou aux cours d'assises, ou aux sessions trimestrielles ou générales de paix dans et pour le comté ou endroit où tous ces délits ou offenses ont été commis; et que toutes ces offenses qui auront été commises dans cette partie du Royaume-Uni appelée Irlande seront et nourront être poursuivies devant la cour de Sa Majesté du banc du Roi à Dublin ou devant les cours d'assises ou aux sessions trimestrielles ou générales de paix dans et pour le comté ou endroit où la susdite offense a été commise; et tous ces délits qui seront commis en Écosse seront et pourront être poursuivis à la cour du premier juge en Écosse ou devant toute autre cour compétente pour juger les offenses criminelles commises dans les comtés, cantons ou intendances où ces offenses ont été commises : et là où une offense rendue punissable comme action criminelle par le présent acte sera commise hors du susdit Royaume-Uni, il est légal pour toute justice de paix résidant près du port ou de la place où la susdite offense a été commise, aussitôt qu'une information d'une pareille offense aura été faite sous serment, de lancer un mandat d'amener contre le prévenu, de le faire traduire devant ce tribunal de paix ou toute autre justice de paix pour cette place; il est de même légal pour le tribunal de paix devant lequel le délinquant aura été traduit, d'examiner la nature de l'offense sous serment, et de le retenir jusqu'à ce que la loi ait eu son cours, ou bien d'exiger dudit délinquant une caution pour répondre de cette offense devant la Cour supérieure, compétente pour juger et avant juridiction pour juger les offenses commises dans ce port ou dans cette place; et toutes ces offenses commises en un lieu hors du Royaume-Uni seront et peuvent être poursuivies et jugées dans toute cour supérieure des possessions de Sa Majesté compétente à juger et ayant juridiction pour connaître des crimes commis dans le lieu où ladite offense a été commise.

V. Il est de plus décrété que dans le cas où un bâtiment ou vaisseau dans un port ou une place situés dans les possessions de Sa Majesté aurait à bord une ou plusieurs personnes qui ont été enrôlées ou engagées pour le service, ou qui auraient engagé, agréé ou procuré l'enrôlement, le service ou l'inscription, ou qui seraient parties des possessions de Sa Majesté dans un dessein et avec l'intention d'enrôler et d'inscrire pour le service ou d'être engagées ou employées au service de princes, États ou potentats, colonies provinces étrangers ou d'une partie de provinces ou de nations, ou au service d'une ou

plusieurs personnes exerçant ou assumant l'exercice de pouvoirs gouvernementaux dans ou sur une colonie ou province étrangère ou quelque partie de province on de nation soit comme officier, soldat, matelot ou marin, contrairement aux dispositions de cet acte, il sera légal pour chacun des principaux officiers de douanes de sa Majesté où il se trouvera un officier de ce rang, et dans toute partie des possessions de Sa Majesté où il n'y aura pas d'officiers de douanes de Sa Majesté à tout gouverneur ou à toute autre personne ayant le commandement civil en chef, aussitôt qu'ils en auront été informés, sur la foi du serment, serment qu'ils sont autorisés et approuvés de déférer, à savoir que la personne ou les personnes susdites est ou sont à bord d'un tel bâtiment ou vaisseau, le bâtiment ou vaisseau soit arrêté et mis en prévention, de retenir et d'empêcher ce vaisseau ou bâtiment, ou de faire retenir en empêcher ce vaisseau ou bâtiment de reprendre la mer et de continuer sa route avec les personnes susdites à son bord. Il est toutefois entendu qu'aucun officier principal, gouverneur ou autre personne n'agira comme il a été dit sur cette information sous la foi du serment comme il a été dit, à moins que la personne qui aura donné le renseignement aura non-seulement déposé dans cette information que la personne ou les personnes à bord dubâtiment ou du vaisseau sont ou ont été enrôlées, recrutées pour le service, qu'elles ont engagé, agréé ou procuré l'enrôlement, le recrutement pour le service, qu'elle est ou qu'elles sont parties, comme il a été dit, pour cet objet et dans l'intention de s'engager ou de s'enrôler au service ou d'être employées soit pour le service ou d'être engagées ou employées à ce service, comme il a été dit, mais trouveront énumérés dans cette information, sous la foi du serment, les faits ou circonstances sur lesquelles il pourra se former une opinion qui le mette à même de fournir cette information sous la foi du serment; et que toutes ou chaque personnes convaincues de faux serment dans une information (enquête) sous la foi du serment sera ou seront condamnées à subir les pénalités réservées aux personnes convaincues de parjure volontaire et prémédité.

VI. Et il est de plus décrété que si un capitaine ou toute autre personne ayant ou remplissant la charge de commandement sur un vaisseau ou bâtiment dans une partie du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande ou dans une partie des possessions de Sa Majesté au delà des mers, a pris, sciemment et volontairement à bord, ou si ce capitaine ou toute autre personne ayant le commandement d'un bâtiment ou vaisseau, ou si un ou des propriétaires de ces bâtiments ou vaisseaux ont engagé sciemment de prendre à bord une ou plusieurs personnes qui avaient été enrôlées ou recrutées pour le service, ou ont engagé ou agréé ou ont procuré l'enrôlement, le recrutement ou le

service, ou qui sont parties des possessions de Sa Majesté dans ce dessein, avec l'intention de recruter ou d'enrôler pour le service ou d'être employées ou au service, ou étant engagées dans un service militaire ou naval contrairement aux dispositions de cet acte, ces capitaine, propriétaire ou toute autre personne susnommées auront commis un délit et payeront la somme de cinq livres sterling pour chaque personne qu'ils ont prise ou se sont engagés de prendre à bord; et de plus chaque bâtiment ou vaisseau ayant ainsi à bord, convoyant, conduisant ou transportant une ou plusieurs de ces personnes, sera et devra être saisi et relenu par le receveur, contrôleur. surveillant ou tout autre officier de douanes, jusqu'à ce qu'il ait payé et satisfait aux pénalités, ou jusqu'à ce que le capitaine ou une personne ou le propriétaire ou les propriétaires de ce bâtiment ou de ce vaisseau aient donné une caution honne et suffisante, approuvée et trouvée bonne devant une justice de paix de Sa Majesté, pour répondre du payement des susdites amendes ou pénalités.

VII. Il est de plus décrété que si quelque personne, dans une partie du Royaume-Uni ou dans une partie des possessions de Sa Majesté au delà des mers, a, sans le consentement et l'autorisation de Sa Majesté, équipé, armé, tenté et essayé de se procurer des équipements, gréements, armes ou se procurer des objets équipés, gréés, munis ou armés, ou si, sciemment, elle a aidé, assisté à équiper, gréer, munir ou armer quelque vaisseau ou bâtiment avec l'intention ou dans le but que ce vaisseau ou bâtiment sera employé au service d'un prince. État ou potentat étrangers ou de quelque colonie ou province étrangère, ou de quelque partie de province ou de nation, ou bien encore de quelque personne ou personnes exerçant ou assumant l'exercice des pouvoirs gouvernementaux dans ou sur quelques États, colonies, provinces étrangers, ou partie de quelque province ou nation, comme navire de transport, ou avec l'intention de croiser ou de commettre des hostilités contre quelque prince, État ou potentat ou contre les sujets ou citovens de quelque prince, potentat ou État, ou contre les personnes exerçant ou assumant l'exercice des pouvoirs gouvernementaux dans et sur quelque État, colonie, province étrangers, ou partie de quelque province ou de quelque pays, ou contre les habitants de quelque colonie ou province étrangère, ou contre une partie de quelque province ou de quelque pays avec lesquels Sa Majesté ne serait point en état de guerre; ou, dans le Royaume-Uni, dans toutes les possessions de Sa Majesté, ou dans tous établissements, colonie, territoire, île ou place dépendante ou sujette de Sa Majesté émettra et délivrera une commission à quelque vaisseau ou bâtiment, dans le but que ce bâtiment ou vaisseau sera employé, comme il a été dit cidessus, toute et chaque personne commettant ce délit, sera déclarée

1322

coupable d'acte criminel et après en avoir été convaincue, d'après l'enquete ou l'information, sera punie d'amende et d'emprisonnement, ou des deux réunis, suivant l'appréciation de la Cour devant laquelle le délinquant aura été convaincu; et chaque hâtiment ou vaisseau de ce genre avec les cordages, appareils et fournitures et avec tous les matériaux, armes et munitions et provisions qui peuvent appartenir ou être à bord d'un vaisseau et hâtiment de ce genre sera confisqué; et il sera permis à tout officier de douanes de Sa Majesté, ou à tout officier de la marine de Sa Majesté, autorisé au nom de la loi d'opérer des saisies pour tout délit encouru seus l'action d'une loi des douanes ou de l'accise ou des lois sur le commerce et la navigation, de saisir lesdits vaisseaux et l'âtiments, en tels lieux et de la manière que les officiers de donanes de Sa Majesté et les officiers de vaisseaux de Sa Majesté sont respectivement autorisés à faire des saisies selon les lois de donanes et d'accises ou selon la loi du commerce et de la navigation; et que chaque vaisseau ou bâtiment de ce genre munis de leurs cordages, appareils et fournitures, ainsi que de tout le matériel, de toutes les armes, munitions et provisions qui peuvent appartenir ou être à bord d'un vaisseau ou d'un bâtiment de ce genre puisse être poursuivi et condamné pour avoir enfreint les lois faites pour la protection des revenus des douanes et de l'accise, ou des lois sur le commerce et la navigation.

ViII. Il est de plus décrété que si quelque personne, dans quelque partie du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande ou dans quelque partie des possessions de Sa Majesté au delà des mers, sans la permission et l'autorisation de Sa Majesté, en augmentant le nombre des armes à feu de ce bâtiment, on en changeant celles qui sont à bord pour d'autres armes à feu, ou en ajoutant aux engins de guerre une augmentation ou accroissement, auront augmenté ou aidé à augmenter et auront sciemment contribué à l'augmentation ou accroissement des forces de guerre d'un vaisseau ou bâtiment de guerre, ou croiseur ou de tout autre bâtiment armé qui, au temps de son arrivée dans une partie du Royaume Uni ou des possessions de Sa Majesté, était un vaisseau armé, croiseur ou vaisseau de guerre au service d'un prince, État ou Potentat étranger, ou d'une personne ou de personnes exerçant ou assumant l'exercice de pouvoirs gouvernementaux dans ou sur une colonie, province ou partie d'une province ou d'une nation appartenant aux sujets de quelque prince, État ou Potentat, ou aux habitants d'une colonie province ou à une partie de pays ou de province sous l'autorité d'une ou de personnes exerçant ou assumant l'exercice de pouvoirs gouvernementaux, chaque personne commettant ce délit sera jugée coupable d'illégalité et sera. après condamnation précédée d'une enquête ou information passible d'amende et d'emprisonnement, ou de l'un et l'autre suivant l'appréciation de la Cour devant laquelle le délinquant auta été convaincu.

IX Il est de plus décrété que les délits rendus punissables par le présent acte, commis hors des limites du Royaume-Uni, peuvent être poursuivis et jugés devant la Cour de Sa Majesté au banc du roi à Westminster, et dans ce cas la juridiction aura lieu à Westminster, dans le comté de Middlesex.

X. Il est de plus décrété que toute pénalité ou confiscation infligée par le present acte peutêtre instruite, poursuivie, recouvrée par action pour dettes, requête, plainte ou enquête dans chaque Cour de record à Westminster ou à Dublin, ou à la cour de l'Échiquier, ou à la Cour de session en Écosse, au nom de Sa Majesté par l'attorney général pour l'Angleterre ou l'Irlande, ou respectivement par l'avocat de Sa Majesté pour l'Écosse, ou au nom d'une ou de plusieurs personnes quelconques; dans lesquelles aucun délai de grâce, protection. privilége, serment dérisoire et pas plus qu'une remise ne seront accordés; et, dans chaque action ou procès, la personne contre laquelle un jugement aura été rendu pour une amende ou confiscation sous l'application de cet acte, payera le double des frais du procès; et chaque action ou procès de ce genre sera ou pourra être intentée en tout temps pendant deuze mois après le délit et non ultérieurement; et la moitié de chaque amende à recouvrer en vertu de cet acte sera attribuée à Sa Majesté, à ses héritiers ou successeurs, et l'autre moitié à l'usage de la personne ou des personnes qui ont poursuivi en premier, après déduction faite des frais de la poursuite tout entiere.

XI. Il est de plus décrété que si une action ou procès a été commencé soit dans la Grande-Bretagne, soit ailleurs, contre une personne ou des personnes pour toute cause en vertu de cet acte, toutes les règles et tous les règlements, priviléges et protections, pour le maintien et la défense d'un pareil procès ou action, de même que pour la procédure et tous les frais afférents, en relation avec tout acte, matière, ou choses faits, ou qui peuvent être faits par tout officier de douane ou d'accise, ou par tout autre officier de vaisseau de Sa Majesté, en vertu d'un acte du Parlement en vigueur, à l'époque ou immédiatement avant la passation de cet acte, pour la protection des revenus des douanes et des assises, ou pour prévenir la contrebande, sera appliqué et aura toute sa force dans toute action où procès qui sera intenté en vertu de cet acte, de la manière la plus ample et la plus complète que possible comme si les mêmes privilèges et protections étajent répétés et remis en vigueur dans cet acte.

XII. Il est bien entendu toujours et établi que rien n'est renfermé dans cet acte, tendra ou sera interprété à tendre, à soumettre à quel-

que pénalité les personnes qui voudraient entrer au service de quelque prince, État ou Potentat en Asie avec la permission ou l'autorisation accordées dans les formes usitées par le Gouverneur général en conseil ou le vice-président du Conseil du fort Guillaume au Bengal, ou en conformité avec les ordres ou règlements promulgués ou sanctionnés par ledit Gouverneur général ou le vice-président en conseil.

APPENDICE Nº 2.

Acte d'enrôlement des États-Unis.

Quinzième Congrès. Session I. Chapitre VIII. 20 avril 1818.

Chapitre LXXXVIII. Acte supplémentaire à « l'acte pour la répression de certains crimes contre les États-Unis » et abrogeant les actes y mentionnés.

Il est décrété par le Sénat et par la Chambre des Représentants des États-Unis d'Amérique assemblés en congrès, que si un citoyen des États-Unis a sur le territoire ou la juridiction de ces États, accepté et exercé une commission pour servir un prince, État, colonie étrangers, district, ou nation en guerre, sur terre ou sur mer contre un prince, État, colonie, district ou nation avec lequel les États-Unis sont en paix, la personne commettant ce délit sera considérée comme coupable de crime grave et sera condamnée à une amende de deux mille dollars au plus, et à un emprisonnement qui n'excédera pas trois ans.

Section II. Et il est de plus décreté que si quelque personne sur le territoire ou dans les limites de la juridiction des États-Unis s'est enrôlée ou ait engagé, porté une autre personne à s'enrôler, ou à aller hors des limites ou de la juridiction des États-Unis avec l'intention d'être enrôlée ou incorporée au service de quelque prince, État, colonie, district ou nation étrangers, comme soldat ou comme matelot ou marin à bord de quelque bâtiment de guerre, lettre de marque ou corsaire, toute personne commettant ce délit sera considérée comme coupable de crime grave et sera condamnée à une amende n'excédant pas mille dollars, et à trois années de prison au maximum: il est entendu que cet acte n'étend pas la défense aux sujets ou citoyens de princes, d'États, colonies, pays ou nations étrangers qui se trouvent en passant sur le territoire des États-Unis et se trouvent à bord d'un vaisseau de guerre, lettre de marque ou corsaire qui, au moment de son arrivée aux États-Unis, était armé et équipé comme tel de s'enrôler ou engager, ou d'enrôler et de recruter d'autres sujets ou citoyens des mêmes prince, États, colonies, district, nation qui se trouvent en passant aux États-Unis de s'enrôler ou de s'engager eux-mêmes au service de ces prince, État, colonie, district, nation étrangers à bord de ces vaisseaux de guerre, lettre de marque ou corsaire, si les États-Unis sont en état de paix avec les susdits prince, Etat, colonie, district, nation étrangers.

Section III. Il est de plus décrété que si quelque personne, dans les limites des États-Unis, a équipé et armé, ou tenté d'équiper ou d'armer, ou fait équiper et armer, ou a sciemment contribué aux fournitures, équipement, armement d'un vaisseau ou bâtiment, avec l'intention que ce vaisseau ou bâtiment soit employé au service de quelque prince, État, ou colonie, district, nation, pour croiser ou commettre des hostilités contre les sujets ou les citovens ou les propriétés de quelque prince, ou État, ou de quelque colonie, district ou nation avec lesquels les États-Unis sont en paix, ou émettra et délivrera une commission sur le territoire ou dans les limites de la juridiction des États-Unis à un vaisseau ou bâtiment avec l'intention qu'il puisse être employé comme il a été dit ci-dessus, toute personne agissant contre ces prescriptions sera coupable de conduite criminelle et sera condamnée à une amende de dix mille dollars au plus et à trois ans de prison au plus; et chaque vaisseau ou bâtiment de ce genre avec ses cordages, appareils et provisions, ainsi qu'avec tout son matériel, ses armes, munitions et matériel qu'il aura pu se procurer pour la construction ou l'équipement, sera confisqué; une moitié du prix sera pour le dénonciateur, et l'autre moitié pour les États-Unis.

Section IV. Et il est de plus décrété que si quelque ou quelques citovens des États-Unis, dans les limites de ce pays, ont armé, équipé ou tenté d'armer, ou d'équiper, ou contribué à l'équipement et à l'armement, ou ont sciemment aidé à fournir, gréer, armer quelques vaisseaux de guerre ou navires de commerce, ou corsaires avec l'intention que ces vaisseaux ou bâtiments soient employés à croiser ou à commettre des hostilités contre les citoyens des États-Unis ou leurs propriétés, ou a pris le commandement, ou est monté à bord d'un bâtiment ou vaisseau de ce genre dans les intentions dites plus haut, ou a acheté des parts d'intérêts dans un bâtiment ou vaisseau de ce genre dans le dessein d'en partager les profits, les personnes agissant ainsi seront accusées de crime et condamnées à une amende de dix mille dollars au plus et à dix ans de prison au maximum; le jugement concernant ce crime, s'il a été commis sur le territoire des États-Unis, aura lieu dans le district dans lequel le coupable aura été saisi ou amené d'abord.

Section V. Il est de plus décrété que si quelques personnes, sur le

territoire ou dans les limites de la juridiction des États Unis, accroissaient ou augmentaient, procuraient l'accroissement ou l'augmentation, on contribuaient sciemment à augmenter et à accroître la force de quelque vaisseau de guerre, croiseur ou autre vaisseau armé qui au moment de son arrivée aux Etats-Unis était un vaisseau de guerre, croiseur ou autre vaisseau armé au service de quelque prince, État, colonie, district ou nation étrangers ou appartenant aux sujets ou aux citoyens de ces dits prince, État, colonie, district, nation, les mêmes étant en guerre avec quelques prince, État, colonie, district ou nation avec lesquels les États Ums sont en paix, en augmentant le nombre des armes à feu de ce vaisseau ou en changeant celles qui sont à bord pour d'autres d'un plus gros calibre, ou en y transportant des objets d'équipement qui ne sont destinés qu'à la guerre, toute personne agissant ainsi sera déclarée coupable d'illégalité et comme telle condamnée à une amende qui ne s'élèvera pas à plus de mille dollars et à un an de prison au plus.

Section VI. Et il est de plus décrété que si quelque personne, dans les limites du territoire et de la juridiction des États-Unis, a commencé ou préparé, disposé les moyens pour une entreprise ou expédition militaire dirigée contre le territoire ou les possessions de quelque prince, État, colonie, district ou nation étrangers avec lesquels les États-Unis sont en paix, toute personne ainsi coupable sera accusée de haute illégalité et condamnée à une amende ne dépassant pas

trois mille dollars et à un an de prison au plus.

Section VII. — Et il est de plus décrété que les cours de districts prendront connaissance des plaintes portées par quiconque aura été désigné à cet effet, dans le cas de prises faites dans les eaux des États-Unis ou dans la limite d'une lieue marine des côtes ou du rivage.

Section VIII. — Et il est de plus décrété que dans tous les cas où le bâtiment aura été équipé et armé, qu'on aura tenté de l'équiper et de l'armer, ou dans lequel la force de quelque bâtiment de guerre, croiseur au autre bâtiment armé, aura été augmentée, ou dans lequel quelque expédition militaire aura été commencée ou est sur le point de l'être, contrairement aux prescriptions et interdictions de cet acte, et dans chaque cas de capture d'un bâtiment ou vaisseau dans les limites de la juridiction ou protection des États-Unis, comme il a été défini ci-dessus, et dans chaque cas où un jugement, rendu par une cour des États-Unis, rencontrera de la désobéissance ou de la résistance de la part d'une ou plusieurs personnes ayant la garde de quelque bâtiment ou vaisseau de guerre, croiseur ou autre bâtiment armé, d'un prince, État, colonie, district ou nation étrangers, ou de quelques sujets ou citoyens d'un prince, État, colonie, district ou nation étrangers, dans tous les cas, il est permis légalement au Président des

États-Unis ou à toute personne qui aura reçu les pouvoirs à cet effet d'employer les forces navales ou militaires des États-Unis ou de la milice de ce pays, à l'effet de s'emparer et prendre possession de ce vaisseau ou bâtiment avec sa prise ou ses prises, de même que pour l'exécution des interdictions et des pénalités renfermées dans cet acte, de même que pour restituer la prise ou les prises dans le cas où cette restitution aura été ordonnée ainsi que pour empêcher le départ d'une expédition de ce genre hors du territoire ou de la juridiction des États-Unis contre les territoires ou possessions de quelque Prince, État, colonie, district ou nation étrangers avec lesquels les États-Unis sont en paix.

Section IX. — Il est de plus décrété qu'il sera permis légalement au Président des États-Unis ou à toute autre personne autorisée à cet effet, d'employer une partie des forces de terre ou de mer des États-Unis ou de la milice de ce pays, lorsqu'il sera nécessaire de contraindre quelque vaisseau ou bâtiments étrangers à quitter les États-Unis, dans tous les cas où d'après le droit des gens ou les traités des États-Unis, ils ne doivent point rester dans les États-Unis.

Section X. — Et il est de plus décrété que les propriétaires ou consignataires de tout bâtiment ou vaisseau armé, sortant des ports des États-Unis, appartenant en entier ou en partie aux citoyens de ce pays, doivent prendre l'obligation vis-à-vis des États-Unis, avec des garanties suffisantes, montant, avant son débarquement, au double de la valeur du vaisseau et de la cargaison à bord, y compris son armement, que ce vaisseau ou bâtiment ne sera pas employé par ses propriétaires pour croiser ou commettre des hostilités contre les sujets, citoyens ou propriétés de quelque prince ou État, ou de quelque colonie, district ou nation étrangers avec lesquels les États-Unis sont en paix.

Section XI. — Et il est de plus décrété que les receveurs des douanes sont, à ce sujet, et ils sont par les présentes respectivement autorisés et requis de retenir tout bâtiment manifestement construit pour des entreprises de guerre, et sur le point de quitter les États-Unis, dont la cargaison consiste principalement en armes et munitions de guerre, lorsque le nombre des hommes embarqués à bord ou d'autres circonstances accusent la probabilité que ce vaisseau doit être employé, par son propriétaire ou ses propriétaires, à croiser ou à commettre des hostilités contre les sujets, citoyens ou propriétés de quelque État étranger, ou colonie, district ou nation avec lesquels les États-Unis sont en paix, jusqu'à ce qu'il n'y ait une décision du Président à ce sujet, ou jusqu'à ce que le propriétaire, ou les propriétaires aient donné les garanties et cautions exigées des propriétaires de vaisseaux armés par la section précédente de cet Acte.

Section XII. - Et il est de plus décrété que l'Acte passé le cin-

quième jour de juin l'an mil sept cent quatre-vingt-quatorze, intitulé: « Acte additionnel à l'Acte pour la punition de certains crimes contre les États-Unis, maintenu en vigueur pour un temps limité par l'Acte du deux mars mil sept cent quatre-vingt-dix-sept, et prolougé par l'Acte passé le vingt-quatre avril mit huit cent, et l'Acte passé le quatorze juin mil sept cent quatre-vingt-dix-sept, intitulé: « Acte qui défend aux citoyens des États-Unis d'armer contre des nations en amitié avec les nations des États-Unis ou contre les citoyens du même pays, » et l'acte passé le troisième jour de mars mil huit cent dix-sept, intitulé: « Acte pour garantir plus efficacement la neutralité des États-Unis; » sont abrogés par le présent acte : Il est bien entendu néanmoins que les personnes ayant violé quelqu'un des actes cités cidessus, pourront être poursuivies, convaincues et punies, comme si ces actes n'étaient pas abrogés; et que les peines encourues par la violation de ces mêmes actes ne profiteront pas de cette abrogation.

Section XIII. — Et il est de plus décrété que rien dans l'Acte ne pourra être interprété pour empêcher la poursuite et la répression de la trahison ou de toute sorte de piraterie, telles qu'elles sont définies par les lois des États-Unis.

APPENDICE Nº 3.

MEMORANDUM PAR M. ABBOTT.

L'Acte d'enrôlement des étrangers.

59. Georges III. Chapitre LXIX. 3 juillet 1819.

Les actes d'enrôlement des étrangers de la Grande-Bretagne et des États-Unis, les circonstances au milieu desquelles ils ont été passés, de même que les principes de neutralité qui y sont renfermés, se ressemblent d'une manière si frappante qu'il faut nécessairement faire précéder l'examen de l'Acte anglais d'un précis de l'histoire de l'Acte américain.

L'Acte d'enrôlement des étrangers aux États-Unis.

Lorsqu'après l'exécution de Louis XVI, la Convention nationale française, le 1^{er} février 1793, déclara la guerre à l'Angleterre et à la Hollande, un des premiers actes ordonnés par l'Assemblée fut d'envoyer un agent auprès des États-Unis, pour solliciter l'appui de la Ré-

^{1.} Quinzième Congrès. 11º Session. Chapitre VIII. Avril 20, 1818.

publique sœur, et réclamer les priviléges auxquels la France jugeait avoir droit par les deux traités du 6 février 1778.

Le premier de ces deux traités est un traité d'amitié et de commerce et renferme les articles suivants :

« Article XVII. Les vaisscaux de guerre de Sa Majesté Très-Chré-« tienne et ceux des États-Unis, de même que ceux que leurs sujets « auront armés en guerre, pourront, en toute liberté, conduire où a bon leur semblera les prises qu'ils auront faites sur les ennemis. « sans ètre obligés à aucuns droits, soit des amiraux ou de l'amirauté, « ou d'aucuns autres, sans qu'aussi lesdits vaisseaux ou lesdites pri-« ses entrant dans les havres ou ports de Sa Majesté Très-Chrétienne « ou des États-Unis puissent être arrêtés ou saisis, ni que les officiers « des lieux puissent prendre connaissance de la validité desdites « prises, lesquelles pourront sortir et être conduites franchement et « en toute liberté aux lieux portés par les commissions, dont les capi-« taines desdits vaisseaux seront obligés de faire apparoir; et, au « contraire, ne sera donné asile ni retraite dans leurs ports ou havres « à ceux qui auront fait des prises sur les sujets de Sa Majesté Très-« Chretienne ou des Etats-Unis, et s'ils sont forcés d'y entrer, par tem-« pêtes ou péril de la mer, on les fera sortir le plus tôt qu'il sera possible n

« Article XXII. Il ne sera permis à aucun corsaire étranger, non appartenant à quelque sujet de Sa Majesté Très-Chrétienne ou à un citoyen desdits États-Unis, lequel aura une commission de la part d'un prince ou d'une Puissance en guerre avec l'une des deux nations, d'armer leurs vaisseaux dans les ports de l'une des deux parties, ni d'y vendre les prises qu'il aura faites, ni décharger en aucune manière quelconque les vaisseaux, marchandises ou aucune partie de leur cargaison. Il ne sera même pas permis d'acheter d'autres vivres que ceux qui lui seront nécessaires pour se rendre dans le port le plus voisin du prince ou de l'Etat dont il tient commission. »

L'autre traité, intitulé « Traité d'alliance éventuelle et défensive², » pourvoit (article XI) aux garanties mutuelles des possessions de la France et des États-Unis dans l'Amérique du Nord. « Le tout comme « la possession sera assurée et fixée auxdits États, au moment de la « cessation de la guerre qu'ils ont actuellement contre l'Angleterre; » et article XII : « A l'effet de fixer plus précisément le sens et l'appliaction de l'article précédent, les parties contractantes déclarent que, « dans le cas d'une rupture entre la France et l'Angleterre, la garantie « réciproque stipulée dans ledit article sortira son plein et entier ef-

2. Martens, t. Ier, p. 701.

ARCH. DIPL. 1868 — 19

^{1.} Signé par Benjamin Franklin. Voir Martens, Recueil, t. Ier, p. 685.

« fet, dès le moment qu'une telle guerre viendra à éclater. Et si une

« telle rupture n'a pas licu, les obligations mutuelles desdites garan-

« ties ne commenceront pas avant le moment que la cessation de la

« présente guerre entre les États-Unis et l'Angleterre aura fixé ces

« possessions d'une manière certaine. »

La Convention nationale prétendait que, sous ces stipulations, elle pouvait prétendre à un droit exclusif à armer et commissionner des corsaires dans les ports de l'Amérique, y conduire ses prises pour que lesdites prises fussent jugées par les consuls français et vendues, aussi bien que de s'emparer des vaisseaux ou bâtiments ennemis dans les limites de la juridiction des États-Unis. Du moins telles étaient les prétentions de son envoyé, Monsieur, ou comme il s'intitulait, le citoyen Genet, girondin du type le plus exagéré, dont le but patent était d'exciter le peuple des États-Unis à faire la guerre à l'Angleterre.

D'un autre côté, Washington, qui venait alors d'entrer pour la seconde fois en fonctions, comme Président⁴, était déterminé à préserver la neutralité de son pays, et aussitôt après avoir appris que la guerre venait d'éclater, il se rendit du mont Vernon à Philadelphie,

et convoqua son cabinet pour examiner:

1° S'il fallait lancer une proclamation de neutralité;

2º Si on recevrait le Ministre envoyé par le gouvernement qui régissait alors la France;

3° Si les États-Unis étaient liés par la garantie renfermée dans le traité de 1778.

Le Cabinet fut partagé d'opinion sur les second et troisième points; mais il fut unanime en faveur de la promulgation d'une proclamation.

En se reportant à l'histoire des États-Unis de cette époque, on verra que le Président était placé dans une position qui lui rendait très-difficile la tâche de conserver la neutralité qu'il avait résolu de sauvegarder.

Les sympathies du peuple des États-Unis étaient chaudement éveillées du côté de la France². L'hostilité contre l'Angleterre, née pendant la guerre de l'Indépendance, s'était conservée vive et s'était alimentée par les excès commis par les Indiens des frontières, qui, disait-on, avaient été encouragés par les autorités anglaises; il s'éleva des discussions sur la manière d'interpréter le traité de 1783; les marins américains étaient enlevés de force pour la marine britannique : le Gouvernement anglais, prétendait-on, exerçait le droit de visite en mer, et agissait avec les navires marchands américains d'une facon

Tucker, Histoire des États-Unis, édit. 1856, vol. I., p. 504-517.
 Tucker, Histoire des États-Unis. — Guizot, Washington.

arbitraire et peu amicale. Outre les difficultés élevées par des plaintes de ce genre contre le Gouvernement anglais, qui rendaient impopulaires au plus haut degré toutes les mesures que l'on supposait pouvoir être favorables au Gouvernement anglais, le Cabinet du Président était divisé en partis commandés respectivement par Thomas Jefferson, secrétaire des affaires étrangères, et Alexandre Hamilton, secrétaire du trésor. Le premier, qui avait rempli, de 1782 à 1789, les fonctions de ministre, à Paris, était à la tête du parti qui avait défendu les droits du Gouvernement séparé dans les États particuliers, C'était un républicain à vues extrêmes et favorable à la cause française. Le second, défenseur du parti fédéral ou de la centralisation, penchait du côté du système constitutionnel de l'Angleterre, pays avec lequel il sympathisait, par conséquent, jusqu'à un certain degré.

Il est nécessaire de rappeler les obstacles qui s'opposaient à la politique de neutralité du Président, comme explication des procédés ultérieurs du Gouvernement des États-Unis. La nation en général et deux des membres du Cabinet, Jefferson et l'Attornev général, Edmond Randulph, penchaient à accorder des secours à la France d'abord, et à aller éventuellement jusqu'à s'engager dans la guerre. Washington, avec Hamilton et Henri Knox, secrétaire au département de la guerre, plaidaient en faveur d'une stricte neutralité et étaient soutenus dans leurs vues par la partie fédéraliste. La rigidité du caractère de Washington vainquit l'opposition du parti français, et il réussit à commencer et à maintenir la politique de nou-intervention dans les affaires européennes, qui a été depuis constamment suivie par ce pays jusqu'au temps présent.

La proclamation de neutralité fut promulguée le 22 avril 1793; cu voici la teneur1:

- « Attendu qu'il paraît qu'un état de guerre existe entre l'Autriche,
- « la Prusse, la Sardaigne, la Grande-Bretagne et les provinces unies « des Pays-Bas d'une part, et la France d'autre part, et que le de-
- « voir et les intérêts des États-Unis exigent qu'ils adoptent et pour-
- « suivent sincèrement et de bonne soi une conduite amicale et impar-
- « tiale envers les puissances belligérantes;
- « J'ai en conséquence jugé à propos, par les présentes, de faire « connaître la disposition des États-Unis d'ebserver la conduite ci-
- « dessus indiquée envers ces puissances respectives, d'exhorter et d'a-
- « vertir les citoyens des États-Unis d'éviter scrupuleusement tous les
- « actes et procédés quelconques qui pourraient, d'une facon ou d'une
- « autre, tendre à contrevenir à ces dispositions.
 - « Je fais aussi savoir par les présentes que quiconque des citoyens

^{1.} American State papers, vol. I. p. 140.

- « des États-Unis se rendra passible de punition ou de confiscation de « par la loi des nations, en commettant, en aidant ou provoquant
- « des hostilités contre l'une des susdites puissances ou en procurant à
- « l'une ou à l'autre des articles qui sont déclarés contrebande d'après
- « l'usage moderne des nations, ne recevra pas la protection des
- · États-Unis pour faire atténuer sa punition ou confiscation; et de
- « plus, que j'ai donné des instructions à cet égard aux officiers auxquels
- « il appartient de connaître des poursuites dirigées contre les per-
- « sonnes par-devant les cours des États-Unis, qui auront violé les
- « lois des nations à l'égard des puissances en guerre ou à l'une

« d'elles. » Signé: Washington.

Philadelphie, le 22 avril 1793.

Par le Président, Signé: Jefferson.

Dans l'intervalle, M. Genet avait quitté la France pourvu de commissions en blanc ou de lettres de marque pour les distribuer dans tes ports des Etats-Unis. Il arriva à Charlestown le 8 avril; mais la nouvelle de son arrivée ne parvint au Gouvernement des États-Unis à Philadelphie que le jour où la proclamation fut promulguée ¹.

M. Genet commença par organiser un système de course, et, en une semaine, il commissionna le Républicain, le Sans-Culotte, l'Anti-George et le Citoyen-Genet. Il autorisa ensuite les consuls français aux États-Unis à tenir des cours de vice-amirauté pour juger les vaisseaux que ses croiseurs pourraient capturer, les condamner et vendre les prises ². Au lieu de se rendre à Philadelphie par mer, M. Genet fit un voyage triomphant par terre, haranguant le peuple et instituant des clubs du Bonnet-Rouge, tâchant d'exciter les citoyens des villes par lesquelles il passait à faire des efforts actifs en faveur de la République française en dépit de la déclaration de neutralité du Président.

M. Hammond ne perdit point de temps pour protester contre ces procédés, et le 8 mai il adressa la note suivante à M. Jefferson³:

- « Le soussigné, ministre plénipotentiaire de Sa Majesté Britannique, a auprès des États-Unis d'Amérique, a l'honneur d'informer le secré-
- « taire d'État qu'il a été averti par le consul de Sa Majesté à Charles-
- « town (Caroline du Sud), que deux armateurs (corsaires) sont sortis
- de ce port munis de commissions françaises. Ils portent six canons

^{1.} M. Jefferson à M. Morris, ministre des États-Unis à Paris, 16 août 1793. American State papers, vol. I, p. 167; Tucker, vol. I, p. 509.

^{2.} Tucker, vol. I, p. 509.

^{3.} Ms. Annexé à la dépêche de M. Hammond à lord Greenville, 17 mai 1793.

- « de faible calibre et sont montés par quarante à cinquante hommes
- « d'équipage, qui sont pour la plupart des citovens des États-Unis;
- « l'un de ces corsaires a quitté le havre de Charlestown le 18 du mois
- « dernier, et l'autre était prêt à partir le 22.
- « Le soussigné ne juge pas nécessaire de discuter sur ces faits qu'il
- « considère comme constituant la rupture de la neutralité que les
- · États-Unis déclarent vouloir observer et comme des contraven-
- « tions directes à la proclamation que le Président a promulguée le
- « 22 du mois dernier. Sous cette impression, il ne doute point que
- · le Gouvernement exécutif des États-Unis ne veuille prendre les
- « mesures que dans sa sagesse il jugera le plus propre pour ré-
- « primer à l'avenir ces faits, et pour restituer à leurs légitimes pro-
- « priétaires les prises ou captures que ces corsaires pourront par-
- « venir à amener dans quelqu'un des ports des États-Unis. »

M. Hammond, vers le même temps, adressa trois autres notes de plainte à M. Jefferson , contre l'établissement de la cour illégale de prises près du consul français à Charlestown, ainsi que contre l'embarquement illégal d'armes et de munitions de guerre pour la France dans des ports d'Amérique, et contre la saisie de la barque britannique la Grange par la frégate française l'Abondance, dans la rivière Delaware.

En accusant réception de ces communications 2, M. Jefferson fit observer, en faisant allusion à l'exportation d'armes, que: « les ci-« toyens américains ont toujours été libres de fabriquer, de vendre

- « et d'exporter des armes; cela a été et est une constante et lucrative
- « occupation de beaucoup d'entre eux; la suppression de métiers
- « desquels des individus tirent leur subsistance, par la raison qu'il
- existe dans des pays étrangers et lointains une guerre dans la-
- « quelle nous ne sommes pas intéressés, ne peut être facilement espé-
- « rée: ce serait dur en principe et impossible en pratique; le droit
- « des gens en ce qui regarde les droits des puissances en paix n'exige
- « pas pour un motif pareil un dérangement intérieur de leurs occu-
- « pations; cette loi est satisfaite par la pénalité extérieure prononcée
- « dans la proclamation du Président, à savoir celle de la confiscation
- de la portion de ces armes qui tomberont dans les mains de quel-
- « ques-uns des belligérants étant en route pour gagner les ports de
- « leurs ennemis; les citoyens américains sont avertis par ces pénalités
- « qu'ils seront abandonnés à eux-mêmes et que des contraventions
- « particulières ne constituent pas une œuvre d'inégalité à l'égard des

^{1.} M. Jefferson à M. Hammond, le 15 mai 1793.

^{2.} OEuvres de Jefferson, vol. III, p. 557.

« parties qui se font la guerre; le bénéfice de ces contraventions res-

« tera également libre pour tous et à la portée de tous. »

M. Jefferson déclare aussi que « le Gouvernement des États-Unis

- condamne au plus haut degré la conduite de quiconque de ses
- « citoyens qui pourrait personnellement s'engager à commettre des « hostilités sur mer contre l'une des nations qui sont en guerre, et
- « qu'il emploiera tous les moyens que les lois et la constitution lui
- « mettent en mains pour découvrir ceux qui ont commis un semblable
- « délit et leur appliquer le châtiment mérité, et qu'il désapprouve pa-
- « reillement et entièrement la pratique de commissionner, d'équiper
- « et de monter des vaisseaux dans les ports américains pour croiser
- « contre l'une des parties belligérantes, et que le Gouvernement
- « prendra des mesures efficaces pour empêcher le retour de pareils
- « actes. » Il promit pareillement que le Gouvernement prendra des mesures pour la libération de l'équipage de la Grange et la restitution du bâtiment et de sa cargaison, et admit avec M. Hammond que l'établissement d'un tribunal de prises français à Charlestown n'était pas « autorisé par l'usage des nations, ni par les stipulations « existant entre les États-Unis et la France. »

La note de M. Hammond réclamant la restitution des prises est réservée pour une réponse ultérieure.

M. Genet arriva à Philadelphie le 16 mai 1793 ¹. Le jour précédent, une note avait été adressée à son prédécesseur M. Ternant par M. Jefferson, rapportant les plaintes sur la violation de la neutralité élevées par M. Hammond, ministre britannique, et appelant son attention sur la saisie de la barque anglaise la Grange, par la frégate française l'Abondance dans la rivière Delaware. A cette note était annexé un rapport de l'attorney général Bandolph, sur la question générale de la juridiction maritime. M. Genet restitua le bâtiment. La correspondance dura jusqu'au 5 juin, époque à laquelle la décision finale du Gouvernement des États-Ums fut communiquée à M. Genet et à M. Hammond dans les notes officielles suivantes 2;

M. Jefferson à M. Genet.

Philadelphie, le 5 juin 1793.

« Monsieur,

« Dans ma lettre du 15 mai à M. Ternant, votre prédécesseur, après « avoir énoncé la réponse qui avait été donnée aux différents mé-

^{1.} American State papers, vol. II, p. 147. 2. OEuvres de Jefferson, t. III, p. 571.

« moires du ministre anglais du 8 mai, je faisais observer que la « partie relative aux vaisseaux équipés et armés à Charlestown, pour « croiser contre des nations avec lesquelles nous sommes en paix,

« restait encore sans réponse.

« Dans une conversation que j'ai eu depuis lors l'honneur d'avoir « avec vous, je vous fis observer qu'un de ces vaisseaux, le Citoyen-« Genet, était rentré dans ce port avec une prise; que le Président « avait à ce sujet pris le cas en considération, et qu'après une consul-« tation et une mûre délibération, il était d'avis que l'armement et « l'équipement de bâtiments dans les ports des États-Unis, pour aller « creiser contre des nations avec lesquelles nous sommes en paix, « étaient incompatibles avec la souveraineté territoriale des États-Unis. « qu'on les rendait par là l'instrument d'un préjudice pour ces na-« tions, et que de plus de tels actes tendaient à compromettre notre « paix; et qu'il pensait qu'il était nécessaire comme preuve de bonne foi à l'égard des nations sur ce sujet, aussi bien que comme une « réparation proportionnée faite à la souveraineté du pays, que les « bâtiments armés devront quitter les ports des États-Unis. « La lettre du 27 dernier que vous m'avez fait l'honneur de m'a-« dresser a été mise sous les veux du Président, et la partie qui con-« tient vos observations sur ce sujet a été particulièrement examinée. « Le respect dù à tout ce qui émane de votre amitié pour la nation

« française et la justice pour tous, l'ont engagé à réexaminer le « sujet, et surtout à donner à vos représentations à cet égard la con-« sidération qu'elles méritent a bon droit. Après un nouvel examen « sérieux, toutefois, de tous les principes et de toutes les circonstan-« ces du cas en question, le résultat apparaît être clairement, que « c'est le droit de chaque nation d'empêcher l'exercice d'actes de sou-« veraineté par une autre nation sur l'étendue de son territoire, et le « devoir d'un neutre étant d'empêcher des actes qui pourraient nuire « à l'une des parties belligérantes, que la concession des commissions « militaires dans les États-Unis au nom et par une autre autorité que « la nôtre propre est une violation de leur souveraineté, et particuliè-« rement lorsqu'elle est accordée à ses propres citoyens pour accom-« plir des actes contraires aux devoirs qu'ils ont à remplir envers « leur propre pays; que le départ des bâtiments qui ont été ainsi il-« légalement équipés, des ports des États-Unis, sera un témoignage « de respect proportionné à la violation, en même temps qu'il est né-« cessaire, d'un autre côté, pour prouver leur neutralité de bonne « foi. D'après ces considérations, Monsieur, le Président pense que « les États-Unis se doivent à eux-mêmes et aux nations avec lesquel-« les ils entretiennent des relations d'amitié, d'attendre comme

« réparation le départ des vaisseaux qui se sont équipés en viola-

a tion des lois du pays dont le droit des gens forme une partic in-

« tégrante.

« Les expressions des sentiments amicaux que nous avons déjà re-« cues de votre part ne laissent aucune place au doute que la conclu-

« sion du Président vous étant notifiée, ces vaisseaux par leur pré-

« sence dans les ports des États-Unis ne porteront plus d'ombrage

« ultérieur.

· J'ai, etc.

Signé: TH. JEFFERSON. .

M. Jefferson à M. Hammond.

Philadelphie, le 5 juin 1793.

« Monsieur,

· Dans la lettre que j'ai eu l'honneur de vous adresser le 15 mai. « en réponse à vos deux mémoires du 8 de ce même mois, je

· mentionnais que le Président réservait pour une considération ulté-

« rieure, une partie de ce qui avait rapport à l'équipement de deux

« corsaires dans le port de Charlestown. La partie à laquelle je fai-

« sais allusion est celle dans laquelle vous exprimiez la confiance que • le Gouvernement exécutif des États-Unis prendrait des mesures

· pour réprimer des actes de cette nature à l'avenir et pour restituer

« à leurs propriétaires légitimes les prises que ces corsaires pour-

« raient amener dans les ports des États-Unis.

« Le Président, après avoir bien examiné ce sujet et après de sé-« rieuses réflexions, m'a chargé de vous communiquer que la pre-

« mière partie de cette demande est justement fondée et qu'on a

« pris des mesures efficaces pour empêcher la répétition des actes

dont vous vous plaignez; mais que pour la seconde partie deman-

« dant la restitution'des prises, elle paraît incompatible avec les règles

« qui régissent de pareils cas, et serait alors injustifiable à l'égard de « l'autre parti.

« Les principaux agents dans cette transaction sont des citoyens « français. Se trouvant aux États-Unis au moment où la guerre a

« éclaté entre leur pays et un autre État, ils ont résolu de venir à sa

« défense; ils achètent, arment et équipent un bâtiment de leur

« propre argent, le montent eux-mêmes, reçoivent une commission

« régulière de leur nation, partent des États-Unis et commencent en-

« suite les hostilités en capturant un bâtiment. Si, dans ces circon-

« stances, la commission de l'auteur d'une prise est valide, la pro-

· priété selon les lois de la guerre lui est transférée par cette capture,

et ce serait de la part des États-Unis une agression sur les droits

« de son pays de les lui reprendre, soit en pleine mer, soit à son entrée dans leurs ports. Si la commission n'est pas valide et consé-

- « aucmment si la propriété n'est pas transférée par les lois de la
- « guerre à ceux qui ont fait la prise, alors le cas est du ressort de
- « nos cours d'amirauté, et les propriétaires pourront s'v adresser
- o nour se faire rendre justice. Dans l'un ni l'autre cas, le Gouver-
- · nement exécutif ne serait autorisé à s'interposer.
- « Quant aux États-Unis, la transaction ne peut en aucune façon leur
- « être imputée. Elle a eu lieu dans le premier moment de la guerre dans un de leurs ports les plus éloignés, avant que le Gouverne-
- « ment eût pu prendre des mesures applicables à tous les cas qu'un
- « pareil état de choses allait produire. Il était impossible que ces cas
- · fussent connus et par conséquent empêchés par le Gouvernement.
- « Du moment que ces faits furent connus, les ordres les plus éner-
- giques ont été envoyés à chaque port et à chaque État dans l'Union.
- « afin d'en éviter le retour. Sur l'allégation que des citovens des
- « États-Unis avaient pris part à cet acte, un individu qui fut désigné
- « fut immédiatement arrêté pour être ensuite poursuivi, un ou deux
- « autres ont été nommés depuis et traités de la même manière ; s'il
- « doit s'en découvrir d'autres encore, on n'épargnera aucunes mesures
- « pour les livrer à la justice. Le Président est allé plus loin encore ; il
- « a ordonné comme réparation de la violation du respect dû aux
- « États-Unis, le départ immédiat de nos ports des vaisseaux ainsi ar-
- · més et équipés.
- « Vous verrez, Monsieur, dans ces procédés du Président, une
- « preuve non équivoque de la ligne du droit strict qu'il a l'inten-
- « tion de suivre. Les mesures nouvellement mentionnées sont ad-« mises en justice pour un des partis, les mesures ultérieures de sai-
- « sie et de restitution des prises sont déclinées en justice pour l'autre,
- « et le mal ainsi arrêté dès le principe n'aura qu'un effet limité, et
- « peut-être disparaîtra-t-il bientôt entièrement.
 - « J'ai l'honneur, etc.

Signė: TH. JEFFERSON. »

Bientôt après se présenta un cas dans lequel M. Genet défia ouvertement l'autorité du Gouvernement1. Une lettre de marque anglaise, la Petite-Sarah avait été capturée par une frégate française et envoyée à Philadelphie où elle fut équipée, comme corsaire, sous le nom du Petit-Démocrate. M. Genet sut invité à empêcher la sortie de ce bâtiment, mais il refusa d'intervenir et dit que la force serait repoussée par la force. Un détachement de 120 hommes de la milice fut envoyé pour garder ce bâtiment; mais pendant que M. Genet prenait l'engagement tacite qu'il ne quitterait pas la rivière, ce bâtiment prit

^{1.} Tucker, vol. 1, p. 513.

le large. Le Président résolut alors de soumettre aux juges une série de questions sur les points en litige entre le Gouvernement et M. Genet, et requit ce dernier de détenir le Petit-Démocrate, les vaisseaux Jane et Guillaume, dans le Delaware, le Citoyen-Genet et ses deux prises, le Lovely-Lass et le Prince-Guillaume-Henri et le brick Fanny, dans le Chesapeake, jusqu'à ce que l'opinion des juges fût connue 1.

Le Petit-Démocrate sortit quatre ou cinq jours après, tandis que les juges refusaient de répondre aux questions posées par le pouvoir exécutif comme étant en dehors de leurs devoirs judiciaires, limités

aux cas de controverse légale.

Le Gouvernement se décida alors de poser certaines règles qui seraient observées à l'égard des belligérants, dans les ports des États-Unis2. Ces règles furent soigneusement formulées, conformément aux doctrines reçues des lois internationales, légèrement modifiées par le traité entre les États-Unis et la France, et elles furent adressées aux receveurs des douanes avec la circulaire suivante :

INSTRUCTIONS AUX COLLECTEURS DE DOUANES3.

Philadelphie, 4 août 1793.

« Monsieur,

- « Comme des contraventions répétées à nos lois de neutralité ont « eu lieu dans les ports des États-Unis, sans qu'on les ait découvertes
- « à temps pour les prévenir ou y remédier, sur les ordres du Prési-« dent, j'adresse aux receveurs des différents districts une instruc-
- « tion particulière sur ce sujet 4.
- « Nous attendons des officiers de douanes dans chaque district que « dans le cours de leurs fonctions officielles, ils auront un œil vigi-
- « lant sur tout ce qui pourra se passer dans les ports, havres, cri-
- « ques, îlots dudit district d'une nature à contrevenir aux lois de neu-« tralité et après la découverte d'une contravention de ce genre,
- « d'en donner immédiatement connaissance au Gouverneur de l'État
- « et à l'Attorney du district judiciaire, comprenant le district des
- « douanes dans lequel une telle contravention pourra avoir lieu.
 - « Pour venir en aide au jugement des officiers sur ce sujet, je
- « transmets en même temps une note des règles concernant plu-
- « sieurs points particuliers qui ont été adoptées par le Président.

2. Tucker, vol. I, p. 515.

^{1.} American State papers, vol. I, p. 163. M. Jefferson à M. Genet, 12 juillet 1793.

^{3.} M. Hamilton aux Receveurs des douanes, 4 août 1793. American State papers, vol. I, p. 141.

^{4.} American State papers, vol. I, p. 141.

- « comme déductions tirées des lois de neutralité établies et reçues chez
- « les nations. Tout ce qui sera contraire à ces règles devra naturel-
- « lement être notifié comme il est dit ci-dessus.
- « Voici quelques-uns despoints que, en vertu de nos traités et de la détermination du pouvoir exécutif, je dois porter à votre connais-« sance :
- « Si quelque bâtiment des puissances en guerre avec la France « amenait ou envoyait, dans votre district, des prises faites sur des
- « sujets, individus ou propriétés de la France, vous le notifierez im-
- « médiatement au gouverneur de l'État, afin qu'on puisse prendre des
- « mesures conformes à l'article 17 du traité avec la France, pour
- « obliger ces vaisseaux et leurs prises, ou ces prises, si elles sont en-
- « vovées par le vaisseau qui les a faites, à quitter le port.
 - « Aucun corsaire de l'une des nations en guerre avec la France,
- « venu dans un district des États-Unis, ne peut, à la suite de l'art. 22
- « de notre traité avec la France, jouir d'aucun autre privilège, si ce
- « n'est d'acheter les vivres qui lui sont nécessaires pour se rendre dans le
- « port le plus voisin du Prince ou de l'État dont il tient commission. S'il
- « arrivait qu'il fît en outre autre chose, notice devra en être immé-
- « diatement transmise au Gouverneur et à l'Attorney du district. Vous
- « remarquerez dans les règles transmises, que le terme corsaire ne
- « s'étend pas aux bâtiments armés pour les marchandises et la guerre,
- « communément appelés, chez nous, lettres de marque, ni aux vais-
- « seaux de guerre au service immédiat du Gouvernement de l'une
- « ou de l'autre des puissances en guerre.
 - « Aucun vaisseau non armé, qui a été ou sera originairement équipé
- « dans l'un des ports de l'Union, par l'une des parties en guerre, ne
- « trouvera désormais asile dans aucun district de l'Union. Si quelque
- « vaisseau ainsi armé devait paraître dans votre district, cela sera im-
- « médiatement notifié au Gouverneur et à l'Attorney du district, ce « qui doit pareillement être fait au sujet des prises qu'un vaisseau
- « armé de ce genre enverra ou amènera. Vous trouverez plus bas la
- « liste de ces vaisseaux armés avec leur description telle qu'elle est
- « parvenue, jusqu'à présent, à la connaissance du pouvoir exécutif. « L'achat à l'intérieur et l'exportation hors des États-Unis par la
- « voie de marchandise, articles communément appelés contrebande,
- « étant en général des instruments de guerre et provisions militaires,
- « sont libres pour toutes les parties belligérantes et ne doivent pas
- « rencontrer d'obstacles. Si l'un de nos citovens entreprend de con-
- « duire ces articles à l'une ou à l'autre des parties belligérantes, il
- « será abandonné (exposé) aux pénalités que les lois de la guerre
- « autorisent.
 - « Veuillez particulièrement observer et soigneusement notifier,

- « comme il est ordonné dans d'autres cas, le fait de tout citoyen des
- « États-Unis au service de l'une ou l'autre des parties en guerre.
 - « Dans le cas où un vaisseau serait en état de contravention à quel-
- m ques-unes des règles ou des principes qui forment la base de ces
- « instructions, il faudra lui refuser un congé (clearance) jusqu'à
- « ce qu'il ait obéi à ce que le Gouverneur aura décidé à son égard.
- « Il faut néanmoins avoir soin d'éviter d'embarrasser ou de vexer
- « inutilement et sans raison le commerce de l'une des parties.
 - « Afin de pouvoir mieux constater les contraventions, l'officier qui
- « le premier se rendra à bord d'un bâtiment arrivé dans votre dis-« trict, devra en faire une inspection exacte au point de vue de la
- « condition actuelle de son équipement militaire dont il vous sera rendu
- « compte: et avant de lui délivrer son congé, une pareille inspection
- « devra être faite, afin de pouvoir bien constater toute transgression
- « aux règlements établis.
- « Mais comme le droit d'une inspection de ce genre, d'un vais-
- « seau de querre soumis à la surveillance immédiate du Gouvernement
- « d'un pays étranger, n'est pas indiscutablement conforme à l'usage
- « des nations, aucune tentative d'inspecter ces vaisseaux n'aura lieu
- · avant que vous ayez reçu des ordres à cet égard.
 - « Le Président désire que je vous signifie son attente toute spéciale
- « que les instructions renfermées dans cette lettre seront exécutées
- « avec la plus grande vigilance, soin, activité et impartialité. Des
- « négligences pourraient exposer le Gouvernement à des imputations
- « et suspicions sérieuses, et à compromettre dans une certaine me-
- « sure la bonne foi et la paix du pays, objets d'une trop grande im-
- « porlance pour que vous n'y mettiez pas tout votre zèle.
 - « J'ai l'honneur, Monsieur, d'être, avec considération, etc.
 - « Signé: ALEXANDRE HAMILTON.
- « 1. L'armement et équipement originaires des bâtiments, dans les « ports des États-Unis, par l'une des parties belligérantes, pour ser-« vice offensif ou défensif, est déclaré illégal.
- « 2. L'équipement de vaisseaux marchands par l'une des parties « belligérantes, dans les ports des États-Unis, dans un but approprié « à leur nature, est déclaré légal.
- « 3. Les équipements, dans les ports des États-Unis, de vaisseaux « de guerre au service immédiat du Gouvernement de quelqu'une
- « des parties belligérantes, lesquels, s'ils étaient appliqués à d'au-
- « tres vaisseaux, seraient d'une nature douteuse, comme pouvant
- « être applicables soit au commerce soit à la guerre, sont décla-· rés légaux, excepté pour ceux qui ont fait des prises sur les su-
- « jels, nationaux ou propriétés de la France, venant avec leurs pri-

- « ses dans les ports des États-Unis, en vertu de l'article 17 de notre « traité d'amitié et de commerce avec la France.
- « 4. L'équipement dans les ports des États-Unis, par quelqu'une
- « des parties en guerre contre la France, de vaisseaux équipés pour « le commerce et la guerre, soit avec soit sans commission, qui
- « offrirait des doutes sur sa nature, comme pouvant servir soit au
- « commerce soit à la guerre, est déclaré légal, excepté pour les bâti-« ments qui ont fait des prises, etc.
- « 5. Les équipements de tout vaisseau de la France dans les ports
- « des États-Unis, qui sont douteux dans leur nature comme pou-
- « vant être appliqués à la guerre ou au commerce, sont déclarés « légaux.
- « 6. Les équipements de toute nature, dans les ports des États-« Unis, de corsaires, par les puissances en guerre avec la France, « sont déclarés illégaux.
- « 7. Les équipements de vaisseaux, dans les ports des États-
- « Unis, qui sont d'une nature qu'on ne peut qu'adapter à la guerre,
- « sont déclarés illégaux, excepté ceux qui ont échoué ou fait côte,
- « comme il est mentionné dans l'article 17 de notre traité avec la
- « France, l'article 16 de notre traité avec les provinces unies des
- « Pays-Bas, et l'article 18 de notre traité avec la Prusse.
 - « 8. Les vaisseaux non armés de l'une ou l'autre des puissances,
- « ou armés avant leur entrée dans les ports des États-Unis, qui n'au-
- « ront enfreint aucune des règles précédentes, peuvent légalement
- « engager ou enrôler leurs propres sujets ou citoyens qui ne sont
- « pas habitants des États-Unis, excepté les corsaires des puissances
- « en guerre avec la France, et excepté des vaisseaux qui ont fait des
- « prises, etc. »

Le 7 du mois d'août, M. Jefferson éccivit à M. Genet 1, disant que le Président avait décidé qu'il y aurait compensation ou restitution dans le cas où des vaisseaux seraient amenés aux États-Unis comme prises par des croiseurs qui se seraient équipés dans lesdits ports depuis le 5 juin, et conséquemment, il engageait celui-ci à restituer ces prises, car autrement le Gouvernement de France serait considéré comme responsable du payement de la compensation à faire aux personnes lésées. M. Jefferson ajoute que, en outre des mesures prises pour empêcher, par la suite, l'équipement de corsaires dans les ports des États-Unis, le Gouvernement ne donnerait asile à aucun des bâtiments qui y auront été ainsi équipés, et fera exécuter la restitution de toutes les prises qui seront désormais amenées dans les ports des États-Unis par quelconque desdits corsaires.

^{1.} American State papers, vol. 1, p. 167.

M. Hammond fut informé de cette décision du Président de la manière suivante :

M. Jefferson à M. Hammond.

Philadelphie, le 7 août 1793.

« Monsieur,

- « Une constante expectative de faire entrer en plein effet la décla-« ration du Président, contre l'armement des bâtiments dans les « ports des États-Unis pour croiser contre les nations avec lesquel-
- « les nous sommes en paix, m'a empêché jusqu'à ce jour de vous
- « donner une réponse définitive au sujet de ces vaisseaux et de
- « leurs prises. Des mesures à cet effet sont sur le point d'être prises,
- « et particulièrement pour refuser à l'avenir un asile dans nos
- « ports aux vaisseaux ainsi armés et pour la restitution des prises : le
- « Lovely-Lass, le Prince-Guillaume-Henri et la Jane-de-Dublin; et je suis
- « autorisé en attendant à vous assurer que dans les cas où les me-
- « sures pour la restitution n'aboutiraient pas efficacement, le Prési-
- « dent considère comme du devoir des États-Unis de donner une com-
- « pensation pour lesdits vaisseaux.

« J'ai, etc.

« T. JEFFERSON. »

L'affaire du Petit-Démocrate, dans laquelle le Gouvernement avait « été outragé et bravé par M. Genet, » détermina les États-Unis à demander le rappel de ce dernier; et le ministre des États-Unis à Paris fut conséquemment invité, sous la date du 16 août 1793², à représenter au Gouvernement français que, si M. Genet persévérait dans ses actes, le Gouvernement des États-Unis serait forcé de suspendre ses relations avec lui, même avant qu'un successeur arrivât pour les continuer ³.

M. Genet semble avoir mis à l'épreuve la neutralité des États-Unis sur tous les points. Il maintint les droits du Gouvernement français, non-seulement de délivrer des commissions et d'équiper des bâtiments, mais encore de recruter des hommes pour ses corsaires dans les ports américains. Deux marins nommés Henfield et Singletary furent arrêtés à bord du Citoyen-Genet, à Philadelphie, pour s'être enrôlés au service français. M. Genet fit des représentations dans le style emphatique qui lui était ordinaire 4, en demandant leur mise

^{1.} Ms. Annexé à la dépêche de M. Hammond à lord Greenville, 10 août 1793.

^{2.} M. Jefferson à M. Morris, ministre des États-Unis à Paris, 16 août 1793. American State papers, vol. I, p. 167.

^{3.} American State papers, vol. I, p. 167. 4. M. Genet à M. Jefferson, le 1er juin 1793.

en liberté immédiate. Elle fut refusée, et Henfield fut traduit en jugement. Le jury, d'ailleurs, l'acquitta, sous la raison qu'il avait ignoré commettre un délit en prenant du service à bord d'un corsaire français ¹. De plus, M. Genet s'engagea dans une intrigue dont le but était la prise de la Nouvelle-Orléans par quelques mécontents du Kentucky.

Bref, pendant les quelques mois qu'il resta le représentant de la France, il réussit à compromettre les intérêts de son pays par tous les moyens imaginables², tandis que les représentations modérées du ministre anglais formaient un contraste frappant avec ces prétentions exagérées et contribuaient à confirmer le Président dans sa politique de neutralité et influençait le Cabinet en faveur de l'Angleterre.

Certaines prises ayant été amenées dans les ports des États-Unis par des bâtiments équipés après le 5 juin, aussi bien que celles amenées par des vaisseaux équipés avant cette date, dont la restitution avait déjà été refusée, M. Hammond écrivit, le 30 août, à M. Jefferson, demandant d'être informé des intentions précises du Gouvernement à l'égard de la restitution des prises ...

M. Hammond répondit : « Je crois comprendre que toutes les « captures faites subséquemment au 5 juin et avant le 17 août, par

- « des bâtiments équipés, armés et gréés dans les ports des États-Unis.
- « doivent être ou restituées aux capteurs, ou bien le Gouvernement des
- « États-Unis doit payer à leurs propriétaires une somme égale à leur
- « valeur entière, et que tous les vaisseaux saisis après le 17 août
- « doivent être immédiatement restitués par le Gouvernement des
- « États-Unis, ou, dans le cas où cette restitution ne pourrait pas être
- « effectuée, qu'on devait payer une somme égale à leur valeur entière,
- « de la même manière que dans le cas précédent. »

M. Jefferson répondit, le 5 septembre :

Philadelphie, le 3 septembre 1793.

« Monsieur,

- « Je suis en possession de votre honorée du 30 août. La mienne du
- « 7 du même mois vous assurait que des mesures étaient prises pour
- « refuser à l'avenir tout asile, dans nos ports, aux bâtiments armés
- a dans ces ports pour croiser contre des nations avec lesquelles nous
- « sommes en paix, et pour la restitution des prises le Lovely-Lass,
- « le Prince-Guillaume-Henri et la Jane-de-Dublin, et que, dans le cas où

^{1.} American State papers, vol. I, p. 151.

^{2.} Tucker, vol. I, p. 517 et 518.

^{3.} Ms. Annexé à la dépêche de M. Hammond à lord Greenville, du 17 septembre 1773.

« les mesures prises pour effectuer la restitution viendraient à man-

« quer leur effet, le Président regardait les États-Unis comme obli-

« gés à fournir une compensation pour ces bâtiments.

« Nous sommes tenus par nos traités avec trois des nations belligé-« rantes, de protéger et de défendre par tous les moyens en notre

« pouvoir, leurs vaisseaux et propriétés dans nos ports ou eaux, ou

« dans les mers voisines de nos rivages, et de les rendre à leurs pro-

e priétaires, s'ils viennent à être saisis. Si nous avons fait usage de

« tous les moyens en notre pouvoir, et qu'ils viennent à manquer leur

« effet, nous ne sommes pas tenus, par nos traités avec ces nations, de

« fournir une compensation.

« Quoique nous n'ayons pas de traité de ce genre avec l'Angle-« terre, l'avis du Président a été que nous devions à l'égard de

« cette nation pratiquer les mêmes règles qu'à cet égard le Gouver-

« nement pratique envers les autres nations, et même de les étendre

« aux prises faites en pleine mer et amenées dans nos ports, si elles

« ont été faites par des bâtiments qui avaient été armés dans ces

« mêmes ports.

« Nous étant abstenus, pour des raisons particulières, d'employer

· tous les moyens en notre pouvoir pour la restitution des trois bâti-

« ments mentionnés dans ma lettre du 7 août, le Président pense que

« nous avons l'obligation de donner une compensation pour ces na-

« vires, et quoiqu'il ne soit rien dit dans cette lettre des autres vais-

« seaux placés dans les mêmes conditions et amenés dans nos ports

« après le 5 juin et avant la date de cette lettre, cependant puisque la

« même abstention a eu lieu de notre part, le Président a été et est

« d'avis qu'une compensation est également due.

« Quant aux prises, faites dans les mêmes circonstances et amenées « ici après la date de ma lettre, le Président est décidé à user de tous

« les moyens en notre pouvoir pour obtenir leur restitution. Si ces

« moyens manquent leur effet, comme nous ne serions pas obligés

• par nos traités à fournir une compensation aux autres puissances,

« dans les cas analogues, il n'entend pas émettre l'opinion qu'on de-

« vrait en accorder une à la Grande-Bretagne. Mais néanmoins si

« quelques cas devaient se présenter subséquemment à cette date

« dans des circonstances sous lesquelles trouveraient place des mo-

e tifs pareils à ceux indiqués ci-dessus, le Président pense que les

· États-Unis doivent pareillement une compensation.

« Des instructions sont données aux gouverneurs des différents

« États, d'user de tous les moyens en leur pouvoir pour restituer les

« prises de cette dernière description qui seraient trouvées dans leurs

« ports. Quoiqu'ils aient naturellement pris des mesures pour en être

« informés et que le Gouvernement général leur ait adjoint dans

- « ce but de concours des officiers de douanes, vous comprendrez l'im-
- « portance de multiplier les sources de nos informations autant que
- « cela dépendra de vous-même ou des personnes sous votre direction,
- « afin que les Gouverneurs puissent user de tous les moyens en leur
- « pouvoir pour faire opérer la restitution. S'ils ne sont pas informés des
- « prises, il leur est impossible de les faire restituer. Le mieux sera
- . toujours de les leur faire connaître directement; mais toute infor-
- « mation que vous voudrez bien m'envoyer également en tout temps
- « leur sera transmise aussi promptement que la distance le permettra.
 - « Vous verrez par là, Monsieur, que le Président projette la resti-
- « tution ou la compensation dans les cas antérieurs au 7 août et la
- « restitution après cette date, si elle peut être effectuée par les moyens
- « en notre pouvoir, et qu'il est très-important que vous établissiez
- « bien le fait que ces prises sont dans nos ports ou nos eaux.
- « Votre liste des corsaires armés illicitement dans nos ports est, « je crois, exacte.
- « Pour ce qui concerne les pertes subies à la suite de leur détention,
- « dépérissement et spoliation par les bâtiments capturés comme il est
- « dit plus haut, avant les dates du 5 juin et du 7 août, nous proposons
- « comme mesure provisoire que le Receveur des douanes du district et
- « le consul anglais ou toute autre personne qu'il vous plaira, nom-
- « ment des personnes pour établir la valeur des vaisseaux et de la car-
- « gaison au moment de leur capture et de leur arrivée dans le port
- « où ils ont été amenés, d'après leur valeur dans ce port.
- « Si cela vous convient et que vous vouliez me le faire savoir avec
- « les noms des prises de cette description, des instructions seront don-
- « nées en conséquence aux Receveurs des douanes où se trouvent ces
- « bâtiments respectifs.

« J'ai, etc.,

« Signé: TH. JEFFERSON. »

Cette lettre fut annexée au traité du 19 novembre 1794 1.

Les raisons particulières auxquelles il est fait allusion ci-dessus, étaient la répugnance du Gouvernement des États-Unis à s'opposer par la force à la sortie des corsaires français².

Le résultat de la publication des règles du 4 août³ était que le système de la course se trouvait, généralement parlant, supprimé, quoique les mêmes cas paraissent s'être représentés jusqu'à l'arrivée du

^{1.} Traité d'amitié, de commerce et de navigation. Voir Martens, t. V, p. 641. — Hertslett's, State papers, vol. I, page 784.

Hertslett's, State papers, vol. I, page 801.
 M. Jefferson à M. Morris, 16 août 1793.

successeur de M. Genet en février 1794, qui désavoua les actes et révoqua les commissions que celui-ci avait délivrées aux corsaires 1.

Il faut rappeler qu'à cette époque les États-Unis ne possédaient pas encore de flotte, la construction d'une force navale n'ayant commencé qu'en 1794; de telle sorte que pendant que le Gouvernement visait à arrêter la course, il ne put jamais y parvenir qu'en employant la milice nour aborder les corsaires, à moins que ceux-ci ne se trouvassent mouillés à portée des canons d'un fort.

En octobre M. Duplaine, vice-consul de France à Boston, ayant délivré par force un bâtiment qui avait été saisi par le Maréchal des

États-Unis, le Gouvernement lui retira son exequatur.

Le Congrès se réunit le 3 décembre ; dans son adresse le Président parle des mesures adoptées pour la conservation de la neutralité et de

la nécessité d'une législation sur ce sujet, dans les termes suivants 2 : « Aussitôt que la guerre a été déclarée entre les Puissances avec

- « lesquelles les États-Unis ont les relations les plus étendues, il y eut « lieu de craindre que notre comm: rce avec elles pût être interrompu
- « et que nos dispositions pour la paix ne pussent donner lieu à des
- « suspicions trop souvent conçues par les nations belligérantes. »
- « Dans cette situation des affaires aussi neuve que délicate, je résolus
- « d'adopter des règles générales conformes aux traités et affirmer « les priviléges des États-Unis.... Quoique je n'aie pas pensé être
- « autorisé à défendre la vente, permise par notre traité de commerce
- « avec la France, des prises amenées dans nos ports, je n'ai pas re-
- « fusé d'en faire opérer la restitution, lorsqu'elles étaient faites sous la
- « protection de notre territoire ou par des vaisseaux commissionnés
- « ou équipés en manière de guerre dans les limites des États-Unis.
- * Je laisse à la sagesse du Congrès de corriger, d'augmenter ou de
- « fortifier ce mode de procéder, et il trouvera certainement un moyen
- « d'étendre le code légal et la juridiction des Cours des États-Unis à
- « bien des cas qui, quoique dépendants de principes déjà reconnus,
- « demandent néanmoins des dispositions ultérieures.
- « Lorsque, aux États-Unis, des individus, de leur propre autorité,
- « entrent en hostilité contre quelqu'une des puissances en guerre, ou
- « prennent part à des expéditions ou entreprises militaires dans la
- « limite de la juridiction des États-Unis ou usurpent et exercent une
- « autorité judiciaire dans l'intérieur des États-Unis, ou bien, lorsque
- « les pénalités pour violation du droit des gens n'ont pas été bien
- « nettement fixées ou ne sont pas suffisantes; ces offenses ne peuvent
- « trop tôt attirer une attention sérieuse et demandent des remèdes

^{1.} American State papers, vol. I, page 167.

^{2.} American State papers, vol. I, page 21.

- « prompts et décisifs.... De même comme quelques-unes des Cours
- « ont émis le doute, dans certaines circonstances particulières, qu'elles « aient le pouvoir de délivrer les vaisseaux d'une nation en paix et
- « même d'un citoven des États-Unis quoique saisi sous le faux prétexte
- « d'être une propriété ennemie, et ont nié leur pouvoir de délivrer
- « certaines prises faites dans les limites de notre territoire, il semble
- « nécessaire de régler leur juridiction sur ces points, »

Peu de temps après l'ouverture de la session, Jefferson se retira du cabinet pour rentrer dans la vie privée et ne prit aucune part active à la politique pendant les trois années suivantes. Washington fut alors libre de diriger sa politique et d'établir les relations avec l'Angleterre sur le pied le p'us amical⁴.

La première partie de la session fut employée en discussions sur l'imposition d'un droit protecteur sur le commerce avec les nations qui n'avaient pas de traités commerciaux avec les États-Unis. Cette mesure était dirigée contre le commerce anglais, et comme conséquence du mécontentement occasionné par l'ordonnance anglaise du Conseil de juin et novembre 1793, autorisant la saisie des hâtiments marchands des Etats-Unis chargés de blé en destination pour la France, ou surpris à tenter de violer le blocus.

La mesure qui fut ensuite proposée avait rapport à la construction d'une flotte; elle était proposée en prévision d'une guerre possible avec l'Angleterre, quoiqu'elle passât comme une mesure pour protéger le commerce américain contre les pirates algériens.

Le 27 mars M. Dayton de New-Jersey proposa une résolution pour mettre sous séquestre toutes les sommes dues aux sujets le la Grande-Bretagne pour servir à indemniser les citoyens des États-Unis des déprédations illégales des croiseurs anglais.

Avant qu'on n'allât aux voix, M. Clarke de New-Jersey proposa de détendre tout commerce avec l'Angleterre jusqu'à ce qu'on eut obtenu satisfaction.

Pendant qu'on agitait ces questions, le Président, le 4 avril, communique au Congrès une dépêche de M. Pinkney², ministre des États-Unis à Londres, contenant une copie d'un ordre du Conseil du 8 janvier modifiant les ordres donnés aux Croiseurs dans les précédentes ordonnances.

Cette circonstance tourna le sentiment populaire en faveur de l'Angleterre, et le parti républicain ou antifédéral abandonna son plan de représailles commerciales et se réunit à une proposition faite par les fédéralistes, d'envoyer une mission spéciale en Angleterre pour arranger les différentes questions en litige³.

^{1.} Tucker, Histoire des États-Unis, vol. I, p. 526.

^{2.} American State papers, vol. I, p. 431.

^{3.} Tucker, vol. I, p. 544.

M. Jay, Chief-Justice de la cour suprême, un descendant d'une des familles qui s'étaient refugiées en Angleterre à l'époque de la révocation de l'édit de Nantes⁴, fédéraliste et ami de la cause anglaise, fut choisi pour le poste d'envoyé².

Il avait été nommé le 16 avril, mais il n'arriva pas à Londres avant

le 15 juin.

L'insuffisance des lois existantes sur le commerce pour réprimer les violations les plus grossières de la proclamation de la neutralité, avait été démontrée quelque temps auparavant par le grand jury de Philadelphie, qui avait refusé de prononcer la mise en accusation du vice-consul Duplaine (auquel on avait retiré l'exéquatur en octobre 1793) pour la délivrance par force du *Greyhound*.

Il était évident qu'il n'y avait pas de temps à perdre pour amender les lois sur ce sujet, et, d'accord avec les recommandations contenues dans le message du Président, on présenta alors un bill sur cet objet.

Le bill fut vigoureusement attaqué par les Républicains, et il aurait été repoussé dans le sénat, si les motions nombreuses faites dans ce dessein n'avaient été déjouées par le vote du Vice-Président⁸. »

« Le parti Républicain avait, dans le Sénat, une majorité d'une voix, mais le siège de M. Gallatin de la Pensylvanie, membre de la majorité, ayant été contesté, et ce membre du Sénat ayant été éliminé pour la raison qu'il ne jouissait pas des droits de citoyen de la durée requise par la Constitution, les deux partis se balancèrent exactement. »

Cet Acte, qui forme la base des lois de neutralité des États-Unis *, renferme dix clauses et est intitulé : « Acte additionnel à l'Acte pour le redressement de certains crimes contre les États-Unis. » (L'Acte dont il est question ici est l'Acte du 30 avril 1790 pour la répression du crime de haute trahison et autres délits contre l'État et les individus.) Comme cet Acte est en substance le même que celui de 1818 et comme en se reportant à cet Acte, l'attention sera appelée sur les points dans lesquels il en diffère, il suffira de donner ici un extrait de ses différents articles.

Section 1. Tout citoyen des États-Unis dans le ressort de leur juridiction, acceptant ou exerçant une commission pour servir un prince étranger ou un État, sur terre ou sur mer, sera passible d'une

1. Vie de Washington, par de Will.

^{2.} Voir la Correspondance touchant la mission de M. Jay, les Papiers d'État américains, vol. I. p. 470-525. C'est un rapport intéressant sur les lois des prises, fourni à M. Jay par S. W. Scott et le D. Nicholl qui mérite attention.

^{3.} Tucker, vol. I, p. 543.

^{4.} United States statute at large; troisième congrès, session 1, ch. 1, 5 juin 1794. Hertslett's State papers, vol. IV, p. 339.

amende de 2000 dollars ou d'un emprisonnement de trois ans au plus.

Section 2. Toute personne dans la juridiction des États-Unis s'engageant elle-même ou enrôlant d'autres personnes, engageant ou soudoyant d'autres personnes à l'effet d'enrôler pour le service de l'armée ou de la flotte d'un prince ou État étrangers, sera passible d'une amende de 1000 dollars ou d'un emprisonnement de trois ans. Ceci ne s'applique pas aux étrangers de passage aux États-Unis. Toute personne ainsi enrôlée, le faisant connaître à l'autorité dans les trente jours, sera exempte de punition.

Section 3. Toute personne dans l'un des ports, havres, baies, rivières ou autres eaux des États-Unis, équipant, armant ou tentant d'équiper et d'armer, ou faisant équiper et armer, ou tentant de faire, etc., ou sciemment mèlé à l'équipement, etc., d'un bâtiment ou vaisseau avec l'intention que ce bâtiment ou vaisseau sera employé au service d'un prince étranger pour croiser ou commettre des hostilités contre les sujets, citoyens ou propriétés d'un autre État avec lesquels les États-Unis seront en paix, ou en commissionnant un vaisseau de ce genre, sera passible d'une amende de 5000 dollars ou d'un emprisonnement de trois ans, et le bâtiment, cordages, etc., etc., seront confisqués, une moitié au profit du dénonciateur, l'autre moitié au profit des États-Unis.

Section 4. Toute personne augmentant ou aidant à augmenter les forces d'un bâtiment de guerre au service d'un État en guerre contre un État avec lequel les États-Unis sont en paix, en augmentant le nombre ou le calibre des armes de ce bâtiment ou en y ajoutant des équipements qui ne s'appliquent qu'à la guerre, sera passible d'une amende de 1000 dollars ou d'un emprisonnement d'un an.

Section 5. Toute personne dans la juridiction des États-Unis organisant ou préparant une entreprise militaire contre un État avec lequel les États-Unis sont en paix, sera passible d'une amende de 3000 dollars ou d'une année de prison.

Section 6. Les tribunaux de district auront connaissance des prises faites dans les eaux ou à une lieue marine des côtes ou des rivages des États-Unis.

Section 7. La milice de terre ou les forces navales seront employées pour faire respecter cet Acte, pour arrêter tout bâtiment y contrevenant, avec ses prises, et pour restituer ces prises lorsque cette restitution sera ordonnée, et pour prévenir les expéditions militaires illégales.

Section 8. La milice, etc., sera employée comme il sera nécessaire pour contraindre à quitter les États-Unis tout bâtiment ou vaisseau étranger dans tous les cas où, d'après le droit des gens, ou les Traités des États-Unis, ce vaisseau ou bâtiment ne devrait pas séjourner aux États-Unis.

Section 9. Les poursuites pour trahison ou piraterie ne sont pas modifiées.

Section 10. L'Acte restera en vigueur pendant deux ans et ensuite jusqu'à la fin de la prochaine session du Congrès¹.

Cet Acte donnait une réponse aux prétentions de M. Genet et aux réclamations de M. Hammond. Il reste maintenant seulement à voir comment les réclamations anglaises reconnues dans la lettre de M. Jefferson du 5 septembre 1793, furent réglées.

Cela fut fait en insérant, dans le Traité conclu par M. Jay, 19 novembre 17942, des articles pourvoyant à la nomination de commissaires, chargés d'examiner la compensation à accorder (Art. VII) dans les cas de plainte de la part des marchands des États-Unis pour des dommages et des pertes essuyés, « en raison de captures illégales « ou irrégulières ou de condamnations de leurs bâtiments ou autre « propriété, sous le prétexte de l'autorité ou de commissions éma- « nées de Sa Majesté, » et de même dans le cas de plaintes de la part des sujets de Sa Majesté. « Que pendant le cours de la guerre ils « ont supporté des pertes et dommages en raison de la capture de « leurs bâtiments et marchandises pris dans les limites et sous la ju- « ridiction des États-Unis et amenés dans leurs ports, où pris par « des bâtiments originairement armés dans les ports de ces dits « États. »

- « Là où la restitution n'aurait pas été faite conformément à la te« neur de la lettre de M. Jefferson à M. Hammond datée de Phila« delphie le 5 septembre 1793. » Et (Art. XXI) il est pareillement « convenu que les sujets et citoyens des deux nations ne doivent « commettre d'actes d'hostilité ou de violence l'un contre l'autre, ni « accepter de commissions ou d'instructions dans ce but de princes « ou États étrangers, etc. »
- « Art. XXXIV. Il n'est pas permis à un corsaire étranger (n'étant « ni sujet ni citoyen de l'une des parties nommées) qui a une com- « mission d'un autre prince ou État en hostilité avec l'une des deux « nations, d'armer ses vaisseaux dans les ports de l'une des parties « nommées, ni d'y vendre ceux qu'il aura pris, etc.3 »

2. American State papers, vol. 1, p. 530.

^{1.} Renouvelé le 2 mars 1792 et perpétué le 24 août 1800.

^{3.} Ce fut le premier Traité qui fixa une commission pour examiner les demandes anglaises et américaines. Une seconde commission fut nommée après le Traité de Gand, de 1814, pour vérifier les demandes provenant de la capture des nègres, et une troissème après la Convention du 8 février 1853, pour régler definitivement les demandes restées en suspens.

- « Art. XXVIII. Il est convenu que les dix premiers articles de ce « Traité seront permanents, et que les autres, excepté le douzième
- « concernant le commerce avec les Indes occidentales, seront limités
- « dans leur durée à douze années, à partir de l'échange des ratifica-
- a tions. »

Comme il a été précédemment dit, la lettre de M. Jefferson du 5 septembre 1793 fut annexée à ce traité, de façon que l'effet de l'article 7 fut de donner une compensation à la Grande-Bretagne pour toutes les prises faites par des vaisseaux équipés par la France dans les États-Unis après le 5 juin 1793 (d de de la lettre de défense de M. Jefferson à M. Genet) si ces prises avaient été amenées dans les ports des États-Unis; mais de ne point donner de compensation pour les prises amenées avant le 5 juin 1793 et faites par des vaisseaux équipés avant cette époque, ou pour toutes autres prises qui n'auraient pas été amenées dans les ports des États-Unis.

Ayant ainsi retracé les lois de neutralité des États-Unis depuis leur origine par la proclamation du 22 avril 1793 jusqu'à l'acte de 1794, il peut paraître convenable de mentionner quelques-unes des décisions principales de la Cour suprême sur les cas expliquant le fonctionnement de la loi telle qu'elle était originairement faite⁴.

Février 1794. Le slop Betsy (hâtiment capturé par le corsaire francais le Citoyen Genet et envoyé à Baltimore.)

Jugement. Aucune puissance étrangère ne peut également ériger une Cour de justice dans les États-Unis, si ce n'est à la suite d'un Traité.

La juridiction d'amirauté exercée par les Consuls de France dans les États-Unis n'est pas fondée en droit.

Août 1795. Talbot versus Janson². Cas d'un bâtiment allemand la Magdeleine amené à Charleston par le corsaire français l'Ami de la Liberté, se disant vaisseau américain armé et équipé dans la baie de Chesapeake et à Charleston.

Jugement. La prise d'un bâtiment d'un pays en paix avec les États-Unis faite par un bâtiment équipé dans l'un de nos ports et commandé par l'un de nos citoyens, est illégale, et si le bâtiment capturé a été amené dans notre juridiction, les tribunaux du district, après une déclaration sur la saisie vicieuse, peuvent examiner les faits et ordonner l'arrestation.

Restitution ordonnée avec dommages et intérêts.

^{1.} Décisions dans la Cour suprême des États-Unis, Curtis, vol. I, p. 74.

^{2.} Curtis, vol. I, p. 128.

Août 1796. Moodie versus le hâtiment Phæbe Anne 1.

Jugement. D'après l'article XIX du Traité avec la France, un corsaire a le droit de faire des réparations dans nos ports.

Le remplacement de ses forces n'en est pas une augmentation.

La restitution est refusée.

Août 1796. Moodie versus le bâtiment Alfred 2.

Jugement. Ce n'est pas une violation des lois sur la neutralité des États-Unis de vendre à un étranger un bâtiment construit dans ce pays, quoique plus tard il devienne corsaire et ayant son équipement calculé pour la guerre, mais servant habituellement comme bâtiment marchand.

Restitution refusée.

En juin 1797, un acte fut passé pour défendre à tout citoyen des États-Uuis, dans les limites de ces mêmes États, d'équiper, d'armer, etc., tout vaisseau marchand ou bâtiment de guerre avec l'intention, etc., d'en prendre le commandement, en montant à bord, ou d'acheter une part d'intérêt d'un vaisseau de ce genre, sous peine d'une amende de 10 000 dollars ou d'un emprisonnement de dix ans au plus³.

Cet Acte fut rapporté en entier par l'Acte de 1818.

La restriction imposée au commerce avec la France en 1799 par l'Acte du Congrès du 9 février, arrêta tous les cas ultérieurs de course et le plus prochain rapport qui a été publié d'une décision touchant des relations internationales, ne se trouve qu'en 1804 au mois de février.

« Church versus Hubbart . » Cas ou affaire de l'Aurore saisie à Sara pour contrebande. L'affaire fut portée devant la Cour des États-Unis sur une plainte d'assurance.

En prononçant le jugement, le Chief-Justice dit : « L'autorilé d'une nation sur son propre territoire est absolue et exclusive. La saisie d'un bâtiment à portée de ses propres canons (de cette nation) par une force étrangère, constitue une invasion de son territoire, et un acte d'hostilité qui, comme tel, doit être repoussé. Mais ce droit de se garantir soi-même, peut certainement être exercé au delà des limites de son propre territoire. D'après ce principe, on admet universellement le droit d'un belligérant de visiter un vaisseau neutre en pleine mer pour s'assurer s'il n'a pas de contrebande de guerre.

^{1.} Curtis, vol. I, p. 234. 2. Ibid., vol. I, p. 237.

^{3.} United States statute at large, cinquième congrès, section I, chap. 1, 14 juin 1791.

^{4.} Curtis, vol. I, p. 470.

Un autre cas se présenta en 1808 au sujet de la validité de la capture par un corsaire français d'un bâtiment dépêché d'un port occupé par les rebelles de Saint-Domingue, la cargaison fut saisie par la Cour des délégués français à Saint-Domingue. (Rose versus Himely. Affaire de la Sarah, février 1808.) Entre autres choses touchant les lois de prise, il fut établi que c'était une question politique qui devait être décidée par les Gouvernements et non par les Cours de justice si une colonie révoltée doit être traitée comme un État souverain; et que les Cours des États-unis doivent considérer l'ancien état de choses comme existant jusqu'à ce que la souveraineté de la colonie révoltée ait été reconnue par le Gouvernement des États-Unis.

La restitution fut ordonnée avec dépens.

L'expédition de Miranda contre Caracas, en mars 1806, fut équipée à New-York. L'expédition se composait du Léandre vaisseau armé de 18 canons et de deux schooners. Miranda fut rencontré par deux bâtiments de guerre espagnols près de Puerto Cabello. Une action s'engagea dans laquelle il perdit ses schooners et fut contraint de chercher un refuge à Grenada. Cinquante-sept de ses partisans furent faits prisonniers à bord des schooners et conduits à Puerto Cabello où ils furent jugés pour piraterie; dix furent condamnés sur ce chef à mort, et les autres à l'emprisonnement.

Le président Jefferson, dans son message au Congrès du 2 décembre 18063, s'exprima sur cette expédition dans les termes suivants :

- « Ayant été informé que dans une autre partie des États-Unis, un « grand nombre de simples particuliers se rassemblaient, s'armaient
- « et s'organisaient contrairement aux lois pour diriger une expédi-
- « et s'organisaient contrairement aux 101s pour diriger une expedi-« tion contre les territoires de l'Espagne, j'ai jugé nécessaire, par
- « une proclamation aussi bien que par des ordres spéciaux, de pren-
- « dre des mesures pour prévenir et supprimer cette entreprise, pour
- « saisir les bâtiments, les armes, et autres approvisionnements et pour
- « prévenir et arrêter, afin de les livrer à la justice, les auteurs et fau-
- « teurs de cette entreprise. Cela était dû à la bonne foi qui doit tou-
- « jours être la règle des actes publics comme celle des transactions
- « particulières; il convenait au bon ordre et à un Gouvernement ré-
- « gulier que tandis que la force publique s'en tenait à une stricte
- « défensive, simplement pour protéger nos citoyens contre toute
- « agression, les tentatives criminelles de simples particuliers de dé-
- cider eux-mêmes pour leur pays la question de paix ou de guerre
- « en commençant des hostilités actives et non autorisées fussent
- * promptement et efficacement réprimées. »

^{1.} Curtis, vol. II, p. 87.

^{2.} Annual Register, 1866.

^{3.} American States papers, vol. I, p. 68.

Répondant à Don Valentin de Foronda en 1809, le Président dit de cette transaction 1 : « Votre prédecesseur aigri par une question d'é-« tiquette contre l'administration de ce pays, lui donnait toujours « tort sans y croire lui-même C'est dans cet esprit qu'il a cherché « à faire croire que nous avions coopéré d'une façon injustifiable « dans l'expédition de Miranda. Sur ma loyauté et mon honneur « personnel, je vous déclare solennellement que cela est entière-« ment faux, et qu'il n'y a eu de notre part ni connivence ni coo-« pération. Il nous a informé qu'il avait en vue de délivrer son pays « natal de l'esclavage, et il nous a exprimé l'espoir d'obtenir notre « aide ou au moins notre connivence. Il lui fut aussitôt répondu que « quoique nous eussions de grands motifs de plainte contre l'Espa-« gne et même des motifs de faire la guerre, lorsque nous jugerions « convenable d'agir en ennemi à son égard, nous le ferious ouver-« tement et hautement, et que notre hostilité ne s'exercerait point « d'une manière aussi mesquine. Nous ne nous doutions pas qu'il « comptait engager des hommes dans les États-Unis, mais qu'il se « proposait seulement d'acheter des munitions militaires. A cet « égard, il n'y avait pas de loi pour le lui défendre et en consé-« quence, nous n'avions aucune autorité pour nous y opposer. D'un « autre côté, nous n'avions pas jugé convenable de faire part aux a agents de l'Espagne de cette communication qu'il nous avait faite « volontairement. Quoique ses préparatifs aient duré plusieurs jours « à New-York, nous n'avons eu le premier soupcon qu'il engageait « des hommes pour cette entreprise que lorsqu'il était déjà parti; et « je présume que le secret de ces préparatifs est également resté « caché au marquis Yrujo à Philadelphie et au consul espagnol à New-« York, puisque ni l'un ni l'autre ne nous a donné la moindre infor-« mation de l'enrôlement d'hommes que lorsqu'il était trop tard pour « prendre des mesures à Washington afin de prévenir leur départ. « L'officier de douanes qui a participé à cette teansaction avec Miranda, « a été immédiatement révoqué, lui et les autres auraient été ultérieu-« rement punis sans la protection qui leur a été accordée par des « citoyens de New-York en opposition avec le Gouvernement, qui, · par leurs impudentes faussetés et les calomnies, sont parvenus à « influencer l'esprit des jurés. »

M. Dana, dans sa récente édition de Wheaton², remarque « que le Gouvernement espagnol se plaignit de ce qu'une expédition militaire avait été équipée à New-York, sous Miranda, en 1806, dirigée

1. OEuvres de Jefferson, vol. V, p. 473.

^{2.} Eléments du Droit international, par Wheaton, Edition de R. H. Dava, 8º édit., 1866, p. 558, note.

contre l'Espagne dans l'Amérique du Sud. Il ne me semble pas douteux qu'elle aurait dû et aurait pu être prévenue par nous. »

La guerre entre l'Estagne et ses colonies échata en 1816, et le Gouvernement des États-Unis, se trouva placé de nouveau dans une position très-difficile pour conserver sa neutralité. Les sympathies du peuple des États-Unis étaient tout naturellement chandement éveillées en faveur de ses frères républicains; d'un autre côté, il était évident que l'équipement de bâtiments pour aller croiser contre le commerce espagnol était une entreprise aussi profitable que populaire, et formait une excellente spéculation commerciale 1.

En décembre 1810, un bâtiment nommé l'Exchange de Baltimore fut capturé par un corsaire français en route pour Saint-Sébastien en Espagne; il fut amené ensuite à Philadelphie comme vaisseau de la marine française sous le nom de Balaon.

Le Schooner Exchange versus Me Fadden et autres, février 18122.

Le capitaine franç às avoua qu'il était entré dans le port de Philadelphie, pous-é par l'état de la mer, il produisit un affidavit du Consul franç is, constatant sa commission et établissant que les vaisseaux de la marine impériale française ne naviguaient jamais avec d'autres documents on preuve les concernant, que leur pavillon, la commission et la possession de leurs officiers.

Jugement. — Un vaisseau armé, au service d'un souverain étranger en paix avec les États-Unis, n'est point dans la juridiction de nos tribunaux, quoique se trouvant dans un port des États-Unis.

Mais la souveraine puissance des États-Unis peut intervenir et accorder cette juridiction.

La restitution est refusée.

Février 1815 le Brig Alerta et sa cargaison versus Blas3.

Jugement.—Si une capture a été faite par un corsaire illégalement é mipé, dans un port neutre, la cour des prises de ce pays neutre a le pouvoir, et c'est son devoir, de restituer la propriété capturée, si elle se trouve dans le ressort de sa juridiction, au véritable propriétaire.

Bâtiment et cargaison restitués.

Le 1er septembre 1815, le Président Madison lança une proclamation qui défendait les équipements d'expéditions illégales dans les États-Unis*.

- « Attendu qu'il nous est parvenu des informations constatant que « certaines personnes, citoyens des États-Unis, ou y résidant, spécia-
- 1. Correspondance entre l'Espagne et les États-Unis, 1817-18, et entre le Portugal et les Etats-Unis, 1816-51. 2. Curtis, vol. II, p. 478.
 - 3. Cuntis, vol. III, p. 379.
 - 4. American States papers, vol. IV, p. 1.

« lement dans l'État de la Louisiane, conspirent ensemble pour com-« mencer et organiser, et préparer les moyens d'une expédition « militaire ou entreprise contre les possessions de l'Espagne, avec la-« quelle les États-Unis sont heureusement en paix; que, dans ce des-« sein, ils ont amassé des armes, des munitions de guerre, des provi-« sions, des vaisseaux et autres moyens, qu'ils ont séduit et trompé « d'honnêtes citoyens bien pensants pour les engager dans leurs entre-« prises illégales; ou en les organisant, employant ou armant pour « ces mêmes entreprises, contrairement aux lois portées et publiées « sur des cas pareils. J'ai donc jugé nécessaire de lancer ma procla-« mation, avertissant et commandant aux citovens fidèles, qui ont été « entraînés, sans réflexion, de s'abstenir, sans retard, de prendre « part à ces entreprises illégales, et en ordonnant à toute personne, « quelle qu'elle soit, engagée ou intéressée dans les mêmes entre-« prises, de cesser dorénavant toutes démarches ultérieures, dont elles auraient à répondre à leurs risques et périls. J'ordonne et j'en-« joins par les présentes à tous les officiers civils et militaires des « États-Unis ou des autres États ou territoires, à tous les juges, com-« missaires et autres officiers de paix, à tous les officiers militaires de « l'armée et de la flotte des États-Unis et aux officiers de la milice, cha-« cun dans son département respectif, et suivant leurs fonctions, de re-« chercher avec vigilance et de livrer à l'action des lois les personnes « engagées ou intéresssées dans ces expéditions, en arrêtant, saisis-« sant et gardant à la disposition de la loi toutes les armes, les munitions de guerre, les vaisseaux ou autres moyens réunis pour ces mêmes entreprises, et en général en empêchant l'exercice d'une « semblable entreprise ou expédition par tous les movens légaux qui « sont en leur pouvoir ; et je requiers tous les bons et fidèles citoyens « et autres dans les États-Unis de les aider et assister à cet effet, et « spécialement pour découvrir, arrêter et livrer à la justice tous les-« dits coupables, en prévenant l'exécution de leurs combinaisons illé-« gales ou plans, et en les dénonçant à leurs propres autorités.

« Signė: James Madisson.

« Washington, le 1er septembre 1815. »

En 1816, le Gouvernement portugo-Brésilien intervint par la force des armes à Buénos-Ayres, et prit ainsi part à la querelle entre l'Espagne et ses colonies de l'Amérique du Sudi.

Au mois de décembre de la même année, le Président Madison communiqua au Congrès le message suivant :

^{1.} Annual Register, 1816.

^{2.} American State papers, vol. IV, p. 103.

« Washington, le 26 décembre 1816.

- « Il se trouve que les lois existantes n'ont pas l'efficacité nécessaire
- * pour prévenir les violations des obligations des États-Unis, comme
- « nation en paix avec les parties belligérantes, et autres actes illégaux
- « commis en pleine mer par des vaisseaux équipés et armés dans les
- « eaux des États-Unis.
 - « Dans le but de maintenir plus efficacement le respect du aux
- « lois, ainsi qu'au caractère et aux relations neutres et pacifiques des
- « États-Unis, j'appelle l'attention du Congrès sur l'utilité de mesures
- « législatives nécessaires pour retenir les vaisseaux actuellement équi-
- pés ou en cours d'équipement, avec des forces de guerre dans la
- · juridiction des États-Unis; ou, comme le cas peut se rencontrer.
- « pour obtenir des propriétaires ou des commandants de ces bâti-
- « ments des sécurités suffisantes contre l'abus de leurs armements, à
- « l'exception des cas se rapportant à des vaisseaux marchands mu-
- « nis d'armements défensifs employés dans des expéditions lointaines
- « et dangereuses, exceptions s'appliquant pareillement au commerce
- « privé de munitions de guerre, permis par nos lois, et dont les lois
- « des nations ne peuvent réclamer la prohibition de la part des États-
- « Unis.

« Signé : James Madison. »

Le Comité des Affaires Étrangères soumit, vers le même temps, à la Chambre des Représentants, certains documents se rapportant à ce sujet, parmi lesquels se trouve une lettre du Secrétaire d'État (M. Monroë), disant :

- « Que les mesures nécessaires pour rendre les lois efficaces contre
- « les armements et équipements de vaisseaux dans nos ports, dans le
- « dessein d'aller croiser en ennemis, consistaient :
 - « 1° A leur imposer des garanties de ne pas violer les Traités des
- « États-Unis ou les obligations des États-Unis, d'après le droit des
- « gens, dans tous les cas où il y aurait des motifs à supposer qu'il
- « y avait un projet en train d'exécution, y compris le cas d'un bâti-
- ment prenant à bord des armes et des munitions de guerre pour
- servir à son équipement et son armement, et, par conséquent,
- « postérieurement à son départ;
 - 2º A investir les Receveurs ou autres officiers des douanes dans
- « les endroits où il n'y a pas de Receveurs, du pouvoir de saisir et de
- « détenir les bâtiments dans des circonstances indiquant une forte
- « présomption d'une intention de violer les lois : maintenir la déten-
- « tion jusqu'à ce que le Pouvoir Exécutif ait pu obtenir une relation

- « complète des faits. Le livre des statuts renferme des pouvoirs ana-
- « logues à ceux qui sont indiqués plus haut (Voir spécialement la
- « IIº session de l'acte du Congrès du 25 avril 1808). »
- « Les lois existantes ne vont pas aussi loin. Elles n'autorisent pas la
- « demande d'une garantie sous quelque forme que ce soit, ni l'inter-
- « vention préventive des magistrats, quoiqu'il y ait une raison de
- « soupçonner une intention de commettre le délit. Elles restent sur
- « le pied général de la répression des délits où alors s'il y a complète
- « évidence de la perpétration du crime, la partie est soumise à la
- « pénalité prononcée contre elle après le jugement. »

Le 3 mars 1817, un Acte 1 fut passé dans lequel (pour résoudre la question qui avait été déjà posée, de savoir si les armées du Sud de l'Amérique, qui n'avaient pas été formellement reconnues comme indépendantes, tombaient sous les prescriptions de l'acte de 1794) les mots armée, district ou nation sont insérés après la phrase « prince ou États, » comme le porte la première section de l'acte de 1794.

Les recommandations du Président et de M. Monroë furent en partie suivies par les dispositifs de la seconde et troisième section de cet acte exigeant une garantie des propriétaires de bâtiments suspects.

Le Président, dans son message au Congrès, du 2 décembre 1817 ², appelle l'attention sur les établissements de piraterie, fondés dans l'île d'Amélie et à Galveston, et annonce que des instructions ont été données pour leur suppression. « Ces établissements, s'ils ont jamais « été autorisés par une administration quelconque, quoique cela ne

« soit pas croyable, ont abusé de la confiance qui leur avait été ac-

« cordée et ont perdu toute prétention à des égards. »

Il paraît que ces lieux servaient de rendez-vous à des contrebandiers et à des négriers qui, en dépit des lois, introduisaient des esclaves aux États-Unis.

L'île d'Amélie était le territoire espagnol, qui avait été le sujet de négociations entre l'Espagne et les États-Unis.

Galveston était situé dans le territoire disputé sur les limites des États-Unis et des possessions espagnoles³.

- « Il paraît que, parmi les projets avoués des personnes qui occu-« paient l'île d'Amélie, il y avait celui de s'emparer de la Floride orien-
- « tale et de la Floride occidentale, dans le dessein ouvert d'y établir un
- « Gouvernement indépendant.... La plus grande partie de la Floride

^{1.} United States statutes at large, vol. IV, p. 370. British and Foreign State papers, vol. IV, page 839.

American State papers, vol. IV, p. 130.
 American State papers, vol. IV, p. 132.

- « occidentale étant au pouvoir des États-Unis dans le moment actuel,
- « ce projet renfermait des desseins d'hostilités directes contre eux, et
- « comme le but exprès de la résolution et de l'acte du 15 janvier 1811,
 - « était d'autoriser le Président a empêcher que la province de la Flo-
 - « ride orientale ne vînt à passer dans les mains de quelque puis-
 - « sance é rangère, il fut du strict devoir du Président d'exercer l'au-
 - « torité dont l'a revêtu la loi. »

De plus, il était « de notorieté publique, que deux des personnes qui

- « ont successivement exercé le commandement dans l'île d'Amélie,
- « qu'elles fussent autorisées par un Gouvernement queiconque ou non,
- « avaient délivré des commissions de consaires, soit au nom du Gou-« vernement de Venezuela et du Gouvernement mexicain, à des bâti-
- « ments équipés dans les ports des États-Unis, montés et comman
- « dés par des citoyens des États-Unis. »

L'établissement de Galveston fut formé par un commodore Oury, surtout dans le dessein d'armer des corsaires et de faire la traite. Il détivra des commissions au nom de la République mexicame, et arma et équipa ses bâtiments dans les ports des États-Unis et amena ses prises à Galveston où elles turent condamnées par une Cour d'amirauté fictive, et ensuite les prises et cargaisons furent amenées aux États-Unis pour y être vendues. Quelques-unes de ces prises furent restituées à leurs propriétaires, a la suite de procedures devant la Cour de dictrict de la Louisiane.

Des troupes des États-Unis furent dirigées contre ces deux établissements, et, en décembre 1817, ils furent supprimés par la force. L'Espagne protesta contre l'occupation de l'île Amélie⁴; mais le Gouvernement des États-Unis déclara que ce n'était de sa part qu'une mesure temporaire, exécutée dans l'intérêt public, et qui n'avait pas le caractère d'une atteinte aux droits de souveraineté de l'Espagne.

En 1818, on passa un autre acte d'enrôlement des étrangers (3 avril)², annu ant et revisant l'acte de 1794, celui de 1797 et enfin celui de 1813. Cet acte est aujourd'hui le seul en vigueur.

Les principaux points sur lesquels il diffère de l'acte de 1794 sont les suivants³:

Section I. — Au lieu des mots : « Princes, ou États Étrangers, » il y a les mots : « Princes, États, colonies, districts ou nation étrangers, » et de même dans tout le cours de l'acte.

Section II. — Le dernier paragraphe, concernant l'indemnité à accorder au dénonciateur, est omis.

^{1.} American State papers, vol. IV, p. 183.

^{2.} United States Statutes at large, vol. III, p. 447.

^{3.} British and Foreign State papers, vol. IX, p. 382.

Section III. — Il y a « dans les limites des États-Unis, » au lieu de : « Dans quelconque des ports, havres, baies, rivières ou autres eaux. » L'amende est portée à 10 000 dollars au lieu de 5000.

Section IV. — Il n'y a pas de clause correspondante dans l'acte de 1794. Elle pourvoit contre l'équipement de bâtiments « dans les limites des États-Unis » et encore « de commettre des hostilités contre les citoyens des États-Unis ou leurs propriétés, » sous peine d'une amende de 10000 dollars ou d'un emprisonnement de dix ans au plus.

Cette clause ressemble, dans ses dispositions générales, à l'acte de 1797, avec cette différence matérielle que cet acte pourvoit à la pénalité d'un délit commis dans les limites des États-Unis sur les citoyens « ou propriétés d'un prince ou État avec lesquels les États-Unis sont en

« paix, ou sur des citoyens des États-Unis ou leurs propriétés. »

Section V. — La même que la section IV, dans l'acte de 1794, avec cette addition, « ou en changeant les canons à bord pour d'autres « d'un plus fort calibre, » après les mots « ou en augmentant le nom-

« bre des canons sur ledit vaisseau. »

Section VI. — (La même que la section V.) La peine est réduite à un an de prison, au lieu de trois ans.

Sections VII et VIII. — les mêmes que les sections VIII et IX.

Sections X et XI. — Les clauses « de garantie » sont à peu près les mêmes que celles de l'acte de 1817, et comme elles sont importantes en ce qu'elles constituent la différence essentielle entre l'acte d'enrôlement des étrangers anglais et l'acte américain; nous les donnons ici en entier.

Section X. — « Il est de plus décrété que les propriétaires ou

- « consignataires de tout bâtiment ou vaisseau armé, sortant des ports
- « des États-Unis, appartenant totalement, ou en partie, à des citoyens « de ce pays, devra prendre l'engagement vis-à-vis des États-Unis
- avec des garanties suffisantes du double du montant de la valeur
- « du bâtiment et de la cargaison à bord, comprenant son arme-
- « ment, que ledit vaisseau ne sera pas employé par ses propriétaires
- à croiser ou à commettre des hostilités contre les sujets, citoyens ou
- « propriétés d'un prince ou État, ou colonie, ou nation, ou district
- * étrangers avec lesquels les États-Unis sont en paix. »

Section XI. « Il est de plus décrété que les receveurs des douanes

- « seront et sont dès lors autorisés et respectivement requis d'arrêter
- « tout bâtiment manifestement construit pour des entreprises de guerre,
- « et sur le point de partir des États-Unis, lorsque sa cargaison con-« sistera principalement en armes et munitions de guerre, lorsque le
- « nombre d'hommes embarqués à bord ou d'autres circonstances
- « pourront faire supposer avec probabilité que ce vaisseau doit être
- « employé par le propriétaire ou les propriétaires à croiser ou à com-

- « mettre des hostilités contre des sujets, citoyens ou propriétés de
- « quelque Etat ou de quelque colonie, district, nation (trangers avec
- « lesquels les États-Unis sont en paix, jusqu'après la décision du Pré-
- « sident sur la guestion ou jusqu'à ce que le propriétaire ou les pro-
- « priétaires aient donné les garanties voulues, comme il est exigé
- « des propriétaires armés de bâtiments, par la section précédente du
- « présent acte1. »

Section XII. Elle annule les actes de 1794 et de 1797.

Il ne reste plus à noter qu'un petit nombre de décisions de la Cour suprême.

La Divina Pastora, février 18192.

Jugement. Le Gouvernement des États-Unis ayant reconnu l'existence d'une guerre civile entre l'Espagne et ses colonies, nos Cours sont tenues de reconnaître comme légaux les actes que la guerre autorise et le nouveau gouvernement dans l'Amérique du Sud.

Les prises faites sous l'empire des commissions délivrées par ce Gouvernement doivent être traitées par nous comme toutes les autres prises.

Leur légalité peut être décidée par nos Cours, à moins qu'elles n'aient été faites en violation de notre neutralité.

Les débats ayant été entachés de vices de forme, la cause fut renvoyée devant la cour de circuit. Le résultat n'est pas connu.

Février 1819. La Estrella 3.

Jugement. A défaut d'un acte du Congrès sur le sujet, les cours des États-Unis auront autorité en vertu des lois générales des nations pour décréter la restitution d'une propriété capturée en violation de leur neutralité.

Bâtiment et cargaison restitués, avec dépens.

1. M. Bemis, dans sa brochure sur la neutralité américaine, publiée à Boston en 1866, dit: « A mon avis, ces deux clauses obligatoires (bending) comme on les appelle, ont perdu la plus grande partie de leur effet quand le Congrès en a décrété l'application: l' aux navires appartenant en tout ou en partie aux citoyens des États-Unis, laissant par là complète liberté aux étrangers de décharger des navires armés qui ne sont pas neutres (voyez Projet de l'Acte 1816-1817, section II); 2º Quand ils ont limité le droit d'entrepôt de façon à empêcher seulement les propriétaires de faire des croisières et entamer des hostilités, au lieu de faire de ce droit une garantie contre l'usage à l'état belligérant du navire par telle personne à laquelle les propriétaires peuvent vendre ou prétendre avoir vendu le navire (Congrès, 1816-17, p. 778, section II); et 3º en exigeant que tout vaisseau sujet à être arrêté, devra avoir à bord une cargaison consistant principalement en armes et munitions de guerre, laissant ainsi en parfaite liberté tout navire armé jusqu'aux dents et manifestement bâti en vue de la guerre, pourvu que ce navire prenne la précaution de n'avoir à bord aucune cargaison défendue et appartenant à des étrangers. »

2. Curtis, vol. IV, p. 345.

^{3.} Curtis, vol. IV, p. 406.

Février, 1820. La Amistad de Rues 1.

Jugement. Dans le cas de violation de notre neutralité par l'un des belligérants, si les prises viennent volontairement dans les limites de notre territoire, elles seront restituées à leurs propriétaires originaux par nos cours. Mais leur juridiction, dans l'espèce, d'après le droit des gens, s'étend seulement à la restitution de la propriété spécifique, avec dépens et frais pendant l'instance du procès, et ne doit pas s'étendre à la condamnation à des dommages et intérêts ou compensation pour pillage, comme dans les cas ordinaires de délits maritimes.

En prononcant le jugement, le chief justice Story, dit : « Nous dés-« avonons entièrement tout droit de décréter de tels dommages et nous « ne considérons pas comme faisant partie des devoirs d'une na-« tion neutre d'intervenir, sur la seule base du droit des gens, de « régler tous les droits et torts qui peuvent surgir d'une capture « entre belligérants. A strictement parler il ne peut y avoir une chose « telle qu'un préjudice maritime entre belligérants. Chacun a un « droit indubitable à exercer tous les droits de la guerre contre l'au-« tre, et cette circonstance ne peut donner matière à des plaintes iu-« diciaires, pour les avoir exercés avec sévérité, même si les parties « ont dépassé les règles que justifient les lois habituelles de la guerre. « Au reste, ces actes n'ont jamais été reconnus comme tombant sous « la juridiction des tribunaux de prises d'une nation neutre. Les cor-« saires sont justiciables de leur propre gouvernement, exclusivement a pour tout excès ou irrégularité dans leurs actions, et une nation « neutre ne peut autrement intervenir que pour empêcher les cor-« saires de tirer des avantages injustes de la violation de sa neutralité. « Les nations neutres peuvent à la vérité infliger des pénalités pécu-« niaires ou autres aux prévenus pour une violation de ce genre, mais « cela doit être dans le but de revendiguer leurs droits propres et « non par la voie de compensation au profit du capturé. Si l'un des « belligérants requiert une action dans des cas pareils, tout ce que « la justice peut exiger, c'est que la nation neutre fasse exécuter ses « propres lois et qu'elle ne donne point asile à la propriété injusa tement capturée. C'est pourquoi elle est tenu de restituer la pro-« priété trouvée dans ses propres ports; mais, hors cela, elle n'est « pas obligée de s'interposer entre les belligérants. Si, en effet, il en « était autrement, il n'y aurait pas de terme aux difficultés et aux em-« barras des tribunaux de prises neutres. Ils seraient obligés de déci-« der dans chaque variété de formes sur des délits de mer in rem et in e personam entre les belligérants, sans avoir les moyens nécessaires

^{1.} Curtis, vol. IV, p. 673.

- « pour s'assurer de la réalité des faits ou pour contraindre à compa-
- « raître des témoins; ils arriveraient ainsi à amener sous leur juridic-« tion presque tous les cas relatifs aux prises. Une parcille marche de
- « choses créerait nécessairement des irritations et des animosités, et
- « entraînerait bientôt les nations neutres dans tous les conflits et
- « dans toutes les hostilités des parties en lutte. Conséquemment, des
- « considérations de politique vinrent en aide à cet égard à ce que
- « nous considérons comme le droit des gens, et nous pouvons ajouter
- « que le Congrès n'a jamais dépassé dans sa législation la limite
- « qui est tracée ici. »

La cause fut portée en appel devant la cour du district qui ordonna la restitution, et prononça des dommages contre les auteurs de la capture, pour le motif qu'ils avaient augmenté illégalement les forces de leur navire à la Nouvelle-Orléans. Les demandeurs n'ayant pu prouver cette augmentation devant la cour suprême, la sentence de la cour de district fut cassée, et la prise rendue au corsaire (le bâtiment de course vénézueléen, la Guerrière), les dommages et intérêts refusés.

Février, 1822. La Santissima Trinidad et le Saint-André 1.

C'était une plainte portée par le Consul espagnol comme représentant les propriétaires de « quatre-vingt-neuf balles de cochenille, de

- « deux balles de jalap et d'une caisse de vanille, faisant originairement « partie de la cargaison des vaisseaux espagnols Santissima Trim-
- « dad et Saint-André, laquelle plainte alléguait que ces marchadises
- « avaient été prises illégalement par un acte de piraterie en pleine mer
- « avaient été prises mégalement par un acté de piratère en pieme mer « par une escadre composée de deux vaisseaux armés appelés : l'Indé-
- « pendance du Sud et l'Altravida, équipés et commandés par des
- « individus s'intitulant citoyens des Provinces-Unies de Rio de la
- « Plata. »

Le chief justice Story statua sur le cas concernant l'Indépendance :

- « Ce bâtiment avait été construit et équipé à Baltimore comme cor-
- saire pendant la dernière guerre avec la Grande-Bretagne, gréé
- « comme schooner et sous le nom de Mammoth, avait mis à la voire
- « contre l'ennemi. Après la paix, il fut gréé comme schooner et vendu
- « par ses premiers propriétaires. En janvier 1816, il fut chargé d'une
- « cargaison de munitions de guerre par ses nouveaux propriétaires
- « (qui étaient des habitants de Baltimore) et armé de douze canons,
- « constituant une partie de son premier armement. Il fut dépêché de
- ce port sous le commandement du défendeur, ostensiblement pour
- « les côtes du nord-ouest, mais en réalité pour Buénos-Ayres. D'après

^{1.} Curtis, vol. V, p. 269.

« les instructions écrites données pour ce voyage au capitaine, celui-« ci fut autorisé à vendre le bâtiment au gouvernement de Buénos-« Avres, s'il pouvait en obtenir un prix avantageux. Il arriva exacte-« ment à Buénos-Ayres sans avoir exercé d'hostilités pendant le cours « de ce voyage, et en naviguant sous la protection du pávillon américain. A Buénos-Ayres, le bâtiment fut vendu au capitaine « Chaytor et à deux autres personnes; bientôt après il prit le pavillon « et le caractère d'un bâtiment de l'État, et tout le monde de l'équi-« page comprit qu'il avait été acheté par le Gouvernement de Buénos-« Ayres; le capitaine Chavtor sit connaître ces saits à l'équipage, en « affirmant qu'il était devenu citoven de Buénos-Ayres et avait reçu « une commission pour commander ce vaisseau comme bâtiment de « l'État, il invita les hommes de l'équipage à s'enrôler au service « de Buénos-Ayres, ce que firent en effet la plus grande partie de « ces hommes. A partir de cette époque, en mai 1816, les agents de « notre Gouvernement et des autres Gouvernements étrangers, dans « le port de Buénos-Ayres, considérèrent ce bâtiment comme un vais-« seau de guerre de l'État, et tel était, en effet, son caractère avoué « et réputé. Aucun acte de vente de ce bâtiment au Gouvernement « de Buénos-Ayres n'a été produit, et de ce défaut d'évidence a surgi « principalement la question de savoir si sa condition comme vaisseau « de l'État pouvait être établie. Il ne paraît pas qu'il ait été exprimé « de doute sur l'authenticité de la commission du capitaine Chaytor, « ni même sur la valeur des autres preuves introduites dans la cause « pour corroborer la vérité de cette commission. Le seul point est, si « en ajoutant foi à ces preuves, elles établissent d'une manière bien « évidente le caractère public de ce vaisseau. Nous sommes de cet avis. « En général, la commission pour un vaisseau de l'État signée par les « propres autorités de la nation à laquelle appartient ce vaisseau, est « une preuve complète de son caractère national. La commission, « nommant au commandement d'un vaisseau, lorsqu'elle est duement « rendue authentique, autant au reste que cela concerne les cours ou « tribunaux étrangers, prouve absolument la vérité, et il n'y a pas à « en examiner le titre.

« Il a été soulevé une autre objection contre l'admission de ce bâ« timent aux priviléges et immunités d'un vaisseau de l'État.... C'est
« que Buénos-Ayres, jusqu'à ce moment, n'avait pas été reconnu
« comme État indépendant par la législature et le gouvernement exé« cutif des États-Unis, et que, par conséquent, il n'avait aucun droit
« à ce que ses vaisseaux de guerre fussent reconnus par nos tribu» naux comme vaisseaux nationaux. Nous avons eu l'occasion, dans
« des cas précédents, d'exprimer notre opinion sur ce point. Le Gou-

vernement des États-Unis a reconnu l'existence d'une guerre civile

« entre l'Espagne et ses colories, et a exprimé sa résolution de rester « neutre entre les deux parties et d'accorder à chacune d'elles le « même droit d'asile dans nos ports et de rapports. Chaque partie est « donc par nous déclarée nation belligérante, ayant, autant que cela « nous concerne, les droits souverains de la guerre, et doit donc être « respectée dans l'exercice de ces droits....

« La question qui surgit de ces témoignages, est de savoir si la pro« priété en question a été capturée en violation de notre neutralité,
« de sorte que la restitution devrait, d'après le droit des gens, être
« ordonnée au profit des belligérants. Deux raisons étaient invoquées
« pour justifier la restitution : 1° que l'Indépendance et l'Altravida,
« avaient été, dès l'origine, équipés, armés, et avaient reçu des équi« pages comme vaisseaux de guerre dans nos ports; 2° que l'Indé« pendance avait illégalement augmenté ses forces dans nos ports....

« La question de cet armement, illégal à l'origine, ainsi que l'équi-« pement de l'Indépendance dans nos ports, peut être vidée en quel-« ques mots. Il est certain qu'après avoir été équipé comme vaisseau « de guerre, ce bâtiment fut envoyé à Buénos-Ayres pour être em-« ployé à des entreprises commerciales de contrebande, mais sans « violer en aucune manière nos lois ou notre neutralité nationale. « S'il eût été pris par un vaisseau de guerre espagnol pendant son « voyage, il aurait été avec justice condamné comme étant de bonne « prise, pour avoir été engagé dans un commerce condamné par le « droit des gens. Mais il n'y a rien dans nos lois, ni dans le droit « des gens qui défende à nos citoyens d'envoyer des vaisseaux armés, « aussi bien que des munitions de guerre, à l'étranger, pour les « vendre. C'est un fait de commerce qu'aucune nation n'est tenue à « empêcher, et qui expose seulement les personnes qui y sont intéres-« sées à la peine de confiscation. En supposant, d'ailleurs, que le « voyage ait eu lieu dans un but commercial, et que la vente à « Buénos-Ayres ait été faite bona fide (et il n'y a rien dans l'évidence « devant nous qui le contredise), on ne peut vouloir dire que l'équi-« pement à l'origine dans le but de ce voyage était illégal, ou qu'une « capture faite après la vente ait été invalidée pour cette seule cause. »

Sur le second point, la Cour trouva qu'il y avait eu une augmentation illégale de force sur les deux bâtiments : l'Indépendance et l'Altravida, et, pour ce motif, elle ordonna que les prises seraient restituées aux demandeurs espagnols.

Février, 1822. Le Grand Para 1. Jugement. Il est nettement établi que lorsque des prises ont été

^{1.} Curtis. vol. V, p. 302.

faites par des vaisseaux qui ont violé notre neutralité, la propriété doit être restituée, si elle est amenée sur notre territoire.

Un vaisseau armé et équipé dans l'un de nos ports, et le quittant pour se rendre dans un port belligérant avec l'intention, après sa sortie, d'aller croiser avec les armements et les hommes qu'il a rassemblés dans nos ports, partant ainsi et faisant capture de propriétés appartenant à un belligérant, il viole nos lois de neutralité, et ses prises arrivées sous notre juridiction doivent être restituées.

La cessation bond fide de la course avec l'armement obtenu illégalement à cet effet, met fin à l'incapacité légale provenant de la violation de nos lois de neutralité qui ne doit pas durer indéfiniment,

mais une cessation non sincère n'a pas un pareil effet.

La prise, sommes prises à bord du bâtiment portugais le Grand Para, amenée à baltimore en septembre 1818, par le bâtiment corsaire l'Irrésistible, naviguant sous le pavillon argentin, fut restituée aux demandeurs portugais avec dépens.

Février, 1823. La Néréide 1.

C'est une action intentée par le Consul espagnol pour recouvrer le brick la Néréide.

La Néréide était un vaisseau de guerre espagnol capturé en 1818 par le corsaire l'Irrésistible, dont John Daniels était le capitaine et Henry Childs le lieutenant, et qui avait été illégalement équipé à Baltimore. La Néréide fut conduite à l'île de Margaritta sous le commandement de Childs, comme chef de prise. On alléguait qu'à Margaritta la Néréide avait été condamnée comme de bonne prise et vendue à un certain Franchesche; mais on ne donnait point de preuves de cette vente; il paraît que le vaisseau resta pendant assez longtemps à Margaritta sous le contrôle de Childs, qui obtint une commission pour ce vaisseau, comme corsaire, du gouvernement de Vénézuela; il en changca le nom en celui de le Congrès de Vénézuela, et partit avec lui pour les États-Unis où le vaisseau fut accidentellement reconnu à Baltimore.

Childs opposa à la plainte du consul espagnol une plainte reconventionnelle au nom de l'acheteur prétendu, Franchesche.

Après un appel, l'affaire fut portée devant la Cour du district. Un délai fut donné au défendeur pour produire une copie du jugement de la Cour de prises de Margaritta, et pour prouver ainsi que la vente était une vente réelle et Franchesche un acheteur de bonne foi.

Childs ne put produire cette preuve, et comme il fut démontré que, quoique quatre aunées se fussent écoulées depuis la prétendue vente, Franchesche n'avait jamais fait valoir ses droits sur le navire, lequel

^{1.} Curtis, vol. V, p. 374.

était resté entre les mains de Childs et de Daniels depuis la capture, l'arrêt de la Cour du district fut cassé et le bâtiment fut restitué au consul espagnol.

États-Unis versus Quincy, janvier 18021.

La question portée devant la Cour se rapporte aux instructions qui ont du être données au jury de la Cour de circuit pour le district du Maryland, dans une poursuite dirigée contre John D. Quincy, pour violation de l'acte de 1818.

En décembre 1828 le Bolivar, petit bâtiment de 70 tonneaux, partit de Baltimore pour Saint-Thomas, sous le commandement de Quincy, ayant à bord le propriétaire du bâtiment, Armstrong. A Saint-Thomas, Armstrong équipa le bâtiment comme corsaire sous le nom de : Las Damas Argentinas, pour aller creiser sous le pavillon de Buénos-Ayres contre le Brésil. Quincy continua de commander le vaisseau et opéra différentes prises. Plus tard, il retourna aux États-Unis, et la poursuite actuelle fut dirigée contre lui pour avoir contribué à l'équipement du Bolivar.

Jugement. « Il n'est pas nécessaire que le jury croie ou trouve que « le Bolivar, lorsqu'il quitta Baltimore et arriva à Saint-Thomas, et du- « rant son voyage de Baltimore à Saint-Thomas, était armé ou en état

- « de commettre des hostilités, pour trouver le défendeur coupable du
- « délit dont il est accusé. »
- « En conséquence le premier moyen de défense invoqué de la part « du défendeur doit être repoussé et celui de la part des États-Unis « accordé. »
- « Les second et troisième moyens de défense invoqués de la part « du défendeur, sont : »
- « Que si le jury est d'avis que lorsque le Bolivar fut équipé et mis
- « à la mer à Baltimore, les propriétaire et armateur avaient l'intention
- α d'aller aux Indes occidentales à la recherche de fonds pour armer
- « et équiper ledit bâtiment, et n'avaient pas à cette époque l'intention
- a bien arrêtée de se servir ou d'employer ledit bâtiment comme cor-
- « saire, mais bien celle, après l'avoir équipé, d'aller aux Indes occi-
- « dentales, afin de tâcher d'y trouver les fonds pour préparer ce bâti-
- « ment à faire la course, alors le défendeur n'est pas coupable.
 - « Oq bien si le jury est d'avis que lorsque le Bolivar fut équipé à Bal-
- « timore et lorsqu'il quitta les États-Unis, celui qui l'avait équipé n'a-
- « vait pas l'intention arrêtée de l'employer comme corsaire, ou que s'il
- a avait le désir de le faire, l'accomplissement de son dessein dépendait
- « de la pessibilité de trouver des fonds aux Indes occidentales, à

^{1.} Curtis, tome X, p. 189.

« l'effet de l'armer et de le préparer pour la guerre, alors encore le « défendeur n'est pas coupable.

« Nous pensons que ces moyens de défense peuvent être mis en « avant. Le délit consiste principalement dans l'intention dans laquelle « les préparatifs ont été faits. Ces préparatifs, d'après les vrais termes « de l'acte, doivent être faits dans les limites des États-Unis, et il est « pareillement nécessaire que l'intention concernant l'emploi du bâ-

« timent soit formée avant qu'il quitte les États-Unis. Cette intention « doit être une intention arrêtée, non conditionnelle ou contingente,

- « dépendante de quelques arrangements futurs. Cette intention est une « question qu'il est exclusivement de la compétence du jury de déci-
- « der. C'est là le point matériel sur lequel la légalité ou criminalité de « l'acte doit être établie et qui décide si l'entreprise a un caractère

« commercial ou un caractère militaire.

- « La loi ne défend pas à des vaisseaux armés appartenant à des ci-« toyens des Etats-Unis, de sortir de nos ports; la seule chose exigée « c'est que le propriétaire donne des garanties (ce qui a été fait dans « le cas présent) que ces vaisseaux ne seront pas employés par lui à « commettre des hostilités contre des puissances étrangères en paix « avec les États-Unis.
- « Les receveurs ne sont pas autorisés à détenir des bâtiments à « moins qu'ils n'aient été évidemment construits pour des entreprises « de guerre, et sur le point de sortir des États-Unis, à moins que des « circonstances ne rendent probable que ces vaisseaux sont destinés « à être employés par leurs propriétaires à commettre des hostilités « contre une puissance étrangère en paix avec les États-Unis.

« Toute latitude nécessaire pour les entreprises commerciales est « donc laissée à nos citoyens, et il ne leur est interdit que de com-« mettre des actions capables d'entraîner le pays dans une guerre. »

On pourrait citer d'autres cas, mais nous ne nous proposons ici que de donner une idée générale des règles suivies par les tribunaux des États-Unis, dans leur manière de procéder à l'égard des lois de neutralité. Il ne paraît pas que pendant la guerre avec la France ou pendant la guerre avec l'Amérique du Sud, il se soit présenté un cas pareil à celui de l'Alabama qui avait été envoyé dans une île inoccupée où il fut rencontré par un autre vaisseau lui apportant des armes et des troupes. Cela tient sans doute en quelque mesure à la difficulté qu'il y aurait eu à mettre à exécution ce projet avec des vaisseaux à voiles.

Les réclamations des Espagnols et des Portugais soulevées par le système de courses pratiqué par des citoyens américains sous le pavillon des colonies révoltées, ont récemment été discutées si complétement dans les communications échangées entre lord Russell et M. Adams, à l'occasion de l'Alabama et du Shenandoah, qu'une espèce

de résumé de cette correspondance sera probablement suffisant pour l'objet que se propose ce memorandum1.

Le traité entre l'Espagne et les États-Unis d'Amérique, du 27 octobre 1795, renferme la stipulation suivante:

- « Art. 14. Aucun sujet de Sa Majesté catholique ne demandera ou « acceptera une commission ou lettres de marque pour armer un
- « ou plusieurs bâtiments pour s'en servir comme corsaires contre
- « lesdits États-Unis ou contre lesdits citoyens, nation ou habitants des
- « susdits États-Unis ou contre la propriété de quelqu'un des habi-
- « tants, d'un prince ou d'un État avec lesquels les États-Unis seront en « guerre.
 - « De même aucun citoven, sujet ou habitant des susdits États-Unis.
- « ne devra demander ni accepter de commission ou lettres de mar-
- « que pour armer un ou des vaisseaux dans le but d'agir comme
- « corsaires contre les sujets de Sa Majesté catholique ou contre les
- « propriétés de quelqu'un d'entre eux de la part d'un prince ou État
- « avec lesquels ledit Roi serait en guerre. Et si quelque personne de
- « l'une des deux nations acceptait de telles commissions ou lettres

« de marque, elle sera punie comme pirate. »

Lorsque les relations diplomatiques entre l'Espagne et les Etats-Unis qui avaient été suspendues en 1808, furent reprises en 1815, le ministre espagnol adressa une note au Secrétaire d'État, renfermant des propositions devant servir de base aux négociations pour l'arrangement de différentes contestations entre les deux pays.

Le chevalier de Onis mentionne comme un des points sur lesquels une entente est urgente 2: « Que le Président veuille bien donner les

- « ordres pécessaires aux receveurs des douanes pour ne pas admettre
- « dans les ports des États-Unis des vaisseaux sous le pavillon insur-
- « rectionnel de Carthagène, du congrès mexicain, de Buénos-Ayres
- ou d'autres villes qui se sont révoltées contre l'autorité du roi mon « maître, ni des vaisseaux venant de ces places insurgées, que ces mê-
- « mes receveurs ne leur permettent pas d'aborder ou de vendre dans
- « ce pays les honteux produits de leur piraterie ou atrocités, ni encore « moins de s'équiper dans ces ports, comme ils le font, dans le but
- « d'aller ensuite sur mer, pour détruire et piller tous les vaisseaux
- « qu'ils peuvent rencontrer portant le pavillon espagnol. Cette tolé-
- « rance, contraire aux stipulations les plus solennelles des traités entre
- « l'Espagne et les États-Unis, diamétralement opposée aux principes
- « généraux de la sécurité publique et de la bonne foi et du droit des
- « gens, produit les plus tristes effets sur les intérêts et la prospérité

1. Parlementary papers, North America, nº 1, 1861, etc.

^{2.} American State papers, vol. IV, p. 423. - British State papers, vol. III, p. 109.

« des sujets de Sa Majesté catholique. Il est avéré que ni Carthagène « ni aucune autre place des possessions espagnoles dans cet hémi« sphère qui se sont révoltées ne peuvent être en communications avec « une puissance amie de l'Espagne, puisque de sa part, pas plus que « de la part d'un autre Gouvernement, leur indépendance n'a été re« connue ; c'est par conséquent une offense contre la dignité de la « monarchie espagnole et contre la souveraineté du roi mon maître, « d'admettre des vaisseaux venant de ces places, équipés et comman« dés par des insurgés et armés dans les possessions de cette confé« dération ; surtout puisqu'ils sont tous des pirates qui ne respectent « aucun pavillon, ils sont à bon droit considérés comme le fléau des « mers et exécrés de toutes les nations. » (Le chevalier de Onis au Secrétaire d'État, 30 décembre 1815.)

M. Monroë répondit 1: « En ce qui concerne votre troisième de-« mande pour l'exclusion du pavillon des provinces révoltées, j'ai à « vous faire observer que par suite de l'état troublé du pays, et des « changements nombreux qui s'y sont opérés dans l'autorité régu-« lière, lorsqu'il y a souvent en même temps différents compétiteurs, « et que chaque parti a son propre drapeau, le Président a cru conve-« nable, il y a quelque temps de donner des ordres aux receveurs « de ne pas faire du pavillon d'un vaisseau un criterium ou une con-« dition de son admission dans les ports des États-Unis. » Et il ajoute. « Quel sera le résultat final de la guerre civile qui règne entre l'Es-« pagne et les provinces espagnoles de l'Amérique? La portée des pré-« visions humaines ne peut le dire. Cette guerre existe déjà depuis plu-« sieurs années, avec des succès différents, quelquefois un parti a le « dessus, ensuite c'est l'autre. Dans plusieurs provinces les succès des « insurgés semblent avoir donné à leur cause plus de stabilité que dans « d'autres. Tout ce que votre Gouvernement a le droit de demander « des États-Unis, c'est de ne pas intervenir dans la querelle, de ne pas a aider par quelque service actif au succès de la révolution, en ad-« mettant qu'ils continuent, à ne pas s'occuper des préjudices à eux « causés par l'Espagne et à rester en paix. Ce droit est commun « aux colonies espagnoles. Ils peuvent demander avec autant de jus-« tice de nous, que nous n'intervenions pas contre elles; que nos ports « restent ouverts aux deux parties comme ils l'étaient avant le com-« mencement de la lutte; que nos lois réglant nos relations commer-« ciales avec les nations étrangères, ne soient pas changées à leur « préjudice. C'est d'après ces principes que les États-Unis ont agi. » (M. Monroë au chevalier de Onis, 19 janvier 1816.)

Le 10 juin 1816 2, M. Monroë communiqua au chevalier de Onis une

^{1.} American State papers, vol. IV, p. 426.—British State papers, vol. III, p. 119.
2. American State papers, vol. IV, p. 431.

copie d'un rapport de M. Dick atterney des États-Unis, pour le district de la Louisiane, daté du 1st mars 1816, contredisant les allégations du Chevalier, concernant l'enrôlement d'hommes et l'équipement d'expéditions pour servir contre l'Espagne. « Le respect dù à la vérité « me force de dire que ce qui est allégué sur l'armement et l'équipe- « ment de vaisseaux dans les eaux de la Louisiane, pour être em- « ployés au service des Gouvernements révolutionnaires contre les « sujets ou la propriété du roi d'Espagne, n'est pas fondé. A aucun « temps, depuis le commencement de la lutte entre les colonies es- pagnoles et la mère patrie, it n'a été permis à des vaisseaux de « s'équiper, de s'armer ou d'augmenter leur armement à la Nouvelle- « Orléans ou ailleurs dans l'État de la Louisiane, pour être employés « au service des colonies.

« Au contraire, il est de notoriété que sur aucun point de leurs de-« voirs, les autorités civiles et militaires des États-Unis n'ont dirigé « leur attention avec plus de soin ou si l'on veut avec plus de succès, « qu'à découvrir et à empêcher toutes les tentatives de violer les lois a à cet égard. Les tentatives pour les violer en équipant, en armant « ou en augmentant la force des vaisseaux, ont indubitablement été « fréquentes, mais elles n'ont réassi dans aucun cas, excepté lors-« qu'elles étaient préparées dans des circonstances tellement secrètes, « qu'elles empêchaient la découverte et presque le soupçon ou « qu'elles se faisaient sur quelques points éloignés des côtes hors de « la portée d'une découverte. Dans chaque occasion où on a appris « que des actes illégaux étaient tentés ou qu'on apprenait plus tard « qu'ils avaient été commis, les personnes connues pour y avoir pris « part ont été poursuivies, pendant que les bâtiments équipés ou qui « avaient essayé de s'équiper ont été saisis et déclarés tombés sous « les prescriptions de l'acte du 5 juin 1794; et lorsque des prises ont « été faites par des vaisseaux ainsi équipés et armés ou dont les for-« ces avaient été augmentées dans nos ports, lorsque la propriété prise a par eux a été amenée dans la juridiction de nos tribunaux ou même « trouvée en pleine mer par nos croiseurs, cette propriété a été res-« tituée aux propriétaires originaires espagnols, et, dans quelques cas, « des dommages ont été prononcés contre les capteurs. »

M. Dick ajoutait une liste montrant que pendant l'année 1815, sept personnes avaient été poursuivies, ainsi que six bâtiments sous l'acte du 5 juin 1794 (dont trois avaient été condamnés), et les prises restituées aux réclamants espagnols dans neuf cas.

Il ne paraît pas cependant que les mesures adoptées par les officiers des États-Unis, rapportées par M. Dick, aient été efficaces pour prévenir les violations de l'acte d'enrôlement des étrangers, de manière à satisfaire le ministre espagnol, car le 2 janvier 1817, il adres-

« mages résultant de la tolérance d'armer des corsaires dans les « ports de cette Union et d'amener dans lesdits ports impunément « le butin fait par ces corsaires sur le commerce espagnol. avec « le dessein de le distribuer parmi les marchands qui ne se font au-« cun scrupule de prendre part à ces pirateries, sont arrivés à un tel « point que je manquerais à mes devoirs si j'omettais d'attirer votre « attention sur cet important sujet. Il est de notoriété que, quoique « le système spéculatif d'équiper des corsaires en les mettant sous « un pavillon étranger, ce qui est désavoué par toutes les nations, « dans le dessein de détruire le commerce espagnol, ait été mis à « exécution plus ou moins dans tous les ports de l'Union, c'est spé-« cialement dans ceux de la Nouvelle-Orléans et de Baltimore, où « les plus flagrantes violations au respect dû à une nation amie et, je « dois le dire, au respect dû à soi-même, ont été commises ; des esca-« dres entières de pirates sont sorties de ces ports en violation des « traités solennels existant entre les deux nations, et elles sont ren-« trées dans les mêmes ports en y apportant le fruit de leurs pirate-« ries, sans avoir été inquiétées ou arrêtées dans ces courses, soit « par les réclamations que j'ai faites, soit par celles des consuls de Sa « Majesté, ni par les ordres décisifs et judicieux émanant du Prési-

M. de Onis se plaint dans cette note des actes de quelques corsaires à Baltimore, New-York, Norfolk et à la Nouvelle-Orléans.

Il ne paraît pas avoir été fait de réponse à la note de M. de Onis1.

En janvier, février, mars, M. de Onis envoya douze autres notes dans le même ton, et le 28 mars le Secrétaire d'État l'informa qu'il allait être procédé à une enquête et que les coupables seraient punis s'il était prouvé que les « lois ont été violées par quelques-uns des actes « dont il se plaint. »

Cinq autres notes de M. de Onis suivirent, dans lesquelles il se plaignait surtout au sujet des prises opérées par l'Indépendance du Sud et l'Altravida (voyez l'affaire de la Sanctissima Trinidad) et de l'asile donné à ces vaisseaux aussi bien qu'au Congrès, au Mongore et autres corsaires, dans les ports américains2.

Le 22 avril3, le Secrétaire d'État demanda si M. de Onis avait plein pouvoir pour conclure un traité, parce que dans le cas où il n'aurait pas ce plein pouvoir, il lui semblait inutile de continuer des discussions de la nature de celles contenues dans ses dernières notes.

« dent à cet égard. »

^{1.} British State papers, vol. V, p. 368-379.

^{2.} State papers, vol. V, p. 380-397.

^{3.} Ibid., p. 398.

M. de Onis continua ses représentations dans huit autres notes⁴ dans l'une desquelles adressée à M. J. O. Adams, sous la date du 2 novembre 1817², il dit: « Il m'est vraiment désagréable d'avoir à vous « répéter, Monsieur, ce que malheureusement j'ai été plusieurs fois « dans la nécessité de soumettre au Président par l'intermédiaire « de vos prédécesseurs; à savoir que l'acte du Congrès du 3 mars « 1817 n'a aucunement diminué les abus par lesquels les lois sont « éludées et qui rendent complétement illusoires les intentions lona-« bles en vue desquelles elles avaient été décrétées. De la plupart « ports de ces États sortent fréquemment de nombreux bâtiments « avec l'intention préméditée d'attaquer le commerce espagnol et « qui tiennent leurs armements cachés dans leur cale. Il arrive ra-« rement qu'ils puissent être arrêtés d'autant que les receveurs des « douanes disent qu'ils n'ont pas les forces navales nécessaires à « leur disposition à cet effet; d'un autre côté, des vaisseaux armés, • portant le pavillon des insurgés, entrent dans les ports de l'Union « où non-seulement ils s'approvisionnent de leur nécessaire, mais « aussi augmentent considérablement les moyens qu'ils avaient déjà a pour ruiner le commerce de l'Espagne, comme cela a eu lieu der-« nièrement à New-York, où les corsaires (ainsi nommés) des pro-« vinces révoltées de Sa Majesté, mais qui ne sont rien de plus que des « pirates recrutés parmi le rebut de toutes les nations, jouissent de « priviléges plus considérables que les vaisseaux des puissances indé-« nendantes. »

En mai 1818 M. de Onis, faisant allusion à l'expédition française en préparation à Philadelphie sous le général Lallemand et qui était supposée devoir opérer contre le Mexique, écrivait à M. Adams³:

« Je me serais considéré comme dispensé d'attirer de nouveau votre « attention sur ce sujet, s'il m'avait paru possible d'arrêter ces arme- « ments par l'emploi de moyens judiciaires; mais malheureusement « l'acte du Congrès du 20 avril dernier, pour préserver la neutralité « avec des nations étrangères, et d'autres déjà en force, quoique très- judicieux, sont facilement éludés, et quoique ces pratiques soient « publiques et de notoriété dans toute l'Union, les consuls de Sa « Majesté m'avertissent que par suite du défaut d'évidence ces prati- « ques ne peuvent être repoussées par l'application régulière de la loi. » (Le Chevalier de Onis à M. Adams, 7 mai 1818.)

Le 9 juin 1818, M. de Onis fit savoir au gouvernement qu'il y avait alors à Baltimore quatre corsaires : l'Indépendance du Sud, le Mon-

^{1.} State papers, vol. V, p. 398-415.

^{2.} American State papers, vol. IV, p. 199.

^{3.} British State papers, vol. VI, p. 225.

gore, le Républicain et l'Alerta, dont trois avaient été notoirement équinés dans le port de cette ville et le quatrième était un schooner capturé à des propriétaires espagnols. Tous ces bâtiments étaient commandés par des Américains, leurs équipages, sauf de rares exceptions, formés d'Américains : que quelque patents que fussent ces faits pour tout le monde; il était inutile de chercher une évidence pour en fournir la preuve, parce que, comme « une grande partie du commerce

« de Baltimore se trouvait intéressée dans les cas qui ont amené

« mes présentes réclamations, « personne n'est disposé à se présen-

« ter et à témoigner contre ce qu'on nomme l'intérêt général1. »

M. de Onis continua ses plaintes pendant l'été de 1818 et attira spécialement l'attention sur l'achat et l'équipement de deux bâtiments corsaires à New-York.

M. Adams répondit enfin dans les termes suivants²:

« J'ai recu vos lettres du 27 dernier et du 5 courant avec leur con-

« tenu respectif, que j'ai soumis au Président. En ce qui concerne les

« deux bâtiments dont vous parlez comme ayant été équipés à New-

« York dans le dessein d'aller croiser sous le pavillon de Buénos

« Ayres, contre les sujets espagnols, le résultat de l'enquête qui a été

« portée devant un juge de la cour suprême des États-Unis, vous a

« sans doute convaincu qu'une poursuite, commencée par le Gouver-

« nement des États-Unis contre les personnes accusées d'avoir violé

« leurs lois et leur neutralité, ne vous était ni nécessaire ni utile, puis-

« qu'il n'a pu être démontré qu'ils avaient transgressé la loi....

« J'ai d'ailleurs recu l'ordre du Président de vous exprimer la sa-« tisfaction avec laquelle il a vu, dans le dernier paragraphe de votre

« lettre, votre attente d'être bientôt en état de faire des propositions

renfermant les bases d'un traité qui puisse régler, à la satisfaction

« mutuelle, tous les différends existant entre les deux nations, et

« votre espérance que cette attente en l'accomplissement de laquelle

« notre Gouvernement a confiance, ce qui lui fait prendre des me-

« sures à cet effet, pourra se réaliser au premier jour. »

Les négociations³ furent bientôt après entamées pour conclure un traité entre les deux pays pour l'arrangement des difficultés qui avaient pendant si longtemps existé entre eux, et parmi les propositions faites par le Gouvernement espagnol se trouvait celle d'une mutuelle renonciation « pour tous les dommages ou pertes que lui-même « ou ses sujets ou citoyens avaient pu éprouver, » et de l'adoption

^{1.} British State papers, vol. VI, p. 226.

British State papers, vol. VI, p. 262.
 M. de Onis à M. Adams, 24 octobre 1818. State papers, vol. V, p. 265, 267,

de lois ou mesures qui pourraient être réclamées « pour éloigner « et couper jusque dans leurs racines les abus qui, contrairement « au droit des gens, contrairement aux stipulations expresses du « traité de 1795 cité plus haut, se présentent journellement dans les « ports de cette Union par suite de l'interprétation vague et arbitraire « dont les mesures adoptées jusqu'à ce jour sont ou semblent sus- « ceptibles, et au moyen de laquelle les lois sont éludées. » (M. Adams au chevalier de Onis, 24 octobre 1818.)

Le Gouvernement des États-Unis consentit à la renonciation mutuelle des réclamations, mais il refusa l'autre proposition, parce qu'il considerait qu'il n'y avait aucune nécessité de faire de nouvelles lois ou déclarations « Quant aux nombreuses réclamations que « vous avez adressées à ce gouvernement au sujet des transactions « alléguées dans nos ports, leur insuffisance existe non dans la ma- « nière d'interpréter ou d'expliquer les traités, mais dans la preuve « nécessaire des faits que vous avez signalés ou qui vous ont été rap- « portés, pour amener les sujets de plainte sous le coup des stipula- « tions des traités. » (M. Adams à M. de Onis, 31 octobre 1818.)

A quoi le ministre d'Espagne répondit 2:

« Quelles que puissent être la sagesse, la prévoyance et la justice si « remarquables des lois des États-Unis, il est de notoriété qu'un « système de pillage et d'agression a été organisé dans différents ports « de l'Union contre les vaisseaux et la propriété de la nation espa-« gnole; et il est pareillement établi que toutes les poursuites légales « qui ont été intentées à ce sujet par les Consuls de Sa Majesté Catho-« lique dans les cours de vos districts respectifs pour empêcher ce sys-« tème ou pour recouvrer la propriété lorsqu'elle était amenée dans « ce pays, ont été et sont encore complétement infructueuses. Les « artifices et évasions, au moyen desquels la lettre de la loi a été « éludée constamment dans ces occasions, sont suffisamment connus, « de même que l'association d'intérêts chez des personnes bien con-« nues aussi et parmi lesquelles il y en a qui occupent des fonctions « publiques. Pour vous offrir à vous et au Président une démonstra-« tion plus complète des abus, agressions et pirateries en question, « je vous envoie ci-jointe une liste exacte tirée de documents authen-« tiques déposés dans les archives de cette légation, énumérant le · nombre des corsaires ou pirates équipés dans les États-Unis con-« tre l'Espagne et des prises amenées par eux dans l'Union, aussi « bien que celles qui ont été par eux envoyées dans d'autres ports, « avec le résultat des réclamations faites par les Consuls espagnols

British State papers, vol. VI, p. 281.
 British State papers, vol. VI, p. 285.

« devant les tribunaux de ce pays. Parmi celles-ci, je vous signale le

« cas de deux vaisseaux armés, le Horace et le Curiace, construits à

« New-York et retenus par le Consul de Sa Majesté sur la raison

« qu'ils avaient à bord trente pièces de canon avec leurs affûts, le

« tout caché, et un détachement de 160 hommes. Il fut prétendu en

« cette occasion qu'on ne pouvait prouver que ces canons n'étaient

« pas un article de commerce; finalement ils prirent le large sans

« ces canons, et ces officiers et soldats si ex raordinairement nom-

« breux passèrent pour des passagers. Le nombre de corsaires ou

« pirates équipés ou protégés dans les ports de cette république, aussi

« bien que celui des prises faites par eux sur les Espagnols dépasse

« celui qui est contenu dans cette liste; mais je ne présente à votre Gou-

« vernement que ceux dont j'ai la preuve certaine et satisfaisante. Le

« droit de l'Espagne à exiger une indemnité convenable pour toutes les

« spoliations commises par ces corsaires ou pirates sur la couronne

« et les sujets de Sa Majesté Catholique est avéré; mais je ne soumets

« cela maintenant à votre Gouvernement que comme preuve de l'ur-

« gente nécessité de mettre une fin à ces actes continuels d'hostilité et

« de déprédation, en coupant court à ces abus énormes et flagrants,

« par l'adoption de précautions et remèdes effectifs qui ne puissent

« être éludés par la cupidité ou la ruse. C'est en vain que nous nous

« efforcerons d'arranger et de régler amicalement les différends ac-

« tuels et d'établir la paix et l'entente cordiale entre les deux nations,

« si la pratique de ces abus et la continuation de ces hostilités et de

« ces pirateries contre le commerce et la navigation de l'Espagne de-

« vaient comme par le passé continuer sans interruption dans les

« États-Unis. » (Le Chevalier de Onis à M. Adams, 16 novembre 1818 .)

Le Secrétaire d'État dans sa réponse exprime l'empressement de son Gouvernement à continuer les négociations, pourvu que le ministre espagnol consente à abandonner une certaine partie de ses propositions (relativement aux transactions dans la Floride et les frontières occidentales). Mais il ajoute que s'il ne se croyait pas autorisé à procéder aux négociations dans ces termes, il (M. Adams) était tout disposé à échanger avec lui les ratifications de la convention de 1802. (M. Adams à M. de Onis, 30 novembre 1818⁴.)

Le 22 février 1819, un traité d'amitié, d'arrangement et de frontières fut conclu à Washington, entre les États-Unis d'Amérique et Sa Majesté Catholique, et voici ce qui fut convenu, sur les plaintes ou réclamations auxquelles chaque partie consentait à renoncer2.

« Article IX. Les deux hautes parties contractantes, animées du

State papers, vol. VI, p. 291.
 State papers, vol. VIII, p. 530.

- » plus sincère désir de conciliation, et ayant en vue de mettre fin à
- « tous les différends qui ont existé entre elles, et de maintenir la
- « bonne entente qu'elles espèrent devoir toujours subsister entre
- « elles, renoncent à toutes réclamations pour dommages, préjudices,
- « qu'elles-mêmes citoyens respectifs, auraient pu souffrir jusqu'au
- « jour de la signature du présent traité.
 - « La renonciation, du côté des États-Unis, comprend :
 - « 1º Tous les griefs mentionnés dans la convention du 11 août 1802;
 - « 2° Toutes les réclamations en conséquence des prises faites par
- « les corsaires français et condamnées par les Consuls français, sur
- « le territoire et sous la juridiction de l'Espagne;
 - « 3° Toutes les demandes d'indemnités pour cause de suspension
- « du droit de dépôt à la Nouvelle-Orléans, en 1802;
 - « 4° Toutes les réclamations des citoyens des États-Unis envers le
- « Gouvernement espagnol, dont les prétentions, sur l'interposition
- « du Gouvernement des États-Unis, ont été présentées au minis-
- « tère d'État ou au Ministre des États-Unis, en Espagne, depuis la
- « date de la convention de 1802, jusqu'à la signature du présent « traité.
 - « La renonciation de Sa Majesté Catholique comprend :
 - « 1º Tous les griefs mentionnés dans la convention du 11 août 1802;
 - « 2° Les sommes que Sa Majesté Catholique a avancées pour le re-
- « tour du capinaine Pike des provinces de l'intérieur ;
 - « 3º Tous les dommages causés par l'expédition de Miranda, qui
- » avait été préparée et équipée à New-York;
- « 4° Toutes les réclamations des sujets espagnols envers le Gouvernement
- « des États-Unis, auxque'les ont donné lieu des saisies illlégales, sur mer « ou dans les ports, et juridiction territoriales des États-Unis;
 - « Enfin, toutes réclamations des sujets de Sa Majesté Catholique
- « envers le Gouvernement des États-Unis, pour lesquelles l'interven-
- « tion de Sa Majesté Catholique a été sollicitée avant la date du pré-
- sent traité et depuis la date de la Convention de 1802, ou qui peuvent
- « avoir été faites au département des Affaires étrangères de Sa Ma-
- · jesté ou à son Ministre aux États-Unis.
- « Et les hautes parties contractantes renoncent respectivement à
- « toutes indemnités motivées sur les événements récents ou sur les
- « transactions de leurs commandants eu officiers respectifs dans les
- « Florides.
 - « Les États-Unis s'engagent à faire donner satisfaction pour les
- « dommages, s'il en existe, qui seront établis légalement comme
- ayant été soufferts par les officiers espagnols et les habitants es ▲RCH. DIPL. 1868 IV

« pagnols pendant les dernières opérations de l'armée américaine « dans les Florides. »

Ce traité termine la correspondance publiée concernant les réclamations espagnoles.

La correspondance, entre le Portugal et les États-Unis, se trouve rapportée et analysée dans l'appendice concernant l'Alabama, documents qui ont été réédités par MM. Longman, Green et Cie, en 1867.

Cette correspondance fut soumise au Congrès, le 4 février 1852, avec une autre correspondance relative aux réclamations de citoyens des États-Unis en Portugal, réclamations soulevées par l'affaire du général Armstrong 1.

Voir aussi les British state papers, vol. CCXXII. Ce qui suit est un résumé succinct de la correspondance donné dans la note de lord Russell à M. Adams, en date du 30 août 1865. (Papiers parlementaires, Amérique du Nord, nº 1, 1866, p. 26.)

- « La correspondance à laquelle je me réfère commença en décem-« bre 1816 et fut close en novembre 1850, par une lettre du Ministre
- « portugais. Il n'est pas admissible que les réclamations d'une puis-
- « sance amie s'étendant sur une période de trente-quatre années
- « n'aient pas dû être l'objet de la plus grande attention de la part du
- « Gouvernement américain.
- « Dans sa première lettre, l'envoyé portugais à Washington se
- « plaint de ce que M. Taylor de Baltimore, citoyen américain, a en-
- « voyé le capitaine Fish du Romp, vaisseau américain, croiser comme
- « corsaire, sous les couleurs révolutionnaires de Buenos-Ayres,
- « contre les sujets du Portugal.
 - Il ajoute : « le 18 du mois dernier (novembre) la frégate Clifton,
- « capitaine Davis, armée de trente-deux canons de différents cali-« bres et montée par deux cents hommes, partit de Baltimore pour
- « Buenos-Ayres. Ce vaisseau jeta l'ancre dans le port et y resta environ
- quinze jours ou plus, attendant le vaisseau américain l'Indépendant
- « du Sud, armé de seize canons, et les bàtiments : le Romp, le Ta-
- « chahoe, le Montezuma et le Spanker, ainsi que deux autres nouvelle-
- « ment construits qu'on équipait avec la plus grande activité et qui « n'avaient pas encore reçu de noms. Tous devaient aller sous les
- « couleurs révolutionnaires de Buenes-Ayres, croiser dans les mers
- « orientales et occidentales de l'Amérique du Sud. On ne peut dou-
- « ter que leurs instructions ne sussent les mêmes que celles du capi-
- « taine Fish et qu'ils agiront d'une façon hostile contre les vaisseaux
- « portugais.
 - « L'envoyé de Portugal, Joseph Correa de Serra, demande un
 - 1. Documents exécutifs, Chambre des représentants, nº 53, 32° Congrès, 1º session.

- « amendement aux lois des États-Unis pour les rendre plus efficaces
- « dans des cas semblables. Une loi ayant été passée par le Congrès
- « dans ce but, l'envoyé de Portugal, en mai 1817, demande que le
- « Président ordonne aux officiers des avant-postes des États-Unis « d'exercer la plus grande vigilance.
- « En mars 1818, il se plaint que trois bâtiments portugais ont été capturés par des corsaires équipés dans les États-Unis, ayant à bord
- « des équipages américains et commandés par des capitaines améri-
- « cains, quoique sous le pavillon des insurgés.
- « Au mois d'octobre de la même année, l'envoyé de Portugal se « plaint de ce qu'une prise porlugaise est équipée dans le Patuxent.
- a pour aller croiser contre le commerce portugais.
 - « En novembre de la même année, le Ministre portugais annonce
- « à M. Adams qu'obligé, par ses devoirs, de rechercher la nature des
- « bâtiments armés qui avaient dans les derniers temps fait insulte au
- « pavillon de son souverain et commis d'incalculables déprédations
- « sur la propriété de ses sujets, il a trouvé, à son grand chagrin, des
- e preuves multipliées que beaucoup de ces vaisseaux étaient la pro-
- « priété de citovens américains et avaient été équipés dans les ports
- « des États-Unis. Il continue à se plaindre des difficultés que rencon-
- « trent les poursuites, mais il rend hommage au Président pour son
- · honorable sévérité.
- « Au mois de décembre de la même année, le Ministre portugais « se plaint du vaisseau l'Irrésistible, qui a commis des déprédations
- « et des attentats injustifiables sur les côtes du Brésil. Il dit qu'il a été
- « prouvé, par les dépositions, que John Daniels, le commandant de ce
- « bâtiment, est Américain et que tout l'équipage était composé
- « d'Américains. Il demande que, dans le cas où ce vaisseau entrerait
- « dans un port américain, on prenne des moyens pour mettre ledit
- « capitaine et son équipage sous l'atteinte des lois, afin de punir des
- « procédés scandaleux de cette nature.
- « En mars 1819, M. Correa de Serra annonce, comme Ministre de
- son souverain, qu'Artigas, dont le pavillon a souvent flotté dans le
- * port de Baltimore et flotte dans les ports de l'Union sur des prises
- « portugaises, a été chassé loin des pays où il avait la possibilité de
- « naviguer et qu'il n'y a pas un pied des côtes de l'Amérique du
- « Sud où il puisse se montrer. Il demande que le pavillon d'Artigas
- « soit déclaré illégal.
- « En novembre 1817, après avoir exprimé sa reconnaissance pour
- « les procédés du pouvoir exécutif, le même Ministre se plaint de ce « que le mal ait plutôt augmenté. Il possède une liste de cinquante
- * bâtiments portugais, chargés tous plus ou moins richement, quel-
- « ques-uns faisant le commerce des Indes qui out été capturés au

- · milieu d'une paix profonde. Une ville à elle seule sur les côtes des
- * États-Unis a trente six vaisseaux armés avec lesquels elle court sus
- « au commerce portugais; il n'y a qu'une semaine que trois vais-
- « seaux de ce genre étaient dans ce port, attendant une occasion

« favorable pour aller croiser.

- « En juin 1820, le Ministre portugais se plaint de ce qu'une prise « portugaise a été vendue à l'enchère, à Baltimore, au capitaine
- « Chase (corsaire connu), et que ce bâtiment a été immédiatement
- « gréé pour aller croiser contre les vaisseaux portugais des Indes.
- « En juillet de la même année, le Ministre de Portugal envoie une « liste des noms et de la valeur de dix-neuf bâtiments portugais, avec
- « leur cargaison, pris par des vaisseaux particuliers armés, équipés
- « dans les ports de l'Union, par des cutoyens de ces États. Son Souverain
- « désire que l'affaire soit traitée avec l'esprit de conciliation et de di-
- « gnité qui convient à deux puissances qui ressentent l'une pour
- « l'autre une mutuelle estime et qui ont le sentiment propre de leur
- « intégrité morale. C'est dans cet esprit que j'ai l'honneur de propo-« ser à ce Gouvernement de nommer des commissaires de son côté,
- « avec pleins pouvoirs de conférer et de s'entendre, avec les Minis-
- « tres de Sa Majesté, sur ce que la raison et la justice demandent. « En décembre 1820, le chevalier Amado Grehon transmit à
- « M. Adams la copie de douze plaintes ou réclamations, avec l'évalua-
- « tion des bâtiments, en exprimant le désir que ces réclamations fus-
- « sent réunies à celles que contenait la liste fournie par le chevalier
- « Correa de Serra.
 - « En avril 1822, le même Ministre renouvelle la proposition faite,
- « au mois de juillet 1820, de recourir à des commissaires choisis par
- « les deux Gouvernements pour régler les indemnités justement dues
- « aux citoyens portugais, pour les pertes qu'ils avaient essuvées en
- « raison des pirateries soutenues par les capitaux et par l'aide des ci-
- « toyens des États Unis; condition essentielle qui en réglant le passé,
- · assurera également l'avenir.
 - « Le 25 mai 1850, le Chargé d'affaires de Portugal, écrivant au
- « Secrétaire d'État des États-Unis, déclare : « Le soussigné est auto-
- · risé à en venir à une entente avec le nouveau Secrétaire d'État sur
- « le sujet, et de soumettre les volumineux documents et papiers en
- « sa possession, pour être joints à l'examen et à la décision des
- « commissaires ou arbitres nommés par le Gouvernement américain
- « d'une part, et par le soussigné, au nom du Gouvernement de Sa « Majesté, d'autre part, » etc.
- « Ayant ainsi rapporté les réclamations du Gouvernement portugais, pendant les années qui s'écoulèrent de 1816 à1822, puis de
- « de 1822 à 1850, je veux maintenant reproduire d'après les organes

- « des États-Unis les réponses qui furent faites par le Gouvernement à « ces réclamations sérieuses et répétées.
- « En mars 1818, le Secrétaire d'État transmit, au Ministre de Por-« tugal à Washington, un acte du Congrès, passé le 3 du même mois,
- « en vue de préserver plus efficacement les relations neutres des · « États-Unis.
 - « A la date du 14 mars 1818, en réponse à la lettre qui réclamait « contre la capture de trois vaisseaux portugais par des corsaires, " M. Adams dit, entre autres :
 - « Le Gouvernement des États-Unis, avant employé tous les moyens en son pouvoir pour empêcher l'équipement et l'armement de « vaisseaux, dans ses ports, pour aller croiser contre une nation avec « laquelle il est en paix, ayant de même fidèlement exécuté les
 - « lois portées pour empêcher de violer sa neutralité de même que « ses lois pacifiques, l'Union ne peut se considérer comme objigée
 - « à indemniser des individus étrangers pour des pertes provenant « de captures sur lesquelles les États-Unis n'ont ni contrôle ni juri-
 - « diction. Dans des éventualités de ce genre, aucune nation ne
 - « peut, en principe, et ne doit, en pratique, se considérer res-
 - · ponsable. La raison décisive de cela, à défaut d'autres, est l'im-
 - « possibilité de trouver un tribunal devant lequel les faits puissent
 - « être prouvés.
 - « Les documents auxquels vous vous rapportez ne peuvent être que « des exposés ex parte des règlements concernant la course, qui, en
 - « Portugal, ou au Brésil aussi bien que dans ce pays, ne pourraient
 - « servir que comme base d'une action en dommages et intérêts, ou
- « d'une poursuite devant les tribunaux contre les personnes suppo-
- « sées avoir commis les déprédations et dommages allégués. Si les
- « parties venaient à tomber sous la juridiction des Etats-Unis, il y a
- « des cours d'amirauté compétentes pour s'assurer des faits en litige
- « entre elles, pour punir les injurcs dûment prouvées et restituer la
- · propriété à celui auquel elle appartient légitimement, dans le cas où
- « elle serait amenée dans les limites de notre juridiction, et qu'après « une enquête judiciaire il aura été prouvé qu'elle a été capturée de
- « la manière représentée dans votre lettre. D'après les prescriptions
- « du droit des gens, les obligations du Gouvernement américain ne
- « peuvent s'étendre plus loin.
- « Le Secrétaire d'État dans des lettres postérieures promet de pour-« suivre devant les cours des États-Unis les personnes accusées d'avoir
- « violé les lois des États-Unis en équipant et armant des vaisseaux aux
- « États-Unis dans le dessein d'aller croiser contre les sujets de Sa « Majesté la Reine de Portugal.
 - Le Secrétaire d'État des États-Unis répondit comme suit, le 30 sep-

- « tembre 1820, à la proposition faite en juillet de nommer des com-
- · missaires.
 - « La proposition renfermée dans votre note du 16 juillet dernier a
- « été prise en considération par le Président des États-Unis avec
- « toute l'attention due aux relations amicales existant entre les États-
- « Unis et le Portugal, et avec l'intention de mettre au grand jour les .
- « principes constants de justice dont le Gouvernement est animé dans
- « ses relations avec les États étrangers et particulièrement avec vous.
- « J'ai reçu de lui l'invitation de vous informer que la nomination
- « de commissaires pour conférer et s'arranger avec les Minis-
- « tres de Sa Majesté Très-Fidèle, sur le sujet auquel votre lettre se
- « réfère, ne serait pas compatible avec la constitution des États-
- « Unis, ni avec les usages pratiqués entre les nations civilisées.
 - « Il continue :
- « Si quelque sujet portugais a souffert des pertes à la suite d'actes
- « commis par un citoyen des États-Unis dans le ressort de leur juri-
- « diction, c'est devant ces tribunaux que doit être cherché et obtenu
- « le redressement de ces torts. Pour des actes commis par des ci-
- « toyens des États-Unis, en dehors de leur juridiction et au delà de
- « leur contrôle, le Gouvernement des États Unis ne peut en être rendu « responsable.
- « Pour ce qui touche la guerre dans le Sud de l'Amérique, dans
- « laquelle le Portugal est engagé comme partie depuis plusieurs an-
- « nées, le devoir et la politique des États-Unis ont consisté à observer
- « une neutralité impartiale et complète.
- « La même réponse lut donnée au chevalier Amado Grehon, dans « une lettre datée du 30 avril 1822 :
- « Je suis en même temps autorisé à dire, que la proposition du
- « Chevalier Correa de Serra contenue dans sa note du 16 juillet 1820, « pour la nomination de commissaires choisis par les deux Gouverne-
- » ments à l'effet de régler les indemnités réclamées par des citovens
- · portugais, pour les dommages supportés par eux, par les capitaux
- « et l'aide de citoyens des États-Unis, ne peut être acceptée. C'est un
- « principe bien connu et bien compris qu'aucune nation n'est res-
- « ponsable à l'égard d'une autre pour les actes de ses citoyens com-
- mis hors des limites de sa juridiction et hors de la portée de son « contrôle.
- « La politique des États-Unis est encore exposée daus une dépêche « du Secrétaire d'État Adams au genéral Dearborn, datée du 25 juin « 1822.
 - « 11 y est expliqué que dans l'état critique des relations des deux
- « pays, il est nécessaire d'employer les services d'une personne avant
- « qualité de représenter les intérêts des États-Unis. Il y est encore

- « affirmé que lorsque des vaisseaux portugais capturés ont été amenés
- « dans la juridiction des États-Unis, la restitution a toujours été or-
- · donnée par les tribunaux.
 - « En se rapportant d'ailleurs à la liste des prises et à la demande de
- « nommer une commission commune pour déterminer et fixer les
- « dommages à payer par les Etats-Unis, le refus précédent est ainsi
- « répété : Comme il n'y a pas de précédents pour la nomination d'une
- « commission de ce genre dans de pareilles circonstances, et qu'il n'y « a pas une seule des puses alléguées pour laquelle les États-Unis
- « nourraient être rendus justement responsables, la proposition en
- « pourraient etre rendus justement responsables, la proposition en « question est en conséquence repoussée; et il ne fut plus rien dit sur
- « ce sujet jusqu'au 1er avril dernier, lorsque nous reçûmes du chargé
- « d'affaires de Portugal actuel une note qui amena une correspon-
- « dance dont les copies sont actuellement devant nous.
 - « La correspondance ne semble avoir été reprise qu'en 1850, où
- « alors, ainsi qu'on la vu, la demande d'une commission fut re-
- « Le Secrétaire d'État des États-Unis y fit cette réponse sommaire
- et finale, datée du 30 mai 1850.
 Le soussigné est surpris de la réapparition de ces réclamations
- « absolues accompagnées du renouvellement de l'ancienne proposition
- « concernant la nomination d'une commission chargée de déterminer
- « et de fixer les dommages, proposition repoussée dans son temps
- « pour des raisons substantielles ; et sans l'assurance du Ministre à ce
- « sujet, le soussigné n'aurait jamais supposé comme croyable que le
- « Portugal eût cherché sérieusement à la faire revivre. En réponse
- « donc à la note que le Ministre de Sa Majesté Très-Fidèle a présentée
- « au nom de son Gouvernement, le soussigné, d'après les ordres du
- « Président, a l'obligation de l'informer qu'il refuse de rouvrir la dis-« cussion proposée.
 - « Cette dépêche est signée John M. Clayton.
 - « Une longue et substantielle dépêche du Ministre de Portugal à
- « Washington récapitulant tous les griefs du Portugal datée du 7 no-
- « vembre 1850, ne paraît pas avoir reçu de réponse. »

Après la fin de la guerre entre l'Espagne, le Portugal, le Brésil et les provinces de l'Amérique du Sud, l'acte d'enrôlement des étrangers ne semble pas avoir été invoqué dans aucun cas sérieux jusqu'en 1848, époque à laquelle les États-Unis défendirent à un vaisseau de guerre, acheté pour la flotte allemande lors de la guerre avec le Danemark, de quitter le port de New-York, excepté sous les conditions requises par l'acte de 1818.

L'année 1850 offrit un remarquable exemple de la manière dont l'acte d'enrôlement des étrangers pouvait être publiquement bravé,

alors que les sympathies de la nation américaine étaient en faveur des coupables dans l'expédition contre Cuba dirigée par Lopez.

Lopez avait préparé depuis quelque temps une expédition dans le dessein d'envahir Cuba det le 7 mai 1850, il quitta la Nouvelle-Orléans sur un steamer avec environ 500 hommes, accompagné de deux autres bâtiments; le 17 du même mois, il aborda à Cardenas, petite ville située sur le côté nord-ouest de l'île. Lopez occupa la ville; mais bientôt après, des troupes arrivèrent de la Havane, il fut forcé de se réembarquer et de se réfugier à Savannah.

Le 27 mai Lopez fut arrêté 2 (voyez l'accusation du juge Bett, dans le Times du 13 juin 1850). Mais « aucun délai n'ayant été accordé par

- « le juge du district pour obtenir l'évidence contre lui, il fut renvoyé
- « des fins de la plainte aux applaudissements d'une foule immense.
- « Vers le 15 de juillet, quarante-deux des prisonniers civils (passagers)
- « furent mis en liberté par les autorités espagnoles et amenés à Pen-
- « secola par le vaisseau des États-Unis l'Albany. Dix d'entre eux fu-
- * rent retenus pour être jugés. Le 21 juillet, le grand jury de la cour
- « de district des États-Unis, à la Nouvelle-Orléans, prononça la mise
- « en accusation de quinze d'entre eux avec Lopez en tête pour avoir
- « violé l'acte de 1818. Le Gouvernement ne put prouver l'accu-
- « sation contre un ou deux des prévenus et abandonna finalement la

« poursuite. »

Sans se laisser décourager par l'insuccès de la première expédition³, Lopez se mit à l'œuvre pour en organiser une autre dans laquelle « il « fut encouragé, aidé et soutenu par des citoyens des États-Unis....

- « A la pointe du jour, le 3 août 1851, un steamer nommé Pampero. * partit de la Nouvelle-Orléans pour Cuba, avant à bord 400 hommes
- « armés avec l'intention évidente de faire la guerre contre les auto-
- rités de cette île. Le Gouvernement des États-Unis ayant appris que
- « ces desseins étaient réels lança une proclamation avertissant les
- « citoyens américains de l'illégalité de l'entreprise et donna des in-
- « structions en conséquence aux officiers des États-Unis. Mais en
- « dépit de ces mesures, le steamer sur lequel les flibustiers étaient
- « embarqués quitta la Nouvelle-Orléans en secret pendant la nuit et
- « après avoir touché à Key-West, se dirigea sur les côtes de Cuba. »

L'expédition aborda à Cuba le 12 du mois d'août et subit une défaite entière. Les troupes espagnoles battirent sans difficulté les envahisseurs qui furent soit faits prisonniers ou entièrement dispersés. Cinquante des prisonniers, parmi lesquels se trouvait Lopez, furent pu-

^{1.} Annual Register, 1850.

^{2.} Mémoire de Lopez, dans le Herald de New-York, cité dans le Chronicle du

^{3.} Message du Président, 1er décembre 1851. Annual Register, 1851.

bliquement exécutés à la Havane. La nouvelle de l'exécution de Lopez et des prisonniers, dont quarante avaient été reconnus comme étant Américains, produisit une grande irritation aux États-Unis. Il y eut une émeute à la Nouvelle-Orléans dans laquelle le consulat espagnol fut saccagé, un grand nombre de meetings furent tenus dans les principales villes pour protester contre la conduite des autorités de Cuba, et des expéditions nouvelles furent projetées. Cependant le Gouvernement espagnol relâcha et renvoya aux États-Unis un certain nombre de prisonniers qui se plaignirent amèrement d'avoir été trompés par Lopez, qui leur avait exagéré la situation des affaires à Cuba; le sentiment public aux États-Unis s'apaisa peu à peu, et depuis il ne fut pas fait d'autres tentatives contre cette île.

En 1855, le Maury fut retenu à New-York sur la dénonciation du consul de Sa Majesté qu'il était destiné à devenir corsaire russe. Mais les preuves manquèrent, et sir Joseph Crampton, Ministre de Sa Majesté, abandonna l'accusation contre le Maury qui partit sans qu'on en ait plus depuis entendu parler. On supposa qu'il était en réalité destiné à agir comme corsaire dans les mers de la Chine, mais que la paix de 1856 avait empêché l'accomplissement de ce projet.

Les expéditions de Miranda en 1806, celles de Lopez en 1850 et 1851 ont été en quelque sorte surpassées dans la violation flagrante de l'acte d'enrôlement des étrangers par les entreprises de Walker et des flibustiers de l'Amérique centrale en 1857, 1858 et 1859.

L'état troublé de l'Amérique centrale, spécialement du Nicaragua, offrait une proie tentante pour des aventuriers, et en novembre 1857, il devint de notoriété publique que Walker préparaît une expédition de flibustiers.

Le 10 de ce mois de novembre, il fut arrêté à la Nouvelle-Orléans et condamné à fournir une caution de 2000 dollars environ (400 livres sterling) pour comparaître le 11 à l'audience et répondre à l'accusation d'avoir violé l'acte de 1818. Mais dans la matinée de ce jour, le 11, il s'embarqua avec 300 partisans sans armes pour Mobile, où ce!te troupe fut rencontrée par un steamer nommé le Fashion ayant 50 recrues à bord et fit voile, comme on le supposait pour l'Amérique centrale. Le Gouvernement des États-Unis donna des ordres pour le poursuivre et le commodore Paulding parvint à arrêter Walker.

En relatant ces faits, Lord Napier, alors Ministre de Sa Majesté à Washington dit : « Je crois que le Président et le général Cass con-« damnent et regrettent sincèrement la présente tentative contre la « paix de l'Amérique centrale. » (Lord Napier au comte de Clarendon, 16 novembre 1857¹.)

^{1.} Papiers parlementaires, concernant la correspondance sur l'Amérique centrale, de 1856 à 1860, présentés en 1860, p. 167.

Il ne paraît pas que Walker ait paru en justice pour cette tentative, ou bien alors la poursuite fut sans effet, puisque l'année suivante il recommença ses préparatifs pour une expédition sur une plus large échelle.

Le 30 octobre 1858, le président Buchanan lança la proclamation suivante 1.

- « Attendu qu'une information m'est parvenue de sources dignes « de foi, que certaines personnes, en violation des lois de neu-
- « tralité des États-Unis, préparent une troisième expédition militaire
- « sur notre territoire contre le Nicaragua, État étranger avec lequel « nous sommes en paix....

- « De ces circonstances, il résulte d'une manière certaine que les « personnes engagées dans cette expédition quittent les États-Unis
- « dans des intentions hostiles contre le Nicaragua. Elles ne peuvent,
- « sous le prétexte d'être des émigrés pacifiques, cacher leurs inten-
- « tions véritables et surtout, sachant à l'avance qu'en ne les laissera « pas débarquer, et que leur débarquement ne pourra être effectué
- « qu'à l'aide de la force. Ce prétexte leur réussit lors de la dernière
- « expédition et le bâtiment qui devait la transporter au Nicaragua
- « obtint un congé du receveur du port de Mobile. Malgré que, après
- « un examen minutieux il n'ait été découvert à bord ni armes, ni
- « munitions de guerre, néanmoins en arrivant au Nicaragua cette
- « expédition se trouva être armée et immédiatement entama les hos-
- " tilités.
- « Les auteurs ou chefs des précédentes expéditions illégales de la « même nature ont ouvertement exprimé leur intention de recom-
- « mencer les hostilités contre Nicaragua. L'un d'entre eux, qui a déjà
- « été chassé deux fois du Nicaragua, a engagé, par la voie des jour-
- « naux, les citoyens américains à émigrer dans cette république en
- « indiquant le port de Mobile comme lieu de rendez-vous et de départ.
- « San Juan del Norte comme le port où ils étaient attendus. Cette per-
- · sonne qui a renoncé à ses devoirs d'allégeance à l'égard des États-
- « Unis, et qui prétend être le président du Nicaragua, a informé le
- « chef du port de Mobile que 200 ou 300 de ces émigrants s'embarque-
- « raient dans ce port vers le milieu de novembre, etc. »

Malgré cette proclamation² les flibustiers partirent de Mobile sans congé pendant la nuit du 7 décembre 1858 sur la Susanne. Un cutter des douanes qui tenta de s'opposer à leur départ fut repoussé par la force. Deux autres bâtiments le Fashion et le Washington avec des forces militaires joignirent la Susanne, mais la poursuite fut abandonnée à la

2. Ibid., 1856 1860, p. 163.

^{1.} Parliamentary papers, 1856-1860, p. 136.

suite du naufrage de *la Susanne*. Walker et ses parfisans se rendirent alors en Cali^fornie par l'isthme de Panama d'où ils avaient l'intention de faire une descente sur Punta-Arenas.

Ce projet ne fut pas mis à exécution, et Walker retourna à la Louisiane où il organisa une expédition. Le Gouvernement des États-Unis donna des ordres pour arrêter ce projet et concerta des mesures avec les Gouvernements anglais et français, pour prévenir toutes les expéditions de ce genre, contre les côtes de l'Amérique centrale. De plus 150 hommes qui avaient pris part à cette dernière expédition, furent arrêtés à la Nouvelle-Orléans.

Néanmoins, Walker éluda la vigilance des autorités de s'échappa de nouveau de Mobile, sans congé sur le Fashion, en novembre 1859, après avoir trompé le receveur des douanes, en lui demandant un laisser passer qui lui fut refusé pour un autre bâtiment le Philadelphia. A la même époque, un nombre considérable de flibustiers avaient réussi de partir de Charleston, de Mobile et d'autres ports, au moyen de faux papiers et d'autres artifices pareils.

En juin 1860², Walker, avec une petite troupe d'Américains, arriva, dit-on, à Bay Island, sur *le John A. Taylor*. La carrière de Walker se termina à Truvillo, où il fut fusillé en 1860 au mois de septembre.

Le 6 juin 1866, le Président publia une proclamation dans laquelle il avertissait les citoyens des États-Unis de ne pas s'engager dans une expédition entreprise contre le Canada (ligue des fénians), et le 5 juin, l'attorney général ordonna aux attorneys de district et aux maréchaux d'arrêter « toutes les personnes marquantes, chefs ou « personnages nommés fénians qu'ils avaient quelque raison plausi- « ble de supposer avoir été coupables ou pouvoir le devenir, de « violation des lois de neutralité. » Un certain nombre de poursuites turent commencées contre quelques-uns des chefs fénians, mais elles furent abandonnées.

En 1866, la Chambre des Représentants adopta une résolution qui amena une enquête par le Comité des affaires étrangères, sur la mise en pratique de l'acte d'enrôlement des étrangers de 1818, et en juillet, le général Banks présenta le Rapport du Comité avec un projet de bill par lequel il était proposé de changer quelques-unes des dispositions de cet acte. Les principaux changements proposés consistaient dans la suppression de la section 4 (la clause défendant l'équipement de corsaires dans des ports étrangers pour croiser contre le commerce américain), de la séction 6 et d'une partie de la section 8 (donnant

^{1.} Parliamentary papers, p. 296-297.

^{2.} Ibid., p. 328.

au président le pouvoir d'arrêter des expéditions militaires) et des sections 10 et 11 renfermant les clauses obligatoires1.

L'intention de ce projet de bill était de faire correspondre l'acte américain avec l'acte anglais, ou comme il a été dit dans le temps de les mettre au niveau l'un de l'autre. Le Rapport du Comité fut attaqué dans une brochure de M. Bernis dans laquelle il représente comme impolitiques et hors de propos les changements proposés et compare l'acte amendé avec le statut anglais.

Des exemplaires de cette brochure furent distribués parmi les commissaires.

Le congrès fut ajourné peu de temps après la présentation de ce Rapport qui fut renvoyé au Sénat en mars 1867, le Comité des affaires étrangères du Sénat fut dispensé de s'occuper d'avantage de ce bill.

Sur ces entrefaites, fut portée devant la cour de district de New-York une affaire dans laquelle l'acte de 1818 est appliqué contre un vaisseau accusé d'être engagé pour le service du Chili dans la guerre entre le Chili et l'Espagne².

Ce bâtiment, le Météore, avait été construit comme vaisseau de guerre pour le compte du Gouvernement des États-Unis, mais la guerre civile étant terminée, l'achat n'eut pas lieu. Ce bâtiment avait été notoirement construit pour porter 11 ou 12 canons et les négociations de l'agent des propriétaires, pour le vendre au Gouvernement chilien, furent prouvées par des témoignages évidents. Le bâtiment fut attaqué devant la cour du district au mois de février 1866, mais la décision du juge Bett, dans cette affaire, ne fut rendue formellement qu'en novembre 8.

Dans le jugement motivé qui fut délivré les formules des décisions de la cour suprême sont revues tout au long.

Voici quelques-uns des plus importants passages :

Le crime dénoncé est l'équipement ou l'armement.

- « Il avait été argué très-ardemment par le conseil du demandeur.
- · devant le tribunal que le seul crime créé par la troisième section
- « de l'acte de 1818, est le crime d'équipement et d'armement d'un
- « vaisseau avec l'intention désignée dans le statut : et que bien que la
- « tentative de commettre le crime ou de concourir à ce que le crime
- « soit commis, ou encore d'être intéressé sciemment à commettre ce
- « crime, est punissable selon le statut, que cependant le corps du « crime ne conteste que dans l'équipement et l'armement, et rien
- « d'autre n'est punissable d'après le statut soit contre celui qui a causé
 - 1. Brochure de M. Bernis, la Neutralité américaine, 1866.
 - New-York, l'Herald, 1er mars 1867.
 Le World, New-York, 30 novembre 1866.

« personnellement le préjudice, soit contre la chose (res) causant le « délit; et l'interprétation cherchée pour être appliquée par l'avocat « à ces termes du statut : « Ou aura sciemment aiué à fournir, équiper « ou à armer un vaisseau ou bâtiment avec l'intention, » est qu'il n'est « pas nécessaire pour la criminalité d'un individu qu'il ait accompli « la totalité du crime, mais il suffit qu'il ait été sciemment engagé en « quoi que ce soit dans les actes qui ont complété la criminalité ou « l'auraient complétée s'ils avaient été mis à exécution, mais toujours « le crime doit être le crime d'équipement et d'armement, soit ac-« compli ou tenté. Mais la cour ne peut adopter cette interprétation « du statut. Le méfait contre lequel le statut veut mettre en garde « n'est pas purement de prévenir le départ des États-Unis d'un bâti-« ment armé, mais le départ de tout vaisseau destiné à être employé « au service de quelque puissance étrangère pour croiser ou com-« mettre des hostilités contre toute autre puissance étrangère avec « laquelle les États-Unis sont en paix. La neutralité du Gouver-« nement des États-Unis dans une guerre entre deux puissances « étrangères serait violée tout autant en permettant le départ de « ses ports à un vaisseau non armé, ayant l'intention bien claire « d'aller croiser ou commettre des hostilités contre l'un des belli-« gérants, que si le Gouvernement permettait de quitter de ses ports « à un vaisseau armé avant les mêmes intentions. Si l'intention de « croiser ou de commettre des hostilités existe au moment du dé-« part du bâtiment et que le bâtiment soit adapté à ce projet, l'ar-« mement ultérieur est vraiment une chose aisée. La facilité avec « laquelle cela peut avoir lieu, a été rendue manifeste par l'affaire du « Shenandoah et par l'exemple d'autres vaisseaux qui, pendant la der-« nière rébellion, quittèrent l'Angleterre désarmés, mais avec la pleine « intention de la part de ceux qui les envoyaient, qu'ils seraient em-« ployés à croiser ou à commettre des hostilités contre les États-Unis, « et qui furent ultérieurement armés dans les eaux neutres. Ce serait « une interprétation forcée du statut de dire que ce n'est pas un délit « contre ses prescriptions que d'équiper sciemment un bâtiment pour « en faire un croiseur, excepté de ses armes, et avec l'intention que « ce vaisseau deviendrait un croiseur parce qu'il ne paraîtrait pas qu'il « y eût eu intention qu'il serait armé dans les États-Unis. Les mau-« vaises conséquences qui découleraient de l'interprétation du statut « au moven de la clause qui demanderait pour l'établissement du · crime que le vaisseau cût été armé aux États-Unis, apparaissent spé-« cialement par rapport à la trossième section qui défend d'émettre ou « de délivrer une commission sur le territoire ou dans la juridiction « des Etats-Unis, à tout vaisseau dans le but qu'il puisse être em-« ployé pour des projets désignés dans la section. Avec une pareille

· interprétation du statut, ce ne serait plus un délit d'émettre ou de

délivrer une commission aux États-Unis à un vaisseau, à moins que

» ce vaisseau ne soit actuellement armé à l'époque ou peut-être fut

« destiné à être armé avant son départ des États-Unis, ce ne serait

« pas non plus un délit d'émettre une commission dans les États-

« Unis, pour un vaisseau gréé et équipé pour croiser ou commettre

« des hostilités, et destiné à croiser et commettre des hostilités, aussi

« longtemps que ce vaisseau ne serait pas armé à l'époque et ne se-

« rait pas destiné à être armé dans les États-Unis, quoiqu'il parût

« clairement que l'intention existait de la part de la personne qui a

« émis ou délivré la commission que le vaisseau recevrait son arme-

« ment au moment où il serait hors de la juridiction des États-Unis.... »

Assaire de lo Santissima Trinidad.

« L'avocat de la plainte a beaucoup appuyé dans son résumé sur

« la doctrine qu'il suppose avoir été établie par la cour suprême dans

« l'affaire de la Santissima Trinidad. Cette doctrine a été présentée

« par l'avocat sous diverses formes, mais le principe défendu par lui

« était que la liberté du commerce est permise à un neutre pour

« fournir à un belligérant des matériaux de guerre ou des vaisseaux

« de guerre comme étant marchandises ou articles de commerce; que

« tout en reconnaissant le principe du droit des gens qui défend à l'un

« ou l'autre belligérant de se servir d'un territoire neutre comme

« d'un terrain favorable duquel il peut sortir pour commettre des

« hostilités contre l'autre belligérant; cependant le droit des ci-

« toyens d'un pays neutre, de vendre tout ce que leur industrie pro-

« duit pour des entreprises de guerre, comme affaire loyale de com-

« merce, à l'un des belligérants ne peut être entravé; qu'il n'y a ni

« délit ni violation de la neutralité de vendre un vaisseau de guerre

« armé ou non armé dans nos ports, à une puissance belligérante,

« et qu'il existe le même droit en vertu du droit des gens, de vendre

« dans nos ports un bâtiment armé dans de telles circonstances que

« d'y vendre des canons, munitions ou des matières brutes. Dans une

« autre periode de son argumentation, l'avocat a maintenu la pro-

e position que à moins qu'il apparaisse hors de doute que le vais-

« seau qui part de New-York est un vaisseau ennemi enrôlé par l'un

« des belligérants, ce fait ne constituait pas une action coupable quoi-

« qu'on pût prouver d'une manière indubitable que ce vaisseau a été

« construit, équipé, armé, gréé comme un vaisseau de guerre, soit

« complet et prêt pour l'action.

« Les opinions ainsi émises devant la cour, n'ont au jugement de

« celle-ci, aucun fondement ni dans le droit public ni dans aucune dé-

« cision rendue par le plus haut tribunal judiciaire des États-Unis.

L'affaire de la Santissima Trinidad fut jugée par la cour suprême dans « la session de février 1822. »

Le juge Betts donne alors un résumé des faits de l'affaire (voyez plus haut) et continue : « Dans le cours de son argumentation, M. le « juge Story discute le point soulevé que l'Indépendance a été originai-« rement armée et équipée aux États-Unis contrairement au droit et « dit : il est évident que quoiqu'elle ait été équipée comme vaisseau de « guerre elle fut envoyée à Buenos-Ayres, pour une entreprise com-« merciale, etc. » Ces vues de M. le juge Story sont, comme on le voit d'après l'exposition qui a été faite du cas (obiter dieta) et qui n'est pas nécessaire pour la décision de la cause, en faveur de la restitution de la propriété, restitution prononcée sur le fondement d'une augmentation illégale de forces d'un vaisseau croiseur dans nos ports, avant qu'il ait fait des prises. Les faits concernant l'expédition commerciale de l'Indépendance, rapportés par M. Story, comme on le voit dans le rapport de l'affaire, consistent en ce que le bâtiment après avoir été corsaire pendant la guerre entre les États-Unis et la Grande-Bretagne, la paix étant conclue, fut vendu par ses premiers propriétaires et chargé par les nouveaux à Baltimore, en janvier 1816, avec une cargaison de munitions de guerre; qu'il sortit de Baltimore, avec cette cargaison et armé de 12 canons, partie de son armement à l'origine, pour Buenos-Ayres avec des instructions écrites des propriétaires à leur subrécargue, l'autorisant à vendre le vaisseau au Gouvernement de Buenos-Ayres s'il pouvait en tirer un prix raisonnable; qu'il fut vendu à Buenos-Ayres à des personnes qui le revendirent une seconde fois, de façon qu'il devint un bâtiment ayant reçu une commission publique du Gouvernement de Buenos-Ayres. C'est en s'appuyant sur ces faits que le juge Story, fit remarquer que le bâtiment, quoique équipé comme vaisseau de guerre, fut envoyé à Buenos-Ayres dans le but d'une entreprise commerciale sous une forme qui ne violait ni nos lois ni notre neutralité nationale, et qu'il n'y a rien dans nos lois ou dans le droit des gens qui empêche nos citoyens d'envoyer des vaisseaux armés dans des ports étrangers pour les vendre. Si MM. Forbes ou quelqu'un des propriétaires du Météore, ou M. Cary, leur agent, ou quelqu'une des personnes engagées dans les transactions concernant le Météore, a déposé devant la cour dans ce procès, que le Météore était allé à Panama pour une entreprise purement commerciale pour y être vendu dans le cas où on en obtiendrait un prix sortable, et que s'il paraissait certain que ce n'était pas l'intention des propriétaires ni d'aucune autre personne, que ce vaisseau serait employé à violer la neutralité des Etats-Unis, on pourrait bien prétendre en quelque façon que ce cas rentre dans le principe exposé par M. le juge Story. Mais tous les témoignages sont dans un sens contraire. Les transactions avec les agents du Chili à New-York concernant le Météore, forment, cela est vrai, un acte de commerce en tant que le vaisseau fut vendu, et que cette vente était une matière de négoce ou de commerce à New-York entre les propriétaires et les agents du Gouvernement du Chili. Mais dans le sens dans lequel M. le juge Story parle de l'envoi de l'Indépendance à Buenos-Ayres pour une entreprise commerciale, il n'y avait aucune entreprise commerciale dans le cas du Météore.

Les doctrines, exposées dans ce cas, sont le résultat de l'action législative, exécutive et judiciaire des États-Unis.

L'importance de ce cas non-seulement au point de vue de la valeur pécuniaire du vaisseau objet du procès, mais encore à cause des principes de droit public qu'il renferme, a entraîné la cour dans une discussion plus étendue de ces principes qu'il n'aurait sans cela été nécessaire. La cour d'ailleurs n'a aucun doute sur la justesse des doctrines de droit public qu'elle a appliquées dans le cas présent. Ces doctrines sont le résultat de l'action législative, exécutive et judiciaire des autorités publiques et des tribunaux des États-Unis dans une grande variété de cas et la cour n'aurait jamais pu trouver sur ce sujet un meilleur résumé que celui donné dans le Droit international de Wheaton. (8° édition avec des notes par M. Dana, pages 562, 563, note 215.)

« Quant à la préparation de vaisseaux dans notre juridiction pour « des opérations hostiles ultérieures, la distinction que nous avons « appliquée n'embrasse pas l'étendue et le caractère des préparatifs, « mais bien l'intention avec laquelle les actes particuliers sont accom-« plis. Si quelque personne accomplit un acte ou tente de l'accomplir « à l'égard de ces préparatifs avec l'intention que le bâtiment sera « employé à des opérations hostiles, elle est coupable, sans prendre « en considération l'achèvement des préparatifs ou l'étendue à la-« quelle ils auraient pu être portés et quoique ses tentatives n'en soient pas venues à un résultat définitif vers l'achèvement des pré-« paratifs. Procurer des matériaux pour être employés sciemment et « intentionnellement, etc., est un délit. Par conséquent il n'est pas né-« cessaire de prouver que le vai-seau était armé ou était dans un « temps donné, avant ou après l'acte incriminé, mis en état de com-« metire des actes d'hostilité. Nos lois et règlements n'interviennent a pas dans les transactions faites bona fide pour la contrebande de « guerre. Un négociant américain peut construire et armer compléte-« ment un vaisseau, le munir de toutes sortes de provisions et l'offrir « en vente sur notre marché. Mais s'il commet quelque acte comme « agent ou intermédiaire d'un belligérant ou bien en vertu d'un « arrangement ou d'une entente avec un belligérant que le vais-« seau une fois vendu doit être employé à commettre des hosti-

- « lites, il est coupable. Il peut sans violer la loi expédier ce vaisseau
- « ainsi équipé sous le pavillon et avec les papiers de bord de son pro-
- « pre pays, avec un équipage qui ne soit pas plus nombreux qu'il
- « n'est nécessaire pour la navigation, sans avoir le droit de résister
- « à la visite ou à la saisie et en restant exposé aux chances de cap-
- « ture pour contrebande, de blocus et d'un débouché pour ses mar-
- chandises dans un port belligérant. En pareil cas l'étendue et le
- « caractère de l'équipement n'ont pas plus d'importance que dans
- « l'autre classe des cas. L'intention est tout. L'acte laisse place à de
- « grands soupçons et à de grands abus; il est souvent difficile de tra-
- « cer la ligne de séparation; toutefois le principe est assez clair. L'in-
- « tention est-elle de préparer un article de marchandises de contre-
- « bande pour être envoyé sur le marché d'un belligérant avec chances
- de capture et de trouver un marché? Ou d'un autre côté est-ce
- « l'intention d'équiper un vaisseau qui sortira de nos ports pour aller
- « croiser immédiatement ou ultérieurement contre le commerce d'une
- « nation amie? Nous sommes obligés d'empêcher la seconde de ces

« hypothèses, le belligérant doit empêcher la première. »

Le jugement fut rendu contre le vaisseau, mais on ne sait pas s'il fut restitué à ses propriétaires sous caution, ni ce qu'il devint plus tard.

Il faut rappeler que cette opinion du juge Betts ne fut point revue par la Cour suprême et que par conséquent elle a moins d'autorité.

Elle a été fortement critiquée dans ce pays-ci et aux États-Unis.

Ce qui précède conduit l'histoire de l'acte d'enrôlement des étrangers américain jusqu'au temps présent.

En 1838, au moment où éclata la rébellion au Canada, le Gouvernement des États Unis lança une proclamation dans le but de défendre aux citoyens des États-Unis de venir en aide à cette rébellion.

Une force militaire considérable fut aussi dirigée sur la frontière et le Président envoya un message au Congrès pour lui recommander de décréter les mesures spéciales pour parer aux circonstances ¹. Sur ces entrefaites une expédition fut ouvertement organisée à Détroit. Cette expédition s'empara de l'arsenal, des vapeurs et des bâtiments qui se trouvaient dans les bassins de Détroit et parvint à gagner le Canada sans encombre ². Une force militaire fut alors envoyée à la frontière et dirigée sur Platsburg où l'on disait qu'il se préparait une autre expédition ³. Un bill dans le but de s'opposer à ces expéditions fut présenté au Congrès, mais il ne passa que le 10 mars, époque à laquelle la rébellion était presque entièrement réduite ⁴.

1. British and Foreing papers, vol. XXV.

2. Correspondance avec M. Fox, ministre de de la Grande-Bretagne à Washington.

3. M. Fox, Nº 5, janvier 29, 1838. 4. M. Fox, Nº 7, février 5, 1838.

ARCH. DIPL. 1868 - IV

Cet Acte limité à deux ans pourvoyait à la saisie et détention de vaisseaux, moyens de transport ou armes et munitions de guerre « pré-« parés et prévus pour des expéditions ou entreprises de guerre contre

« le territoire ou possessions de quelque prince ou État ou de quelque

« colonie, district, ou nation étrangers et voisins des États-Unis 1. »

L'acte anglais sur l'enrôlement étranger.

L'acte d'enrôlement des étrangers des États-Unis, comme on l'a vu, provient de l'interprétation qui avait été faite des clauses du traité de 1778 avec la France. On peut dire aussi de l'Acte anglais d'enrôlement des étrangers qu'il provient des dispositifs d'un traité conclu avec l'Espagne le 28 août 1814.

Ce traité ou, comme on l'appelle, Actes additionnels au traité con-

clu le 5 juillet 1814 contient les articles suivants 2:

« Art. III. Sa Majesté Britannique désirant vivement voir cesser « tout à fait les troubles et les désordres qui malheureusement

règnent dans les possessions de sa Majesté Catholique en Amérique

« et voir les sujets de ces provinces revenir à l'obéissance envers leur

« souverain légitime, s'engage à prendre les mesures les plus efficaces « pour empêcher ses sujets de fournir des armes, des munitions ou

« tout autre article aux révoltés en Amérique. »

En 1818, la politique réactionnaire de Ferdinand, les droits prohibitifs imposés par lui au commerce anglais et l'ingratitude avec laquelle il traita les officiers anglais et autres citoyens qui avaient servi sa cause en Espagne, avaient provoqué un grand mécontentement en Angleterre; il y avait à la chambre des Communes un parti considérable, à la tête duquel était Sir James Macintosh, qui était disposé à soutenir les prétentions des colonies hispano-américaines à reconquérir leur indépendance.

On disait qu'il se préparait des expéditions pour assister activement et les mécontents en Espagne d'une part et les rebelles en Amérique en dépit d'une proclamation défendant ces sortes d'expéditions qui avait été publiée en 1817; le Gouvernement pensa donc qu'il était nécessaire, afin de conserver la bonne entente avec l'Espagne et de prévenir des infractions à la neutralité anglaise, de présenter au Parlement un Acte en vue du cas qui se présentait alors pour la première fois dans l'histoire moderne, la Grande-Bretagne restant neutre pendant une grande guerre maritime.

United states statutes at large, vol. 5, p. 212.
 British and foreign State papers, vol. I, p. 292.

L'histoire des lois de neutralité anglaises se rattachant à cette époque est ainsi exposée par Sir R. Phillimore 1:

- « Le statut troisième de Jacques I, chap. IV déclare coupable de fé-
- « lonie toute personne quelconque qui sort du royaume pour servir « un prince étranger sans avoir d'abord prêté le serment d'allégeance
- « avant son départ. C'est par conséquent de la félonie pour tout indi-
- « vidu gentilhomme ou toute personne d'une position plus élevée ou
- « pour quelqu'un qui a rempli quelque charge dans l'armée, de sortir
- « du royaume pour servir un prince ou État étranger sans avoir préa-
- « lablement contracté l'engagement appuyé de deux cautions de ne
- « pas se réconcilier avec le siège de Rome ni d'entrer dans aucune
- « conspiration contre son souverain naturel. Il a de plus été statué par
- « le statut IX de Georges II chap. xxx corroboré par le statut XXIX de
- « Georges II chap. xvu que si quelque sujet de la Grande-Bretagne
- « s'enrôle lui-même, ou si quelque personne l'aide à être enrôlé dans
- « un service étranger ou le retient ou l'embarque pour ce dessein sans
- « l'autorisation signée du roi, il sera coupable de félonie sans béné-
- « fice de clergie; mais si la personne ainsi enrôlée ou embauchée
- « vient à découvrir son séducteur dans l'espace de quinze jours, le
- « faire arrêter et convaincre de ces faits, elle sera pardonnée. Il est
- « de plus établi, par le statut XXIX de Georges II chap. xvii, que de
- « servir sous le roi de France comme officier militaire sera un cas de
- « félonie, sans bénéfice de clergie; et que entrer dans la brigade écos-
- « saise au service allemand sans avoir auparavant prêté le serment
- « d'allégeance et d'abjuration sera passible d'une amende de 500 li-

« vres sterling. »

L'acte pour l'amendement des lois de neutralité fut présenté par M. Cunning le 10 juin 1819 dans un éloquent discours, dans le courant duquel il dit2:

- « On n'a certainement pas oublié que en 1793, ce pays s'est plaint « de différentes infractions à la neutralité (quoique dans un degré bien
- « inférieur à ceux soumis en ce moment à notre examen) commises
- « par des sujets des États-Unis d'Amérique. Quelle a été la conduite
- « de ce pays en conséquence? A-t-il considéré ces plaintes comme « une atteinte à son indépendance? A-t-il refusé de prendre des me-
- « sures qui pourraient assurer l'observance immédiate de la neutra-
- « lité? Ni l'un ni l'autre. En 1794, immédiatement après la demande
- « faite par le Gouvernement anglais, la législature des États-Unis
- « passa un Acte défendant sous des peines sévères l'enrôtement de
- « citovens américains dans les armées d'une puissance belligérante.

2. Débats parlementaires de Cobbett, t. XI, p. 1003.

^{1.} Droit international de Phillimore, t. III, édit. 1857, p. 212.

- « Ètait-ce là le seul exemple de ce genre? L'année dernière encore,
- « les États-Unis ont passé un Acte confirmatif de celui de 1794 à tous
- « les points de vue et défendant de nouveau l'engagement de leurs
- « citoyens au service d'une puissance étrangère, et désignant spécia-
- « lement le service de l'Espagne ou celui des provinces de l'Amérique « du Sud.

D'un autre côté, Sir James Macintosh s'élevait contre l'acte comme assurant une neutralité fausse et comme visant à étouffer l'indépendance du sud de l'Amérique. Sir Walter Scott parla en faveur du bill lors de la troisième lecture qui eut lieu le 21 juin ; et le bill passa à une majorité de 61 voix.

Beaucoup d'amendements avaient cependant été introduits dans ce bill, entre autres, l'insertion dans la septième clause, de ces mots : Comme transport ou gabarre. » Cet amendement avait pour but d'empêcher les vaisseaux anglais, loués par l'Espagne, de transporter des troupes espagnoles en Amérique; mais le résultat a été de créer la plus grande confusion dans la portée de l'Acte.

L'acceptation de cet acte semble avoir mis, au moins pour le moment, un arrêt au départ des expéditions contre l'Espagne¹, et, en avril 1826, lord Althorp fit une motion pour le rappel de l'Acte. M. Canning, en réponse, entra dans des détails sur la question de la neutralité de l'Angleterre, et démontra que cet Acte, loin d'être dirigé exclusivement contre l'Amérique du Sud, était en réalité en faveur des colonies, parce qu'il étendait à l'Espagne la prohibition d'exporter des armes, etc., ce qui avait déjà été fourni contre elles, par le Traité de 1814. Se reportant ensuite à la loi des États-Unis, il dit : « Si j'a-

- « vais à chercher un guide pour choisir un système de neutralité, je
- « prendrais celui qui a été établi en Amérique, au temps où Was-
- « hington était Président et Jefferson Secrétaire d'État, pour la ma-
- « rine. En 1793, des réclamations furent adressées au Gouvernement
- « américain sur ce que des vaisseaux français étaient équipés et armés « dans les ports américains, dans le dessein d'attaquer des vaisseaux
- « anglais, en opposition directe aux lois de la neutralité. Aussitôt, le
- « angiais, en opposition directe aux lois de la neutralité. Aussitôt, le « Gouvernement américain décida que de pareils équipements étaient
- « contraires aux lois de la neutralité; et des ordres furent donnés
- « pour défendre l'armement de tout bâtiment français dans les ports
- « d'Amérique. A New-York, un bâtiment français en train d'être équipé
- « fut saisi, livré aux tribunaux et condamné. A cette occasion, le Gou-
- « vernement américain décida que cet équipement de vaisseaux fran-
- « çais, dans les ports américains, dans le but d'aller croiser contre
- « les vaisseaux anglais, était incompatible avec la souveraineté des

^{1.} Débats pariementaires de Cobbett, nouvelle série, t. VIII, p. 1019.

- « États-Unis, et tendait à interrompre la paix et la bonne entente qui
- « existaient entre ce pays et la Grande-Bretagne. C'est-là, à ce que je
- « prétends, le principe de neutralité d'après lequel nous devions agir;
- « ce fut sur ce principe que le bill en question fut adopté. »

La motion de lord Althorp fut rejetée à la majorité de 105 voix.

Les lois de neutralité des États-Unis, ayant contribué à fonder les lois de neutralité de ce pays, et les décisions des juges de ce pays, ayant été, pour ainsi dire, incorporées dans le droit des gens, l'application de l'Acte d'enrôlement des étrangers américain a été examinée avec assez d'étendue, mais comme il serait inutile d'essayer, dans les limites d'un Memorandum, d'entrer dans les questions compliquées de l'intention, de l'équipement et de l'armement, etc., etc., qui ont été, à différentes époques, soulevées dans l'acte anglais, nous nous proposons seulement de mentionner quelques-uns des exemples principaux suivant lesquels il a été mis en vigueur ou a été suspendu.

En 1827, une expédition de quatre vaisseaux, sous le commandement du comte de Saldanha, sortit de Plymouth, ostensiblement pour faire route pour le Brésil, mais en réalité, comme on le supposait, pour opérer contre le parti de Don Miguel, à Terceira . Le vaisseau de Sa Majesté, le Walpole, avec quelques canonnières, fut envoyé à Terceira pour arrêter cette expédition. Ce qui eut lieu au port Praga, et le Walpole escorta l'expédition, dans son retour, jusque dans la Manche. Elle se rendit éventuellement à Brest. Le Walpole arrêta ultérieurement au port Praga une autre expédition qui était partie de Londres.

En 1835, un ordre du Conseil fut porté, qui exemptait les sujets anglais s'engageant au service de la reine Isabelle d'Espagne, des peines prononcées par l'acte d'enrôlement des étrangers. Cela permit la formation de la légion espagnole, sous les ordres de Sir de Lacy Evans². Un débat eut lieu sur la question en juin 1835; mais la compétence de la Couronne à accorder une pareille exemption ne fut point contestée.

En 1846, quelques marchands anglais se plaignirent, qu'une expédition se préparait, sous les ordres du général Florez, contre la République de l'Équateur. Leurs représentations étaient appuyées par plusieurs des Ministres des Gouvernements de l'Amérique du Sud. Il parut que trois vaisseaux le Glenelg, le Monarque et le Neptune, étaient prêts à mettre à la voile avec un grand nombre d'émigrants ou, comme il était dit, avec des troupes à bord, et que, d'ailleurs, des

^{1.} Phillimore, t. III, p. 229.

^{2.} Ibid., t. III, p. 218-219.

hommes avaient été ouvertement enrôlés au service du général Florez⁴. Ces vaisseaux furent saisis et condamnés.

En 1847, le Ministre portugais se plaignit qu'un bâtiment, la Chatte noire, se préparait à transporter des volontaires au secours des rebelles portugais². Le vaisseau fut saisi, puis relâché.

Bientôt après, il adressa une autre plainte au sujet de citoyens anglais, qui avaient pris du service à Oporto, sous les chefs révolutionnaires. Il lui fut répondu que les lois anglaises ne s'étendaient pas aux Actes commis en pays étrangers.

Un certain M. Hirlop, revenu du Portugal, après avoir servi dans l'armée des rebelles, fut dénoncé par le Ministre portugais; il aurait été poursuivi si les magistrats eussent trouvé l'évidence suffisante.

Le 30 du mois d'août 1862, un ordre du Conseil suspendit l'Acte d'enrôlement des étrangers, afin de rendre possible l'entrée au service de l'Empereur de Chine du capitaine Osborn et de M. Lay, et de leur permettre « de gréer, d'équiper, d'acheter et d'acquérir des vaisseaux « ou bâtiments pour l'usage dudit Empereur, et d'engager comme « d'enrôler des sujets anglais pour entrer au service militaire et naval « dudit Empereur. » Cette permission resta en vigueur jusqu'au le septembre 1864.

La permission accordée par cet ordre du Cabinet fut étendue « à tous les officiers au service de Sa Majesté, » dans l'ordre du conseil du 9 janvier 1863, avec une certaine limitation au 1er septembre 1864 (Traités commerciaux de Hertslet, vol. XI, pages 665-683).

On remarquera que, dans tous ou presque tous les cas, durant le temps de la guerre civile d'Amérique, l'Acte d'enrôlement des étrangers a été invoqué pour prévenir l'enrôlement et l'expédition de recrues et de soldats, plutôt que l'équipement de vaisseaux.

La guerre civile d'Amérique a introduit de nouvelles séries de cas dans lesquels l'acte d'enrôlement des étrangers a dû être exécuté. Ces cas sont si connus qu'il suffira simplement d'indiquer les noms dans l'ordre qu'ils se sont présentés.

Creto, poursuivi à Nassau, relâché en août 1862.

Alexandra, jugé en Angleterre.

C'est la cause célèbre dans laquelle toutes les questions de l'Acte d'enrôlement des étrangers, quant à la signification des clauses relatives à l'équipement, ont été soulevées. Le vaisseau fut acquitté. Les quatre juges de la Cour de l'Échiquier étaient, en nombre égal, partagés d'opinion; le plus jeune se retira. Les frais et les dommages fu-

I. Correspondance avec le ministre de l'intérieur et des finances, octobre et novembre 1846.

^{2.} Correspondance avec le baron Moncorvo, avril et mai 1847.

rent l'objet d'un compromis, par le Gouvernement, d'une somme de 3700 livres sterling, et le vaisseau partit pour Nassau, où il fut ensuite saisi une seconde fois et resta sous les effets de la saisie jusqu'à la fin de la guerre.

Les vaisseaux cuirassés, El Toussoon et le Mounassir, à Liverpool, étaient dits avoir été commandés par le Gouvernement égyptien. Ces bâtiments furent saisis, mais ils furent plus tard achetés par le Gouvernement, et sont aujourd'hui les vaisseaux de Sa Majesté, le Wiwern et le Scorpion.

Le Canton ou Pampero. Ce vaisseau fut saisi dans la Clyde, et le constructeur consentit à ce que jugement fût pris contre lui. Le vaisseau resta sous l'action de la saisie jusqu'à la fin de la guerre, et est depuis devenu célèbre sous le nom de Tornado.

Il y eut cinq poursuites pour enrôlement d'hommes appelés à servir sur les vaisseaux des Confédérés :

M. Rumball, officier du Sherness Dockyard, qui prit part à l'équipement du *Rappahannock*. Il fut acquitté le 4 février 1865, quoique les preuves fussent très-fortes contre lui.

MM. Jones et Highat, pour avoir enrôlé des hommes au service des Confédérés. Ils furent convaincus et condamnés à payer une amende de 50 livres chacun (23 novembre 1864).

Campbell, qui avait fait des enrôlements pour la Géorgie, se reconnut coupable, et fut relâché en fournissant une caution de 150 livres pour comparaître, lorsqu'il serait sommé de le faire.

Seymour, Cunningham et Buchanan, convaincus d'avoir fait des enrôlements pour le Rappahannock, furent relàchés sur cautionnement.

Le capitaine Corbett, qui commandait le vaisseau qui transporta l'équipage et l'armement destinés au Shenandoah, aux déserts de Funchal. Le cas était grave, mais les témoins à charge sur l'enrôlement actuel d'hommes, ayant fait défaut, le capitaine Corbett fut acquitté.

Les affaires de l'Alabama, du Shenandoah et de la Georgie, ont été parfaitement expliquées dans les papiers parlementaires, dont des copies ont été fournies aux Commissaires.

Pour avoir un résumé des représentations adressées au Gouvernement de Sa Majesté, par M. Adams, pendant la guerre civile, voir le Mémorandum annexé à la lettre de Lord Russell, à M. Adams, sous la date du 3 novembre 1865 (North American papers, n° 1, 1866, p. 139.)

Signé: CHAS. S. A. ABBOTT.

APPENDICE Nº 4.

Rapports des États étrangers, déclarations de neutralité, etc.

La circulaire ci-dessous a été envoyée par le Foreign-Office aux Représentants de Sa Majesté près des Cours des pays suivants :

Autriche. Italie. Espagne.
Belgique. Pays-Bas. Suède.
Danemark. Portugal. États-Unis.
France. Prusse.

Foreign-Office, le 14 février 1867.

La Commission, qui a été nommée par la Reine, pour examiner les lois de neutralité de ce pays, désirant obtenir des renseignements sur ces lois en vigueur dans les pays maritimes, j'ai à vous charger de vous procurer et de nous transmettre, dans le plus bref délai, les lois, règlements ou autre moyens que le Gouvernement, auprès duquel vous êtes accrédité, possède pour prévenir, sur son territoire, les actes dont les belligérants pourraient se plaindre comme d'une violation des devoirs de la neutralité.

En réponse à cette circulaire, le Gouvernement anglais a reçu les documents qui suivent.

AUTRICHE.

Reçu de l'ambassade de Sa Majesté à Vienne.

Note du Ministre des Affaires étrangères d'Autriche à l'Ambassadeur de Sa Majesté.

M. Bonar, chargé d'affaires de Sa Majesté Britannique, s'est informé, auprès du Ministre des Affaires étrangères, quels sont les lois, règlements ou mesures rendus par le Gouvernement de Sa Majesté Impériale pour prévenir, sur son territoire, les actes dont les helligérants pourraient se plaindre comme d'une atteinte aux lois de neutralité. Après avoir consulté les Autorités compétentes, le Ministre des Affaires étrangères a l'honneur d'adresser à Lord Bloomfield, etc., etc., sur cette question, les communications suivantes :

La déclaration, signée à Paris, par les représentants de la France,

de l'Autriche, de la Grande-Bretagne, de la Prusse, de la Russie, de l'Italie et de la Turquie, le 18 avril 1856, sur le droit des neutres en temps de guerre maritime, a été publiée d'une façon légale en Autriche, et constitue par conséquent une loi généralement en vigueur.

En dehors des principes qui sont la base de cette déclaration, il n'existe pas en Autriche de lois ni d'autres ordonnances ayant force de loi, qu'on puisse appliquer à des sujets autrichiens, pour violation des lois de neutralité.

Le Gouvernement impérial s'est efforcé de suppléer à cette lacune dans les cas de guerre entre d'autres nations, en promulguant, sous la forme légale, des règlements spéciaux, pour sauvegarder sa neutralité, applicables seulement à la guerre en question. C'est ainsi qu'en 1854, à la suite de la guerre alors existante, fut publiée l'Ordonnance ministérielle du 25 mai, dont une copie est jointe à la présente communication.

Dans ces déclarations spéciales, les principes généralement reconnus du droit international, aussi bien que les opinions connucs des puissances belligérantes sur certains points, ont été pris en considération, afin, autant que cela était possible, de prévenir toute plainte sur des infractions à la neutralité.

Il n'existe d'ailleurs aucune loi de cette nature, applicable aux cas qui pourraient surgir, et plus particulièrement, il n'y a pas de lois générales en Autriche défendant la construction, l'équipement ou l'armement de vaisseaux (dans les ports autrichiens) destinés aux puissances belligérantes ou soupçonnés de leur être destinés.

Le soussigné, etc.,

Signé: Meysenbug.

Vienne, le 16 mai 1867.

Publié le 28 mai 1854.

Ordonnance des Ministres de l'intérieur, de l'extérieur, de la justice et du commerce, aussi bien que du commandant en chef de l'armée, du 25 mai 1854, dans laquelle sont exposées les règles à observer, durant la guerre qui a éclaté entre l'Angleterre, la France et l'Empire Ottoman, d'une part, et la Russie d'autre part, par les autorités impériales et les sujets autrichiens, sur le commerce et la navigation.

En conséquence de la guerre qui a éclaté entre l'Angleterre, la France et l'Empire Ottoman, d'une part et la Russie d'autre part, les réglementations suivantes sont publiées, avec le consentement de Sa Majesté Apostolique, donné sous la date du 23 mai 1854, afin que toutes les autorités impériales, civiles et militaires, aussi bien que les sujets autrichiens aient à y conformer leur conduite.

1. L'acceptation ou l'emploi de lettres de marque, sous quelque

forme que ce soit, où à quelque pavillon qu'elles appartiennent, la participation au commandement, à l'équipement et à l'armement de corsaires sont défendus aux sujets autrichiens. Quiconque agira contrairement à ces règlements non-seulement ne doit pas s'attendre à la protection du Gouvernement impérial, dans le cas où il pourrait être puni dans d'autres États, mais sera de plus traité conformément aux lois existantes sur le brigandage, en tant que l'acceptation de lettres de marque est considérée comme une tentative de brigandage.

2. On refusera aux corsaires étrangers, munis de lettres de marque de l'une ou de l'autre puissance belligérante, l'entrée de nos ports, excepté dans les cas de tempêtes ou de dangers de mer, et, alors ils devront reprendre la mer le plus tôt possible.

3. Il est défendu aux vaisseaux, sous pavillon autrichien, de transporter des États belligérants ou d'importer, dans ces pays, des marchandises qui, selon le droit des gens, ou d'autres prescriptions universellement reconnues, sont considérées comme contrebande de guerre.

Un vaisseau autrichien, faisant le commerce avec ces États, ne doit jamais avoir à bord plus de ces marchandises que ce qui lui en faut strictement pour son usage et sa sûreté.

Quiconque violera cette défense n'a à attendre de la part du Gouvernement autrichien aucune protection dans le cas de légitime saisie de la part des États belligérants, mais de plus il sera puni.

- 4. Il est défendu aux vaisseaux autrichiens d'entrer dans les places et ports qui sont assiègés par l'une des puissances belligérantes ou bloqués par une force suffisante, ou dans le cas contraire, ils n'auront à attendre ni les priviléges accordés au pavillon neutre ni l'assistance ou l'intervention du Gouvernement impérial.
- 5. Excepté dans ces cas, les vaisseaux marchands autrichiens ne sont pas empêchés, malgré ta guerre existante, de faire le commerce et le négoce avec les ports des puissances engagées dans la guerre, de même les vaisseaux de commerce des États belligérants peuvent, comme par le passé, entrer sans aucun empêchement dans tous les ports autrichiens, y rester aussi longtemps qu'ils voudront, y faire des réparations, etc., etc., pourvu qu'ils observent les lois et règlements en vigueur, et aussi longtemps que leur conduite sera d'accord avec les lois de la neutralité.

Quant à l'admission de vaisseaux de guerre étrangers dans les ports autrichiens, les conditions de l'ordonnance du ministre de la guerre, en date du 29 janvier 1850, resteront en vigueur.

6. Dans l'attente que le commerce neutre autrichien sera strictement respecté par les puissances belligérantes, et que les priviléges habituels des belligérants seront exercés d'accord avec l'observance du droit des gens, ou avec les modifications d'accord avec les Traités, il est de plus ordonné que les vaisseaux autrichiens en pleine mer ne se refuseront pas à la visite de la part des vaisseaux de guerre étrangers, mais, au contraire, devront montrer sans difficulté leurs papiers de bord et les documents qui constatent leur neutralité, n'en jeter à la mer aucun ni en détruire aucun, ni garder à bord des papiers faux, ou en double ou secrets.

Les puissances helligérantes ont en outre publié officiellement la déclaration satisfaisante que la propriété ennemie, sur des vaisseaux neutres, et la propriété neutre sur des vaisseaux ennemis, excepté la contrebande de guerre et les dépêches ennemies, seront respectées et ne seront pas saisies.

7. Les prises que les puissances belligérantes feront sur l'ennemi pourront seulement être admises dans le port de Trieste (à l'exclusion de tout autre port autrichien), où les biens peuvent être débarqués, déposés, administrés (dans le cas où ils ne comprendront pas des marchandises dont l'importation est défendue dans les États impériaux), achetés, vendus ou exportés de nouveau, mais sous la condition que la décision judiciaire aura été donnée en due forine, par l'autorité compétente de la puissance qui aura fait les prises sur la légitimité de ces prises. Si quelques marchandises provenant de ces prises devaient, pendant ce temps, être soumises à une enquête, elles penvent être préalablement vendues, seulement contre le dépôt d'une caution suffisance de leur valeur, pour le cas où la décision déclarerait la prise illégale.

8. Si un vaisseau autrichien, malgré la stricte exécution des stipulations réglementaires qui précèdent, venait à être traité d'une manière abusive, il devra en informer sans délai les autorités consulaires ou autres autrichiennes les plus voisines, afin que le Gouvernement impérial puisse prendre les mesures nécessaires pour obtenir une compensation ou satisfaction de l'Etat étranger, ou si ces mesures ont déjà été prises, par la partie lésée, afin d'appuyer ses démarches.

9. Ces règlements seront mis en vigueur à partir du jour de leur publication.

BELGIQUE.

1.) Art. 14 du titre IX. de l'Ordonnance sur la Marine de 1861. — Aucun vaisseau pris par capitaines ayant commission étrangère ne pourront demeurer plus de vingt-quatre heures dans nos ports et ha-

vres s'il n'y sont retenus par des tempêtes (ou si la prise n'a été faite

sur nos ennemis).

2.) Art. 84 du Code pénal. — Quiconque aura par des actions hostiles non approuvées par le Gouvernement exposé l'État à une déclaration de guerre sera puni de bannissement, et si la guerre s'en est suivie, de la déportation.

3.) Art. 85 du Code pénal. — Quiconque aura par des actes non approuvés par le Gouvernement exposé des Belges à éprouver des

représailles sera puni de bannissement.

4.) Déclaration du 25 avril 1854, à l'occasion de la guerre de Crimée. — Le commerce est informé que des instructions ont été adressées aux autorités judiciaires, maritimes, et militaires, pour les prévenir que les corsaires portant pavillon quelconque, ou munis de lettres de marque ou commissions quelconques seuls, ou avec les bâtiments qu'ils auraient capturés, ne seront admis dans nos ports qu'en cas de danger imminent de mer; ces autorités sont en conséquence chargées de surveiller les corsaires et leurs prises, et de leur faire reprendre la mer le plus vite possible.

Il a été prescrit aux mêmes autorités de ne reconnaître de valeur légale à une commission ou lettre de marque délivrée par les Puis-

sances belligérantes sans l'autorisation du Roi.

Toute personne soumise aux lois du royaume qui ferait des armements en course, ou qui y prendrait part s'exposerait donc d'un côté à être traitée comme pirate à l'étranger, et de l'autre à être poursuivie devant les tribunaux Belges suivant toute la rigueur des lois.

5.) Déclaration du 8 mai 1859, à l'occasion de la guerre d'Italie. — La Belgique a adhéré aux principes posés dans la déclaration du Congrès de Paris du 16 avril 1856.

Le commerce est informé que des instructions ont été adressées à

ce sujet aux autorités judiciaires, maritimes et militaires.

Toute personne soumise aux lois du royaume qui ferait des armements en course, ou qui y prendrait part, ou bien qui poserait des actes contraires aux devoirs de la neutralité, s'exposerait d'un côté à être traitée comme pirate à l'étranger, et de l'autre poursuivie devant les tribunaux Belges suivant toute la rigueur des lois.

6.) Déclaration du 22 juin 1861, à l'occasion de la guerre d'Amé-

rique, identique à la déclaration du 8 mai 1859.

7.) Déclaration du 11 juin 1865, à l'occasion de la guerre entre le

Brésil et le Paraguay, également identique.

8.) Déclaration du 18 février 1866, à l'occasion de la guerre entre l'Espagne et le Chili, et celle du 14 mars 1866, à l'occasion de la guerre entre l'Espagne et le Pérou, également identique.

DANEMARK.

Copenhague, le 30 avril 1867.

Milord,

En suite des instructions contenues dans la circulaire de Votre Seigneurie du 14 février, adressée à Sir Charles Murray, j'ai l'honneur d'envoyer ci-incluse, à Votre Seigneurie la copie d'une note qui m'a été adressée par le comte Frys Frysenborg, pour me transmettre des copies des lois danoises et des règlements en vigueur pour prévenir sur les territoires danois des actes dont les belligérants pourraient se plaindre comme d'une violation des devoirs de la neutralité.

Le n° 2, annexé à cette dépêche, comprend un code des lois avec traduction, daté du 4 mai 1803, pour servir de guide aux marchands et armateurs, en temps de guerre entre des puissances maritimes. A l'article 13, sont énumérées les marchandises qui doivent être considérées comme contrebande de guerre.

Des règlements spéciaux importants sont compris sous l'article 14, dans le but de contrôler l'embarquement des articles de contrebande de guerre et d'assurer leur exacte remise dans les ports neutres.

D'après l'article 18, les propriétaires et capitaines de vaisseaux marchands danois, qui violent les lois, perdent non-seulement leur droit de citoyenneté danoise et la protection de leur Gouvernement, en cas de saisie par l'ennemi, mais encore ils s'exposent à être pour-suivis devant les tribunaux de leur pays.

Différents articles de la loi du 4 mai 1803 ont été annulés par les dispositions d'une nouvelle loi, portant la date du 13 mars 1867 (dont une copie avec traduction a été transmise au ministère de Votre Seigneurie, par M. le consul Bridges Taylor, dans sa dépêche du 27 courant), et qui est entrée en vigueur au mois d'octobre de la présente année.

Cette loi définit le caractère des papiers de bord que tous les bâtiments marchands danois, sont tenus d'avoir à l'avenir en leur possession pour établir leur nationalité.

Ces papiers consistent en un certificat d'enregistrement, le rôle d'engagement, un congé de la douane, la charte-partie et les connaissements.

Les anciens passe-ports latins sont abolis.

Par une série de règlements incorporés dans une ancienne circulaire de la chancellerie danoise, à la date du 20 mai 1823 (renfermée sous le n° 4 dans cette dépêche accompagnée d'une traduction), il es défende aux corsaires d'entrer dans les ports danois, excepté en cas de mauvais temps ou de poursuite par l'ennemi. Ils sont d'ailleurs tenus de quitter leur refuge aussitôt le danger passé.

Défense est également faite aux vaisseaux de guerre étrangers et aux corsaires d'envoyer leurs prises, de vendre ces prises ou leurs cargaisons dans les ports danois; et il est strictement défendu aux citoyens d'inois d'acheter des prises amenées dans les ports danois.

La sixième annexe renfermée dans cette dépêche est une copie d'une circulaire qui a été, pendant la guerre de Crimée, adressée aux commandants des vaisseaux stationnant dans les eaux du Dapemark pour leur tracer la ligne de conduite qu'ils doivent suivre pour maintenir la neutralité du territoire danois, et empêcher l'accomplissement de tout acte de nature à porter ombrage à l'une ou à l'autre des puissances belligérantes.

J'ai aussi l'honneur d'envoyer ci-incluse à Votre Seigneurie, la copie de l'article 76 du Code pénal danois, en date du 10 février 1866, portant les pénalités encourues par les personnes qui, sans autorisation royale, auraient recruté en Danemark des soldats pour le servive militaire dans une guerre étrangère.

J'ai l'honneur d'être, avec le plus profond respect, Milord, de Votre Seigneurie, le très-humble, très-obéissant serviteur.

Signé: Francis Clare Ford.

A lord Stanley.

Copenhague, le 26 avril 1867.

Monsieur,

Après m'être concerté avec les ministres compétents sur la teneur de la note que Sir Charles Murray m'a adressée en date du 19 février de l'année courante au sujet des dispositions de loi destinées à prévenir sur le territoire danois des actes dans lesquels, en cas de guerre entre des puissances étrangères, celles-ci pourraient voir une violation des devoirs d'un État neutre, j'ai l'honneur de vous faire parvenir sous ce pli:

I. Un exemplaire de l'ordonnance du 4 mai 1803, contenant les règles que les armateurs et capitaines de navires ont à observer pendant une guerre maritime à laquelle le Danemark ne prendrait point part.

II. La copie d'une circulaire de la ci-devant Chancellerie royale danoise, en date du 20 mai 1823 indiquant les conditions auxquelles

les vaisseaux de guerre et les corsaires des puissances belligérantes pourraient entrer dans les ports danois pendant une guerre dans laquelle le Danemark ne serait pas engagé.

III. Une circulaire qui, pendant la dernière guerre d'Orient, a été adressée aux chefs des vaisseaux de la marine royale ayant station dans les parages danois, et qui leur prescrivait la ligne de conduite que, conformément à la législation du pays, ils avaient à suivre pour maintenir la neutralité du territoire danois et empêcher des actes de nature à donner ombrage à l'une ou l'autre des puissances belligérantes.

IV. La traduction française de l'article 76 du Code pénal du 10 février 1866, qui indique les peines encourues par les personnes qui sans la permission du Roi, recruteraient des soldats sur le territoire danois pour le service militaire d'une puissance étrangère.

En appelant votre attention sur la teneur de ces ordonnances et publications, je crois devoir vous donner une courte analyse des principales dispositions de l'ordonnance du 4 mai 1803.

Les articles I à XIII, contiennent des prescriptions détaillées sur les papiers de bord, dont, en cas de guerre maritime entre des Etats étrangers, les navires de commerce danois doivent être munis pour constater leur nationalité. A l'égard de ces prescriptions je dois, toutefois, vous faire observer, que, la présence à bord des navires marchands de passe-ports latins, n'étant pas exigée par les traités entre le Danemark et la Grande-Bretagne (voir la note de lord Russell au ministre du Roi à Londres, en date du 29 juin 1861), le Gouvernement a dispensé les armateurs danois de l'observation des articles de l'ordonnance du 4 mai 1803, qui ont trait à ces passe-ports. Aussi par une nouvelle loi du 13 mars de l'année courante, dont je joins ici un exemplaire, plusieurs de ces mêmes articles ont été abolis ou modifiés: l'article 2 de la loi du 13 mars ne demandant comme preuve de la nationalité d'un navire de commerce que le document dit « certificat de nationalité ou d'enregistrement » qui constate que le navire a été porté sur le registre des bâtiments qui sont en possession du droit de naviguer sous pavillon danois.

A l'exception de ce document, tout navire enregistré n'est tenu d'après ce même article, d'avoir à bord, soit en temps de guerre soit en temps de paix, que le rôle d'équipage, le certificat d'expédition de douane et les papiers relatifs à la cargaison.

Afin de prévenir l'abus du pavillon danois à couvrir des articles de contrebande de guerre, l'article XIII, de l'ordonnance du 4 mai 1803, donne une énumération des objets qui doivent être considérés comme appartenant à cette catégorie, lorsqu'ils sont destinés aux puissances belligérantes ou à leurs sujets.

Par l'article XIV, il est interdit aux capitaines de commerce de transporter dans leurs navires les articles de contrebande mentionnés dans l'article précédent, à moins qu'il ne soit dûment constaté qu'ils sont destinés à être importés dans un port neutre. Si, tel est le cas, l'armateur et le capitaine du navire, au moyen duquel le transport des marchandises se fait, sont obligés à observer les formalités que précise le même article pour qu'il soit démontré que les marchandises ont été réellement importées dans le port neutre.

L'article XV, enjoint aux capitaines des navires de commerce de respecter les publications du Gouvernement du Roi, relatives à la notification qui lui a été faite du blocus d'un port des puissances belligérantes. Si les capitaines n'ont pas eu connaissance du blocus par des publications de cette nature et qu'ils se soient approchés du port bloqué, l'article XIV les invite à se conformer également aux avis que les chefs des vaisseaux de blocus leur en donneraient sur les lieux mêmes.

Je me permettrai encore d'ajouter que d'après l'article XVIII, de l'ordonnance dont il s'agit, les armateurs et les capitaines de navire qui contreviendraient aux dispositions de cette loi, sont non-seulement privés du droit de réclamer la protection du Gouvernement du Roi contre les mesures coercitives que les puissances belligérantes pourraient prendre vis-à-vis d'eux, mais ils peuvent, en outre, être condamnés par les tribunaux du pays à des peines plus ou moins graves selon la nature des contraventions qui leur sont imputées.

Espérant que les observations que je viens de vous présenter satisferont à la demande qui m'a été faite, je profite de cette occasion, etc., etc., etc.

(Signé)

FRYS FRYSENBOG.

A M. Ford, chargé d'affaires de Sa Majesté Britannique.

Ordonnance du Roi de Danemark pour régler la conduite et fixer les obligations des commerçants et gens de mer de ses États, en temps de guerre entre d'autres Puissances maritimes, en date du 4 mai 1805.

Nous Chrétien VII, par la grâce de Dieu, roi de Danemark et de Norwége, etc., à tous ceux qu'il appartiendra.

Quoique les règles d'après lesquelles les commerçants et gens de mer nos sujets doivent se conduire, en temps de guerre, en d'autres Puissances maritimes, soient déterminées par plusieurs de nos ordonnances antérieures, nous avons néanmoins jugé nécessaire, dans les circonstances actuelles, d'exposer dans une seule ordonnance le contenu de ces règlements, modifiés à plusieurs égards et tel qu'il devra dorénavant servir de règle ; afin que par la présente la plus grande publicité soit donnée aux principes invariables, d'après lesquels nous entendons maintenir en tout temps le droit des commerçants et gens de mer de nos États, et que personne ne puisse prétendre cause d'ignorance relativement aux devoirs qu'il aura à remplir comme sujet danois, dans un cas semblable. En conséquence, c'est notre volonté royale, que le règlement suivant soit dorénavant ponctuellement observé. comme la seule règle de leur conduite, par tous ceux qui voudront prendre part aux avantages que la neutralité de notre pavillon en temps de guerre assure au commerce et à la navigation légitime de nos sujets. A ces causes, révoquant par la présente nos ordonnances antérieures relativement à la conduite de nosdits sujets, pendant une guerre maritime étrangère, nous ordonnons et publions ce qui suit :

Art. I. Quiconque des commercants ou gens de mer de nos États voudra faire partir un vaisseau à lui appartenant, pour quelque port ou place étrangère, sur laquelle l'effet d'une guerre survenue entre d'autres Puissances maritimes pourra s'étendre, sera tenu de se procurer un passe-port royal en latin, et les autres papiers et actes requis pour l'expédition légitime d'un navire. A cette fin, nos sujets seront avertis au commencement d'une pareille guerre, pour quels ports ou places étrangères on aura jugé nécessaire que leurs navires soient pourvus de notre passe-port royal en latin.

Art. II. Ce passe-port ne pourra être délivré au propriétaire du vaisseau qu'après qu'il aura obtenu le certificat qui constate sa propriété.

Art. III. Pour obtenir le certificat ordonné par l'article précédent, il faut être notre sujet né dans nos États, ou avoir acquis, avant le commencement des hostilités entre quelques Puissances maritimes de l'Europe, la jouissance complète de tous les droits de sujet domicilié, soit de nos pays, soit de quelque autre État neutre. Le propriétaire du navire pour lequel on demande le certificat, devra, dans tous les cas, résider dans quelque endroit de nos royaumes ou des pays à nous appartenants.

Art. IV. Il faudra, pour se procurer le certificat ci-dessus énoncé, se présenter par-devant le magistrat de la ville ou place maritime d'où l'on expédie le navire, ou bien du lieu de la résidence de la plupart des propriétaires; ceux-ci seront tenus de certifier ou tous personnellement, soit par serment de vive voix, soit par formule de serment écrite et signée de leur propre main, ou du moins le propriétaire principal au nom de tous, que le navire est vraiment à eux, tous en-

ARCH. DIPL. 1868 - IV

semble nos sujets appartenant, et qu'il n'a à son bord aucune contrebande de guerre qui soit pour le compte des puissances belligérantes, ou pour celui de leurs sujets.

Art. V. Durant le cours d'une guerre maritime étrangère, personne, né sujet d'une des Puissances qui s'y trouvent impliquées, ne pourra être capitaine d'un bâtiment marchand naviguant sous notre passe-port royal, à moins qu'il n'ait justifié d'avoir acquis le droit de bourgeoisie dans nos royaumes ou pays, avant le commencement des hostilités.

Art. VI. Tout capitaine marchand qui veut être admis à conduire un navire muni de notre passe-port royal, doit avoir acquis le droit de bourgeoisie quelque part dans nos États. Sa lettre de bourgeoisie devra être en tout temps à bord de son navire avant son départ du port où passe-port lui aura été remis, il sera tenu de prêter serment suivant la formule prescrite, qu'à son su et de sa volonté, il ne sera rien commis ou entrepris relativement audit navire, qui puisse entraîner quelque abus des passe-ports et certificats qui lui ont été délivrés. L'acte de serment sera envoyé au département compétent avec la requête pour la délivrance du passe-port. Mais en cas que cela ne puisse s'effectuer par raison d'absence du capitaine, le propriétaire du navire sera tenu d'en donner connaissance audit département, et notre consul ou commissaire du commerce dans le district où le capitaine se trouve, pourvoira sous sa responsabilité à ce qu'en recevant le passe-port, il prête le serment ordonné.

Art. VII. Il ne doit se trouver à bord des navires du passe-port cidessus ordonné aucun subrécargue, facteur, commis, ni autre officier de marine sujet d'une puissance en guerre.

Art. VIII. La moitié de l'équipage des navires ci-dessus spécifiés, y compris les maîtres et contre-maîtres, sera composée de gens du pays. S'il arrive que l'équipage d'un navire devienne incomplet en pays étranger par désertion, mort ou maladie, et que le capitaine soit dans l'impossibilité de se conformer à la règle susdite, il lui sera permis d'engagerautant de sujets étrangers, et de préférence ceux des pays neutres, qu'il en aura besoin pour continuer son voyage; de manière cependant que le nombre des sujets d'une Puissance en guerre, qui se trouveront à bord du navire, n'excède en aucun cas le tiers du nombre entier de l'équipage. Chaque changement qui y aura lieu, le capitaine sera obligé de le faire insérer, avec explication des causes qui l'ont rendu nécessaire, dans le rôle d'équipage appartenant au navire, lequel rôle sera dûment attesté par le consul ou commissaire de commerce, ou son délégué dans le premier port où le navire entrera, pour que cette attestation puisse servir de légitimation au capitaine partout où besoin sera

Art. IX. Les actes et documents ci-après spécifiés devront toujours

être à bord des navires pourvus de notre passe-port royal, savoir: le certificat ordonné par l'art. II.

La lettre de construction, et si le navire n'a pas été construit pour compte du propriétaire actuel, il y sera joint le contrat de vente ou la lettre d'achat. Le premier de ces deux actes et le second, s'il a eu lieu, accompagneront la requête de l'armateur pour obtenir le passeport.

Le passe-port royal, en latin, avec les traductions y appartenantes. La lettre de jaugeage.

Le rôle d'équipage dûment vérifié par les officiers à ce compétents. Les charte parties et les connaissements concernant la cargaison, et enfin l'attestation du bureau de douane établi sur les lieux où elle a été prise.

Art. X. La lettre de jaugeage sera expédiée par des officiers à ce constitués dans les places maritimes de nos royaumes et pays. En cas qu'un de nos sujets ait acheté un navire en quelque port étranger, notre consul ou commissaire de commerce sur le lieu sera autorisé à pourvoir au jaugeage et à expédier au capitaine une lettre de jaugeage provisoire, laquelle sera réputée valable jusqu'à ce que le navire arrive à quelque port de nos États, où il sera jaugé et marqué en due forme, après quoi il sera expédié dans la forme ordinaire une lettre de jaugeage, qui par la suite fera partie des papiers de mer appartenant au navire.

Art. XI. Il est défendu à tout armateur d'acquérir et à tout capitaine d'avoir à son bord des papiers de mer doubles; il n'y sera point arboré de pavillon étranger pendant que le navire poursuivra son voyage avec les papiers et actes par nous accordés à cet effet.

Art XII. Notre passe-port royal n'est valable que pour un seul voyage, c'est-à-dire, depuis le temps que le navire, après en avoir été pourvu, aura quitté le port d'où il est expédié jusqu'à son retour au même port; bien entendu que dans l'intervalle il n'aura pas changé de propriétaire, auquel cas l'acquéreur sera tenu de se procurer, sous son nom, les papiers et documents nécessaires.

Art. XIII. Comme d'après les principes généralement établis, il ne saurait être permis aux sujets d'une Puissance neutre, de transporter, par le moyen de leurs navires, des marchandises qui seraient réputées contrebande de guerre, si elles étaient destinées pour les ports d'une Puissance belligérante ou qu'elles appartinssent à ces sujets, nous avons jugé convenable de fixer expressément ce qui devra être compris sous la dénomination de contrebande de guerre, afin de prévenir qu'il ne soit abusé de notre pavillon pour couvrir le transport des articles défendus, et pour que personne ne puisse alléguer cause d'ignorance à ce sujet. Nous déclarons en conséquence que les articles et

marchandises ci-après énoncés seront réputés contrebande de guerre . canons, mortiers, armes, de toute espèce, pistolets, bombes, grenades, boulets, balles, fusils, pierres à feu, mèches, poudre, salpêtre, soufre, cuirasses, piques, épées, ceinturons, gibernes, selles et brides, en exceptant toutefois la quantité qui peut être nécessaire pour la défense du vaisseau, et de ceux qui en composent l'équipage.

En outre resteront en pleine vigueur les engagements positifs contractés avecles Puissances étrangères relativement aux marchandises et propriétés dont ces engagements prohibent le transport en temps de guerre, et sera pour cet effet dressé un règlement particulier, pour être délivré à chaque armateur, quand il recevra notre passe-port royal.

Art. XIV. En cas qu'un vaisseau destiné pour quelque port neutre, prenne pour cargaison des marchandises qui seraient contrebande de guerre, si elles étaient destinées pour un port appartenant à quelque Puissance belligérante, il ne suffira pas que le propriétaire et le capitaine aient prêté le serment ordonné ci-dessus, mais l'affréteur et le capitaine seront de plus obligés de donner conjointement une déclaration différente de la déclaration générale de douane, dans laquelle seront spécifiés le genre, la quantité et le prix de ces marchandises. Cette déclaration sera vérifiée par les officiers de douane à l'endroit d'où le navire est expédié; après quoi l'officier de douane à ce compétent la fera incessamment parvenir à notre chambre générale des douanes, pour servir à contrôler et à constater l'arrivée des marchandises y spécifiées au lieu de leur destination y énoncée, à moins que l'arrivée n'en ait été empêchée par capture ou détention violente, ou parquelque autre accident, de qui il sera fourni preuve suffisante. Le contrôle s'effectuera de la manière qui suit:

Le fréteur de ces marchandises devra fournir une attestation par écrit de notre consul ou commissaire de commerce ou de leur fondé de pouvoirs au lieu pour lequel le navire est destiné, ou à leur défaut, du magistrat compétent ou de quelque autre personne publiquement autorisée et qualifiée pour cet acte; laquelle attestation certifiera l'arrivée du vaisseau et le déchargement des marchandises conformément à la déclaration susmentionnée, et en sera la preuve légale. Cette attestation sera envoyée à notre collége général d'économie et de commerce aussitôt que le vaisseau sera arrivé au port pour lequel il est destiné, ou bien après son retour dans un des ports de nos royaumes. En cas que cette attestation ne soit pas remise dans un délai proportionné à la longueur du voyage, notre collége général d'économie et de commerce exigera du fréteur du navire une déclaration, telle qu'il consentirait à l'affirmer par serment, portant qu'il n'a reçu aucune nouvelle ni du navire ni de ces marchandises. Si l'arrivée du navire et le déchargement des marchandises ci-dessus spécifiées dans un

port neutre ne peuvent être prouvés, et qu'une prise en mer ou quelqu'autre événement malheureux n'en soit pas la cause, le fréteur payera à la caisse de notre collége général d'économie et de commerce une amende de vingt rixdalers pour chaque last de commerce que porte le navire; et seront en outre, autant l'armateur que le capitaine, soumis à l'action fiscale conformément aux lois.

Art. XV. Il est défendu à tous capitaines de navires de faire voile pour un port bloqué du côté de la mer par une des puissances en guerre; au contraire, ils devront se conformer strictement aux renseignements qui leur ont été donnés par les magistrats compétents, relativement au blocus de ce port. En cas qu'un capitaine, voulant entrer dans un port dont le blocus ne lui aurait point été connu, rencontre quelque vaisseau de haut bord, portant pavillon de quelque Puissance en guerre, dont le commandant l'avertisse que ce port est réellement bloqué, il sera obligé de se retirer incessamment, et ne tentera en aucune manière d'y entrer, tant que le blocus n'en sera pas levé.

Art. XVI. Il ne sera permis à aucun de nos sujets de s'engager au service de quelque corsaire ou armateur en course d'un pays en guerre, ni d'armer lui même des bâtiments pour pareille entreprise, ni d'avoir part ou intérêt, dans ce genre d'équipement. Aucun armateur, aucun capitaine ne doit permettre qu'il soit fait usage de son navire pour transporter des troupes ou munitions de guerre, de quelque espèce que ce puisse être. Au cas qu'un capitaine ne puisse empêcher que, pour pareil service, il soit abusé de son navire par une force irrésistible, il sera tenu de protester, d'une manière solennelle, par acte authentique, contre la violence qu'il n'a pas été en son pouvoir d'éviter.

Art. XVII. Lorsqu'un vaisseau non convoyé par une protection militaire, sera hélé en mer par quelque bâtiment armé appartenant à l'une des Puissances belligérantes, et qui serait autorisé à demander l'inspection des papiers de mer à bord des vaisseaux marchands, le capitaine n'opposera aucune résistance à cet examen, si le commandant du bâtiment armé annonce l'intention de le faire; mais il sera au contraire obligé d'exhiber fidèlement et sans dissimulation quelconque, tous les papiers et actes appartenant tant au navire qu'à sa cargaison.

Il est pareillement défendu, sous des peines sévères, tant au capitaine du navire qu'à ses officiers et équipage, de jeter à la mer, déchirer ou retenir aucun des documents faisant partie des papiers relatifs au navire et à la cargaison, soit avant la visite, soit pendant qu'elle se fera. Dans le cas que nous aurions accordé au commerce une protection armée sous notre pavillon, alors les capitaines marchands, qui désireront d'être reçus sous convoi, seront tenus préala-

blement d'exhiber leurs papiers de mer au chef du convoi, et de se

régler en tout d'après ses ordres.

Art. XVIII. Tout armateur ou capitaine qui contreviendra, en tout ou en partie aux articles et règles de cette ordonnance, sera déchu de son droit de bourgeoisie et de commerce maritime, et en outre soumis à l'action fiscale conformément aux lois, et puni d'après la qualité du délit, soit comme parjure, soit comme infracteur des ordonnances royales. Notre intention royale, au contraire, est de protéger et maintenir les droits de tous nos chers et fidèles sujets, qui se conformeront strictement aux règles ci-dessus, dans leur commerce et navigation légitime. En conséquence nous avons ordonné à tous nos ministres, consuls, et autres agents en pays étrangers, d'employer leurs soins les plus actifs, à ce qu'ils ne soient ni vexés ni molestés, et s'ils le sont, de leur aider à obtenir justice et le redressement de leurs griefs. Promettons en outre d'appuyer toute réclamation fondée, qu'ils se trouveront dans le cas de nous faire humblement exposer.

Donné à Copenhague, le 4 mai 1803, sous notre main et sceau.

Signė: CHRISTIAN.

Circulaire de la Chancellerie danoise concernant le traitement des corsaires étrangers, du 20 mai 1823.

Le département royal des affaires étrangères a informé la Chancellerie qu'il a plu à S. M. le Roi d'ordonner très-gracieusement sous la date du 30° du mois passé, qu'il ne doit être permis à aucun corsaire, de quelque nation qu'il soit, de s'arrêter dans les ports et dans les parages danois. Seulement dans le cas où de pareils corsaires seraient forcés par un danger imminent causé par la tempête, le gros temps ou la poursuite ennemie de chercher leur unique salut dans ces ports, ils y peuvent être reçus et le secours que l'humanité demande, leur peut être rendu, mais ils doivent être obligés de se remettre en mer sitôt que le danger sera passé. De même il n'est permis à aucun corsaire d'envoyer en Danemark ses prises, et de les y vendre, et même dans le cas précité où des armateurs en cas de besoin entreraient dans les ports danois, ils ne devront pas y décharger ou recharger les prises qu'ils ont introduites avec eux ou les vendre elles-mêmes ou leurs cargaisons en tout ou en partie. Sous ce rapport il sera défendu très-sévèrement par une proclamation à tous les sujets de Sa Majesté d'acheter les prises des corsaires étrangers. Si des vaisseaux de guerre

étrangers entrent dans les ports danois, ils peuvent bien introduire avec eux dans les ports danois les prises qu'ils ent faites, mais ils seront obligés de les emmener avec eux sans avoir le droit de les décharger ou de les recharger ou de les vendre elles-mêmes et leur cargaison en tout ou en partie.

En Vous communiquant cette résolution royale, nous Vous invitons de vouloir bien la communiquer à tous les magistrats appartenant à Votre ressort pour y tenir la main et de déclarer en même temps qu'il est défendu à tous et à chacun sous les peines les plus sévères d'acheter des prises faites par des corsaires étrangers.

De la Chancellerie royale danoise, du 20 mai 1823.

Signé: Cold, Monrad, Oersted, Lassen, Lovenskjold, Hansen, Fischer, Moltke.

Instructions pour servir de guide aux commandants de vaisseaux de guerre danois pendant la guerre de Crimée.

1. A la station navale où vous êtes placé, votre devoir est, avec le bâtiment que vous commandez, de maintenir de la meilleure manière le bon ordre sur les côtes, dans les rades et les ports, de prendre les mesures pour que le commerce et la navigation se continuent comme d'ordinaire sans être interrompus et sans éprouver de vexations de la part des gens de guerre, qui se trouveraient dans nos parages.

Il est à désirer que les vaisseaux de guerre étrangers se trouvent toujours en présence de vaisseaux de guerre danois dans leur voisinage, quand ils paraissent dans nos eaux; de même vous devrez, en conséquence, dès que vous vous serez assuré qu'un vaisseau de guerre est entré dans les eaux de votre station, vous en approcher et suivre ses mouvements. Le vaisseau sous votre commandement doit, à proprement parler, être considéré comme un vaisseau d'observation dans votre station, et pour cette raison, lorsque vous vous tiendrez à l'ancre, avoir des feux de signal, de garde, etc., etc.

2. Vous témoignerez aux vaisseaux de guerre étrangers à quelque nation qu'ils appartiennent, avec lesquels vous pourrez vous rencontrer, toute l'attention et la politesse possibles, mais vous devez vous abstenir complétement de leur prêter assistance, excepté dans les cas où l'hu :.. nité le requiert; vous ne devez surtout pas les aider dans leur nav gation en leur procurant dans ce but des pilotes locaux ou toute aute assistance nautique.

- 3. Dans les cas où des vaisseaux de guerre étrangers communiqueront avec la terre, vous laisserez le maintien de l'ordre sur les côtes aux autorités de police on aux officiers du port, mais d'un autre côté vous devrez prêter assistance en parole et en action, partout où on vous le demandera, et dans les endroits où il a pu s'élever des conflits, soit à la suite de malentendus, manque de connaissance du langage, soit à la suite de réclamations exagérées de la part des vaisseaux étrangers. Vous devez dans ces cas vous présenter comme médiateur pour résondre les difficultés, et en effet agir comme réconciliateur, mais toujours et partout agir sérieusement et avec décision, quand il s'agit de soutenir et de faire bon droit aux sujets du Roi et à la neutralité du territoire danois.
- 4. Le territoire danois s'étend à un mille de la terre ferme du pays du Roi. (Voir la circulaire du Ministre à la date du 18 août 1810.) Il faut néanmoins excepter de cette distance le Sound à Kronborg, et l'Elbe à Glückstadt, où le territoire danois ne s'étend qu'à la portée d'un coup de canon, soit 3000 aunes.
- 5. C'est la volonté de S. M. le Roi que les vaisseaux de toutes les nations soient sous la protection du Danemark, quand ils se trouvent sur le territoire danois ou dans ses limites territoriales, où le droit de neutralité du Danemark doit être maintenu, de telle sorte que, dans les limites de ce territoire, l'introduction ou la visite de bâtiments, qu'ils soient belligérants, neutres ou nationaux, ne soit pas permise.
- 6. Il est défendu d'amener des prises dans les ports danois. Si des prises sont ancrées dans les rades ouvertes ou au large des côtes du territoire danois, il faut supposer que cela arrive seulement par la force des circonstances; mais vous devez dans ce cas requérir le transporteur ou le maître des prises d'avoir à les éloigner le plus tôt possible, et vous devez veiller avec soin à ce que rien ne soit vendu ou amené à terre, ou débarqué, tant qu'ils resteront dans les eaux ou territoires danois.

Les avertissements nécessaires à ce sujet doivent être donnés dans ces cas aussitôt que possible aux autorités danoises locales.

7. Si un vaisseau de guerre ou un bâtiment marchand fuyant devant l'ennemi cherche un refuge sur le territoire danois, il est de votre devoir de le prendre sous votre protection. Il est à espérer qu'un avertissement au bâtiment de guerre poursuivant (de préférence en envoyant un canot avec un officier à bord, ou s'il est nécessaire par un signal d'avertissement), suffira pour empêcher celui-ci de violer la neutralité, mais s'il arrivait, contrairement à notre attente, qu'une prise fût amenée ou fût faite sur le territoire danois, vous auriez alors, dans une protestation rédigée sur un ton ferme mais

sérieux et poli, à faire connaître au commandant du bâtiment de guerre étranger, qu'il a commis une violation de la neutralité danoise et des droits territoriaux.

Vous devrez alors, aussitôt que possible, informer votre Gouvernement de ce qui a eu lieu, et envoyer une copie de votre protestation accompagnée de l'indication du nom du bâtiment et de celui de son commandant, etc., etc.

- 8. Si des vaisseaux de guerre étrangers désirent entrer dans des ports qui se trouvent dans les limites de votre station, vous veillerez à ce que ces vaisseaux se conforment aux règlements du port, aussi bien pour ce qui regarde les règlements généraux que les prescriptions locales, comme, par exemple, de décharger de la poudre à canon, allumer des feux, etc., etc.
- 9. Les corsaires ne devront pas être tolérés sur le territoire danois, et il leur sera encore moins permis d'entrer dans les ports danois, excepté dans le cas de détresse.

Il faudra alors veiller à ce qu'il ne leur soit délivré ni poudre à canon ni armes, et dans tous les cas à ce qu'ils se conforment aux règlements de police du port.

On ne les laissera séjourner dans le port que le temps absolument nécessaire pour leurs réparations.

Si des corsaires amenaient des prises dans les ports danois, on aurait à les expulser immédiatement.

Les corsaires, qui se refuseraient, sur le territoire danois, à obéir à ces ordres, y seront au besoin contraints par la force; cependant vous devrez, avant de recourir à la force, vous convaincre soigneusement que ledit vaisseau est réellement un corsaire et non un bâtiment de guerre, et, si vous le croyez nécessaire, vous pouvez à ce sujet demander de voir la commission ou la patente du commandant.

10. En dehors du territoire danois, la mer doit être considérée comme eau ouverte et vous considérerez tout acte des bâtiments belligérants, ayant lieu en dehors du territoire soumis à votre observation, comme ne vous concernant pas.

Mais si un bâtiment de guerre étranger sur la mer ouverte, mais à votre portée, voulait visiter des vaisseaux marchands danois, vous devez tâcher d'obtenir la permission pour ces vaisseaux de continner leur route, mais dans ce cas vous ne pourrez vous présenter que comme médiateur. Si le vaisseau de guerre étranger visiteur déclare que son devoir exige qu'il saisisse ce vaisseau et que cela soit justifié parce que le bâtiment saisi était chargé de contrebande de guerre pour un port des belligérants, vous ne pouvez l'empêcher. La seule chose que vous ayez à faire, c'est de rapporter, aussitôt que possible, le cas au département de votre Gouvernement. Si, contrairement à ce

que l'on doit attendre, un bâtiment de guerre étranger tentait dans votre voisinage de molester un bâtiment marchand danois, par exemple, en lui prenant des hommes, des marchandises, des provisions, ou en essayant de s'emparer par force de ce bâtiment pour servir à ses desseins, tel que comme transport pour ses malades ou de son butin, vous devez déclarer que vous vous considérez comme forcé de protéger vos compatriotes dans leur liberté et dans leur droit de parcourir la mer sans empêchement (droit qui ne peut être limité que par les empêchements généraux applicables aux vaisseaux de toutes les nations en temps de guerre); c'est votre devoir, en faveur des vaisseaux danois, de protester sérieusement et chaleureusement contre tout acte qui dépasse ces limites.

Si cette remontrance ne devait pas être entendue, vous ferez aussitôt une protestation formelle contre les procédés de ce bâtiment de guerre étranger, dans laquelle protestation, après avoir fait connaître que vous considérez ce mode de procéder comme non autorisé et comme une violation de la neutralité reconnue du Danemark, vous le rendrez responsable des conséquences d'un acte de ce genre. Dans tous les cas le propriétaire ou le maître de ce bâtiment marchand recevra une indemnité ou compensation complète pour la perte de propriété ou de temps occasionnée en cette occurrence. Vous devez toujours et dans toutes les occasions protéger le commerce danois contre les corsaires, et, dans les cas voulus, employer au besoin la force.

Le but des présentes instructions est de vous donner des règles déterminées pour vous guider dans certains cas; mais en même temps le département a voulu vous tracer une ligne de conduite pour tous les cas imprévus, dans lesquels votre devoir est d'agir avec tact et pru-

dence et après avec gravité et décision.

Comme règle pour ces cas imprévus, le département de la marine vous conseille la plus stricte neutralité et de vous abstenir de toute marque de partialité envers l'un ou l'autre des belligérants, soit en paroles, soit en action. Vous devrez avoir soin de faire respecter les droits de la neutralité danoise, ainsi que le maintien du bon ordre dans les limites du territoire, en montrant toujours toute la politesse et la considération extérieures, en conformité de ce que les usages des vaisseaux de guerre exigent.

Article 76 du Code pénal civil du 10 février 1860.

Celui qui sans y être autorisé par le Roi, entreprendrait de recruter des hommes pour servir dans une armée étrangère, est puni de travaux forcés jusqu'à 6 ans, si le Royaume est engagé dans une guerre, et, si tel n'est pas le cas, d'une peine pouvant aller depuis deux mois de simple reclusion jusqu'à 2 ans de travaux forcés.

Le sujet qui sans la permission du Roi s'engagerait en temps de guerre au service d'une puissance étrangère n'étant pas en guerre avec le Danemark est passible de prison, ou, suivant la nature du cas, de travaux forcés jusqu'à l'année.

L'acte de recrutement est accompli depuis le moment où un individu est accepté pour le service étranger.

FRANCE N° 1.

Rapport de M. Treitt, conseiller de l'ambassade.

A l'honorable M. Julian Fane, ministre de S. M. B. à Paris.

Monsieur le Ministre,

Par votre lettre du 16 février 1867, vous avez bien voulu me demander quels sont les lois, règlements et autres moyens dont est armé le Gouvernement français pour empêcher en ses possessions les actes dont les belligérants pourraient se plaindre comme d'une violation des droits et devoirs de la neutralité.

Je m'empresse de vous répondre que les seuls textes applicables à la matière sont les articles 84 et 85 du Code Pénal, ainsi conçus :

- « Art. 84. Quiconque aura, par des actions hostiles non approuvées par le Gouvernement, exposé l'État à une déclaration de guerre, sera puni du bannissement, et si la guerre s'en est suivie, de la déportation.
- « Art. 85. Quiconque aura par des actes non approuvés par le Gouvernement exposé des Français à éprouver des représailles, sera puni du bannissement. »

Vous voudrez bien remarquer que par la généralité de ces expressions, quiconque, actions hostiles; le législateur n'a pas vould définir ce qu'il fallait entendre par actions hostiles, il en a laissé l'appréciation souveraine aux juges.

Il ne s'agit point dans les articles 84 et 85 du Code pénal, des machinations et manœuvres au profit d'une puissance étrangère, et ayant pour objet de provoquer des hostilités. Ces machinations pratiquées dans une intention et un but criminels, rentrent dans les différentes espèces de trahison, lesquelles sont punies par les articles 76 à 83 du même Code. Les articles 84 et 85 s'appliquent aux simples cas d'imprudence, de témérité, de négligence; c'est moins l'intention que le fait matériel qui est puni. La loi ne voit que le résultat; ainsi:

- « La France a-t-elle été exposée à une déclaration de guerre, la guerre
- a-t-elle été déclarée? Les François ont-ils été exposés à des repré-
- « sailles? » Ces seules questions résolues affirmativement entraîneront l'application d'une des peines si sévères prononcées par la loi et en outre le payement de dommages-intérêts qui peuvent toujours être réclamés.

La gravité des circonstances le veut ainsi : même l'on avait proposé la peine de mort. Mais le législateur a pensé que la peine de la déportation suffisait pour exciter la prudence des citoyens dans leurs actes qui peuvent toucher à des belligérants (séance du Conseil d'État du 9 janvier 1810).

Il faut donc trois conditions pour qu'il y ait lieu à l'application des

articles 84 et 85 du Code pénal:

1º Que l'action soit hostile.

2° Que l'action n'ait pas été approuvée par le Gouvernement.

3º Que la France ait été exposée à une déclaration de guerre ou des Français exposés à des représailles.

Je précise ces trois circonstances parce que c'est le pouvoir judiciaire seul qui est appelé à les résoudre et à décider de la culpabilité.

Si les juges décident que telle action n'est point une action hostile, et par conséquent non-violatrice de la neutralité, le Gouvernement devra respecter cette décision et pourra l'opposer au belligérant qui se plaindrait.

Si devant les juges l'accusé excipait d'une approbation, soit tacite, soit expresse par le Gouvernement, l'action incriminée ne pourrait plus être punie.

Enfin, si l'action hostile n'avait pas pour conséquence des représailles ou une éventualité de guerre, elle cesse d'être criminelle.

Comme on le voit ces articles dégagent beaucoup la responsabilité du Gouvernement vis-à-vis d'un belligérant. Ils ont pour but, comme l'a dit un illustre magistrat, de sauvegarder la moralité et la dignité nationale. Dans l'antiquité on livrait les coupables et on les abandonnait à la vengeance de la partie plaignante, aujourd'hui il n'en peut plus être ainsi, mais on a cherché des moyens pour donner satisfaction aux plaintes. C'est là que se trouve le principe des articles 84 et 85, car si ces articles n'existaient point on ne pourrait faire droit à de légitimes réclamations et il n'y aurait jamais que la guerre comme dernier argument.

Il n'y a que trois exemples marquants dans les annales de la jurisprudence de poursuites exercées en vertu des articles 84 et 85 du Code pénal.

En 1824 un capitaine français commandant un navire colombien avait enlevé un navire sarde et exposé les Français à des représailles. En 1831 des individus habitant la frontière sont allés attaquer un poste des douanes sardes.

En 1834 des banquiers ont fait un emprunt et des fournitures d'équipement et de munitions au profit de Don Carlos engagé dans une guerre civile contre le Gouvernement espagnol.

Il ne faut pas s'étonner si ces cas sont si rares, les actes violateurs de la neutralité consistent généralement dans les livraisons d'engins et d'instruments de guerre. Or, en France, les poudres et les armes de guerre ne jouissent point de la liberté commerciale et industriellle du droit commun, ces deux objets sont sous la surveillance rigoureuse du Gouvernement, et il est fort difficile que l'on puisse armer des navires ou bien faire voyager ou effectuer des dépôts de poudre et d'armes de guerre sans que le Gouvernement ne soit averti et ne puisse les empêcher.

Il n'y a donc que les articles 84 et 85 qui puissent prévenir les violations de la neutralité; j'ai parcouru tout l'arsenal de nos lois ainsi que les auteurs qui ont traité de cette question; j'ai examiné les lois concernant les prises maritimes, la piraterie et la traite des nègres, je n'ai rien trouvé concernant votre question, laquelle n'a trait qu'au droit privatif français relatif aux violations de la neutralité sur le territoire de la France et qu'il ne faut pas confondre avec les règles générales ou du droit des gens concernant la neutralité.

A ce sujet il a été dit avec raison que souvent un fait grave d'hostilité n'amènera pas la guerre quand les deux pays seront en bonnes relations, mais que souvent aussi le fait le plus simple peut apporter les plus sérieuses complications quand il y a des sentiments hostiles d'une part ou d'autre.

C'est donc par le résultat des actions incriminées que l'on applique les articles 84 et 85; cela est contraire aux notions ordinaires du droit pénal, car on dit communément que l'intention seule constitue le crime.

D'autres nations ont des dispositions analogues dans leurs lois pénales, l'article 136 du Code prussien punit les nationaux qui exposent leur compatriotes à des représailles, et l'article 37 du Code du Brésil punit d'un emprisonnement d'une à douze années celui qui compromet la paix de l'État et expose les Brésiliens à des représailles en dehors des cas de trahison qui sont comme dans la loi française punis des peines les plus fortes.

Agréez, etc.

Signé : TREITT.

Paris, le 20 février 1867.

A l'honorable M. Julian Fane, Ministre plénipotentiaire de S. M. B.

Monsieur le Ministre,

Conformément à votre lettre de hier soir je m'empresse de vous adresser le texte des lois visées dans la déclaration de neutralité du Gouvernement français du 10 juin 1861.

Je ne vous les avais point données dans mon avis du 20 février dernier, parce que, sauf l'ordonnance sur la marine de 1681, ils ne touchent pas directement les violations de la loi de neutralité; et puis je tenais à être court afin d'être lu et compris. Ce sont là les motifs qui m'ont déterminé à ne citer que les articles 84 et 85 du Code pénal dont les termes généraux comprennent tous les cas de violation de la neutralité.

Je n'avais pas à citer non plus la déclaration de neutralité du 10 juin 1861, le Gouvernement français a dû la notifier officieusement au Gouvernement de la Reine.

Quant aux faits relatifs à FOlynde au Rapahannoch et autres corsaires du Sud, ces faits avaient été l'objet de communications assez nombreuses avec lord Cowley; la presse les avait d'ailleurs signalés et je pensais qu'ils étaient parfaitement connus au Foreign-Office.

Je vais faire des recherches pour savoir ce qui est advenu de chacun des corsaires signalés en France soit à l'état de construction seulement, soit à l'état naviguant et combattant ou pillant.

Dès que j'aurai pu recueillir mes renseignements, je m'empresserai de vous les transmettre; mais dès à présent je crois pouvoir vous dire que aucune de ces affaires de corsaires du Sud n'a été l'objet d'un débat retentissant et que toutes ont disparu de l'attention publique sans le moindre bruit.

La déclaration de neutralité de la France du 10 juin 1861 admet encore les corsaires pendant vingt-quatre heures dans les ports français. Plusieurs puissances neutres ont été plus loin; elles ont déclaré, dès l'année 1854, à l'occasion de la guerre de Crimée, qu'elles ne recevraient dans leurs ports les corsaires belligérants que dans le cas d'absolue nécessité ¹.

^{1.} Ordonnance du Sénat de Hambourg du 26 avril 1854, Ordonnance du Sénat de Lubeck du 28 avril 1854, de Lubeck à la même date; du Gouvernement d'Oldenbourg du 20 avril 1854; du Roi de Suède 8 avril; du Danemark 20 avril; du Mecklenbourg 26 avril; du Hanovre 5 mai; des Deux-Siciles 17 mai; de Toscane 3 juin; de Belgique 25 avril; des îles Sandwich 17 juillet 1854.

Il y a là un progrès de la civilisation en attendant l'abolition universelle de la course.

Agréez, etc.

Signé: TREITT.

FRANCE Nº 2.

M. de Moustier, ministre des affaires étrangères, à M. Fane.

Paris, le 26 février 1867.

Monsieur.

Par votre lettre du 16 de ce mois, vous me priez de vous faire connaître les lois et les règlements qui existent en France au point de vue des actes que les belligérants peuvent considérer comme une violation des devoirs de la neutralité, la Commission nommée par la Reine pour l'examen des lois de neutralité désirant d'obtenir des informations à ce suiet.

Je m'empresse de répondre à cette communication.

A proprement parler, il n'y a pas de disposition dans la législation française qui marque d'une manière précise les limites de la neutralité à observer entre deux puissances étrangères qui sont en état de guerre, les questions de cette nature étant d'un caractère mixte et trouvant leur solution dans les principes généraux du droit international.

Il y a cependant dans le Code pénal français deux dispositions qu'on peut invoquer comme se référant à la neutralité : ce sont les articles 84 et 85 qui punissent les actes commis par des individus qui exposeraient l'État à une déclaration de guerre ou les Français à éprouver des représailles.

L'article 21 du Code Napoléon interdit aussi à tout Français de

prendre du service à l'étranger sans autorisation.

A un point de vue plus spécial, on peut citer l'article 3 de la loi du 10 avril 1825 qui punit comme pirate le Français qui prend commission d'une puissance étrangère pour commander un navire armé en

L'article 67 du décret disciplinaire sur la Marine marchande du 24 mars 1852 qui interdit au marin français de prendre du service sans autorisation sur un navire étranger;

Certains paragraphes des articles 313, 314 et 315 du Code de justice militaire pour l'armée de mer relatifs à la désertion à l'étranger;

L'ordonnance du 12 juillet 1847, et la loi du 14 juillet 1860 sur les armes de guerre.

L'article 2 de la loi du 16 mai 1863, qui prohibe la sortie des munitions de guerre.

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint le texte des dispositions

susmentionées.

Agréez, etc.

Signé: Moustier.

Ordonnance du Roi concernant la fabrication ou la confection des armes et munitions de guerre pour l'usage des navires de commerce.

A Neuilly, le 12 juillet 1847.

Louis-Philippe, Roi des Français, à tous présents et à venir, salut: Vu les lois des 22 août 1791, 4 germinal an II, 19 thermidor an IV, 24 mai 1834 et 6 mai 1841;

Notre Conseil d'État entendu;

Sur le rapport de notre Ministre secrétaire d'État au département de la Marine et des Colonies;

Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1er. Conformément à l'article 3 de la loi du 24 mai 1834, tout individu qui voudra fabriquer ou confectionner des armes de guerre pour l'usage des navires de commerce, devra en obtenir préalablement l'autorisation de notre Ministre secrétaire d'État au département de la Guerre, quant aux armes portatives, et de notre Ministre secrétaire d'État au département de la Marine et des Colonies, quant aux bouches à feu et aux munitions.

La demande en autorisation énoncera le nombre ou la quantité, l'espèce et le calibre des armes ou munitions de guerre que l'on se proposera de fabriquer ou confectionner.

Les maîtres de forges devront joindre à leur demande les plans cotés des bouches à feu, et faire connaître l'espèce de fusion et de moulage qu'ils se proposeront d'employer.

- Art. 2. Lorsque l'autorisation sera accordée, il en sera donné avis au préfet du département où se trouveront situés les établissements ou ateliers dans lesquels seront fabriquées ou confectionnées les armes ou munitions de guerre auxquelles se rapportera cette autorisation.
- Art. 3. Les armes et munitions de guerre destinées aux navires de commerce ne pourront sortir des ateliers de fabrication, ni être expédiées aux ports de destination, qu'en vertu d'une autorisation du préfet du département.

L'autorisation du préfet énoncera le nombre ou la quantité et la nature des objets expédiés, l'itinéraire à suivre et le délai dans lequel ils devront être transmis à leur destination; les conducteurs du chargement seront tenus de produire l'autorisation à toute réquisition.

- Art. 4. A leur arrivée au port de destination, les armes de guerre seront placées dans un magasin ou dépôt de la marine, ou de l'un des autres services publics de l'État; elles y resteront sous la surveillance du chef de service.
- Art. 5. Avant d'être livrées au commerce, les armes seront éprouvées, conformément aux instructions qui seront données par notre ministre secrétaire d'État au département de la guerre, pour les armes portatives, et par notre ministre secrétaire d'État au département de la marine et des colonies, pour les bouches à feu.
- Art. 6. La réception ou le rejet des armes de guerre sera prononcée par l'officier qui aura présidé aux épreuves; en cas de rejet, il sera délivré expédition du procès-verbal au fabricant; s'il y a réclamation de sa part, il en sera référé au ministre, qui statuera définitivement.
- Art. 7. Les frais de visite, d'épreuve, de réception, de transport et d'entretien des armes seront à la charge des fabricants.

Les trais de déplacement de l'officier d'artillerie qui procédera à l'épreuve et des agents sous ses ordres seront supportés par l'État.

Art. 8. Aucune arme de guerre ne pourra être extraite du dépôt qui lui sera affecté qu'en vertu d'une autorisation du chef de service de la marine, à qui le fabricant ou son représentant devra préalablement déclarer les noms des armateurs des navires pour lesquels ladite arme sera destinée.

Une expédition de l'autorisation sera immédiatement transmise, par le chef du service de la marine, au receveur des douanes du port d'armement.

Art. 9. Les cartouches et autres munitions de guerre seront placées dans le dépôt mentionné à l'article 4, et ne pourront en être retirées qu'au départ du navire, et en se conformant aux dispositions indiquées ci-après.

Art. 10. Aucune arme de guerre ne pourra être embarquée sur les navires du commerce qu'en vertu d'une autorisation du chef du service de la marine du port d'armement, laquelle déterminera aussi, en raison de la nature et de la durée présumée du voyage, les quantités de munitions qui pourraient être embarquées.

Art. 11. Le chef du service de la marine veillera à ce qu'il ne soit embarqué, sur chaque navire, que le nombre d'armes de guerre que comporteront sa force et celle de l'équipage, et à ce que les bouches à feu soient réellement montées en batterie.

Art. 12. Les armateurs souscriront, entre les mains du receveur des douanes du port d'embarquement, l'engagement cautionné de rapporter et de représenter les armes et munitions de guerre qu'ils auront été autorisés à embarquer, sauf par eux à justifier, au moyen de procès-verbaux signés par tous les officiers et au moins trois des principaux marins du bord, de la perte de tout ou partie des armes ou de l'emploi de tout ou partie des munitions embarquées; l'accomplissement de cette obligation sera constaté au moyen d'une vérification qui sera faite par les soins des agents de la marine, concurremment avec ceux des douanes, au retour du navire.

A cet effet, le rôle d'équipage devra toujours mentionner exactement le nombre, l'espèce, le calibre et la valeur des armes, ainsi que la quantité, l'espèce et la valeur des munitions qui auront été embar-

quées à l'armement.

Art. 13. Au désarmement du navire, les armes et munitions de guerre existant à bord entreront au dépôt dont il est fait mention à l'article 4; néanmoins le chef du service de la marine pourra autoriser l'armateur ou son représentant à conserver l'artillerie à bord.

Art. 14. Toute infraction aux dispositions de l'article 12 sera poursuivie conformément aux lois sur l'exportation des armes et munitions de guerre.

Dans ce cas, les poursuites auront lieu à la diligence des agents de l'administration des douanes.

- Art. 15. Toute infraction aux autres dispositions contenues dans la présente ordonnance, notamment aux articles 1, 3, 4, 8, 9, 10 et 13, sera poursuivie conformément à la loi du 24 mai 1834.
- Art. 16. Nos ministres secrétaires d'État aux départements de la guerre, de la marine et des colonies, et des finances, seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné à Neuilly, le 12 juillet 1847.

Signé: LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi:

Le pair de France, ministre secrétaire d'État de la marine et des colonies, Signé: DUC DE MONTEBELLO.

Loi sur la fabrication et le commerce des armes de guerre, du 14 juillet 1860.

Napoléon, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français, à tous présents et à venir, salut :

Avons sanctionné et sanctionnons, promulgué et promulguons ce qui suit:

Loi.

EXTRAIT DU PROCÈS DU CORPS LÉGISLATIF.

Le Corps Législatif a adopté le projet de loi dont la teneur suit :

Titre I. — De la fabrication et du commerce des armes ou des pièces d'armes de guerre.

Art. 1et. Toute personne peut se livrer à la fabrication ou au commerce des armes ou des pièces d'armes de guerre, en vertu d'une autorisation donnée par le ministre de la guerre, et sous les conditions déterminées par la loi ou par les règlements d'administration publique.

Les armes ou les pièces d'armes de guerre fabriquées dans les établissements autorisés ne peuvent être destinées qu'à l'exportation, sans le cas de commandes faites par le ministre de la guerre pour le service de l'État.

Art. 2. Les armes de guerre sont celles qui servent ou qui ont servi à armer les troupes françaises ou étrangères.

Peut être réputée arme de guerre toute arme qui serait reconnue propre au service de guerre et qui serait une imitation réduite ou amplifiée d'une arme de guerre.

Les armes dites de bord ou de troque sont considérées comme armes de guerre et soumises aux mêmes règles.

Art. 3. L'autorisation mentionnée en l'article 1et ne peut être retirée, par le ministre de la guerre, que lorsque le fabricant ou le commerçant a encouru une condamnation devenue définitive, soit par application des articles 13, § 2, 14, § 2, 15 et 16 de la présente loi, soit pour contraventlon à celle du 24 mai 1834, soit pour crimes et délits prévus,

- 1° Par les articles 86 à 101, 209, 210, 211, 215 et 216 du Code pénal:
- 2º Par la loi du 7 juin 1848, sur les attroupements;

3º Par les articles 1 et 2 de la loi du 27 juillet 1849;

4º Par les articles 1, 2 et 3 de la loi du 27 février 1858.

Art. 4. Tout fabricant ou commerçant autorisé est tenu d'avoir un registre, coté et parafé à chaque feuille par le maire, sur lequel sont inscrites, jour par jour, l'espèce et la quantité des armes ou des pièces d'armes de guerre qu'il fabrique, achète ou vend, avec indication de leur destination et des noms et domiciles des vendeurs ou des acheteurs.

Le maire vise et arrête ce registre au moins une fois tous les mois; en cas d'absence ou d'empêchement, il peut se faire suppléer par le commissaire de police.

- Art. 5. Le ministre de la guerre et, en cas d'urgence, les généraux commandant les divisions ou les subdivisions militaires prescrivent, relativement aux dépôts d'armes ou de pièces d'armes de guerre qui existent dans les magasins des fabricants ou commerçants, les mesures que peut exiger l'intérêt de la sûreté publique.
- Art. 6. Tous les canons d'armes de guerre destinés au commerce extérieur sont soumis à des épreuves constatées par l'application d'un poincon.

Ces canons recoivent, en outre, une marque dite d'exportation.

Titre II. - De l'importation, de l'exportation, et du transit des armes ou des pièces d'armes de guerre.

Art. 7. Toute importation d'armes de guerre et de canons ou d'autres pièces d'armes de guerre est interdite, à moins qu'elle ne soit autorisée ou ordonnée par le ministre de la guerre.

Art. 8. Des décrets déterminent ceux des entrepôts de douane dans lesquels les armes ou les pièces d'armes de guerre de provenance étrangère peuvent être exclusivement déposées.

Ces armes ou ces pièces d'armes peuvent, dans l'intérêt de la sûreté publique, être soumises aux mesures autorisées par l'article 5.

Art. 9. L'exportation des armes ou des pièces d'armes de guerre est libre, sous les conditions déterminées par la loi ou les règlements d'administration publique.

Néanmoins un décret impérial peut interdire cette exportation par une frontière, pour une destination et pour une durée déterminées.

Des décrets désignent les bureaux de douane par lesquels l'exportation peut s'opérer.

Quand l'exportation est interdite pour certaines destinations, les exportateurs doivent, sous les peines portées par l'article 4 du titre III de la loi du 22 août 1791, justifier de l'arrivée des armes à une destination permise, au moyen d'acquits à caution qui sont délivrés, au

départ, par les soins de l'administration des douanes, et qui sont déchargés, à l'arrivée, par les agents consulaires de France.

Art. 10. Les armes ou les pièces d'armes de guerre ne peuvent transiter, ni être expédiées en mutation d'entrepôt ou en réexportation sans un permis du ministre de la guerre.

Si l'exportation est interdite pour une destination, les permis de transit délivrés pour cette destination, antérieurement au décret qui prononce l'interdiction, sont annulés de droit.

Art. 11. L'importation, dans les cas où elle est autorisée ou ordonnée par le ministre de la guerre, l'exportation et le transit, ainsi que la circulation et le dépôt des armes ou des pièces d'armes de guerre dans le rayon des frontières, restent soumis aux dispositions législatives ou réglementaires sur les douanes.

Titre III. - Dispositions pénales.

Art. 12. Quiconque, sans autorisation, se livre à la fabrication des armes ou des pièces d'armes de guerre, est puni d'une amende de seize francs à mille francs et d'un emprisonnement d'un mois à deux ans.

Les armes ou pièces d'armes de guerre fabriquées ou exposées en vente sans autorisation sont confisquées.

Les condamnés peuvent, en outre, être placés sous la surveillance de la haute police pendant un temps qui ne peut excéder deux ans.

En cas de récidive, ces peines peuvent être portées jusqu'au double.

Art. 13. Le fabricant ou le commerçant qui ne s'est pas conformé aux dispositions de l'article 4 de la présente loi est puni d'une amende de seize francs à trois cents francs et d'un emprisonnement de six jours à trois mois.

En cas de récidive, la peine peut être portée jusqu'au double.

Art. 14. Tout fabricant ou commerçant qui ne s'est pas conformé aux dispositions de l'article 6 est puni d'une amende de seize francs à trois cents francs. Les canons saisis sont confisqués.

En cas de récidive, l'amende peut être portée jusqu'au double.

Art. 15. La contrefaçon du poinçon d'épreuve ou du poinçon d'exportation, et l'usage frauduleux de poinçons contrefaits sont punis d'une amende de cent francs à trois mille francs et d'un emprisonnement de deux ans à cinq ans.

Art. 16. Est puni d'une amende de seize francs à cinq cents francs et d'un emprisonnement d'un mois à deux ans, quiconque, s'étant indûment procuré les vrais poinçons mentionnés en l'article précédent, en a fait usage.

Art. 17. Dans tous les cas prévus par la présente loi, il pourra être fait application de l'article 463 du Code pénal.

Titre IV. - Dispositions générales.

- Art. 18. Des règlements d'administration publique déterminent notamment les formes des demandes d'autorisation en matière de fabrication et de commerce des armes de guerre; le régime et le tarif des épreuves et des mar mes; les formalités auxquelles doit être assujetti le transport des armes à l'intérieur; enfin toutes les mesures relatives à la surveillance de la fabrication et du commerce des armes de guerre.
- Art. 19. Il n'est dérogé ni à la loi du 24 mai 1834, ni aux lois et règlements concernant les armes de chasse et de luxe et les armes prohibées.

Art. 20. Sont abrogées toutes dispositions contraires à celles de la présente loi.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 20 juin 1860.

Les secrétaires.

Le président,

Signé: Comte Louis de Cambacérès, Signé: Comte de Morny. Comte Léopold Letton, Cointe Joachim Murat.

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DU SÉNAT.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi concernant la fabrication et le commerce des armes de guerre.

Délibéré et voté en Séance, au Palais du Sénat, le 30 juin 1860.

Les secrétaires.

Le président,

Signé: A. LAITY,

Signé: TROPLONG. Comte DE GROSSOLLES-FLAMARENS.

Baron T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat :

Le sénateur secrétaire,

Signé: Baron T. DE LACROSSE.

Mandons et ordennons que les présentes, revêtues du sceau de l'État et insérées au Bulletin des Lois, soient adressées aux Cours, aux Tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'État au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au Palais de Saint-Cloud, le 14 juillet 1860.

NAPOLÉON.

Par l'Empereur : Le conseiller d'État,

Signé: ACHILLE FOULD.

Vu et scellé du grand sceau: Le garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice,

Signé: Delangle.

FRANCE N° 3.

Rapport de M. Treitt, conseiller de l'ambassade.

A l'honorable M. Julian Fane, M. P. S. M. B.

Monsieur le ministre,

Conformément à votre lettre du 25 février 1867, j'ai déjà eu l'honneur de vous remettre le texte de la loi dont le Gouvernement français est armé pour empêcher ses nationaux de violer la loi de la neutralité vis-à-vis des belligérants; je viens aujourd'hui vous dire l'état des procédures et des mesures administratives qui ont surgi à l'occasion de six navires qui ont été construits en France et qui étaient destinés à devenir des corsaires confédérés.

Le 15 avril 1863 un contrat a été signé entre M. Arman, constructeur maritime à Bordeaux et député au Corps Législatif, d'une part, et d'autre part, M. James Dunwold Bullock, agissant, par mandat resté alors secret, pour le compte du Gouvernement confédéré.

Les conventions portaient que, s'agissant d'établir une communication régulière, par bateaux à vapeur, entre Shang-haï, Osaca, Yeddo et San Francisco, passant par le détroit de Van Diemen, M. Arman s'engageait à construire quatre steamers de très-grande vitesse, portant douze jours de combustible et pouvant recevoir un armement de douze à quatorze pièces de canon, afin de pouvoir protéger leurs passagers et leurs cargaisons, dans ces mers lointaines; en un mot, ils devaient réunir les principales conditions des corvettes de guerre de la marine française.

M. Arman devait construire lui-même deux des bâtiments à Bordeaux, à 400 chevaux de force et de 1550 tonneaux. Il était autorisé

à confier la construction des deux autres bâtiments à M. Voruz, constructeur à Nantes, et aussi député au Corps Législatif. Les quatre bâtiments devaient être prêts à faire leurs essais dans un délai de dix mois. Le prix de chacun a été fixé à un million huit cent mille francs, payables par cinquièmes, pendant la construction. L'artillerie, les armes, les projectiles, les poudres restaient à la charge de M. Bullock.

Le 15 juillet 1863, il fut signé un nouveau contrat, entre les mêmes personnes, pour la construction de deux béliers à vapeur cuirassés et munis de deux blockhaus blindés. Les conditions du contrat étaient les mêmes, si ce n'est le prix, qui a été stipulé, pour chaque bélier, à deux millions de francs. Le banquier de M. Bullock était M. Erlanger. De plus, la destination de ces deux béliers n'était pas indiquée.

La construction commença immédiatement à Bordeaux et à Nantes, chez MM. Jollet et Babin, et aussi chez MM. Dubigeot et fils. Les machines furent confiées à MM. Mazeline et C¹⁰, au Havre.

Je cite tous ces noms parce que, plus tard, on les trouvera englobés dans un procès que le Président des États-Unis a intenté à ces différentes personnes.

Les navires furent rapidement achevés, et M. Arman, conformément à l'ordonnance du 12 juillet 1847, s'adressa au Ministre de la Marine pour obtenir l'autorisation d'armer les quatre navires de douze à quatorze canons, navires, disait-on, destinés à une ligne de steamers dans les mers de Chine et la mer Pacifique. L'autorisation fut accordée le 6 juin 1864; deux des navires avaient été lancés à Nantes, en avril. Mais alors intervient M. Dayton, ministre des États-Unis. Par ses actives demandes, il apporta aux Ministres de la Marine et des Affaires étrangères la preuve que les navires commandés à M. Arman par M. Bullock étaient destinés à devenir des corsaires du Sud, probablement; le Gouvernement fit aussi une enquête, et, le 22 octobre, le Ministre de la Marine, malgré les dénégations apportées dans toute cette affaire, retira à MM. Arman et Voruz l'autorisation qu'il leur avait précédemment donnée d'armer les navires.

Qu'allaient devenir ces navires? Les amis de l'Amérique du Nord s'en inquiétaient alors considérablement et craignaient qu'à l'aide de ventes tictives ils ne quittassent la France pour arborer en pleine mer le pavillon confédéré, puisque c'est ainsi que l'Alabama, la Florida, la Géorgia et le Rapahannock avaient trompé la vigilance des autorités anglaises.

Il s'était établi une polémique assez vive dans la presse, à ce sujet. Voici quel a été le sort des six navires dont la construction avait été confiée à M. Arman, avec le concours des personnes ci-dessus dénommées; je crois que mes informations sont exactes. Le Yeddo et le Osaca, construits à Bordeaux, ont été vendus à la Prusse.

Le Sang-haï et le San-Francisco ont été vendus en Pérou.

L'un des béliers, le Chéops, a été vendu à la Prusse; l'autre, le Sphynx, avait été vendu au Danemark et conduit à Copenhague.

Mais le Gouvernement danois (sous j'ignore quel prétexte) refusa d'en prendre livraison.

On lui donna alors le nom d'Olynde, et, muni d'un équipage danois pourvu de papiers de bord réguliers en destination de Bordeaux, le navire fut ramené sur les côtes de France.

Il s'arrêta dans la petite île d'Houat, à quelques lieues en mer à l'ouest de Quiberon. Là il fut accosté par deux navires : l'un lui apporta une provision de charbons; l'autre, the City of Richmond, le pourvut de canons, de munitions et d'un équipage confédéré. L'Olynde alla successivement à la Corogne, à Lisbonne, aux Açores, à Cuba et à la Havane, où il tomba aux mains des Américains du Nord.

Telle est l'histoire des six corsaires confédérés commandés en France; les agents américains ne les ont point perdus de vue pendant un jour, le Gouvernement français a fait droit à leurs dénonciations, et c'est ainsi que le Gouvernement américain n'a pas, jusqu'à présent, adressé de réclamations à la France. Celle-ci même a surveillé très-attentivement le Rapahannock, pendant le temps qu'il est resté dans les eaux de Calais, ville d'où il s'est inopinément enfui. La France n'a donc pas à répondre des faits du Rapahannock, qui figure dans le chapitre des réclamations concernant l'Angleterre.

Mais si le Président des États-Unis ne s'est pas adressé au Gouvernement français, il a intenté directement un procès à MM. Arman, Voruz, Jollet, Barbin, Dubrigeon, Marzeline, Erlanger, à tous ceux entin qui ont pris une part quelconque à la construction ou mise en état des six navires, futurs corsaires. Il leur réclame, tant comme répétition que comme dommages-intérêts, la somme de deux millions huit cent quatre-vingt mille francs, qu'ils auraient reçue à valoir sur le prix des navires commandés.

Son action est fondée sur les trois articles suivants du Code Napoléon:

Art. 1376. — Celui qui reçoit, par erreur ou sciemment, ce qui ne lui est pas dû, s'oblige de le restituer à celui de qui il l'a indûment reçu.

Art. 1382. — Tout fait quelconque de l'homme qui cause à autrui un dommage, oblige celui, par la faute duquel il est arrivé, à le réparer.

Art. 1383. - Chacun est responsable du dommage qu'il a causé,

non-seulement par son fait, mais encore par sa négligence ou son

imprudence.

Le premier de ces trois articles statue sur le droit de réclamer ce qui a été payé sans être dû. Or le contrat entre M. Arman et M. Bullock étant nul comme contraire à la loi française, il n'était rien dû en vertu de ce contrat, et ce qui a été payé doit être restitué.

Quant aux deux autres articles, ils règlent le principe des domma-

ges-intérêts dus par le fait ou l'imprudence des défendeurs.

Telle sera, dit-on, l'argumentation sur laquelle s'appuiera la demande du Président des États-Unis.

Mais jusqu'à présent le procès en est encore aux préliminaires.

La loi française autorise les défendeurs à réclamer des demandeurs, quand ils sont étrangers, la caution judicatum solvi pour assurer le payement des frais du procès.

Devant le tribunal de première instance, MM. Arman et consorts ont demandé le dépôt de cent cinquante mille francs pour la caution judicatum solvi, à raison des frais du fisc et autres très-considérables que le procès occasionnera.

M. le Président a offert de déposer seulement cinq mille francs.

Mais le tribunal a maintenu le chiffre demandé de cent cinquante mille francs.

M. le Président des États-Unis a interjeté appel de cette décision.

La Cour impériale, jugeant en appel, a également maintenu les cent cinquante mille francs.

Maintenant M. le Président des États-Unis ne pourra donner suite à son procès qu'après avoir déposé cette somme dans une caisse publique.

Ce procès ne sera guère plaidé avant trois mois.

Agréez, etc.

Signé: TREITT.

Paris, le 3 mars 1867.

FRANCE Nº 4.

Paris, ce 4 décembre 1867.

Milord,

J'ai l'honneur d'adresser à Votre Seigneurie un nouveau rapport de M. Treitt au sujet du procès intenté par le Gouvernement des États-Unis, devant les tribunaux français, contre les personnes intéressées dans l'équipement de vaisseaux pour les États Confédérés.

J'ai l'honneur d'être, etc.

Signé: Lyons.

A Lord Stanley.

A Son Excellence lord Lyons, ambassadeur de S. M. B. à Paris.

Milord,

A la date du 20 février et 13 mars 1867, j'ai eu l'honneur de transmettre au Foreign Office les dispositions de la loi de France contre les violations de la neutralité, ainsi que des renseignements sur le sort de différents corsaires que les États du Sud avaient armés ou essayé d'armer pendant la guerre de la sécession en Amérique.

J'avais annoncé en même temps que les États-Unis devaient intenter un procès à plusieurs armateurs français pour les faire condamner, par les tribunaux de France, à restituer au Gouvernement de Washington tout l'argent que ces armateurs ont touché des agents du Sud, et, de plus, à lui payer des dommages-intérêts.

Ce procès est en ce moment pendant devant les tribunaux de première instance, à Paris, et il sera probablement plaidé dans le courant de l'année prochaine.

Je viens aujourd'hui mettre en relief les arguments sur lesquels les États-Unis basent leur action.

La demande se formule ainsi : « Dès le commencement des hosti-« lités entre le Nord et le Sud, le Gouvernement français a affirmé sa

- « neutralité par une déclaration insérée au Moniteur du 10 juin 1861,
- « par laquelle déclaration il est interdit à tout Français de prendre
- « commission de l'une des deux parties pour armer des vaisseaux en
- « guerre, ou d'accepter des lettres de marque pour faire la course
- a maritime, ou de concourir, d'une manière quelconque, à l'équipe-
- « ment ou à l'armement d'un navire de guerre ou corsaire de l'une des
- « deux parties. »

Les contrevenants à ces défenses encourront les dispositions prévues par les lois, entre autres, les dispositions des articles sévères 84 et 85 du Code pénal français.

Une semblable déclaration avait été faite par l'Angleterre.

Néanmoins, les Confédérés du Sud trouverent, en Angleterre et en France, des gens très-empressés à violer les lois de leur patrie. Le Sud envoya, en Angleterre, les capitaines Maury et Bullock, sous la direction desquels furent armés et lancés sur les mers les corsaires l'Alabama et la Floride; mais le Gouvernement anglais, sur les énergiques réclamations des États-Unis, après avoir fait saisir l'Alexandra à Liverpool et le Pampero à Glasgow, finit par déclarer qu'il ne laisserait pas prendre la mer à deux béliers blindés qui se construisaient à Liverpool et ferma ainsi les chantiers et les arsenaux de la Grande-Bretagne aux Confédérés. Ceux-ci alors s'adressèrent à la France. Ils

firent des traités avec M. Lucien Arman, grand constructeur à Bordeaux et membre du Corps Législatif.

Les États-Unis reprochent vivement à ce député d'avoir, dans les discussions du Corps Législatif, engagé le Gouvernement français à ne pas reconnaître le blocus des côtes du Sud et d'avoir ainsi voulu couvrir ses intérêts personnels du voile de l'intérêt politique et commercial de la France 1.

En effet, M. Arman était, vers cette même époque, devenu le chef d'une association qui s'engageait à vendre au Sud des navires de guerre. Ces navires, disait-on, étaient destinés à établir une ligne régulière entre Shang-haï et San Francisco. Le contrat passé entre M. Arman et le capitaine Bullock est du 15 avril 1863. M. Arman s'engage à fournir, dans un délai de dix mois, deux navires; il est autorisé à confier la construction de deux autres navires à M. Voruz, également membre du Corps Législatif. Les deux premiers navires devaient être armés à Bordeaux; les deux autres à Nantes, ou plutôt à Saint-Nazaire.

M. Erlanger, banquier de M. Bullock, intervient au contrat pour en garantir en partie le payement.

Les États-Unis reprochent encore à M. Arman d'avoir, le 1^{er} juin 1863, écrit une lettre au Ministre de la Marine pour lui demander l'autorisation d'armer ces navires et d'avoir sciemment trompé le Ministre en lui donnant l'assurance que ces navires étaient destinés aux mers de la Chine et du Pacifique, et d'avoir ainsi frauduleusement surpris l'autorisation gouvernementale, qu'il a, en effet obtenue le 6 juin 1863. Les États-Unis produisent tous les écrits à l'appui de leurs assertions; et toutes les circonstances, et toutes les conditions du contrat du 15 avril 1863 sont parfaitement établies par le texte du traité même et par la présentation des correspondances échangées entre les diverses parties engagées. De plus, par une lettre du 12 juin 1863, M. Arman proposait aux agents du Sud de se charger encore de la confection de six batteries canonnières blindées; il s'engageait aussi à obtenir les autorisations gouvernementales nécessaires pour l'armement de ces navires.

Tous ces faits avaient jusqu'alors échappé à l'attention du Gouvernement français, quand, en septembre 1863, M. Bigelow, consul américain à Paris, les signala à M. Dayton, ministre plénipotentiaire des États-Unis en France.

Celui-ci les fit connaître immédiatement au Gouvernement impérial, et demanda formellement à M. Drouyn de Lhuys que l'autorisation d'armer les navires, accordée à M. Arman par le Ministre de la Marine, lui fût retirée.

^{1.} Discussion de l'Adresse, séance du 12 février 1863, Moniteur du 13.

Ces communications surprirent le Gouvernement français, ainsi qu'il résulte des dépêches de M. Dayton à M. Seward des 11 et 22 septembre 1863.

Il se fit un échange de correspondances entre le Ministre des Affaires étrangères et le Ministre de la Marine. Ce dernier déclare « qu'il ne

- « pouvait que s'en rapporter à la déclaration de MM. Arman et Voruz
- « et ne saurait être responsable des opérations illicites qui pourraient
- « être entreprises. »

Le Gouvernement français fit une enquête; MM. Arman et consorts nièrent énergiquement les faits dont l'évidence était cependant indiscutable, et, le 22 octobre 1863, M. Drouyn de Lhuys écrivait à M. Seward que MM. Arman et Voruz montraient une véritable indignation à l'endroit des charges qui pèsent sur eux.

Quoi qu'il en soit, le Ministre de la Marine notifia à MM. Arman et Voruz qu'il leur retirait l'autorisation qu'ils avaient obtenue pour armer les quatre navires en construction à Nantes et à Bordeaux.

Le retrait de l'autorisation ne semble pas avoir arrêté MM. Arman et consorts dans leurs opérations; les agents des États-Unis continuèrent leur étroite surveillance.

M. Arman, en février 1864, pendant la discussion de l'Adresse au Corps Législatif, proposa un amendement qui tendait à pousser le Gouvernement français hors des voies de la neutralité; mais cet amendement fut retiré par son auteur.

Dans une dépêche de M. Dayton à M. Seward du 14 février 1864, le Ministre américain à Paris regrette que cet amendement ait été retiré, car cela eût été une excellente occasion de mettre en lumière toutes les circonstances de l'histoire de la construction des corsaires à Nantes et à Bordeaux.

MM. Arman et consorts, pour dégager leur responsabilité, paraissent avoir affirmé au Ministre des Affaires étrangères de France que deux navires cuirassés avaient été vendus au Gouvernement danois; M. Drouyn de Lhuys le disait à M. Dayton le 4 février 1864.

M. Dayton prit des informations à Copenhague. La réponse du Gouvernement danois fut négative.

En avril 1864, pareille communication fut faite à M. Dayton par M. Drouyn de Lhuys, avec cette différence que cette fois les mêmes deux navires avaient été vendus à la Suède le 15 avril 1864; le Ministre des Affaires étrangères de Suède et Norvége démentait le fait dans une dépêche adressée au Ministre des États-Unis à Stockholm.

Enfin à la séance du 12 mai 1864⁴, du Corps Législatif, l'orateur du Gouvernement donna les assurances les plus positives que les navires

^{1.} Moniteur du 13 mai 1864.

de M. Arman ne sortiraient pas des ports français sans qu'il fût bien « démontré que leur destination n'affectait point les principes de neu-

« tralité que le Gouvernement français veut rigoureusement observer

« à l'égard des belligérants. »

En présence de ces allures si décidées du Gouvernement impérial, les deux navires de Bordeaux, l'Yeddo et l'Osaka, furent définitivement vendus et livrés à la Prusse en juin et juillet 1864.

Les deux navires construits à Nantes, le San-Francisco et le Shang-haï, donnèrent lieu à tout autant de surveillance, de correspondances que ceux de Bordeaux. Par suite des mesures prises par le Gouvernement impérial, les constructeurs nantais furent obligés de les vendre au Gouvernement péruvien, qui en prit livraison dans les premiers jours de 1865. M. Voruz assure avoir remboursé à M. Bullock toutes les sommes qu'il a reçues du Gouvernement péruvien pour prix de ces deux navires, et que ces sommes sont égales à celles qu'il avait lui-même touchées des agents du Sud; seulement un excédant de bénéfice a été partagé entre M. Voruz et M. Bullock.

Restaient encore deux béliers blindés avec éperons que M. Arman s'était engagé à construire par un deuxième contrat du 16 juillet 1863, par conséquent postérieur au contrat du 15 avril 1863. Ce sont là les deux navires qui avaient été déclarés comme vendus successivement au Danemark et à la Suède.

Voici leur histoire telle que la racontent les États-Unis:

L'un d'eux s'appelait le Sphinx. Le 31 mars 1864, un mandataire de M. Arman, M. Arnous-Rivière, signait un contrat de vente du Sphinx avec le Gouvernement danois. Le navire devait être livré le 10 juin 1864; mais il ne fut prêt que le 20 octobre, et le Gouvernement danois, sur le rapport de ses officiers, et aussi sur le rapport d'un arbitre du tribunal de commerce de Bordeaux, refusa définitivement de devenir acquéreur du Sphinx.

Mais M. Arman, sous prétexte qu'il voulait s'en rapporter à la générosité du Gouvernement danois pour le prix, obtint l'autorisation d'envoyer le Sphinx à Copenhague. Il le sortit ainsi du port de Bordeaux; le navire fut envoyé à Copenhague sous pavillon français, et reçut le nom de Stoer Kodder.

Mais le Gouvernement dauois ne voulut point acheter (à aucun prix, paraît-il) le navire de M. Arman, et celui-ci dut songer à le ramener en France. Comme le capitaine et l'équipage français avaient été congédiés à Copenhague à l'arrivée du navire, il fallut le pouvoir d'un équipage danois, et le même mandataire de M. Arman, M. Arnous-Rivière, obtint la faveur tout exceptionnelle de faire partir le navire sous pavillon danois, mais sculement pour le voyage de Copenhague

jusqu'à Bordeaux, où les papiers de bord devaient être remis au Consul danois.

M. Arnous-Rivière partit alors sur le Stoer Kodder, et après plusieurs relâches vint jeter l'ancre dans les eaux françaises devant la petite île d'Houat, voisine de la presqu'île de Quiberon. Là, le Stoer Kodder prit le nom d'Olinde, et devint un navire de guerre pour les Confédérés du Sud. En effet, par les soins de MM. Dubigeon, de Nantes, qui avaient pris part à la construction du Shang-haï et du San-Francisco, un remorqueur de Saint-Nazaire avait apport à du charbon à l'Olinde, pois débarqua la majeure partie de l'équipage danois à Quiberon, et les officiers à Saint-Nazaire.

En même temps un vapeur anglais apportait à l'Olinde son artillerie et ses munitions, ainsi qu'un équipage confédéré. Cet équipage était celui du corsaire la Florida, le commandant était le capitaine Page. Le bélier changea encore une fois de nom et devint le Stonewall, il se rendit en Espagne au Ferrol.

Ces faits s'étaient passés dans les derniers jours de janvier 1865; le Gouvernement français n'en fut averti que trop tard. Il déclina toute responsabilité, et la rejeta sur le Danemark, qui avait eu le tort de délivrer des papiers de navigation à ce navire, qui devait à juste titre lui être suspect.

En Espagne le représentant du Gouvernement des États-Unis voulut en vain faire retenir le Stonewall. Le corsaire partit pour Lisbonne, mais les autorités portugaises l'obligèrent à partir immédiatement. Il était surveillé par deux frégales américaines, le Niagara et le Sacramento, qui suivirent le Stonewall jusque dans le port de la Havane, où les autorités espagnoles le remirent aux agents américains.

Il y eut, à l'occasion de ces faits, un échange de communications entre M. Drouyn de Lhuys et M. Bigelow; une lettre écrite par ce dernier, le 10 février 1855, constate que le Ministre de la justice en France avait été saisi de la connaissance de ces faits, afin d'y être statué conformément à la loi, s'il y avait lieu. Du reste M. Arnous-Rivière ne niait point ces faits, et dans une lettre publiée dans un journal, il déclarait qu'il était prêt à répondre à la justice, et à lui prouver qu'il n'avait pas violé les lois.

Le Gouvernement américain ne s'est plus occupé de la poursuite criminelle qu'on lui avait annoncée et ne sait pas ce qu'il en est advenu.

Quant au second bélier blindé que M. Arman construisait en même temps que le Stonewall, et qui s'appelait le Chéops, il fut vendu à la Prusse. Le Gouvernement français avait pris les mesures les plus sévères pour s'assurer de la sincérité de cette vente, M. Drouyn de Lhuys « was unwilling to be caught again as in the case of the Stonewall; »

ainsi que le dit M. Bigelow dans une lettre à M. Seward à la date du 17 mars 1865.

Tels sont les faits que les États-Unis exposent à la justice française et sur lesquels ils s'appuient pour intenter un procès à MM. Arman, Voruz, Dubigeon, Erlanger et autres.

L'instance a deux objets: 1° une revendication de propriété; 2° un règlement de dommages-intérêts. Les États-Unis réclament d'abord comme leur propriété nationale, l'argent qui a été versé entre les mains de M. Arman et consorts par des individus se disant agents confédérés, et que les défendeurs détiennent en vertu d'actes illicites et sans titre légitime.

Les États-Unis poursuivant en second lieu, conformément à l'article 1382 du Code Napoléon, la réparation du préjudice que leur out causé les défendeurs pendant les années 1863, 1864 et 1865, en violent à leur égard les devoirs de la neutralité, tels qu'ils résultent du droit des gens et des dispositions spéciales des lois de la France.

Pour justifier son action en revendication de l'argent payé à MM. Arman et autres, le Gouvernement de Washington prétend que c'est là de l'argent enlevé à la trésorerie des États-Unis par des rebelles qui n'ont jamais été reconnus comme un État; l'autorité fédérale n'a jamais cessé d'exister en droit dans les États insurgés; la qualité de belligérants reconnue aux Confédérés par la France n'a pu infirmer le droit de l'autorité fédérale; la France en attribuant aux Confédérés la qualité de belligérants n'a eu pour but et pour effet que de maintenir sa propre neutralité. L'argent versé entre les mains de MM. Arman et autres n'a été fourni qu'en vertu d'un contrat illicite, et doit par conséquent être restitué aux légitimes propriétaires qui sont les États-Unis.

Cette argumentation est appuyée de textes de la Constitution américaine, du Code Napoléon, d'opinions d'auteurs qui ont écrit sur le droit des gens et défini les cas de violation de la neutralité et les conséquences que ces cas entraînent, et de la citation des traités mentionnés dans l'histoire et relatifs à la neutralité entre les nations et des précédents qui ont signalé les rapports des peuples dans les guerres antérieures.

Enfin les États-Unis cherchent à démontrer qu'ils ont toujours observé partout les lois de la neutralité et citent à ce propos les indemnités qu'ils ont accordées à des sujets anglais en 1794; ces sujets anglais avaient été lésés par des corsaires français qui, a l'insu du Gouvernement américain, étaient sortis des ports de l'Amérique où ils avaient été équipés.

Les États-Unis citent d'autres cas où ils se sont empressés de faire respecter les droits de la neutralité : en 1853 ils ont fait interrompre la construction des vaisseaux destinés à la Russie même avant que la guerre fût commencée; en 1855 ils ont arrêté le Maury sur le simple soupçon d'être équipé en corsaire.

Après avoir ainsi mis en relief les procédés de l'Amérique, les États-Unis mettent en évidence les actes reprochés à MM. Arman, Voruz et autres, et prouvent qu'ils sont illicites et contraires au droit des gens et aux lois de la France. Il n'est donc pas douteux que les sommes remises à MM. Arman et autres en vertu de contrats illicites sont sans cause dans leurs mains, et qu'ils en doivent la restitution à leur légitime propriétaire les États-Unis d'autant plus que MM. Arman et consorts n'ont jamais pu ignorer les vices de leur possession, et que d'après les art. 549 et 550 du Code Napoléon, le possesseur de mauvaise foi ne fait jamais les fruits siens, et doit les restituer au propriétaire légitime; au moyen de ce dernier argument les États-Unis réclament à MM. Arman et autres non-seulement les sommes elles-mêmes, mais l'intérêt à partir du jour où l'argent a été encaissé en France.

Le deuxième objet de la demande des États-Unis contre MM. Arman et consorts est une somme de 2800000 francs de dommages-intérêts. Cette demande repose sur l'article 1383 du Code Napoléon, qui dit : « Tout fait quelconque de l'homme qui cause à autrui « un dommage oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le ré-parer. »

Voici comment les États-Unis justifient du préjudice qu'ils ont éprouvé.

MM. Arman et consorts, au moyen de leur position officielle dans le monde politique, ont fait et laissé croire qu'ils agissaient avec l'assentiment secret du Gouvernement français et ont ainsi donné des espérances à la rébellion du Sud qui s'attendait à une intervention française.

Les armements qui se préparaient en France ont paralysé le commerce américain, à ce point que les armateurs du Nord, pour se soustraire aux menaces des corsaires préparés en Angleterre et en France, ont fait dénationaliser leurs navires. C'est ainsi que 715 navires américains sont devenus anglais pendant la guerre de la sécession.

MM. Arman et consorts sont en partie cause des appréhensions du commerce américain, de la paralysie qui a atteint ses opérations, et lui ont ainsi causé un préjudice réel, dont ils doivent la réparation.

Quant au chiffre même des dommages-intérêts, les États-Unis assu-

Lettre de M. Seward à M. Bigelow, le 15 mars 1865.
 ARCH. DIPL. 1868 — IV

rent que la somme de 2800000 francs est très-modérée en présence du chiffre des indemnités qu'ils réclament à l'Angleterre

Tels sont les éléments du procès du Gouvernement de Washington contre les armateurs français. J'ai puisé ces éléments dans le dossier des avocats des États-Unis.

Je n'ai pu connaître encore les défenses que produiront MM. Arman et consorts; on pense qu'ils déclineront la compétence des tribunaux français en cette matière qui est toute politique. On dit encore qu'ils prétendront que s'ils ont violé la loi de France, c'est le Gouvernement français seul qui peut leur en demander compte et engager leur responsabilité, mais nullement un Gouvernement étranger.

C'est là tout ce qu'il sait jusqu'à présent sur la défense. En attendant qu'elle se soit fait connaître, j'ai pensé qu'il était utile d'exposer les moyens de la demande à cause du conflit existant à ce même sujet entre la Grande-Bretagne et l'Amérique.

Cet exposé fait suite à mes notes antérieures que le Foreign Office m'avait demandées : je souhaite qu'elle remplisse son attente.

Je, etc.

Signé: TREITT.

Paris, le 3 décembre 1867.

FRANCE N° 5.

Mémoire sur les neutres pendant la guerre d'Orient lu à l'Academie des sciences morales et politiques, par M. Drouyn de Lhuys, dans la séance du 4 avril 4868.

Les péripéties qui ont amené la guerre d'Orient en 1854 sont présentes à tous les souvenirs. L'ambassade hautaine du prince Mentchikoff à Constantinople et ses exigences impériales avaient, en démasquant tout à coup les plans du Cabinet de Saint-Pétersbourg, rapproché les puissances occidentales dans un sentiment de solidarité devant le péril qui s'annonçait. La France, d'abord particulièrement impliquée dans la discussion qui s'était engagée au sujet des Lieux-Saints, n'a pas tardé à reconnaître et à proclamer le caractère européen du débat agrandi par les prétentions inattendues de la cour de Russie. L'Angleterre, s'associant à nos vues, s'était placée résolument à nos côtés. L'Autriche, la Prusse, la plupart des États de

l'Europe retrouvaient leur propre cause dans celle de l'équilibre général menacé, et témoignaient leurs sympathies aux défenseurs de l'intérêt commun.

Bientôt la situation dessinée dans l'ombre des négociations diplomatiques se produisait au grand jour. La Russie, poussant plus avant dans la voie où elle était entrée, passait des paroles aux faits et occupait une partie du territoire ottoman. Cette puissance, naguère si entourée de clients et d'amis, se condamnait ainsi elle-même à marcher dans l'isolement, car les alarmes qu'elle suscitait détachaient d'elle les derniers appuis de sa politique. L'Autriche, atteinte dans sa sécurité par les événements dont sa frontière était le théâtre, rassemblait ses troupes et se montrait disposée à soutenir, le cas échéant, ses protestations par les armes. La modération de la France et de l'Angleterre, qui avaient déterminé le Sultan à ne pas considérer comme un acte de guerre l'invasion d'une province de son Empire, eût pu encore détourner la catastrophe; mais la lueur sinistre de l'incendie de la flotte turque, bombardée devant Sinope, fit éclater aux veux de tous l'inévitable nécessité de la guerre.

Les puissances alliées ne songèrent plus qu'à l'accomplissement des devoirs qui s'imposaient à elles. Unies pour le salut de l'Europe, que le démembrement de la Turquie eût exposee à une crise redoutable, la France et l'Angleterre puisaient dans le sentiment du droit et dans l'intimité d'une alliance honnête une force proportionnée à la grandeur de l'entreprise.

On se rappelle le prodigieux élan de ces jours de résolution énergique et de cordiale confiance. Les Gouvernements, animés du même esprit qui entraînait les deux nations l'une vers l'autre, s'attachaient à faire disparaître, au profit de la civilisation et de l'humanité, les traces de divisions séculaires.

Un des objets essentiels sur lesquels devait d'abord se porter leur attention était la conduite qu'en leur qualité de belligérants ils auraient à observer à l'égard des puissances neutres. Sur ce point, comme sur tant d'autres, des traditions divergentes les séparaient. Cependant l'intérêt de la cause qu'ils avaient prise en mains leur conseillait de se mettre d'accord, dès le début des hostilités, sur cette importante question. En effet, les forces alliées, appelées à opérer ensemble dans des conditions identiques, pourraient-elles obéir à des principes dissemblables sans amener une confusion funeste et une série de conflits? N'était-il pas à présumer, d'autre part, que les neutres, dont nous devions nous efforcer de conserver le bon vouloir, se verraient avec étonnement, dans une guerre entreprise au nom de l'équité internationale, soumis à des restrictions qui ne découleraient pas d'une règle constante et précise, et qu'ils réagiraient, au détri-

ment de notre œuvre commune, contre les vexations d'une jurisprudence sans uniformité?

L'histoire des derniers siècles atteste, par une suite de sanglants témoignages, combien la Grande-Bretagne et la France ont compris différemment dans le passé les droits et les devoirs des puissances maritimes en temps de guerre; le profond dissentiment des deux nations à cet égard s'est manifesté par des luttes continuelles, où rien n'était épargné pour faire prévaloir l'une contre l'autre des législations opposées.

Au moment où allait s'ouvrir la guerre d'Orient, le droit professé par les deux nouvelles alliées, tel qu'il résultait pour chacune d'elles de leurs antécédents historiques, des stipulations fondamentales de leurs lois et de leurs traités avec d'autres États, enfin des livres de leurs publicistes les plus autorisés, pouvait se résumer comme il suit:

La France, s'armant du droit reconnu par les usages de la guerre de priver son ennemi d'une portion considérable de ses ressources au moyen de la destruction de son commerce maritime, mais combinant l'exercice de ce droit avec le principe de l'inviolabilité du pavillon des puissances non belligérantes, considérait qu'il lui était permis de saisir, avec les bâtiments ennemis, toutes les marchandises chargées à bord, même celles qui appartiendraient à des neutres. Fidèle, d'autre part, au respect dû aux puissances avec le squelles elle demeurait en paix, elle s'interdisait de capturer sur leurs navires la propriété même de ses ennemis.

L'Angleterre, ne se préoccupant que d'aller droit à la marchandise de son adversaire pour l'anéantir, et indifférente aux salutaires fictions derrière lesquelles s'abrite l'indépendance des petits États, s'arrogeait la faculté de visiter tout bâtiment rencontré en haute mer, et, quel qu'en fût le pavillon, d'y confisquer les biens de l'ennemi. En revanche, elle s'abstenait de toucher à la propriété neutre, même sous pavillon belligérant.

C'était encore une tradition de la Grande-Bretagne que d'interdire aux neutres, pendant la guerre, le commerce que les belligérants réservent en temps de paix à leurs propres sujets, comme c'est le cas dans plusieurs pays pour le cabotage et la navigation coloniale. Cette prétention, émise d'abord au début de la guerre de Sept-Ans, s'était maintenue dans la doctrine anglaise sous le nom de la règle de 1756.

Enfin, en matière de blocus, les Anglais avaient adopté des pratiques contre lesquelles, au temps de nos grandes guerres, nous avions toujours élevé les protestations les plus vives. Tout en proscrivant en théorie les blocus sur papier, ils avaient fait des blocus par simples

croisières une application non moins abusive. Il suffit de rappeler que le blocus continental, cette mesure gigantesque de rétorsion, a été provoqué, au commencement de ce siècle, par les excès dont le Gouvernement britannique avait donné l'exemple.

Telles étaient les coutumes diverses qu'il s'agissait de ramener à l'unité. Dès les premiers jours de janvier 1854, le Ministre des affaires étrangères de France signalait, dans ses entretiens avec le représentant de la Grande-Bretagne à Paris, l'mportance considérable qui s'attàchait, selon lui, à une manifestation publique de bon accord entre les deux pays sur des questions d'une conséquence si décisive pour la nature de leurs rapports avec les puissances neutres.

Asin d'atteindre ce but, on devait éviter, disait-il, l'invocation des principes absolus, car l'opposition entre ceux que l'Angleterre maintenait avec une énergie traditionnelle et ceux que nous nous faisions gloire de défendre était tellement radicale, qu'en les dressant les uns en regard des autres, on se condamnait à une contradiction sans issue. Il fallait trouver un terrain sur lequel les alliés, en réservant au besoin leurs théories particulières, pussent se concerter pour une pratique commune. Or cela n'était possible qu'à une condition, c'est que chacun renoncât, au moins pour la durée de la guerre, à user des facultés que l'un des deux s'estimait permises, mais que proscrivait l'autre. Il est concevable, en effet, que, sans répudier un droit, sans se départir d'une prétention, on s'abstienne pour un temps de les faire valoir, tandis qu'on ne saurait, sans inconséquence, exercer, même exceptionnellement, des actes dont on conteste la légitimité. Ce mode de transaction, laissant intactes les doctrines, ne heurtait aucun principe, ne soulevait aucun embarras. Destiné d'ailleurs à être accueilli avec reconnaissance par les puissances non belligérantes, il était conforme aux intérêts comme aux intentions libérales des alliés.

Un tel langage, tout en impliquant de notre part l'abandon de quelques-uns des priviléges que revendiquait notre marine, était cependant en harmonie avec nos traditions nationales, constamment favorables aux droits des neutres et à la liberté des mers. De sérieux motifs de réflexion, tirés de la situation générale du moment, nous encourageaient dans cette voie. L'initiative de la France et de l'Angleterre, marchant au secours d'un allié opprimé, avait l'opinion pour elle dans la plus grande partie de l'Europe, et cette disposition des esprits était un élément de force pour les deux puissances, qui pouvaient espérer en retirer un jour une aide plus effective encore. Une des conséquences heureuses de leur attitude était de leur permettre de déclarer l'alliance ouverte à tous les États qui, en vue de l'intérêt général, voudraient y accéder dans les termes où elles-mêmes l'avaient con-

clue. Elles devaient donc veiller à ce que rien, dans leur conduite, ne vint blesser des neutralités bienveillantes, qu'elles désiraient transformer en concours avoué.

On sait de quel poids pesèrent en effet les puissances neutres dans les négociations relatives à la guerre d'Orient, combien le suffrage approbateur du plus grand nombre, l'adhésion formelle de quelques-unes contribuèrent à assurer à la France et à l'Angleterre cette position prédominante que consacra définitivement le succès de leurs armes. Les Cours allemandes, en particulier, influèrent beaucoup par leurs résolutions sur la marche des événements. Or, au moment où la crise éclatait, l'Allemagne entière était soumise depuis long-temps à l'ascendant de notre adversaire; grands et petits États étaient rattachés à lui par trop de liens, pour qu'il fût sage, en prévision du rôle réservé à ce pays, de refroidir par l'alarme des intérêts matériels les sentiments qui commençaient à s'y faire jour en notre faveur.

La prudence, qui nous commandait de ménager le commerce allemand, devait nous conseiller de même à l'egard des puissances scandinaves, dont la position géographique rendait pour les deux parties l'amitié précieuse, l'hostilité inquiétante. Parmi les traditions qui haient à la Cour de Saint-Pétersbourg les Cabinets de Stockholm et de Copenhague, le souvenir des neutralités armées de 1780 et de 1800 tenait une place principale. Ces deux grandes manifestations étaient nées sous l'influence de la pelitique russe. Si nous reproduisions les prétentions qui les avaient provoquées autrefois, n'était-il pas à craindre que nous ne dussions soulever les mêmes résistances et pousser dans les bras de notre ennemi les peuples qui avaient obéi à ses instigations?

Les États-Unis de l'Amérique du Nord étaient pour nous l'objet de préoccupations semblables; la Russie captait leur faveur, et elle était d'accord avec eux sur l'interprétation des lois de la mer. De tout temps, la grande puissance du Nouveau-Monde avait soutenu les droits des pavillons neutres. Fallait-il offrir à nos ennemis l'occasion de la rallier à eux sur ce terrain et de la tourner contre nous?

L'Angleterre n'était pas insensible à ces considérations; mais elle les combattait en alléguant l'impossibilité où serait son gouvernement d'abandonner, en face du pays, les règles réputées inviolables de son vieux droit maritime.

Cependant le Danemark et la Suède avaient officiellement notifié leur intention de demeurer neutres en cas de conflit. Le Ministre des affaires étrangères, écrivant a Londres au sujet de cette communication, en prenaît texte pour presser le Cabinet britannique de résoudre les questions qu'elle posait.

« Tâchez de connaître à cette occasion, mandait-il le 4 janvier 1854 à notre ambassadeur, quelles sont les dispositions actuelles du Gouvernement anglais en ce qui concerne les neutres. C'est une matière sur laquelle a régné jusqu'ici entre l'Angleterre et nous une grande différence d'opinions. J'ai d'ailleurs sujet de penser, d'après un commencement de polémique que j'ai remarqué dans les journaux anglais. que le commerce serait peu tavorable à l'application des anciennes doctrines du Gouvernement britannique dans toute leur vigueur. Je vous prie, tout en évitant d'entamer une discussion prématurée sur la question de droit, de recueillir sur ce point des informations aussi exactes que faire se pourra, et de chercher à savoir notamment à quelles obligations le Cabinet de Loudres croit le Danemark et la Suède tenus envers lui dans l'exercice de la neutralité. Lord Clarendon n'ignore pas sans doute que la Russie éprouve un vif mécontentement de l'attitude de ces deux puissances, et en particulier de celle de la Suède. C'est une raison de plus pour nous, ce me semble, de croire à la sincérité des résolutions des Cabinets de Copenhague et de Stockholm, et de ne pas augmenter, par de trop grandes exigences. les embarras de leur position. »

Le 12 janvier, le Ministre écrivait encore, en transmettant à Londres une copie de la dépêche qu'il se proposait d'adresser à Stockholm et à Copenhague :

« J'attacherais un grand prix à ce que la réponse de lord Clarendon fût conçue, autant que possible, dans le même sens que la nôtre et put tranquilliser entièrement la Suède et le Danemark sur l'exercice de leur neutralité. Je sais que le Gouvernement anglais n'est pas préparé à se départir de ses anciennes maximes en matière de droit maritime; mais je désire qu'au moins dans la pratique il mette sa conduite d'accord avec la nôtre, si la guerre vient à éclater. Tout prouve, en effet, que ce sera le meilleur moyen d'accroître les sympathies que nous témoignent les deux Cours scandinaves, et à cause de notre bon droit dans la question générale, et à cause des exigences blessantes que le Cabinet de Saint-Pétersbourg a mises en avant auprès d'elles. La neutralité même est un acte d'indépendance envers la Russie que leurs liens de famille et les événements de ces dernières années rendent très-méritoire, et dont leur puissant voisin ne se dissimule pas le caractère peu bienveillant. C'est donc une attitude qui peut les rapprocher plus encore de nous dans certaines éventualités, et qu'il faut ménager avec soin. Trop de rigueur, au contraire, dans la surveillance des relations commerciales que le pavillon marchand de la Suède et du Danemark tâchera d'entretenir avec les ports russes. pourrait refroidir des sentiments qui sont en ce moment tels que nous devons les désirer, et amener des discussions d'une nature fàcheuse. Je sais que la Suède compte avec confiance sur la liberté du

commerce sous pavillon neutre. »

Ge qui touchait particulièrement le Gouvernement anglais, c'était la crainte de voir l'Amérique incliner contre nous et prêter à nos ennemis le concours de ses hardis volontaires. La population maritime des États-Unis, leur marine entreprenante pouvait fournir à la Russie les éléments d'une flotte de corsaires, qui, attachés à son service par des lettres de marque, et couvrant les mers comme d'un réseau, harcelleraient et poursuivraient notre commerce jusque dans les parages les plus reculés. Pour prévenir ce danger, le Cabinet de Londres tenait beaucoup à se concilier les bonnes dispositions du Gouvernement fédéral. Il avait conçu l'idée de lui proposer, en même temps qu'au Gouvernement français et à tous les États maritimes, la conclusion d'un arrangement ayant pour but la suppression de la course et permettant de traiter comme pirate quiconque en temps de guerre serait trouvé muni de lettres de marque.

Ce projet, qui fut abandonné dans la suite, témoigne de l'inquiétude éprouvée par les Anglais. Nous pensions comme eux sur la course, pratique barbare qui masquait trop souvent sous une apparence de dévoucment patriotique la violence excitée par l'appat du lucre. A des époques antérieures, justifiée par l'acharnement des guerres, elle avait pu du sein de nombreuses iniquités faire jaillir quelques actions héroïques, transmettre même à l'histoire quelques noms glorieux. Mais nous la considérions comme incompatible désormais avec les usages des nations civilisées, qui ne peuvent souffrir que des particuliers soient armés des droits de la guerre, et qui en réservent les redoutables applications aux pouvoirs publics des États constitués. Toutefois, avant de fixer irrévocablement notre opinion sur ce point par des engagements internationaux, nous désirions assurer une consécration semblable à d'autres progrès de la législation des mers. La conduite commune que nous proposions au Gouvernement britannique d'observer dans notre lutte contre la Russie, nous paraît le meilleur acheminement vers cet ensemble de réformes qui, dans notre pensée, étaient corrélatives entre elles.

Si, en fait, dans le système que nous proposions, nous avions moins de concessions à offrir que nous n'en demandions à l'Angleterre, ce n'était pas l'effet d'une prétention arbitraire de notre part, la nature même des choses le voulait ainsi. Pour aboutir à une conciliation entre deux pratiques divergentes, il fallait nécessairement que, sur chaque point en discussion, ce fût la plus libérale qui prévalût. Il n'y avait pas là seulement une question d'intérêt ou de convenance, mais une loi logique. L'Angleterre ne pouvait nous demander de nous arroger tout d'un coup, pendant la guerre que nous ferions en com-

mun, des pouvoirs que nous contestions en principe et dont l'exercice à l'égard des tiers était réprouvé par nous depuis des siècles. Eût-elle admis elle-même que nous lui dissions, par exemple : Si vous voulez que nous nous mettions d'accord, il faudra que vous consentiez à saisir, comme nous, les biens neutres sous pavillon ennemi? A un pareil langage, les hommes d'État qui dirigeaient les conseils de la reine Victoria n'eussent pas manqué de répondre : Mais les biens neutres sont, d'après nos théories, inviolables partout et en tout état de cause : nous l'avons proclamé mille fois; nous ne saurions aujour-d'hui, par amour de la symétrie, usurper un droit dont nous ne reconnaissons pas l'existence.

Au contraire, que les deux nations s'entendissent pour se relâcher de concert de la rigueur de leurs usages particuliers sur les points où l'une d'elles avait adopté une jurisprudence plus favorable aux tiers, et cette règle si simple tranchait toutes les difficultés. La France et l'Angleterre se rapprochaient, sans se dédire; leur tolérance n'infligeait aucun blâme à leurs principes, aucun démenti à leurs déclarations antérieures. Une pente naturelle devait donc les amener à se rencontrer dans cette voie, et tout le poids de nos raisonnements résidait dans la force même de la position que, dès le début de la négociation, nous avions reconnue et prise.

L'intimité qui de jour en jour se resserrait plus étroitement entre nos allies et nous, garantissait d'ailleurs à nos suggestions plus de crédit et nous autorisait à les présenter d'une manière plus pressante. Au moment même où se traitait cette affaire, les deux Gouvernements se donnaient un gage mutuel de leur union par les instructions qu'ils adressaient à leurs agents consulaires et diplomatiques, aux gouverneurs de leurs colonies, aux commandants et aux officiers de leurs marines respectives, afin d'étendre indistinctement aux sujets anglais et français, dans toutes les parties du monde, leur protection réciproque. Ainsi, aux yeux des nations étrangères, la France et l'Angleterre confondaient leurs drapeaux. Une telle solidarité rendait plus urgente la nécessité d'une entente complète sur les principes de leur action combinée. D'autre part, l'anxiété des intérêts privés, la pression de l'opinion publique, les besoins impérieux du commerce exigeaient qu'on mit fin à toute incertitude. Dans les derniers jours de février, des interpellations eurent lieu au Parlement britannique. Un des ministres de la Couronne répondit que la reine ferait publiquement connaître ses intentions à l'égard des neutres, avant toute déclaration de guerre. A cette occasion, le Ministre français, avec une nouvelle insistance, écrivait à notre ambassadeur, en date du 1 or mars:

« Je regretterais vivement que l'Angleterre procédat à une mesure

de cette importance sans se concerter préalablement avec nous. Il serait du plus mauvais effet, au début d'une guerre faite en commun, que les deux pays parussent divisés sur des théories, lorsque dans la pratique ils doivent agir ensemble. Veuillez appeler de nouveau l'attention de lord Clarendon sur cet objet. Il me semble que, sans réveiller une controverse qui alarmerait des intérêts que tout nous conseille de ménager avec soin, il serait suffisant de rédiger pour les commandants de nos bâtiments des instructions strictement calculées d'après les nécessités de la guerre actuelle et de nature à rassurer les neutres, particulièrement ceux que les habitudes de leur commerce portent à naviguer de préférence dans la mer Noire ou dans la mer Baltique. De cette façon, l'Angleterre et la France réserveraient chacune leur doctrine, et leur action se confondrait dans une même pratique, que l'on serait toujours maître de rendre plus sévère pendant le cours des hostilités, si les circonstances venaient à l'exiger. »

A cette dépêche, qui résumait les conversations du Ministre des affaires étrangères avec l'Ambassadeur anglais à Paris, le Gouvernement britannique répondait que les avocats de la Couronne avaient été consultés, qu'on avait débattu à plusieurs reprises la ligne de conduite qu'il convenait d'adopter à l'égard des neutres, qu'avant peu l'on serait en mesure de prendre une décision, mais qu'on ne le ferait certainement pas sans se concerter avec le Gouvernement de l'Empereur; il y avait lieu d'espérer qu'on pourrait admettre quelques principes généraux se rapprochant de ceux que la France avait appliqués de tout temps; enfin, si l'on ne pouvait s'entendre sur une énonciation de principes, on tâcherait au moins de rédiger pour les commandants des forces navales des instructions conçues dans les termes indiqués par nous.

Quelques jours après, le 14 mars, lord Cowley communiquait au Ministre des affaires étrangères à Paris un projet de déclaration dans tequel le Gouvernement britannique, après avoir réservé la question de droit, s'engageait à borner la visite en haute mer à la vérification de la nationalité du navire et aux mesures requises pour constater s'il n'y avait à bord ni contrebande de guerre, ni correspondances de l'ennemi; il admettait du reste que le pavillon neutre couvrirait la marchandise ennemie, tout en laissant intacte sous pavillon ennemi la marchandise neutre; il manifestait enfin l'intention de ne pas délivrer de lettres de marque, et de traiter comme pirates tous ceux de ses sujets qui en accepteraient.

Ce document, qui avant d'être envoyé à Paris avait subi plusieurs modifications, afin d'arriver à une plus grande conformité avec les doctrines françaises, contenait des concessions importantes. La plus essentielle était le respect tout nouveau de la part de l'Angleterre de la marchandise ennemie sous pavillon neutre. Éclairé sur le côté politique de la question, le Gouvernement britannique avait senti la nécessité de rassurer les puissances neutres, qu'effrayait le souvenir de la violation constante de leur pavillon par ses croiseurs pendant les dernières guerres, et de toutes les vexations qu'avait entraînées l'exercice du droit de visite poussé à outrance. Quand ce droit, en effet, impliquait la recherche de toutes les marchan lises auxquelles pouvait être attribuée une provenance ennemie, il revêtait la forme la plus intolérable, et l'emploi qu'en avait fait la Grande-Bretagne était de nature à répandre l'effroi parmi les nations non belligérantes. Restreint aux termes où le Cabinet de Londres voulait le maintenir, il pouvait encore, dans la pratique, laisser la porte ouverte à bien des abus de la force, et nous juzions qu'il devait être entouré de garanties plus protectrices pour les neutres.

C'est sur ce point que porta principalement la discussion entre le Ministre français et l'Ambassadeur d'Angleterre. A la suite de ce débat, qui s'étendit également sur plusieurs articles de détail, la déclaration anglaise, refondue, fut renvoyée à Londres le 20 mars, sous forme d'un projet nouveau que pourrait s'approprier pour la circonstance actuelle chacun des deux Gouvernements, si le Cabinet britannique en venaît à partager notre manière de voir.

• Ce projet, écrivait le ministre dans la lettre qui en accompagnait l'envoi, a été préparé entre lord Cowley et moi dans des entretiens confidentiels sur cette matière délicate. Je viens d'en donner communication à M. le Ministre de la marine, en le priant de me faire connaître son of inion le plus tôt possible. Nous avons, ce me semble, à opter entre une déclaration commune qui, s'appliquant uniquement à la présente guerre, n'engagerait pas les maximes de l'Angieterre, et dans laquelle nous n'abandonnerions pas les nôtres, ou deux déclarations simultanées qui, annonçant les mêmes intentions quant à la conduite et aux instructions données aux commandants des forces navales respectives, réserveraient également la différence de nos doctrines; mais j'inclinerais pour une seule déclaration, qui serait plus satisfaisante pour les neutres, et qui, en constatant mieux notre parfait accord, frapperait plus fortement les esprits. »

Le 24 mars, le Ministre des affaires étrangères écrivait encore (n ces termes au comte Walewski, notre ambassadeur à Londres :

« Les observations que lord Cowley m'a présentées sur le projet de declaration relatif à la neutralité, que j'ai eu l'honneur de vous adresser le 20 de ce mois, donnent lieu de notre part à certaines remarques, sur lesquelles je crois utile d'appeler votre attention.

« Pour parvenir à faire une déclaration commune, on devait se borner à formuler ce que les deux nations entendaient admettre ou repousser pendant la durée de la guerre actuelle. Les théories de la France et de l'Angleterre étant différentes, il était indispensable d'éviter tout ce qui pouvait ressembler à une sorte de déclaration de principes. Le projet que je vous ai communiqué était une transaction entre les systèmes des deux pays; il ne faisait prévaloir ni l'une ni l'autre de ces doctrines.

- « Si le Gouvernement anglais désire que sa déclaration indique « qu'il réserve l'application de tel ou tel principe, » ou « qu'il renonce quant à présent à l'exercice de tel ou tel droit, » en indiquant ainsi qu'il considère ce principe comme reconnu et ce droit comme lui appartenant, il faudra nécessairement en venir à faire deux déclarations, semblables quant au fond, mais différentes quant à la forme : car évidemment le Gouvernement français ne peut dire « qu'il renonce à l'exercice d'un droit » dont il a toujours contesté l'existence, ou « qu'il réserve l'application d'un principe, » quand il a sans cesse refusé de le reconnaître. Ceci, du reste, n'est qu'une simple question de forme; ce qui importe le plus en réalité, c'est que les deux Gouvernements soient d'accord quant aux règles pratiques qui devront être appliqués.
- « Je passe à l'examen de deux points importants, et sur lesquels je vous invité à appeler plus spécialement l'attention de lord Clarendon.
- « Le premier est relatif aux marchandises neutres saisies à bord de navires ennemis. Le projet que je vous ai envoyé déclarait que la confiscation n'en serait pas prononcée; c'est là une question trèsgrave en elle-même, très-délicate surtout pour le Gouvernement français. Il est à craindre, en effet, que les marchandises ennemies chargées à bord de navires ennemis n'arrivent à naviguer sans danger, au moyen de neutralisations simulées; et, d'autre part, les lois francaises prononçant la confiscation des navires ennemis sans admettre d'exception pour les marchandises neutres, il faudra peut-être une loi nouvelle pour enlever aux marins qui ont des droits à exercer cette part souvent très-considérable de leurs prises. C'est une question, du reste, au sujet de laquelle j'aurai à m'entendre, comme sur toutes les autres, avec M. le Ministre de la marine. Mais je ne puis le consulter utilement sur ces divers points que lorsque j'aurai été officiellement et complétement informé des propositions définitives du Cabinet britannique.
- « Le Gouvernement anglais paraît insister pour que le projet de déclaration défende aux neutres de se livrer, pendant la guerre, soit au commerce colonial, soit au cabotage, s'ils sont réservés pendant la paix.
 - « Je n'ai pas besoin de vous rappeler avec quelle persistance le

Comment pourrions-nous aujourd'hui nous associer à une disposition qui refuserait aux neutres un droit que nous avons toujours revendiqué pour eux, et que nous avons même proclamé solennellement dans nos traités?

- « Je n'indique qu'en passant l'intérêt particulier que cette question présente pour la France, et les conséquences différentes que l'adoption de la règle proposée aurait pour les deux pays. L'Angleterre, qui admet en tout temps les pavilions étrangers à prendre part au cabotage et au commerce des colonies, n'a rien à craindre de l'application qui pourrait lui en être faite; la France, au contraire, qui réserve encore ces navigations au pavilon national, pourrait avoir éventuellement à souffrir de la règle qu'on l'invite à proclamer.
- « Je me demande, du reste, s'il y a un intérêt considérable pour la guerre actuelle à insérer dans la déclaration une disposition semblable. La Russie, il est vrai, réserve en temps de paix le cabotage et le commerce des colonies; mais, dans la Baltique, le cabotage ne se fut qu'entre un petit nombre de ports, qu'il sera facile aux flottes de fermer complétement au moyen d'un blocus effectif. Il en est de même de la mer Noire, sur laquelle les flottes combinées dominent. Quant au commerce de l'Amérique russe, qui est le monopole d'une compagnie, s'il vient à être exercé par les vaisseaux des États-Unis, il en pourrait résulter, dans un intérêt minime, des complications graves que la France a d'autant plus le désir d'éviter sur cette question, que son traité de 1778 avec les États-Unis est un de ceux où le droit des neutres de se livrer pendant la guerre aux commerces réservés, a été formellement stipulé.
- « Je me plais à reconnaître, du reste, tous les efforts que le Gouvernement anglais a faits pour se rapprocher autant que possible des doctrines de la France, et vous pouvez assurer de nouveau lord Clarendon de notre désir sincère d'entrer dans la voie des transactions mutuelles. Nous en avons donné la preuve sur la question des marchandises neutres à bord des navires ennemis. Mais, en ce qui concerne le droit des neutres de se livrer aux navigations réservées, lord Clarendon reconnaîtra, j'en suis certain, que la concession ne saurait venir de notre part. Le Gouvernement anglais, en effet, qui regarde la prohibition comme fondée sur le droit des gens, peut bien

renoncer à s'en prévaloir, tout en réservant son système, tandis que la France ne saurait proclamer une règle que, d'après ses principes,

elle ne se croit pas autorisée à appliquer.

- « Telles sont les observations que je vous prie de présenter à lord Clarendon. J'espère qu'elles le détermineront à écarter de la déclaration anglaise une règle que la France ne pourrait faire figurer dans la sienne. Jusqu'ici les deux gouvernements ont saisi toutes les occasions de faire ressortir la solidarité complète qui unit si heureusement les deux nations; il importe que cette même pensée continue de se révéler jusque dans les règles à établir pour les questions secondaires. Si sur certains points les deux pays ne peuvent adopter les mêmes principes, il me paraît du moins très-désirable qu'ils évitent, surtout dans une déclaration solennelle, d'en proclamer de différents.
- « Vous voudrez bien me faire connaître le plus tôt qu'il vous sera possible le résultat de l'entretien que vous aurez eu avec lord Clarendon. »

Les points délicats touchés dans cette dépêche faisaient beaucoup hésiter l'Angleterre. Cependant les événements marchaient, le temps pressait. Le 26 mars, le Ministre des affaires étrangères signalait, dans une dépêche télégraphique, la nécessité d'une prompte solution.

« Insistez, mandait-il à M. le comte Walewski, sur les très-graves inconvénients d'une déclaration séparée qui ferait douter de l'entente des deux pays, alarmerait les neutres, et amènerait d'involontaires et inévitables conflits entre les commandants. Si lord Clarendon accepte le principe d'une déclaration commune, sauf à régler le détail par des instructions séparées, priez-le de me faire communiquer son projet, pour que je puisse m'entendre avec le Ministre de la marine et arriver à une conclusion. »

Reprenant sa pensée dès le lendemain pour la développer, voici ce qu'écrivait le Ministre en date du 27 :

« Mes entretiens avec lord Cowley ont été consacrés, depuis quelque temps, à l'examen de l'importante et délicate question des droits des neutres. Lord Clarendon a dû être informé presque journellement de l'objet de ces discussions; et je sais que M. l'ambassadeur d'Angleterre lui a déjà transmis le projet de déclaration dont nous avons posé les bases ensemble. Ce Ministre se trouvait ainsi tout préparé à recevoir la communication que je vous chargeais de lui faire par ma dépêche du 24 de ce mois, et dont le but était de l'amener à émettre une opinion définitive sur des points qu'il a eu le temps d'examiner. Ma dépêche télégraphique d'hier vous aura prouvé l'intérêt que le Gouvernement de l'Empereur attache à sortir d'une indécision qui, au-

jourd'hui que l'état de guerre est proclamé, ne saurait se prolonger sans les plus graves inconvénients. J'espère que vos efforts auront déterminé le principal secrétaire d'État de Sa Majesté Britannique à renoncer au système pour lequel il avait laissé percer ses préférences et qui consisterait dans la publication de deux déclarations non-seulement séparées, mais distinctes quant aux principes qui y seraient émis ou réservés. Ce n'est qu'avec le plus vif regret que nous verrions l'Angleterre adopter une marche qui, dès le principe même d'une guerre faite en commun, accréditerait l'opinion d'une divergence entre les deux Gouvernements et affaiblirait, aux yeux de nos adversaires, l'effet politique de l'union intime et complète qui a donné à notre diplomatie la force qu'il est maintenant plus nécessaire que jamais de conserver pour nos actes.

- « Si de l'ensemble nous descendons aux détails, les dangers ne sont pas moins grands. Entre la déclaration de la France et celle de l'Angleterre, les neutres feront un choix, et nul doute qu'ils ne se rangent plus volontiers autour de la puissance qui, par sa fidélité à des traditions auxquelles ils sont inviolablement attachés, leur apparaîtra comme le champion de leur propre cause. Ne serait-il pas préférable de leur montrer leur sûreté dans l'union des deux marines et d'éviter avec soin de raviver une vieille querelle, qui alarmerait leurs intérêts, exciterait leurs passions, et les reporterait peut-être moralement dans un autre camp que le nôtre?
- « D'un autre côté, et ce n'est pas une des moindres objections à faire au système indiqué par lord Clarendon, comment concevoir qu'en présence de deux déclarations distinctes établissant une séparation théorique entre les Gouvernements, leurs amiraux et leurs officiers de mer s'entendent dans la pratique? Il surgira entre eux, je ne veux pas dire des conflits, mais des divergences involontaires et inévitables qui nuiront au succès de leurs opérations.
- Les États-Unis enfin sont prêts, je ne saurais en douter, à revendiquer le rôle que nous déclinerions et à se faire les protecteurs des neutres, qui eux-mêmes recherchent leur appui. Le Cobinet de Washington nous propose en ce moment de signer un traité d'amitié, de navigation et de commerce, où il a inséré une série d'articles destinés à affirmer avec une autorité nouvelle les principes qu'il a toujours soutenus et qui ne diffèrent pas des nôtres. Le principal secrétaire d'État de Sa Majesté britannique comprendra que nous n'aurions aucun moyen de ne pas répondre favorablement à l'ouverture qui nous est faite, si la France et l'Angleterre, bien que se trouvant engagées dans une même entreprise, affichaient publiquement des doctrines opposées. Que les deux Gouvernements, au contraire, s'en-

tendent sur les termes d'une déclaration commune, et nous pourrons alors ajourner l'examen des propositions des États-Unis.

« Il me paraît difficile que ces considérations ne frappent pas l'esprit de lord Clarendon, et j'espère qu'il se décidera à accepter un projet qui, se bornant à tenir compte des conditions de la guerre actuelle, laissera de côté des principes qu'il est d'autant moins opportun de soulever ou de rappeler que leur application serait inutile, et dont les effets, comme dans la question du cabotage sur les côtes des pays ennemis, par exemple, peuvent être remplacés par l'emploi de mesures pratiques au sujet desquelles tout le monde est d'accord. Les instructions données aux commandants des bâtiments de guerre des deux pays suppléeraient naturellement à ce qu'il y aurait d'incomplet dans la déclaration identique; il serait toutefois nécessaire, même dans le cas où ces instructions devraient conserver quelques traces des doctrines particulières de la France et de l'Angleterre, qu'elles fussent concertées en commun, et vous donnerez à lord Clarendon l'assurance que M. le Ministre de la marine emploierait tous ses soins à se rapprocher autant que possible de l'amirauté britannique dans les instructions qu'il transmettrait à nos amiraux. »

Le même jour, le Ministre adressait à Londres un nouveau projet de déclaration, précédé d'un court préambule, et où il s'était efforcé de se rapprocher le plus possible, pour la forme comme pour le fond,

des idées exprimées par l'Angleterre.

« Cette déclaration, écrivait-il, que j'ai concertée définitivement avec M. le Ministre de la marine, ne consacre que les principes essentiels sur lesquels il importe de constater l'accord des deux gouvernements : des instructions séparées, qui pourront d'ailleurs être réciproquement communiquées, régleront l'application de ces principes suivant la législation de chacun des deux pays, et résoudront, sous ce point de vue spécial, les difficultés sur lesquelles la divergence des doctrines respectives ne permet pas un accord patent, du moins immédiat. »

Cet envoi se croisa en route avec un contre-projet, dans lequel les Anglais, malgré nos observations, maintenaient l'interdiction du commerce neutre « in transitu entre deux ports appartenant à l'ennemi, » et lord Cowley, le 28 mars, faisait savoir que cette rédaction était définitivement adoptée par le conseil de Sa Majesté Britannique.

Elle était inacceptable pour nous. Le jour même, le Ministre des atfaires étrangères constatait dans ces termes l'impossibilité de s'entendre : « Je regrette, écrivait-il à Londres, qu'en rappelant dans cet acte des théories qui ne sont pas les nôtres et en y insérant l'interdiction du commerce de cabotage, ainsi que le principe de la limita-

tion du commerce des neutres au seul commerce permis en temps de paix, le Gouvernement britannique nous place dans la nécessité de faire une déclaration séparée. Cette déclaration comprendra tous les points indiqués dans le projet joint à ma dépêche d'hier, sauf le préambule, dont j'ai fait l'objet d'un rapport à l'Empereur. J'ai obtenu, ainsi que vous le verrez, l'assentiment de M. le ministre de la marine à la règle qui exempte de la saisie la marchandise neutre à bord d'un navire ennemi.

« Lord Cowley m'a communiqué en même temps le projet des instructions destinées aux commandants des bâtiments de guerre anglais, en m'annonçant qu'il était sur le point d'être signé. Dès lors il est superflu de relever les questions qu'il tend à résoudre dans un sens opposé à nos principes et à notre législation. Il ne nous reste qu'à rédiger, à notre point de vue, les instructions destinées à nos propres croiseurs. Je viens de prier M. le ministre de la marine de préparer ce travail, que j'aurai soin de vous communiquer pour être porté à la connaissance du Gouvernement britannique. J'ai l'espoir que, dans l'exécution, cette divergence des instructions n'entraînera pas d'inconvénients graves, car nous sommes d'accord sur les points les plus essentiels, et je reconnais particulièrement l'esprit de libéralité avec lequel le Gouvernement anglais s'est rapproché de nos principes en matière de blocus. Cependant, si quelque dissentiment se présentait, je n'aurais qu'à regretter d'autant plus les retards qu'ont éprouvés la préparation et la communication des projets sur lesquels une entente préalable aurait été si désirable. »

C'était un vif désappointement pour les deux Gouvernements que de voir échouer leur entente par suite d'une dissidence d'un intérêt médiocre pour la conduite de la guerre actuelle. Mais la France était liée par des engagements positifs avec d'autres puissances, et il lui était juridiquement impossible, quand même elle eût été moralement libre, de se départir de la position où elle s'était retranchée. Dans les matières où sa latitude d'action n'était pas restreinte à l'avance, elle avait témoigné de son empressement à aller au-devant de son alliée en élargissant sa législation ancienne. Ainsi tous les projets envoyés à Londres prononçaient l'abolition de la course, et, abandonnant les usages séculaires de notre marine, nous venions de consacrer définitivement l'immunité de la propriété neutre sous pavillon ennemi. Nous avions donné la pleine mesure de nos dispositions conciliantes; il ne nous était plus permis de la dépasser.

Bien que les déterminations notifiées par l'ambassadeur d'Angleterre parussent irrévocables, le Cabinet britannique se rendait bien compte des embarras de la situation. Il était très-sensible aux inconvénients que devait avoir la promulgation simultanée de deux règles différen-

ARCH. DIPL. 1868 - IV

tes, destinées à être parallèlement appliquées aux nations neutres. Au dernier moment, le conseil fut assemblé de nouveau. Après une longue discussion, il fut décidé que l'article qui avait provoqué nos ob-

jections serait rayé de la déclaration anglaise.

Dès lors l'entente était complète. Pour arriver à une identité absolue, il nous était facile de plier notre projet aux formes traditionnelles que doivent revêtir les ordres en conseil émis au nom de la Reine du Royaume-Uni. En quelques heures, grâce au télégraphe, les deux Cabinets purent constater leur accord et aviser à la publication immédiate de leur déclaration commune. Le texte français, précédé d'un rapport à l'Empereur, parut au Moniteur du 30 mars 1854 avec la date du jour précédent. On voit qu'il n'y avait pas eu de temps de perdu.

Voici les deux pièces:

RAPPORT A L'EMPEREUR.

Paris, 29 mars 1854.

« Sire,

« A une époque où les relations maritimes et les intérêts commerciaux occupent une si large place dans l'existence des peuples, il est du devoir d'une nation qui se trouve contrainte à faire la guerre de prendre les mesures nécessaires pour en adoucir autant que possible les effets, en laissant au commerce des peuples neutres toutes les facilités compatibles avec cet état d'hostilité auquel ils cherchent à demeurer étrangers.

« Mais il ne suffit pas que les belligérants aient la pensée intime de respecter toujours les droits des neutres; ils doivent de plus s'efforcer de calmer par avance ces inquiétudes que le commerce est toujours si prompt à concevoir, en ne laissant planer aucun doute sur les

principes qu'ils entendent appliquer.

- « Un règlement sur les devoirs des neutres pourrait paraître une sorte d'atteinte à la souveraineté des peuples qui veulent garder la neutralité; une déclaration spontanée des principes auxquels un belligérant promet de conformer sa conduite semble, au contraire, le témoignage le plus formel qu'il puisse donner de son respect pour les droits des autres nations.
- « C'est dans cette pensée qu'après m'être concerté avec le Gouver nement de Sa Majesté britannique, j'ai l'honneur de soumettre à la haute approbation de Votre Majesté la déclaration suivante.

« Je suis avec respect, Sire,

- « de Votre Majesté, le très-humble et très-« obéissant serviteur et fidèle sujet,
- Approuvé :
 Napoléon. »

« DROUYN DE LHUYS.

Déclaration relative aux neutres, aux lettres de marque, etc.

- S. M. l'Empereur des Français, ayant été forcé de prendre les armes pour soutenir un allié, désire rendre la guerre aussi peu onéreuse que possible aux puissances avec lesquelles Elle demeure en paix.
- Afin de garantir le commerce des neutres de toute entrave inutile, Sa Majesté consent, pour le présent, à renoncer à une partie des droits qui lui appartiennent, comme puissance belligérante, en vertu du droit des gens.
- « Il est impossible à Sa Majesté de renoncer à l'exercice de son droit de saisir les articles de contrebande de guerre et d'empêcher les neutres de transporter les dépêches de l'ennemi. Elle doit aussi maintenir intact son droit, comme puissance belligérante, d'empêcher les neutres de violer tout blocus effectif qui serait mis, à l'aide d'une force suffisante, devant les forts, les rades ou côtes de l'ennemi.
- « Mais les vaisseaux de Sa Majesté ne saistront pas la propriété de l'ennemi chargée à bord d'un bâtiment neutre, à moins que cette propriété ne soit contrebande de guerre.
- « Sa Majesté ne compte pas revendiquer le droit de confisquer la propriété des neutres, autre que la contrebande guerre, trouvée à bord des bâtiments ennemis.
- « Sa Majesté déclare en outre que, mue par le désir de diminuer, autant que possible, les maux de la guerre et d'en restreindre les opérations aux forces régulièrement organisées de l'État, elle n'a pas, pour le moment, l'intention de délivrer des lettres de marque pour autoriser les armements en course. »

Le jour où, des deux côtés de la Manche, cette déclaration fut rendue publique, le Ministre des affures étrangères écrivait à Londres :

• Je me félicite vivement de la preuve éclatante que la France et l'Angleterre viennent de donner de leur bon accord dans la question si importante des droits réservés aux neutres pendant la guerre actuelle. L'harmonie qui s'est établic entre les deux Cabinets sur un point où l'on aurait pu croire qu'il leur serait, malgré leur sincère envie d'y parvenir, extrêmement difficile de s'entendre, produira partout la meilleure impression et conciliera aux puissances auxquelles appartient l'initiative de cette généreuse résolution les sympathies des nations commerçantes dans le monde entier. Veuillez dire à lord Clarendon que le Gouvernement de l'Empereur apprécie comme il le doit l'esprit qui a présidé aux délibérations du Gouvernement de la Reine Victoria sur un sujet qui lui tenait particulièrement à cœur, et qu'il en considère le règlement, dans les termes où il s'est fait,

comme un des meilleurs résultats de l'intime alliance des deux

pays. »

La confiance exprimée dans cette lettre ne fut pas déçue. L'accord si nouveau de la France et de l'Angleterre sur les règles de droit maritime fut salué avec joie par les neutres, comme l'aurore d'un jour de justice et de réparation. Placés à l'abri des violences de la guerre, ils n'avaient plus à craindre d'être entraînés dans la querelle d'autrui, et ils demeuraient libres de poursuivre en paix, au milieu de combats auxquels ils étaient étrangers, leur commerce accoulumé, pourvu qu'aucune fraude n'appelât sur eux la sévérité des belligérants.

Les alliés, en notifiant aux divers gouvernements les dispositions qu'ils avaient adoptées, rappelèrent que le strict accomplissement des devoirs de la neutralité était la condition et la garantie du maintien des avantages que ces dispositions conféraient aux neutres. Tel était l'objet de la circulaire suivante, qui fut adressée par le Ministre des affaires étrangères à tous les agents de son département accrédités auprès des puissances non engagées dans la lutte. Elle porte la date dn 30 mars:

- « Monsieur, le *Moniteur* de ce jour publie la déclaration du Gouvernement français au sujet des neutres, ainsi que le rapport que j'ai présenté à l'Empereur en la soumettant à sa haute approbation. Vous trouverez ci-joint copie de ces deux documents.
- « Le Gouvernement britannique a promulgué, de son côté, la même déclaration.
- « Au moment où les deux États prennent les armes pour la défense commune d'un allié, ils ne pouvaient donner une preuve plus éclatante de la parfaite conformité de leurs sentiments et de l'esprit de solidarité qui les unit, qu'en adoptant les mêmes résolutions dans une matière sur laquelle jusqu'ici leurs principes avaient été si différents.
- « Pénétré de cette sollicitude que la France a toujours témoignée pour les neutres, le gouvernement de l'Empereur s'était dès longtemps préoccupé des questions graves que la neutralité soulève, pour en préparer la solution dans le sens le plus favorable aux intérêts des peuples avec lesquels it demeure en paix. Je m'empresse de reconnaître qu'il a trouvé le gouvernement britannique animé des mêmes désirs, et déjà pénétré de la pensée de laisser les neutres en possession de tous les avantages que les nécessités indispensables de la guerre ne feraient point un devoir absolu de restreindre.
- « C'est cette communauté de vues qui a dicté la déclaration adoptée par les deux gouvernements; et, je n'hésite pas à le dire, jamais un document de cette nature n'a été conçu dans des termes aussi favorables.

- « L'intention de ne point délivrer de lettres de marque y est officiellement annoncée:
 - « La nécessité du blocus effectif est admise;
- Le pavillon neutre couvrira la marchandise, et pourtant la marchandise neutre restera libre sous pavillon ennemi :
- a Tels sont les avantages qui vont être assurés au commerce pendant la guerre; et même lorsqu'elle sera terminée, cette déclaration commune demeurera comme un précédent considérable acquis à l'histoire de la neutralité.
- Mais, si l'union intime de la France et de l'Angleterre a permis de consacrer un système aussi avantageux pour les nations neutres, il doit en résulter pour celles-ci une obligation plus stricte de respecter d'une manière complète les droits des belligérants. Nous avons donc raison d'espérer que les gouvernements neutres non-seulement ne feront aucun acte qui puisse présenter un caractère hostile, mais qu'ils s'empresseront de prendre toutes les mesures nécessaires pour que leurs sujets s'abstiennent de toute entreprise contraire aux devoirs d'une rigoureuse neutralité.
- « Je vous adresserai incessamment un projet de note, dont la rédaction aura été concertée avec le gouvernement de Sa Majesté Britannique, pour notifier la déclaration présente au gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité. »

Quelques jours plus tard, les pièces qui suivent furent adressées aux mêmes agents.

Paris, le 5 avril 1854.

- « Monsieur, j'ai l'honneur de vous transmettre le projet d'une note que vous voudrez bien adresser immédiatement au gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité, pour lui faire connaître les principes que la France et la Grande-Bretagne appliqueront aux neutres dans le cours de la guerre actuelle, ainsi que la résolution qu'ont prise les deux gouvernements de ne point délivrer quant à présent de lettres de marque.
- « Le représentant de Sa Majesté Britannique recevra l'ordre d'adresser au gouvernement de... une communication analogue.
- « Vous voudrez bien me transmettre la réponse du gouvernement de... dès qu'elle vous sera parvenue, et faire les démarches nécessaires pour qu'elle soit conforme à la juste attente des deux gouvernements.

PROJET DE NOTE.

- Le soussigné a reçu l'ordre de son gouvernement d'adresser à S. Exc. M. la communication suivante :
 - « S. M. l'Empereur des Français et S. M. la reine du Royaume-Uni

de la Grande-Bictagne vont se trouver dans la nécessité de recourir à la force des armes pour repousser les agressions dont l'empire Ottoman est l'objet de la part du gouvernement de S. M. l'empereur de Russie. Voulant, autant que possible, diminuer pour le commerce les conséquences funestes de l'état de guerre, Leurs Majestés ont résolu de ne point autoriser la course, quant à présent, par la délivrance de lettres de marque, et de faire connaître, en même temps que cette résolution, les principes qu'elles entendent appliquer à la navigation et au commerce des neutres dans le cours de cette guerre. C'est dans ce but que Sa Majesté l'Empereur des Français a fait publier la déclaration ci-jointe, identique à celle que S. M. la reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande a fait publier de som côté.

« En restreignant l'exercice de leurs droits de belligérants dans des limites aussi étroites, les gouvernements alliés se croient fondés à compter sur les efforts sincères des gouvernements qui demeureront neutres dans cette guerre, pour faire observer par leurs sujets ou nationaux les obligations de la neutralité la plus absolue. En conséquence, le gouvernement de S. M. l'Empereur des Français a la confiance que le gouvernement de... accueillera avec satisfaction l'annonce des résolutions prises en commun entre les deux gouvernements alliés, et voudra bien, par une juste réciprocité, donner des ordres pour qu'aucun corsaire sous pavillon russe ne puisse être armé, ni ravitaillé, ni admis avec ses prises dans les ports de.... et pour que les sujets (ou citoyens)... s'abstiennent rigoureusement de prendre part à des armements de ce genre ou à toute autre mesure contraire aux devoirs d'une stricte neutralité. »

Ainsi, jusque dans les détails de la notification qu'elles firent de concert, la France et l'Angleterre eurent à cœur de manifester par un langage identique leur parfait accord. Cette union intime ne se démentit pas pendant la suite des événements. Si, dans l'application des règles posées en commun, quelques divergences se firent jour encore sur des points secondaires, elles furent facilement aplanies ou demeurèrent sans conséquence. Malgré l'entente générale sur les principes, des opinions ou des habitudes particulières pouvaient, à certains égards, marquer la trace de pratiques si longtemps opposées. Des instructions furent envoyées par les deux gouvernements aux commandants de leurs marines respectives afin d'atténuer les différences qui subsistaient et qui firent d'ailleurs le sujet d'un complément d'explications amicales échangées entre les cabinets de Paris et de Londres.

Les neutres profitérent largement de toutes les facilités qui leur étaient accordecs. Ils n'en abusèrent point, et pendant toute la durée

de la guerre la France et l'Ancleteure n'eurent pas à regretter leur généreuse initiative. Cette expérience, comme on devait s'y attendre, fut concluante. Le progrès des mœurs secondant la réforme des doctrines, les nouvelles règles éprouvées par la pratique des deux grandes puissances maritimes furent universellement acceptées comme un bien pour toutes les nations.

En Angleterre comme en France, les classes commerçantes, loin de voir avec jalousie la sécurité que ce régime libéral donnait à des intérêts rivaux, se félicitaient du développement général des transactions qui en était la conséquence et sentaient que tous étaient appelés à y trouver également leur avantage. L'Exposition universelle de 1855, organisée à Paris pendant que nos armées de terre et de mer combattaient en Crimée et dans la Baltique, fournit, on s'en souvient, une preuve éclatante de la vigueur et du succès avec lesquels les travaux de la paix étaient poursuivis au sein même d'une guerre acharnée. Un tel spectacle était une gloire pour le siècle où il se produisait pour la première fois, et il devait inspirer une juste confiance dans l'avenir des idées dont il signalait le triomphe. De plus en plus, les cruelles nécessités de la guerre étaient circonscrites dans un cercle étroitement tracé, en dehors duquel l'humanité pacifique et industrieuse gardait ses droits.

Le système inauguré pour la guerre de 1854 répondait si bien à des besoins communs à tous les peuples, qu'il prit sans difficulté le caractère d'une réforme définitive du droit international. Au congrès de paix réuni à Paris en 1856, les plénipotentiaires qui eurent pour mission de consacrer les résultats de la guerre se trouvèrent naturellement amenés à y comprendre la confirmation des règles qui avaient été observées par les puissances belligérantes à l'égard des neutres. Ce fut l'objet de la déclaration de Paris du 16 avril 1856, conçue en ces termes :

1° La course est et demeure abolie.

2° Le pavillon neutre couvre la marchandise ennemie, à l'exception la contrebande de guerre.

3º La marchandise neutre, à l'exception de la contrebande de guerre, n'est pas saisissable sous pavillon ennemi.

4° Les blocus, pour être obligatoires, doivent être effectifs, c'est-àdire maintenus par une force suffisante pour interdire réellement l'accès du littoral ennemi.

A Cette déclaration ont accédé toutes les puissances, excepté l'Espagne, le Mexique et les États-unis de l'Amérique du Nord. Les deux premières ne firent des réserves que sur le droit d'armer des corsaires; mais elles donnèrent leur adhésion aux autres articles. Quant aux États-Unis, ils auraient accepté la déclaration tout entière, si l'on

y cut ajouté une clause relative à l'inviolabilité de la propriété privée sur mer.

Sauf ces restrictions, les arrangements conclus en 1854 entre l'Angleterre et la France sont tombés dans le domaine public, et placés désormais sous l'autorité du droit des gens.

Ce résultat était facile à prévoir. A l'ouverture de la guerre, dans le cours des négociations avec le cabinet de Londres, nous insistions afin de désarmer sa résistance et de lever ses scrupules, sur le caractére temporaire des concessions que nous lui demandions; mais dans notre pensée ce régime, en apparence transitoire, était destiné à se perpétuer par la force des choses et d'un consentement unanime. En effet, lorsque des intérêts considérables se sont développés pendant un certain temps sous l'abri d'un système plus libéral, ils deviennent, à leur tour, les fermes appuis et les invincibles défenseurs du régime qui les a d'abord protégés.

Signé: Drouyn de Lhuys.

ITALIE.

Florence, 2 mars 1867.

Milord,

Conformément à la dépêche de votre Seigneurie, circulaire du 14 février, me demandant d'obtenir des informations officielles concernant les lois de neutralité de l'Italie, j'ai l'honneur de transmettre ci-joint à Votre Seigneurie des copies, accompagnées de traductions, des lois en vigueur sur ce sujet, aussi bien que le code de règlements pour la marine marchande italienne, renfermant les règlements à faire observer par les chefs des ports pour le séjour dans ces ports de vaisseaux de guerre des belligérants, lesquelles lois et lequel code m'ont été remis par le ministre des affaires étrangères d'Italie.

J'ai, etc. Signé: Henry Elliot.

Circulaire du Ministre de la marine.

Turin, le 6 avril 1864.

En adressant à Votre Excellence le décret royal de ce jour, sur la neutralité des ports du royaume, le soussigné croit bon de le faire accompagner de la présente circulaire qui doit servir de règle pour l'application pratique des règlements de cette ordonnance.

Le rapport à Sa Majesté, qui se trouve en tête du décret, fera connaître à Votre Excellence les principes fondamentaux du droit international maritime sur lesquels il est fondé, comme aussi les règles générales qui l'ont dirigé.

Ces règles et ces principes, ayant été reconnus par les publicistes de toutes les nations et de toutes les époques, ont acquis encore plus d'évidence par les règlements récents et analogues que les principales nations maritimes ont publiés dans le cours des dernières années.

L'état de neutralité que le gouvernement du roi a l'intention d'observer à l'égard des puissances qui sont entre elles en état d'hostilités déclaré, impose certaines obligations aux parties belligérantes, obligations qui ne peuvent être séparées de certains droits analogues qui les accompagnent; et c'est pourquoi, en faisant connaître les devoirs imposés par la plus stricte neutralité, il est nécessaire en même temps de mentionner les prérogatives qui découlent de ces conditions. Ainsi. en défendant aux sujets italiens de prendre part de quelque manière que ce soit pour ou contre les États belligérants; en empêchant dans les ports de mer toute opération de commerce qui pourrait causer du dommage aux puissances qui sont en guerre; en défendant, sous des peines et pénalités, aux citoyens italiens de prendre du service à bord des vaisseaux belligérants, leur refusant dans un cas pareil toute protection de la part du gouvernement de Sa Majesté et au contraire les abandonnant à la juridiction des lois des autres parties; il est nécessaire, d'un autre côté, d'éviter que les mers situées dans la juridiction territoriale du royaume d'Italie ne servent de champs de bataille aux puissances belligérantes, ou que les lieux de mouillage et les ports sur les côtes d'Italie ne servent à fournir des armements ou ne soient utilisés comme point de départ d'opérations hostiles.

Comme il a été convenu, reconnu et stipulé par les traités internationaux que les sujets étrangers doivent se soumettre à toutes les lois et règlements qui ont trait à la sécurité publique et à la police du pays dans lequel ils séjournent ou ont leur domicile, il s'ensuit comme conséquence logique et naturelle, que les lois et prohibitions renfermées dans l'article 4 doivent être considérées comme s'étendant aux sujets étrangers qui se trouvent dans le royaume.

Les principes d'humanité qui nous engagent dans les cas de danger à secourir n ême un ennemi qui est sans défense, trouvent leur application dans l'art. 7 du décret ci-joint. Il n'est pas possible de refuser abri et assistance aux corsaires des parties belligérantes qui, par suite de l'état de la mer, entrent dans les ports du royaume, ou qui y cherchent un refuge pour réparer leurs avaries ou se procurer des pro-

visions et autres choses nécessaires à leur subsistance. Néanmoins les devoirs de l'humanité se bornent aux exigences pour la sûreté de la navigation et ne doivent pas s'étendre à toute demande des moyens qui, d'une façon ou manière quelconque, pourraient accroître la force offensive ou défensive desdits bâtiments.

En conséquence, si dans un port, une rade, ou sur la côte du ressort du commandement de Votre Excellence, il se présente un vaisseau de guerre ou des corsaires des parties belligérantes pour chercher un refuge contre le mauvais temps ou pour réparer des avaries ou encore pour se procurer des provisions et des matériaux indispensables pour continuer leur route sans danger, Votre Excellence, en vertu de l'art. 10, ne pourra pas refuser ces demandes; mais, conformément à l'art. 9, elle refusera de donner suite à toute demande qui, d'une manière quelconque, pourrait augmenter les moyens militaires d'attaque ou de défense desdits vaisseaux.

La liberté de débarquer ou d'arriver dans les ports ou sur les côtes du royaume ne peut d'ailleurs être accordée aux vaisseaux belligérants accompagnés de prises, si ce n'est en cas du mauvais état de la mer. Dans le cas où ces vaisseaux ont besoin de réparations ou d'approvisionnements, ils doivent consentir au préalable à mettre leurs prises en liberté, avant que leur demande leur soit accordée; s'ils s'y refusaient, toute assistance leur serait refusée, la présence de prises constituant une continuation d'opérations hostiles dans des eaux qui

sont sous la juridiction territoriale d'un pays neutre.

Le second paragraphe de l'art. 10 stipule qu'une fourniture de charbon ne peut être accordée que vingt-quatre heures après l'arrivée du vaisseau belligérant qui en fait la demande. Votre Excellence verra d'après cet article que le soussigné a voulu empêcher que ces sortes de demandes puissent servir à des desseins offensifs immédiats contre des vaisseaux de l'autre partie belligérante de la part de celui qui aurait fait la demande de charbon, même si cette demande avait été faite sous le prétexte de la sécurité de sa navigation. La période de vingt-quatre heures, spécifiée dans ledit article, peut, dans certains cas, être augmentée par Votre Excellence, mais ne peut jamais être moindre.

Le règlement de l'art. 11 du décret royal ci-joint exige, outre son exacte observation, que les autorités maritimes apportent tout le soin possible à éviter, par la façon dont elles l'exécutent, de fournir l'occasion à des hostilités immédiates entre les vaisseaux de deux parties belligérantes. Dans l'interprétation de l'art. 11 cité plus haut, il faudra prendre en considération l'état de la mer pour fixer l'intervalle qui doit s'écouler entre la sortie du port du premier bâtiment et la sortie du second. Les conditions réciproques de bâtiments à voiles ou à va-

peur ne doivent pas être perdues de vue; le bâtiment à voiles, dans ce cas, sera invité à sortir avant celui qui est mû par la force d'une machine, si ce n'est dans le cas où le premier est un bâtiment marchand à vapeur, et le second un bâtiment de guerre de l'État ou un corsaire.

A l'arrivée à l'ancre dans un port d'un vaisseau de guerre d'une nation quelconque, en quelque lieu que ce soit du royaume, on lui enverra une copie du décret royal ci-jointe. Si ledit vaisseau appartient à une puissance belligérante, on lui donnera une copie du modèle ci-inclus, avec demande d'en remplir toutes les colonnes de la manière indiquée. On agira de même envers les corsaires.

Une copie de ce modèle, dès qu'il aura été rempli, sera immédiatement envoyée au soussigné par voie directe; les capitaines et officiers u port n'omettront pas d'informer individuellement les autorités sous lesquelles ils sont placés dans l'ordre hiérarchique.

La présence de forces considérables maritimes dans certains ports du royaume, comme cela est indiqué dans l'article 12 et spécifié dans l'article 13, peut, dans bien des cas, empêcher la libre action du gouvernement, et le soussigné, suivant l'exemple des mesures ordonnées par d'autres puissances à cet égard, propose à Sa Majesté de donner son approbation aux règles établies dans les articles suivants.

Tandis que les prescriptions renfermées dans l'article 12 seront scrupuleusement observées, les commandants maritimes des ports spécifiés dans l'article 13 useront de grandes précautions dans leur application, afin d'éviter des malentendus et d'empêcher les règlements maritimes généraux d'être considérés comme entachés d'un caractère de défiance.

Néanmoins les capitaines de port dont il a été fait mention plus haut, en s'appercevant de l'approche d'une escadre composée de plus de trois vaisseaux de guerre, auront soin de ne pas attendre son entrée dans le port pour lui communiquer la disposition susdite. Ils se porteront à sa rencontre, hors du port, aussitôt qu'il sera manifeste que cette escadre a l'intention de venir y ancrer, et l'informeront ainsi à temps des règlements qui sont établis dans ce port au sujet de la présence d'armements étrangers.

Si l'escadre ne comprend que trois vaisseaux ou moins, alors les capitaines des ports, d'après les prescriptions de l'article 14, iront à hord du vaisseau monté par le plus ancien officier; ou du vaisseau de guerre, s'il est seul, et lui communiqueront les prescriptions de l'art. 12, se rapportant au séjour d'une escadre dans le port.

D'après le second paragraphe de l'article 12, Votre Excellence s'apercevra qu'avec la permission du Gouvernement, des vaisseaux de guerre au nombre de trois ou moins peuvent séjourner pendant plus de huit jours dans les ports mentionnés dans l'article 13.

En conséquence si le chef de l'escadre exprimait le désir de pro-

longer son séjour au delà du temps prescrit par les règlements, Votre Excellence informera le soussigné aussitôt que possible et attendra une réponse avant de signifier au commandant d'effectuer son départ, lors même que la période de huit jours serait dépassée par suite de l'attente de cette réponse.

Votre Excellence conclura, d'après la teneur de l'article 8, que le Gouvernement désire faire une exception aux règlements renfermés dans le décret royal, en faveur des vaisseaux de guerre dont la mission est exclusivement scientifique; et cette exception, faite depuis plusieurs années doit s'étendre aussi aux vaisseaux appartenant à un État belligérant.

Cette exception d'ailleurs ne se rapporte qu'aux vaisseaux dont la mission est hors de toute suspicion et déjà reconnue du Gouvernement par les voies diplomatiques et consentie par lui.

Dans ces cas les capitaines de ports respectifs seront avisés à temps

par le Ministre de la marine lui-même.

Si les autorités maritimes entretenaient quelques doutes sur l'interprétation ou l'application des différents ças prévus dans les articles dudit décret, ils devront aussitôt en référer au Ministère, par écrit, et demander des instructions et des explications.

Signé: Cugia.

Rapport adressé au Roi par le Ministre de la marine.

Turin, le 5 avril 1864.

Sire,

La convention de Paris du 16 avril 1856 a établi de nouvelles bases du droit public en temps de guerre maritime à l'égard des neutres et des puissances belligérantes.

La propriété appartenant aux sujets d'un État resté neutre pendant la guerre, même si elle était embarquée sur des vaisseaux ennemis, est maintenant respectée, et ne doit plus dorénavant, dans le plus grand nombre de cas, constituer un objet de prise pour les belligérants.

Les obligations contractées par les Puissances signataires de la susdite convention et par les pays qui y ont adhéré, de ne pas délivrer de lettres de marque aux vaisseaux marchands, ont donc modifié ceux des principes du droit maritime qui concernaient les corsaires et leurs prises.

Ces principes d'ailleurs ayant en vue de diminuer les pertes subies par les particuliers dans le cours d'une guerre maritime, n'ont pas été acceptés par toutes les puissances maritimes indistinctement et pour cette raison les lois concernant la course et les prises renfermées dans les différents codes et règlements de droit maritime n'ont pas pu être abrogées, étant tenues en réserve, pour des cas comme ceux d'une guerre avec l'un des pays qui a refusé son adhésion aux principes exposés dans la convention de Paris.

Cela explique les motifs pour lesquels les Puissances maritimes qui ont accepté ces bases nouvelles du droit, publient aussi maintenant des règlements concernant les armements des corsaires.

Vu les conditions des parties engagées dans la guerre dans l'Amérique du Nord, le Gouvernement français, dès le début de la lutte, fut amené à déclarer dans une note du 10 juin 1861, et aussi, le gouvernement anglais, dans une lettre à la date du 12 janvier 1862, du Foreign Office aux lords de l'Amirauté, quels seraient les principes qui serviront de base de neutralité pour ces gouvernements pendant la désastreuse guerre d'Amérique.

Dernièrement cependant, et malgré cette déclaration, des entreprises hostiles ont été exécutées dans le domaine des eaux des puissances neutres européennes par certains bâtiments appartenant à ces belligérants qui cherchèrent aussi à réparer leurs avaries et à se procurer des approvisionnements dans des ports neutres.

Malgré que la position de ce royaume puisse exclure la supposition que quelqu'un des vaisseaux armés ou des corsaires des États belligérants d'Amérique puisse jamais avoir l'occasion d'approcher des côtes d'Italie, dans l'intention calculée d'y causer des troubles à une Puissance neutre.

Cette supposition prend un autre aspect lorsque les mouvements des vaisseaux de guerre appartenant aux puissances du nord de l'Europe sont considérés à l'instant comme dans un état de guerre.

Ces faits devront certainement attirer l'attention du gouvernement de Votre Majesté sur les conséquences qui peuvent s'ensuivre pour un État neutre et lui faire prendre les mesures pour que pendant que les devoirs de la neutralité sont observés, les droits attachés à cette neutralité d'une puissance soient pareillement respectés.

En préparant le projet de loi que j'ai l'honneur de soumettre maintenant à Votre Majesté, détaillant en outre les principes qui doivent régler la conduite des autorités maritimes, de la population maritime et des sujets de Votre Majesté, pour garder les strictes limites de la neutralité, de même que pour être le guide du gouvernement italien à l'égard des puissances actuellement en guerre, je crois juste de déclarer quels règlements sont déjà en vigueur dans plusieurs ports du royaume, règlements sanctionnés par des lois précédentes et communes à toutes les nations maritimes, soit comme un droit spécial étendu à quelques points des côtes (quale prerogativa propria su certi punti

speciali delle coste), ou comme étant reconnus par tous ceux qui se sont

occupés du droit maritime international.

Si Votre Majesté daigne approuver les considérations qui sont la base du texte du décret ci-joint, j'ose espérer qu'elle ne refusera pas de la revêtir de sa sanction royale.

Signé: E. Cugia, ministre de la marine.

VICTOR EMMANUEL II, roi élu d'Italie.

Vu les patentes royales du 24 novembre 1827, déterminant les règlements des ports;

Vu le Code pénal pour la marine marchande, daté du 15 janvier 1827; Vu le décret royal du 22 décembre 1861 qui étend les lois et règlements sur la marine marchande dans les anciennes provinces aux nouvelles provinces du Royaume;

Considérant l'état des relations existantes entre l'Italie et d'autres États maritimes qui sont en guerre ouverte;

Considérant les droits réservés par le droit maritime international concernant certaines parties spéciales des côtes de tout État maritime, tendant à maintenir et garantir l'état de neutralité de ce royaume à l'égard des puissances belligérantes; et pour valider dans toutes les circonstances ces droits qui peuvent sortir ou dériver de cet état (de neutralité) et par conséquent conserver intacte sa liberté d'action;

Sur la proposition de notre Ministre de la marine, de concert avec notre Ministre des affaires étrangères,

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Article I. Il n'est permis à aucun vaisseau de guerre ou corsaire appartenant à un État belligérant d'entrer ou de rester avec des prises dans un port ou havre du Royaume, excepté en cas de nécessité absolue.

Article II. Dans ces cas exceptionnels et sous les conditions renfermées dans le précédent article, les vaisseaux de guerre et les corsaires devront quitter les côtes du Royaume, aussitôt que la cause qui leur a fait y chercher un refuge sera éloignée, et suivant les dispositions de l'article XI.

Article III. Il n'est permis ni de vendre ni d'échanger, ni de transférer ou donner des objets provenant de pillage sous quelque prétexte que ce soit, dans les ports, havres ou sur les côtes du Royaume.

Art. IV. Aucun sujet italien n'acceptera d'une des parties belligérantes de commission pour armer des vaisseaux de guerre, ou de lettres de marque pour croiser ou pour aider par un moyen quelconque à équiper, armer ou préparer à la guerre un vaisseau ou corsaire pour lesdits belligérants.

Article V. Conformément à l'article 35 du Code pénal pour la marine marchande, aucun sujet italien ne doit être enrôlé ou prendre du service sur un vaisseau de guerre ou corsaire appartenant à l'un ou l'autre des belligérants.

Article VI. Tout sujet italien, coupable de contravention aux prescriptions établies dans les articles IV et V, ou qui aura commis quelque acte contre l'une des puissances belligérantes contrairement aux devoirs ressortant de la neutralité observée par le gouvernement italien à l'égard desdites parties belligérantes, ne pourra invoquer sa protection contre les actes, mesures de quelque nature qu'elles soient que les belligérants croiront avoir le droit de prendre contre lui, et de plus il encourra les pénalités édictées dans l'article V du présent décret, conformément à l'article 80 du Code pénal pour la marine marchande du 18 janvier 1827.

Article VII. Aucun vaisseau de guerre belligérant ou corsaire ne pourra rester plus de 24 heures dans un port, havre ou ancrage du Royaume ou dans les eaux adjacentes, si ce n'est dans les cas de nécessité causés par l'état de la mer, pour des réparations ou pour l'achat des approvisionnements nécessaires à la navigation.

Article VIII. Les vaisseaux de guerre appartenant à une puissance amie, quoique belligérante, peuvent jeter l'ancre et rester dans les ports et havres du Royaume, lorsque leur mission est purement scientifique.

Article IX. En aucun cas, un vaisseau de guerre belligérant ne pourra se servir d'un port d'Italie pour des desseins de guerre ou pour y faire des emplettes d'armes ou de munitions.

Il ne doit pas non plus, sous le prétexte de réparations, chercher à augmenter ses forces.

Article X. On ne doit fournir aux vaisseaux de guerre belligérants ou aux corsaires d'autres approvisionnements que ceux qui sont destinés à la subsistance de l'équipage et seulement les matériaux nécessaires pour exécuter les réparations demandées pour la navigabilité du vaisseau.

Les vaisseaux de guerre belligérants, de même que les corsaires demandant à faire du charbon, n'en pourront obtenir que 24 heures après leur arrivée.

Article XI. Si des vaisseaux de guerre, des corsaires ou des bâtiments marchands des deux puissances belligérantes venaient à se rencontrer dans le même port, havre du Royaume, il y aura un intervalle de 24 heures entre le départ du vaisseau d'une puissance et celui de l'autre puissance.

Les autorités maritimes locales ont le pouvoir de prolonger cet intervalle d'après les circonstances.

Article XII. Dans les ports considérés comme forteresses navales ou forteresses militaires, dans les mouillages où il y a des arsenaux de la marine et de la guerre, des magasins ou autres chantiers, il ne pourra entrer que trois vaisseaux de guerre appartenant à la même puissance, et cela sous la condition de n'y rester que huit jours.

Cette période ne peut être prolongée que dans les cas de nécessitéou pour exécuter des réparations, avec la permission formelle du Gouvernement du roi, auquel la permission doit être demandée par les autorités locales maritimes par l'intermédiaire du Ministre de la marine.

Article XIII. Les ports et mouillages spécifiés dans le précédent article sont : Gênes et les eaux adjacentes du côté de la côte de Foce; le golfe de la Spezia, Livourne, Porto Ferrajo, Naples, Baja, Castellamare, Gaëte, Messine (avec les mouillages de Faro et Reggio en Calabre), Milazzo, Syracuse, Augusta, Palerme, Frapani, Tarente, Brindisi, Ancône, Cagliari, l'île de la Madeleine.

Article XIV. Les autorités maritimes locales des places mentionnées dans le présent article présenteront, à l'arrivée de vaisseaux de guerre, aux commandants ou au chef de l'escadre, une copie des stipulations présentes pour leur gouverne, en les priant de s'y conformer.

Article XV. Toutes les autorités maritimes du Royaume sont invitées à exécuter strictement toutes les mesures prescrites dans le présent décret qui entrera en vigueur à partir du jour de sa publication dans les différentes parties du Royaume.

Article XVI. Toutes les dispositions actuellement en vigueur et qui sont contraires à celles qui sont renfermées dans la présente ordonnance, sont abrogées.

Nous ordonnons que le présent décret, muni du grand sceau et enregistré à la cour des comptes (dei conti), soit inséré dans la collection officielle des lois et ordonnances du Royaume d'Italie, désirant que tout ce qui le concerne soit observé et fait observer.

Signé: VICTOR-EMMANUEL.

Contre-signé : E. Cugia.

Turin, le 6 avril 1864.

Extrait du Code naval italien. Chapitre VII. — De la neutralité de l'État à l'égard des Puissances belligérantes.

En cas de guerre entre des puissances à l'égard desquelles l'État reste neutre, les corsaires ou vaisseaux de guerre avec des prises ne doivent pas être reçus dans les havres ou rades, excepté dans les cas de mauvais temps.

Ils devront en partir, aussitôtque le danger aura cessé.

Aucun vaisseau de guerre ou corsaire, appartenant à un belligérant, ne sera autorisé à rester plus de 24 heures dans un port, havre ou rade de l'État ou dans les eaux adjacentes, même quand il serait seul, excepté dans le cas de mauvais temps, de naufrage ou d'absence des moyens nécessaires pour continuer sa route sans danger.

En aucun cas, il ne sera permis à un vaisseau pendant son séjour dans le port, havre ou rade de l'État, de vendre, d'échanger ou de troquer ou même de donner gratuitement les prises (faites en guerre).

Les vaisseaux de guerre d'une puissance amie, même les vaisseaux belligérants, peuvent entrer et rester dans tout havre, port ou rade de l'État sous la condition que l'objet de leur mission soit exclusivement scientifique.

En aucun cas, un vaisseau belligérant ne peut se servir d'un port italien pour des desseins de guerre ou pour obtenir des armes et des approvisionnements.

Il ne peut non plus, sous le prétexte de réparations, exécuter de changements ou autres travaux destinés à augmenter ses forces de guerre.

On ne fournira rien aux vaisseaux de guerre et corsaires, sauf les articles de nourriture et d'entretien et les moyens actuellement nécessaires pour leur réparation et pour la subsistance de leur équipage et pour la sécurité de leur navigation.

Les vaisseaux de guerre belligérants ou les corsaires désirant compléter leur provision de charbon, n'obtiendront ces fournitures qu'au bout de 24 heures après leur arrivée.

Dans le cas où des vaisseaux de guerre, soit corsaires ou bâtiments marchands, des deux parties belligérantes se trouvent ensemble dans un port, havre ou rade de l'État, il y aura un intervalle de 24 heures entre le départ successif des vaisseaux de l'un des belligérants et celui des vaisseaux de l'autre.

Cet intervalle peut être augmenté suivant les circonstances appréciées par les autorités maritimes de la place.

La capture de prises, aussi bien que tout autre acte d'hostilité entre deux vaisseaux belligérants dans les eaux du territoire ou les eaux adjacentes d'une île de l'État, constitue une violation du territoire.

PAYS-BAS.

Note du Ministre des affaires étrangères au chargé d'affaires de la Grande-Bretagne à la Haye.

La Haye, le 6 mars 1867.

Le S. S. etc., etc., a eu l'honneur de recevoir la note que M. Ward, etc., elc., lui a adressée sous la date du 16 de ce mois, et dans laquelle il demande au nom de son Gouvernement des renseignements au sujet des lois, règlements ou autres moyens, dont celui des Pays-Bas pourrait éventuellement faire usage afin d'empêcher, en dedans des frontières du Royaume, des actes dont des Puissances belligérantes pourraient se plaindre comme d'une violation des devoirs de la neutralité.

En réponse, le S. S., etc., etc., s'empresse de porter à la connaissance de M. Ward qu'il n'existe pas dans le Royaume des Pays-Bas une collection de lois ou règlements concernant les droits et devoirs de la neutralité en général, ni de lois ou ordonnances spéciales pour l'une ou l'autre partie de cette matière importante du droit public externe. Le Gouvernement peut, ainsi qu'il sera dit plus loin, faire usage des articles 84 et 85 du Code pénal; mais les cas exceptés où ceux-ci trouvent leur application, des dispositions législatives proprement dites n'ont pas été prises en vue de la neutralité de l'État et pour mettre le Gouvernement à même de sauvegarder cette neutralité, et de sévir contre ceux qui tenteraient de la violer.

En général on peut dire que dans aucun pays la matière susmentionnée n'a été réglée ni mise sous le contrôle des lois, et si la Grande-Bretagne et les États-Unis ont leur « Foreign Enlistment Act, » cette loi est d'une portée fort limitée. Jusqu'ici le Gouvernement des Pays-Bas n'a pas cru qu'il fût nécessaire ou opportun de renfermer dans une ou plusieurs lois ce qui a trait aux droits et devoirs de la neutralité; mais il s'est borné à suivre scrupuleusement les principes du droit des gens moderne de l'Europe et à faire insérer dans la Gazette officielle (ainsi que par exemple la France et la Grande-Bretagne l'ont fait également en 1861 et plus tard) des avertissements qui fixent l'attention des sujets néerlandais sur le danger du transport de contrebande ou de dépêches, de la violation d'un blocus effectif, d'exercer la course ou d'accepter des lettres de marque. On y règle également l'admission dans nos ports des navires de guerre belligérants et un résumé des instructions

spéciales envoyées aux gouverneurs des colonies néerlandaises lors de la guerre civile aux États-Unis, a été communiqué à la Légation Britannique sous la date du 17 décembre 1861.

L'année dernière ces avertissements ont reçu plus d'étendue et de précision; le Gouvernement a pris en outre l'engagement de veiller à ce que l'équipement de vaisseaux de guerre pour les parties belligérantes n'ait pas lieu dans les ports néerlandais. Un exemplaire de la Gazette Officielle du 20 mars 1866, renfermant ces avertissements, se trouve ci-annexé (une erreur s'étant glissée dans le préambule, elle a été rectifiée dans la Gazette du 21 mars).

Quant aux moyens coactifs dont le Gouvernement pourrait disposer pour empêcher des violations de sa neutralité, les articles 84 et 85 du Code pénal peuvent dans quelques cas servir à ce but. Ceux, par exemple, qui tâcheraient d'équiper ou de vendre des vaisseaux de guerre dans nos ports, pour le compte des belligérants pourraient être poursuivis en vertu de ces articles; les navires seraient alors saisis comme pièce de conviction et par là même leur sortie serait empêchée.

Le S. S. prie M. Ward de communiquer ce qui précède à son Gouvernement en ajoutant à celui des Pays-Bas d'apprendre quels sont les articles qui, aux yeux du Cabinet de Londres, doivent être rangés parmi ceux désignés sous le nom de contrebande de guerre.

Le S. S. prie M. Ward, etc., etc., etc.

Signé: DE ZUYLEN DE NYEVELT.

PROCLAMATION.

Ministère des affaires étrangères.

Atteudu que la guerre existe maintenant entre le Brésil (allié avec la République Argentine et l'Uruguay) et le Paraguay, aussi bien qu'entre l'Espagne et le Chili, et que le Pérou a déclaré la guerre à l'Espagne, le Ministre des affaires étrangères et le Ministre de la justice sont autorisés par le Roi d'avertir par les présentes tous les habitants de ce Royaume, de ne se mêler de course en aucune façon et de n'accepter aucune lettre de marque étrangère. Si quelques Néerlandais, impliqués dans ces affaires de course directement, ou seulement en y prêtant main, venaient à être poursuivis devant les autorités hollandaises,

ils seront traités comme des criminels et subiront les châtiments édictés par la loi.

Les ministres ci-dessus mentionnés,

Signé: E. Cremers. Signé: Pické.

La Haye, 17 mars 1866.

Suivant les ordres du Roi, les ministres des Affaires étrangères, de la Justice et de la Marine font connaître à tous ceux à qui il appartiendra, que pour conserver une neutralité complète pendant la guerre entre les puissances mentionnées dans la proclamation qui précède, les mesures suivantes ont été adoptées :

Article I. Aucuns vaisseaux de guerre ou corsaires appartenant à l'une des parties belligérantes accompagnés de prises, ne pourront entrer dans des ports ou rades hollandais, ni y rester pour s'y radouber, à moins qu'ils n'y soient forcés par une évidente nécessité, telle qu'un naufrage ou le manque d'approvisions. Ils devront, d'ailleurs, aussitôt que la cause qui les avait amenés sera écartée, continuer leur route le plus tôt possible.

Article II. Il est défendu, dans les ports et rades de la Hollande, d'afficher des prises, de les vendre, troquer ou donner, de même que des objets provenant de pillage. Il est également défendu de dégrader et vendre des vaisseaux de guerre ou croiseurs des parties belligérantes et aussi des corsaires (dans le cas où ceux-ci auraient été admis), à moins que le Gouvernement dans les circonstances ordinaires ne donne un jugement que la vente peut avoir lieu sans danger pour la neutralité de l'État.

Article III. Les corsaires, même sans prises, ne sont pas admis dans les rades et ports hollandais, excepté dans les cas spécifiés à l'article I. La conclusion de cet article est par conséquent applicable à celui-ci.

Ils ne peuvent prendre plus d'approvisionnements que ce qu'il leur en faut pour leur usage immédiat, et du charbon en quantité à peine suffisante pour leurs besoins pendant vingt-quatre heures.

Article IV. Les vaisseaux de guerre des parties belligérantes pourvu qu'ils se soumettent aux règlements internationaux pour leur admission dans les ports neutres, peuvent rester pour un temps illimité dans les rades et ports hollandais; ils peuvent aussi se pourvoir d'une quantité illimitée de charbon.

Le Gouvernement, d'un autre côté, se réserve le droit, toutes les fois que cela paraîtra nécessaire pour sauvegarder la neutralité, de limiter ce séjour à vingt-quatre heures.

Article V. Lorsque des vaisseaux des belligérants (vaisseaux de guerre, corsaires ou bâtiments marchands), se trouvent ensemble dans le même port pour s'y radouber, ou dans les eaux intérieures du pays, il devra s'écouler au moins une période de vingt-quatre heures entre le départ d'un vaisseau d'une partie belligérante et le départ subséquent d'un vaisseau appartenant à l'autre belligérant.

Cet espace de temps, suivant les circonstances, peut être prolongé

par les autorités du port.

Article VI. Il est défendu de fournir aux vaisseaux de l'une ou l'autre partie belligérante des armes ou des munitions, de même que de les aider à augmenter en aucune manière leurs armes ou équipements.

Les ministres ci-dessus mentionnés,

Signé : E. CREMERS. Signé : PICKÉ.

La Haya, le 17 mars 1866.

Le ministre de la guerre, chargé par intérim du ministère de la marine,

Signé: J. W. BLANKEN.

Le ministre des Affaires étrangères croit de son devoir, en conséquence de la guerre existant entre les puissances de l'Amérique du Sud, d'appeler l'attention des armateurs, manufacturiers et fréteurs, sur les dangers auxquels ils s'exposeraient, en se mettant en opposition avec leurs devoirs vis-à-vis des puissances neutres, en ne respectant pas un blocus effectif, ou en transportant de la contrebande de guerre, des hommes ou des dépêches pour l'un des belligérants.

Dans ces circonstances les parties intéressées s'exposeront à tous les résultats découlant de leurs actes sans pouvoir attendre du Gouvernement néerlandais ni intervention, ni protection, quelles que soient les réclamations qu'elles pourraient élever.

Le Gouvernement veillera attentivement à empêcher l'équipement dans ce pays ou l'armement de vaisseaux pour le compte des belligérants par des Néerlandais.

Signé: E. CREMERS.

La Haye, le 17 mars 1867.

Articles 84 et 85 du Code pénal (Code Napoléon), Livre III, Titre Ier.

Article 84. Quiconque aura par des actions hostiles non approuvées par le Gouvernement exposé l'État à une déclaration de guerre, sera puni du bannissement; et si la guerre s'en est suivie, de la déportation.

Article 85. Quiconque aura par ses actes non approuvés par le Gouvernement, exposé des Français à éprouver des représailles, sera puni du bannissement.

PORTUGAL.

Lisbonne, 26 février 1867.

Milord,

En réponse à la dépêche de Votre Seigneurie sous la forme de circulaire du 14 du mois courant peut me charger de me procurer des renseignements sur les lois de neutralité en vigueur au Portugal, j'ai l'honneur de mander à Votre Seigneurie, que j'ai reçu aujourd'hui du ministre portugais une note dont je vous transmets une copie, accompagnée d'une traduction par M. Duff. Votre Seigneurie remarquera que ces renseignements se bornent à me fournir des copies des déclarations de neutralité portugaises qui sont déjà entre les mains du Gouvernement de Sa Majesté.

J'ai en conséquence demandé de plus amples renseignements dans une note dont je vous donne une copie sous ce pli, pour savoir quelles sont les lois et les ordonnances ou autres moyens à la disposition du Gouvernement portugais pour prévenir, sur l'étendue de son territoire, les actes qui pourraient violer les lois de la neutralité portugaise contenues dans les déclarations de neutralité que M. Cazal Ribeiro m'a ransmises.

J'ai l'honneur d'être, etc.

Signé: A. PAGET.

Au très-honorable lord Stanley.

Département des affaires étrangères. Lisbonne, le 25 février 1867. (Reçue le 26.)

Très -illustre et très-excellent Monsieur,

J'ai reçu la note que Votre Excellence a bien voulu m'adresser le 19 courant, dans laquelle vous m'informez que le Gouvernement britannique, ayant nommé une Commission pour faire une enquête sur les lois de neutralité en Angleterre, et étant désireux d'obtenir des renseignements sur les lois, règlements et autres mesures qui ont pu être adoptés dans d'autres pays. A cet égard, il vous a chargé de leur signaler ceux des lois et règlements portugais, pour prévenir sur le territoire portugais tout acte qui pourrait être considéré comme une violation des lois de neutralité.

Et comme Votre Excellence m'a demandé de lui envoyer des copies de ces lois et règlements, de même que tout autre renseignement que je serais en état de vous fournir sur ce point, j'ai l'honneur de déclarer à Votre Excellence que, comme le Portugal professe les principes les plus libéraux à l'égard de la neutralité, et que, comme il désire coopérer à la consolidation de ces principes et à assurer la liberté du commerce maritime et de la navigation des puissances neutres, il s'est empressé dès l'année 1782, d'accéder à la déclaration faite par la Russie le 28 février 1780 aux différentes puissances, de conclure avec cet empire le 12 juillet 1782 une Convention, d'après des principes identiquement semblables à ceux qui sont renfermés dans les second, trossième et quatrième articles de la déclaration du Congrès de Paris, du 16 avril 1856, sur le droit maritime, déclaration à laquelle le Portugal a adhéré complétement et entièrement, parce qu'elle était d'accord avec les doctrines qu'il a professées depuis tant d'années à l'égard de la neutralité.

Avant l'adhésion du Portugal à la déclaration du 16 avril 1856 à laquelle je fais allusion et à l'époque de la question d'Orient, le décret du 5 mai 1854 (dont je joins ici une copie) fut publié, afin que la plus stricte et la plus absolue neutralité fût observée dans ce royaume, à l'égard des puissances qui étaient alors en guerre.

Le 29 juillet 1861, le Gouvernement portugais, désireux, vu les circonstances existantes aux États-Unis d'Amérique, de se mettre en accord avec les principes exposés dans la déclaration de Paris du 16 août 1856, publia le décret à la date indiquée ci-dessus et dont j'envoie ci-joint copie à Votre Excellence.

Finalement par le décret du 2 juillet 1866, à l'occasion de la guerre entre l'Italie et l'Autriche, et entre la Prusse et l'Autriche et un grand nombre d'États allemands, et dont une copie fut adressée à tous les chefs de missions du Portugal avec ordre de la communiquer aux Gouvernements près desquels ils étaient accrédités, Votre Excellence pourra voir quelles sont les lois de neutralité maintenant en vigueur en Portugal.

Je profite, etc.

Signé: CAZAL RIBEIRO.

A sir A. Paget.

Légation britannique à Lisbonne, 26 février 1867.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note d'avant-hier que Votre Excellence m'a adressée concernant les lois de neutralité du Portugal, et je remercie Votre Excellence pour les documents qu'elle a bien voulu me fournir.

Il y a un point cependant sur lequel le Gouvernement de Sa Majesté désirerait vivement être renseigné et dont il n'est fait mention ni dans la note de Votre Excellence, ni dans les documents qui y sont joints, à savoir : quels sont les lois, règlements ou autres moyens qui sont à la disposition du Gouvernement portugais pour prévenir sur son territoire tout acte qui violerait les lois de sa neutralité, suivant les déclarations de neutralité que Votre Excellence m'a transmises. Si Votre Excellence voulait bien me donner ce renseignement, je lui en serais grandement reconnaissant.

Je profite etc.

Signé: A. PAGET.

A M. H. E. M. Cazal Ribeiro.

Lisbonne, le 29 mars 1867.

Milord,

En rappelant ma dépêche du 26 du mois dernier, j'ai l'honneur d'adresser à Votre Seigneurie la copie, accompagnée d'une traduction de M. Duff, d'une note ultérieure que j'ai reçue du ministre portugais sur les lois de neutralité et leur exécution en Portugal.

J'ai l'honneur d'être, etc.

Signé: A. PAGET.

Au très-honorable lord Stanley.

Département des affaires étrangères. Lisbonne, le 18 mars 1867. (Reçue le 22.)

Très-illustre et excellent Monsieur,

J'ai cu l'honneur de recevoir la note que Votre Excellence a bien voulu m'adresser le 26 février dernier demandant d'être renseigné conformément aux désirs de votre Gouvernement sur les lois ou moyens que possède le Portugal pour pouvoir prévenir dans les limites de son territoire les actes de violations de neutralité.

En réponse, j'ai le devoir d'exposer à Votre Excellence que les lois et règlements sur la matière sont ceux qui étaient renfermés dans ma note du 25 de ce mois, ou qui étaient mentionnés dans ces documents; quant aux moyens d'exécution dans les cas de quelque violation de neutralité, ils consistent en poursuites devant les tribunaux, l'usage de la force, les réclamations adressées aux gouvernements étrangers et tout autre moyen suivant les circonstances.

Je profite, etc.,

Signé: CASAL RIBEIRO.

A M. A. Paget.

PRUSSE.

Note du Ministre des affaires étrangères à l'Ambassadeur de Sa Majesté.

Berlin, le 11 mars 1867.

Le soussigné a l'honneur d'exposer, en réponse à la note de lord Loftus du 15 du mois dernier, que les décrets renfermés dans le code des lois prussiennes pour prévenir, durant une guerre entre Puissances étrangères, sur le territoire prussien, des actes qui pourraient être considérés comme une atteinte à la neutralité, sont en partie directs et en partie indirects.

Une ordonnance directe se trouve renfermée dans la section 78 du code pénal du 14 avril 1851, par lequel des actes hostiles commis par un Prussien dans son propre pays ou au dehors ou par un étranger durant son séjour en Prusse contre un État étranger ou contre son souverain sont punissables; si ces mêmes actes sont commis contre le roi de Prusse, ils constituent le crime de haute trahison. Mais à l'égard des actes commis contre un gouvernement non allemand, ce décret n'a de vigueur que dans le cas de réciprocité garantie par des ordonnances publiques ou par les traités.

La répression consiste en un emprisonnement dans une maison de correction de deux à dix ans; mais, dans le cas où des circonstances atténuantes sont admises, à la reclusion pour un temps d'un à dix ans. Si l'attentat est découvert avant la mise à exécution, l'emprisonnement sera de six mois à trois ans.

Il est dit dans la section 61 de quelle nature ces actes hostiles doivent être pour qu'ils soient passibles d'un châtiment, par exemple : chaque attentat ayant pour objet :

1° D'assassiner le roi, de l'emprisonner, de le livrer aux mains de l'ennemi ou de le rendre incapable de régner;

2º De changer par violence l'ordre de soumission au trône ou la

constitution de l'État;

3° D'incorporer entièrement ou partiellement le territoire de l'État prussien avec un État étranger, ou séparer une partie du territoire du restant.

Plus loin, à la section III, quiconque enrôle ou fait enrôler un sujet prussien au service étranger sera passible d'un emprisonnement de trois mois à trois ans. La tentative de commettre cet acte est punie comme l'action même.

Parmi les principales mesures indirectes et préventives contre la violation de la neutralité, viennent toutes les lois qui permettent au gouvernement de s'opposer à la perpétration d'actes de violences sur le territoire de l'État. Les clauses suivantes du code pénal s'y appliquent.

- \$ 1. Quiconque commande ou rassemble des troupes d'hommes armés sans autorité, ou quiconque fournit d'armes ou de munitions de guerre un corps de soldats qu'il sait être rassemblé sans permission de la loi, sera passible d'un emprisonnement de deux ans au plus.
- § 2. Quiconque secrètement ou au mépris des autorités rassemble des armes et des munitions quoiqu'il n'en fasse pas commerce, sera passible d'une amende de 50 thalers ou de six semaines d'emprisonnement. Et dans ces cas, la confiscation aura lieu.

Le soussigné,

Pour le ministre des affaires étrangères, Signé : Thile.

RUSSIE.

Saint-Pétersbourg, 29 août 1867.

Mylord,

En réponse à la dépêche circulaire de Votre Seigneurie du 14 février me donnant pour instruction de m'assurer et de lui faire connaître quelles lois, ordonnances et autres moyens que la Russie possède pour empêcher dans les limites de son territoire les actes dont les bel-figérants pourraient se plaindre comme violant les devoirs de la neutralité, j'ai l'honneur de vous envoyer ci-incluse la copie d'une note que j'ai reçue de M. de Westmann, annonçant, que, sauf l'article 259

du Code pénal russe qui défend aux sujets russes de donner des secours militaires à une puissance ou à un État en guerre avec un allié de la Russie, il n'y a pas de lois existant dans ce pays de la nature de celles dont il est question dans la dépêche de Votre Seigneurie. Je vous envoie ci-inclus l'article du code en question.

J'ai l'honneur, etc.,

Signé: André Buchanan.

A lord Stanley.

Saint-Pétersbourg, le 16/28 avril 1867.

Monsieur l'Ambassadeur,

En réponse à la note que vous avez bien voulu m'adresser le 26 fevrier, j'ai l'honneur d'informer Votre Excellence qu'à l'exception de l'art. 259 du Code pénal de l'Empire qui contient une défense aux sujets russes de favoriser les succès militaires d'une puissance en guerre avec un gouvernement allié de la Russie, la législation russe ne renferme pas de dispositions ayant pour but d'empêcher sur le territoire de la Russie l'accomplissement d'actes dont les puissances belligérantes pourraient se plaindre comme d'une violation du principe de neutralité.

Agréez, etc.,

Signé: WESTMANN.

CODE PÉNAL RUSSE.

S 259. Si quelque sujet russe, en temps de paix attaque à force ouverte les habitants d'un État voisin ou ceux d'un pays étranger, si par là ce sujet met son propre pays en danger de rupture avec une puissance amie ou d'une attaque par des sujets étrangers sur le territoire russe, pour un pareil crime contre le droit international, le délinquant et tous ceux qui ont participé volontairement à son entreprise en connaissant son objet et son illégalité, seront condamnés à la perte de leurs droits civils et condamnés de plus aux travaux forcés dans une forteresse pour une durée de huit à dix ans.

ESPAGNE.

Note du Ministre des affaires étrangères au Ministre de Sa Majesté.

Madrid, le 22 février 1867.

Monsieur,

J'ai reçu la note que Votre Excellence m'a adressée à la date du 17 courant, me demandant, au nom de votre Gouvernement, une copie des lois et règlements en vigueur dans la Péninsule concernant la neutralité.

Sur cette matière l'Espagne s'est toujours conformée aux principes du droit international et ce n'est qu'à l'occasion de la dernière guerre aux États-Unis que le Gouvernement de sa Majesté a publié une ordonnance sur la neutralité que les sujets espagnols devaient observer durant cette querelle.

On a fait une copie de ce document (le seul qui existe sur le sujet) laquelle j'ai l'honneur de transmettre à Votre Excellence en réponse à votre note ci-dessus mentionnée.

Je profite, etc.,

Signė: E. D. CALONGE.

Ordonnânce royale concernant la neutralité pendant la guerre des États-Unis, promulguée par Sa Majesté Catholique, le 17 juin 1861.

Prenant en considération les relations qui existent entre l'Espagne et les États-Unis d'Amérique, et le désir que les sentiments réciproques de bonne harmonie ne puissent s'altérer en raison des graves événements qui ont surgi au sein de cette République, j'ai résolu d'observer la plus stricte neutralité dans la lutte engagée entre les États fédéraux de l'Union avec les États confédérés du Sud et afin d'éviter les dommages qui pourraient résulter, pour mes sujets, la navigation et le commerce, du défaut d'instructions claires sur lesquelles ils puissent régler leur conduite, d'accord avec mon conseil des ministres, j'ai décrété ce qui suit :

Art. 1. Défense est faite dans tous les ports de la Monarchie d'armer, de construire, d'équiper en corsaire un navire quelconque sous quelque pavillon que ce soit.

Art. 2. Défense est faite également aux propriétaires, patrons ou capitaines de vaisseaux marchands d'admettre des lettres de marques et de contribuer de quelque manière que ce soit à l'armement ou à l'équipement de vaisseaux de guerre ou de corsaires.

Art. 3. Défense est faite d'autoriser l'entrée et un séjour à tous les vaisseaux de guerre ou les corsaires avec des prises pour plus de 24 heures dans les ports de la Monarchie, excepté dans les cas de force majeure. Auquel cas, les autorités surveilleront les navires et les obligeront à reprendre la mer dans le plus bref délai possible, sans leur permettre de s'approvisionner deplus que du nécessaire, mais jamais, sous aucun prétexte, d'armes ou de munitions de guerre.

Art 4. Aucun objet provenant de prises ne pourra être vendu dans les ports de la Monarchie.

Art. 5. Le transport de tous articles de commerce est de même garanti sous le pavillon espagnol, pourvu qu'il ne soit pas destiné aux ports en état de blocus.

Le transport d'effets de guerre, de lettres ou de correspondances pour les belligérants est défendu. Les contrevenants seront responsables de leurs actes et n'auront aucun droit à la protection de mon Gouvernement.

Art. 6. Défense est faite à tous Espagnols de s'enrôler dans les armées belligérantes, et de prendre du service dans les bâtiments de guerre ou les corsaires.

Art. 7. Mes sujets s'abstiendront de tout acte qui, venant à violer les lois du royaume, pourrait être considéré comme contraire à la neutralité.

Art. 8. Les contrevenants aux dispositions précédentes n'auront aucun droit à la protection de mon Gouvernement, ils resteront exposés aux mesures prises par les belligérants et seront en outre punis conforméments aux lois espagnoles.

SUÈDE.

Note du Ministre des affaires étrangères, au ministre de la Grande-Bretagne.

Stockholm, le 23 février 1867.

Monsieur,

Pour satisfaire à la demande que vous m'avez faite, Monsieur, par la note que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser le 19 courant,

je m'empresse de vous informer que les dispositions de la déclaration du Congrès de Paris en date du 16 avril 1856, et de l'ordonnance cijointe en date du 8 avril 1854, sont les seules ici en vigueur en matière de neutralité et que, du reste, il est chez nous admis en principe que là où il n'existe pas de loi ou pacte positif pour régler les droits et les devoirs des neutres en temps de guerre, les règles ou principes que l'usage général des nations a consacrés doivent trouver leur application.

Veuillez agréez, Monsieur, etc.

Signé: MANDERSTRÖM.

M. Jerningham, etc.

Ordonnance du Roi relativement à ce qui doit être observé, pour la sûreté du commerce et de la navigation de la Suède en temps de guerre entre les Puissances étrangères.

Donné à Stockholm, le 8 avril 1854.

Nous, Oscar, par la grâce de Dieu, Roi de Suède et de Norvége, des Goths et des Vandales, savoir, faisons: qu'ayant reconnu la nécessité, en vue des collisions qui menacent d'éclater entre des Puissances maritimes étrangères, que ceux de nos fidèles sujets, qui exercent le commerce et la navigation, observent rigoureusement les obligations et précautions requises pour assurer au pavillon suédois tous les droits et priviléges qui lui reviennent en qualité de pavillon neutre, et pour éviter également tout ce qui pourrait en quelque manière le rendre suspect aux puissances belligérantes et l'exposer à des insultes, nous avons jugé à propos, en rapportant ce qui a été statué précédemment à cet égard, d'ordonner que les règles suivantes devront dorénavant être généralement observées:

\$ 1. Pour être admis à jouir des droits et priviléges revenant au pavillon suédois en qualité de neutre, tout bâtiment suédois devra être muni des documents qui, d'après les ordonnances existantes , sont requis pour constater sa nationalité, et ces documents devront toujours se trouver à bord du bâtiment, pendant ses voyages.

S 2. Il est sévèrement défendu aux capitaines d'avoir des papiers de bord et des connaissements doubles ou faux, ainsi que de hisser pavillon étranger, en quelle occasion ou sous quel prétexte que ce soit.

^{1.} Les Ordonnances royales du 1er mars 1841 et du 15 août 1851.

- § 3. S'il arrivait que, pendant le séjour d'un bâtiment suédois à l'étranger, l'équipage, soit par désertion, mort, maladie ou autres causes, se trouvât diminué au point de n'être plus suffisant pour la manœuvre du navire, et qu'ainsi des matelots étrangers devront être engagés, ils devront être choisis de préférence parmi les sujets de puissances neutres; mais dans aucun cas le nombre des sujets des puissances belligérantes, qui se trouveront à bord du navire, ne devra excéder un tiers du total de l'équipage. Tout changement de cette nature dans le personnel du navire, avec les causes qui y ont donné lieu, devra être marqué par le capitaine sur le rôle de l'équipage, et la fidélité de cette annotation devra être certifiée par le consul ou vice-consul suédois compétent, ou bien, en cas qu'il ne s'en trouvât point sur les lieux, par la municipalité, le notaire public ou quelque autre personne de la même autorité, suivant les usages des pays respectifs.
- § 4. Les bâtiments suédois, en qualité de neutres, pourront naviguer librement vers les ports et sur les côtes des nations en guerre; toutefois les capitaines devront s'abstenir de toute tentative d'entrer dans un port bloqué, dès qu'ils ont été formellement prévenus de l'état de ce port par l'officier qui commande le blocus.

Par un port bloqué, on entend celui qui est tellement fermé par un ou plusieurs vaisseaux de guerre ennemis stationnés et suffisamment proches, qu'on ne puisse y entrer sans danger évident.

§ 5. Toutes marchandises, même propriété des sujets des puissances belligérantes, pourront être librement menés à bord des bâtiments suédois, en leur qualité de neutres, à la réserve des articles de contrebande de guerre. Par contrebande de guerre il faut entendre les articles suivants : canons mortiers, armes de toute espèce, bombes, grenades, boulets, pierres à feu, mèches, poudre, salpêtre, soufre, cuirasses, piques, ceinturons, gibernes, selles et brides, ainsi que toutes fabrications pouvant servir directement à l'usage de la guerre, — en exceptant toutefois la quantité de ces objets qui peut être nécessaire pour la défense du navire et de l'équipage.

Pour le cas qu'à l'égard de la définition des objets de contrebande de guerre, des changements ou additions devraient être introduits par suite de conventions avec les puissances étrangères, il en sera ultérieurement statué.

§ 6. Il est interdit à tout capitaine suédois de se laisser employer, avec le bâtiment qu'il conduit, à transporter, pour aucune des puissances belligérantes, des dépêches, des troupes, ou des munitions de guerre, sans y être contraint par une force réelle; auquel cas il devra protester formellement contre un tel emploi de la force.

§ 7. Les bâtiments des puissances belligérantes pourront importer

dans les ports suédois et en exporter toutes denrées et marchandises, pourvu que, d'après le tarif général des douanes, elles soient permises à l'importation ou à l'exportation, et à la réserve des articles réputés contrebande de guerre.

- § 8. Il est défendu à tout sujet suédois d'armer ou d'équiper des navires pour être employés en course contre quelqu'une des puissances belligérantes, leurs sujets et propriétés; ou de prendre part à l'équipement de navires ayant une pareille destination. Il lui est également défendu de prendre service à bord de corsaires étrangers.
- S 9. Il ne sera permis à aucun corsaire étranger d'entrer dans un port suédois et de séjourner sur nos rades. Des prises ne pourront non plus être introduites dans les ports suédois, autrement que dans le cas de détresse constatée. Il est également interdit à nos sujets d'acheter des corsaires étrangers des effets capturés, de quelle espèce que ce soit.
- § 10. Lorsqu'un capitaine, faisant voile sans escorte, est rencontré en pleine mer par quelque vaisseau de guerre de l'une des puissances helligérantes, ayant droit de contrôler ses papiers de bord, il ne doit ni se refuser, ni chercher à se soustraire à cette visite; mais il est tenu à produire ses papiers loyalement et sans détour, ainsi qu'à surveiller que ni depuis que son navire ait été hélé, ni pendant la visite, aucun des documents concernant le navire ou son chargement ne soit soustrait ou jeté à la mer.
- S 11. Lorsque les bâtiments marchands font voile sous escorte de vaisseaux de guerre, les capitaines devront se régler sur ce qui est prescrit par l'ordonnance royale du 10 juin 1852.
- S 12. Le capitaine qui observe scrupuleusement tout ce qui lui est prescrit ci-dessus, doit jouir, d'après les traités et le droit des gens, d'une navigation libre et sans gêne; et si, nonobstant, il est molesté, il a droit de s'attendre à l'appui le plus énergique de la part de nos ministres et consuls à l'étranger, dans toutes les justes réclamations qu'il pourra faire pour obtenir réparation et dédommagement; au lieu que le capitaine qui omet et néglige d'observer ce qui vient de lui être prescrit pour sa route, ne devra s'en prendre qu'à lui-même des désagréments qui pourront résulter d'une pareille négligence, sans avoir à espérer notre appui et protection.
- \$ 13. Dans le cas qu'un navire suédois fût saisi, le capitaine doit remettre au consul ou vice-consul suédois, s'il s'en trouve dans le port où son bâtiment est amené, mais, à son défaut, au consul ou vice-consul suédois le plus voisin, un rapport fidèle et dûment certifié des circonstances de cette prise avec tous ses détails.

Mandons et ordonnons à tous ceux à qu'il appartiendra de se conformer exactement à ce que dessus. En foi de quoi nous avons signé la présente de notre main et y avons fait apposer notre sceau royal.

Donné au château de Stockholm, le 8 avril 1854.

(L.-S.)

OSCAR.
J.-F. FAHRÆUS.

ÉTATS-UNIS.

Washington, le 18 février 1867.

Mylord,

J'ai l'honneur de vous accuser réception du télégramme que Votre Seigneurie m'a adressé sous la date du 14 courant, à l'effet de vous informer des lois et règlements du Gouvernement des États-Unis, comme encore des autres moyens qu'il possède pour prévenir les actes sur son territoire dont les belligérants pourraient se plaindre comme violant les devoirs de la neutralité.

La seule loi sur ce sujet est l'acte de neutralité de 1818. J'ai marqué la loi dans le volume ci-joint : le digeste de Brightley. Votre Seigneurie trouvera dans les notes jointes à ce livre tous les principaux cas qui ont été décides dans les cours des États-Unis, portant sur l'interprétation des statuts¹.

1. Les références ici mentionnées sont les suivantes :

a) A la fin de la Section I. Voir Mac Lean 2; 5 ibidem, 250.

b) Section II, après les mots « si quelque personne » les Consuls étrangers ne sont pas exceptés de l'effet pénal des statuts. Un ministre étranger qui a violé ses prescriptions est passible d'être sommairement démissionné. (7 Opinions, 367.)—N.B. L'opinion ici rapportée est celle de Caleb Cushing, laquelle a été mise en circulation parmi les commissaires.

c) Dans la Section II, après le second « lui-même, » cet acte est déclaratoire du droit des gens préexistant, et ce qu'il veut c'est de venir en aide au pouvoir exécutif

pour renfercer la loi. (La Santissima Trinidad. 1 Brock. 7 Opinions, 367.)

d) Dans la Section II, après le mot « enrôlé » ce n'est pas un crime d'après cet Acte de quitter le pays avec l'intention de s'enrôler dans un service militaire étranger; ni de transporter hors du pays des personnes, avec leur consentement, qui ont l'intention de s'enrôler. Ce qui constitue un crime dans ce statut, c'est le fait d'engager et faire monter à bord des individus avec l'intention de contracter un enrôlement de ce genre. (États-Unis, V. Karinski, 8. Loi-rapports 254. Voir 4 Opinions, 336.)

e) A la Section III, après le premier « armer » l'un et l'autre constituera le délit, il n'est pas nécessaire que le vaisseau soit armé ou dans un état propre à commettre des hostilités en quittant les États-Unis. (États-Unis, V. Quincy 6; Pet. 445. Voir 3 Opi-

nions, 738, 741.)

f) A la Section III, après le mot « armé. » (Voir États-Unis, V. Guinet 2. Dall. 338.)

g) A la Section III, après les mots « avec intention » tout degré d'intention de commettre des hostilités contre une nation avec laquelle le Gouvernement est en paix, est suffisant. 5 Opin. 92. Mais ce doit être une intention bien fixée que le vaisseau sera employé ainsi, un simple désir de l'employer ainsi après avoir obtenu des fonds à son ar-

Lorsqu'une plainte est adressée au Gouvernement au sujet de l'équipement d'un vaisseau en contravention à la loi, le cas est porté devant l'attorney du district (l'attorney est un officier du Gouvernement fédéral) pour commencer une instruction sur l'état où le vaisseau se trouve. C'est son devoir de veiller à ce que la loi soit observée; il lui incombe de plus de recevoir et de rassembler les preuves, et de lancer une saisie contre le vaisseau, si, dans sa conviction, les circonstances de la prévention sont suffisantes pour donner lieu à des poursuites légales contre lui. Il rapporte ensuite le cas au Gouvernement, qui décide si le procès sera continué en maintenant la saisie ou si le bâtiment sera relâché. Dans le dernier cas, le Gouvernement peut exiger des propriétaires du bâtiment de donner une caution, double de la valeur du vaisseau, de ne pas employer le bâtiment à des entreprises illégales. Cette voie est suivie quand il y a des raisons évidentes de suspicion, mais lorsque les motifs ne sont pas assez sérieux pour donner lieu à des poursuites en vue d'une confiscation. M. Bemis, dans une brochure sur les lois de neutralité, dit que les cautions n'affectent les propriétaires qu'aussi longtemps que le vaisseau reste en leur possession, et il semble être de l'opinion que dans le cas d'une vente de bonne foi et dans l'emploi ultérieur du bâtiment comme croiseur ou corsaire contre une puissance amie, il ne semble pas possible d'imposer la pénalité aux premiers propriétaires.

Je joins ici un extrait de journal, se rapportant au procès intenté contre un vaisseau du nom de RR Cuyler qui montrera la manière dont le Gouvernement agit. Dans le cas en question, l'Attorney général a ordonné que la saisie fût abandonnée, le vaisseau rendu à ses propriétaires après qu'ils auraient fourni la caution exigée par le statut.

Quoiqu'il n'y ait pas de règlements spéciaux en vigueur pour indiquer de quelle façon les lois doivent être exécutées, je crains qu'on puisse en conclure que ce Gouvernement considérera toute circonstance de suspicion, concernant le gréement ou l'équipement d'un

rivée dans un port étranger pour le dessein de l'armer, n'est pas suffisant pour rendre le défendeur coupable. (États-Unis, V. Quincy, 6 Pet.; 445 Moodie. V. L'Alfred, 3 Dall. 307.) Mais le fait que les armes et les munitions ont été déclarées comme cargaison et les hommes de l'équipage comme engagés dans une expédition de commerce, ne change rien au cas. (Le Grand Prara, 7 Wheat 486.)

h) A la Section III, après le mot « nation » (États-Unis, V. Quincy, 6 Pet. 467).
i) A la Section V, après le premier « vaisseau » quant à ce qui augmente la force d'un vaisseau étranger armé, dans nos ports. (Voir États-Unis, V. Grassin 3 W. C. C. 65; le schooner Nancy, Bee, 73; Moodie, V. le vaisssau les Frères, ibidem, 76; Moodie, V. la Betty Catheart, ibidem, 292; États-Unis, V. Guignet, 2 Dall. 328, 2 Opinions, 86.

Betty Catheart, ibidem, 292; États-Unis, V. Guignet, 2 Dall. 328; 2 Opinions. 86.)

k) A la Section VI, après le premier « États-Unis » il importe peu qu'une pareille association ait été organisée au delà des mers, si l'expédition est partie du lieu même. (Ex parte, Needham, Pet. C. C., 487.)

l) A la section VI, après le mot « moyens. » (Voir, 5 Mac Lean, 250, 306; 2 Wheat Cr. Cas. XLVIII, 3 ibid., 174.)

vaisseau comme suffisante pour faire ordonner sa détention jusqu'à ce que le cas soit bien instruit par l'Attorney du district. Il n'est pas nécessaire que les allégations soient d'une telle gravité que si elles étaient prouvées, elles entraîneraient la confiscation. Les propriétaires peuvent être forcés par la loi à donner une caution préalable à la sortie d'un vaisseau armé, afin d'empêcher la possibilité qu'il ne soit employé contre une puissance amie, si la guerre existe entre deux pays en paix avec les États-Unis. Et une caution pareille peut être exigée, dans certaines éventualités mentionnées dans le statut, des propriétaires d'un vaisseau construit dans un but de guerre et chargé de matériel de guerre.

Il est à présumer que ces dispositions seront appliquées à des vaisseaux de guerre équipés en temps de guerre, là où n'apparaît pas avec évidence une intention illégale, mais lorsque le Gouvernement jugera bon d'exiger des propriétaires de fournir une garantie pour la conservation de la paix. Pour parvenir à ce but, il est évident qu'il doit être laissé au Gouvernement une grande latitude dans l'exercice du pouvoir de détention.

Je puis remarquer que le Gouvernement des États-Unis a des avantages considérables pour poursuivre les vaisseaux d'après le statut, en ayant à l'endroit même où les préparatifs ont eu lieu l'Attorney du district, officier de justice, responsable envers le Gouvernement, à qui est commis le devoir de l'instruction. La plainte rentre dans la nature d'un procès in rem devant l'amirauté. Elle est décidée par un juge versé dans le droit international et maritime et en dehors de l'intervention du jury. L'insuccès de la tentative faite pour arrêter ou punir les individus engagés dans les expéditions contre Cuba, et la suspension du procès contre ceux qui avaient pris part aux entreprises des fenians contre les provinces britanniques, en dépit de l'évidence la plus claire, montre la difficulté de faire exécuter la loi, lorsqu'elle doit être appliquée in personam, et lorsque cela est remis à la décision du jury.

J'ai, etc.

Signė: W. A. BRUCE.

A lord Stanley, etc, etc.

Le steamer R. R. Cuyler. — Conspiration à bord pour s'emparer du vaisseau en mer. — Les propriétaires non coupables. — Le vaisseau à être entreposé.

New-York, 15 février.

La suspicion que le bateau à vapeur R. R. Cuyler paraissait avoir en vue une entreprise de piraterie, était bien fondée d'après les faits révélés depuis la saisie du bâtiment. La théorie avancée et dont il n'y a pas de raison de douter, est qu'il y avait une conspiration à bord pour s'emparer du vaisseau après qu'il aurait gagné la haute mer, et priver ainsi les propriétaires légaux de leur propriété dont ils ne devaient pas recevoir le payement, jusqu'à ce que le vaisseau ait été livré à Laguayra, Venezuela, au Gouvernement colombien. Quelles qu'aient été les intentions des personnages à bord, et malgré qu'ils aient pu avoir l'intention d'exécuter leurs plans, ces circonstances ne doivent pas préoccuper plus longtemps, puisque la conspiration fut déjouée et que les propriétaires furent requis de donner une caution double de la valeur du vaisseau, qu'il ne serait pas employé par eux à commettre des hostilités contre une nation avec laquelle le Gouvernement est en paix. Cela ressort suffisamment d'une lettre que le receveur des douanes Smythe a reçue hier du secrétaire de la trésorerie.

ORDRE AU RECEVEUR.

Département de la Trésorerie, 13 février 1867.

Monsieur,

Je vous envoie ci-joint copie d'une lettre de ce jour adressée par l'Attorney général des États-Unis à New-York à l'Attorney de district des États-Unis à New-York, au sujet du bâtiment à vapeur le R. R. Cuyler. Vous êtes par la présente invité à exécuter l'ordre du président de relâcher le R. R. Cuyler pour le remettre à ses propriétaires, après que vous aurez été avisé par écrit par l'Attorney du district des États-Unis, que la caution requise a été fournie et que les poursuites devant la cour ont été renvoyées.

Très-respectueusement,

Signé: H. M. Culloch, secrétaire de la Trésorerie.

A H. A. Smythe, receveur des douanes, New-York.

Voici la copie de la lettre de l'Attorney général.

Lettre de l'Attorney général.

Bureaux de l'Attorney général, 13 février 1867.

In re. Le bateau à vapeur R. R. Cuyler.

Monsieur,

Le Président a eu sous son examen l'affaire du bateau à vapeur, le R. R. Cuyler, présentement détenu dans le port de New-York, sous le coup d'une saisie opérée par les officiers de la douane et d'une assignation signifiée par vous à la date du 5 du mois courant, pour infraction à nos lois de neutralité.

La décision du Président à ce sujet est que les circonstances semblent demander que les propriétaires MM. Sturges, Taylor, Hubbell et Dollard, fournissent une caution et une assurance suivant les dispositions des 10° et 14° sections de l'acte du 20 avril 1818 intitulé: « Acte additionnel à l'acte pour la répression de certains crimes contre les États-Unis, et pour rappeler les actes qui y sont nommés. » 3° volume des statuts complets, page 447.

Vous êtes en conséquence invité, après remise entre vos mains, au profit des États-Unis, avec des garanties suffisantes, avant le débarquement du vaisseau, d'une caution s'élevant au double de la valeur du vaisseau et de la cargaison à bord, y compris son armement, et à la condition que le vaisseau ne sera pas employé par ses propriétaires à croiser ou à commettre des hostilités contre les citoyens sujets ou propriétés de quelque prince ou État étrangers ou de quelque colonie, district ou nation avec lesquels les États-Unis sont en paix, comme prévu par la susdite 10° section, à cesser les poursuites ainsi engagées.

Le secrétaire de la trésorerie enverra des instructions au receveur du port, en vue de relâcher le vaisseau pour la remise du bâtiment à ses propriétaires, lorsque vous l'aurez avisé que la caution a été fournie et que les poursuites devant la Cour ont été arrêtées.

Je suis très-respectueusement, etc.

Signé: Henri Stanbery, Attorney général

A. Samuel G. Courtney, esquire, attorney des États-Unis, ville de New-York.

Affaire du R. R. Cuyler.

Cas de conspiration d'un capitaine, ancien rebelle, et de son équipage, de transformer le bâtiment en corsaire chilien. — Cautionnement demandé par le Gouvernement.

Extrait du New-York-Post.

Le bâtiment à vapeur R. R. Cuyler saisi, il y a peu de temps, par les autorités douanières de ce port et retenu sous une accusation qu'il était destiné à un voyage illégal, est encore entre les mains des officiers, mais les premiers propriétaires du bâtiment ont la conviction qu'il sera bientôt relâché. La théorie qu'il y avait une conspiration à bord pour enlever, ainsi que cela a été déclaré, ce bâtiment à ses propriétaires qui ne devaient pas en recevoir le payement, jusqu'à sa livraison à Laguayra, république de Venezuela, entre les mains du Gouvernement colombien, est, à ce qu'il paraît, entièrement acceptée aujourd'hui, et entrera dans l'affaire comme une partie des sujets que l'Attorney général prendra en considération lorsqu'il décidera si le R. R. Cuyler doit être retenu en attendant le procès intenté devant la justice, en vue d'une condamnation si les charges sont prouvées.

Cette théorie est fondée sur une information déjà rendue publique au moins en partie. L'évidence que le vaisseau allait devenir un corsaire chilien ou avoir quelqu'autre caractère illégal, est considérée comme complète; et les propriétaires n'hésitent pas à admettre qu'ils auraient probablement perdu leur navire sans l'intervention des autorités des États-Unis. Cet aveu a soulevé plusieurs points intéressants sur l'équipement du Cuyler, qui devront être complétement examinés si une instruction a été commencée, mais qui autrement peuvent n'être jamais mis en avant.

Ce qui est maintenant reconnu comme le fait important dans l'affaire, c'est que la conspiration était complétement mûrie et qu'elle devait être exécutée par les ex-rebelles qui se composaient des passagers du bâtiment. Il paraît que la réunion de ces hommes et leur équipement, ainsi que l'achat de matériel de guerre, montant à plus de 100 000 dollars, avaient été faits sans que les propriétaires en eussent une connaissance directe, et Read, l'officier rebelle qui commandait les nombreux passagers dont une partie seulement, à ce qu'il paraît, se trouvait à bord du Cuyler à l'embarcadère, lorsqu'il était prêt à prendre la mer au moment de la saisic, était à la tête de cette expédition de pirates. Ce que serait devenu le Cuyler après avoir quitté ce port, dans les mains des bandits qui étaient parvenus à en prendre possession, c'est ce qu'on ne peut entreprendre de dire.

Ces circonstances, à un certain point de vue, expliquent, et à un au-

tre, compliquent et embrouillent l'affaire du Cuyler. C'est une question intéressante de savoir quelle influence elles peuvent avoir sur l'examen de l'affaire. Que le vaisseau, s'il était parvenu à partir, eût fait un voyage légal, personne n'ose l'affirmer; il n'est pas non plus vraisemblable que les officiers du Gouvernement prétendirent que les propriétaires américains étaient coupables de complicité avec les rebelles, ou avec les personnes quelles qu'elles puissent être, qui ont fourni les moyens nécessaires pour commencer une entreprise suspecte.

Dans une dernière édition le Post dit :

« Le receveur Smythe a reçu aujourd'hui une lettre du secrétaire de la trésorerie ordonnant que le bâtument à vapeur le R. R. Cuyler soit relâché, après que ses propriétaires auront fourni au Gouvernement une caution double de sa valeur, qu'il ne sera pas employé par eux à commettre des hostilités contre toute nation avec laquelle les États-Unis sont en paix. »

Si la caution n'est pas fournie, et s'il ne vient pas de nouvelles instructions de Washington, les poursuites pour la confiscation du bâtiment suivront leur cours. Aucune nouvelle n'a encore été donnée sur ce que comptent faire les demandeurs.

Les déclarations suivantes ont été publiées par les différentes puissances à l'ouverture de la guerre civile en Amérique.

FRANCE.

Declaration concernant la neutralité de la France durant le conflit américain.

Paris, le 10 juin 1861.

Le Ministre des Affaires Étrangères a soumis à l'Empereur la déclaration suivante que Sa Majesté a revêtue de son approbation :

Déclaration.

S. M. l'Empereur des Français, prenant en considération l'état de paix qui existe entre la France et les États-Unis d'Amérique, a résolu de maintenir une stricte neutralité dans la lutte engagée entre le gouvernement de l'Union et les États qui prétendent former une Confédération particulière.

En conséquence, Sa Majesté, vu l'article 14 de l'ordonnance de la marine du mois d'août 1861, l'article 3 de la loi d'avril 1825, les articles 84 et 85 du Code pénal, 65 et suivants du Décret du 24 mars 1852, 313 et suivants du Code pénal maritime, et l'article 21 du Code Napoléon,

Déclare :

- 1. Il ne sera permis à aucun navire de guerre ou corsaire de l'un ou l'autre des belligérants d'entrer et de séjourner avec des prises dans nos ports ou rades pendant plus de vingt-quatre heures, hors le cas de relâche forcée.
- 2. Aucune vente d'objets provenant de prises ne pourra avoir lieu dans nosdits ports ou rades.
- 3. Il est interdit à tout Français de prendre commission de l'une des deux parties pour armer des vaisseaux en guerre, ou d'accepter des lettres de marque pour faire la course maritime, ou deconcourir d'une manière quelconque à l'équipement ou l'armement d'un navire de guerre ou corsaire de l'une des deux parties.
- 4. Il est également interdit à tout Français, résidant en France ou à l'étranger, de s'enrôler ou prendre du service, soit dans l'armée de terre, soit à bord des bâtiments de guerre ou des corsaires de l'un ou de l'autre des belligérants.
- 5. Les Français résidant en France ou à l'étranger devront également s'abstenir de tout fait qui, commis en violation des lois de l'empire ou du droit des gens, pourrait être considéré comme un acte hestile à l'une des deux parties, et contraire à la neutralité que nous avons résolu d'observer.

Les contrevenants aux défenses et recommandations contenues dans la présente déclaration seront poursuivis, s'il y a lieu, conformément aux dispositions de la loi du 10 avril 1825, et aux articles 84 et 85 du Code pénal, sans préjudice de l'application qu'il pourrait y avoir lieu de faire auxdits contrevenants des dispositions de l'article 21 du Code Napoléon, et des articles 65 et suivants du décret du 24 mars 1852, sur la marine marchande, 313 et suivants du Code pénal pour l'armée de mer.

Sa Majesté déclare, en outre, que tout Français qui ne se sera pas conformé aux présentes prescriptions ne pourra prétendre à aucune protection de son Gouvernement contre les actes et mesures, quels qu'ils soient, que les belligérants pourraient exercer et décréter.

Signé: NAPOLÉON.

Le Ministre des Affaires Étrangères, Signé : E. THOUVENEL.

PRUSSE.

Le Ministre du Commerce (M. von de Heydl) a adressé la notification ci-jointe aux bâtiments marchands de la Baltique.

« Il est de mon devoir de vous faire connaître que pendant la durée du conflit dans les États de l'Amérique du Nord, les classes commerciales doivent s'abstenir de toutes entreprises qui, sont défendues par les principes généraux du droit international, et particulièrement par l'ordonnance du 12 juin 1856, relative à la déclaration du 16 avril 1856 sur les principes du droit maritime. De plus, je ne veux pas omettre de porter à votre connaissance que le Gouvernement royal n'accordera pas sa protection aux bâtiments ou sujets qui prendraient part an conflit en acceptant des lettres de marque, en participant à des captures, en favorisant l'arrivée a destination de contrebande de guerre, ou de dépêches, et que vaisseaux et sujets auraient à supporter toutes les conséquences d'actes de ce genre. L'équipement de corsaires dans les ports de ce pays est, comme on sait, défendu par les lois du royaume. »

BELGIQUE.

La Belgique a adhéré aux principes exposés dans la déclaration du Congrès de Paris du 16 avril 1856. Cette adhésion a été publiée, avec ladite déclaration (du 6 juin 1856), dans le Moniteur Belge du 8 juin 1856.

Le public commercial est averti que des instructions sur ce sujet ont été données aux autorités judiciaires, maritimes et militaires, pour leur notifier que les corsaires, sous quelque pavillon que ce soit, avec des commissions ou lettres de marque de n'importe qui, ne sont pas autorisés à entrer dans nos ports excepté en cas de relâche forcée. Les susdites autorités sont chargées, en conséquence, de veiller strictement sur tous les corsaires et leurs prises, et les forcer à reprendre la mer aussitôt que possible.

Les mêmes autorités ont reçu l'ordre de ne reconnaître la validité d'aucune commission ni d'aucune lettre de marque quelles qu'elles soient.

Tout individu soumis aux lois de la Belgique qui équipera ou prendra part à une expédition de course, s'exposera au danger, d'une part, d'être traité comme pirate, et de l'autre à des poursuites devant les tribunaux suivant toute la rigueur des lois.

RUSSIE.

Au commandant en chef du port de Cronstadt.

S. A. I. l'amiral-général prévoyant la possibilité que des vaisseaux appartenant aux États du Sud de l'Union Américaine qui se sont séparés des États de l'Amérique du Nord arrivent dans nos ports durant la présente saison navigable, m'a ordonné de vous informer pour votre guide que, d'accord avec l'opinion du Ministre des Affaires Étrangères, le pavillon de vaisseaux de guerre appartenant aux États coufédérés ne doit pas être salué.

Mais afin de ne mettre aucun obstacle au commerce, les vaisseaux de commerce des États confédérés seront traités d'après les règles que nous avons suivies à l'égard des vaisseaux marchands italiens sous pavillon italien, c'est-à-dire suivant les traités actuellement en vigueur. (Traité commercial conclu entre l'Amérique et nous le 6/18 décembre 1832.)

Dans le cas où les équipages des vaisseaux appartenant aux États sessionnistes ne voudraient pas reconnaître l'autorité des consuls nommés par le Gouvernement fédéral de Washington, alors en cas de conflit il leur faudra s'en rapporter à la décision de nos autorités locales, de la même manière que pour les étrangers dont les Gouvernements n'ont pas de représentants dans notre Empire.

Signé : général major GREIG, Directeur de la chancellerie du ministère de la marine.

Circulaire adressée aux officiers des douanes sur les mers Blanche, Baltique, Noire et d'Azoff.

Par ordre du Ministre des Finances, le Département du Commerce Étranger ordonne : dans le cas où quelque vaisseau marchand appartenant aux États du Sud de l'Union Américaine, et ne reconnaissant pas l'autorité du Gouvernement des États-Unis d'Amérique, arrivera dans un de nos ports, ledit vaisseau sera reçu et traité comme par le passé selon la teneur du traité de 1832, quand même il n'aurait pas ses papiers de bord en règle, ce qui peut facilement arriver à la suite de l'état politique actuel des États-Unis d'Amérique.

> Signé: lieutenant général Pashkoff, Directeur du département du commerce étranger.

> > Signé: SORNIN, chef de section, etc.

PAYS-BAS.

A la Haye, 16 juin 1867.

D'après les ordres du Roi, les Ministres des Affaires Étrangères, de la Justice et de la Marine portent à la connaissance de tous ceux que cela peut intéresser que, afin de se mettre en garde contre toutes les difficultés probables qui pourraient survenir au milieu des complications qui règnent aux États-Unis de l'Amérique du Nord, aucun corsaire sous quelque pavillon que ce soit, ou muni de lettres de marque ou de commissions, ou aucune prise ne sera admis dans nos rades ou ports de mer, si ce n'est dans le cas d'un désastre de mer, et que dans ce cas les ordres nécessaires ont été donnés pour que ces corsaires avec leurs prises eussent à reprendre la mer aussitôt que possible.

(Les Ministres ci-dessus nommés.)

A la Haye.

Le Ministre des Affaires Etrangères et le Ministre de la Justice, par l'autorité du Roi, préviennent par ces présentes tous les habitants du Royaume que pendant les troubles qui existent aux États-Unis d'Amérique ils ne doivent en aucune manière pratiquer la course, parce que le Gouvernement néerlandais a accédé à la déclaration sur le droit maritime du congrès de Paris de 1856, par laquelle, entre autres, la course est abolie, et les commissions par lettres de marque ne sont plus admises. Ainsi les commissions et les lettres de marque qui pourront être délivrées à des habitants des Pays-Bas en opposition à

cette désense ne pourraient avoir d'effet légal en faveur des sujets du Roi ou de quiconque à l'étranger soumis aux lois du Royaume. Ceux qui dans de pareilles circonstances exercent la course ou lui prêteront leur aide, seront considérés comme pirates et poursuivis d'après la loi des Pays-Bas et soumis au châtiment réservé pour de tels crimes.

(Les Ministres ci-dessus nommés.)

A la Haye, juin 1861.

Le Ministre des Affaires Étrangères ayant été informé par le Ministre de la Marine que le Roi a donné l'ordre de renforcer les forces navales dans les Indes occidentales par la frégate à vapeur de Sa Majesté la Zelande, et les bâtiments à hélice le Dyambé et le Vésuve, dans le but de protéger la navigation et le commerce des Pays-Bas durant le conflit américain, partout où il sera nécessaire, croit de son devoir d'appeler l'attention des armateurs, consignataires et affrêteurs sur les dangers auxquels ils exposeraient leurs assurances maritimes par la violation des obligations imposées aux neutres de respecter les blocus effectifs, et de ne transporter ni de contrebande de guerre ni des dépêches des belligérants.

Dans ces cas ils auront à supporter toutes les pertes qui pourront en être la conséquence sans avoir le bénéfice de protection du gouvernement de Sa Majesté. Que bonne note en soit prise.

(Les ministres ci-dessus nommés.)

PORTUGAL.

Palais des Necessidades, 29 juillet 1861.

Comme il est convenable dans les circonstances actuelles des États-Unis d'Amérique, de mettre en pratique les principes établis dans la déclaration de Paris du 16 avril 1856 faite par les puissances qui ont signé le traité de paix du 30 mars de la même année, déclaration à laquelle mon Gouvernement a accédé, et de prendre, pour la même raison, d'autres mesures opportunes, le conseil d'État entendu, il est décrété ce qui suit:

Article 1. Dans tous les ports et eaux de ce Royaume, tant sur le continent que dans les îles voisines et dans les possessions d'outre-

mer, il est interdit aux sujets portugais et aux étrangers d'équiper des vaisseaux destinés à la course.

Article 2. Dans les mêmes ports et les eaux mentionnés dans l'article précédent, l'entrée des corsaires et des prises faites par des corsaires ou par des vaisseaux étrangers est interdite.

Sera excepté, conformément au droit des gens, le cas de relâche forcé, sans toutefois qu'il soit permis d'en profiter pour vendre les objets provenant de prises.

Les Ministres et secrétaires d'État dans tous les départements comprendront et feront exécuter ce qui précède.

Signė: LE ROI.

Contresigné: Marquis de Loulé, Charles Bento da Silva, Albert Antoine de Moraes Carvalho, Auguste Velloso de Horta Vicomte de Sa Da Bandeira, Antonio Jose D'Avila.

ILES HAWAI.

Proclamation du Roi des îles Hawaï déclarant la neutralité des îles de Hawaï pendant la guerre entre les États-Unis et les États nommés Confédérés.

Kialua, le 26 août 1861.

Nous faisons connaître, par les présentes, à tous ceux que cela concerne, que nous, Kamehameha IV, Roi des îles de Hawaii, ayant appris officiellement que des hostilités sont actuellement pendantes entre les États-Unis et certains États du même pays, s'appelant d'eux-mêmes États confédérés d'Amérique, proclamons notre neutralité entre les deux parties en lutte.

Déclarons que notre neutralité sera respectée dans toute l'étendue de notre furidiction, et que toutes les prises ou saisies faites dans l'étendue de notre juridiction sont illégales et en violation de nos droits de souveraineté.

De plus, nous faisons connaître que nous défendons strictement à tous nos sujets, à tous ceux qui résident ou peuvent se trouver sous notre juridiction, de s'engager soit directement, soit indirectement dans des entreprises de course contre les vaisseaux ou le commerce de l'une ou l'autre des deux parties en lutte, ou d'aider à de pareilles entreprises; toutes les personnes commettant ce délit seront

passibles des peines imposées par les lois internationales aussi bien que par les lois des susdits États, et les coupables n'obtiendront, en aucune façon, de protection de nous contre les conséquences pénales qu'ils pourront encourir.

De plus, nous faisons connaître qu'aucune adjudication de prises ne sera tolérée dans l'étendue de notre juridiction, et qu'il ne sera permis de faire aucune vente des objets ou autre propriété provenant de

prises.

De plus, nous faisons connaître qu'on n'accordera pas le droit d'asile aux corsaires ou aux prises des deux parties en lutte, excepté dans le cas de relâche forcé par mauvais temps ou de dangers de mer ou encore dans les cas réglés par des stipulations de traités.

Donné, en notre résidence maritime de Kialua, le 26 août 1861, et la

septième année de notre règne.

Par le Roi: Signé: KAMEHAMEHA.

Par le Roi et Kuhina Hui. Signé: KAAHUMANU. B. C. WYLLIE.

BRÊME.

Ordonnance du Sénat contre la course.

(Publiée le 4 juillet 1861.)

Le Sénat, eu égard aux événements survenus dans l'Amérique du Nord, juge nécessaire de renouveler les règlements renfermés dans l'Ordonnance du 29 avril 1854, en suite de quoi il fait la notification suivante, qui devra être généralement observée :

Article 1. Tous les sujets de la ville de Brême s'abstiendront, sous des pénalités sévères, de se mêler de quelque manière que ce soit, de course ou d'y participer, soit en équipant eux-mêmes des cor-

saires, soit en aidant d'autres personnes à en équiper.

Article 2. Nos propres officiers ont l'ordre de ne souffrir, sous aucun prétexte, l'équipement ou l'approvisionnement des corsaires sous quelque pavillon que ce soit cu l'émission de lettres de marque dans un port du territoire de Brême, ni de permettre à ces corsaires

l'entrée du territoire de Brême, ou des prises qu'ils auraient faites, excepté dans le cas prouvé de détresse à la suite de l'état de la mer.

Arrêté à Brême, dans l'Assemblée du Sénat, le 2 et publié le 4 juillet 1861.

HAMBOURG.

Ordonnance contre la course.

(Publiée le 19 juillet 1861.)

A l'occasion des événements qui ont surgi dans les États-Unis du Nord de l'Amérique, le Sénat rappelle au public, que conformément à la notification du 7 juillet 1856, relative à la déclaration du Congrès de Paris sur l'application du droit maritime en temps de guerre, la course est entièrement abolie, et, par conséquent, il est défendu, de quelque manière que ce soit, de prendre part à la course ou d'y contribuer en équipant des corsaires ou en aidant d'autres personnes à le faire. Des ordres en conséquence ont été publiés pour ne permettre ni l'équipement ni l'approvisionnement de corsaires dans les ports de Hambourg, sous quelque pavillon ou avec quelque lettres de marque que ce soit, et de n'admettre dans les ports ou rades de Hambourg aucun de ces corsaires avec ou sans prises, excepté dans le cas de relâche forcée.

Donné en l'assemblée du Sénat, Hambourg, le 19 juillet 1861.

APPENDICE Nº 5.

PROCLAMATIONS DE NEUTRALITÉ DE LA GRANDE-BRETAGNE.

I

Espagne et Amérique espagnole.

Proclamation pour défendre aux sujets de Sa Majesté de servir, d'enrôler ou de s'engager eux-mêmes dans les forces militaires ou sur des vaisseaux de guerre, forces levées ou mises sur pied par des personnes exerçant ou assumant l'exercice du pouvoir gouvernemental dans certaines provinces et parties de provinces dans l'Amérique espagnole ou dans les forces militaires de Sa Majesté Catholique, employées dans l'Amérique espagnole, ou sur les vaisseaux de guerre de Sadite Majesté. 27 novembre 1817.

GEORGE ROI.

Attendu que malheureusement il existe un état de guerre entre Sa Majesté Catholique et diverses provinces ou parties de provinces de l'Amérique espagnole; et attendu qu'il nous a été représenté que plusieurs de nos sujets, sans notre volonté et permission, se sont enrôlés ou engagés eux-mêmes à servir dans les forces militaires ou sur les vaisseaux de guerre, lesquelles forces sont levées et mises sur pied de guerre par des personnes exerçant ou assumant l'exercice du pouvoir gouvernemental dans ces provinces ou parties de provinces, et que divers autres de nos sujets sont pareillement près de s'engager et de s'enrôler eux-mêmes; et attendu que de semblables pratiques sont hautement préjudiciables ou tendent de le devenir à la paix et à la prospérité de notre Couronne et de nos possessions : nous ordonnons en conséquence par les présentes, notre Conseil privé entendu, et nous comman lons strictement à tous et à chacun de nos sujets, de quelque grade ou quelque qualité que ce soit, de ne pas servir dans ces forces militaires et sur les vaisseaux de guerre susdits et de ne pas enrôler ou s'engager eux-mêmes à y servir, et de ne pas aller au-dela des mers ou s'embarquer dans le dessein de servir ou avec l'intention de s'engager ou de s'enrôler eux-mêmes pour servir dans ces forces militaires ou sur ces vaisseaux de guerre; et c'est en même temps notre royale volonté et notre bon plaisir, et nous donnons de et avec l'avis susdit, charge et commandement à tous et à chacun de nos sujets susdits de ne pas enrôler pour le service ou de s'enrôler euxmêmes et de s'engager pour servir dans aucune des forces militaires levées et mises sur pied ou sur les vaisseaux de guerre de Sa Majesté

Catholique et de ne pas aller au delà des mers et de s'embarquer dans l'intention de servir ou d'entrer ou de s'enrôler eux-mêmes pour servir dans aucune de ces forces militaires ou sur aucun vaisseau de guerre. C'est néanmoins notre volonté royale et notre bon plaisir que rien de contenu dans les présentes ne soit considéré comme défendant à ceux de nos sujets qui sont engagés actuellement, à la date de notre présente proclamation, au service dans les forces militaires de Sa Majesté Catholique, avec notre autorisation ou permission de continuer à y servir, pourvu toutefois que nos susdits sujets n'aillent pas servir dans les forces militaires de Sa Majesté Catholique employées dans l'Amérique espagnole; et nous ordonnons de plus, avec et de l'avis comme plus haut, à tous nosdits sujets de se conformer exactement à nos ordres, contenus dans les présentes, sous peine de notre souverain déplaisir et des plus hautes amendes, pénalités et punitions dont ils se rendraient autrement passibles par la loi.

Donné à Notre Cour, à Brighton, le 27° jour de novembre 1817, dans la 58° année du règne de Sa Majesté.

Dieu garde le Roi!

H

Proclamation anglaise pour mettre à exécution la loi pour prévenir l'enrôlement ou l'engagement des sujets de Sa Majesté au service étranger et l'équipement ou l'armement, dans les possessions de Sa Majesté, de vaisseaux pour des entreprises de guerre, sans l'autorisation de Sa Majesté, le 6 juin 1823.

GEORGE ROL.

Attendu qu'il existe actuellement des hostilités entre différents États et pays d'Europe et d'Amérique, et que c'est la détermination de Sa Majesté d'observer la plus stricte neutralité à l'égard des États et pays engagés dans ces hostilités: Et attendu que Sa Majesté a été informée que des tentatives ont été faites pour amener des sujets de Sa Majesté à s'engager dans ces hostilités, en entrant au service militaire et au service naval de quelques-uns des États et pays en hostilités sans l'autorisation ou la permission de Sa Majesté;

Et attendu que par un acte fait et passé dans la 59° année du règne de feu Sa Majesté d'heureuse mémoire, intitulé : « Acte pour prévenir « l'enrôlement ou l'engagement des sujets de Sa Majesté pour servir

- « dans un service étranger, et l'équipement ou l'armement dans les
- « possessions de Sa Majesté de vaisseaux pour des entreprises de
- « guerre sans l'autorisation de Sa Majesté: »

Entre plusieurs autres choses, il est établi : « Que si quelques sujets

de Sa Majesté, etc.... » (Seconde clause de l'acte d'enrôlement des

étrangers.)

Et de plus, il est établi : « Que cela peut et doit être légal pour toute justice de paix (tout juge de paix).... conformément à la loi concernant ledit délit. » (Premier paragraphe de la troisième clause de l'acte d'enrôlement des étrangers.)

Et de plus, il est établi : « Que dans le cas où quelques vaisseaux ou bâtiments. » (Cinquième clause de l'acte d'enrôlement des étrangers.)

Et de plus, il est établi : « Que si quelque armateur ou personne, etc.»

(Sixième clause de l'acte d'enrôlement des étrangers.)

Et de plus, il est établi : « Que si quelque personne dans une partie du Royaume-Uni, etc. » (Septième clause de l'acte d'enrôlement des étrangers.)

Et de plus, il est établi : « Que si quelque personne dans une partie du Royaume-Uni, etc. » (Huitième clause de l'acte d'enrôlement des

étrangers.)

Sa Majesté, en conséquence, étant résolue à faire mettre à exécution les dispositions dudit Statut, et désirant qu'aucun desdits sujets de Sa Majesté ne se rende par mégarde passible des pénalités infligées par ce Statut, a décidé, de et avec l'avis de son Conseil privé, de publier cette publication royale, et ordonne strictement par les présentes qu'aucune personne ou aucunes personnes, quelles qu'elles puissent être, ne se permettent de commettre ou tenter aucun acte, action ou chose, de quelque nature que ce soit, contraire aux dispositions dudit statut, et à sa teneur et à ses intentions et que les dispositions desdits statuts seront ponctuellement et exactement observées sous peine des pénalités infligées par lesdits statuts aux délinquants et du souverain déplaisir de Sa Majesté.

Donné en Notre Cour à Carleton-House, le 6° jour de juin 1823, et la 4° année de Notre règne.

Dieu garde le Roi!

Ш

Gréce et Turquie.

(30 septembre 1825.)

GEORGE ROI,

Attendu que Sa Majesté, étant en paix avec toutes les puissances et États de l'Europe et de l'Amérique, a déclaré à différentes reprises, sa

royale détermination de maintenir une stricte et impartiale neutralité dans les différents conflits dans lesquels quelques-uns de ces États sont engagés;

Et attendu que l'action de commettre des actes d'hostilité faite par des sujets de Sa Majesté contre quelque puissance ou État, ou contre les personnes ou propriétés de quelque puissance ou État, qui étant en paix avec Sa Majesté, est, en même temps, engagé dans une lutte, dans laquelle Sa Majesté a déclaré sa résolution de rester neutre, la sincérité de la déclaration de Sa Majesté peut être invoquée;

Et attendu que si les sujets de Sa Majesté ne peuvent être efficacement détournés de commettre d'une façon injustifiable des actes d'hostilités, on peut craindre à bon droit que le Gouvernement lésé par ces mêmes actes ne soit pas en état d'empêcher ses sujets de commettre des actes de violence sur des personnes et les propriétés de sujets inoffênsifs de Sa Majesté;

Et attendu que la Porte Ottomane, puissance en paix avec Sa Majesté, est en ce moment et a été engagée depuis plusieurs années dans un conflit avec les Grecs, dans lequel conflit Sa Majesté a observé la plus stricte et la plus impartiale neutralité;

Et attendu qu'un grand nombre des sujets loyaux de Sa Majesté, résident et font un commerce avantageux, possèdent des établissements et jouissent de priviléges dans les possessions de la Porte Ottomane, protégés qu'ils sont par la foi des traités entre Sa Majesté et la Porte:

Et attendu que Sa Majesté a récemment reçu des informations certaines, que des tentatives sont faites en ce moment pour entraîner quelques-uns des sujets de Sa Majesté à équiper des vaisseaux de guerre et des corsaires dans les ports du royaume de Sa Majesté, de s'y embarquer pour exécuter, sous le pavillon grec, des opérations hostiles contre le Gouvernement Ottoman, pour prendre et détruire des vaisseaux turcs ainsi que des propriétés turques et pour commettre des déprédations sur les côtes des possessions turques;

Et attendu que des opérations hostiles de ce genre sont directement opposées aux dispositions de l'acte passé dans la cinquante neuvième année du règne du feu roi (chap. LXIII) intitulé: « Acte pour prévenir l'enrôlement ou l'engagement des sujets de Sa Majesté au service étranger et pour empêcher l'équipement et l'armement dans les possessions de Sa Majesté, de vaisseaux pour des entreprises de guerre sans l'autorisasion de Sa Majesté » Dans lequel entre autres choses, il est décrété, « que si quelques sujets de. » (Deuxième clause de l'acte d'enrôlement des étrangers.)

Et il est de plus, décrété, « que si quelque personne de. • (Septième clause de l'acte d'enrôlement des étrangers).

En conséquence Sa Majesté, désirant conserver à ses sujets les avantages de la paix dont ils jouissent maintenant, et bien résolue de persévérer dans le système de neutralité que Sa Majesté a déclaré à différentes reprises être bien décidée de maintenir; afin qu'aucun des sujets de Sa Majesté ne puisse inconsidérément se rendre passible des pénalités mentionnées dans le présent statut, a résolu, son Conseil privé entendu, de publier sa royale proclamation présente.

Et Sa Majesté commande dès iors strictement, qu'aucunes personnes ne prennent part en aucune façon auxdits conflits quelconques, ni ne commettent aucun acte, action ou chose quelconque contraires aux prescriptions dudit statut, sous peine des pénalités imposées par

ce statut, et du souverain déplaisir de Sa Majesté.

Et Sa Majesté, de et par l'avis ci-dessus, enjoint à tous les sujets de Sa Majesté, d'observer strictement, aussi bien à l'égard de la Porte-Ottomane et des Grecs qu'à l'égard de tous les autres belligérants, avec lesquels Sa Majesté est en paix, les devoirs de la neutralité et de respecter envers tous et chacun d'eux les droits des belligérants que Sa Majesté a toujours réclamés pour elle, lorsque malheureusement elle se trouvait engagée dans une guerre.

Donné à Notre Cour de Windsor, le 30° jour de septembre 1825 et la 6° année de Notre règne.

Dieu garde le Roi!

IV

Autriche, France et Sardaigne.

(13 mai 1859.)

Au nom de la Reine. - Proclamation.

VICTORIA REINE,

Attendu que nous sommes heureusement en paix avec tous les souverains, puissances et États:

Et attendu que, nonobstant tous nos efforts pour conserver la paix entre tous les souverains, puissances et États actuellement en guerre, les hostilités ont malheureusement commencé entre Sa Majesté impériale l'Empereur d'Autriche d'une part et Sa Majesté le Roi de Sardaigne et Sa Majesté impériale l'Empereur des Français d'autre part :

Et attendu que l'état de guerre existe actuellement entre Sa Majesté impériale l'Empereur d'Autriche d'une part et Sa Majesté le Roi de Sardaigne et Sa Majesté impériale l'Empereur des Français d'autre part,

et entre leurs sujets respectifs et les autres habitants de leurs pays, territoires ou possessions:

Et attendu que nous sommes en termes d'amitié et de rapports amicaux avec tous et chacun de ces souverains et avec leurs sujets et autres habitants de leurs pays, territoires et possessions:

Et attendu qu'un grand nombre de nos loyaux sujets résident et font le commerce, possèdent des propriétés et des établissements, et jouissent de différents droits et priviléges dans les possessions de chacun des souverains susdits, protégés par la foi des traités conclus entre Nous et chacun desdits souverains:

Et attendu que, désirant conserver à nos sujets les bienfaits de la paix dont ils jouissent heureusement maintenant, nous sommes fermement résolu de nous abstenir complétement de prendre aucune part directe ou indirecte dans la guerre existant malheureusement entre lesdits souverains, leurs sujets et territoires, et de rester en paix avec eux et d'entretenir des rapports pacifiques et amicaux avec tous et avec chacun d'eux, et avec leurs sujets respectifs et les autres habitants de leurs pays, territoires et possessions, et de maintenir une stricte et impartiale neutralité pendant les susdites hostilités et ladite guerre existant malheureusement entre eux:

Nous avons donc jugé utile, de et avec l'avis de notre conseil privé, de publier notre royale proclamation.

Et nous ordonnons par les présentes et commandons à nos loyaux sujets de se conduire conformément à nos ordres, et d'observer une stricte neutralité dans et pendant les susdites hostilités et guerre, et de s'abstenir de violer ou contrevenir à aucune des lois et statuts du royaume à cet égard, ou les lois internationales y ayant trait, car, s'ils agissaient autrement, ils le feraient à leurs risques et périls.

Et attendu que par un certain statut fait et passé dans la cinquante neuvième année du règne de feu Sa Majesté le Roi George III (chap. LXIX), intitulé: « Acte pour prévenir l'enrôlement ou l'engagement des sujets de Sa Majesté, pour le service étranger et d'équiper ou d'armer dans les possessions de Sa Majesté, des vaisseaux pour des entreprises de guerre et sans l'autorisation de Sa Majesté, » il est entr'autres, déclaré et décrété, ce qui suit: « Que si quelque personne dans quelque partie du royaume uni, etc., » (septième clause de l'acte d'enrôlement étranger);

Et il est de plus, décrété par ledit acte » que si quelque personne dans quelque partie du Royaume-Uni, etc., ». (huitième clause de l'acte d'enrôlement étranger):

Maintenant, afin qu'aucun de nos sujets ne puisse imprudemment se rendre passible des pénalités établies par ledit statut, nous donnons par les présentes le strict commandement qu'aucune personne ou aucunes personnes quelles qu'elles puissent être, commettent un acte, une action ou une chose quelconque contraire au susdit statut, sous peine des pénalités diverses et sévères du susdit statut et sous peine d'encourir notre souverain déplaisir.

Et nous donnons de plus par les présentes, conseil et avis à tous nos loyaux sujets et à toutes les personnes quelconques ayant des titres à notre protection, d'observer à l'égard de chacun et envers tous les souverains susdits, leurs sujets et territoires et à l'égard de tous les belligérants quels qu'ils soient avec lesquels nous sommes en paix, les devoirs de la neutralité; et de respecter envers tous et chacun d'eux, l'exercice de ceux des droits des belligérants que nous et nos prédécesseurs avons toujours revendiqués.

Et nous donnons de plus par les présentes, l'avertissement à tous nos lovaux sujets et à toutes les personnes quelconques ayant des droits à notre protection, que si quelqu'un d'eux se permettait, au mépris de notre proclamation royale et de notre souverain déplaisir, de commettre quelque acte dérogeant à leurs devoirs comme sujets d'un souverain neutre, dans une guerre entre d'autres souverains, ou en violation ou en contrevention au droit des gens à cet égard, comme plus spécialement en violant ou en tâchant de violer un blocus légalement et actuellement établi par ou au nom de l'un desdits souverains, en transportant des officiers, des soldats, des dépêches, des armes, des munitions, des provisions ou du matériel de guerre ou quelque article ou des articles considérés et déclarés être de la contrebande de guerre conformément au droit ou aux usages modernes des nations, pour l'usage ou le service de l'un ou de l'autre des susdits souverains, que toutes personnes commettant ce délit, s'exposeront, elles et leurs bâtiments et propriétés, en droit et en justice, à être faites prisonniers de guerre et à encourir les pénalités prononcées par le droit des gens à ce sujet.

Et nous faisons, en outre, connaître par les présentes que, tous nos sujets et les personnes ayant des titres à notre protection qui désobéiraient aux prescriptions ci-dessus, le feraient à leurs risques et périls; et qu'en aucune façon elles n'obtiendraient aucune protection de notre part au sujet de leur capture ou des pénalités susdites, mais qu'au contraire, elles encourraient notre souverain déplaisir par cette conduite illégale.

Donné à Notre Cour, au palais de Buckingham, le 13° jour de mai, en l'an du Seigneur 1859 et dans la 22° année de Notre règne.

Dieu garde la Reine!

V

États-Unis.

(13 mai 1861.)

Au nom de la Reine. - Proclamation.

VICTORIA REINE,

Attendu que nous sommes heureusement en paix avec tous les souverains, puissances et États:

Et attendu que des hostilités ont malheureusement éclaté entre le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et certains États qui se qualissent États confédérés d'Amérique:

Et attendu que, étant en paix avec le Gouvernement des États-Unis, avons proclamé notre royale détermination de maintenir une stricte et impartiale neutralité dans le conflit survenu entre les deux parties contendantes: nous avons en conséquence jugé à propos, notre Conseil privé entendu, de publier notre présente royale proclamation:

Par les présentes nous engageons et commandons à nos bien-aimés sujets d'observer une stricte neutralité durant les susdites hostilités, et de s'abstenir de violer ou enfreindre aucune des lois ou aucun des statuts du Royaume à ce sujet ou le droit des gens, ou que par là ils en prendraient la responsabilité à leurs riques et périls:

Et attendu que dans et par un statut fait et passé dans la cinquanteneuvième année du règne de S. M. le Roi George III sous le titre de « Acte pour prévenir l'enrôlement et l'engagement, des sujets de Sa Majesté pour servir à l'étranger et l'équipement dans les possessions de Sa Majesté de vaisseaux destinés à des entreprises de guerre, sans la permission de Sa Majesté, » entre autres choses il est déclaré et établi comme il suit:

« Que tout sujet de Sa Majesté etc. » (2° clause de l'acte d'enrôlement étranger.

Et il est de plus dans et par le susdit acte établi:

« Que si quelque personne dans une partie du Royaume-Uni, etc. » (8° clause de l'acte d'enrôlement étranger).

Pour ces motifs et afin qu'aucun de nos sujets n'encoure par mégarde les pénalités édictées par ledit statut, nous ordonnons rigoureusement par ces présentes, que nul ne commette d'actes quels qu'ils soient, contraires aux dispositions de cedit statut, sous peine des dif-

férentes pénalités imposées par ce statut et sous peine d'encourir notre souverain déplaisir.

Par ces motifs, nous avertissons nos bien-aimés sujets et toutes les personnes ayant droit à notre protection, que si quelqu'un d'entre eux au mépris de cette proclamation et sous peine d'encourir notre souverain déplaisir, agissait contrairement à son devoir comme sujet d'un souverain neutre dans le susdit conflit soit en violation ou contravention au droit des gens dans cette matière; comme par exemple, et plus spécialement en entrant au service de l'une des deux parties contendantes comme officiers, sous-officiers ou soldats; ou en servant comme officiers, matelots ou marins à bord de quelques corsaires portant des lettres de marque de l'une ou de l'autre des parties contendantes : ou en allant au delà des mers dans l'intention de s'enrôler ou de s'engager dans quelque service de cette nature ou en procurant ou cherchant à procurer cet engagement à d'autres dans les possessions de Sa Majesté ou en dehors de ces possessions; ou en équipant, armant un bâtiment ou vaisseau pour être employé comme vaisseau de guerre, corsaire ou transport par l'une ou l'autre des parties contendantes; ou en forcant ou tentant de forcer un blocus légalement établi par ou pour l'une ou l'autre des parties contendantes; ou en transportant des officiers, soldats, dépêches, armes, munitions ou matériel de guerre ou quelque article ou articles considérés et désignés comme contrebande de guerre par la loi et les usages des nations, pour l'emploi ou le service de l'une ou de l'autre des parties en conflit susdites, toutes personnes commettant lesdits délits encourront les pénalités diverses et conséquences judiciaires édictées par le susdit statut et le droit des gens.

Et nous déclarons par les présentes que tous nos sujets et toutes les personnes ayant droit à notre protection qui pourraient s'exposer elles-mêmes, à ces pénalités, que ce sera à leurs risques et périls et qu'elles n'obtiendront en aucune façon notre protection contre les chances des pénalités encourues, mais bien plus qu'elles encourront au contraire notre souverain déplaisir pour cette conduite déloyale.

Donné en Notre Cour de White-Lodge, parc de Richmond, le treizième jour de mai, en l'an du Seigneur mil huit cent soixante et un et dans la vingt-quatrième année de Notre règne.

Dieu garde la Reine!

VI

Espagne et Chili.

(6 février 1866.)

Au nom de la Reine. - Proclamation.

VICTORIA, Reine.

Attendu que nous sommes heureusement en paix avec tous les souverains, Puissances et États:

Et attendu que des hostilités ont malheureusement éclaté entre le Gouvernement d'Espagne et le Gouvernement de la République du Chili ;

Et attendu qu'étant en paix avec les deux susdits Gouvernements, nous avons proclamé notre royale détermination de maintenir une stricte et impartiale neutralité dans le conflit entre lesdites parties contendantes :

Nous avons, en conséquence, jugé à propos, avec l'avis de Notre Conseil privé, de publier Notre Royale proclamation :

Et nous enjoignons par les présentes à tous nos bien-aimés sujets d'observer une stricte neutralité durant les hostilités entre les deux susdites parties contendantes; et de s'abstenir, d'enfreindre ou de violer les lois et les statuts du royaume ou le droit des gens, ou qu'en agissant autrement à leurs risques et périls la responsabilité leur incomberait.

Et attendu que dans un certain statut fait et passé dans la cinquanteneuvième année du règne de S. M. le Roi George III, intitulé: « Acte pour prévenir l'enrôlement ou l'engagement des sujets de Sa Majesté pour servir à l'étranger et l'équipement dans les possessions de Sa Majesté de vaisseaux dans un objet de guerre sans la permission de Sa Majesté » il est entre autres choses déclaré et établi ce qui suit:

« Que, si quelque sujet de Sa Majesté, etc. » (2° clause de l'acte d'enrôlement étranger).

Et de plus il est dans et par l'acte susdit, fait et passé:

« Que si quelque personne dans une partie du Royaume-Uni, etc. » (7° clause de l'acte d'enrôlement étranger).

Et de plus il est passé et dit dans le susdit acte:

« Que si quelque personne dans que que partie du Royaume-Uni, etc. » (8° clause de l'acte d'enrôlement étranger).

Pour ces motifs et afin qu'aucun de nos sujets n'encoure par mégarde les pénalités édictées par ledit statut, nous ordonnons strictement qu'aucune ou aucunes personnes quelconques ne commettent d'actes contraires à ces dispositions quels qu'ils soient, sous peine d'encourir les différentes pénalités imposées par ledit statut et sous peine d'encourir notre souverain déplaisir.

Et par ces motifs nous avertissons nos bien-aimés sujets et toutes les personnes quelconques ayant droit à notre protection, que si quelqu'un essayait au mépris de notre proclamation et de notre souverain déplaisir, de commettre quelques actes contraires aux devoirs des sujets d'une Puissance neutre dans le présent conflit, ou violait le droit des gens et y contrevenait par exemple et plus spécialement, en entrant au service militaire de l'une ou l'autre des parties contendantes, comme officiers ou sous-officiers, ou en servant comme officiers, marins, matelots à bord de quelque corsaire, portant des lettres de marque délivrées par l'une ou l'autre des parties contendantes, ou en s'engageant d'aller ou en allant en effet au delà des mers dans l'intention de s'enrôler dans un service de cette nature; ou en procurant ou cherchant à procurer à d'autres le moyen de le faire, dans les possessions de Sa Majesté, à l'intérieur ou à l'étranger; ou bien en équipant et armant ou gréant un vaisseau ou bâtiment pour être employé comme vaisseau de guerre, corsaire ou transport par l'une ou l'autre des parties contendantes; ou en forçant ou cherchant à forcer un blocus légalement et actuellement établi par l'une ou l'autre des deux parties contendantes; ou bien en transportant des officiers, soldats, dépêches, armes, munitions ou matériel de guerre, ou quelque article ou quelques articles considérés comme contrebande de guerre suivant le droit ou l'usage moderne des nations, tous et chacun ayant commis lesdits délits seront passibles des différentes pénalités et des conséquences pénales, consignées dans le présent statut ou dans le droit des gens.

Et de plus nous déclarons par les présentes que tous nos sujets et toutes les personnes ayant droit à notre protection qui enfreindront ces prescriptions, le feront à leur risque et péril, et que dans aucun cas elles n'obtiendraient aucune protection de notre part contre les condamnations ou pénalités qu'elles auraient pu encourir; mais au contraire, qu'elles encourraient notre souverain déplaisir pour une telle conduite.

Donné à Notre Cour d'Osborne-House, île de Wight, le troisième jour de février de l'année de Notre-Seigneur mil huit cent soixante-six et la vingt-neuvième année de Notre règne.

VII

Espagne et Pérou.

(13 mars 1861.)

La même proclamation que celle qui précède (Espagne et Chili), mutatis mutandis.

VIII

Autriche, Prusse, Italie, Allemagne.

(27 juin 1866.)

Au nom de la Reine. - Proclamation.

VICTORIA, Reine.

Attendu que nous sommes heureusement en paix avec tous les souverains, Puissances, et États.

Et attendu que malgré nos efforts pour conserver la paix entre tous les Souverains, Puissances et États maintenant en guerre, les hostilités ont malheureusement commencé entre S. M. I. l'Empereur d'Autriche, S. M. le Roi de Prusse, S. M. le Roi d'Italie et la Confédération Germanique:

Et attendu qu'un État de guerre existe en ce moment entre S. M. I. l'Empereur d'Autriche, S. M. le Roi de Prusse, S. M. le Roi d'Italie et la Confédération Germanique et entre leurs sujets respectifs et autres habitants de leurs pays, territoires et possessions:

Et attendu qu'un grand nombre de nos loyaux sujets résident et font le commerce, et possèdent des propriétés et des établissements, et jouissent de différents droits et priviléges dans les possessions de chacun des susdits Souverains et États protégés par la foi des traités entre nous et chacun des susdits Souverains et États:

Et attendu que, désirant conserver à nos sujets les bienfaits de la paix dont ils jouissent heureusement dans ce moment, nous sommes fermement résolus et déterminés à nous abstenir entièrement de prendre une part directe ou indirecte à la guerre actuellement existante entre les susdits Souverains et États, leurs sujets et territoires,

et de rester en paix et de conserver des rapports pacifiques et amicaux avec chacun d'eux et leurs sujets respectifs ainsi qu'avec les autres habitants de leurs pays, territoires et possessions, et de maintenir une stricte et impartiale neutralité pendant les susdites hostilités malheureusement existantes entre eux:

Nous avons par conséquent résolu, de et avec l'avis de notre Conseil privé, de publier notre Royale Proclamation présente :

Et nous enjoignons et ordonnons par les présentes, à tous nos bienaimés sujets de se conduire conformément et d'observer une stricte et impartiale neutralité durant les susdites hostilités et guerre, et de s'abstenir de violer soit les lois ou statuts du royaume, soit le droit des gens, ou que par là ils en assumeraient la responsabilité à leurs risques et périls.

Et attendu que dans et par un certain statut fait et passé dans la cinquante-neuvième année du règne de Sa Majesté George III, inticinquante-neuvième année du regne de Sa Majeste George III, intitulé : « Acte pour prévenir l'enrôlement ou l'engagement des sujets
de Sa Majesté pour servir à l'étranger et l'équipement ou l'armement
dans les possessions de Sa Majesté, de vaisseaux dans un objet de
guerre sans l'autorisation de Sa Majesté » entre autres choses il est
déclaré et décrété ce qui suit : — « Que si quelque personne dans une partie du Royaume-Uni, » etc. (septième clause de l'acte d'enrôlement étranger).

Et de plus il est établi et passé par ledit acte : « Que si quelque personne dans quelque partie du Royaume-Uni, etc. » (huitième clause de l'acte d'enrôlement étranger).

Pour ces motifs, et afin qu'aucun de nos sujets n'encoure par mégarde les pénalités édictées par ledit statut, nous ordonnons rigoureusement par les présentes qu'aucune ou aucunes personnes quelconques ne commettent aucun acte, aucune action ni chose quelconques contraires aux dispositions du susdit statut, sous peine desdites pénalités édictées par le présent statut, et de notre souverain déplaisir;

Pour ces motifs, nous avertissons nos bien-aimés sujets et toutes les

personnes ayant droit à notre protection d'observer à l'égard de chacun et de tous les souverains susdits, états, leurs sujets et territoires et à l'égard de tous les belligérants quels qu'ils soient avec lesquels nous sommes en paix, les devoirs de la neutralité; et de respecter envers tous et chacun d'eux l'exercice de ces droits des belligérants que nous et nos royaux prédécesseurs ont toujours ordonné d'exercer :

Et nous avertissons de plus par les présentes, nos bien-aimés sujets et toutes les personnes quelconques ayant droit à notre protection, que si quelqu'un d'entre eux, au mépris de cette proclamation et de notre souverain déplaisir, commettait quelque acte contraire à

leurs devoirs de sujets d'un souverain neutre dans une guerre entre d'autres souverains et Etats, ou en violant et contrevenant au droit des gens à cet égard et plus spécialement en violant ou cherchant à violer un blocus légalement et actuellement établi par l'un ou à l'égard de l'autre des susdits souverains et États ou en transportant des officiers, soldats, dépêches, armes, munitions, matériel de guerre ou quelques articles considérés comme contrebande de guerre par la loi ou les usages modernes internationaux, pour l'usage ou le service de l'un ou de l'autre des susdits souverains ou États, que toutes les personnes ayant commis ce délit, avec leurs vaisseaux et marchandises encourront les pénalités édictées dans le droit des gens et ledit statut.

Et nous faisons de plus savoir, par les présentes, que tous nos sujets et les personnes ayant droit à notre protection qui enfreindront ces dispositions le feront à leurs risques et périls, et qu'elles n'obtiendront de notre part aucune protection contre les pénalités et captures susdites; mais bien plus qu'elles encourront notre souverain déplaisir, par leur conduite illégale.

Donné à Notre Cour de Windsor, le vingt-septième jour de juin, en l'an de Notre-Seigneur mil huit cent soixante-six et dans la trentième année de Notre règne.

Dieu sauve la Reine!

APPENDICE Nº 6.

RÈGLEMENTS ET INSTRUCTIONS PUBLIÉS PAR LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ PENDANT LA GUERRE CIVILE AUX ÉTATS-UNIS, 1861-1865.

Lettre du Foreign-Office à l'amirauté, aux officiers des colonies, de la guerre et des Indes, interdisant aux croiseurs et corsaires armés, aussi bien des États-Unis de l'Amérique du Nord que des États qui s'intitulent États Confédérés, d'amener des prises dans les ports anglais; 1^{er} juin 1861.

Foreign-Office, 1er juin 1861.

Mylords,

Le gouvernement de la reine est, comme vous le savez, désireux d'observer une stricte neutralité dans la lutte qui paraît imminente

entre les États-Unis et les États qui s'intitulent États confédérés de l'Amérique du Nord; dans le but de se conformer à ce principe dans toute sa rigueur, il a résolu de défendre aux vaisseaux armés et aux corsaires des deux parties d'amener leurs prises dans les ports, havres, rades ou eaux du Royaume-Uni ou dans quelque colonie ou possession de Sa Majesté.

Je dois donc, conformément à cette résolution, informer Votre Seigneurie que la Reine a bien voulu ordonner, que des instructions conformes aux principes ci-dessus énoncés seraient adressées à toutes les autorités compétentes du Royaume-Uni et aux autorités maritimes et autres de Sa Majesté des possessions au dehors du Royaume-Uni pour leur gouverne dans les circonstances actuelles.

J'ai, etc. Signé: J. Russell.

Aux Lords Commissaires de l'Amirauté.

Note. La même lettre à été adressée, le même jour, à chacun des secrétaires d'État pour les Indes, la guerre et les colonies.

Extrait de la Gazette de Londres, du 15 décembre 1863.

Lettre du comte Russell aux Lords Commissaires de l'amirauté et dépêche du duc de New-Castle au gouverneur de Bahama.

Foreign-Office, le 31 janvier 1862.

Mylords,

Sa Majesté étant entièrement résolue à observer les devoirs de la neutralité pendant l'existence des hostilités entre les États-Unis et les États qui s'appellent « les États confédérés d'Amérique, » étant de plus déterminée à interdire, autant que possible, les ports, havres et côtes de Sa Majesté ainsi que les eaux dans la juridiction de Sa Majesté, qui pourraient servir à favoriser les desseins de l'un ou de l'autre des belligérants, m'a ordonné de communiquer à Vos Seigneuries, pour les éclairer, les règlements suivants qui doivent être considérés et prescrits comme étant des ordres de Sa Majesté.

En outre Sa Majesté se plaît à ordonner que ces règlements entrent en vigueur dans le Royaume-Uni et dans les îles de la Manche à partir du jeudi 6 du mois de février prochain et de même dans les territoires et possessions de Sa Majesté par delà les mers six jours après que le Gouverneur ou autre Représentant de l'autorité de chacun de ces territoires ou possessions respectivement aura notifié et publié ces règlements, faisant savoir à tous que lesdits règlements doivent être observés par toutes les personnes habitant ces territoires et possessions.

I. Pendant la durée des présentes hostilités entre le Gouvernement des États-Unis de l'Amérique du Nord et les États qui s'appellent les États confédérés de l'Amérique ou jusqu'à ce que Sa Majesté en ordonne autrement, il ne sera permis à aucun vaisseau de guerre ou corsaire appartenant à l'un des belligérants d'entrer ou de rester dans le port de Nassau ou en tout autre port, rade ou eaux des îles de Bahama, si ce n'est avec la permission spéciale du lieutenant-gouverneur des îles de Bahama ou en cas de relâche forcé.

Si quelque vaisseau de ce genre entrait dans tel ou tel de ces ports, rades ou eaux en vertu de permission spéciale ou à la suite d'une relâche forcée, les autorités du lieu le requerront de reprendre la mer aussitôt que possible, sans lui permettre de prendre des approvisionnements au delà de ceux qui lui sont strictement nécessaires.

Si au moment où cet ordre sera notifié dans les fles de Bahama, il se trouve déjà quelque vaisseau de guerre ou corsaire dans les ports, rades ou eaux de ces fles, le lieutenant gouverneur lui intimera l'ordre de partir dans un délai qu'il jugera suffisant et convenable.

De plus, s'il devait y avoir des vaisseaux de guerre ou corsaires appartenant aux deux belligérants susdits dans la juridiction territoriale de Sa Majesté dans ou près des mêmes ports, rades ou eaux, le lieutenant gouverneur fixera l'ordre du temps d'après lequel ces bâtiments auront à effectuer leur départ. Atteun vaisseau de l'un ou de l'autre belligérant ne pourra prendre la mer avant l'expiration de vingt-quatre heures après que le vaisseau de l'autre belligérant (que ce vaisseau soit un bâtiment de guerre, un corsaire ou un bâtiment marchand) aura quitté les mêmes port, rade ou eaux ou bien les eaux adjacentes, ou ne sera hors de la juridiction territoriale de Sa Majesté.

II. Pendant la durée des présentes hostilités entre le Gouvernement des États-Unis de l'Amérique du Nord et les États qui s'appellent euxmêmes les États confédérés d'Amérique, il est défendu à tous les vaisseaux de guerre ou corsaires de s'abriter dans un port ou une rade du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande ni dans les îles de la Manche ou dans quelqu'une des colonies, possessions ou dépendances de Sa Majesté, ou dans des eaux soumises à la juridiction de la Couronne d'Angleterre, dans un but de guerre ou dans le dessein d'obtenir des facilités de ravitaillement de guerre; et aucun vaisseau de guerre ou corsaire de l'un des belligérants ne pourra sortir d'un

port, rade soumis à la juridiction anglaise que vingt-quatre heures après le départ du bâtiment de l'autre belligérant (que ce soit un vaisseau de guerre, un corsaire ou un bâtiment marchand) et après que le vaisseau parti sera hors de la juridiction territoriale de

Sa Majesté.

III. Si un vaisseau de guerre ou corsaire de l'un des belligérants, après l'époque où cet ordre sera notifié et mis en vigueur dans le Royaume-Uni et dans les îles de la Manche, de même que dans les différentes colonies, possessions et dépendances de Sa Majesté, entrait dans un port, rade ou eaux appartenant à Sa Majesté, soit dans le Royaume-Uni soit dans les îles de la Manche, ou dans quelqu'une des colonies, possessions ou dépendances étrangères de Sa Majesté, ce vaisseau sera requis de partir et de prendre la mer dans les vingtquatre heures après son entrée dans ce port, rade ou eaux, excepté dans le cas de relâche forcé ou dans le cas d'approvisionnements nécessaires à la subsistance de l'équipage ou de réparations d'avaries; dans l'un ou l'autre de ces cas, les autorités du port ou du port voisin (suivant que le cas pourra se présenter) ordonneront à ce bâtiment de reprendre la mer aussitôt que possible, après l'expiration des vingt-quatre heures, sans lui permettre de prendre d'autres provisions que celles strictement nécessaires à son usage immédiat; et nul bâtiment auquel il aura été permis de rester dans les eaux anglaises pour y faire des réparations ne continuera de séjourner dans aucun port, rade ou eaux plus de vingt-quatre heures après l'achèvement de ces réparations : excepté néanmoins dans les cas où plusieurs vaisseaux (bâtiments de guerre, corsaire ou bâtiments marchands) des deux parties belligérantes se trouveraient dans le même port, rade ou caux dans la juridiction territoriale de Sa Majesté; dans ce cas il v aura un intervalle au moins de vingt-quatre heures entre le départ d'un vaisseau (soit vaisseau de guerre, corsaire ou bâtiment marchand) de l'une des parties belligérantes, et celui d'un bâtiment vaisscau de guerre ou corsaire de l'autre partie belligérante; et le temps fixé ainsi pour le départ de ces vaisseaux de guerre ou corsaires, sera étendu dans les cas de nécessité pour donner un plein effet à ces précautions; mais cette stricte mesure ne sera pas dépassée.

IV. Il ne sera, en outre, permis à aucun vaisseau de guerre ou corsaire de l'une ou de l'autre partie belligérante, tant qu'il sera dans un port, rade ou dans les eaux soumis à la juridiction de Sa Majesté, de s'y approvisionner d'autres choses que des vivres et autres provisions nécessaires à la subsistance de son équipage, ni de prendre plus de charbon qu'il ne lui en faut pour regagner le port le plus voisin de son pays, ou sa destination la plus rapprochée; et il ne sera délivré de charbon à aucun vaisseau de guerre ou corsaire dans un

port, rade ou dans les eaux soumises à la juridiction territoriale de Sa Majesté, sans une permission spéciale, qu'après un délai de trois mois, à partir du jour où il s'en sera fourni dans ce port, dans cette rade ou dans ces eaux.

J'ai, etc.

Signė: Russell.

Note. Une lettre semblable a été adressée aux Secrétaires d'État de l'Intérieur, des Colonies, de la guerre et du département des Indes, et aux Lords commissaires de la Trésorerie de Sa Majesté.

Downing-Street, le 6 octobre 1863.

Monsieur,

Des doutes ayant été exprimés de différents côtés sur la question de savoir si, en conformité des règlements du 31 janvier 1862 qui se trouvent renfermés dans une proclamation publiée par vous le 11 mars suivant, il était exigé que le commandant d'un vaisseau belligérant. bâtiment de guerre ou corsaire, eût à obtenir la permission des autorités locales pour entrer dans les ports, rades ou eaux des îles de Bahama, lorsque le Gouverneur en est absent, j'ai à vous informer que le comte Russell a pris les ordres de Sa Majesté à ce sujet et vous fais connaître que pour les ports des îles Bahama, de même que pour les rades et eaux de Nassau, la permission spéciale du Gouverneur (si ce n'est en cas de relâche forcé) est nécessaire pour tous les bâtiments qui désirent y entrer, excepté seulement dans les cas d'occasion grave, de nécessité et de détresse réelles, comme par exemple, s'il s'agit d'un vaisseau démâté ou ayant des avaries à sa machine si c'est un bâtiment à vapeur; alors les vaisseaux peuvent entrer dans les ports, rades ou eaux avec une permission donnée par l'officier résidant, auquel le gouverneur aura délégué son autorité à cet effet.

En vue de réaliser les intentions de Sa Majesté, vous voudrez bien confier cette autorité dans les îles susdites aux officiers à qui elle peut être le plus sûrement confiée, en prenant soin de leur communiquer copies des règlements du 31 janvier 1862, dans lesquels il est arrêté que les vaisseaux, entrant dans ces ports pour cause de manvais temps ou avec une permission spéciale, devront reprendre la mer aussitôt que possible.

J'ai, etc.

Signe: NEWCASTLE.

Au gouverneur Bayley, C. B., etc.

INSTRUCTIONS ADDITIONNELLES AUX GOUVERNEURS COLONIAUX, CONCERNANT LES CROISEURS BELLIGÉRANTS, COMMUNIQUÉES A LA CHAMBRE DES COMMUNES EN RÉPONSE A UNE ADRESSE EN DATE DU 3 JUIN 1864.

Office des Colonies, le 6 juin 1864.

Signé: Frédéric Rogers.

Instructions circulaires aux Gouverneurs des colonies, concernant le traitement des prises effectuées par les croiseurs fédéraux ou confédèrés, lorsqu'elles sont amenées dans les eaux anglaises.

Downing-Street, le 2 juin 1864.

Monsieur,

Je crois devoir vous communiquer les décisions prises par le Gouvernement de Sa Majesté relativement aux questions qui ont été soulevées concernant le traitement des prises faites par les croiseurs fédéraux ou confédérés, lorsque ces prises sont amenées dans les eaux anglaises.

I. Si des prises faites par un vaisseau de guerre de l'une ou de l'autre des parties belligérantes sont amenées par les capteurs dans les ports, rades soumis à la juridiction de Sa Majesté, le gouverneur intimera immédiatement l'ordre aux capteurs de s'éloigner avec leurs prises.

II. Un bâtiment qui aura été réellement, et de bonne foi, converti en vaisseau de guerre, pour être employé comme tel, ne sera pas jugé comme étant une prise, et ne sera pas soumis à cette règle.

III. Si une prise était amenée dans la juridiction de Sa Majesté pendant que la mer n'est pas tenable, ou à la suite de quelque autre nécessité extrême et inévitable, le gouverneur peut toujours lui accorder pour son départ tout le temps qu'il considérera comme nécessaire.

IV. Si la prise n'est pas éloignée dans le délai que le gouverneur aura prescrit aux capteurs, celui-ci pourra retenir cette prise jusqu'au moment où Sa Majesté aura fait connaître son bon plaisir.

V. Si une prise avait été faite à la suite d'une violation du territoire ou des eaux de Sa Majesté, le gouverneur pourra retenir cette prise jusqu'au moment où le bon plaisir de Sa Majesté sera connu.

Le Gouvernement de Sa Majesté n'a pas jugé nécessaire de faire aucune addition aux instructions déjà données concernant les cargaisons, c'est-à-dire que les ordres de Sa Majesté s'appliquent bien plus aux cargaisons capturées de quelque nature qu'elles soient pouvant être amenées par des vaisseaux de guerre ou corsaires, de l'une ou l'autre partie belligérante, dans les eaux anglaises, qu'aux vaisseaux capturés eux-mèmes. Cependant elles ne s'appliquent pas à des articles qui auraient pu faire partie d'une cargaison amenée dans les eaux de la juridiction anglaise, non par des vaisseaux armés ou des corsaires de l'une ou de l'autre partie belligérante, mais par des personnes qui ont pu les acquérir ou pu y prétendre après quelque marché conclu avec les auteurs de la prise.

Ces règlements sont pour servir de guide aux autorités exécutives et n'ont aucune prétention de s'ingérer dans l'action des cours de justice.

J'ai, etc.

Signé : ÉDOUARD CARDWELL.

Notification.

Extrait de la Gazette de Londres, 9 septembre 1864.

Foreign-Office, le 28 septembre 1864.

Il est notifié par les présentes qu'il a plu à Sa Majesté d'ordonner qu'à l'avenir aucun vaisseau de guerre appartenant à l'une ou à l'autre des parties belligérantes de l'Amérique du Nord n'aura la permission d'entrer ou de rester ou d'être dans aucun port de Sa Majesté, dans le dessein d'y être vendu ou démantelé; et il a plu à Sa Majesté de donner des ordres aux commissaires de Sa Majesté et aux gouverneurs des colonies de Sa Majesté ainsi que de ses possessions étrangères, de veiller à ce que cet ordre soit convenablement exécuté.

Lettre du comte Russell aux Lords Commissaires de l'amirauté.

Extrait de la Gazette de Londres, 19 mai 1865.

Foreign-Office, 11 mai 1865.

Mylords,

J'ai l'honneur de vous informer que dans l'état actuel de la guerre civile en Amérique et dans l'incertitude qui règne au sujet de sa continuation, le gouvernement de Sa Majesté croit le temps arrivé de cesser d'exécuter trop rigoureusement les ordres qui, à la suite de ma lettre du 31 janvier 1862, avaient été promulgués par les différents départements du gouvernement de Sa Majesté, ordres qui donnaient plein pouvoir aux autorités de tout port appartenant à Sa Majesté soit dans le Royaume-Uni ou les îles de la Manche ou dans les colonies et possessions étrangères de Sa Majesté, de requérir, sommer tout vaisseau de guerre ou corsaire des belligérants, qui aurait pu entrer dans un port, rade ou dans les eaux appartenant à Sa Majesté dans le but d'y obtenir des provisions ou des choses nécessaires à la subsistance de son équipage, ou pour y faire des réparations, de reprendre la mer aussitôt que possible après l'expiration d'un terme de vingtquatre heures, sans qu'il lui fût permis de prendre des provisions autres que celles qui lui étaient nécessaires pour son usage immédiat; et de ne pas souffrir qu'un vaisseau dans ce cas, qui aurait obtenu la permission de rester dans les eaux de la Grande-Bretagne pour y réparer des avaries, y restât plus de vingt-quatre heures après avoir complété ses réparations nécessaires; de même que les ordres qui limitaient la quantité de charbon, ainsi que le temps où ce charbon pouvait être obtenu, pour être embarqué à bord d'un vaisseau de guerre ou d'un corsaire de l'une ou de l'autre partie belligérante.

J'ai adressé une pareille lettre aux secrétaires d'État des départements de l'Intérieur, des Colonies, de la guerre et des Indes, ainsi qu'aux Lords Commissaires de la trésorerie de Sa Majesté.

Signė: Russell.

Note. Une lettre identique a été adressée aux Secrétaires d'État pour les départements de l'Intérieur, des Colonies, de la guerre et des Indes, ainsi qu'aux Lords Commissaires de la trésorerie de Sa Majesté.

Lettre du comte Russell aux Lords Commissaires de l'amirauté.

Extrait de la Gazette de Londres, 6 juin 1865.

Foreign-Office, 2 juin 1865.

Mylords,

J'ai l'honneur d'annoncer à vos Seigneuries que, depuis ma lettre du 11 du mois dernier, la nouvelle est arrivée ici que l'ancien président des États soi-disants confédérés a été fait prisonnier par les forces militaires des États-Unis et conduit comme prisonnier au fort Monroe, et que les armées tenues jusqu'aujourd'hui en campagne par les États confédérés ont pour la plupart capitulé ou se sont dispersées.

Dans cet état de choses, le Gouvernement de Sa Majesté est d'avis que les puissances neutres peuvent considérer la guerre civile dans l'Amérique du Nord comme terminée.

Conformément à cette opinion, le Gouvernement de Sa Majesté reconnaît que la paix est rétablie dans tout le territoire dont les États-Unis étaient en paisible possession avant le commencement de la guerre.

Comme conséquence nécessaire de cette reconnaissance de la part du Gouvernement de Sa Majesté, les différentes autorités de Sa Majesté dans tous les ports, rades et eaux appartenant à Sa Majesté soit dans le Royaume-Uni ou au delà des mers, refuseront dorénavant la permission à tout bâtiment de guerre portant le pavillon confédéré d'entrer dans ces ports, rades et eaux; elles devront requérir tous les vaisseaux de guerre confédérés qui, au moment où ces ordres parviendront aux autorités de ces ports, rades et eaux, auraient déjà pu y entrer sous la foi des proclamations publiées auparavant par Sa Majesté ou qui pourraient actuellement s'y trouver conformément à ces dispositions, d'avoir à les quitter incontinent.

Mais le Gouvernement de Sa Majesté considère comme un devoir de bonne foi et d'honneur national que les autorités de Sa Majesté soient instruites que ces vaisseaux confédérés venant à partir ainsi, jouissent du bénéfice de la défense portée jusqu'alors aux croiseurs des Etats-Unis qui pourraient se trouver simultanément dans les mêmes ports, havres ou eaux, de poursuivre ces vaisseaux avant vingtquatre heures révolues après leur départ, et que cette défense doit être maintenue en leur faveur jusqu'au dernier temps.

Toutefois si le commandant d'un vaisseau de guerre confédéré se trouvant dans un port, rade ou dans les eaux de Sa Majesté au moment où ces nouveaux ordres seront reçus par les autoritésde Sa Majesté, ou y entrant dans le délai d'un mois après que ces ordres auront été reçus, désire, après avoir enlevé à son vaisseau son caractère de belligérant et après l'avoir désarmé, rester, sans arborer le pavillon confédéré dans les eaux anglaises, les autorités de Sa Majesté peuvent autoriser le commandant de ce vaisseau de le faire à ses risques et périls sous tous les rapports, et dans ce cas il doit être formellement prévenu qu'il n'a plus aucune protection à attendre du Gouvernement de Sa Majesté, excepté celle à laquelle il a naturellement droit dans les circonstances ordinaires en temps de paix.

La règle en ce qui concerne les vingt-quatre heures ne sera pas

applicable au cas d'un vaisseau de ce genre.

J'ai adressé une lettre semblable aux Secrétaires d'État aux départements de l'Intérieur, des Colonies, des Indes et de la guerre, ainsi qu'aux lords Commissaires de la Trésorerie de Sa Majesté, les requérant comme je le fais à l'égard de vos Seigneuries d'envoyer des instructions conformes à la décision du Gouvernement de Sa Majesté, aux différentes autorités anglaises à l'Intérieur et à l'étranger, qui pourraient être appelées à agir dans cette matière.

Je suis, etc.,

Signé: Russell.

Note. Une lettre semblable a été adressée aux Secrétaires d'État aux départements de l'Intérieur, des Colonies, de la guerre et des Indes et aux lords Commissaires de la Trésorerie de Sa Majesté.

APPENDICE Nº 7.

PÉTITION DE PLUSIEURS ARMATEURS DE LIVERPOOL AU SECRÉTAIRE D'ÉTAT AU DÉ-PARTEMENT DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DEMANDANT UNE MODIFICATION DANS L'ACTE D'ENROLEMENT ÉTRANGER, COMMUNIQUÉ A LA CHAMBRE DES COMMUNES EN RÉPONSE A UNE ADRESSE DU 8 JUILLET 1863.

Ĭ

PÉTITION.

Au très-honorable comte Russell, principal secrétaire d'État au département des affaires étrangères.

Le Mémoire des soussignés, armateurs de Liverpool, montre : Que les pétitionnaires qui ont de grands intérêts dans les affaires maritimes britanniques, envisagent avec effroi les futures conséquences probables d'un état de choses qui permet aux belligérants étrangers de faire construire dans les ports de l'Angleterre et d'en faire sortir pour prendre la mer, des vaisseaux de guerre, contrairement aux dispositions des lois existantes.

Que l'effet immédiat de mettre à la disposition des belligérants étrangers un petit nombre de croiseurs à vapeur, a été de paralyser la marine marchande d'une puissante nation maritime et navale, lui infligeant depuis quelques mois des pertes directes ou indirectes dans sa marine et dans ses intérêts commerciaux que plusieurs années de paix peuvent être impuissantes à réparer.

Que les pétitionnaires ne peuvent fermer les yeux sur la probabilité que dans une guerre future entre l'Angleterre et une puissance étrangère, même d'une force navale insignifiante, l'exemple donné aujourd'hui par les sujets de Sa Majesté quand l'Angleterre est neutre, ne puisse être suivi par les citoyens d'autres pays neutres à leur tour, quand l'Angleterre sera belligérante; et que l'attitude d'impuissance par laquelle le Gouvernement de Sa Majesté a déclaré qu'il lui était impossible de découvrir et de punir les atteintes portées à la loi notoirement commises par quelques sujets de Sa Majesté, ne puisse être plus tard imitée avec succès par les gouvernements de ces autres pays, en réponse aux représentations de l'Angleterre.

Que l'expérience des derniers événements a prouvé selon la conviction des pétitionnaires que la possession par l'un des belligérants de croiseurs à vapeur légers, sans nécessité actuelle ou conventionnelle, pour visiter les ports intérieurs des belligérants fortuitement bloqués, mais capables d'obtenir des neutres toutes les provisions demandées, deviendra une arme offensive contre ceux qui, par la faiblesse de leur force navale, ne peuvent se garder efficacement, et dont la sévérité sera ressentie en raison des richesses marchandes et marines de la nation, contre laquelle.les efforts de ces croiseurs à vapeur peuvent être dirigés.

Que l'effet d'une guerre future avec une puissance ayant ainsi la facilité d'acheter, de préparer et de réparer ses vaisseaux de guerre dans des ports neutres, sera inévitablement de transporter aux pavillons neutres cette portion du commerce de navigation du monde que possèdent aujourd'hui les signataires de ce mémoire, et d'autres ar-

mateurs anglais.

Que en outre des chances de pertes pécuniaires pour eux-mêmes, les pétitionnaires partagent surtout le regret qu'une société soucieuse de la loi éprouve en voyant les nombreuses tentatives couronnées de succès pour échapper aux prescriptions d'un acte du parlement établi dans un but simple et unique, mais qui s'est trouvé ne pas four-nir au pouvoir exécutif les pouvoirs nécessaires pour son exécution effective.

Que les pétitionnaires font en conséquence valoir respectueusement

à Votre Seigneurie la nécessité de proposer à la sanction du parlement l'introduction dans l'acte d'enrôlement étranger, tels amendements qui pourront avoir pour effet de donner au pouvoir exécutif de plus grands pouvoirs pour empêcher, dans les ports anglais, la construction de bâtiments destinés à l'usage des belligérants.

Et les pétitionnaires désirent de plus attirer l'attention de Votre Seigneurie sur l'importance qu'il y aurait de tâcher d'assurer le consentement des gouvernements des États-Unis d'Amérique et autres pays étrangers à l'adoption de semblables règlements dans ces pays.

C'est là tout ce que proposent respectueusement les auteurs de ce

mémoire.

Signé: LAMPERT et HOLTZ.

Signé: JAMES BAINES et Cie.

Signé: RICHARD NICHOLSON et fils.

Signė: W.-B. BOADLE.

Signé: J. Prowse et Cie.

Signé: Currie, Newton et Cie.

Signė: Nelson, Alexander et Cie.

Signé: KENDALL-BROWN.

Signé: G.-S.-H. FLETCHER et Cie.

Signė: J. AIKIN.

Signé: FINLAY, CAMPBELL et Cie.

Signė: CROPPER, FERGUSON et Cie.

Signé: J. CAMPBELL. Signé: S.-R. GRAVES.

Signé: RANKIN, GILMOUR et Cie.

Signé: RATHBONE, frères et Cie.

Liverpool, 9 juin 1863.

Signé: James Brown et Cie.

Signé: James Poole et Cic.

Signé: W. JACOB et Cie.

Signė: Henry Moore et Cie.

Signé: Imrie et Tomlinson.

Signė: Thomas Chilton.

Signé: Jones, Palmer et Cie.

Signé: Farnworth et Jardine.

Signé: Thomas et J. Harrison. Signé: L.-H. Macintyre.

Signé: POTTER, frères.

Signé: Chas.-Geo. Cowie et Cic.

Signé: W.-J. SEALLY.

Signé: R. GIRVIN et Cie.

Signé: C.-T. Bowring et Cie.

II

Réponse de M. Hammond à MM. Lampert et Holtz et consorts.

Foreign-Office, le 6 juillet 1863.

Messieurs,

J'ai reçu l'ordre du comte Russell de vous accuser réception de la pétition en date du 9 juin, signée par vous et autres négociants de Liverpool, dans lequel vous soumettez à Sa Seigneurie, qu'il serait à propos de proposer au Parlement d'introduire dans l'acte d'enrôlement tels amendements qui mettraient le gouvernement à même d'empêcher, dans les ports anglais, la construction de vaisseaux destinés à l'usage des belligérants.

Je suis chargé de vous répondre que, dans l'opinion du comte Russell, l'acte d'enrôlement étranger est suffisamment efficace pour toutes les fins raisonnables, dans toute l'étendue que réclame le droit international, pourvu qu'on puisse obtenir la preuve de quelque fait accompli avec l'intention de violer ce droit.

Même si les dispositions de l'acte étaient étendues, il faudra toujours que cette preuve soit obtenue, parce qu'aucune loi ne peut être portée pour punir sur un simple soupçon au lieu de punir sur des preuves.

Je suis, etc.

Signė: E. HAMMOND.

DEUXIÈME PARTIE.

CORRESPONDANCES, MÉMORANDUMS, NOTES CIRCULAIRES DIPLOMATIQUES, ETC., ETC.

BRÉSIL.

Discours de l'Empereur à l'ouverture des Chambres, le 9 mai 1868.

Augustes et très-dignes représentants de la nation,

Votre réunion est toujours pour moi l'occasion de flatteuses espérances. J'ai le plaisir de vous annoncer que ma fille bien-aimée, la princesse Léolpodine, de retour d'Europe en compagnie du duc de Saxe, mon très-estimé gendre, est accouchée, le 6 décembre de l'année passée, d'un prince qui a reçu le nom d'Auguste.

La tranquillité publique n'a pas été troublée dans tout l'empire, ce qui prouve évidemment l'amour profond du peuple pour nos institutions.

Le Brésil est en paix avec toutes les puissances étrangères, et il cherche à maintenir ces bons rapports.

La guerre à laquelle nous avons été provoqués par le président du Paraguay n'est pas encore arrivée à sa fin. Depuis les succès annoncés dans mon discours de clôture de la session législative de l'année dernière, des faits glorieux et importants, tels que celui de Potrero Overha, celui de Tayi, la défense de Tuyuti, le passage de Humaïta et la prise de Estabelecimente, ainsi que la défaite de ceux qui ont tenté de prendre à l'abordage nos vaisseaux cuirassés, l'attaque et l'occupation de Curupaïty et d'une grande partie des lignes ennemies, en

confirmant encore la valeur de nos forces de terre et de mer ainsi que celle de nos alliés, nous promettent un terme prochain et honorable de la guerre.

J'aime à reconnaître, encore une fois, que dans la défense de l'honneur national outragé par le président du Paraguay, le gouvernement a été aidé par tous les Brésiliens. Je suis sûr que cette assistance ne fera pas défaut tant que la réparation de l'affront ne sera pas complète, et je rends à l'armée, à l'escadre, à la garde nationale et aux volontaires de la patrie les éloges auxquels ils ont droit.

Je regrette profondément d'avoir à vous dire que la petite vérole a causé à la colonne expéditionnaire de la capitale de la province de Matto Grosso des pertes si considérables qu'elle a été obligée de revenir sur ses pas, et que la maladie a fait un grand nombre de victimes dans cette ville et aux alentours. La retraite de la colonne a été signalée par le brillant fait de l'Alegre, qui est venu prouver combien le dévouement et le courage surpassent les ressources matérielles dont dispose le nombre très-restreint de Brésiliens qui combattent dans cette province, si digne d'égards pour sa constance dans l'adversité.

Le choléra, qui malheureusement a ravagé, il y a peu de temps, Montevideo et la république Argentine, a sévi aussi sur nos transports et dépôts et a fait quelques victimes dans l'armée. Dans la capitale de l'empire et dans quelques provinces, le fléau a reparu; mais, grâce à la Providence divine, il ne s'est pas propagé, et il a été en général d'un caractère bénin, l'état de la santé publique finissant par devenir satisfaisant.

Le gouvernement des États-Unis de l'Amérique a offert de nouveau au gouvernement du Brésil et à ceux des républiques Argentine et Orientale de l'Uruguay sa gracieuse médiation pour le rétablissement de la paix avec le Paraguay. Tout en le remerciant, le gouvernement du Brésil, d'accord avec ceux des républiques alliées, a déclaré que, puisque les motifs qui l'avaient empêché d'accepter la première offre subsistaient toujours, et que les dernières victoires leur donnaient encore plus de force, il ne pouvait cette fois-ci agir différemment.

L'empire a conclu avec la république de Bolivie, le 27 mars 1867, un traité d'amitié, de limites, de navigation, de commerce et d'extradition.

Un accord interprétatif de l'article 9° de la convention consulaire avec la Suisse a été signé à Berne pour mettre fin à toutes les questions qui peuvent survenir par rapport à la perception, administration et liquidation des héritages.

Les recettes de l'empire, augmentées du produit des nouveaux impôts, excéderont les dépenses ordinaires, et le budget offrira un surplus. Cependant l'économie est une nécessité indispensable, d'autant plus que les besoins de la guerre nous entraînent à des dépenses extraordinaires pour lesquelles j'espère que vous allouerez au gouvernement les crédits nécessaires.

Le développement de l'éducation et de l'instruction publique doit être un des objets principaux de votre sollicitude.

L'institution municipale a besoin d'une réforme basée sur les données de l'expérience.

Il est urgent que la loi électorale soit modifiée de manière à assurer la liberté du vote.

Une loi de recrutement et un code pénal et de procédure militaire laissent encore une lacune sensible dans notre législation, et il est indispensable de réformer la loi du 3 décembre 1841 et celle de la garde nationale.

L'immigration et les moyens d'une circulation facile à travers les

pays réclament toute votre sollicitude.

La question de l'esclavage a été l'objet d'une étude assidue, et, quand il en sera temps, le gouvernement soumettra à votre sagesse une proposition à ce sujet.

Augustes et très-dignes représentants de la nation, j'espère que votre patriotisme se montrera, comme toujours, supérieur aux difficultés au milieu desquelles se meut le Brésil.

La session est ouverte.

TURQUIE.

Discours du Sultan aux membres du conseil d'État et de la haute cour de justice, le 10 mai 1868.

Le devoir de l'État consiste à sauvegarder en toute circonstance le droit de chacun à la liberté, et son action ne doit point se manifester par la violence et par l'arbitraire.

Une administration violente et arbitraire n'est en effet qu'un mal, une oppression dont l'exercice excède les droits de l'État.

Il me semble que, de même qu'il y aurait là une injustice, de même il n'est pas besoin d'accorder aux peuples des concessions en dehors de la liberté légitime.

On n'entend point par liberté la faculté donnée à chacun d'agir comme il lui plaît, sans que l'autorité intervienne dans aucun de ses actes; s'il en était ainsi, l'intérêt d'une personne devant être en opposition avec celui d'une autre, les hommes s'entre-dévoreraient à

l'instar des animaux féroces. En effet, si l'intérêt de l'un est satisfait, ce ne sera que par le sacrifice de l'intérêt d'autrui.

Ainsi, puisqu'un intérêt personnel de peu d'importance ne peut nécessairement être satisfait qu'au détriment d'un autre, il est juste que chaque individu cherche la satisfaction de ses intérêts privés dans l'intérêt commun.

Enfin, plus les lois sur lesquelles repose l'administration dans son ensemble et dans ses détails s'inspireront des principes de la justice et de l'équité, mieux cette admiration sera à même de remplir sa mission, car le refuge et le soutien de tous les malheureux et de tous les opprimés, c'est la justice et non pas seulement l'autorité.

L'une des conditions les plus essentielles de l'Etat est aussi de posséder cette force qui lui permet de défendre intégralement les droits de tous ses administrés, et qui résulte de la richesse de sa population et de la prospérité du pays.

Or, cette richesse et cette prospérité ne peuvent être réalisées que par la défense des droits individuels et le respect de toutes les propriétés mobilières et immobilières, au moyen d'une administration régulière, honnête et exempte de tout abus, de toute injustice.

Toute loi et tout règlement relatifs à l'administration empruntent au bien public leur caractère de légalité.

C'est là un principe salutaire qui a de tout temps dominé la législation, et il ne serait point juste de déclarer légal un acte dont les effets seraient en opposition avec les droits dont chacun jouit relativement à sa personne et à ses biens, et de porter préjudice de la sorte à la fortune et à la propriété du peuple.

Il ne nous est certes pas possible d'utiliser, au temps où nous vivons, tout ce qui a été fait à des époques antérieures en vue du bien du pays.

En effet, si les principes et les lois établis dans ces époques avaient répondu au besoin de notre pays et de nos peuples, nous aurions dû nous trouver aujourd'hui au même rang que les États les plus civilisés et les mieux administrés de l'Europe.

Une des causes les plus actives qui amènent la ruine d'un État et la misère de ses populations, c'est encore les dissentiments et l'antagonisme qui divisent les esprits, et l'absence de confiance et de sécurité.

Il n'est pas possible que, sous l'action persistante de ces causes, les transactions commerciales et la richesse publique acquièrent leur développement désiré.

C'est dans la pensée d'amener cette amélioration et de faire disparaître ces difficultés, et en vue de garantir les droits de nos sujets, qu'une institution nouvelle a été créée sous la dénomination de Conseil d'État, dont les membres sont pris dans toutes les classes de nos

sujets sans exception.

Un autre corps, institué sous le nom de haute Cour de justice, a été chargé d'assurer la justice à nos sujets en ce qui concerne la sécurité de leurs personnes, de leur honneur et de leurs biens.

Cette dernière institution consacre le principe de la séparation du

pouvoir exécutif et du pouvoir judiciaire, religieux et civil.

Il faut donc que les membres de ces conseils ne voient dans notre Empire qu'un seul corps formé par l'union de tous nos sujets; ils doivent travailler sincèrement et d'un commun accord, dans toutes les circonstances heureuses ou malheureuses, à arriver à la réalisation complète du bonheur de nos sujets, de la prospérité de nos États et du progrès de l'instruction publique, objets de nos désirs.

Pour ce qui concerne les croyances religieuses, chacun suit sa con-

viction, et il ne saurait y avoir de question sur ce point.

Seulement, quel que soit le culte que professent nos sujets, comme ils sont tous, avec des croyances différentes, les enfants d'une même patrie, ils ne doivent point entretenir les uns à l'égard des autres des sentiments de mépris et d'inimitié, au nom d'idées religieuses puisées dans leurs convictions particulières et dans la différence des cultes.

En un mot, il est indispensable que la modification des lois réponde

à leur objet véritable comme aux exigences de l'époque.

Le degré de puissance auquel sont arrivés les peuples de l'Europe et les progrès qu'ils ont réalisés sont une preuve convaincante de la vérité de ce principe.

J'accomplis un devoir sacré en indiquant, comme je viens de le faire, par les considérations que j'ai développées plus haut, le droit de chacun et les principes qui ont servi de base à ces institutions nouvelles.

Que le Très-Haut daigne couronner de succès nos efforts!

SUÈDE.

Discours du Roi pour la clôture de la session législative, le 16 mai 1868.

Messieurs,

Dans le cours de vos travaux actuellement achevés, vous avez réglé les voies et moyens de l'administration du Royaume jusqu'à la pro-

chaine Diète, et vous avez ainsi terminé, d'une manière satisfaisante, les affaires qui formaient l'objet principal de vos délibérations.

Les mesures que vous avez adoptées pour régulariser les rapports entre les différentes administrations financières de l'État sont de nature à permettre de mieux utiliser l'emploi des deniers publics; et le calcul que vous avez fait des recettes de l'année 1869 devra vous garantir contre tout déficit lors de votre prochaine réunion.

L'approbation que vous avez donnée à mes projets de frapper une nouvelle monnaie d'or, équivalant exactement à dix francs, et d'adopter le poids français dans l'usage médical, ouvrira une voie, qui, je m'en flatte, nous assurera plus tard les avantages d'un système de poids et monnaies conforme à celui de plusieurs autres pays.

Vous n'avez point manqué, non plus, de vouer une laborieuse sollicitude à plusieurs autres questions importantes pour notre avenir. La manière dont, pendant cette session, elles ont été traitées, confirme que la nouvelle représentation ne se refuse point à prendre en due considération les questions diverses qui s'agitent au sein de la nation, et que la force de résistance, qui ne veut de changements qu'au prix de véritables améliorations, ne lui fait pas défaut. La solution satisfaisante de ces questions sera facilitée, dès que vous aurez reconnu plus généralement que de trop nombreuses et de trop grandes améliorations ne sauraient être simultanément mises à exécution. Nous pouvons d'autant mieux nous contenter d'un développement moins rapide de nos lois et de nos institutions sociales, qu'en fait de vraie liberté le peuple suédois n'a rien à envier aux autres peuples contemporains.

Je vouerai aux affaires dont vous m'avez saisi, un examen consciencieux, quand même leur nombre et leur haute importance ne sauraient guère me permettre de vous fournir sur toutes, dans l'avenir le plus prochain, les renseignements nécessaires pour les résoudre définitivement.

Nos relations amicales avec toutes les Puissances étrangères nous donnent un espoir fondé de pouvoir jouir encore des bénédictions d'une paix assurée. Faisons des vœux pour que la divine Providence daigne accorder également, dans l'intérieur du pays, un aspect plus favorable, après les rudes épreuves que nous venons de subir, et que la terre puisse de nouveau nous offrir des récoltes de nature à compenser plus richement les soins de l'agriculteur!

Conformément au \$ 109 de la Constitution, je déclare la présente Diète terminée, et en vous accompagnant, lors de votre rentrée dans vos foyers, de mes meilleurs vœux, je vous renouvelle, Messieurs, à tous et à chacun en particulier, les assurances de ma bienveillance et de mon affection royale.

CONFÉDÉRATION DE L'ALLEMAGNE DU NORD.

Discours du Roi de Prusse pour la clôture du Parlement douanier, le 23 mai 1868.

Honorés Messieurs du parlement douanier,

Les quelques semaines qui se sont écoulées depuis le jour où je vous ai souhaité la bienvenue ne manqueront pas d'avoir d'heureux résultats pour la liberté des transactions à l'extérieur et à l'intérieur, comme aussi pour le développement de la prospérité nationale.

Le Traité avec l'Autriche que vous avez adopté facilitera l'importation de matières importantes pour la fabrication et celle d'objets de consommation. Ce Traité facilitera également l'exportation de nombreux produits de notre sol et de notre industrie, et rend possible l'extension immédiate du Zollverein au Mecklembourg. La loi sur les tarifs, qui se rapporte à ce Traité, étend à presque tous les pays, sans exception, les facultés de transaction accordées à l'Autriche.

Les Traités avec les États de l'Église et l'Espagne assurent au Zollverein, dans ces deux pays, les droits de la nation la plus favorisée, et ne pourront que donner un nouvel essor au commerce de l'Allemagne avec ces pays. En simplifiant les procédés douaniers du Zollverein et en leur donnant plus d'élasticité, nous favorisons le commerce de l'Allemagne avec tous les pays étrangers, ainsi que les transactions entre les différentes parties de la Confédération.

L'égalité d'impôt sur la culture du tabac supprimera une barrière qui était une gêne pour les transactions à l'intérieur.

En regard des résultats favorables au développement des transactions que ces mesures promettent, il faut néanmoins tenir compte, au moins pour la période la plus rapprochée, des appréhensions qui existent au sujet d'une diminution assez importante des recettes douanières.

C'est à une fusion heureuse des intérêts économiques et financiers que le Zollverein doit son origine et son développement. L'essor du Zollverein se trouverait paralysé si l'on cherchait à sauvegarder exclusivement l'une ou l'autre de ces catégories d'intérêts.

Vous êtes tous fermement résolus, honorés Messieurs, à aider cet essor, et si nous n'avons pas réussi jusqu'à présent à amener une entente au sujet de la voie qui doit conduire à la conciliation de ces deux intérêts légitimes, j'ai la confiance qu'à votre prochaine réunion le succès ne fera pas défaut aux efforts unis des Gouvernements confédérés du Parlement douanier.

J'ose espérer également que la session du Parlement douanier allemand, dont je prononce aujourd'hui la clôture, aura servi à affermir la confiance mutuelle des populations allemandes et de leurs Gouvernements, et à détruire ou du moins à affaiblir maints préjugés qui ont pu former obstacle à la manifestation unanime de l'amour de la patrie commune, lequel est l'héritage commun de tous les membres de la famille allemande.

Vous emportez tous, Messieurs, dans vos foyers la conviction que, dans l'universalité du peuple allemand, vit le sentiment fraternel d'une solidarité qui est indépendante de la forme qui lui sert d'expression, et qui certainement augmentera de force et sera en progrès continuel si nous nous efforcons, sur tous les points, de mettre en relief ce qui nous unit et de laisser de côté ce qui peut nous sé-

Appelé par le vœu unanime, et constaté par des Traités, des pouvoirs législatifs légitimes de notre patrie allemande à y occuper cette position éminente, je regarde comme un devoir d'honneur de déclarer devant les représentants élus du peuple allemand que j'exercerai et ferai valoir les droits qui m'ont été conférés comme un bien sacré confié par le peuple allemand et ses Souverains, en respectant consciencieusement les Traités et les titres historiques sur lesquels est basée la communauté de la patrie.

Ce n'est pas le pouvoir que Dieu a mis dans ma main, mais les droits résultant de Traités librement conclus avec mes alliés et les représentations constitutionnelles de leurs sujets, qui, dès aujourd'hui et à l'avenir, dirigeront ma politique.

C'est en désirant la solution de notre tâche commune, et avec une ferme confiance dans l'assistance divine, que j'attends la nouvelle réunion du Parlement douanier allemand, aussitôt que de nouveaux travaux l'appelleront à une nouvelle action.

RUSSIE.

Circulaire du prince Gortchakoff aux Ambassadeurs et Ministres de Russie à l'étranger en faveur de la prohibition de l'emploi des balles explosives en cas de guerre, datée de Saint-Pétersbourg. le 9/21 mai 1868.

Monsieur.

ARCH. DIPL. 1868 - IV

S. M. l'Empereur a daigné honorer de son entier suffrage les conclusions du rapport ci-joint : 99

Notre auguste Maître envisage comme un devoir pour les Gouvernements, aussi longtemps que l'état de guerre subsistera comme une éventualité inévitable, de s'attacher à en diminuer les calamités autant qu'il peut dépendre d'eux, et d'écarter, dans ce but, tout ce qui pourrait les aggraver sans une nécessité absolue.

S. M. l'Empereur pense, en conséquence, que l'emploi des balles explosives devrait être proscrit de l'armement des troupes, ou, du moins, restreint à celui des balles à capsules, exclusivement desti-

nées à l'explosion des caissons.

Sa Majesté Impériale vous ordonne de vous ouvrir, vis-à-vis du Gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité, sur l'opportunité de faire de cette mesure l'objet d'une Convention internationale entre tous les États.

Notre auguste Maître déclare, dès ce moment, être prêt à adopter le principe en question comme règle pour l'armée russe, s'il est admis comme tel par tous les autres Gouvernements.

Recevez, etc.

Signé: GORTCHAKOFF.

Circulaire du général Milutine, ministre de la guerre, aux Ambassadeurs et Ministres de Russie à l'étranger en faveur de la prohibition de l'emploi des balles explosives en cas de guerre. datée de Saint-Pétersbourg, le 9/24 mai 1868.

En Russie, comme dans les autres États, on n'a fait jusqu'à présent usage, pour les fusils de l'infanterie, que de balles pleines qui n'éclatent pas en frappant le corps qu'elles atteignent.

Ce n'est que dans le but de faire sauter les caissons d'artillerie qu'on a introduit dans quelques parties de l'infanterie sculement, et en petit nombre, ce qu'on appelle des balles explosives, dont l'emploi peut, jusqu'à un certain point, contribuer au succès du combat.

Il a été décidé chez nous de ne munir de balles explosives, au nombre de dix pièces par homme, que les sous-officiers des bataillons et des compagnies de tirailleurs.

Les balles de cette espèce sont pourvues de capsules et n'écla-

tent qu'au contact de corps durs.

Cependant des expériences ont été faites, ces derniers temps, en Russie et dans d'autres États, à l'effet d'introduire dans l'armée l'usage de balles explosives sans capsule, nouvellement inventées, qui s'enflamment et éclatent en frappant des corps d'une faible densité, telles que le pain, les corps des animaux, etc., etc.

Ces expériences ont constaté qu'une balle explosive de cette espèce éclate en dix morceaux et plus; dans le cas où l'explosion a lieu dans le corps de l'homme, la blessure est mortelle et très-douloureuse; en outre, les matières fulminantes affectent gravement l'organisme et augmentent inutilement les souffrances. Les résultats obtenus ont démontré qu'au point de vue technique, il n'y a pas d'inconvénient à employer les balles explosives, non-seulement pour faire sauter des caissons, mais aussi contre les hommes et les chevaux.

Toutefois, ces preuves étant acquises, le Ministre de la guerre a cru devoir examiner la question de savoir en combien l'introduction, dans toute l'armée, des balles explosives pouvait être justifiée par les besoins de la guerre.

Il est hors de doute qu'elles sont d'une utilité réelle pour l'explosion des caissons; quant à leur emploi comme moyen de destruction et d'aggraver les blessures causées aux hommes et aux chevaux, elles doivent être classées au nombre des moyens qui ne trouvent aucune excuse dans les exigences de la guerre.

Si la guerre est un mal inévitable, on doit chercher à diminuer les cruautés autant que possible, et c'est pourquoi il n'y a pas lieu d'introduire des armes meurtrières, qui ne peuvent qu'aggraver les calamités et les souffrances de l'humanité, sans avantage pour le but direct de la guerre.

L'usage d'une arme doit avoir uniquement pour objet l'affaiblissement des forces militaires de l'ennemi, il suffit de mettre hors de combat un nombre considérable d'hommes; mais ce serait de la barbarie que de vouloir aggraver les souffrances de ceux qui ne peuvent plus prendre part à la lutte.

Les parties belligérantes ne doivent tolérer que les cruautés qui sont impérieusement nécessitées par la guerre; toute souffrance et tout dommage qui n'auraient pas pour seul résultat d'affaiblir l'ennemi n'ont aucune raison d'être et ne doivent être admis d'aucune manière.

En conséquence, il semblerait nécessaire d'exclure, par un engagement international, l'usage des balles explosives, et de restreindre leur emploi aux fusils et mitrailleuses destinés à faire sauter des caissons d'artillerie et de cartouches.

Cependant, en examinant de près la question, des doutes peuvent surgir sur l'efficacité de cette restriction : comment et qui pourra contrôler l'emploi des balles explosives à l'heure du combat, et constater qu'on ne s'en est servi que pour faire sauter les caissons et non contre les hommes? Même en admettant la plus loyale observation des engagements pris, il sera toujours difficile de limiter strictement l'usage de ces

balles explosives.

En vue de diminuer les malheurs qui résultent toujours des hostilités, le ministère de la guerre russe est prêt, soit à renoncer complétement à l'usage des balles explosives, soit à se borner à celui des balles à capsule, c'est-à-dire à celles qui ne font explosion qu'en frappant des corps durs, en restreignant même leur emploi exclusivement contre les caissons.

Votre Excellence ne trouvera-t-elle pas opportun de se mettre en rapport à ce sujet avec les gouvernements étrangers, à l'effet de s'entendre sur une convention internationale prohibant complétement l'introduction des balles explosives dans les armées des Puissances contractantes?

En priant Votre Excellence de vouloir bien m'informer des résultats de ces négociations,

J'ai l'honneur, etc.

Signé: MILUTINE.

SAXE ROYALE.

Discours du Roi pour la clôture des Chambres, le 30 mai 1868.

Messieurs des États,

La session qui se termine aujourd'hui forme, par ses travaux deux fois interrompus, l'une des sessions les plus importantes de la vie constitutionnelle de la Saxe.

Si, dans sa première période, sa première tâche a été de donner la sanction légale aux changements survenus, en raison des événements politiques, dans la position extérieure de la Saxe, vous avez, en prenant vos décisions résolûment et sans délai, sous ce rapport, donné rapidement une nouvelle base légale à la nouvelle situation et contribué beaucoup par là à faire obtenir à la Saxe une position estimée dans la confédération du Nord nouvellement fondée.

Plus tard il s'est agi d'adapter aussi le nouvel ordre de choses à notre situation intérieure et d'y opérer avec courage les améliorations jugées nécessaires.

Il fallut d'abord que notre budget fût réglé sur des bases nouvelles,

et là j'éprouve une satisfaction particulière à déclarer que, malgré les sacrifices financiers et augmentations de dépenses indispensables, les efforts réunis du gouvernement et des chambres sont parvenus à préparer ce nouvel ordre de telle façon qu'on n'a pas imposé des charges écrasantes aux contribuables, et que les dépenses nécessaires de l'administration ne se trouvent pas restreintes plus qu'il ne faut. Ce résultat favorable a même rendu possible d'avoir recours davantage au crédit de l'État, soit pour alléger la charge des logements militaires dans les villes de garnison, soit pour créer de nouveaux chemins de fer, qui, il faut l'espérer, compenseront, par leur influence sur l'augmentation de la prospérité générale et des forces contributives, les sacrifices financiers du moment.

Une affaire importante, qui vous a déjà occupés à plusieurs reprises, la délibération de la nouvelle organisation ecclésiastique et synodale de l'Église évangélique luthérienne de Saxe, est parvenue, cette fois, à un résultat satisfaisant. Si la position de l'Église vis-à-vis de l'État est devenue ainsi plus libre et plus nette, j'espère aussi que la participation plus libre aux affaires ecclésiastiques accordée aux paroisses et à l'ensemble de l'Église contribuera à vivifier et à fortifier l'élément religieux et moral profondément enraciné dans le peuple.

Et de même que la loi que vous avez adoptée sur les pensions de retraite des instituteurs primaires améliorera beaucoup la position de ces derniers, vous avez prouvé aussi par divers crédits que vous avez alloués le vif intérêt que vous prenez à nos établissements d'instruction.

La révision du règlement des mines que vous avez achevée, et par laquelle le principe de la liberté de l'industrie a été appliqué aussi à l'industrie des mines, doit être comptée avec le vote des diverses autres lois qui ne manquent pas d'importance parmi les résultats heureux de cette session.

Je reconnais avec une satisfaction particulière que vous soyez parvenus encore, dans les derniers jours de la session, à terminer la délibération des projets de lois qui concernent l'introduction de l'institution du jury. Avec la culture politique que le peuple de Saxe a acquise par une longue participation aux affaires publiques, j'espère que cette institution prendra rapidement racine chez nous et donnera des résultats d'autant plus satisfaisants que son principe est réalisé d'une manière entière dans les lois et se trouve affranchi de tout formalisme fâcheux. Un pas important, et avec l'aide de Dieu bienfaisant, a été fait aussi par l'abolition résolue de la peine de mort. La question est d'une nature si grave, et touche si profondément à la conscience humaine, que toute conviction sincère, lors même qu'elle diffère de celle qu'on a soi-même, demande à être respectée en cette

matière avant tout, et par conséquent ce n'est ni contre mon attente ni contre mes désirs que j'ai éprouvé à ce sujet de la résistance, mais

aussi j'ai eu peine à prendre ma résolution.

Mais elle n'est pas émanée de réflexions purement théoriques; j'ai pensé qu'avec le caractère du peuple saxon, il est possible de se passer de cette peine dans les circonstances ordinaires, son maintien ne paraîtrait pas justifié vis-à-vis des doutes qui se sont produits à son égard. J'espère par conséquent que l'expérience favorable que l'on fera vaudra à la Saxe l'honneur d'avoir fait une démarche qui sera peut-être imitée au loin plus tard.

Lorsque enfin vous avez donné votre assentiment aux modifications proposées de la constitution et de la loi électorale, vous avez donné par cette résolution, qui exigeait le sacrifice de tant d'institutions et de relations qu'on s'était habitué à aimer, une nouvelle preuve de vos sentiments patriotiques. Moi aussi je ne vous vois pas me quitter aujourd'hui sans tristesse, parce que j'étais habitué, depuis de si longues années, à créer, de concert avec vous, dans la forme que vous avez eue jusqu'ici, tant de choses utiles pour notre chère patrie, et que nous avons éprouvé ensemble maint beau moment d'enthousiasme patriotique. Mais, si les modifications résolues étaient recommandées aussi bien par les relations intérieures que par la transformation de notre vie politique intérieure, si elles ont été opérées avec prudence et en s'appuyant sagement sur ce qui existait, j'espère avec confiance, en comptant sur l'esprit sain du peuple saxon, que dans l'assemblée des États sortie de la nouvelle loi électorale se retrouvera aussi l'ancien esprit réfléchi, l'ancienne confiance en moi et l'ancien sentiment loyal et patriotique par lequel les États saxons se sont distingués en tout temps.

Vous, Messieurs, vous pouvez rentrer dans vos foyers avec la conscience d'avoir rempli avec dévouement et d'une manière consciencieuse une grande mission.

ROUMANIE.

Note du ministre des affaires étrangères de Roumanie, le général Nicolas Golesco, aux Représentants des grandes Puissances à Bucharest, relativement à la question des Juifs.

Bucharest, juin 1868.

Monsieur l'agent,

Dans un État comme le nôtre, quand un ministère se forme, il serait prétentieux à lui de se croire obligé d'exposer la politique qu'il entend suivre; aussi, en prenant possession du poste auquel m'a appelé la confiance de Son Altesse notre Prince sérénissime, me serais-je tenu dans l'attitude modeste de mes prédécesseurs, si les bruits vraiment extraordinaires que l'on a répandus sur les dispositions du Gouvernement de Son Altesse ne me faisaient une loi de m'écarter d'une réserve commandée par la position même de la Roumanie.

Tantôt on attribue au Gouvernement roumain le dessein de se lancer dans des aventures politiques peu compatibles avec son rôle et avec ses intérêts, et, comme symptômes, on signalait la tolérance sur notre territoire de bandes imaginaires; tantôt on a représenté le Gouvernement comme instigateur d'odieux actes d'intolérance et de persécution religieuse contre les israélites. Ces accusations, en s'accréditant, étaient de nature à nous aliéner l'opinion publique européenne et à nous ravir la bienveillance des puissances à la sollicitude desquelles nous devons en grande partie notre renaissance politique et le développement de notre existence autonome. C'est cette situation pénible qui m'impose le devoir de m'expliquer nettement sur la marche du Gouvernement de S. A. le Prince régnant.

Notre politique nous est tracée par les traités qui sont intervenus entre les puissances, et qui, en raison même de notre position, ont créé notre neutralité absolue. Aussi, le Gouvernement de Son Altesse s'est-il appliqué à témoigner, par ses paroles et par ses actes, combien il attachait de prix à ne point donner d'inquiétude aux puissances. Si parfois on a voulu mettre en doute les intentions du Gouvernement de Son Altesse, toujours le temps nous a rendu justice, et l'on a fini par reconnaître que ces suspicions étaient sans fondement. Je n'insisterai pas davantage sur ce point; car il me semble que l'Europe sait maintenant à quoi s'en tenir sur les appréhensions que l'on avait conçues à notre égard.

Il s'est fait un grand bruit autour de la question israélite; mais

pour peu qu'on veuille examiner cette question avec sang-froid et impartialité, on se persuadera qu'elle a été mal appréciée, jugée par les uns avec passion, exploitée par d'autres dans des intérêts particuliers. D'abord nous devons constater que, au fond, ce n'est pas une question religieuse. Nul pays n'est plus tolérant que le nôtre. Si, pendant des siècles, les Roumains ont été sans fanatisme, ce n'est pas aujourd'hui que ce fanatisme commencerait à se produire.

La question est sociale avant tout, et, par conséquent, elle doit être traitée et résolue comme telle. Lorsque la Roumanie, surtout dans la partie d'au delà du Milkov, a voulu, en sortant de ses ruines, manifester sa vie sous tous ses aspects, sur tous les champs de l'activité humaine, elle a trouvé le commerce et l'industrie principalement aux mains des israélites. Il serait insensé de vouloir les exclure; mais les classes moyennes roumaines, que les institutions nouvelles évoquaient sur la scène politique, ont demandé à être protégées contre un élément qui, jusqu'ici, ne s'est pas encore identifié avec la nation.

Tout récemment notre Gouvernement a déclaré dans les Chambres qu'il a conseillé l'assimilation aux Roumains, des israélites indigènes, c'est-à-dire de ceux qui sont nés dans le pays de père en fils, et de ceux qui par leurs études et leurs talents distingués, peuvent rendre de notables services au pays. Le rejet inconsidéré de cet acte constitutionnel a été la source de tout le mal, et nous voyons encore aujourd'hui le remède là où il était indiqué alors. Si le pays souffre réellement d'un mal économique, il n'est ni digne, ni convenable, ni efficace d'y appliquer d'autre correctif que le droit commun. Après de telles déclarations, toute personne de bonne foi doit repousser comme mal intentionnée la pensée de persécutions systématiquement dirigées contre les israélites en Roumanie, surtout après la promesse formelle qui a été faite par le même ministère, que pour l'honneur du pays et de l'humanité, il ne serait toléré aucun acte qui pût ressembler à une persécution.

Si, néanmoins, il s'est produit certains faits regrettables, le Gouvernement de Son Altesse ne pourrait admettre qu'on les considérât comme caractéristiques de sa politique, car c'étaient des faits isolés. Sur trente-trois districts, en effet, ce n'est que dans trois ou quatre que se sont manisfestés des actes qui ont servi de thème aux accusations multiples dont nous avons été l'objet.

Le Gouvernement a soit réprimé ces actes, soit cherché le meilleur moyen d'en empêcher le retour. Il tenait essentiellement à ne prendre aucune mesure que par un sentiment absolu de justice et sans qu'on pût le soupçonner de subir une pression quelconque.

Que les puissances garantes veuillent bien avoir confiance en nous; nous sommes les premiers intéressés à faire justice, à disposer les choses de façon que, dans un pays libre où la tolérance est traditionnelle, personne ne soit lésé impunément. Les derniers actes du Gouvernement ont montré que, quand les circonstances le demandent, il sait faire fermement son devoir, punir les coupables quand il y en a, et réparer le dommage causé.

Nous avons trop de reconnaissance envers les puissances garantes pour avoir un instant douté de leur sollicitude. Si le Gouvernement peut momentanément être induit en erreur par ses agents, il est également dans la nature des choses qu'une nation ait d'autant plus de souci de sa dignité qu'elle a moins de force matérielle. Nous n'hésitons pourtant pas à répéter spontanément qu'il n'a jamais été dans l'intention du Gouvernement de Son Altesse, ni d'aucun de ses ministres, d'éveiller en quoi que ce soit la susceptibilité d'aucun représentant des puissances garantes.

Nous ne nous dissimulons pas que la question pendante est une question ardue, mais avec une volonté persévérante et une foi continue, nous avons la certitude que pays, qui est heureusement sorti de difficultés plus considérables encore, saura résoudre également la question des israélites à l'honneur de la civilisation de notre siècle et sans que les intérêts nationaux soient lésés.

Dans la situation particulière qui lui était faite, le Gouvernement a eu parfois de la peine à suivre d'une manière absolue cette ligne correcte indiquée par les principes et les aspirations de ses membres, mais il n'a jamais perdu de vue le but marqué à ses efforts.

On trouvera équitable sans doute de nous tenir compte des difficultés que rencontre un Gouvernement à l'inauguration d'un nouveau règne et d'un nouveau régime, sous l'empire d'une Constitution qui est, sans contredit, l'une des plus libérales de l'Europe, et qui a été scrupuleusement pratiquée.

Nous avons foi que l'instinct de conservation et de prudence qui a sauvegardé notre nationalité dans les siècles de malheurs ne nous fera pas défaut aujourd'hui, à une époque de lumières où tout nous convie à développer dans la paix les ressources intérieures que nous a départies la Providence, à nous organiser selon la justice, et à assurcer à notre nation les bienfaits d'un sage progrès, sous les auspices d'un prince qui aime le bien et en donne l'exemple. Siles sympathies de l'Europe nous soutiennent, ce n'est pas nous qui manquerons à nous-mêmes.

Veuillez agréer, etc., etc.

Signé: Général Nicolas Golesco.

AUTRICHE.

Dépêche du baron de Beust au comte Apponyi, ambassadeur à Londres, pour donner des explications au sujet de la loi votée le 7 juin par la Chambre des députés d'Autriche, pour faire subir une réduction de 16 pour 100 sur les coupons de la dette générale, en date de Vienne, le 9 juin 1868.

Monsieur le Comte,

Le Gouvernement impérial et royal a approuvé la réponse préalable que Votre Excellence a faite à l'Adresse que plusieurs banquiers de Londres vous ont présentée, dans la bonne intention de nous prémunir contre les effets que les mesures de finances dont le Reichsrath est saisi en ce moment pourraient exercer pour notre crédit. Comme Votre Excellence en est instruite, de semblables manifestations nous sont parvenues de divers autres côtes, et vous avez pu tirer des dépêches que j'ai adressées au prince Metternich des arguments contre des appréhensions exagérées. Convaincu de l'importance qu'il y a pour nous à pous concilier le bon vouloir et la confiance de la Cité de Londres, ce grand baromètre des fluctuations monétaires du monde, je crois convenable d'ajouter un petit nombre de remarques générales aux observations spéciales contenues dans les dépêches mentionnées cidessus, pour vous mettre à même de défendre les mesures imposées par une pénible, mais urgente nécessité, et pour déterminer exactement le point de vue que le Gouvernement impérial et royal a adopté vis-à-vis des créanciers de l'État.

Appelé au pouvoir par la confiance de l'Empereur-Roi, notre auguste maître, dans des circonstances rendues encore plus critiques par la défiance d'eux-mêmes, que manifestaient gouvernants et gouvernés, au lendemain d'une sanglante catastrophe, je trouvai, au début même de mon ministère, l'Europe préparée au spectacle d'une banqueroute morale, politique et financière. Seul, l'Empereur-Roi nous donna l'exemple d'un courage et d'une énergie que les historiens de notre époque apprécieront mieux que ne le peuvent nos contemporains.

La guérison entreprise par S. M. Apostolique de la blessure encore saignante dépendait en premier lieu d'un arrangement définitif avec les populations qui relèvent de la couronne de Saint-Étienne.

Rendre pleine et entière justice à la nation chevaleresque à laquelle, monsieur le Comte, vous êtes fier d'appartenir, tel était le premier désir de notre auguste souverain, le premier ordre qu'il daigna me donner en m'appelant dans son conseil.

On a bien voulu reconnaître que je n'ai point perdu de temps pour obéir à cette auguste inspiration. Le rétablissemeut de la paix à l'intérieur fut le premier fruit de nos labeurs, et les amis de l'Autriche ont bien voulu me féliciter, à cette époque, de la promptitude avec laquelle ont été conduites les négociations qui ont abouti au couronnement de l'Empereur-Roi.

L'arrangement dù à la modération des parties intéressées aurait été impossible si on avait essayé d'exclure de cet arrangement les questions de tinance. Il était urgent, même au risque d'échouer; d'aborder les problèmes épineux qui auraient exigé des études plus approfondies que les circonstances ne le permettaient. Il était nécessaire de décider des questions vitales, et de les résoudre de manière à exclure la possibilité d'y revenir au risque de tout compromettre.

L'arrangement que nous avons conclu avec la Hongrie est toutefois la cause première de la situation anormale où le ministère cisleithanien se trouva placé le jour même de sa formation, ministère essentiellement constitutionnel, représentant la majorité du Reichsrath; le Gouvernement formé par le prince Auresperg a dû compter avec le fait accompli d'un arrangement indispensable avec la Hongrie aussi bien qu'avec les passions et les exigences d'un Parlement jeune, se montrant lui-même, en raison de cette jeunesse, jaloux de ses prérogatives.

On peut admettre, sans se montrer injuste pour le patriotisme éclairé d'assemblées qui débutent en pleine liberté dans la carrière parlementaire, que le Reichsrath, en abordant les questions de finances, n'a peut-être pas toujours donné des preuves de ce calme que l'expérience donne en de semblables circonstances à la Chambre des Communes, lorsqu'elle est dirigée par des sommités financières telles que M. Disraeli ou M. Gladstone. Il n'en est pas moins vrai que nos députés ont montré la haute importance qu'ils attachent aux sages préceptes qui sont tombés des lèvres éloquentes de ces membres du Parlement anglais. Personne plus que M. Disraeli n'a dénoncé avec autant de verve le système pernicieux des emprants. Personne n'a plus franchement averti l'Europe et l'Amérique des inévitables conséquences de cette terrible coutume de grever les générations futures, pour éviter la nécessité d'écraser les contemporains par des taxes excessives. Payer les intérêts de ses dettes en en contractant de nouvelles, n'est-ce pas détruire le capital en détruisant la confiance, qui est la source du crédit? Si donc le Reichsrath de Vienne a tenu à s'arrêter sur cette pente fatale, s'il a résumé sa croyance financière en s'écriant: « Nous voulons remplir nos engagements par le travail, nous voulons équilibrer notre budget en développant les ressources de l'Empire, mais sans avoir recours à de nouveaux emprunts en temps de paix, » je me flatte

qu'il peut compter sur l'approbation des financiers les plus éclairés

de notre époque.

Cependant cette résolution patriotique exigeait des sacrifices. Rome n'a pas été bâtie en un jour, et si les populations libres qui habitent les domaines de l'Empereur-Roi voulaient se mettre en mesure de défendre leur nationalité, tout en avançant résolument dans les voies du progrès et de la civilisation, il était indispensable de considérer les moyens d'alléger le poids d'une dette de trois milliards, dont l'intérêt absorbait cent vingt-huit millions par an, sur lesquels la Hongrie ne pouvait garantir pour sa quote-part qu'une somme à peine équivalente au tiers du chiffre total.

Si nous nous rappelons que la majeure partie de notre dette a été contractée depuis 1848, et si nous examinons le taux d'émission des divers emprunts successifs que les crises qui se sont succédé en Autriche dans les dernières vingt années ont imposé au Gouvernement impérial et royal; si entin nous étudions les cotes de la Bourse, il est impossible de nier que la plus grande partie de nos créanciers, ceux qui ont acheté des fonds autrichiens depuis 1848, ont placé leur argent à des intérêts très-avantageux. Or chacun sait que la hauteur de l'intérêt est nécessairement toujours en proportion inverse de la sécurité du capital, et tous ceux qui nous ont confié leur argent savaient d'avance qu'en en tirant sept, huit ou neuf pour cent, ils exposaient leur capital à des chances qu'ils auraient évitées s'ils s'étaient contentés des trois pour cent que donnent les Consolidés anglais.

Les Hollandais, de tout temps renommés pour leur expérience financière, ont même pris, m'a-t-on dit, la précaution d'escompter préalablement ces risques et périls, en défalquant chaque année du capital placé en Autriche la somme d'intérêt dépassant cinq pour cent, et grâce à ce calcul, beaucoup d'entre eux se trouvent en ce moment complétement à couvert, c'est-à-dire possesseurs d'obligations qui ne

leur coûtent presque rien.

Si donc le Reichsrath propose de prélever un impôt temporaire sur les rentes autrichiennes, il prend une mesure bien moins radicale que ne serait une conversion plus ou moins forcée, comme on a fait dans d'autres pays, parce que, tout en subissant la loi de la nécessité, les créanciers nationaux ou étrangers conservent l'espoir qu'un budget en équilibre amènera bientôt aussi la balance entre la valeur réelle et la valeur fictive du papier-monnaie; autrement dit, en un mot, qu'avec le déficit l'agio disparaîtra aussi. Les événements détermineront la période plus ou moins rapprochée où ces espérances pourront se réaliser.

Toujours est-il que le Gouvernement impérial et royal, vu l'impossibilité d'accroître les charges qui pèsent sur les contribuables, se trouverait dans le dilemme d'un coup d'État ou d'une ratification des mesures proposées par la majorité du Reichsrath. Je dis d'un coup d'État, car une dissolution nous ramènerait une Chambre tout aussi décidée que la Chambre actuelle à refuser dans les conjonctures présentes toute augmentation de la dette publique.

Or il n'y a plus de raison d'être en Autriche pour des coups d'État, depuis que S. M. I. R. et Apostolique a déclaré et manifesté sa ferme volonté de donner le plus large développement aux institutions constitutionnelles.

Quelque pénible que pnisse être l'aveu de nos embarras, la loyauté avec laquelle nous les exposons et la franchise avec laquelle nous faisons appel à l'équité de nos créanciers, désarmeront la méfiance et déjoueront les intrigues de ceux qui spéculent sur de tristes calamités; car les détenteurs de fonds autrichiens ne tarderont pas à découvrir que la patience est souvent la meilleure conseillère; que la confiance qu'ils accorderont à une Assemblée librement élue ne saurait être mal placée, parce que, en définitive, cette Assemblée protége les intérêts permanents de l'État et de ses créanciers, en soumettant ces derniers à une perte temporaire pour consolider et accroître la valeur réelle du capital qu'ils ont confié à un Empire dont les ressources incalculables se développeront d'autant plus librement que ses populations seront appelées à se gouverner elles-mêmes.

Telles sont, monsieur le Comte, les idées que je vous prie de développer dans vos entrevues avec les hommes d'État de la plus libre et de la plus riche nation du monde. Ils apprécieront, je n'en doute pas, les nécessités d'une situation que nous n'avons pas créée; j'espère même qu'ils acquerront à cette occasion la confiance dans l'avenir de l'Autriche régénérée, confiance que nous professons hautement et que nous saurons mériter en diminuant autant que possible les sacrifices que nous sommes obligés de demander.

Ma présente dépêche était déjà écrite à la veille de la discussion de la Chambre des Députés sur la question des tinances. Les efforts énergiques du ministère pour contenir le chiffre de cet impôt sur la rente dans les limites désirées, et l'importante majorité qui lui a donné son appui, serviront à convaincre les étrangers des efforts zélés du Gouvernement pour atténuer certaines nécessités qu'il n'est pas en son pouvoir d'empêcher. Les créanciers de l'État reconnaîtront bientôt, je n'en doute pas, que la mesure qui suscite en ce moment des plaintes si nombreuses est le corollaire indispensable d'une œuvre de réforme et de réorganisation dont ils seront les premiers à recueillir les bénéfices.

Je vous prie, monsieur le Comte, de lire cette dépêche à lord Stanley et de lui en laisser copie. Signé: DE BEUST.

Discours du baron de Beust à l'ouverture de la Conférence télégraphique internationale, le 12 juin 1868.

Messieurs,

L'assemblée brillante que je vois réunie autour de moi est appelée à compléter et à étendre une organisation dont l'expérience a déjà démontré l'incontestable utilité.

Je n'ai donc pas besoin d'en faire ressortir les avantages, et il ne m'appartiendrait pas d'ailleurs de le faire en présence de ceux qui en sont les meilleurs juges. Le caractère éminemment international de l'acte qui l'a consacrée exigeait que cette première transaction fût entourée des solennités d'usage, et c'est pour cette raison que la diplomatie est intervenue dans la Convention télégraphique signée à Paris en 1865.

Aujourd'hui qu'il s'agit d'un travail de nature essentiellement technique, les Gouvernements auxquels j'ai adressé des invitations, conformément à l'article 56 de cette même Convention, ont partagé ma manière de voir en déléguant de préférence des représentants des administrations respectives.

Je suis heureux de remettre entre les mains d'hommes aussi éclairés le soin de donner un nouvel essor à la télégraphie internationale, et ce sera avec un bien vif intérêt que je prendrai connaissance des résultats de leurs délibérations pour en informer les Gouvernements qui s'y sont fait représenter.

J'espère que vous voudrez bien accepter comme Président de vos conférences votre collègue représentant le Gouvernement impérial et royal, M. Brunner de Wattenwil, que j'ai l'honneur de vous présenter en cette qualité.

Depuis que la Convention de Paris a fondé cette grande association des servives télégraphiques, de nouveaux membres sont venus la renforcer. Je me fais son organe en exprimant tout le plaisir que nous éprouvons à voir paraître ici les représentants des administrations britanniques, et j'espère que le Gouvernement impérial et royal sera approuvé d'avoir anticipé sur l'assentiment de l'Assemblée, en accueillant des propositions qui tendent à faire entrer dans le réseau télégraphique international les fils électriques qui relient les Indes à l'Occident.

Le cachet européen dont notre association est revêtue ne saurait lui faire oublier que la mission civilisatrice dont l'Europe s'est toujours fait gloire doit l'amener à étendre et non à restreindre le domaine de son action. Je me plais à constater la présence de MM. les délégués des Principautés-Unies, de la Servie et du Luxembourg, et je la salue avec un égal empressement.

Messieurs les délégués, permettez-moi de vous le dire, j'ai éprouvé une satisfaction particulière à me voir appelé aux fonctions que je viens de remplir auprès de vous, en songeant que c'est une œuvre de paix à laquelle vous allez travailler. Conserver, consolider la paix, cette précieuse garantie d'un meilleur avenir, n'est-ce point là le vœu hautement avoué de tous les Gouvernements dont les représentants se trouvent réunis en ces lieux?

Pour ma part, je ne connais pas de plus noble mission que de travailler sans relâche pour son accomplissement. Or, le perfectionnement et l'extension du système télégraphique, nous ne saurions en douter, sont de puissants moyens d'y réussir. Ou bien, — en seraitil autrement? — il ne manquera pas d'esprits sceptiques qui m'objecteront qu'un long état de paix dont jouissait l'Europe a fini à peu près à l'époque où les chemins de fer et les télégraphes se sont établis et étendus avec une admirable rapidité, et que nous avons vu alors se succéder, dans l'espace de douze ans, trois guerres sanglantes, tandis que l'autre hémisphère fut témoin d'une guerre civile dont l'histoire n'offre pas d'exemple. Mais, je vous le demande, serait-il juste d'en rechercher la cause dans ces merveilleuses conquêtes du génie humain?

Ne faut-il pas reconnaître, au contraire. que celles-ci ont servi à adoucir et à abréger des calamités qui eussent été épargnées à l'Europe, si ce long état de paix, que l'on regrette aujourd'hui, avait été mieux employé à les prévenir? Réjouissons-nous sans réserve des progrès que les facilités de communication assurent à la civilisation. Elles ne profitent pas seulement au bien-être matériel et au développement intellectuel des peuples. C'est encore et surtout au maintien de rapports pacifiques entre eux qu'elle contribue d'une manière efficace. Le télégraphe surtout, puisque c'est de lui que nous avons à nous occuper, transmet, lorsqu'il est encore temps, des conseils de prudence et de modération, il arrête des actes précipités, il fait cesser les malentendus, il fait renaître la confiance, souvent en autant de minutes qu'il fallait autrefois de jours et de semaines pour y parvenir. L'année dernière n'a-t-elle pas offert un exemple frappant de l'extrême utilité du télégraphe dans les crises politiques?

On doit se rappeler que la collision soudaine qui menaça de rallumer le flambeau à peine éteint de la guerre a été écartée, et il est permis de se demander si les cabinets, s'ils avaient été privés du moyen d'une correspondance télégraphique, auraient réussi à conjurer ce danger.

Est-il besoin que je vous parle de l'immense développement que le telégraphe a donné aux transactions commerciales? et ce grand et incessant travail n'est-il point le meilleur gage d'un avenir de paix et de prospérité? Voilà donc un but digne des plus nobles aspirations, des études les plus intelligentes, des efforts les plus persévérants. Je vous félicite d'avance, Messieurs, d'avoir contribué à l'atteindre.

CONFÉDÉRATION DE L'ALLEMAGNE DU NORD.

Discours du Roi de Prusse lors de la clôture de la session du Beichstag, le 20 juin 1868.

Honorés messieurs du Reichstag de la Confédération de l'Allemagne du Nord,

Vous êtes arrivés à la clôture d'une session qui a été riche en efforts, mais en même temps féconde en résultats. Avec un zèle dévoué, vous avez de concert avec les Gouvernements alliés, achevé d'édifier et consolidé l'organisation de la Confédération.

Plusieurs réformes importantes de la législation commune ont été par vous, les unes préparées, les autres conduites à bonne fin.

Les questions financières qui formaient un des objets saillants de vos délibérations ont été résolues par vous d'une manière satisfaisante. Grâce à la décision par laquelle vous avez confié à l'administration éprouvée de la dette publique prussienne la gestion de l'emprunt voté dans la session précédente en vue du développement de la marine et du complément de la défense des côtes, vous avez assuré la marche progressive de cette branche de notre force défensive, à laquelle sont vouées et ma sollicitude constante et les sympathies de la nation.

L'entente sur la gestion de cet emprunt a permis dans le budget fédéral voté par vous de pourvoir dans une mesure suffisante, et sans recourir à une élévation considérable des dépenses ordinaires, à l'avancement de la mission de la Confédération.

Les dispositions nécessaires pour qu'il soit permis de rendre compte en la forme constitutionnelle de l'emploi des recettes fédérales sont provisoirement établies.

Par la loi sur la supression des restrictions de police en matière de mariage et de domicile, la liberté de fonder une maison et une famille, liberté dont une expérience de longues années en Prusse a dé-

montré les avantages, a été généralisée, et l'institution de la liberté de domicile, dont vous avez jeté la première base dans votre précédente session, a été complétée. Cette loi, aussi bien que les lois relatives à la suppression de la contrainte par corps et à la fermeture des banques de jeu, atteste que les intérêts économiques marchent ensemble de pair dans l'accomplissement de la mission fédérale.

Par une série de Conventions postales qui ont reçu votre adhésion, la diminution des tarifs postaux établie dans la session précédente a été étendue à la correspondance étrangère.

La loi sur la prestation des logements militaires en temps de pais assure une répartition plus équitable de cette charge et, sans sortir des limites imposées par l'indispensable prise en considération de la situation financière, une indemnité mieux proportionnée en faveur de qui de droit.

Par les pensions et les secours votés en faveur des membres de l'ancienne armée slesvigo-holstinoise, a été éteinte une dette dont vous avez reconnu la légitimité, de concert avec les Gouvernements alliés.

La nouvelle organisation des poids et mesures ouvre la perspective de l'établissement d'un système simple et uniforme applicable a toute l'Allemagne et nous rapproche sur ce terrain d'une union avec toutes les nations civilisées. Le degré d'instruction du peuple allemand nous est une garantie que les difficultés inhérentes à la mise en pratique de ce système seront surmontées dans un délai assez court.

Sur le terrain des impôts, l'uniformité de l'imposition des articles de consommation les plus importants a été introduite dans toute l'étendue du territoire fédéral, et le dernier pas nécessaire pour l'entrée du Mecklembourg et de Lübeck dans l'union douanière commune a été fait.

Et maintenant, je vous congédie, honorés messieurs, avec mes remerciments et ceux de mes hauts alliés, pour le concours que vous avez apporté à notre œuvre commune aussi bien qu'à la défense des grands intérêts pour la culture desquels nous sommes unis avec les États allemands du Sud. Je vous congédie aussi avec la conviction que les fruits de vos travaux prospéreront chez nous et dans toute l'Allemagne, à la faveur des bénédictions de la paix.

ÉTATS ROMAINS.

Allocution du Pape dans le Consistoire secret du 22 juin 1868.

Vénérables Frères,

Nous n'eussions certes jamais pensé qu'après la Convention passée il y a près de 13 ans entre Nous et l'Empereur et Roi apostolique de l'Autriche, à la grande joie de tous les gens de bien, nous serions forcés aujourd'hui de gémir sur les misères et les malheurs les plus graves, qui, par l'œuvre d'hommes hostiles, affligent aujourd'hui et tourmentent d'une manière déplorable l'Église catholique dans l'empire d'Autriche. En effet, les ennemis de notre divine religion n'ont cessé de faire tous leurs efforts pour détruire ladite Convention et pour faire le plus grand tort à l'Église, à Nous et à ce siége apostolique.

Le 21 décembre dernier, le Gouvernement autrichien a porté comme base constitution nelle une loi odieuse, pour qu'elle soit mise en vigueur et absolument observée dans toutes les régions de l'empire, même celles où règne exclusivement la religion catholique. Cette loi établit une liberté tout entière de toutes les opinions, de la presse, de toute foi, de toute conscience et de toute doctrine; elle accorde aux citoyens de tous les cultes la faculté d'élever des institutions d'éducation et d'enseignement; toutes les sociétés religieuses d'espèce quelconque y sont admises sur le même pied et sont reconnues par l'État.

Dès que nous eûmes la douleur d'en être informé, nous eussions voulu élever aussitôt la voix, mais nous avons usé de longanimité, et nous avons cru alors garder le silence, soutenu principalement par l'espoir que le Gouvernement autrichien, prêtant une oreille docile aux réclamations pleines de justice de nos vénérables frères, les saints prélats d'Autriche, reviendrait à de plus saines idées et prendrait de meilleures déterminations. Mais nos espérances ont été vaines. En effet, le même Gouvernement, le 25 mai de cette année, a publié une autre loi, qui oblige tous les peuples, même catholiques de l'empire, et qui décide que les fils nés de mariages mixtes doivent suivre la religion du père, et que les filles doivent suivre celle de la mère, et qu'au-dessous de sept ans, ils doivent suivre l'égarement de leurs parents hors de la vraie foi.

En outre, la même loi supprime entièrement toute validité des promesses que l'Église catholique, avec raison et avec la plus grande justice, exige et prescrit absolument avant la contractation des mariages

mixtes: elle élève à l'état de droit civil l'apostasie même, tant de la religion catholique que de la religion chrétienne; elle supprime toute autorité de l'Église sur les saints cimetières, et les catholiques sont tenus d'ensevelir dans leurs cimetières les corps des hérétiques, quand ceux-ci n'en ont pas de particuliers.

De plus, le même Gouvernement, le 25° jour de mai de la présente année, n'a pas craint de promulguer aussi sur le mariage, une loi qui abolit entièrement les lois publiées suivant les règles de notre susdite convention. Cette loi remet en vigueur les anciennes lois autrichiennes contraires aux lois de l'Église; elle admet et confirme même le mariage absolument condamnable qu'on appelle civil, lorsque l'autorité d'un culte quelconque refuse la célébration du mariage pour une cause qui n'est pas reconnue valide et légale par l'autorité civile.

Par cette loi, ce même Gouvernement a supprimé toute l'autorité et la juridiction de l'Église sur les causes relatives aux mariages, ainsi que tous les tribunaux ecclésiastiques de même compétence. Il a promulgué aussi une loi sur l'enseignement qui supprime toute influence de l'Église dans les études, qui déclare que toute la direction supérieure de l'enseignement des lettres et des sciences, ainsi que l'inspection et la surveillance des écoles, appartiennent à l'État, qui statue enfin que l'enseignement religieux doit être dirigé dans les écoles publiques par chaque culte, que chaque société religieuse pourra ouvrir des écoles particulières et spéciales pour la jeunesse de sa confession; que ces écoles seront également soumises à l'inspection suprême de l'État, et que les livres d'enseignement seront soumis à l'approbation de l'autorité civile, à l'exception toutefois des livres qui serviront à l'enseignement religieux, livres qui devront être approuvés par les autorités compétentes de chaque culte.

Vous voyez, par conséquent, vénérables frères, avec quelle force il faut réprouver et condamner ces abominables lois sanctionnées par le Gouvernement autrichien, lois qui sont en contradiction flagrante avec la doctrine de l'Église catholique; avec ses droits vénérables, son autorité et sa constitution divine; avec notre puissance et celle du siége apostolique ainsi qu'avec notre concordat déjà cité et avec le droit naturel lui-même.

En vertu donc du soin de toutes les églises qui nous a été confié par le Seigneur Jésus-Christ, nous élevons la voix dans votre très-illustre assemblée, nous réprouvons et nous condamnons par notre propre autorité apostolique les lois que nous avons énumérées, et tout ce qui, en général ou en particulier, dans ces mêmes lois ou dans les choses qui ont rapport au droit ecclésiastique, a été décrété ou tenté injustement de quelque manière que ce soit, par le Gouvernement autrichien ou par ses subalternes, quels qu'ils soient.

En vertu de cette même autorité qui nous appartient, nous déclarons ces décrets nuls et sans force en eux-mêmes et dans tous leurs effets, tant pour le présent que pour l'avenir. Quant aux auteurs de ces lois, à ceux qui se flattent particulièrement d'être catholiques, et qui n'ont pas craint de proposer, d'établir, d'approuver et de mettre à exécution les lois et actes susdits, nous les conjurons et supplions de ne point oublier les censures et les punitions spirituelles que les constitutions ecclésiastiques et les décrets de conseils œcuméniques infligent comme devant être encourues ipso facto par les violateurs des droits de l'Église.

En attendant, nous donnons les plus grandes félicitations dans le Seigneur, et nos louanges bien méritées, à nos vénérables frères les archevêques et évêques de l'empire autrichien quì, avec une énergie toute épiscopale, n'ont cessé d'avertir leurs troupeaux de leurs devoirs, de défendre et de protéger avec intrépidité, tant en paroles que dans leurs écrits, la cause de l'Église et le susdit concordat passé avec nous. Nous désirons aussi de tout notre cœur que nos vénérables frères les archevêques et les évêques de Hongrie, suivant l'exemple de leurs collègues, se montrent disposés à déployer le même zèle et la même ardeur pour protéger les droits de l'Église et défendre ledit concordat contre les attaques dont il est l'objet.

Toutefois, dans ces calamités dont l'Eglise, en ces jours si tristes, est partout affligée, nous ne cessons pas, vénérables frères, avec la plus grande ferveur, dans l'humilité de notre cœur, de prier Dieu qu'il daigne par sa force omnipotente ruiner tous les desseins criminels de ses ennemis et de ceux de sa sainte Église, réprimer leurs efforts impies, et par sa miséricorde les ramener dans les voies de la justice et du salut.

ROUMANIE.

Message du prince Charles, pour la clôture de la session de la Chambre le 22 juin 1868,

Messieurs, les députés, en ouvrant la session actuelle, je vous ai exprimé ma confiance puisée dans la conviction qu'aussitôt qu'un Gouvernement en appelle à la sincérité et à la loyauté du pays, la voix du Gouvernement trouve toujours un puissant écho.

La session qui touche aujourd'hui à sa fin m'a prouvé que je ne me suis pas fait illusion, et je suis heureux de constater qu'après la constituante, c'est la Chambre actuelle qui a élaboré les plus importantes et les plus grandes lois. Je me borne à rappeler que vous avez doté le pays d'une loi sur l'organisation de l'armée, de la police rurale et des chemins de fer, lois qui sont appelées à produire les plus féconds résultats par rapport à la prospérité et au développement de la Roumanie au point de vue moral et matériel. Si les succès de quelquesunes des lois que vous avez votées sont retardés par des causes qui ont occasionné la dissolution du sénat, j'ai cependant la profonde conviction que le futur sénat, tenant mieux compte des espérances et des vœux de la Roumanie, nous permettra de regagner le temps perdu.

Je vous remercie pour les importants travaux que vous avez achevés, pour l'appui loyal, patriotique et intelligent que vous avez prêté à mon Gouvernement, sans aucun préjugé de parti; je sais que vous avez le sentiment de ma gratitude dans votre conscience et que vous le trouverez encore dans la reconnaissance de tous les Roumains.

Que Dieu vous prenne sous sa sainte garde, la session de l'an 1867-68 est close.

ÉTATS ROMAINS.

Bulle de convocation pour le Concile de 1869, en date de Rome, le 29 juin 1868.

Lettre apostolique du Très-Saint-Père Pie IX, pape par la divine Providence, ordonnant un concile œcuménique qui se tiendra à Rome, et qui commencera le saint jour de l'Immaculée conception de la sainte Vierge, mère de Dieu, en l'année 1869.

Pie, évêque, serviteur des serviteurs de Dieu,

Pour la future mémoire du fait.

Le Fils unique du Père éternel, par l'excessive charité qu'il nous a portée, et pour arracher, dans la plénitude des temps, tout le genre humain au joug du péché, à la captivité du démon et aux ténèbres de l'erreur dont il était depuis longtemps la malheureuse proie par la faute de notre premier père, est descendu de son céleste séjour, et, sans sortir de la gloire paternelle, il s'est revêtu de dépouilles mortelles dans le sein de l'immaculée et très-sainte Vierge Marie; il a manifesté aux hommes une doctrine et un enseignement de conduite apportés du ciel, qu'il a confirmés par un grand nombre d'œuvres

admirables, et il s'est livré lui-même pour nous comme offrande et comme victime d'agréable odeur devant Dieu.

Mais après avoir vaincu la mort, et avant de monter triomphant au ciel pour s'asseoir à la droite du Père, il envoya ses apôtres dans le monde entier peur prêcher l'Évangile à toute créature, et il leur donna le pouvoir de gouverner l'Église acquise et établie par son sang, cette Église qui est la colonne et le soutien de la vérité, cette Église qui, enrichie des trésors célestes, montre à tous les peuples le chemin assuré du salut et la lumière de la doctrine véritable, et qui vogue comme un navire vers la pleine mer de ce siècle pour conserver intacts tous ceux qu'il recueille au milieu du monde qui périt. (S. Max. Serm, 89.)

Or, afin que le Gouvernement de cette même Église marchât toujours, droit et dans l'ordre, et afin que tout le peuple chrétien persistât toujours dans une même foi, dans une même doctrine, dans une même charité et dans une même communion, il a promis, d'une part, qu'il l'assisterait perpétuellement lui-même jusqu'à la consommation des siècles, et, de l'autre, il a choisi entre tous le seul saint Pierre, qu'il a établi prince des apôtres son vicaire ici-bas, et pour être le chef, la base et le centre de l'Église, afin que en vertu du degré de son rang et de son honneur, ainsi que par l'étendue de son autorité, de son pouvoir et de sa juridiction suprême, pleine et entière, il fît paître les agneaux et les brebis, fortifiât ses frères, gouvernât l'Église entière, et fût le portier du ciel et l'arbitre de ce qui doit être lié et délié, les décisions de ses jugements devant subsister dans le ciel même. (Saint Léon, serm. II.)

Et comme l'unité et l'intégrité de l'Église, et son gouvernement établi par N.-S. Jésus-Christ, doivent demeurer perpétuellement stables, c'est pour ce motif que le pouvoir, la juridiction et la primauté suprêmes et identiques de saint Pierre sur son Église persistent entièrement et sont pleinement en vigueur chez les pontifes romains, successeurs de saint Pierre, qui siégent dans cette même chaire romaine de saint Pierre.

C'est pourquoi les Pontifes romains, usant du pouvoir et du soin de faire paître tout le troupeau du Seigneur, lequel leur a été confié divinement par Notre-Seigneur lui-même, dans la personne de saint Pierre, n'ont jamais cessé de supporter tous les travaux et de prendre toutes les résolutions nécessaires pour que de l'orient à l'occident tous les peuples, tous les pays, toutes les nations reconnussent la doctrine évangélique, et, marchant dans les voies de la vérité et de la justice, obtinssent la vie éternelle.

Tout le monde sait avec quelle sollicitude infatigable les Pontifes romains se sont appliqués à conserver le dépôt de la foi, la discipline du clergé, sa sainte et docte institution, la sainteté et la dignité du mariage, à faire progresser chaque jour l'éducation chrétienne de la jeunesse des deux sexes, à favoriser chez les peuples la religion, la piété, l'honnêteté des mœurs; à défendre la justice et à veiller à la tranquillité, à l'ordre, à la prospérite et aux intérêts de la société civile elle-même.

Les mêmes Pontifes n'ont pas négligé non plus, quand ils l'ont jugé opportun, notamment aux époques des plus graves perturbations et des calamités de notre très-sainte religion et de la société civile, de convoquer des conciles généraux, afin qu'avec les évêques de tout le monde catholique que l'Esprit-Saint a établis pour gouverner l'Église de Dieu, réunissant les avis et rassemblant les forces, ils réglassent avec prudence et sagesse tout ce qui pouvait servir notamment à définir les dogmes de la foi, et aussi à vaincre les erreurs qui se répandaient, à défendre, éclairer et développer la doctrine catholique, à protéger et à réparer la discipline ecclésiastique et à corriger les mœurs corrompues des peuples.

Or, chacun sait et constate quelle horrible tempête bouleverse aujourd'hui l'Église et quels maux énormes affligent la société civile elle-même. En effet, les ennemis les plus acharnés de Dieu et des hommes attaquent et foulent aux pieds l'Église catholique, la doctrine salutaire et son pouvoir vénérable, et la suprême autorité de ce siége apostolique; ils méprisent toutes les choses sacrées et pillent les biens ecclésiastiques; les prélats de la sainte religion, les hommes les plus recommandables voués au saint ministère et les personnages qui se font remarquer par des sentiments catholiques, sont tourmentés de mille manières; les familles religieuses s'éteignent, les livres impies de tout genre, des journaux pestilentiels, une foule de sectes les plus pernicieuses se répandent de toutes parts; on enlève presque partout au clergé l'éducation de la malheureuse jeunesse, et, ce qui est pire, dans bien des endroits elle est confiée à des maîtres d'erreur et d'iniquité.

De là, à notre plus grand chagrin de nous et de tous les gens de bien, et au préjudice à jamais déplorable des âmes, l'impiété, la corruption des mœurs, une licence effrénée, la contagion des opinions mauvaises de tout genre, de tous les vices et de tous les crimes, la violation des lois divines et humaines, se sont tellement propagées, que, non-seulement notre très-sainte religion, mais encore la société humaine, sont troublées et tourmentées d'une manière déplorable.

Sous le poids de tous ces malheurs, dont notre cœur est accablé, le souverain ministère pastoral qui nous est confié par Dieu exige que nous appliquions de plus en plus toutes nos forces à réparer les ruines de l'Église, à prendre soin du salut de tout le troupeau du Seigneur, à

réprimer les attaques et les efforts funestes de ceux qui tâchent de renverser de fond en comble l'Église elle-même, si cela était possible, et aussi la société civile.

Quant à nous, avec l'aide de Dieu, dès le début même de notre souverain pontificat, nous n'avons jamais cessé, conformément à notre très-grave devoir, d'élever la voix dans plusieurs allocutions consistoriales et lettres apostoliques, de défendre constamment de toutes nos forces la cause de Dieu et de sa sainte Église, qui nous a été confiée par Notre-Seigneur Jésus-Christ, de soutenir les droits de ce Siége apostolique, de la justice et de la vérité, de découvrir les embûches des hommes hostiles, de condamner les erreurs et les fausses doctrines, d'interdire les sectes impies et de veiller avec sollicitude au salut de tout le troupeau du Seigneur.

Or, suivant les traces illustres de nos prédécesseurs, nous avons jugé opportun pour ces motifs de réunir en concile général, comme nous le désirions depuis longtemps, tous nos vénérables frères, les prélats de tout le monde catholique, appelés à partager notre sollicitude. Ces vénérables frères, enflammés d'un amour extrême pour l'Église catholique, remarquables par leur piété et leur respect envers nous et ce Siége apostolique, inquiets du salut des âmes, illustres par leur sagesse, leur science et leur érudition, et déplorant avec nous l'état si triste des choses sacrées et publiques, n'ont rien de plus à cœur que de conférer avec nous, de nous communiquer leurs avis, et d'apporter à tant de calamités les remèdes salutaires.

En effet, ce concile œcuménique aura pour fonction d'examiner, d'étudier et de déterminer avec le plus grand soin les choses qui, en particulier, dans ces temps si difficiles, ont pour objet la plus grande gloire de Dieu, l'intégrité de la foi et la discipline du clergé tant régulier que séculier, ainsi que son instruction solide et salutaire; l'observance des lois ecclésiastiques, l'amélioration des mœurs et l'éducation chrétienne de la jeunesse, ainsi que la paix et la concorde générale.

Il faut aussi nous efforcer d'arriver, avec l'aide de Dieu, à éloigner tout mal de l'Église et de la société civile, à ramener dans la bonne voie de la vérité, de la justice et du salut, les malheureux qui s'en sont écartés; à repousser les vices et les erreurs de manière que notre auguste religion et sa doctrine salutaire prennent une vigueur nouvelle dans le monde entier, se propagent et étendent leur domination tous les jours de plus en plus, de sorte que la piété, l'honnêteté, la probité, la justice, la charité et toutes les vertus chrétiennes soient vigoureuses et florissantes pour le plus grand bien de la société en général.

Personne, en effet, ne saurait jamais nier que l'influence de l'Église

catholique et sa doctrine non-seulement n'aient pour but le salut éternel des hommes, mais encore qu'elles ne contribuent au bien temporel des peuples, à leur véritable prospérité, au bon ordre et à la tranquillité qui doivent régner dans leur sein, tout ainsi qu'au progrès et à la solidité des sciences humaines, en même temps qu'elles illustrent d'une manière claire et frappante, et qu'elles expliquent constamment jusqu'à l'évidence, au moyen de faits éclatants, les annales de l'histoire sacrée et de l'histoire profane. Et comme le Christ Notre - Seigneur nous réconforte, nous ranime et nous console d'une manière merveilleuse par ces paroles : « Dès lors qu'il y a deux ou trois personnes rassemblées en mon nom, je suis au milicu d'elles ...»

En conséquence, nous ne devons pas douter qu'il ne veuille bien nous assister lui-même au milieu de ce concile par toute l'abondance de sa grâce divine, de manière que nous puissions régler toutes les choses qui intéressent d'une manière ou d'une autre la plus grande gloire de son Église.

Ainsi donc, après avoir répandu la nuit et le jour les prières les plus ferventes, dans toute l'humilité de notre cœur, aux pieds de Dieu le père des lumières, nous avons pensé qu'il était tout à fait nécessaire de rassembler ce concile.

C'est pourquoi, nous fondant et nous appuyant sur l'autorité de Dieu lui-même, le Père tout-puissant, du Fils et du Saint-Esprit, et de ses bienheureux apôtres Pierre et Paul, autorité que nous exerçons aussi nous-même sur la terre; nous appuyant en outre sur le conseil et l'assentiment de nos vénérables frères les cardinaux de la sainte Église romaine, nous fixons, nous annonçons et nous réglons par la présente lettre de convocation, qu'il se tiendra l'année prochaine 1869 un sacré concile œcuinénique et général dans notre illustre ville de Rome et dans la basilique du Vatican; que ce concile sera ouvert le huitième jour de décembre, jour de la fête de la conception de l'immaculée Vierge Marie, mère de Dieu, pour ensuite être poursuivi et mené à fin avec l'aide du Seigneur, pour sa gloire et le salut de tout le peuple chrétien.

En conséquence, nous voulons et nous ordonnons que, de toutes leurs résidences respectives, aussi bien nos vénérables frères les patriarches, archevêques et évêques, que nos chers fils, les abbés et toutes les autres personnes qui ont, par droit ou par privilége, la faculté de siéger dans les conciles généraux et d'y faire entendre leur parole, viennent à ce concile œcuménique par nous convoqué.

Nous les requérons, nous les exhortons et les avertissons d'avoir à

I Saint Math., chap. xvIII, v. 20.

se présenter et à assister strictement en personne à ce concile sacré, à moins qu'ils ne soient retenus par quelque empêchement légitime, ce qu'ils devront établir devant le synode par des délégués munis de leur procuration légale.

Nous leur enjoignons même et leur intimons l'ordre formel de faire en raison du serment qu'ils nous ont prêté à nous et au Saint-Siége, en raison de la sainte vertu d'obéissance et sous les peines qui ont coutume d'être proposées et décrétées contre ceux qui ne se rendent pas à la célébration des conciles.

Nous avons l'espérance que Dieu, dans la main duquel sont tous les cœurs, se montrant propice à nos vœux, fera en sorte, par son ineffable miséricorde et par sa grâce, que les chefs suprêmes de tous les peuples, et, en particulier les princes catholiques, se rendant compte tous les jours de plus des grands avantages que l'Église catholique verse sur la société humaine, et reconnaissant qu'elle est le fondement le plus solide des empires et des royaumes, non-seulement n'empêcheront pas nos vénérables frères les prélats et toutes les autres personnes ci-dessus désignées de se rendre à ce concile, mais encore qu'ils les favoriseront volontiers, les aideront et les assisteront de leur coopération avec le plus grand zèle dans toutes les choses qui peuvent avoir pour objet la plus grande gloire de Dieu et l'avantage de ce même concile.

Et afin que notre présente lettre et le contenu d'icelle parviennent à la connaissance de tous ceux auxquels il appartient, de sorte que personne ne puisse en prétexter l'ignorance, en raison surtout de ce que les voies ne sont pas toujours sûres pour la faire parvenir à ceux auxquels elle devrait être notifiée en personne, nous voulons et nous ordonnons que ladite lettre soit lue publiquement et à haute voix par les huissiers de notre cour ou par quelques notaires publics dans les basiliques patriarcales de Latran, du Vatican et dans la basilique Libérienne où a coutume de se réunir une grande multitude de peuple pour entendre la parole de Dieu. Après cette lecture, nous voulons que cette lettre soit affichée sur le portail desdites églises, ainsi que sur les portes de la chancellerie apostolique, et au lieu d'affichage ordinaire du champ de Flore, et dans les autres points ordinaires où elle restera exposée pendant un certain temps, de sorte que tout le monde puisse la lire et en prendre connaissance; et lorsqu'on l'enlèvera des premiers endroits désignés, nous voulons qu'il en reste néanmoins des exemplaires affichés sur ces divers points.

Nous voulons qu'en vertu de la lecture, de la publication et de l'affichage de cette lettre, tous ceux dont il est question dans notre lettre soient considérés comme liés et obligés, après un délai de deux mois à partir du moment de la publication et de l'affichage de ladite lettre.

tout comme'si ladite lettre leur avait été notifiée à eux-mêmes en personne et avait été lue devant eux.

Nous voulons et nous ordonnons également que l'on considère comme titre authentique et indubitable tout extrait de cette même lettre écrit de la main d'un notaire public ou signé par lui, et revêtu d'un sceau d'une personne constituée en quelque dignité ecclésiastique que ce soit.

Défense est donc faite absolument à toute personne absolument d'enfreindre notre présente lettre d'ordre, annonce, convocation, statut, décret, mandat, précepte et supplication, ou de s'y opposer par une audace téméraire. Si quelqu'un s'enhardit à cette tentative, qu'il sache qu'il attirera sur lui l'indignation du Dieu tout-puissant et des bienheureux apôtres Pierre et Paul.

Donné à Rome, à Saint-Pierre, l'an de l'incarnation du Seigneur 1868, 3° du jour des calendes de juillet (29 juin) et 23° de notre pontificat.

Moi, PIE, évêque de l'Église catholique. (Ici le sceau.)

Suivent les signatures des éminents cardinaux présents en cour :

M. cardinal MATTEI, prodataire.

M. cardinal PARACCIANI CLARELLI.

SERBIE.

Proclamation de la Régence de la principauté au sujet de l'avénement au trône du Prince Milan Obrenovitch II, en date de Belgrade le 20 juin/2 juillet 1868.

Frères! La grande Assemblée nationale, convoquée par suite de la mort de notre prince Michel Obrenovitch III, a proclamé unanimement dans sa séance d'aujourd'hui, l'avénement au trône de Serbie, par droit de succession, de Milan Obrenovitch, prince héréditaire et quatrième du nom de la dynastie Obrenovitch.

Le prince Milan était encore mineur, l'Assemblé nationale, conformément à la loi du 20 octobre 1859, sur l'hérédité du trône de la principauté de Serbie, a procédé à l'élection de trois personnes qui auront à exercer l'autorité princière: le choix de l'assemblée nationale s'est porté sur nous soussignés.

Frères! Nous avons pris possession de l'autorité princière et nous

avons juré, devant Dieu et l'Assemblée nationale, de nous acquitter de notre mandat consciencieusement et fidèlement pour le bien de la patrie et de notre peuple. Nous avons repoussé tout ce qui serait contraire à notre conscience et aux lois du pays, de même qu'aux intértés et aux droits de la Serbie et du prince Milan Obrenovitch.

Nous nous sommes engagés solennellement à employer tous nos efforts pour faire observer les lois du pays et pour qu'il soit gouverné selon ces lois. Nous nous sommes engagés à conserver fidèlement le pouvoir à notre jeune prince Milan, à qui nous avons aussi prêté serment de fidélité.

Frères! de même que le peuple serbe a demandé avec enthousiasme la continuation de la dynastie Obrenovitch, de même pendant le temps que nous sommes appelés à exercer le pouvoir princier, nous regarderons comme un devoir sacré de continuer les traditions patriotiques du prince Michel.

Par sa sagesse et sa sollicitude le prince Michel avait réussi à assurer à notre pays d'importants avantages politiques. Inspirés de ses grandes idées que nous connaissons entièrement, nous suivrons exactement ses traces et nous marcherons inébranlablement dans la voie qu'il avait tracée.

De même, nous veillerons constamment à ce que la loi soit effectivement la suprême volonté en Serbie, comme l'a dit solennellement le prince Michel, dont le désir constant a été la réalisation de cette maxime élevée. Le développement de la force nationale a été une des tâches les plus brillantes que le prince Michel s'était imposées. Nous nous efforcerons non-seulement de maintenir la puissance défensive du pays dans l'état où notre premier soldat l'a laissée, mais nous aurons à cœur de la développer suivant les besoins de l'époque.

Pendant le court règne du prince Michel, la Serbie a atteint une prospérité matérielle considérable, mais il y a cependant encore beaucoup à entreprendre dans cet ordre de choses. Nous appliquerons notre sollicitude la plus vive à ne rien négliger (autant du moins que les ressources du pays le permettront) de ce que ce siècle de progrès considère comme la condition du développement du bien-être.

Nos institutions nationales renferment plusieurs défectuosités auxquelles le prince Michel se proposait de remédier, ce qu'il aurait fait sans doute si la main des malfaiteurs ne l'en avait empêché. Nous nous proposions de procéder ainsi dans cette sphère à la réalisation de ses projets en introduisant les améliorations que le temps et les cir constances exigent. Nous les entreprendrons d'une manière générale, mais avec prudence.

La Serbie déplore une grande perte, mais elle ne doit pas désespérer; du noble sang du prince Michel s'élèvera une nouvelle Serbie.

Par des communications plus fréquentes entre le Gouvernement et le peuple (au moyen de la skouptchina), nous nous efforcerons avec l'aide de Dieu d'aplanir les difficultés qui pourraient surgir. Mais pour cela, il ne suffit pas du bon vouloir du Gouvernement et de tous ses efforts: le concours patriotique de toute la nation est indispensable pour l'heureuse réussite de nos projets.

Que chaque Serbe s'acquitte donc consciencieusement des devoirs qui lui incombent dans sa sphère d'activité, comme nous promettons sollennellement de nous acquitter des nôtres. Nous n'avons plus au milieu de nous le prince Michel et sa grande autorité, et ce n'est que par la concorde entre le Gouvernement et la nation que nous pourrons maintenir vivantes les idées de notre grand défunt.

Dans les circonstances dificiles où la mort inattendue de son prince a jeté la Serbie, le peuple serbe par sa sérieuse attitude a fait preuve d'une maturité politique qui nous a préservés du désordre et de la désorganisation. N'abandonnons pas cette voie, pour notre bien et pour celui du pays. Nos ennemis seuls désireraient nous voir dans une autre voie.

Considérant l'ordre comme la première condition du maintien et du progrès de toute société, nous ne négligerons pour notre part aucun moyen légal d'assurer au pays le repos nécessaire à sa prospérité. Aussi quiconque voudrait essayer de produire quelque désordre ou de mettre obstacle au nouvel ordre de choses proclamé par la nation, qu'il sache d'avance qu'il attirera sur lui toute la rigueur des lois. Si le besoin s'en fait sentir, les dépositaires de l'autorité princière sauront mettre toute l'énergie nécessaire pour conserver intact le dépôt sacré que le peuple serbe leur a confié.

Tous les fonctionnaires publics sont maintenant dans leurs emplois, et les quelques changements qui seront faits auront lieu dans les limites légales.

Nous recommandons aux autorités de rester, pour l'accomplissement de leurs devoirs, dans la voie prescrite, en employant tout leurs soins au maintien de l'ordre et de la concorde dans le peuple.

De même que c'est la bonne harmonie entre le Gouvernement et le peuple qui a fait échouer les projets criminels qui auraient été la ruine de la Serbie, de même, avec l'aide de Dieu et à l'ombre de cette intime concorde, le jeune rameau des Obrenovitch grandira et deviendra l'arbre vigoureux qui couvrira toute la Serbie de son ombre salutaire.

Vive notre jeune prince! Vive Milan Obrenovitch IV!

Topchidéré, 20 juin/2 juillet 1868.

La régence princière :

Signé: Milivoié, P. Blasnavatz, Jean Ristich, Jean Gavrilovitch.

AUTRICHE.

Dépêche du baron de Beust au baron Meysenbug, à Rome, relativement à l'allocution pontificale contre les nouvelles lois de l'Autriche, en date de Vienne, le 3 juillet 1868.

J'ai reçu, avec vos rapports du 22 et du 23 juin, le texte de l'allocution prononcée par le Saint-Père dans le consistoire du 22.

J'ai déjà fait connaître à Votre Excellence, par le fil électrique, la fâcheuse impression que cette manifestation a produite ici. Les explications que donne votre expédition du 23 ne sauraient imitiger l'effet des paroles du Saint-Père.

Nous apprécions assurément les égards observés pour la personne de l'empereur, et sa Majesté n'est certes pas insensible à cette marque de déférence. Nous voulons croire, ainsi que Votre Excellence nous l'affirme, que l'allocution pontificale, comparée à beaucoup d'autres documents de même nature émanés du Saint-Siége, ne laissent pas que de porter l'empreinte d'une certaine tendance à tempérer les expressions autant que le point de vue de l'Église le permet.

Il n'en reste pas moins avéré que le langage dont Sa Sainteté s'est servie à l'égard du Gouvernement impérial et des nouvelles institutions de l'Autriche est d'une sévérité dont nous pensons avoir quelque droit de nous plaindre. Je ne voudrais pas entrer à cette occasion dans une polémique peu conforme à mes sentiments de respect pour le Saint-Siège et à mon désir de conciliation. Toutefois, je ne puis me dispenser de quelques observations que j'invite Votre Excellence a porter à la connaissance de la cour de Rome.

Nous ne saurions, en premier lieu, reconnaître l'obligation où le Saint-Père se serait trouvé de suivre certains précédents et d'user envers l'Autriche des mêmes procédés qu'envers d'autres pays dont le Gouvernement pontifical a eu à se plaindre.

Est-il possible, en effet, d'établir ici une comparaison? Avons-nous porté atteinte au territoire ou aux besoins de l'Église; avons-nous opprimé la religion catholique et ses ministres?

En mettant même de pareils exemples hors de cause, nous pouvons, je crois, hardiment avancer qu'il n'y a pas de pays en Europe où l'Eglise catholique alt encore une position aussi privilégiée qu'en Autriche, malgré les lois du 25 mai. Cette circonstance aurait pourtant mérité qu'on en tînt compte et qu'on ne confondît pas le Gouvernement impérial dans la même réprobation que celle dont on a frappé des

Gouvernements bien autrement en opposition avec l'Église et la religion catholique.

Nous comprenons fort bien que le Saint-Père ait jugé indispensable de protester contre des lois qui modifient la situation créée par le concordat de 1855. Nous nous attendions pleinement à une démarche de ce genre et nous aurions pu l'accepter en silence lors même que sa forme eût été moins conciliante qu'il nous était permis de l'espérer. Mais ce que nous ne pouvons laisser passer sans objections, c'est la condamnation lancée contre les lois fondamentales sur lesquelles reposent les nouvelles institutions de l'empire. Ces lois n'étaient pas en cause, en les attaquant de la sorte, le Saint-Siége blesse profondément le sentiment de la nation et donne au différend actuel une portée des plus regrettables, même dans l'intérêt de l'Église. Au lieu de contester simplement telle ou telle application des principes qui servent de base au Gouvernement actuel de l'Autriche, et qui sont le fruit du plus heureux accord entre les peuples de l'empire et leur souverain, ce sont ces principes eux-mêmes qui sont réprouvés.

Le Saint-Siège étend ainsi ses représentations à des objets que nous ne pouvons en aucune façon regarder comme relevant de son autorité. Il envenime une question qui n'excitait déjà que trop les esprits en se plaçant sur un terrain où les passions politiques viennent se joindre aux passions religieuses. Il rend enfin plus difficile une attitude conciliante du Gouvernement en condamnant des lois qui renferment le principe de la liberté de l'Église et lui offrent ainsi une compensation pour les priviléges qu'elle perd. Il n'est pas inutile non plus de faire remarquer ici que les lois garantissent expressément à l'Église la propriété des biens qu'elle possède en Autriche.

Cette stipulation prouve que les lois en question ne portent pas un caractère hostile à l'Église, puisqu'elles la maintiennent dans des droits dont elle a été privée dans tant d'autres pays. Il ne m'appartient pas de juger dans quelle mesure cette dernière considération pourrait servir à adoucir les appréciations de la cour de Rome.

Ce qui, à mes yeux, n'offre pas une ombre de doute, c'est que les populations de l'Autriche trouveront une consolation à se rappeler que plus d'un pays très-catholique obéit à des dispositions légales analogues, tout en vivant en paix avec l'Église, et qu'il existe surtout en Europe un grand et puissant empire dont les tendances vers le progrès et la liberté se sont toujours alliées à un attachement très-prononcé à la foi catholique, et qui, régi par des lois tout aussi abominables, s'est trouvé heureux jusque dans ces derniers temps des sympathies indulgentes du Saint-Siège.

Ma dépêche du 17 juin dernier prévoyait les suites fâcheuses que produirait l'allocution, si elle n'était pas conçue dans des termes trèsmesurés. Je regrette vivement que la cour de Rome n'ait pas tenu plus de compte de mes prévisions. Elles se sont depuis entièrement réalisées. Je ne crois pas que les populations catholiques de l'empire éprouvent aujourd'hui un zèle plus grand que par le passé pour les intérêts de leur religion. Par contre, nous voyons un redoublement d'ardeur dans les attaques dirigées contre l'Église, le clergé et le Pape. Cette hostilité serait contenue dans de plus étroites limites et s'apaiserait plus facilement, si les questions spéciales touchées par les lois du 25 mai avaient seules été abordées dans l'allocution pontificale.

Je dois avant de terminer, exprimer encore ici la pénible surprise que nous a causée l'appel adressé aux évêques hongrois dans les dernières phrases de l'allocution. Il me semble qu'on devrait se féliciter à Rome du tact parfait et de la réserve avec lesquels ces matières délicates ont été traitées jusqu'ici en Hongrie. Il ne saurait être désirable, à aucun point de vue, de susciter de nouveaux différends et d'augmenter ainsi les embarras qui existent déjà. Mais c'est surtout dans l'intérêt même de la cour de Rome qu'il nous paraît peu opportun d'éveiller la susceptibilité nationale des Hongrois. L'apparence d'une pression étrangère produirait dans cette nation un résultat tout contraire aux désirs du Saint-Siége et nous verrions se former contre l'influence légitime de la cour de Rome un orage tout aussi fort que celui qui s'est déchaîné de ce côté-ci de la Leitha.

Telles sont, monsieur le baron, les observations que nous a suggérées la lecture de l'allocution pontificale. Veuillez ne point les laisser ignorer à S. Em. le cardinal secrétaire d'État. Nous n'en percévérerons pas moins dans la voie que nous nous sommes tracée tout d'abord. Tout en continuant à maintenir intacts les droits de l'État et à faire respecter les lois, nous laisserons l'Église jouir en paix des libertés que nos lois lui garantissent et nous nous efforcerons d'apporter dans les relations mutuelles de l'État et de l'Église un esprit de conciliation et d'équité qui sera, je l'espère réciproque.

V. Exc. voudra bien se rendre l'organe fidèle de ces sentiments et elle ne fera ainsi que se conformer aux vues de l'Empereur, notre auguste maître.

Recevez, etc.

Signé: BEUST.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

Proclamation d'amnistie du président Johnson, en date de Washington, le 4 juillet 1868.

Attendu qu'au mois de juillet 1861, les deux Chambres du Congrès, en prenant acte de l'existence de la guerre civile provoquée par l'insurrection et la rebéllion de plusieurs des États, qui constituent les États-Unis, déclarèrent solennellement que la guerre n'était pas conduite par le Gouvernement dans un but d'oppression, de conquête ou de subjugation, ni dans celui de porter atteinte aux droits ou aux institutions établies des États, mais seulement pour défendre et pour maintenir la suprématie de la Constitution des États-Unis, en laissant intacts la dignité, l'égalité et les droits des divers États, et que, dès que ces résultats seraient obtenus, le Gouvernement mettrait fin à la guerre;

Attendu que le Président des États-Unis, suivant l'esprit de cette déclaration et pour assurer son effet complet, a lancé plusieurs proclamations offrant amnistie et pardon à des personnes compromises dans ladite rébellion, en les accompagnant sculement de réserves et d'exceptions prudentes jugées nécessaires, lesquelles proclamations furent lancées respectivement le 8 décembre 1863, le 26 mars 1864, le 29 mai 1865 et le 7 septembre 1867;

Attendu que ladite guerre civile a depuis longtemps cessé, tous les États ayant reconnu la suprématie de la Constitution fédérale et du Gouvernement, et qu'il n'y a plus lieu de craindre le renouvellement de cette guerre, ou une intervention étrangère, ou une résistance illégale par une portion quelconque du peuple à la Constitution et aux lois des États-Unis;

Attendu qu'il est à désirer que l'armée permanente soit réduite et qu'on se dispense promptement de l'occupation militaire, de la loi martiale, des tribunaux militaires, des entraves à la liberté de la parole et de la presse, de la suspension du privilége d'habeas corpus et du jugement par jury, ces empiétements sur nos libres institutions, en temps de paix, étant dangereux pour la liberté publique, incompatibles avec les droits individuels du citoyen, contraires au génie et à l'esprit de notre forme républicaine de Gouvernement, et tendant à épuiser nos ressources nationales;

Attendu que l'amnistie et le pardon tendront à assurer le rétablissement complet et universel de la loi et de l'ordre, suivant la Constitution des États-Unis, et afin de faire disparaître toute apparence d'une politique vindicative de la part du Gouvernement qui serait accompagnée d'interdictions superflues, de pénalités et de confiscations, et pour amener enfin la réconciliation fraternelle du peuple tout entier,

sous l'empire de la Constitution et des lois;

En conséquence, qu'il soit connu que moi, Andrew Johnson, Président des États-Unis, en vertu de la Constitution et au nom du peuple des États-Unis, je proclame et j'accorde, sans conditions et sans réserve, à toutes les personnes qui ont participé directement ou indirectement à la rébellion, coupables de trahison contre les États-Unis, ou ayant fait cause commune avec leurs ennemis pendant la guerre civile, plein pardon et amnistie, en les rétablissant dans tous leurs droits de propriété, excepté en ce qui concerne les esclaves et toute propriété qui aura pu être légitimement confisquée en vertu des lois des États-Unis. Sont seules exceptées de cette amnistie les personnes qui ont été mises en accusation comme coupables de trahison.

En foi de quoi, etc.

Washington, le 4 juillet 1868.

Signė: Andrew Johnson.

Par le Président :

Signė: WILLIAM SEWARD, Secrétaire d'Etat.

RUSSIE.

Circulaire du prince Gortschakoff aux représentants de la Russie à l'étranger, relativement au projet d'exclusion des balles explosibles, en date de Saint-Pétersbourg, le 5/17 juillet 1868.

En réponse à la dernière proposition du cabinet impérial, relativement à la rédaction d'un protocole pour l'exclusion des balles explosibles, le cabinet de Berlin nous a fait parvenir une communication où, en acceptant le principe que nous avons proposé, le Gouvernement prussien témoigne le désir de lui donner le plus d'extension possible en l'appliquant à tous les moyens de destruction que les progrès de la science mettent à la dispositions de l'art militaire et qui dépasseraient les limites que, dans un intérêt d'humanité, les puissances sont d'accord pour fixer aux exigences de la guerre.

Comme cet examen exigerait des connaissances techniques, le ca-

binet de Berlin suggère l'idée de déléguer à Saint-Pétersbourg des commissaires experts chargés de discuter la question et d'élaborer le protocole qui consacrerait l'entente des puissances.

Notre auguste maître ayant adhéré à cette proposition du cabinet de Berlin, vous êtes autorisé, d'ordre de Sa Majesté impériale, à la transmettre au Gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité, en l'invitant à vouloir bien nous faire connaître les dispositions qu'il jugerait à propos de prendre en conséquence, soit pour l'envoi d'un commissaire spécial, soit pour la délégation de ses pouvoirs à son représentant à Saint-Pétersbourg.

Vous voudrez bien ajouter que M. le Ministre de la guerre étant sur le point de se rendre en congé à l'étranger, où il compte séjourner jusqu'au 15/27 septembre, la réunion des commissaires dans le but indiqué pourrait être fixée au 1er/13 octobre.

Signé: GORTSCHAKOFF.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

Message du président Johnson au Congrès pour proposer des changements à la Constitution des États-Unis, en date de Washington, le 18 juillet 1868.

Au Sénat et à la Chambre des Représentants.

L'expérience a pleinement démontré la sagesse des fondateurs de la Constitution fédérale. Sous tous les rapports, le résultat de leurs travaux a été aussi près de la perfection que cela était compatible avec la faiblesse humaine. En présence de cette manière de voir qui a toujours été celle de nos compatriotes, à l'égard de cette Constitution, il n'est pas étonnant que toute proposition tendant à la modifier ou bien à l'améliorer soit reçue avec répugnance et défiance. Ce sentiment, il est vrai, est digne de louange et d'encouragement, car il constitue une sauvegarde précieuse contre les tentatives inutiles pour en changer les provisions; mais il faut reconnaître aussi qu'il s'est révélé par la suite du temps plusieurs imperfections et plusieurs omissions dans cette Constitution, imperfections dont les vrais intérêts du pays réclameraient la réforme. Quelques-uns de ces défauts ont trouvé leur remède dans la Constitution elle-même, mais il y en a d'autres qui, tout en ayant été signalés déjà à l'attention du peuple, n'ont jamais été présentés de manière à mettre l'opinion publique en état de se prononcer et de décider s'ils ne doivent pas être écartés au moyen d'a1572

mendements additionnels. J'ai pour but, dans cette communication, d'indiquer certains défauts qui se trouvent dans la Constitution, et qui nous semblent avoir besoin d'être écartés; j'ai pour but, en outre, de demander que le verdict du public soit réclamé sur les amendements proposés. Le premier des défauts sur lesquels je désire appeler l'attention se trouve dans l'article de la Constitution qui pose les conditions de l'élection du Président et du Vice-Président par des électeurs nommés et non par le vote immédiat du peuple. Le Président Jackson, dans son premier message annuel, a déjà insisté, avec des arguments très-sérieux et très-habiles sur l'importance d'amender cet article, de manière à assurer l'élection du Président et du Vice-Président par le vote direct, et cette recommandation a été répétée dans cinq de ses communications subséquentes au Congrès pendant le cours des huit années de son administration. Dans son message de 1829 il disait: « C'est au peuple qu'appartient le droit d'élire son premier magistrat. Il n'a jamais été dans l'intention des législateurs que son choix fût, en aucun cas, éludé soit par l'intervention de certains colléges électoraux, soit par la délégation confiée, dans certaines circonstances, à la Chambres des Représentants. » Il continuait à établir les objections que l'on peut faire à l'élection du Président par la Chambre des Représenlants, et la plus importante de ces objections se basait sur ce que le choix de la majorité évidente de la population pouvait facilement être déjoué. Il terminait son raisonnement par la recommandation suivante: « Je recommande, en conséquence, de faire à la Constitution un amendement qui supprime tout agent intermédiaire dans l'élection du Président et du Vicc-Président. Le mode de l'élection peut être réglé de manière à laisser à chaque État son importance relative dans l'élection, et l'on peut prévenir les inconvénients d'un ballottage au premier tour de scrutin en établissant que les suffrages ne pourront, au second tour, être donnés qu'aux deux candidats qui ont réuni le plus de voix. En outre de cet amendement, il paraîtrait bon de conseiller de limiter la durée des fonctions du premier magistrat à une simple période de quatre ou de six ans. Si cette clause n'était pas adoptée, il serait bon, en tout cas, de considérer s'il ne serait pas convenable de formuler une disposition pour déclarer incapable des fonctions publiques le représentant qui aurait été l'objet d'une éleclion de ce genre. » Quoique cette recommandation ait été répétée avec le même sérieux dans plusieurs de ses messages subséquents, cependant l'amendement qui se trouvait ainsi proposé n'a jamais été adopté ni présenté au peuple par le Congrès. Le danger que le choix populaire soit frustré par une élection en Chambre des Représentants subsiste toujours sans qu'il y soit obvié par la Constitution, et ses dangers pourraient encore s'accroître considérablement si

la Chambre des Représentants prenait la faculté de rejeter d'une manière arbitraire, les suffrages d'un État qui pourrait ne pas voter dans le sens des désirs de la majorité de cette assemblée. Mais si le Président Jackson a échoué pour obtenir l'amendement de la Constitution qu'il a réclamé avec tant d'insistance, ses arguments ont au moins contribué largement à amener la formation d'associations de partis qui ont évité d'une manière effective l'inconvénient d'une élection faite par la Chambre des Représentants. Il est clair, toutefois, qu'en limitant ainsi le nombre des candidats on a éludé complétement le véritable objet et l'esprit de la Constitution, C'est un des traits essentiels de notre forme républicaine de Gouvernement que chaque citoyen jouissant des droits constitutionnels est apte à se porter candidat, soit à la présidence, soit à la vice-présidence, et que tout électeur jouissant de ses priviléges a le droit de donner sa voix en faveur de tout candidat qu'il regarde comme étant digne de ces fonctions.

Mais en présence des comités de parti qui ont prévalu depuis des années, ces droits essentiels du peuple ont été aussi radicalement enlevés et détruits que si la Constitution elle-même en avait prohibé l'exercice. Le danger de voir le choix populaire frustré dans une élection faite par la Chambre des Représentants n'est pas plus grand que dans une élection faite par le peuple d'une manière nominale, lorsque, d'après les règlements des comités électoraux et les dispositions de la Constitution qui obligent le peuple à voter pour des électeurs et non pas pour le Président ou le Vice-Président, il est devenu impossible à tout citoven de poser sa candidature, excepté en se faisant nommer par un comité, et impossible en même temps à un électeur de donner sa voix pour aucune autre personne que celle qui est poussée par les efforts d'une Convention de nomination. Il est évident, de la sorte, qu'au moyen des comités électoraux la provision de la Constitution qui veut que l'élection du Président et du vice-Président soit faite par des colléges électoraux, est devenue un instrument efficace pour éluder l'intention qu'avait eue le législateur de conférer au peunle le droit d'élire ces deux fonctionnaires.

On peut reconnaître que les comités électoraux sont inséparables de la forme républicaine du Gouvernement, et que lorsqu'ils sont organisés et dirigés en accord avec la Constitution, ils peuvent constituer de précieuses garanties de la liberté publique. Mais on peut aussi les détourner de leur but en les faisant servir aux desseins d'une ambition funeste, et ils sont sujets à devenir des instruments dangereux, capables de renverser la Constitution e'le-même. Vivement impressionné par la vérité de ces considérations, je me sens appelé par un sentiment impérieux de mon devoir à revenir, d'une manière positive, sur la recommandation que le Président Jackson a faite si souvent et

d'une manière si sérieuse; je dois insister, en conséquence, pour que l'amendement à la Constitution ici proposé, ou quelque autre proposition analogue, soit soumis au peuple qui en prononcera la ratification ou le rejet. Des événements récents ont montré la nécessité d'introduire dans la Constitution un amendement qui définisse clairement quelles sont les personnes qui doivent remplir les fonctions de Président des États-Unis en cas de vacances dans ces fonctions par suite de la mort, de la démission, de l'incapacité ou de la destitution à la fois du Président et du Vice-Président. Il est évident que cela devrait être fixé par la Constitution et ne devrait point être abandonné aux chances d'un acte législatif rappelable et d'une constitutionnalité douteuse. Il me semble qu'en cas de vacance des fonctions présidentielles par suite de la mort, de la démission, de l'incapacité ou de la destitution à la fois du Président et du Vice-Président, le soin de pourvoir à ces fonctions devrait plutôt être dévolu à un fonctionnaire de l'ordre exécutif qu'à un personnage de l'ordre législatif ou de l'ordre judiciaire.

Les difficultés qui se présentent à désigner, pour remplir cette charge, soit le Président du Sénat, soit le Président de la cour suprême de justice, particulièrement en cas de destitution, sont si évidentes et si insolubles qu'il n'est pas besoin de les exposer en détail. Il suffit d'établir qu'ils sont tous deux intéressés à faire que la vacance se produise. Dans ces conditions, l'inopportunité de désigner l'un ou l'autre de ces fonctionnaires pour succéder au Président est un fait

palpable.

Les rédacteurs de la Constitution, en remettant au Congrès le soin de pourvoir à la succession aux fonctions présidentielles dans le cas d'une vacance, aussi bien de la charge du Président que de celle du Vice-Président, n'ont pas en en vue autre chose que de laisser au Congrès le soin de désigner le fonctionnaire de l'ordre exécutif auquel devaient être dévolus, dans une éventualité de cette nature, les pouvoirs et les fonctions de Président. Jusqu'à ce jour, cette éventualité ne s'était point présentée, et l'attention publique n'avait pas été appelée d'une manière sérieuse sur le désaccord manifeste qui existait entre la Constitution, à cet égard, et l'acte du Congrès de 1792. Mais aujourd'hui que nous nous sommes trouvés presque face à face avec cet important problème, l'occasion semble être éminemment favorable pour rendre la législation conforme au langage, aux intentions, à la théorie de la Constitution, et de mettre ainsi le pouvoir exécutif en dehors des atteintes de l'usurpation, et d'éloigner des départements de l'ordre législatif et de l'ordre judiciaire toute tentation de se liguer pour absorber tout le pouvoir gouvernemental. Il m'a semblé que, dans l'éventualité d'une telle vacance, les fonctions présidentielles seraient très-convenablement dévolues à quelqu'un des chefs de l'un des départements de l'exécutif et, d'après cette conviction, je présente à votre considération un amendement à la Constitution sur ce sujet, avec la recommandation de le soumettre au peuple pour qu'il le sanctionne. L'expérience semble avoir établi la nécessité d'un amendement d'un article de la Constitution qui pourvoie à l'élection des sénateurs au Congrès par les législateurs des divers États. Il serait plus en rapport avec le génie de notre forme gouvernementale que les sénateurs fussent choisis directement par la population des divers États.

Les objections contre l'élection des sénateurs pour la législature sont tellement palpables que je juge inutile de faire autre chose que de soumettre la proposition d'un amendement dans ce sens, en recommandant qu'il en soit référé au peuple pour statuer. Il m'est fortement démontré que l'occupation des fonctions par les membres de l'ordre judiciaire des États-Unis durant leur bonne conduite ou à vie, est incompatible avec l'esprit du Gouvernement républicain; et mon opinion, à cet égard, est complétement corroborée par les témoignages du jugement populaire à ce sujet dans les divers États de l'Union. En conséquence, je crois devoir recommander un amendement à la Constitution, amendement aux termes duquel les autorités judiciaires ne devront être nommées que pour une certaine période de temps; et je présente cet amendement dans l'espoir que le Congrès le soumettra à la décision du peuple.

Il y a longtemps que je nourris les idées que je viens d'exposer. En 1845 dans la Chambre des Représentants, et ensuite en 1860 dans le Sénat des États-Unis, j'ai substantiellement fait des propositions identiques à celles sur lesquelles j'appelle en ce moment l'attention du Congrès.

Le temps, l'observation et l'expérience ont confirmé ces convictions, et je viens aujourd'hui, comme question de devoir public, et avec un profond sentiment de l'obligation constitutionnelle où je suis de recommander à l'examen du Congrès les mesures que je crois nécessaires et opportunes, lui présenter ci-jointes, en le pressant de les adopter et les soumettre au jugement du peuple.

Signé: ANDREW JOHNSON.

Washington, 18 juillet 1868.

GRANDE-BRETAGNE.

Discours royal pour la clôture du Parlement, lu par le lord chancelier, le 34 juillet 1868.

Mylords et messieurs,

Je suis heureuse de pouvoir mettre un terme à vos travaux et de vous offrir mes remercîments pour l'assiduité que vous avez apportée à l'accomplissement de votre mandat parlementaire.

Mes relations avec les puissances étrangères demeurent pacifiques

et satisfaisantes.

Je n'ai aucune raison de craindre que l'Europe soit exposée aux calamités de la guerre.

Ma politique continuera d'être dirigée en vue d'assurer les bienfaits

de la paix.

Je vous ai annoncé, au commencement de cette session, que j'avais ordonné l'envoi d'une expédition en Abyssinie pour délivrer mon envoyé et plusieurs autres de mes sujets détenus par le monarque de ce pays dans une injuste captivité.

J'ai la conviction que vous partagerez la satisfaction que m'a fait

éprouver le succès complet de l'expédition d'Abyssinie.

Après une marche de 400 milles à travers une contrée difficile et inexplorée, mes troupes se sont emparées de la forte place de Magdala, ont délivré les captifs et vengé l'honneur de la couronne.

Ensuite, par leur retour immédiat, qui n'a été précédé d'aucun acte d'oppression ou de violence, elles ont prouvé que l'expédition n'avait été entreprise que dans un but d'humanité et pour l'accomplis-

sement des plus hauts devoirs de ma souveraineté.

La cessation des longs et continuels efforts qui avaient pour objet de soulever une révolte en Irlande a rendu pour quelque temps superflu l'exercice des pouvoirs exceptionnels qui avaient été conférés au gouvernement. Je suis heureuse d'apprendre que personne n'est plus détenu actuellement en vertu de l'acte de suspension de l'habeas corpus, et qu'il ne reste plus en Irlande de prisonnier qui doive être jugé pour délit se rattachant à la conspiration feniane.

Messieurs de la Chambre des communes,

J'ai à vous remercier de la libéralité avec laquelle vous avez voté les subsides nécessaires pour le service public.

Mylords et messieurs,

J'ai grand plaisir à donner mon assentiment à une série de lois qui

complètent la grande œuvre de la réforme de la représentation populaire au Parlement, œuvre qui a absorbé vos soins pendant deux sessions.

J'ai vu avec satisfaction que l'espace de temps considérable nécessairement employé par cette vaste question ne vous a point empêchés de vous occuper d'autres questions fort importantes pour les intérêts publics, et j'ai été heureuse de donner ma sanction à des bills destinés à améliorer le régime des écoles publiques, la réglementation des chemins de fer, la loi relative aux pêcheries maritimes anglaises, ainsi qu'au bill pour l'achat et l'exploitation des télégraphes électriques par le directeur général des postes, et à diverses mesures importantes et ayant pour objet d'amender la législation et la procédure en Écosse au civil et au criminel.

En nommant un contrôleur en chef au War Office, on a commencé à réaliser dans l'administration de l'armée une réforme considérable, laquelle, en réunissant à l'intérieur et à l'extérieur tous les divers départements de l'intendance militaire sous une même autorité, aura pour suite d'amener une économie et des résultats plus effectifs, soit en paix, soit en guerre.

J'ai l'intention de dissoudre le Parlement actuel au premier jour où il sera possible de faire jouir mon peuple des bienfaits résultant de l'extension du système de représentation, dont la sagesse du Parlement l'a doté.

J'attends avec une entière confiance les efforts que mon peuple fera pour se rendre digne du haut privilége dont il a été investi.

J'ai le ferme espoir qu'avec l'aide de la divine Providence, l'expression de son opinion sur les grandes questions politiques qui ont occupé l'attention du Parlement et qui restent encore indécises, tendra à maintenir intacte cette liberté civile et religieuse qui a été assurée à tous mes sujets par les institutions et par la constitution de mon royaume.

TURQUIE.

Note de Fuad pacha aux Représentants des grandes Puissances pour demander une enquête collective relativement à la complicité du gouvernement roumain dans l'affaire des « bandes bulgares. »

Constantinople, 1er août.

Profitant de l'occasion que la réunion, le 28 juillet, chez moi, de MM. les représentants des grandes puissances m'offrait, j'ai eu l'hon-

neur d'exposer à Votre Excellence, ainsi qu'à ses collègues, les faits qui se sont passés dernièrement sur les rives du Danube et les doutes qui planent sur la conduite du gouvernement des Principautés-Unies en cette circonstance. J'avais prié en même temps MM. les représentants de provoquer les ordres de leurs gouvernements respectifs pour qu'un examen fût fait par l'organe de leurs agents à Bucharest, afin de tirer au clair ces doutes.

Je crois cependant nécessaire de revenir sur cette question et de préciser les faits que nous signalons à l'attention des grandes puissances alliées de la Sublime-Porte.

Quelques centaines d'hommes, réunies aux Valaques, et organisées en corps, sont venues attaquer, sur trois points, les cordons de gardes établis sur la rive droite du Danube, pour entrer dans le pays avec l'intention d'entraîner la population dans un soulèvement. Deux de ces bandes ont été repoussées par la force armée: une seule a pu pénétrer; mais, poursuivis et traqués de près, les hommes qui la composaient ont été successivement attaqués, et le peu qui en reste aujourd'hui est tombé entre les mains des autorités impériales.

Cette échauffourée n'a eu d'autre résultat qu'une émotion momentanée, et l'on ne devrait pas s'en préoccuper, si elle n'était qu'un simple acte de brigandage avorté et puni. Le but de ces hommes n'était pas seulement un attentat contre la sécurité d'une province, mais

une machination contre l'empire en général.

Dans les proclamations que ces brigands voulaient répandre, ils protestaient de leur but humanitaire, et leur sollicitude s'étendait également aux habitants musulmans et chrétiens de la Bulgarie. Mais il résulte de leurs interrogatoires, depuis leur arrestation, que leur plan était de commettre des crimes isolés contre les musulmans et d'exciter la haine et la vengeance chez ces derniers contre les chrétiens. C'était là leur projet, déjoué par la vigilance de nos autorités et par nos populations, tant chrétiennes que musulmanes, dont les premières, par leur conduite loyale, et les secondes, par leur esprit de patriotisme, ont conservé la tranquillité de leur pays et la fraternité qui existe entre elles.

Le gouvernement impérial, qui fait tous ses efforts pour répandre parmi toutes les populations de la Turquie l'esprit de fraternité et de concorde, ne peut voir, en vérité, d'un œil indifférent, que l'on conspire contre l'œuvre qu'il poursuit avec tant de persévérance. C'est à ce titre qu'il a dû rechercher sérieusement les moyens de couper le mal dans sa racine.

Vous savez, monsieur, que ce n'est pas pour la première fois que de tels faits se produisent sur les bords du Danube. L'année passée, des bandes semblables, ayant leur centre d'action en Valachie, sont venues faire le même essai sur la rive droite du Danube, et il y a à peine six mois qu'on nous signalait de nouveaux préparatifs de ce genre.

Les assurances formelles et les dénégations absolues, émanées du gouvernement des Principautés-Unies, n'ont pas fait que la chose ne se réalisât tôt ou tard. Nos renseignements nous autorisent même à croire que c'est au vu et au su des autorités princières que les bandes dont il s'agit ont été organisées et qu'elles ont passé le Danube. Toutes ces circonstances sont combinées de manière à inspirer des doutes sérieux au gouvernement impérial, et tout esprit impartial reconnaîtra qu'il ne lui est plus permis de se reposer sur les assurances données encore en dernier lieu par le gouvernement princier, qui vient aussi d'ouvrir une enquête pour découvrir les coupables.

Notre loyauté et la pleine confiance que nous avons dans l'équité des puissances garantes nous font un devoir de leur dévoiler notre impression. Ces mêmes puissances, qui ont garanti les institutions des Principautés-Unies, ont compris dans cette garantie les rapports des Principautés avec la Cour suzeraine. Personne mieux qu'elles ne peut être juge de la situation qui résulte de cet état de choses, qui affecte si sérieusement les rapports dont il s'agit, et qu'il est d'un intérêt commun de préserver de toute atteinte. S'il était prouvé que nos doutes ne sont pas fondés, nous serions les premiers à nous en féliciter; mais pour que cette preuve soit de nature à les dissiper, il faut qu'elle résulte d'un examen offrant toutes les conditions voulues d'impartialité.

Les traités nous donneraient le droit de demander à faire un examen collectif avec les puissances garantes; mais notre confiance dans ces puissances nous dispense d'insister pour notre coopération. Ce que nous leur demandons, c'est de faire cet examen par leurs agents dans les Principautés-Unies. Si le résultat vient malheureusement confirmer les doutes que le gouvernement impérial a pu concevoir, nous nous unirons aux puissances pour faire entendre au gouvernement princier un langage ferme et de nature à l'amener à la juste appréciation de sa position vis-à-vis de la Cour suzeraine. Si, comme nous le souhaitons, et comme je le disais plus haut, nos doutes ne sont point justifiés, les puissances auront écarté tout ce qui tendrait à influencer nos rapports avec les Principautés-Unies dans un sens qui ne se concilierait pas avec les sentiments dont le gouvernement impérial est animé et dont il ne voudrait pas se départir.

Dans tous les cas, le résultat, quel qu'il fût, serait une nouvelle preuve de la sollicitude des puissances garantes et aurait un effet tel qu'on doit le désirer, aussi bien dans l'intérêt des Principautés-Unies

que dans celui de la Sublime-Porte.

Nous faisons cet appel à la loyauté des puissances garantes, et nous sommes sûrs d'avance qu'elles voudront bien y répondre dans leur bienveillante sollicitude.

C'est dans cette conviction que je vous prie d'agréer, etc.

Signė: FUAD.

AUTRICHE.

Discours prononcé par le baron de Beust dans le banquet final du tir fédéral allemand, à Vienne, le 7 août 1868.

Messieurs,

L'accueil chaleureux dont j'ai été l'objet hier en venant au milieu de vous m'a poussé à me rendre à l'aimable invitation qui m'a été faite de prendre part au banquet d'aujourd'hui. Je peux au moins vous exprimer mes vifs remerciments et vous dire combien je me sens à l'aise au milieu de vous. Ce qu'a dit mon honorable prédécesseur à la tribune m'impose de nouveaux devoirs de reconnaissance, et je ne crois pas mieux le prouver qu'en vous disant que je vois dans chaque manifestation de la confiance publique une marque honorable d'approbation non-seulement pour le passé, mais aussi une marque d'encouragement pour l'avenir. Je crois, en parlant ainsi, être aussi l'interprète des membres absents du gouvernement.

Messieurs, la fête célébrée dans cette enceinte a été à la fois belle et imposante. Quoique avancé en âge, je suis accessible à l'enthousiasme pour le passé comme pour l'avenir. Mais ma position veut que partout la voix calmante de l'expérience commande à mes sentiments. C'est cette voix qui me conseille aujourd'hui encore, et pourtant, je l'espère, on connaîtra par mes paroles que si je suis devenu un bon Autrichien, je suis resté néanmoins un bon Allemand. (Applaudissements enthousiastes.)

Je viens de quitter les vallées magnifiques de nos Alpes. Là, au milieu de montagnes gigantesques, tombe un torrent qui roule avec fracas sur leurs flancs escarpés. De même que le voyageur solitaire croit entendre des sons mélodieux sortir de ce tumulte des eaux, j'ai cru aussi, à la nouvelle de l'agitation joyeuse qui se produisait à Vienne.

distinguer travers le bruit des flots le retentissement de l'enthousiasme. J'allai alors dans la vallée, et je vis ces flots, dont l'emportement venait frapper mes oreilles d'un grondement semblable au bruit du tonnerre, suivre leur cours irrésistiblement, mais régulièrement, et en présentant une eau limpide. (Vifs applaudissements.)

Je pensai alors, messieurs, qu'il en sera de même de l'esprit du peuple, et qu'après s'être fait entendre bruyamment au moment de l'enthousiasme, il entrera dans des voies tranquilles et sûres pour marcher irrésistiblement en avant jusqu'à ce qu'il arrive dans le lit du tleuve large et tranquille qui, lui, sera capable de conduire à bon port la barque de la société. Aussi, messieurs, mon plus vif désir estil que l'enthousiasme provoqué par les fêtes dont Vienne vient d'être le théâtre parvienne dans son cours ultérieur à éviter les écueils de la discorde et de la mésintelligence pour entrer dans le courant tranquille et fort de la paix et de la conciliation. (Applaudissements.)

Messicurs, dans le pays auquel j'appartenais auparavant, j'ai assisté à deux grandes fêtes nationales allemandes. Tout était alors livré au plus noble enthousiasme. Une année s'était à peine écoulée qu'éclatait dans toute son horreur la guerre civile. On m'objectera que la nation allemande était unie, mais que ses princes ne l'étaient pas; que ce furent ses gouvernements qui se brouillèrent et poussèrent les peuples dans cette lutte sanglante. Quelle grande erreur! De nos jours on ne fait plus de guerre de cabinets. (Applaudissements enthousiastes.)

Quiconque prétend cela peut également prétendre que, par la raison que les orages éclatent d'en haut, ils se forment dans les régions supérieures de l'atmosphère et ne sont pas dus aux évaporations qui s'élèvent du sol. (Bravo, très-bien!) Le peuple allemand n'était pas uni. Tout le monde voulait une Allemagne unie, puissante, libre; mais comment y arriver? Les avis étaient partagés à cet égard au Nord et au Midi. Mais comme malheureusement les points de vue où se placent les partis sont invariables, et comme les tendances médiatrices ne sont pas, la plupart du temps, à l'ordre du jour, un choc violent s'est produit.

Que ces expériences douloureuses ne soient pas perdues! Les mots d'ordre et les programmes, quelque conformes qu'ils soient aux tendances de l'esprit public, ne sont pas suffisants pour conduire seuls au bien commun, et il est rare qu'ils tendent d'une manière puissante vers ce bien. Des pensées justes et équitables, des actions résolues et honorables, voilà ce qui réconcilie les partis et rapproche les peuples. (Bravo!) Aujourd'hui la politique de l'Autriche ne tend plus à s'imposer dans les affaires de l'Allemagne, et dans cet empire les esprits ne sont pas remplis d'idées de vengeance; mais il n'y a pas de traité qui

puisse empêcher l'Autriche de conquérir par ses actes et sa ligne de conduite le respect, la confiance et la sympathie.

Le libre développement de toutes nos forces intellectuelles et matérielles, que ni le dépit de nos ennemis, ni l'anxiété de ceux de nos amis qui voient tout en noir, ne peuvent dérober au grand jour, n'est pas une action diplomatique que l'on puisse soupçonner d'intrigue, mais le travail d'un homme consciencieux qui acquiert par là un titre à la confiance. Que l'on veuille bien ne pas interrompre notre travail, mais plutôt le faciliter par le témoignage d'une sympathie publique et honorable, pareille à celle que de loin et de près nous ont témoignée, d'une façon si inattendue et si bienfaisante, nos camarades de la fête du tir, sympathie pour laquelle nous ne nous lasserons de les remercier, et que l'Allemagne n'aura jamais à regretter. (Approbation.)

Maintenant, messieurs, permettez-moi d'achever ma pensée en vous adressant encore quelques mots, non comme un Allemand, mais comme un véritable Autrichien. Le sentiment qui rattache l'Autriche à l'Allemagne est un fait admis par tous les partis de l'Allemagne, et, j'oserai aussi l'affirmer, par toutes les nationalités de la monarchie autrichienne. (Adhésion.) Mais, messieurs, si vous voulez que l'élément allemand en Autriche soit le soutien de cette pensée, alors il ne faut pas le séparer des autres races qui appartiennent à l'empire au même titre, en vertu de la même fidélité et des mêmes preuves de vaillance et de dévouement. (Approbation.)

L'union et la concorde de tous les peuples soumis au sceptre de notre auguste empereur représentent la seule garantie de l'accomplissement de la mission civilisatrice de l'Autriche, mission qui est autant dans l'intérêt de l'Allemagne que dans l'intérêt de l'Autriche. J'adresse donc mon toast à la paix, à la civilisation, ainsi qu'aux promoteurs du progrès régulier, aux gardiens de la saine liberté, à ceux qui sont le soutien d'un ordre sûr et durable.

Que ceux-là vivent!

F. AMYOT.

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

1868

II PREMIÈRE PARTIE.

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES, ETC.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE. — SUISSE.

Convention pour l'amélioration de l'échange postal, en date de Berne, le 11 octobre 1867.

Le Conseil fédéral suisse, représenté par M. le Dr Jacques Dubs, vice-président du Conseil fédéral et chef du département des postes de la Confédération, et le département des postes des États-Unis d'Amérique, représenté par son Commissaire spécial, John A. Kasson, esquire, ont arrêté les articles suivants, sous réserve de ratification des autorités respectives des deux pays contractants:

Art. 1er. Il se fera un échange de correspondances entre les États-Unis d'Amérique et la Confédération suisse au moyen de leur département des postes respectif, et ces correspondances comprendront :

ARCH. DIPL. 1868 - IV

1° Les lettres ordinaires et les lettres recommandées.

2° Les journaux, livres, imprimés de toute nature (comprenant les cartes, plans, gravures, dessins, photographies, lithographies et toutes autres productions de ce genre par procédés mécaniques, cahiers de musique, etc.) et les échantillons de marchandises, y compris les graines et semences. — Ces correspondances pourront être échangées, soit qu'elles proviennent de chacun des pays susdits et qu'elles soient destinées à l'autre pays, soit qu'elles proviennent de ou soient destinées à des pays étrangers pour lesquels l'un ou l'autre pays sert d'intermédiaire.

Art. 2. Les bureaux chargés de l'échange des dépêches seront : Pour les États-Unis :

New-York.

Pour la Confédération suisse :

a. Bâle, et

b. Genève, quand l'Administration suisse le trouvera convenable.

Les deux Administrations, si elles le jugent convenable, pourront en temps et lieu désigner un plus grand nombre de bureaux d'échange.

Art. 3. Il est admis en principe que chaque Administration organisera elle-même l'expédition de ses dépêches pour l'autre Administration, par des lignes de correspondance régulières, et payera elle-même les frais des transports intermédiaires qui en résulteront. Il est également admis que celles des deux Administrations qui aura obtenu des Administrations intermédiaires les conditions pécuniaires les plus favorables pour le transport sur l'océan international et du transit territorial des dépêches closes entre les frontières des deux pays, pourvoira à ce transport et transit dans les deux directions et en avancera les frais. Toute somme avancée de cette manière par l'un pour le compte de l'autre sera remboursée le plus promptement possible.

Art. 4. La limite de poids pour le prix simple du port international et la règle de progression sera :

1º Pour les lettres, de 15 grammes.

2º Pour toutes les autres correspondances, mentionnées dans le second paragraphe du premier article, la limite que l'Administration expéditrice adoptera pour les dépêches qu'elle expédie à l'autre, adaptée aux convenances et usages de son administration intérieure.

Chaque Administration informera l'autre de la limite de poids qu'elle aura adoptée et de tous les changements subséquents qu'elle pourrait y introduire. La règle de progression sera toujours un port simple pour chaque nouvelle progression du poids maximal, ou fraction de celui-ci. Le poids déclaré par l'Administration expéditrice sera toujours accepté, sauf dans les cas d'erreur manifeste.

Art. 5. Le prix simple du port des correspondances directes échangées entre les deux Administrations, sous la réserve mentionnée dans l'article 7, sera fixé comme suit :

1º Pour les lettres originaires des États-Unis, à 15 cents.

2° Pour les lettres originaires de la Confédération suisse, à 80 centimes.

3º Pour toutes les autres correspondances mentionnées dans le second paragraphe de l'article, le prix sera, pour les correspondances expédiées, celui que l'Administration expéditrice adoptera, adapté à la convenance et aux usages de son Administration intérieure. Cependant chaque Administration informera l'autre du prix qu'elle aura adopté et de tous les changements subséquents qu'elle lui fera subir-

Art. 6. Le payement d'avance du port des lettres ordinaires sera facultatif, et soumis aux conditions mentionnées dans l'article 7; mais pour les lettres recommandées et pour toutes les autres correspondances mentionnées dans le paragraphe 2 de l'article 1, il sera obligatoire.

Art. 7. Si cependant le port d'une correspondance quelconque était affranchi d'une manière insuffisante, cette correspondance n'en sera pas moins acheminée à sa destination, grevée de la taxe manquante pour l'affranchissement complet et que l'on arrondira par 1 cent ou par 5 centimes.

Sur toute lettre non affranchie ou insuffisamment affranchie, ou sur toute autre correspondance insuffisamment affranchie, il sera prélevé, lors de sa délivrance, une amende qui ne dépassera pas 5 cents dans les États-Unis, et 25 centimes en Suisse. Cette amende, ainsi que la différence de port pour toutes les correspondances autres que les lettres, ne sera pas portée en compte entre les deux Administrations, mais sera gardée par l'Administration qui la percevra.

Art. 8. Les correspondances recommandées seront soumises, outre le port, à un droit d'inscription qui ne dépassera pas 10 cents dans les États-Unis et 50 centimes en Suisse, et ce droit devra toujours être payé d'avance.

Art. 9. Toute correspondance pourra être recommandée, aussi bien une correspondance internationale qu'une correspondance originaire ou à destination d'autres pays auxquels les deux Administrations contractantes peuvent respectivement servir d'intermédiaire dans l'une et l'autre direction, pour la transmission des articles recommandés dont il s'agit. Chacun des départements désignera à l'autre les pays auxquels il peut ainsi servir d'intermédiaire.

Art. 10. Les comptes entre les deux Administrations seront réglés sur les bases suivantes :

De la somme totale des ports et des droits de recommandation per-

çus sur les lettres par chaque Administration, ajoutée au montant total des ports payés d'avance et des droits d'enregistrement concernant les autres correspondances qu'elle aura expédiées, l'Administration expéditrice déduira la somme demandée, selon le prix convenu, pour les frais du transit intermédiaire entre les frontières des deux pays, et les montants des deux sommes nettes seront répartis entre les deux Administrations dans la proportion des trois cinquièmes (3/5) pour l'Administration des États-Unis et de deux cinquièmes (2/5) pour l'Administration suisse.

- Art. 11. Les correspondances mentionnées dans le paragraphe 2 de l'article 1 seront expédiées aux conditions à fixer par l'Administration expéditrice; cependant en admettant toujours les conditions suivantes:
- 1º Aucun envoi ne devra contenir un objet fermé de manière à ne pouvoir être vérifié, ni aucune communication écrite de quelque nature qu'elle soit, à l'exception de l'indication de celui à qui et de celui par qui l'envoi est expédié; et les numéros et prix fixés aux échantillons de marchandises.
- 2º Aucun envoi ne devra avoir plus de deux pieds américains de longueur, ou un pied dans les autres dimensions, soit le volume équivalent en mesure suisse.
- 3° Aucune des deux Administrations ne sera tenue de délivrer un article dont l'importation pourrait être prohibée par les lois ou règlements du pays de destination.
- 4º Aussi longtemps qu'un droit de douane pourra être prélevé sur les articles échangés dans les dépêches, ce droit sera prélevé au bénéfice de la douane.
- 5° Excepté les cas mentionnés ci-dessus, aucun droit quelconque, autre que ceux expressément prévus par la présente, ne devra être prélevé ou perçu sur les correspondances échangées.
- Art. 12. Les deux Administrations établiront d'un commun accord et conformément aux arrangements actuellement en vigueur, les conditions auxquelles les deux Offices pourront échanger réciproquement à découvert les correspondances originaires ou à destination d'États tiers pour lesquets ils pourront servir d'intermédiaire. Il est toutefois entendu que ces correspondances ne seront chargées que de la taxe applicable aux échanges internationaux, plus les taxes et droits dus dans le parcours étranger.
- Art. 13. Chaque Administration accorde à l'autre Administration le droit du transit des dépêches closes échangées, dans les deux directions, entre l'un de ces deux Offices et les pays pour lesquels l'autre Office pourra servir d'intermédiaire. Ces dépêches seront transportées par les services ordinaires de chaque Administration, par terre et par mer.

Ce transit sera réciproquement exempt de tout droit, pour ce qui concerne le propre territoire de l'Administration qui l'effectue.

Quant au transit par mer, l'Administration des États-Unis percevra les droits suivants :

- 1º Pour le transit par l'océan Atlantique :
 - a. pour les lettres : 8 cents par port simple;
 - b. pour les autres correspondances : 12 cents par kilogramme, poids net.
- 2º Pour le transit par l'océan Pacifique :
 - a. pour les lettres : 10 cents par port simple;
 - b. pour les autres correspondances : 20 cents par kilogramme, poids net.

Pour le transit par mer, l'Office suisse percevra les droits suivants : Pour le transit par l'océan Atlantique :

- a. pour les lettres: 8 cents par port simple;
- b. pour les autres correspondances : 12 cents par kilogramme, poids net.

Quant au transit par le territoire intermédiaire, chaque Administration recevra le montant qu'elle déboursera pour ce transit.

Art. 14. Les comptes résultant des échanges postaux entre les deux Administrations seront établis trimestriellement; ils seront transmis et vérifiés aussi vite que possible; le solde sera payé à l'Administration créditrice, soit par lettre de change sur Londres ou Paris, soit auprès de l'Administration débitrice, suivant que l'Administration créditrice le désirera. L'échelle de la réduction des monnaies des deux pays sera fixée d'un commun accord entre les deux Administrations.

Art. 15. Si dans un port quelconque des deux pays une dépêche close est transférée d'un vaisseau à un autre sans frais à l'Office du pays pour lequel la transmission est faite, ce transfert ne donnera lieu à aucune taxe, d'un Office à l'autre.

Art. 16. Les communications officielles entre les deux Administrations postales ne donneront lieu à aucun décompte, ni d'un côté ni de l'autre.

Art. 17. Les lettres mal dirigées, les lettres mal adressées et celles qui, pour un motif quelconque, n'ont pas pu être remises à leurs destinataires, seront retournées à l'Office expéditeur à ses propres frais s'il y en a. Il en sera de même des lettres enregistrées qui, pour un motif quelconque, n'auront pas pu être remises à leurs destinataires. Toutes les autres correspondances non distribuables resteront à la disposition de l'Administration réceptionnaire.

Toutes les taxes dont l'Office destinataire aura été débité pour les correspondances retournées seront biffées dans le compte.

Art. 18. Les deux Administrations fixeront d'un commun accord les

dispositions de détail pour la mise à exécution des présents articles; ces dispositions pourront être modifiées, de la même manière, aussitôt que les besoins du service le réclameront.

Art. 19. La présente Convention sera mise à exécution à un terme à fixer d'un commun accord par les deux Administrations et restera en vigueur aussi longtemps que les deux Administrations le désireront; elle cessera de deptoyer ses effets un an à partir de la date à laquelle l'une des deux Administrations aura notifié à l'autre le désir de la supprimer.

Fait et signé à Berne, le 11 du mois d'octobre 1867.

(L. S.) Signé: Dr J. Dubs. (L. S.) Signé: John A. Kasson, sp. Com^r. esc.

CONFÉDÉRATION DE L'ALLEMAGNE DU NORD. — BAVIÈRE. — WURTEMBERG. — BADE.

Traité postal signé à Berlin le 23 novembre 1867,

S. M. le Roi de Prusse, au nom de la Confédération de l'Allemagne du Nord, S. M. le Roi de Bavière, S. M. le Roi de Wurtemberg, S. A. le Grand-Duc de Bade, animés du désir, en présence des changements survenus dans l'organisation intérieure de la Confédération, de régler sur un pied nouveau les relations postales mutuelles et en même temps d'apporter de larges améliorations dans le trafic postal allemand, ont résolu de conclure à cet effet un traité postal, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir:

S. M. le Roi de Prusse :

Son Directeur général des postes Richard de Philipsborn, Son Conseiller supérieur intime des postes Henri Stéphan, Et son Conseiller intime des postes Adolphe Heldberg.

S. M. le Roi de Bavière:

Son Conseiller ministériel Michel de Suttner, Et son Conseiller de la Direction générale Joseph Baumann.

S. M. le Roi de Wurtemberg:

Son Chambellan, Envoyé extraordinaire et Ministre plémipotentiaire

à la Cour de Prusse, le Conseiller intime de légation Baron Charles de Spitzemberg,

Et son Conseiller des postes Auguste Hofacker.

S. A. R. le Grand-Duc de Bade:

Son Directeur des postes Grand-Ducales le Conseiller intime Hermann Zimmer.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

PORTÉE DU TRAITÉ.

Art. 1er. Les dispositions du présent traité de poste s'étendent :

- a) Aux envois de la poste aux lettres et des messageries échangés réciproquement entre deux ou plusieurs des hautes parties contractantes, échange réciproque.
- b) Aux envois de la poste aux lettres ou des messageries échangés entre les pays contractants et des États étrangers ou entre États étrangers, pourvu toutefois que, dans ce cas, les territoires d'au moins deux des hautes parties contractantes soient empruntés, service international et transit.

Le trafic postal avec l'Empire d'Autriche et avec le Grand-Duché de Luxembourg est considéré comme rentrant dans la première catégorie.

Les règlements sur le service intérieur de la poste aux lettres et des messageries sont arrêtés par chacune des parties contractantes.

Échange des articles de poste.

Art. 2. Il y aura entre les administrations des postes des hautes parties contractantes un échange régulier des objets transportés par la poste aux lettres rentrant dans les deux catégories précédentes.

Les administrations s'engagent mutuellement à expédier de la façon la plus prompte les lettres ou paquets qui leur seront remis. On devra particulièrement, pour les envois de la poste aux lettres, employer les voies les plus rapides.

Les hautes parties contractantes veilleront à ce que les administrations postales aient à leur libre disposition tant que possible les chemins de fer, les bateaux à vapeur et autres moyens de transport, pour tous les envois de poste. Les administrations postales intéressées se réservent de prendre les mesures nécessaires pour désigner les bureaux de poste ordinaires et bureaux de poste de chemins de fer, suivant les besoins variables du service entre lesquels il conviendra d'établir des échanges réguliers de dépêches closes.

Droit de transit.

Art. 3. Chaque administration a le droit d'expédier la correspondance à destination du territoire d'une des parties contractantes à travers le territoire d'une autre administration, en paquets fermés ou sacs à lettres et à messagerie, et même pour de courtes distances, à la pièce. Le même droit est réciproquement accordé pour la correspondance en transit dans le cas où les objets à transporter, d'origine étrangère, ont encore, avant d'arriver à leur destination, à passer par les territoires intermédiaires des parties contractantes.

Le transit à travers les territoires frontière est réglé d'après les clauses de l'article 54.

Suppression des droits de transit.

Art. 4. Les administrations des territoires au travers desquels a lieu l'expédition des correspondances en dépêches closes ou à découvert, n'ont aucun droit à prélever et doivent au contraire mettre, réciproquement, à la disposition gratuite de toutes les parties contractantes les routes de leur réseau postal pour le susdit transit, lorsqu'il ne s'agira que d'articles de correspondance. Cette disposition s'applique également en transit des correspondances provenant de l'un des territoires des hautes parties contractantes.

Cependant, si dans des cas particuliers l'acheminement des correspondances provenant d'une administration, occasionnait à une autre administration sur son territoire, des frais spéciaux, ces dépenses seront, sur production des pièces à l'appui et sur avis préalable, inscrites à la charge de l'administration qui a profité du transport. Cet avis devra, lorsqu'il s'agit d'installations spéciales et prolongées faites dans ce but, être notifié à l'administration intéressée autant que possible avant l'exécution. Sous la même réserve d'indemnité, il sera donné suite à la demande d'une administration tendant à l'établissement d'une voie postale pour l'expédition de ses correspondances sur le territoire d'une autre administration.

Remise des transports de poste aux frontières.

Art. 5. Relativement aux mesures à prendre au sujet de l'expédition des objets à transmettre par la poste sur les territoires fron-

tière respectifs, et pour le cas où l'organisation existante ou des circonstances locales ne s'y opposent pas, on devra partir en général de ce principe, que chaque administration aura à veiller au transport de tous les articles de poste depuis son territoire jusqu'au bureau de poste frontière du territoire voisin.

Chaque bureau de poste percevra le prix des places payé par les voyageurs et le produit des surtaxes, si les frais de transport sont à sa charge. Il fixe le prix des places d'après son propre tarif et détermine le poids des bagages non soumis aux droits pour l'étendue de son parcours.

Quant à l'expédition des articles de poste par chemins de fer sur les frontières, on s'en référera aux stipulations des traités internationaux, et aux arrangements spéciaux en vigueur.

Mesure des distances.

Art. 6. Les distances à parcourir sur les différents territoires postaux sont calculées d'après l'unité du mille géographique dont 15 à 1 degré de l'équateur.

Afin de fixer les distances devant servir de base au tarif, tout le territoire postal des quatre parties contractantes est divisé en carrés de taxe de deux milles géographiques de longueur et de largeur. La distance directe entre le point de croisement diagonal de l'un des carrés, et le point de croisement dans l'autre carré, représente l'échelle de distance servant de base à la taxe des correspondances échangées entre les bureaux de poste d'un carré à l'autre. Les stations postales coupées par les côtés du carré sont attribuées au carré voisin de l'est, du sud ou du sud-est.

Les fractions de milles n'entrent pas en compte.

Poids.

Art. 7. Jusqu'à ce qu'il en soit décidé autrement, il sera fait usage pour la fixation des poids dans le service postal, comme unité de poids. de la livre douanière avec sa division en 30 onces et la subdivision de l'once en dixièmes.

Art. 8. La taxation, le remboursement et le décompte se feront :

a) Pour la poste aux lettres :

En ce qui touche l'échange réciproque sur les territoires où sont appliqués des systèmes monétaires différents, en prenant pour base le thaler divisé en 30 silbergros, et ce dernier divisé en 12 pfennigs.

Relativement à l'échange réciproque sur les territoires où le système monétaire de l'Allemagne du Sud est seul usité, d'après ce système.

b) Pour les messageries :

En monnaie du pays auquel appartiennent les administrations pos-

tales qui ont à encaisser les ports ou taxes.

Le payement des sommes dues d'après les comptes établis tous les trois mois entre les administrations postales, est effectué dans la monnaie du pays dont relève l'administration postale qui a à recevoir ce payement.

Nature et traitement des objets à transporter par la poste.

Art. 9. Relativement à la forme et au volume ainsi qu'au traitement des envois par la poste à remettre, à recevoir ou à expédier plus loin, seront considérés comme applicables les règlements ou instructions concertés entre les administrations postales, et subsidiairement les stipulations des Traités conclus avec des États étrangers.

Lorsqu'il n'y a pas de prescriptions particulières dans ces règlements, instructions et traités, les instructions données par les différentes administrations postales relativement au trafic intérieur con-

tinuent à être observées.

Division des objets à transporter par la poste.

Art. 10. Rentrent dans le service de la poste aux lettres :

Les lettres sans valeur déclarée;

Les imprimés;

Les échantillons de marchandises;

Les mandats sur la poste et

Les journaux.

Le poids des lettres, imprimés et échantillons ne pourra dépasser 15 onces (250 grammes). Pour les objets francs de port et les envois de l'étranger, les dispositions des articles 26 et 50 sont applicables.

Au service des messageries appartiennent:

Les paquets avec ou sans déclaration de valeur;

Les lettres avec déclaration de valeur;

Les lettres avec des avances de la poste.

11

POSTE AUX LETTRES.

Port.

Art. 11. Le port des lettres pour toutes les distances dans l'échange réciproque est fixé:

- a) Pour la lettre ordinaire affranchie ne dépassant pas le poids d'une once: 1 silbergros ou dans les territoires où est établi le système monétaire du florin, 3 kreuzers; la lettre dépassant ce poids, 2 silbergros ou 7 kreuzers;
- b) Pour la lettre ordinaire non affranchie ne dépassant pas une once : 2 silbergros ou 7 kreuzers; pour une lettre un poids plus élevé : 3 silbergros ou 11 kreuzers.

Timbres-poste et enveloppes timbrées.

Art. 12. Les bureaux de poste, après entente spéciale entre les différentes administrations postales, doivent tenir et mettre à la disposition du public des timbres-poste qu'ils sont tenus de lui céder au prix indiqué par le timbre d'affranchissement.

Les administrations postales peuvent, si elles le jugent utile, autoriser les bureaux de poste à vendre des enveloppes timbrées et à prélever, outre le prix du timbre d'affranchissement, une indemnité correspondante aux frais de revient.

Affranchissement insuffisant.

Art. 13. Les lettres insuffisamment affranchies au moyen de timbres-poste ou d'enveloppes timbrées, sont soumises à la taxe des lettres non affranchies, en tenant compte toutefois de la valeur des timbres ou des enveloppes employés.

Le refus de payer le surcroît du port équivaut à un refus de recevoir la lettre.

Affranchissement au moyen de timbres ou d'enveloppes d'une autre administration.

Art. 14. D'autres timbres ou enveloppes d'affranchissement que ceux du territoire de l'union postale sur lequel a lieu la remise des objets à affranchir, n'ont pas de valeur. Les envois munis de timbres ou enveloppes d'un autre territoire postal et remis à la poste, sont considérés comme non affranchis, et les timbres ou enveloppes regardés comme non valables.

Si des envois de ce genre, faisant partie de l'échange réciproque, sont destinés au territoire auquel appartiennent les timbres ou enveloppes, le bureau de poste n'aura à réclamer du destinataire que le port de la lettre ou de l'envoi, qui resterait encore à payer, déduction faite de la valeur des timbres ou de l'enveloppe, ou bien rembourser d'une autre façon au destinataire la valeur des timbres irrégulièrement employés.

Imprimés.

Art. 15. Dans le cas où les imprimés sont affranchis, et que d'après leur nature, ils rentrent dans les conditions réglementaires, ils acquittent, sans égard pour sa distance, une taxe unique de 1/3 de silbergros ou 1 kreuzer par poids de 2 1/2 onces ou fraction de ce poids.

Pour les imprimés remis à la poste non affranchis ou insuffisamment affranchis, ou qui ne rentrent pas dans les conditions réglementaires, mais qui seraient d'ailleurs susceptibles d'être expédiés par la poste aux lettres, on appliquera la taxe afférente aux lettres non affranchies, en tenant compte toutefois de la valeur des timbres employés.

Quant à ce qui concerne l'interprétation des prescriptions réglementaires sur les imprimés, toutes les fois qu'il ne s'agit pas d'un malentendu évident, le bureau de poste où ils sont remis sera toujours appelé à décider.

Échantillons de marchandises.

Art. 16. Les prescriptions de l'article 15 qui précède s'appliquent également aux échantillons expédiés par la poste.

Si dans le même paquet on transporte des échantillons et des imprimés, on prélèvera la taxe fixée par l'article 15, qui est calculée sur le poids total du paquet.

Recommandation.

Art. 17. La recommandation est admise pour les lettres, les imprimés et échantillons de marchandises, moyennant le payement en sus du port, d'un droit de 2 silbergros ou 7 kreuzers. Ce droit se paye toujours en même temps que le port. L'expéditeur pourra, sur sa demande, obtenir, par l'intermédiaire du bureau de poste, un récépissé du destinataire (récépissé de retour). La poste prélèvera pour ce récépissé un droit de 2 silbergros ou 7 kreuzers, que l'expéditeur aura à acquitter au moment de l'envoi.

Indemnité pour les envois recommandés.

Art. 18. En cas de perte d'un envoi recommandé il est payé à l'expéditeur une indemnité de 14 thalers ou 24 1/2 florins : les cas de négligence de l'envoyeur, de guerre, de force majeure exceptés.

La poste n'accorde point d'indemnité pour la détérioration d'un

envoi recommandé, ni pour le dommage occasionné par le retard d'un envoi recommandé.

Les envois remis à la poste pour être expédiés par voie d'estafette, sont, au point de vue de l'indemnité, assimilés aux envois recommandés.

L'indemnité sera payée par l'administration postale de laquelle relève le bureau expéditeur.

Le droit à indemnité se prescrit au bout de six mois, à partir du jour de la livraison.

La prescription est interrompue par une réclamation adressée à l'administration postale à laquelle appartient le bureau où l'envoi a été remis. Si la réclamation n'est pas admise, un nouveau délai de prescription de six mois courra à partir du rejet de la demande, mais alors la prescription ne pourra pas être interrompue par une seconde réclamation contre cette décision.

Le droit à l'indemnité peut aussi être réclamé par le destinataire dans le cas où l'expéditeur est inconnu, ou dans le cas où il abandonne ce droit au destinataire.

Lorsqu'une administration postale a accordé à l'expéditeur une indemnité pour un envoi recommandé et que l'enquête aurait établi qu'il n'a pas été perdu dans son district, elle devra être immédiatement remboursée par l'administration qui a reçu livraison de l'envoi. Cette dernière administration peut, de la même manière, exercer son recours contre l'administration suivante. En dernier lieu, c'est l'administration qui ne peut prouver ni l'expédition ni la livraison à une autre administration, qui devra supporter le dommage.

En ce qui concerne la perte d'un envoi recommandé renfermé dans un paquet de lettres en transit, l'administration chargée du transit n'est responsable de l'envoi que dans le cas où tout le paquet de dépêches a été perdu dans le trajet sur le territoire du transit, ou lorsqu'il est prouvé que l'envoi recommandé a été perdu pendant le trajet sur le territoire du transit.

Lorsque la perte d'envois recommandés provient du fait d'un office étranger, les administrations postales des hautes parties contractantes ne sont tenues à aucune indemnité, à moins de stipulations spéciales à cet effet. Si néanmoins dans ce cas la remise de l'envoi a été faite dans le ressort d'une administration relevant des hautes parties contractantes et que l'expéditeur veuille faire valoir ses droits contre l'office étranger, l'administration postale qui a directement remis son envoi à l'administration étrangère est tenue de lui prêter son assistance.

Il ne peut être demandé d'indemnité aux administrations postales pour des envois non recommandés.

Mandats sur la poste.

Art. 19. Il peut être effectué par la poste aux lettres dans l'échange réciproque sur les territoires des parties contractantes, des payements jusqu'à concurrence de 50 thalers ou 87 1/2 florins au moyen des mandats de poste.

La taxe pour les payements jusqu'à concurrence de 43 3/4 florins ou 25 thalers est de deux silbergros (25 cent.) ou 7 kreuzers; audessus de 25 à 50 thalers ou de 43 3/4 jusqu'à 87 1/2 florins, de 4 silbergros ou 14 kreuzers. Le coupon attaché à la formule du mandat peut recevoir de la main de l'expéditeur toutes espèces de communications écrites sans qu'il puisse être prélevé un surcroît de taxe.

La taxe doit être payée au bureau qui délivre le mandat.

Sur la demande de l'expéditeur, il peut être donné avis au bureau de poste du lieu de destination par la voie du télégraphe, des sommes versées contre réception de mandats sur la poste afin d'en amener immédiatement le payement. L'expéditeur, dans ce cas, aura à payer outre la taxe du mandat de poste et les frais du télégramme, la taxe pour la remise par exprès de la dépêche depuis le bureau de poste jusqu'à la station du télégraphe, lorsque celle-ci n'est pas dans les bâtiments de la poste. Lorsque le mandat n'est pas adressé poste restante, il ya à prélever pour la remise par exprès du télégramme au destinataire la taxe fixée pour les lettres qui doivent être remises par exprès.

Les sommes versées contre la réception d'un mandat sur la poste, sont garanties de la même manière que les envois de valeurs déclarés. (Art. 48.)

Remise des envois par exprès.

Art. 20. Les objets livrés à la poste aux lettres sur l'adresse desquels l'expéditeur a indiqué par écrit qu'ils doivent être remis par exprès, doivent être aussitôt, après leur arrivée, expédiés au destinataire par exprès.

Il n'est pas exigé de recommandation pour les envois par exprès. Il sera perçu pour les envois postaux par exprès, dans le rayon du district local où se trouve le bureau destinataire, un droit de 2 1/2 silbergros soit 9 kreuzers.

Le payement de cette taxe peut avoir lieu par l'expéditeur ou être laissé à la charge du destinataire.

Pour les envois de poste par exprès dans le rayon rural du district où la lettre est adressée, il est admis comme règle que la taxe d'expédition par exprès doit être payée par le destinataire, selon le tarif établi et usité dans la localité pour les expéditions par exprès.

Dans le cas où l'exprès a à délivrer des sommes pour des mandats de poste, la taxe sera du double de celle fixée pour la remise par exprès des envois ordinaires.

La taxe à acquitter pour l'exprès est toujours encaissée par le bureau de poste du lieu de la destination.

Envois de lettres à faire suivre.

Art. 21. Pour les envois par la poste aux lettres qui doivent être expédiés au destinataire à un autre endroit qu'à celui désigné en premier lieu, il ne sera perçu à la suite de cette seconde expédition aucun nouveau droit.

Lorsque le renvoi a lieu sur le territoire du bureau où la lettre a été remise, le bureau de poste qui fait suivre porte en compte le port des lettres non affranchies dans la même monnaie et au même tarif que ceux de l'administration postale du bureau expéditeur; ensuite cette dernière administration postale prélève le montant du port d'après le tarif établi pour son service.

Les envois recommandés de la poste aux lettres qui sont à faire suivre sont traités dans ce second envoi également comme envois recommandés.

Il n'est pas perçu de nouveau droit de recommandation.

Lorsque des mandats de poste destinés à l'intérieur passent en les faisant suivre, dans l'échange réciproque, ils sont soumis à une taxe supplémentaire dont le montant représente la différence entre le droit établi pour les mandats de l'échange réciproque et ceux destinés à l'intérieur. Ce montant est prélevé comme le port de la lettre au moyen d'une surtaxe.

Rebuts.

Art. 22. Pour les réexpéditions d'envois par la poste qui ne peuvent être remis à destination, il n'est pas prélevé de port particulier. Si ces envois n'étaient pas affranchis, le bureau du poste qui effectue le renvoi porte en compte le port tel qu'il avait été compté pour l'envoi et dans la même espèce de monnaie, ensuite l'administration du territoire où l'envoi avait été mis à la poste prélève le prix du port conformément au tarif établi pour son service.

Perception de la taxe.

Art. 23. Chaque administration postale percevra le port ainsi que la

taxe de recommandation sur toutes les lettres, les imprimés et les échantillons qui sont remis dans ses bureaux.

La taxe prélevée sur les mandats de poste est partagée par parts égales, entre l'administration du territoire où s'effectue la remise et l'administration du territoire de destination. En ce qui touche les mandats de poste à faire suivre rentrant originairement dans l'échange intérieur, la taxe primitive dont ils ont été frappés entre dans le partage.

Les administrations postales des hautes parties contractantes se réservent de régler par un accord ultérieur le mode de perception du port d'après les expériences faites, de façon que chaque administration percevra les ports et affranchissements qui sont prélevés dans ses bureaux.

Avis-Circulaires.

Art. 24. Il sera perçu pour les avis-circulaires expédiés sur la demande par des particuliers un droit de 2 silbergros ou 7 kreuzers par l'administration postale à laquelle ressortit le bureau expéditeur. S'il est prouvé que la réclamation a été provoquée par la faute de la poste, le montant de la taxe sera restitué.

Exclusion de droits supplémentaires.

Art. 25. Indépendamment des taxes et droits établis dans les articles précédents, il ne pourra être perçu d'autres droits, soit pour l'expédition des lettres, imprimés, échantillons de marchandises et mandats de poste dans le district local du bureau de poste, ni pour la livraison de récépissés de livraison ni pour la remise de formulaires de mandats de poste.

Dispositions relatives à la franchise.

Art. 26. La correspondance de tous les membres des familles régnantes dans les territoires des Hautes Parties contractantes est expédiée franche de port sans restriction quant au poids.

De plus seront réciproquement transportées en franchise, jusqu'à concurrence d'une livre inclusivement: les correspondances pour affaires purement administratives échangées entre les autorités de de l'État ou autres autorités publiques d'un territoire postal avec les autorités d'un autre, pourvu qu'elles soient remises sous la forme prescrite pour la franchise dans le pays où elles sont mises à la poste. Jouissent des mêmes droits que les autorités de l'État et autres autorités publiques les fonctionnaires spéciaux qui représentent une de ces autorités.

La correspondance des ambassadeurs avec leurs gouvernements est soumise à la taxe.

Toute la correspondance officielle dans les affaires communes de douanes entre les autorités et fonctionnaires des États de l'union, dans toute l'étendue du Zollverein, est expédiée en franchise; pour jouir de cette franchise, la correspondance en question doit porter extérieurement sur l'enveloppe: Affaire du Zollverein.

Les mandats sur la poste ne jouissent généralement pas de la franchise. Seulement dans les cas où, d'après les prescriptions sur la franchise du port par la voie des messageries (art. 47), il y a lieu d'expédier des envois d'argent francs de port, le payement peut aussi être effectué gratuitement au moyen de mandats sur la poste.

Les envois expédiés en franchise comme correspondance franche de port de la part de l'administration postale du territoire où ils sont mis à la poste, sont distribués à l'endroit de leur destination sans percevoir de taxe.

Distribution de journaux.

Art. 27. Les établissements de poste des hautes parties contractantes se chargent des abonnements et de l'exécution des commandes qui leur sont faites pour des journaux et écrits périodiques, de même que de leur envoi et de leur remise aux abonnés. Il ne sera pas fait de distribution gratuite de numéros spécimen.

Montant de la provision prélevée sur l'abonnement aux journaux.

Art. 28. Le droit sur la distribution des journaux et écrits périodiques est fixé à 25 0/0 du prix de l'abonnement, auquel le bureau de poste expéditeur reçoit le journal ou écrit de l'éditeur (prix net). Pour les journaux qui paraissent moins de quatre fois par mois, la provision n'est que de 12 1/2 0/0 du prix net d'achat. Dans teus les cas le montant doit s'élever au moins à 4 silbergros ou 14 kreuzers par an pour tout journal ou écrit périodique que la poste distribue.

Mode d'encaissement de la provision sur les journaux.

Art. 29. La provision prélevée sur les journaux est partagée par moitié entre le bureau qui reçoit le journal et le bureau de poste qui l'expédie.

Si le montant ne peut être partagé exactement par la fraction de 1/4 de silbergros ou par kreuzers, la plus grande part reste au bureau expéditeur.

Conditions d'abonnement.

Art. 30. Pour les abonnements, les conditions indiquées par l'éditeur doivent être suivies.

Généralement on ne peut s'abonner pour moins de trois mois.

On ne peut s'abonner pour un temps plus long que celui indiqué sur la liste relative au prix des journaux publiés par l'administration postale du territoire où paraît le journal.

Les changements de prix pour l'abonnement suivant, ne seront pris en considération que lorsqu'ils sont annoncés, par l'éditeur au moins quatre semaines avant la nouvelle période d'abonnement, à l'administration postale du lieu où paraît le journal.

Taxe relative à l'expédition des journaux à domicile.

Art. 31. La provision prélevée sur l'abonnement aux journaux conformément à l'article 28, ne comprend pas la taxe à payer pour la livraison à domicile du journal. Les diverses administrations postales détermineront, chacune en ce qui la concerne, le montant de la taxe pour la livraison à domicile.

Envoi des journaux à faire suivre.

Art. 32. Si un abonné demande l'envoi d'un journal à un autre endroit que celui qui a été donné en commandant le journal, il peut, à son choix, s'adresser, à cet effet, à l'administration postale qui a commandé le journal ou à celle de l'endroit où est publié le journal, et les administrations postales intéressées auront à échanger dans ce but les communications nécessaires. Pour faire suivre le journal, le destinataire devra payer jusqu'à la fin de la période d'abonnement, un droit de 10 silbergros ou 35 kreuzers en faveur de l'administration postale, où il avait d'abord commandé le journal, en faveur de l'administration postale qui est chargée de le faire suivre, droit qui sera partagé par parts égales entre ces deux administrations.

Si un journal, par suite de plusieurs changements d'adresse, est expédié d'un territoire sur un autre, il sera perçu, à chaque nouvelle expédition, le droit ci-dessus indiqué. Mais dans le cas où le journal retourne à sa première destination, ce changement d'adresse n'entraîne aucun droit.

Dans le cas où un journal qui n'était pas servi par la poste, mais directement envoyé par l'éditeur, vient à être envoyé par la poste en faisant suivre, l'expéditeur devra payer la provision prélevée sur les journaux transmis par la poste, conformément aux articles 28 et 30. Le partage se fait par moitié d'après l'article 29.

Les exemplaires que les rédactions de journaux s'envoient à titre d'échange, sont traités de la même manière.

Ш

MESSAGERIES.

Fixation du tarif.

Art. 33. Le port des objets ou articles de messageries faisant partie de l'échange réciproque, est calculé d'après la distance en ligne directe entre le point de départ et le lieu de destination, sans tenir compte des frontières des différents territoires et de l'expédition. En ce qui concerne les distances, les prescriptions de l'article 6 sont applicables.

Il est prélevé pour tout article de messageries une taxe au poids et pour les envois avec déclaration de valeur, en outre un droit d'assurance.

Relativement aux envois pour lesquels la poste doit effectuer des avances, il sera payé, outre le droit de port et le droit éventuel d'assurance, un droit d'avance.

Les envois peuvent être affranchis complétement jusqu'à destination, ou envoyés non affranchis.

Taxe au poids pour les paquets.

Art. 34. La taxation au poids pour les paquets est fixée par livre douanière :

Jusqu'à	. 5	milles		à			2	pfennigs 1.
Au delà de	5	jusqu'à	10	milles			4	_
	10		15					-
- Carrier	15	-	20				. 8	
-	20	-	25				10	
-	25	_	30		1	silbergr.	2	
	30		40	_	1	_	2	
-	40	-	50	-	1	_	4	
-	50	-	60		1		6	
-	60		70	_	1		8	-
	70	-	80		1	-	10	
	80	received.	90	_	2	_	33	
,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,	90		100		2		2	-
	100	_	120		2	- .	4	-
magn.	120		140)	2	-	6	
glades	140		160	_	2		8	
-	160	_	180) —	2		10	_

^{1. 360} pfennigs de Prusse valent 375 centimes.

Ainsi de suite en augmentant de 2 pfennigs par 20 milles de distance.

Les fractions de livre sont comptées pour une livre entière.

Le minimum de la taxe pour un paquet est :

Jusqu'à l	a dis	tance d	le	5	milles	2	silbergr.	ou 7	kreuz.
Au delà d	e 5	milles	jusqu'à.	15		3		- 11	-
							property.	14	
	25	-	-	50		5		18	_
_	50	Special Control Contro				6	_	21	_

Lorsqu'il y a plusieurs paquets sous la même adresse, chaque paquet est taxé à part comme s'il était seul.

Taxe au poids des lettres avec valeurs déclarées ou avances de la part de la poste.

Art. 35. Le port des lettres avec valeurs déclarées, ou des lettres avec avances de la part de la poste, est fixé pour le poids maximum accordé aux lettres (15 onces):

							1/2 silbergr. ou	6	kreuz.
Au delà de	e 5	milles	jusqu'à.	15		2		7	tuation
	15	-	arrested to	25	_	3		11	-
.—	25		-	50		4	-	14	-
	50			30		5		18	*******

Droits d'assurance.

Art. 36. Les droits d'assurance s'élèvent :

	Jusqu'à 50 thalers ou 87 1/2 florins inclusivement.	Au delà de 50 thal, jusqu'à 100 ou au delà de 87 fl.1/2 jusqu'à 175 florins inclusivement.	Pour de plus gran- des sommes, par chaque 100 thalers. ou 175 florins.
Jusqu'à 15 milles Au delà de 15 jusqu'à 50 milles — 50 milles	1/2 silberg. 1 — 2 —	1 silberg. 2 — 3 —	1 silberg. 2 — 3 —

Si la somme déclarée dépasse 1000 thalers ou 1750 florins, on percevra pour le surplus de cette somme la moitié des droits d'assurance ci-dessus.

Si plusieurs envois avec valeur déclarée sont destinés à la même

adresse, on compte les droits d'assurance séparément pour chaque envoi.

Réduction des comptes en chiffres ronds suivant les différents systèmes monétaires.

Art. 37. Les taxes calculées en silbergros, conformément aux dispositions des articles 34 et 36 précedents, seront réduites aussi exactement que possible dans les territoires postaux où le système monétaire du florin est en vigueur, d'après des tableaux qu'on se communiquera réciproquement, en la monnaie du territoire de l'administration postale.

Les fractions de taxe seront élevées jusqu'à un quart de silbergros, ou respectivement à 1 kreuzer.

Avances faites par la poste.

Art. 38. La poste peut faire des avances jusqu'à concurrence de 50 thalers. Lorsqu'il s'agit de frais de transport et déboursés occasionnés par des envois de poste, des avances plus considérables peuvent être faites.

Le payement du montant au lieu d'expédition ne peut généralement être exigé, même lorsqu'il y aurait eu retard dans le renvoi au bureau de poste expéditeur du reçu accompagnant l'objet expédié avant que ce reçu ne soit retourné à la poste avec l'avis que l'envoi a été remis à destination.

En outre de la taxe d'envoi (article 34 et articles 35 et 36), les droits à prélever pour les avances faites par la poste sont fixés: pour chaque thaler ou fraction de thaler à 1/2 silbergros, ou pour chaque florin ou fraction de florin à 1 kreuzer; ce droit ne pourra cependant être inférieur en taxe à 1 silbergros ou 3 kreuzers.

Le payement à l'avance du port et des droits n'est pas exigé; cependant le payement n'en peut être effectué séparément.

Déclarations d'envoi-

Art. 39. Les déclarations accompagnant les envois par messageries ne sont pas soumises à une taxe particulière.

Les administrations postales prendront les mesures nécessaires pour que, dès que les circonstances le permettront, il soit adopté des formules imprimées pour les déclarations d'envoi. Le moment où ces formulaires ou modèles devront être employés, sera déterminé en commun par les administrations postales.

Taxe à payer pour les envois à faire suivre expédiés par les messageries.

Art. 40. Les articles de messagerie à faire suivre ou à retourner, seront traités et taxés comme les envois qui sont remis au lieu de destination, pour être retournés ou les faire suivre respectivement sur le lieu de première expédition ou vers la nouvelle destination.

Lorsqu'il y a lieu de retourner ou de faire suivre un envoi de poste avec avances, la taxe perçue pour les avances ne se paye pas une seconde fois; la même règle s'applique lorsque des envois de ce genre passent de l'échange intérieur dans l'échange réciproque et vice versa.

Droits supplémentaires.

Art. 41. Il ne sera pas établi de droits supplémentaires nouveaux pour l'expédition des envois de messagerie, et dans aucun cas on ne pourra dépasser ceux des tarifs actuels.

Il appartient à chaque administration postale de fixer en ce qui la concerne le taux des droits applicables à la livraison à domicile des envois de messageries.

Remise des envois de messageries par exprès.

- Art. 42. Les envois de messageries pour lesquels l'expéditeur a, par une mention indiquée sur l'adresse, exprimé le désir que la livraison soit faite par exprès, doivent être, dès leur arrivée, remis au destinaire par un messager conformément aux dispositions suivantes.
- 1) Pour les livraisons par exprès dans le district du bureau de poste :

Il est admis comme principe que tous les envois avec valeur déclarée jusqu'à 50 thalers ou 87 1/2 florins inclusivement ou du poids de 5 livres inclusivement, doivent être livrés au domicile du destinataire par l'exprès, à moins que des prescriptions douanières n'y mettent obstacle.

Pour les envois avec valeur déclarée de plus de 50 thalers ou 87 1/2 florins et dépassant le poids de 5 livres, l'obligation de l'administration postale de faire remettre ces envois par exprès au domicile du destinataire, ne s'étend qu'au formulaire de l'accusé de réception ou de la déclaration d'envoi.

La taxe à payer pour l'exprès en ce qui touche les envois des articles de messageries sera, toutes les fois que ces envois sont portés à destination par exprès, du double de la taxe stipulée dans l'article 20 pour la remise par exprès d'objets à transporter par la poste aux lettres

dans le district local de l'administration. Dans les cas, au contraire, où il n'y a que les reçus ou les déclarations d'envoi qui sont portés à destination par exprès, il n'y a à payer que le montant simple des droits d'exprès pour les articles de la poste aux lettres.

2) Pour les livraisons par exprès dans le district rural du bureau de poste :

L'obligation de l'administration postale de faire remettre les envois par exprès, au domicile du destinataire, s'étend au formulaire pour l'accusé de réception ou la déclaration d'envoi.

La taxe est calculée d'après le tarif indiqué dans l'article 20 touchant les envois de la poste aux lettres qui doivent être remis par exprès dans le district rural.

Les droits pour la remise par exprès sont prélevés par le burcau du lieu de destination.

Mode de partage des recettes pour les envois par les messageries.

Art. 43. Les recettes communes provenant du trafic des messageries sont partagées entre les administrations des hautes parties contractantes dans des proportions régulièrement déterminées.

Pour évaluer la part de chaque administration dans les recettes générales, on calculera séparément pour chaque territoire conformément au tarif ci-dessous et en prenant pour base les distances indiquées plus bas, le port, prélevé sur tous les envois de messageries, soumis à la taxe et inscrits sur les registres sous la date d'expédition des 6, 11, 16, 21, 26 et dernier jour des douze mois d'une année.

Le tarif en vigueur pour la perception du port sera aussi appliqué pour cette taxation, mais de manière à ce que la taxe au poids pour les paquets suive une progression égale pour toutes les distances de 5 milles en 5 milles en partant de 2 pfennigs par livre.

Comme échelle de distances, on considérera pour chaque territoire postal, la distance directe depuis le point de départ jusqu'à l'endroit où la ligne frontière est coupée par la route sur laquelle a été expédié l'envoi, et respectivement de ce point jusqu'au lieu de destination.

Les fractions de milles seront dans ce calcul considérées comme milles entiers.

Pour l'évaluation des distances dans plusieurs parties de territoires séparées d'un même district postal, on n'arrondira pas séparément chaque fraction, mais on opérera sur le total seulement.

Si, en mesurant, un lieu désigné sur la carte est touché de telle façon par les divisions de l'instrument servant à mesurer, que la ligne de partage de l'instrument forme une tangente à la partie de circonférence de l'endroit tourné vers le point zéro de la mesure, la distance de cet endroit ne doit plus être calculée d'après l'échelle de milles, représentée par la ligne de partage, mais d'après celle immédiatement supérieure.

Si au contraire le cercle de l'endroit est coupé par une des divisions de l'instrument, de façon que la ligne de partage forme une sécante avec la circonférence de l'endroit, il faut pour déterminer la distance considérer l'échelle de milles, représentée par cette ligne.

Toutes les distances de transit sont comptées au profit de l'administration postale, dans les attributions de laquelle rentre cette partie du territoire.

Peu importe s'il y a ou s'il n'y a pas de bureau de poste sur cette étendue de transit.

Quand, au contraire, la distance sur un territoire (la ligne directe) coupe une enclave appartenant à un autre territoire qui n'a pas été touchée dans le trajet effectif de l'envoi, cette portion traversant l'enclave est considérée comme faisant suite à la distance en question.

Pour les envois qui n'ont été expédiés en franchise que pour une certaine étendue, il ne sera perçu de taxe qu'en faveur des administrations, dans le ressort desquelles ces envois ont été effectivement frappés d'une taxe rentrant dans les recettes communes.

Le droit sur les avances postales est inscrit au profit du bureau de poste qui a fourni l'avance.

Suivant le total des sommes perçues pour le port sur tous les territoires postaux, on établit le chiffre proportionnel qui revient à chaque administration dans les recettes générales des messageries.

Lorsque par suite de traités particuliers le transit à travers le territoire d'une administration, est abandonné sans indemnité, partiellement ou en totalité, à une autre administration, cette circonstance ne change rien aux rapports vis-à-vis de la communauté, tels qu'ils ont été réglés par les dispositions qui précèdent; mais les administrations intéressées devront s'entendre entre elles pour régler cette question.

Les dispositions ci-dessus ne s'appliquent pas au transit d'articles de messagerie qui appartiennent à l'échange intérieur de l'une des hautes parties contractantes; le règlement de cette question est réservé aux administrations intéressées.

Chaque administration a le droit de réclamer une révision du calcul des quote-parts, à moins qu'on ne parvienne au moyen d'une entente entre tous les parties co-contractantes, à satisfaire d'une manière plus prompte les prétentions de l'administration réclamante.

Si celle-ci persiste à d'mander une révision du calcul des quoteparts, les anciennes ne sul sistent que jusqu'à la fin du trimestre, dans le cours duquel cette demande a été communiquée aux autres administrations.

A partir du premier jour du trimestre suivant, seront appliquées les quote-parts qui résulteront, suivant les stipulations qui précèdent, du nouveau calcul auquel il aura été procédé.

Ce calcul s'appliquera à l'année qui commence avec le premier jour de ce trimestre. Jusqu'au moment où les travaux de la Commission de révision seront terminés, on continuera, sauf règlement ultérieur, à partager les recettes des messageries d'après les quote-parts attribuées jusqu'alors à chacune des administrations.

Le résultat de ce calcul des quote-parts restera au moins en vigueur pendant deux ans pendant la durée du traité.

L'établissement des quote-parts est fait dans tous les cas par une commission qui se réunit temporairement à cet effet.

La manière dont elle sera composée, l'époque des réunions, le lieu des séances, la direction, le règlement, etc., etc., de la Commission de révision, seront fixés par les administrations d'un commun accord. Les frais seront supportés dans la proportion des quote-parts que la Commission aura établie.

Décompte.

Art. 44. Chaque administration inscrit sur des tableaux les sommes reçues dans ses bureaux, pour droits de port sur les articles de messageries ou droits d'affranchissement; ces tableaux sont réciproquement soumis à l'examen et à l'approbation des autorités chargées de la comptabilité des administrations postales qui échangent entre elles des correspondances.

Les résultats de ces constatations sont coordonnés par un comité nommé par les autres administrations. Ce comité devra, d'après la proportion des quote-parts établie par la Commission (art. 43), déterminer la part réelle de chaque administration dans l'ensemble des recettes des messageries, et faire le bilan général en communiquant à toutes les administrations les comptes tels qu'ils ont été arrêtés.

Les administrations postales conviendront entre elles des mesures d'exécution pour le mode de décompte, le contrôle des tableaux constatant les recettes, la révision des cartes, etc.

Jusqu'à ce que la nouvelle fixation des quote-parts aura pu être établie, le décompte, pendant l'intervalle à partir du 1^{er} janvier 1868, restera provisoirement réglé d'après la proportion ressortant pour la période triennale de 1863 à 1865, entre le montant de la recette brute perçue par chaque administration et la part dans la recette commune des messageries qui lui est attribuée, et les payements seront réciproquement faits d'après cette proportion sous la réserve d'un règle-

ment définitif à effectuer ultéricurement. Dès que les quote-parts auront été fixées, le décompte définitif sera fait pour l'espace de temps écoulé depuis le 1^{er} janvier 1868. Suivant les résultats de cette liquidation, les balances de compte seront établies en tenant compte des payements effectués pendant l'intervalle.

Décompte relatif aux frais résultant d'envois qui n'ont pu être remis aux destinataires.

Art. 45. L'administration à laquelle out été retournés les envois qui n'ont pu être remis aux destinataires, supporte les frais de pert ou autres déboursés occasionnés pendant le transport. Mais elle perçoit le prix de la vente des objets contenus dans les envois.

Si le prix retiré de la vente ne suffit pas pour couvrir les frais de port et les autres débours, l'administration postale en question est libre de liquider le montant lorsqu'il dépasse 3 thalers ou 5 florins et demi. La liquidation est visée par une autre administration et le montant défalqué de la recette commune des messageries.

Annulation du port pour les envois d'articles de messageries.

Art. 46. Lorsqu'un port a été annulé ou restitué, s'il dépasse 3 thalers ou 5 florins et demi, il est liquidé, et, suivant les cas, remboursé à l'administration intéressée, dans les mêmes conditions que celles fixées par l'art. 45, en ce qui touche les frais non recouvrés sur les envois de messageries, qui n'ont pu être remis aux destinataires.

Si une administration postale est obligée, par disposition légale ou administrative, à supprimer ou à restituer un port, on ne peut lui refuser la constatation de la liquidation.

En cas de perte d'envois de la poste, le port commun acquis ne doit pas être payé par l'administration qui est en faute, mais supprimé et subsidiairement liquidé sous la condition ci-dessus exprimée. Il en est de même pour les envois dont le destinataire refuse de prendre livraison, à cause d'avaries dans le cas où l'administration postale est responsable de ces avaries.

Lorsqu'un envoi vient à être soustrait, l'administration en faute doit répondre de tous les frais de ports ou déboursés ainsi que du montant de l'affranchissement à restituer à l'expéditeur.

Franchise de port pour les envois par messageries.

Art. 47. En ce qui touche la franchise dans le trafic réciproque des messageries, il y a lieu d'appliquer les principes suivants :

1º Relativement aux envois des membres des familles régnantes

transportés par les messageries sur les territoires des hautes parties contractantes, les règles admises jusqu'à ce jour restent en vigueur.

2º Les envois de correspondances ou d'actes relatifs aux affaires qui concernent le service de l'État, émanant d'une autorité publique d'un territoire postal et adressés aux autorités d'un autre territoire, expédiés par les messageries, sont francs de port, lorsqu'ils remplissent les conditions fixées dans le district postal d'expédition pour être admis à jouir de la franchise. Les fonctionnaires spéciaux qui représentent une autorité sont à cet égard assimilés anx autorités de l'État et autres autorités publiques. Les imprimés relatifs aux affaires publiques échangés entre les administrations de l'État et autres autorités pour le service de l'État, seront traités comme les envois de correspondances ou d'actes officiels. Les envois de valeurs et d'avances des autorités ci-dessus désignées, sont soumis au port dans le trafic réciproque des messageries.

3° La correspondance officielle pour les affaires communes du Zollverein, échangée entre les autorités et fonctionnaires des États de l'union douanière, est transmise franche de port; pour jouir de la franchise, la correspondance susdite doit porter extérieurement la mention : Affaire du Zollverein.

4° Les envois d'articles d'argent ou autres par la voie des messageries que s'expédient réciproquement les autorités postales et les établissements de poste dans les relations du service, sont toujours admis à la franchise, s'ils remplissent les conditions prescrites pour les affaires du service postal, sur le territoire postal où ils sont remis.

5° Les envois de messageries, de quelque genre qu'ils soient, admis à la franchise sur tout le parcours, en vertu de Traités existants entre les Gouvernements ou administrations postales, continueront à jouir de la franchise.

Garantie de la part des messageries.

Art. 48. La poste indemnise l'expéditeur pour la perte ou les avaries des objets confiés aux messageries, dans les conditions règlementaires, à l'exception des lettres avec avances de la poste, sans déclaration de valeur.

Il n'est payé d'indemnité pour le retard dans le transport ou dans la remise à domicile, que lorsque les objets à remettre ont été détériorés par ce retard ou qu'ils ont perdu partiellement ou intégralement leur valeur d'une manière permanente. Cependant les variations de cours à la Bourse ou sur les marchés ne sont point prises en considération.

Le droit à indemnité cesse lorsque la perte, la détérioration ou les retards dans le transport et la remise proviennent :

1º De la négligence de l'expéditeur;

2º De la guerre;

3º Des suites inévitables d'un événement de l'ordre physique ou de

la nature même de l'objet expédié;

4º Dans le cas encore où la détérioration ou la perte ont eu lieu en dehors du territoire postal des hautes parties contractantes dans un bureau de poste pour le service duquel aucune des administrations postales intéressées ne s'est engagée par traité à répondre. Cependant, dans le cas où la livraison a eu lieu dans les limites du territoire postal de l'une des hautes parties contractantes, et si l'expéditeur veut faire valoir ses prétentions contre le bureau de transport étranger, l'administration postale, par l'intermédiaire de laquelle l'envoi a été directement remis à l'étranger, doit l'appuyer dans ses poursuites.

Lorsque, au moment de la livraison au destinataire, il n'y a ni bris de fermeture ni déchirure à l'enveloppe, et que d'ailleurs le poids est trouvé conforme à celui qui a été constaté au moment de la remise de l'envoi aux messageries, la poste n'est pas tenue de remplacer ce qui pourrait manquer au moment de l'ouverture des colis. La réception d'un envoi, sans observations de la part du destinataire, légitime la supposition qu'au moment de la livraison, la fermeture et l'enveloppe étaient intactes et que le poids concordait avec celui qui avait été constaté au moment de la remise de l'envoi.

Lorsque la valeur a été déclarée, cette déclaration servira de base à l'indemnité à payer par l'administration de la poste. Toutefois, si la poste peut prouver que la valeur déclarée dépasse la valeur réelle de la chose, elle n'aura qu'à payer le prix de la valeur réelle.

Lorsqu'on a omis de faire la déclaration de la valeur pour des paquets, et qu'ils viennent à se perdre ou à se détériorer, la poste n'aura qu'à réparer le dommage éprouvé sans que l'indemnité puisse jamais dépasser 1 thaler ou 1 florin 45 kreuzers par livre, pour tout l'envoi. Les envois pesant moins d'une livre sont considérés comme pesant une livre entière et les fractions de livre sont comptées pour la livre entière.

La poste n'accorde pas d'autres indemnités que celles qui viennent d'être indiquées; il n'y a en particulier aucun recours à exercer contre elle au sujet d'une perte éprouvée ou d'un bénéfice manqué à la suite de la perte ou de la détérioration d'un envoi.

Les frais d'indemnité payés à l'expéditeur sont supportés par l'administration postale dont dépend le bureau qui a reçu l'envoi.

Le droit à une indemnité de la part de la poste, est prescrit au bout de six mois, à partir du jour de la livraison. Cette prescription est interrompue par une réclamation adressée à l'administration postale, dans le ressort de laquelle se trouve le bureau de la livraison. Si cette administration repousse la réclamation, il courra du moment de la notification de ce refus un nouveau délai de prescription de six mois qui n'est plus interrompu par une nouvelle réclamation contre cette décision.

Le droit à une indemnité peut aussi être réclamé par le destinataire lorsque l'expéditeur est inconnu, ou qu'il abandonne la poursuite de son droit au destinataire.

L'administration obligée à payer l'indemnité peut, dans tous les cas, former un recours contre l'administration dans le ressort de laquelle la perte ou les avaries de l'envoi ont eu lieu.

Sera responsable jusqu'à preuve du contraire, l'administration qui a reçu sans réclamer l'objet de la part de l'administration précédente et qui n'est pas en état de prouver la livraison au destinaire, ou s'il y a lieu, la remise régulière à l'administration postale voisine.

Il y a cependant exception au principe, établissant que la responsabilité incombe à l'administration qui reçoit l'envoi d'une autre sans réclamer; c'est lorsqu'il s'agit de spoliation ou d'avaries qui ont eu lieu sans bris de fermeture ou déchirure apparente de l'enveloppe, ou sans amener une différence de poids, et dont l'origine n'a pu être constatée. Dans ce cas, les administrations intéressées ont à contribuer à l'indemnité dans une proportion à fixer au besoin par des arbitres.

En ce qui touche les envois avec valeurs déclarées d'une somme de 100 thalers inclusivement ou 175 florins, l'absence de réclamation, quand il ne s'agit que de différences de poids, ne doit pas avoir pour conséquence de faire retomber la responsabilité exclusive sur l'administration postale qui a reçu l'envoi; mais, pour ces sortes d'envois, lorsqu'ils ont été reçus sans réclamation, les prescriptions du paragraphe précédent seront applicables. Au reste, chaque administration peut, comme avant, même pour les envois d'une valeur de 100 thalers ou 175 florins inclusivement, faire repeser l'envoi, établir les différences de poids et constater de cette manière l'état de l'objet.

Lorsque, en cas de réclamations, les administrations postales intéressées ne peuvent s'entendre sur le point de savoir si, d'après les constatations faites, on doit admettre que les avaries ou la disparition de l'envoi ont eu lieu pendant qu'il était entre les mains de la poste, que par conséquent une indemnité est due au réclamant; ou si, et dans quelles proportions, l'une ou l'autre des administrations doit payer une indemnité ou respectivement y contribuer, dans ce cas, il y a lieu de provoquer une décision arbitrale. Les arbitres s'occuperont d'abord, lorsque ce dernier point serait aussi contesté, de s'assurer si, dans l'espèce, il est dû en définitive une indemnité au réclamant,

et ensuite ils examineront quelles administrations doivent contribuer à l'indemnité due et dans quelles proportions.

Le tribunal arbitral, dans un cas semblable, sera constitué ainsi : on désignera au sort parmi les administrations non intéressées, l'une d'elles pour exercer les fonctions de juge arbitre. Le tirage au sort est effectué pour chaque année par une administration déterminée ; les différentes administrations se succèdent dans cette fonction d'après l'ordre alphabétique. S'il n'y a qu'une administration qui soit désintéressée, c'est elle qui exerce les fonctions d'arbitre.

Cependant dans les cas où il s'agit du payement d'une indemnité montant à 20 thalers ou 35 florins inclusivement, et lorsque les administrations du point de départ et du lieu de destination sont d'accord sur le versement en commun d'une indemnité, il n'y aura pas lieu de constituer de tribunal arbitral, et l'indemnité est supportée à parts égales par toutes les administrations qui ont coopéré au transport.

IV

RAPPORTS AVEC LES TERRITOIRES POSTAUX ÉTRANGERS.

Traités postaux.

Art. 49. Le traitement des envois dans les relations avec des territoires postaux étrangers, a lieu d'après les traités de poste conclus avec les gouvernements étrangers intéressés et respectivement d'après les arrangements pris avec des entreprises de transports étrangères.

Relativement à la conclusion de traités postaux avec des gouvernements étrangers, si deux ou plusieurs des signataires de ce traité ont des rapports postaux directs ou veulent avoir des rapports de ce genre avec un État étranger, l'administration postale qui a en vue la conclusion d'un nouveau traité devra faire connaître son dessein aux autres administrations postales en relations postales directes avec ce pays, afin d'amener une entente sur la conduite à tenir dans les rapports avec ce pays étranger et sur les mesures à prendre pour sauvegarder les intérêts communs de l'union des postes allemandes.

Dès que cette entente aura été établie, les administrations postales intéressées s'efforceront d'obtenir de concert la conclusion des nouveaux traités, et à cet effet l'une des parties contractantes pourra donner ses pleins pouvoirs à l'autre.

Dans tous les cas on s'attachera à obtenir par ces traités que les facilités accordées à l'échange des correspondances entre l'état étranger et le territoire de la partie contractante allemande, soient égale-

ment étendues de la même manière et sous les mêmes conditions aux correspondances échangées par l'intermédiaire de l'administration contractante entre d'autres territoires postaux allemands et ledit État étranger.

L'acceptation des stipulations consacrées par les traités conclus avec les pays étrangers, est obligatoire pour tous les participants au présent traité lorsque les dispositions relatives au port ne stipulent pas une réduction au-dessous du port intérieur allemand. Si dans quelques cas particuliers on a cru devoir accepter un port moins élevé, les différentes administrations postales resteront libres d'accéder ou non aux conditions du traité en question.

Traitement des envois.

Art. 50. En tant que les traités de poste ou les conventions postales avec les gouvernements ou les administrations de l'étranger ne contiennent pas de dispositions particulières, les clauses relatives au traitement des envois consacrées dans le présent traité touchant l'échange réciproque recevront leur application.

Les envois venant de l'étranger par la poste aux lettres et qui sont de nature à pouvoir être aussi expédiés plus loin par la poste aux lettres, seront, à moins que les prescriptions douanières ne s'y opposent, transportés à leur destination sans égard au poids par la voie de la poste aux lettres, et seront traités quant à la taxe et au port comme des envois de la poste aux lettres.

Perception du port.

Art. 51. La perception du port pour les envois de la poste aux lettres se règle conformément à l'article 23, de façon que le bureau de poste de la frontière qui reçoit directement les envois de la poste aux lettres de l'étranger, devient effectivement un bureau de remise et celui d'où elles sortent un bureau de distribution.

Conformément à ce qui précède et pour ce qui concerne l'échange des journaux avec l'étranger, le bureau de poste de la frontière est considéré comme lieu de l'édition des journaux et respectivement comme bureau d'expédition, et suivant cette base on partagera par moitié la provision prélevée sur l'abonnement aux journaux.

Taxation des envois des messageries.

Art. 52. Pour la taxation des envois de messageries, le territoire postal qui reçoit directement les envois provenant de l'étranger sera

considéré comme territoire d'expédition, et le territoire postal sur lequel s'effectue directement la remise de l'envoi à l'administration étrangère sera considéré comme territoire postal du lieu de destination. Le port commun sera calculé conformément aux règles établies pour l'échange réciproque, en prenant pour base les distances respectives entre les carrés de taxe, dans lesquels se trouvent les points de la frontière qui doivent être particulièrement désignés.

En ce qui touche les envois d'avances sur la poste venant de l'étranger, si l'office étranger a déjà prélevé un droit sur les avances, il ne sera pas perçu de nouveau droit pour la distance allemande. Si des envois avec des avances réelles sur la poste sont remis dans des localités de l'étranger où existe un bureau de messageries allemand, les droits sur avances de la poste seront portés à la recette commune, d'après les prescriptions de l'article 38. Pour les envois venant de l'étranger, au sujet desquels ont eu lieu les débours, ne consistant pas en avances réelles, mais en droits de transports étrangers, port, droits d'emballages et d'enregistrement, taxes de douanes et autres frais, il ne sera prélevé aucun droit sur avances.

Perception du port par les messageries.

Art. 53. Le produit du port des envois par les messageries (art. 33) rentre dans les recettes communes et doit, par conséquent, être partagé conformément aux prescriptions de l'article 43, pour les envois de messageries appartenant à l'étranger réciproque.

Transit en dépêches closes.

Art. 54. Les hautes parties contractantes s'accordent mutuellement le droit de faire transporter leurs correspondances à destination de l'étranger, en dépêches closes, sur leurs différents territoires, en tant que ce droit existait déjà sous les conditions actuelles.

L'extension de ce droit de transit sera subordonnée à une entente spéciale.

Dès l'entrée en vigueur du présent Traité, les États du Sud de l'Allemagne accordent à l'administration postale de la confédération de l'Allemagne du Nord, le transit en dépêches closes à destination de l'Italie, ainsi que de la Suisse, et vice versa; par contre, la confédération de l'Allemagne du Nord réserve aux États du Sud de l'Allemagne, à partir de la même époque, la faculté d'emprunter son territoire pour envoyer leurs correspondances en dépêches closes à destination de la France, de la Belgique, des Pays-Bas, ainsi que pour les recevoir des mêmes pays.

L'administration postale du territoire frontière perçoit le port afférent à la distance parcourue sur le territoire allemand, sur les lettres, imprimés, échantillons de marchandises soumis à la taxe et renfermés dans les sacs à lettres venant de l'étranger. La bonification ainsi obtenue peut, après accord entre les administrations intéressées, être calculée en blec suivant le poids. Pour les mandats de poste renfermés dans les paquets venant de l'étranger, de même que pour tous les envois de la poste aux lettres dirigées vers l'étranger, il n'est dû aucune bonification à l'administration postale de la frontière.

En ce qui touche les correspondances en dépêches closes échangées entre États étrangers, et transitant sur le territoire allemand, l'administration qui reçoit à la frontière ces dépêches closes, perçoit le droit de transit que doit payer l'État étranger. S'il était question d'abaisser ces droits de transit au-dessous du droit actuel accordé à l'administration de la frontière, d'après les prescriptions du paragraphe qui précède, l'administration qui négocie cette réduction, devra pour la direction dans laquelle ses recettes ne sont pas affectées par la dimmution proposée, mais bien celles d'autres administrations de poste allemandes, commencer par s'entendre avec les administrations postales allemandes intéressées dans la question.

· V

DISPOSITIONS FINALES.

Batification et durée du Traité.

Art. 55. Les ratifications du présent Traité seront échangées dans l'espace de trois semaines.

Le Traité entrera en vigueur le 1er janvier 1868. Il pourra être dénoncé d'une année à l'autre. La dénonciation ne peut avoir lieu que le 1er juillet de chaque année, de façon que le Traité reste en vigueur

jusqu'au dernier jour de juin de l'année suivante.

Le Traité de l'Union des postes du 18 août 1860 cessera d'être en vigueur à la fin de cette année. A la même date les Traités de poste séparés, conclus entre les différents participants au présent Traité, cesseront d'être appliqués pour toutes les dispositions qui ne s'accordent pas avec la teneur du présent Traité, avec les règlements et les instructions sur son exécution. Cette règle s'applique aussi aux Traités de poste séparés qui ont existé jusqu'à ce jour entre les territoires non prussiens, appartenant à la confédération de l'Allemagne du Nord et les territoires des États de l'Allemagne du Sud.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé et scellé le présent Traité.

Fait à Berlin, le vingt-trois novembre mil huit cent soixante-sept.

(L. S.) Signé: DE PHILIPSBORN.

(L. S.) Signé: H. STÉPHAN.

(L. S.) Signé: A. HELDBERG.

(L. S.) Signė: M. de Suttner.

(L. S.) Signė: J. BAUMANN.

(L. S.) Signé: C. DE SPITZEMBERG.

(L. S.) Signė: A. Hofacker.

(L. S.) Signé: H. ZIMMER.

Protocole final annexé au Traité postal entre l'Union de l'Allemagne du Nord, la Bavière, le Wurtemberg et Bade, fait à Berlin, le 23 novembre 1868.

Les soussignés se sont réunis aujourd'hui pour signer, après lecture préalable faite en commun, le Traité postal conclu en vertu des pleins pouvoirs qu'ils tenaient de leurs Hauts commettants, et à cette occasion, les déclarations et explications suivantes ont été consignées dans le présent protocole final.

I. Relativement à l'article 1er du Traité.

- a) L'exercice du droit régalien de poste dans les parties du Grand-Duché de Hesse, qui ne font pas partie de la confédération de l'Allemagne du Nord, appartenant au Gouvernement royal prussien, les rapports postaux avec ces territoires seront soumis aux mêmes prescriptions que celles qui règlent les relations postales avec la confédération de l'Allemagne du Nord.
- b) L'exercice du droit régalien de poste dans la Principauté de Lichtenstein, appartenant au gouvernement impérial Autrichien, les relations postales avec la Principauté de Lichtenstein seront considérées comme rentrant dans l'échange réciproque.

II. Relativement à l'article 10 du Traité.

Eu égard à la circonstance que l'administration postale de l'État dans le Grand-Duché de Luxembourg, n'embrasse pas les transports par messageries, on est convenu en ce qui touche les échanges entre les territoires du Grand-Duché et les territoires des États contractants, qu'on admettrait les lettres soumises au port (actes et autres envois manuscrits de ce genre), jusqu'à concurrence du poids d'une livre inclusivement, et jusqu'au poids de 4 livres pour les mêmes envois affranchis.

III. Relativement à l'article 26 du Traité.

La franchise mentionnée dans l'article 26, accordée à la correspondance de tous les membres des familles régnantes dans les États des Parties contractantes, ne s'applique qu'à la correspondance de ces personnages entre eux.

Les membres de la famille princière de Tour et Taxis sont placés, pour ce qui touche la franchise de port, sur le même pied que les familles régnantes.

Quant à la franchise accordée à l'administration de la famille princière de Tour et Taxis et aux fonctionnaires représentant cette administration, les règles consacrées par les arrangements spéciaux existants, continueront à être appliquées.

IV. Relativement à l'article 40 du Traité.

Les envois de messageries entre les pays de Hohenzellern et le territoire de la confédération de l'Allemagne du Nord seront, en ce qui touche le traitement postal, la communauté des recettes des messageries et leur mode de partage, considérés simplement comme des envois appartenant à l'échange réciproque des Hautes Parties contractantes.

Touchant les autres cas de transit d'envois de messageries à l'intérieur, à travers un autre territoire, les administrations intéressées auront à prendre des arrangements particuliers d'après les conditions locales où se trouvent les routes dont le parcours devra être emprunté. Dans le cas où des arrangements de ce genre existent déjà, ils seront maintenus sous la réserve d'une révision éventuelle.

V. Relativement à l'article 47 du Traité.

a) En ce qui touche la franchise de port pour articles de messageries dont jouissent les membres de la famille princière de Tour et Taxis, on maintiendra les principes actuellement en vigueur. Quant à la franchise de port pour articles de messageries accordée à l'administration de la famille princière de Tour et Taxis et aux fonctionnaires qui représentent cette administration, les règles consacrées par les arrangements spéciaux existants, continueront à être appliquées.

b) Les administrations postales des Hautes Parties contractantes se communiqueront mutuellement les Traités particuliers mentionnés sous le paragraphe 5 de l'article 47.

VI. Relativement à l'article 49 du Traité.

Si l'action commune prévue dans l'article 49 pour la conclusion d'un Traité de poste avec une puissance étrangère, ne devait pas répondre au succès attendu, si la conclusion du Traité devait être entravée ou arrêtée par l'action commune des Administrations postales intéressées, il sera loisible à chaque administration particulière, de régler séparément ses rapports avec l'État étranger en question.

VII. Relativement à l'article 54 du Traité.

Dans les cas où les droits actuels de transit, pour dépêches closes échangées, avec des administrations de poste étrangères devraient être abaissés à un taux inférieur à la bonification prévue par l'article 54, cette taxe inférieure sera établie, en réservant aux Administrations postales intéressées de s'entendre ultérieurement à cet égard.

VIII. Relativement à l'article 55 du Traité.

Tous les Plénipotentiaires se donnent mutuellement l'assurance que les observations contenues dans le présent Protocole seront considérées comme approuvées et sanctionnées par leurs Hauts Gouvernements sans autre ratification spéciale, par le fait de l'échange des ratifications du Traité auquel il se rapporte.

La ratification du Traité de la part de la confédération de l'Allemagne du Nord aura lieu par l'intermédiaire de son Président.

On adoptera de part et d'autre une forme de ratification qui permettra de désigner suffisamment l'objet de celle-ci sans l'insertion complète des articles du Traité.

L'échange des instruments de ratification aura lieu à Berlin.

En foi de quoi tous les plénipotentiaires ont signé le présent Traité et le Protocole final en quadruple expédition.

Fait et passé comme ci-dessus.

(L. S.) Signė: DE PHILIPSBORN. (L. S.) Signė: H. Stéphan.

(L. S.) Signė: A. Heldberg.

(L. S.) Signé: M. DE SUTTNER.

(L. S.) Signé: J. BAUMANN.

(L. S.) Signé: C. de Spitzemberg.

(L. S.) Signé: A. HOFACKER.

(L. S.) Signé: H. ZIMMER.

CONFÉDÉRATION DE L'ALLEMAGNE DU NORD — BAVIÈRE — WURTEMBERG — BADE — AUTRICHE.

Traité postal signé à Berlin le 23 novembre 1867.

S. M. le Roi de Prusse, au nom de la Confédération de l'Allemagne du Nord, S. M. le Roi de Bavière, S. M. le Roi de Wurtemberg, S. A. le Grand-Duc de Bade, d'une part, et S. M. l'Empereur d'Autriche, d'autre part, animés du désir, en présence des changements accomplis dans l'intérieur de la Confédération, de régler sur un pied nouveau les relations postales mutuelles et en même temps d'apporter de larges améliorations dans l'organisation postale allemande, ont résolu de conclure à cet effet un traité postal, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. le Roi de Prusse:

Son Directeur général des postes Richard de Philipsborn, Son Conseiller supérieur intime des postes Henri Stéphan, Et son Conseiller intime des postes Adolphe Heldberg.

S. M. le Roi de Bavière :

Son Conseiller ministériel Michel de Suttner, Et son Conseiller de la Direction générale Joseph Baumann.

S. M. le Roi de Wurtemberg:

Son Chambellan, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Cour de Prusse, le Conseiller intime de légation Baron Charles de Spitzemberg.

Et son Conseiller des postes Auguste Hofacker.

S. A. R. le Grand-Duc de Bade:

Son Directeur des établissements de trafic Grand-Ducaux, le Conseiller intime Hermann Zimmer.

Et S. M. l'Empereur d'Autriche:

Son Conseiller impérial des postes François Pilhal.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

I

PRINCIPES GÉNÉRAUX.

Portée du traité.

Art. 14. Les dispositions du présent traité de poste s'appliquent :

a) Aux envois de la poste aux lettres et des messageries échangés entre deux ou plusieurs des hautes parties contractantes : échange réciproque.

b) Aux envois de la poste aux lettres ou des messageries échangés entre les pays contractants et des États étrangers, ou entre États étrangers, pourvu toutetois que, dans ce cas, les territoires d'au moins deux des hautes parties contractantes soient empruntés : échange international et transit.

L'échange de correspondances avec le Grand-Duché de Luxembourg est considéré comme rentrant dans la première catégorie.

Les règlements sur le service intérieur de la poste aux lettres et des messageries sont arrêtés par chacune des parties contractantes.

Échange des articles de poste.

Art. 2. Il y aura entre les administrations des postes des hautes parties contractantes un échange régulier des objets à transporter par la poste aux lettres rentrant dans les deux catégories précédentes.

Les administrations s'engagent réciproquement à expédier de la façon la plus prompte les lettres ou paquets qui leur seront remis. On devra particulièrement, pour les envois de la poste aux lettres, employer les voies les plus rapides.

Les hautes parties contractantes veilleront à ce que les administrations postales aient à leur disposition, autant que possible, les chemins de fer, les bateaux à vapeur et autres moyens de transport, pour tous les envois de la poste.

Les administrations postales intéressées se réservent de prendre, suivant les besoins variables du service, les mesures nécessaires pour désigner les bureaux de poste ordinaires et les bureaux de poste de chemins de fer, entre lesquels il conviendra d'établir un échange régulier de dépêches closes.

Droit de fransit.

Art. 3. Chaque administration a le droit d'expédier la correspondance à destination du territoire d'une des parties contractantes à travers le territoire d'une autre administration en paquets fermés ou sacs à lettres et à messagerie, et même pour de courtes distances, à découvert. Le même droit est réciproquement accordé pour la correspondance en transit dans le cas où les objets à transporter d'origine étrangère ont encore, avant d'arriver à leur destination, à passer par les territoires intermédiaires des parties contractantes.

Le transit à travers les territoires frontière est réglé d'après les clauses de l'article 54.

Suppression des droits de transit.

Art. 4. Les administrations des territoires à travers lesquels a lieu l'expédition des correspondances closes ou à découvert, n'ont aucun droit à prélever, lorsqu'il ne s'agira que d'articles de correspondance, et doivent au contraire mettre réciproquement à la disposition de toutes les parties contractantes les routes de leur réseau postal pour le susdit transit. Cette disposition s'applique également au transit des correspondances provenant de l'un des territoires des hautes parties contractantes.

Cependant, si dans des cas particuliers l'acheminement des correspondances provenant d'une administration occasionnait à une autre administration sur son propre territoire, des frais spéciaux, ces dépenses seront, sur production des pièces à l'appui et après notification préalable, inscrites à la charge de l'administration qui a profité du transport. Cette notification devra, lorsqu'il s'agit d'installations spéciales et prolongées faites dans ce but, être adressée à l'administration intéressée, autant que possible, avant l'exécution. Sous la même réserve d'indemnité, il sera donné suite à la demande d'une administration tendant à l'établissement d'une voie postale pour l'expédition de ses correspondances sur le territoire d'une autre administration.

Remise des transports de poste aux frontières.

Art. 5. Relativement aux mesures à prendre au sujet de l'expédition des objets à transporter par la poste sur les territoires frontière respectifs, et pour le cas où l'organisation existante ou des circonstances locales ne s'y opposeront pas, on devra partir de ce principe, que chaque administration aura à veiller au transport de tous les articles de poste depuis son territoire jusqu'au bureau de poste frontière du territoire voisin.

Chaque bureau de poste percevra le prix des places payé par les voyageurs et le produit des surtaxes, si les frais de transport sont à sa charge. Il fixe le prix des places d'après son propre tarif et détermine le poids des bagages non soumis aux droits pour l'étendue de son parcours.

Quant à l'expédition des articles de poste par chemin de fer sur les frontières, il y a lieu de se référer aux dispositions des traités internationaux spéciaux en vigueur.

Mesure des distances.

Art. 6. Les distances à parcourir sur les différents territoires postaux sont calculées d'après l'unité du mille géographique, dont 15 à un degré de l'équateur.

Afin de fixer les distances devant servir de base au tarif, tout le territoire postal des quatre parties contractantes est divisé en carrés de taxe de deux milles géographiques de longueur et de largeur. La distance directe entre le point de croisement diagonal de l'un des carrés et le point de croisement dans l'autre carré, représente l'échelle de distance servant de base à la taxe des correspondances échangées entre les bureaux de poste d'un carré à l'autre. Les stations postales coupées par les côtés du carré sont attribuées au carré voisin de l'est, du sud ou du sud-est.

Les fractions de milles n'entrent pas en compte.

Poids.

- Art. 7. Jusqu'à ce qu'il en soit décidé autrement, il sera fait usage pour la fixation des poids dans le service postal, comme unité de poids, de la livre douanière divisée en 30 onces et la subdivision de l'once en dixièmes.
- Art. 8. La taxation, le remboursement et le décompte se feront tant pour la poste aux lettres que pour les messageries :

En monnaie du pays auquel appartiennent les administrations postales qui ont à encaisser les ports ou taxes.

Le payement des sommes dues d'après les comptes établis tous les trois mois entre les administrations postales, est effectué dans la monnaie du pays dont relève l'administration postale qui a à recevoir ce payement.

Nature et traitement des objets à transporter par la poste.

Art. 9. Relativement à la forme, au volume et au traitement des envois par la poste à remettre, à recevoir ou à expédier plus loin, seront considérés comme applicables les règlements ou instructions à concerter entre les administrations postales, et subsidiairement les stipulations des Traités conclus avec des États étrangers.

Lorsqu'il n'y a pas de prescriptions particulières dans ces règlements, instructions et traités, les instructions données par les diffé-

rentes administrations postales en ce qui touche le trafic intérieur continuent à être observées.

Division des objets à transporter par la poste.

Art. 10. Entrent dans le service de la poste aux lettres ;

Les lettres sans valeur déclarée;

Les imprimés;

Les échantillons de marchandises;

Les mandats sur la poste et

Les journaux.

Le poids des lettres, imprimés et échantillons, ne pourra dépasser 15 onces. Pour les objets francs de port et les envois de l'étranger, les dispositions des articles 26 et 50 sont applicables.

Au service des messageries appartiennent :

Les paquets avec ou sans déclaration de valeur;

Les lettres avec valeurs déclarées;

Les lettres avec des avances de la poste (Post vorschüsse).

II

POSTE AUX LETTRES.

Port.

Art. 11. Le port des lettres pour toutes les distances dans l'échange réciproque est sixé:

- a) Pour la lettre ordinaire affranchie ne dépassant pas le poids d'une once : 1 silbergros ou 3 kreuzers dans les territoires de l'Allemagne du sud où règne le système monétaire du florin, ou 5 neukreuzers; la lettre dépassant ce poids paye 2 silbergros ou 7 kreuzers, ou 10 neu-kreuzers.
- b) Pour la lettre ordinaire non affranchie ne dépassant pas une once : 2 silbergros ou 6 kreuzers, ou 10 neu-kreuzers; pour un poids plus élevé : 3 silbergros ou 11 kreuzers, ou 15 neu kreuzers.

Timbres-poste et enveloppes timbrées.

Art. 12. Les bureaux de poste, après entente entre les différentes administrations postales, doivent mettre à la disposition du public des timbres-poste qu'ils sont tenus de lui céder au prix indiqué par le timbre d'affranchissement.

Les administrations postales peuvent, si elles le jugent utile, autoriser les bureaux de poste à vendre des enveloppes timbrées et à pré-

lever, outre le prix indiqué par le timbre d'affranchissement, une indemnité correspondante aux frais de revient.

Affranchissement insuffisant.

Art. 13. Les lettres insuffisamment affranchies au moyen de timbresposte ou d'enveloppes timbrées, sont soumises à la taxe des lettres non affranchies, en tenant compte toutefois de la valeur des timbres ou des enveloppes employés.

Le refus de payer le surcroît du port équivaut à un refus de recevoir

la lettre.

Affranchissement au moyen de timbres ou d'enveloppes timbrées d'une autre administration.

Art. 14. D'autres timbres ou enveloppes d'affranchissement que ceux du territoire de l'union postale sur lequel a lieu la remise des objets à affranchir, n'ont pas de valeur. Les envois munis de timbres ou enveloppes d'un autre territoire postal et remis à la poste, sont considérés comme non affranchis, et les timbres ou enveloppes regardés comme non valables.

Si des envois de ce genre, rentrant dans l'échange réciproque, sont destinés au territoire auquel appartiennent les timbres ou enveloppes, le bureau de poste n'aura à réclamer du destinataire que le port de la lettre ou de l'envoi qui resterait encore à payer, déduction faite de la valeur des timbres ou de l'enveloppe, ou bien il remboursera d'une autre façon au destinataire la valeur des timbres irrégulièrement employés.

Laprimés.

Art. 15. Dans le cas où les imprimés sont affranchis, et que, d'après leur nature, ils rentrent dans les conditions réglementaires, ils acquittent sans égard à la distance, une taxe unique 1/3 sîlbergros ou 1 kreuzer, ou 2 neu-kreuzers par poids de 2 1/2 onces ou portion de ce poids.

Pour les imprimés remis à la poste non affranchis ou insuffisamment affranchis, ou qui ne rentrent pas dans les conditions réglementaires, mais qui seraient d'ailleurs susceptibles d'être expédiés par la poste aux lettres, on appliquera la taxe afférente aux lettres non affranchies, en tenant compte toutesois de la valeur des timbres employés.

Quant à ce qui concerne l'interprétation des prescriptions réglementaires sur les imprimés, toutes les fois qu'il ne s'agit pas d'un malentendu évident, le bureau de poste où ils sont remis sera toujours appelé à décider.

Echantillons de marchandises.

Art. 16. Les prescriptions de l'article 15 qui précède, s'appliquent également aux échantillons à expédier par la poste.

Si dans le même paquet se trouvent des échantillons et des imprimés, on prélèvera la taxe fixée par l'article 15, calculée sur le poids total du paquet.

Recommandation.

Art. 17. La recommandation est admise pour les lettres, les imprimés et les échantillons de marchandises, moyennant le payement, en sus du port, d'un droit de 2 silbergros ou 7 kreuzers, ou 10 neukreuzers. Ce droit se paye toujours en même temps que le port. L'expéditeur pourra, sur sa demande, obtenir, par l'intermédiaire du bureau de poste, un récépissé du destinataire (récépissé de retour). La poste prélève pour ce récépissé un droit de 2 silbergros ou 7 kreuzers, ou 10 neu-kreuzers, que l'expéditeur aura à acquitter au moment de l'envoi.

Indemnité pour les envois recommandés.

Art. 18. En cas de perte d'un envoi recommandé, il est payé à l'expéditeur une indemnité de 14 thalers ou 24 1/2 florins, valeur allemande, ou 21 florins, valeur autrichienne, les cas de négligence de l'envoyeur, de guerre, de force majeure exceptés.

La poste n'accorde point d'indemnité pour la détérioration d'un envoi recommandé, ni pour le dommage occasionné par le retard dans la livraison.

Les envois remis à la poste pour être expédiés par voie d'estafette, sont, au point de vue de l'indemnité, assimilés aux envois recommandés.

L'indemnité sera payée par l'administration postale de laquelle relève le bureau expéditenr.

Le droit à indemnité est prescrit au bout de six mois, à partir du jour de la livraison.

La prescription est interrompue par une réclamation adressée à l'administration postale à laquelle appartient le bureau où l'envoi a été remis. Si la réclamation n'est pas admise, un nouveau délai de prescription de six mois courra à partir du jour du rejet de la demande, mais la prescription ne pourra plus être interrompue par une seconde réclamation contre cette décision.

Le droit à l'indemnité peut aussi être réclamé par le destinataire dans le cas où l'expéditeur est inconnu, ou dans le cas où il abandonne ce droit au destinataire.

Lorsqu'une administration postale a accordé à l'expéditeur une indemnité pour un envoi recommandé et que l'enquête a établi que cet envoi n'a pas été perdu dans son district, elle devra être immédiatement indemnisée par l'administration qui a reçu livraison de l'envoi. Cette dernière administration peut, de la même manière, exercer son recours contre l'administration suivante. En dernier lieu, c'est l'administration qui ne peut prouver ni l'expédition ni la livraison à une autre administration, qui devra supporter le dommage.

En ce qui touche la perte d'un envoi recommandé renfermé dans un paquet de lettres en transit, l'administration chargée du transit n'est responsable de l'envoi que dans le cas où tout le paquet de dépêches a été perdu dans le trajet sur le territoire du transit, ou lorsqu'il est prouvé que l'envoi recommandé a été perdu pendant le trajet sur le territoire du transit.

Lorsque la perte d'envois recommandés provient du fait d'un office étranger, les administrations postales des hautes parties contractantes ne sont tenues à aucune indemnité, à moins de stipulations spéciales à cet égard. Si néanmoins dans ce cas la remise de l'envoi a été faite dans le ressort d'une administration relevant des hautes parties contractantes et que l'expéditeur veuille faire valoir ses droits contre l'office étranger, l'administration postale qui a directement remis son envoi à l'administration étrangère est tenue de lui prêter son assistance.

Il ne peut être demandé d'indemnité aux administrations postales pour les envois non recommandés.

Mandats sur la poste.

Art. 19. Il peut être effectué par la poste aux lettres dans l'échange réciproque sur les territoires postaux des parties contractantes, des payements jusqu'à concurrence de 50 thalers ou 87 1/2 florins, valeur allemande, ou 75 florins, valeur autrichienne, par le moyen des mandats de poste.

Le droit pour les payements jusqu'à concurrence de 25 thalers, ou 43 3/4 florins, valeur allemande, ou 32 1/2 florins, valeur autrichienne, est de 2 silbergros, ou 7 kreuzers, ou 10 neu-kreuzers; au-dessus de 25 jusqu'à 50 thalers ou de 43 3/4 florins, 87 1/2 florins, valeur allemande, ou de 37 1/2 à 75 florins, valeur autrichienne, le droit est de 4 silbergros, ou 14 kreuzers, ou 20 neu-kreuzers. Le coupon attaché à la formule du mandat peut recevoir de la main de l'expéditeur toutes espèces de communications écrites sans qu'il puisse être prélevé un surcroît de taxe.

La taxe doit être payée au bureau qui délivrera le mandat de poste.

Sur la demande de l'expéditeur, il peut être donné avis au bureau de poste du lieu de destination, par la voie du télégraphe, des sommes versées contre réception de mandats sur la poste afin d'en assurer immédiatement le payement. L'expéditeur, dans ce cas, aura à payer, outre la taxe du mandat de poste et les frais du télégramme, la taxe pour la remise par exprès de la dépêche depuis le bureau de poste jusqu'à la station du télégraphe, lorsque celle-ci n'est pas dans les hâtiments de la poste. Lorsque le mandat n'est pas adressé poste restante, il y a à prélever pour la remise par exprès du télégramme au destinataire la taxe fixée pour les lettres qui doivent être remises par exprès. (Art. 20.)

Les sommes versées contre la réception d'un mandat sur la poste, sont garanties de la même manière que les envois de valeurs déclarées. (Art. 48.)

Remise des envois par exprès.

Art. 20. Les objets livrés à la poste aux lettres sur l'adresse desquels l'expéditeur a indiqué par écrit qu'ils doivent être remis par exprès, doivent être, aussitôt après leur arrivée, expédiés au destinataire par cette voie.

Il n'est pas exigé de recommandation pour les envois par exprès. Il sera perçu pour les envois postaux par exprès dans le rayon du district local où se trouve le bureau destinataire, un droit de 2 1/2 silbergros ou 9 kreuzers, ou 15 neu-kreuzers.

Le payement de ce droit peut être effectué par l'expéditeur ou être laissé à la charge du destinataire.

Pour les envois de poste par exprès dans le rayon rural du district où la lettre est adressée, il est admis comme règle que la taxe d'expédition par exprès doit être payée par le destinataire, selon le tarif établi et usité dans la localité pour les expéditions par exprès.

Dans le cas où l'exprès a à délivrer des sommes pour des mandats de poste, la taxe sera du double de celle fixée pour la remise par exprès des envois ordinaires.

La taxe à acquitter pour l'exprès est toujours perçue par le burcau de poste du lieu de destination.

Envois de lettres à faire suivre.

Art. 21. Pour les envois par la poste aux lettres qui doivent être expédiés au destinataire à un autre endroit qu'à celui désigné en premier lieu, il ne sera perçu à la suite de cette seconde expédition aucun nouveau droit.

Lorsque le renvoi a lieu sur le territoire du bureau où la lettre a été

remise, le bureau de poste qui fait suivre porte en compte le port des lettres non affranchies dans la même monnaie et au même tarif que ceux de l'administration postale du bureau expéditeur; ensuite cette dernière administration postale prélève le montant du port d'après le tarif établi pour son service.

Les envois recommandés de la poste aux lettres qui sont à faire suivre sont traités dans ce second envoi également comme envois recom-

mandés.

Il n'est pas perçu de nouveau droit de recommandation.

Lorsque des mandats de poste destinés à l'intérieur passent en les faisant suivre, dans l'échange réciproque, ils sont soumis à une taxe supplémentaire dont le montant représente la différence entre le droit établi pour les mandats de l'echange réciproque et ceux destinés à l'intérieur. Ce montant est prélevé comme le port de la lettre au moyen d'une surtaxe.

Rebuts.

Art. 22. Pour la réexpédition des envois par la poste qui ne peuvent être remis à destination, il n'est pas prélevé de port particulier. Si ces envois n'étaient pas affranchis, le bureau de poste qui effectue le renvoi porte en compte le port tel qu'il avait été compté pour l'envoi et dans la même espèce de monnaie; ensuite l'administration du territoire où l'envoi avait été mis à la poste prélève le prix du port conformément au tarif établi pour son service.

Le montant des mandats qui n'ont pu être payés au destinataire est remboursé à l'envoyeur dès qu'on aura pu se procurer son adresse, mais la taxe perçue pour le mandat n'est point restituée.

Perception de la taxe.

Art. 23. Chaque administration postale percevra le port ainsi que la taxe de recommandation sur toutes les lettres, les imprimés et les échantillons qui sont remis dans ses bureaux.

La taxe prélevée sur les mandats de poste est partagée par parts égales, entre l'administration du territoire où s'effectue la remise et l'administration du territoire de destination. En ce qui touche les mandats de poste à faire suivre appartenant ordinairement à l'échange intérieur, la taxe primitive dont ils ont été frappés entre dans le partage.

Les administrations postales des hautes parties contractantes se réservent de régler, par un accord ultérieur, le mode de perception du port d'après les expériences faites, de façon que chaque administration percevra les ports et affranchissements qui sont prélevés dans ses bureaux.

Avis-circulaires.

Art. 24. Il sera perçu pour les avis-circulaires expédiés sur la demande des particuliers un droit de 2 silbergros ou 7 kreuzers, ou 10 neu-kreuzers par l'administration postale à laquelle ressort le bureau expéditeur. S'il est prouvé que la réclamation a été provoquée par la faute de la poste, le montant de la taxe sera restitué.

Exclusion de droits supplémentaires.

Art. 25. Indépendamment des taxes et des droits établis dans les articles précédents, il ne pourra être perçu d'autres droits, soit pour l'expédition des lettres, imprimés, échantillons de marchandises et mandats de poste dans le district local du bureau de poste, ni pour la livraison de récépissés de livraison ni pour la remise de formulaires de mandats de poste.

L'administration impériale et royale autrichienne se réserve, toutefois, de continuer provisoirement à percevoir une taxe de distribution locale, là où il en existe une, mais cette taxe ne pourra en aucun cas être augmentée, elle devra au contraire être supprimée autant que possible avec le temps.

Dispositions relatives à la franchise.

Art. 26. La correspondance de tous les membres des familles régnantes dans les territoires des hautes parties contractantes est expédiée franche de port sans limite de poids.

De plus, seront réciproquement transportés en franchise, jusqu'à concurrence d'une tivre inclusivement : les correspondances pour affaires purement administratives échangées entre les autorités de l'État ou autres autorités publiques d'un territoire postal avec les autorités d'un autre, pourvu qu'elles soient remises sous la forme prescrite pour la franchise dans le pays où elles sont mises à la poste. Jonissent des mêmes droits que les autorités de l'État et autres autorités publiques les fonctionnaires spéciaux qui représentent une de ces autorités.

La correspondance des ambassadeurs avec leurs gouvernements est soumise à la taxe.

Les mandats sur la poste ne jouissent généralement pas de la franchise. Seulement dans les cas où, d'après les prescriptions sur la franchise du port par la voie des messageries (art. 47), il y a lieu d'expédier des envois d'argent francs de port, le payement peut aussi être effectué gratuitement au moyen de mandats sur la poste.

Les envois expédiés en franchise comme correspondance franche de port de la part de l'administration postale du territoire, où ils sont mis à la poste, sont distribués à l'endroit de leur destination sans percevoir de taxe.

Distribution des journaux.

Art. 27. Les établissements de poste des hautes parties contractantes se chargent des abonnements et de l'exécution des commandes qui leur sont faites pour des journaux et écrits périodiques, de même que de leur envoi et de leur remise aux abonnés. Il ne sera pas fait de distribution gratuite de numéros spécimen.

Montant de la provision prélevée sur l'abonnement aux journaux.

Art. 28. Le droit sur la distribution des journaux et écrits périodiques est fixé à 25 0/0 du prix de l'abonnement, auquel le bureau de poste expéditeur reçoit le journal ou écrit de l'éditeur (prix net). Pour les journaux qui paraissent moins de quatre fois par mois, la provision n'est que de 12 0/0 du prix net d'achat. Dans tous les cas, le montant doit s'élever au moins à 4 silbergros ou 14 kreuzers, ou 20 neu-kreuzers par an pour tout journal ou écrit périodique que la poste distribue.

Mode d'encaissement de la provision sur les journaux.

Art. 29. La provision prélevée sur les journaux est partagée par moitié entre le bureau qui reçoit le journal et le bureau de poste qui l'expédie.

Si le montant ne peut être partagé exactement par fractions de 1/4 de silbergros ou par kreuzers ou par neu-kreuzers, la plus grande part reste acquise au bureau expéditeur.

Conditions d'abonnement.

Art. 30. Pour les abonnements, les conditions indiquées par l'éditeur doivent être suivies.

En général, on ne peut s'abonner pour moins de trois mois.

On ne peut s'abonner pour un temps plus long que celui indiqué sur la liste relative au prix des journaux publiée par l'administration postale du territoire où paraît le journal.

Les changements de prix pour l'abonnement suivant, ne seront pris en considération que lorsqu'ils sont annoncés par l'éditeur, au moins quatre semaines avant la nouvelle période d'abonnement, à l'administration postale du lieu où paraît le journal. Taxe relative à l'expédition des journaux à domicile.

Art. 31. La provision prélevée sur l'abonnement aux journaux, conformément à l'article 28, ne comprend pas la taxe à payer pour la livraison à domicile du journal. Les diverses administrations postales détermineront, chacune en ce qui la concerne, le montant de la taxe pour la livraison à domicile.

Envoi des journaux à faire suivre.

Art. 32. Si un abonné demande l'envoi d'un journal à un autre endroit que celui qui a été donné en commandant le journal, il peut, à son choix, s'adresser à cet effet à l'administration postale qui a commandé le journal ou à celle de l'endroit où est publié le journal, et les administrations postales intéressées auront à échanger à ce sujet les communications nécessaires. Pour faire suivre le journal, le destinataire devra, jusqu'à la fin de la période d'abonnement, payer un droit de 11 silbergros ou 35 kreuzers ou 50 neu-kreuzers tant en faveur de l'administration postale, où il avait d'abord commandé le journal, qu'en faveur de l'administration postale qui est chargée de le faire suivre, droit qui sera partagé par parts égales entre ces deux administrations.

Si un journal, par suite de plusieurs changements d'adresse, est expédié d'un territoire sur un autre, il sera perçu à chaque nouvelle expédition le droit ci-dessus indiqué. Mais dans le cas où le journal retourne à sa première destination, ce dernier changement d'adresse n'entraîne aucun droit.

Dans le cas où un journal qui n'était pas servi par la poste, mais directement envoyé par l'éditeur, vient à être envoyé par la poste en faisant suivre, l'expéditeur devra payer la provision prélevée sur les journaux transmis par la poste, conformément aux articles 28 et 30. Le partage se fait par moitié d'après l'article 29.

Les exemplaires que les rédactions de journaux s'envoient à titre d'échange, sont traités de la même manière.

III

MESSAGERIES.

Fixation du tarif.

Art. 33. Le port des objets ou articles de messageries faisant partie de l'échange réciproque, est calculé d'après la distance en ligne directe entre le point de départ et le lieu de destination, sans tenir

compte des frontières des différents territoires et de l'expédition. En ce qui concerne les distances, les prescriptions de l'article 6 sont applicables.

Il est prélevé pour tout article de messageries une taxe au poids et pour les envois avec déclaration de valeur, en outre un droit d'as-

surance.

Relativement aux envois pour lesquels la poste doit effectuer des avances, il sera payé, outre le droit de port et le droit éventuel d'assurance, un droit d'avances.

Les envois peuvent être affranchis complétement jusqu'à destination, ou envoyés non affranchis.

Taxe au poids pour les paquets.

Art. 34. La taxe au poids pour paquets est fixée par livre douanière :

Turcon'à	5	miller			3		q	nfannice
							. 4	pfennigs 1.
Au delà d	le 5 ji	usqu'à.	10	milles	٠.		4	
	10	-	15				6	page-sa
a provide	15		20				8	
	20		25	-	er 9		10	maken to
_	25	-	30		1	silbergr.	ж	punthruj
garante C	30	-	40	-	1		2	
	40	_	50		1	_	4	
-	50		60		1	Manage Co.	6	_
, market	60	-	70	-	1		8	
	70		80	-	1	-	10	-
	80		90	_	2		34	-
_	90	-	100		2	_	2	
	100		120	_	2	-	4	
	120		140		2	_	6	orten
	140		160	-	2		8	
	160		180	-	2	-	10	and the same of th

Ainsi de suite en augmentant de 2 pfennigs par 20 milles de distance.

Les fractions de livre sont comptées pour une livre entière.

Le minimum de la taxe pour un paquet est :

```
Jusqu'à la distance de.... 5 mill. 2 silb. ou 7 kr. ou 10 neu-kreuz.

Au delà de 5 mill. jusqu'à. 15 — 3 — 11 — 15 —

— 15 — 25 — 4 — 14 — 20 —

— 25 — 50 — 5 — 18 — 25 —

— 50 — ..... 6 — 21 — 30 —
```

Lorsqu'il y a plusieurs paquets sous la même adresse, chaque paquet est taxé à part.

1. 360 pfennigs de Prusse valent 375 centimes.

Taxe au poids, pour des lettres avec valeurs déclarées ou avances de la part de la poste.

Art. 35. Le port des lettres avec valeurs déclarées ou lettres avec avances de la part de la poste, est fixé pour le poids maximum accordé aux lettres (15 onces):

Jus	qu'à .				5	mil.à	1	1/2 silb.ou	6	kreuz.	ou	8	neu-kreuz.
Au	delà	de 5	mill.	jusqu'à.	15		2	_	7	-		10	-
	-	15		-	25	_	3		11	_		15	_
	-	25	-		50		4		14	-		20	-
		50	_		20	_	5	_	18	Augusta		25	Photos.

Droits d'assurance.

Art. 36. Les droits d'assurance s'élèvent :

	Jusqu'à 50 thalers ou 87 1/2 florins valeur allemande ou 75 florins valeur autrichienne inclusivement.	ou au delà de 87 1/2 jusqu'à 175 florins valeur allemande au delà de 75 jusqu'à	cu 175 florins,
Jusqu'à 15 milles	1/2 silberg.	1 silberg,	1 silberg.
Au delà de 15 jusqu'à 50 milles	1	2 —	2 —
_ 50 milles	2 —	3	3 —

Si la somme déclarée dépasse 1000 thalers ou 1750 florins, valeur allemande, ou 1500 florins, valeur autrichienne, on percevra pour le surplus de cette somme la moitié des droits d'assurance ci-dessus.

Si plusieurs envois avec valeur déclarée sont destinés à la même adresse, on compte les droits d'assurance séparément pour chaque envoi.

Réduction des comptes en chiffres ronds suivant les différents systèmes monétaires.

Art. 37. Les taxes calculées en silbergros, conformément aux dispositions des articles 34 et 36 précédents, seront réduites aussi exactement que possible dans les territoires postaux où le système monétaire du florin est en vigueur, d'après des tableaux de réduction qu'on se communiquera réciproquement, en monnaie du territoire de l'administration postale.

Les fractions de taxe seront élevées jusqu'à un quart de silbergros, ou respectivement à 1 kreuzer ou à 1 neukreuzer.

Avances faites par la poste.

Art. 38. La poste peut faire des avances jusqu'à concurrence de 50 thalers ou 87 1/2 florins, valeur allemande, ou 75 florins, valeur autrichienne. Lorsqu'il s'agit de frais de transport et déboursés occasionnés par des envois de poste, des avances plus considérables peuvent être faites.

Le payement du montant au lieu d'expédition ne peut généralement être exigé, même lorsqu'il y aurait eu retard dans le renvoi au bureau de poste expéditeur du reçu accompagnant l'objet expédié, avant que ce reçu ne soit retourné à la poste avec l'avis que l'envoi a été remis à destination.

En outre de la taxe d'envoi (article 34 et respectivement les articles 35 et 36), les droits à prélever pour les avances faites par la poste, sont fixés: pour chaque thaler ou fraction de thaler à 1/2 silbergros, ou pour chaque florin ou fraction de florin à 1 kreuzer, valeur allemande, ou pour chaque florin ou fraction de florin, valeur autrichienne, 1 1/3 neukreuzer; ce droit ne pourra cependant être inférieur à 1 silbergros ou 3 kreuzers ou 5 neukreuzers.

Le payement à l'avance du port et des droits n'est pas exigé; cependant le payement n'en peut être effectué séparément.

Déclaration d'envoi.

Art. 39. Les déclarations accompagnant les envois par messageries ne sont pas soumises à une taxe particulière.

Les administrations postales prendront les mesures nécessaires pour que dès que les circonstances le permettront, il soit adopté des formules imprimées pour les déclarations d'envoi. Le moment où ces formules ou modèles devront être employés, sera déterminé en commun par les administrations postales.

Taxe à payer pour les envois à faire suivre expédiés par les messageries.

Art. 40. Les articles de messagerie à faire suivre ou à retourner, seront traités et taxés comme les envois qui sont remis au lieu de destination pour être retournés ou pour les faire suivre respectivement sur le lieu de première expédition ou vers la nouvelle destination.

Lorsqu'il y a lieu de retourner ou de faire suivre un envoi de poste avec avances, la taxe payée pour les avances ne se paye pas une se-

conde fois; la même règle s'applique lorsque des envois de ce genre passent de l'échange intérieur dans l'échange réciproque, et vice versa.

Droit supplémentaires.

Art. 41. Il ne sera pas établi de droits supplémentaires nouveaux pour l'expédition des envois de messagerie, et dans aucun cas on ne pourra dépasser ceux des tarifs actuels.

Il appartient à chaque administration postale de fixer, en ce qui la concerne, le taux des droits applicables à la livraison à domicile des envois de messageries.

Remise des envois de messageries par exprès.

Art. 42. Les envois de messageries pour lesquels l'expéditeur a, par une mention indiquée sur l'adresse, exprimé le désir que la livraison soit faite par exprès, doivent être, dès leur arrivée, remis au destinataire par un messager conformément aux dispositions suivantes.

1) Pour les livraisons par exprès dans le district du bureau de poste :

Il est admis comme principe que tous les envois avec valeur déclarée jusqu'à 50 thalers ou 87 1/2 florins, valeur allemande, ou 75 florins, valeur autrichienne, inclusivement ou du poids de 5 livres inclusivement, doivent être livrés au domicile du destinataire par l'exprès, à moins que des prescriptions douanières n'y mettent obstacle.

Pour les envois avec valeur déclarée de plus de 50 thalers ou 87 1/2 florins et dépassant le poids de 5 livres, l'obligation de l'administration postale de faire remettre ces envois par exprès au domicile du destinataire, ne s'étend qu'à la formule de l'accusé de réception ou de la déclaration d'envoi.

La taxe à payer pour l'exprès en ce qui touche les envois des articles de messageries sera, toutes les fois que ces envois sont portés à destination par exprès, du double de la taxe stipulée par l'article 20 pour la remise par exprès d'objets à transporter par la poste aux lettres dans le district local de l'administration. Dans les cas, au contraire, où il n'y a que les reçus ou déclarations d'envois qui sont portés à destination par exprès, il n'y a à payer que le montant simple des droits d'exprès pour les articles de la poste aux lettres.

2) Pour les livraisons par exprès dans le district rural du bureau de poste :

L'obligation de l'administration postale de faire remettre les envois par un exprès, au domicile du destinataire, s'étend au modèle pour l'accusé de réception ou de la déclaration d'envoi.

La taxe est calculée d'après le tarif indiqué dans l'article 20 touchant

les envois de la poste aux lettres qui doivent être remis par exprès dans le district rural.

Les droits pour la remise par exprès sont prélevés par le bureau au lieu de destination.

Mode de partage des recettes pour les envois par messageries.

Art. 43. Les recettes communes provenant du trafic des messageries sont partagées entre les administrations des hautes parties contractantes dans des proportions déterminées.

Pour évaluer la part de chaque administration dans les recettes générales, en calcule séparément pour chaque territoire, conformément au tarif ci-dessous et en prenant pour base les distances indiquées plus bas, le port, prélevé sur tous les envois de messageries, soumis à la taxe et inscrits sur les registres sous la date d'expédition des 6, 11, 16, 21, 26, et dernier jour des douze mois d'une année.

Le tarif en vigueur pour la perception du port sera aussi appliqué pour cette taxation, mais de manière à ce que la taxe au poids pour les paquets suive une progression égale pour toutes les distances de

einq milles en cinq milles en partant de 2 pfennigs par livre.

Comme échelle de distances, on considérera, pour chaque territoire postal, la distance directe depuis le point de départ jusqu'à l'endroit où la ligne frontière est coupée par la route sur laquelle a été expédié l'envoi, et respectivement de ce point jusqu'au lieu de destination.

Les fractions de milles seront dans ce calcul considérées comme milles entiers.

Pour l'évaluation des distances dans plusieurs parties de territoires séparées d'un même district postal, on n'arrondira pas séparément chaque fraction, mais on opérera sur le total seulement.

Si, en mesurant, un lieu désigné sur la carte est touché de telle façon par les divisions de l'instrument à mesurer, que la ligne de partage de l'instrument forme une tangente à la partie de la circonférence de l'endroit tourné vers le point zéro de la mesure, la distance de cet endroit ne doit plus être calculée d'après l'échelle de milles, représentée par la ligne de partage, mais d'après celle immédiatement supérieure.

Si au contraire le cercle de l'endroit est coupé par une des divisions de l'instrument, de façon que la ligne de partage forme une sécante avec la circonférence de l'endroit, il faut pour déterminer la distance considérer l'échelle de milles représentée par cette ligne.

Toutes les distances de transit sont comptées au prosit de l'admi-

nistration postale, dans les attributions de laquelle rentre cette partie du territoire.

Peu importe s'il y a ou s'il n'y a pas de bureau de poste sur cette étendue de transit.

Qnand, au contraire, la distance sur un territoire (la ligne directe) coupe une enclave appartenant à un autre territoire qui n'a pas été touchée dans le trajet effectif de l'envoi, cette portion coupant l'enclave est considérée comme faisant suite à la distance en question.

Pour les envois qui n'ont été que partiellement expèdiés en franchise, pour une certaine étendue, il ne sera perçu de taxe, qu'en faveur des administrations dans le ressort desquelles ces envois ont été effectivement frappés d'une taxe rentrant dans la recette commune.

Le droit sur les avances postales est inscrit au profit du bureau de poste qui a fourni l'avance.

Suivant le total des sommes perçues pour le port sur tous les territoires postaux, on établit le chiffre proportionnel qui revient à chaque administration dans les recettes générales des messageries.

Lorsque par suite de traités particuliers le transit à travers le territoire d'une administration est abandonné sans indemnité, partiellement ou en totalité, à une autre administration, cette circonstance ne change rien aux rapports vis-à-vis de la communauté, tels qu'ils ont été réglés par les dispositions qui précèdent; mais, les administrations intéressées devront s'entendre entre elles pour régler cette question.

Les dispositions ci-dessus ne s'appliquent pas au transit d'articles de messagerie qui appartiennent à l'échange intérieur de l'une des hautes parties contractantes; le règlement de cette question est réservé aux administrations intéressées.

Chaque administration a le droit de réclamer une révision du calcul des quote-parts, à moins qu'on ne parvienne, au moyen d'une entente entre toutes les parties contractantes, à satisfaire d'une manière plus prompte les prétentions de l'administration réclamante.

Si celle-ci persiste à demander une révision du calcul des quoteparts, les anciens ne subsistent que jusqu'à la fin du trimestre, dans le cours duquel cette demande a été communiquée aux autres administrations.

A partir du premier jour du trimestre suivant, seront appliquées les quote-parts qui résulteront, suivant les prescriptions qui précèdent, du nouveau calcul auquel il aura été procédé.

Ce calcul s'appliquera à l'année qui commence avec le premier jour

de ce trimestre. Jusqu'au moment où les travaux de la Commission de révision seront terminés, on continuera, sauf règlement ultérieur, à partager les recettes des messageries, d'après les quote-parts attribuées jusqu'alors à chacune des administrations.

Le résultat du calcul des quote-parts restera au moins en vigueur

pendant deux ans durant la continuation du traité.

L'établissement des quote-parts est fait, dans tous les cas, par une Commission qui se réunit temporairement à cet effet.

La manière dont elle sera composée, l'époque des réunions, le lieu des séances, la direction, le règlement, etc., etc., de la Commission de révision, seront fixés par les administrations d'un commun accord. Les frais seront supportés dans la proportion des quote-parts que la Commission aura établie.

Décompte.

Art. 44. Chaque administration inscrit sur des tableaux les sommes reçues dans ses bureaux, pour droits de ports sur les articles de messageries ou droits d'affranchissement; ces tableaux sont réciproquement soumis à l'examen et à l'approbation des autorités chargées de la comptabilité des administrations postales qui se communiquent respectivement leurs casiers.

Les résultats de ces constatations sont coordonnés par un comité nommé par les autres administrations. Ce comité devra, d'après la proportion des quote-parts établie par la Commission (art. 43), déterminer la part réelle de chaque administration dans l'ensemble des recettes des messageries, et faire le bilan général en communiquant à toutes les administrations les comptes tels qu'ils ont été arrêtés.

Les administrations postales conviendront entre elles des mesures d'exécution pour le mode de décompte, le contrôle des tableaux des recettes, la révision des casiers, etc.

Jusqu'à ce que la nouvelle fixation des quote-parts aura pu être établie, le décompte, pendant l'intervalle à partir du 1^{cr} janvier 1868, restera provisoirement réglé d'après la proportion ressortant pour la période triennale de 1863 à 1865, entre le montant de la recette brute perçue par chaque administration et la part dans la recette commune des messageries qui lui est attribuée, et les payements seront réciproquement faits d'après cette proportion sous la réserve d'un règlement définitif à effectuer ultérieurement. Dès que les quote-parts auront été fixées, le décompte définitif sera fait pour l'espace de temps écoulé depuis le 1^{cr} janvier 1868. Suivant les résultats de cette liquidation, les balances de compte seront établies en tenant compte des payements effectués pendant l'intervalle.

Décompte relatif aux frais résultant d'envois qui n'ont pu être remis aux destinataires.

Art. 45. L'administration à laquelle ont été retournés les envois qui n'ont pu être remis aux destinataires supporte les frais de port ou autres déboursés occasionnés pendant le transport. Mais elle percoit aussi le prix de la vente des objets contenus dans les envois.

Si le prix retiré de la vente ne suffit pas pour couvrir les frais de port et les autres débours, l'administration postale en question est libre de liquider le montant lorsqu'il dépasse 3 thalers ou 5 florins et quart. valeur allemande, ou 4 florins et demi, valeur autrichienne. La liquidation est visée par une autre administration et le montant défalqué de la recette commune des messageries.

Annulation du port pour les envois d'articles de messageries.

Art. 46. Lorsqu'un port a été annulé ou restitué s'il dépasse 3 thalers ou 5 florins et quart ou 4 florins et demi, valeur autrichienne, il est liquidé, et, suivant les cas, remboursé à l'administration intéressée, dans les mêmes conditions que celles fixées par l'art. 45, en ce qui touche les frais non recouvrés sur les envois de messageries, qui n'ont pu être remis aux destinataires.

Si une administration postale est obligée, par disposition légale ou administrative, à supprimer ou à restituer un port, on ne peut lui re-

fuser la constatation de la liquidation.

En cas de perte d'envois de la poste, le port commun acquis ne doit pas être payé par l'administration qui est en faute, mais supprimé et subsidiairement liquidé sous la condition ci-dessus exprimée. Il en est de même pour les envois dont le destinataire resuse de prendre livraison, à cause d'avaries dans le cas où l'administration postale est responsable des avaries.

Lorsqu'un envoi vient à être soustrait, l'administration qui est en faute doit répondre de tous les frais de ports ou déboursés ainsi que du montant de l'affranchissement à restituer à l'expéditeur.

Franchise de port pour les envois par messageries.

Art. 47. En ce qui touche la franchise dans le trafic réciproque des messageries, il y a lieu d'appliquer les principes suivants :

1º Relativement aux envois des membres des familles régnantes transportés par les messageries sur tous les territoires des hautes parties contractantes, les règles admises jusqu'à ce jour restent en vigueur.

2º Les envois de correspondances ou d'actes relatifs aux affaires qui concernent le service de l'État, émanant d'une autorité publique d'un territoire postal et adressés aux autorités d'un autre territoire, expédiés par les messageries, sont francs de port, lorsqu'ils remplissent les conditions fixées dans le district postal d'expédition pour être admis à jouir de la franchise. Les fonctionnaires spéciaux qui représentent une autorité sont à cet égard assimilés aux autorités de l'État et autres autorités publiques. Les imprimés relatifs aux affaires publiques échangés entre les administrations de l'État, seront traités comme envois de correspondances ou d'actes officiels. Les envois de valeurs et d'avances des autorités ci-dessus désignées, sont soumis au port dans le trafic réciproque des messageries.

3º Les envois d'articles d'argent ou autres que s'expédient réciproquement par la voie des messageries les autorités postales et les établissements de poste dans les relations du service, sont toujours admis à la franchise, s'ils remplissent les conditions prescrites pour les affaires du service postal, sur le territoire postal où ils sont

remis.

4° Les envois de messagerie, de quelque genre qu'ils soient, admis à la franchise sur tout le parcours, en vertu de Traités existants entre les Gouvernemens ou administrations postales, continueront à jouir de la franchise.

Garantie de la part des messageries.

Art. 48. La poste indemnise l'expéditeur pour la perte ou les avaries des objets confiés aux messageries, dans les conditions réglementaitaires à l'exception des lettres avec avances de la poste, sans déclaration de valeur.

Il n'est payé d'indemnité pour le retard dans le transport ou dans la remise à domicile, que lorsque les objets à remettre ont été détériorés par ce retard ou qu'ils ont perdu partiellement ou intégralement leur valeur d'une manière permanente. Cependant les variations de cours à la Bourse ou sur les marchés ne sont point prises en considération.

Le droit à indemnité cesse lorsque la perte, la détérioration ou les retards dans le transport et la remise proviennent:

1° De la négligence de l'expéditeur ;

2º De la guerre;

3° Des suites inévitables d'un événement de l'ordre physique ou de la nature même de l'objet expédié;

4° Dans le cas encore où la détérioration ou la perte ont eu lieu en dehors du territoire postal des hautes parties contractantes dans un bureau de poste pour le service duquel aucune des administrations postales intéressées ne s'est engagée par traité à répondre. Cependant, dans le cas où la livraison a lieu dans les limites du territoire postal de l'une des hautes parties contractantes, et si l'expéditeur veut faire valoir ses prétentions contre le bureau de transport étranger, l'administration postale, par l'intermédiaire de laquelle l'envoi a été directement remis à l'étranger, doit l'appuyer dans ses poursuites.

Lorsque, au moment de la livraison au destinataire, il n'y a ni bris de fermeture ni déchirure à l'enveloppe, et que d'ailleurs le poids est trouvé conforme à celui qui a été constaté au moment de la remise de l'envoi aux messageries, la poste n'est pas tenue de remplacer ce qui pourrait manquer au moment de l'ouverture des colis. La réception d'un envoi, sans observations, de la part du destinataire, légitime la supposition qu'au moment de la livraison, la fermeture et l'enveloppe étaient intactes, et que le poids concordait avec celui qui avait été constaté au moment de la remise de l'envoi.

Lorsque la valeur a été déclarée, cette déclaration servira de base à l'indemnité à payer par l'administration de la poste. Toutefois, si la poste peut prouver que la valeur déclarée dépasse la valeur réelle de la chose, elle n'aura à payer que le prix de la valeur réelle.

Lorsqu'on a omis de faire la déclaration de la valeur pour des paquets, et qu'ils viennent à se perdre ou à se détériorer, la poste n'aura qu'à réparer le dommage réellement éprouvé, sans que l'indemnité puisse jamais dépasser 1 thaler ou 1 florin 45 kreuzers, valeur allemande, ou 1 florin 50 neukreuzers, valeur autrichienne, par livre, pour tout l'envoi. Les envois pesant moins d'une livre sont considérés pesant une livre entière et les fractions de livre sont comptées comme livre entière.

La poste n'accorde pas d'autres indemnités que celles qui viennent d'être indiquées; il n'y a en particulier aucun recours à espérer contre elle au sujet d'une perte éprouvée ou d'un bénéfice manqué à la suite de la perte ou de la détérioration d'un envoi.

Les frais d'indemnité payés à l'expéditeur sont supportés par l'administration postale dont le bureau a reçu l'envoi.

Le droit à une indemnité de la part de la poste est prescrit au bont de six mois, à partir du jour de la livraison. Cette prescription est interrompue par une réclamation adressée à l'administration postale, dans le ressort de laquelle se trouve le bureau de la livraison. Si cette administration repousse la réclamation, il courra, du moment de la notification de ce refus, un nouveau délai de prescription de six mois qui n'est plus interrompu par une nouvelle réclamation contre cette décision.

Le droit à une indemnité peut aussi être réclamé par le destinataire

lorsque l'expéditeur est inconnu, ou bien qu'il abandonne la poursuite de son droit au destinataire.

L'administration obligée à payer l'indemnité peut, dans tous les cas, former un recours contre l'administration dans le ressort de laquelle la perte ou les avaries de l'envoi ont eu lieu.

Sera responsable, jusqu'à preuve du contraire, l'administration qui a reçu sans réclamer l'objet de la part de l'administration précédente et qui n'est pas en état de prouver la livraison au destinataire, ou s'il y a lieu, la remise régulière à l'administration postale voisine.

Il y a cependant une exception au principe, établissant que la responsabilité incombe à l'administration qui reçoit l'envoi d'une autre sans réclamer; c'est lorsqu'il s'agit de spoliation ou d'avaries qui ont eu lieu sans bris de fermeture ou déchirure apparente de l'enveloppe, ou sans amener une différence de poids, et dont l'origine n'a pu être constatée. Dans ce cas, les administrations intéressées ont à contribuer à l'indemnité dans une proportion à fixer au besoin par des arbitres.

En ce qui touche les envois avec valeurs déclarées d'une somme de 100 thalers inclusivement ou 175 florins, valeur allemande, ou 150 florins, valeur autrichienne, l'absence de réclamation, quand il ne s'agit que de différences de poids, ne doit pas avoir pour conséquence de faire retomber la responsabilité exclusive sur l'administration postale qui a reçu l'envoi; mais, pour ces sortes d'envois, lorsqu'ils ont été reçus sans réclamation, les prescriptions du paragraphe précédent seront applicables. Au reste, chaque administration peut comme avant même, pour les envois d'une valeur de 100 thalers ou 175 florins, valeur allemande, ou de 150 florins, valeur autrichienne, inclusivement, faire repéser l'envoi, établir les différences de poids et constater de cette manière l'état de l'objet.

Lorsque, en cas de réclamations, les administrations postales intéressées ne peuvent s'entendre sur le point de savoir si, d'après les constatations faites, on doit admettre que les avaries ou la disparition de l'envoi ont eu lieu pendant qu'il était entre les mains de la poste, que par conséquent une indemnité est due au réclamant, ou si, dans quelles proportions, l'une ou l'autre des administrations doit payer une indemnité ou respectivement y contribuer, dans ce cas, il y a lieu de provoquer une décision arbitrale. Les arbitres auront d'abord, lorsque ce dernier point serait aussi contesté, à s'assurer si, dans l'espèce, il est dû en définitive une indemnité au réclamant, et ensuite ils examineront quelles administrations doivent contribuer à l'indemnité due et dans quelles proportions.

Le tribunal arbitral, dans un cas semblable, sera ainsi constitué : on désignera au sort, parmi les administrations non intéressées, l'une d'elles pour exercer les fonctions de juge arbitre. Le tirage au sort est effectué pour chaque année par une administration déterminée; les différentes administrations se succèdent dans cette fonction d'après l'ordre alphabétique. S'il n'y a qu'une administration qui soit désintéressée, c'est elle qui exerce les fonctions d'arbitre.

Cependant dans les cas où il s'agit du payement d'une indemnité montant à 20 thalers ou 35 florins, valeur allemande, ou 30 florins, valeur autrichienne, inclusivement, et lorsque les administrations du point de départ et du lieu de destination sont d'accord sur le versement en commun d'une indemnité, il n'y aura pas lieu de constituer de tribunal arbitral, et l'indemnité sera supportée à parts égales par toutes les administrations qui ont coopéré au transport.

IV

RAPPORT AVEC LES TERRITOIRES POSTAUX ÉTRANGERS.

Traités postaux.

Art. 49. Le traitement des envois dans les relations avec des territoires postaux étrangers, a lieu d'après les traités de poste conclus avec les gouvernements étrangers intéressés et respectivement d'après les arrangements pris avec des entreprises de transports étrangères.

Relativement à la conclusion de traités postaux avec des gouvernements étrangers, si deux ou plusieurs des signataires de ce traité ont des rapports postaux directs ou veulent avoir des rapports de ce genre avec un État étranger, l'administration postale qui a en vue la conclusion d'un nouveau traité devra faire connaître son dessein aux autres administrations postales en relations postales directes avec ce pays, afin d'amener une entente sur la conduite à tenir dans les rapports avec ce pays étranger et sur les mesures à prendre pour sauvegarder les intérêts communs de l'union des postes allemandes.

Dès que cette entente aura été établie, les administrations postales intéressées s'efforceront d'obtenir de concert la conclusion des nouveaux traités, et à cet effet l'une des parties contractantes pourra donner ses pleins pouvoirs à l'autre.

Dans tous les cas on s'attachera à obtenir par ces traités que les facilités accordées à l'échange des correspondances entre l'État étranger et le territoire de la partie contractante allemande, soient également étendues de la même manière et sous les mêmes conditions aux correspondances échangées par l'intermédiaire de l'admi-

nistration contractante entre d'autres territoires postaux allemands et ledit État étranger.

L'acceptation des stipulations consacrées par les traités conclus avec les pays étrangers, est obligatoire pour tous les particicipants au présent traité, lorsque les dispositions relatives au port ne stipulent pas une réduction au-dessous du port intérieur allemand. Si dans quelques cas particuliers on a cru devoir accepter un port moins élevé, les différentes administrations postales seront libres d'accéder ou non aux conditions du traité en question.

Traitement des envois.

Art. 50. En tant que les traités de poste ou les conventions postales avec les gouvernements ou les administrations de l'étranger ne contiennent pas de dispositions particulières, les clauses relatives au traitement des envois consacrés dans le présent traité touchant l'échange réciproque recevront leur application.

Les envois venant de l'étranger par la poste aux lettres et qui sont de nature à pouvoir être aussi expédiés plus loin par la poste aux lettres, seront, à moins que les prescriptions douanières ne s'y opposent, transportés à leur destination sans égard au poids par la voie de la poste aux lettres, et seront traités quant à la taxe et au port comme des envois de la poste aux lettres.

Perception du port.

Art. 51. La perception du port pour les envois de la poste aux lettres se règle conformément à l'article 23, de façon que le bureau de poste de la frontière qui reçoit directement les envois de la poste aux lettres de l'étranger, devient effectivement un bureau de remise et celui où elles sortent un bureau de distribution.

Conformément à ce qui précède et pour ce qui concerne l'échange des journaux avec l'étranger, le bureau de poste de la frontière est considéré comme lieu de publication des journaux et respectivement comme bureau d'expédition, et d'après cette base on partagera par moitié la provision prélevée sur l'abonnement aux journaux.

Taxation des envois par messageries.

Art. 52. Pour la taxation des envois par messageries, le territoire postal qui reçoit directement les envois provenant de l'étranger sera considéré comme territoire d'expédition, et le territoire postal sur lequel s'effectue directement la remise de l'envoi à l'administration

étrangère sera considéré comme territoire postal du lieu de destination. Le port commun sera calculé conformément aux règles établies pour l'échange réciproque, en prenant pour base les distances respectives entre les carrés de taxe, dans lesquels se trouvent les points de la frontière qui doivent être particulièrement désignés.

En ce qui touche les envois d'avances sur la poste, venant de l'étranger, si l'office étranger a déjà prélevé un droit sur les avances, il ne sera pas perçu de nouveau droit pour la distance allemande. Si des envois avec des avances réelles sur la poste sont remis dans des localités de l'étranger où existe un bureau allemand de messageries, les droits sur avances de la poste seront portés à la recette commune, d'après les prescriptions de l'article 38. Pour les envois venant de l'étranger au sujet desquels des déboursés, ne consistant pas en avances réelles, mais en droits de transports étrangers, port, droits d'emballages et d'enregistrement, taxes de douanes et autres frais ont été effectués, il ne sera prélevé aucun droit sur avances.

Perception du port par les messageries.

Art. 53. Le produit du port des envois par les messageries (art. 33) rentre dans les recettes communes, et doit, par conséquent, être partagé, conformément aux prescriptions de l'article 43, pour les envois de messageries appartenant au trafic réciproque.

Transit en dépêches closes.

Art. 54. Les hautes parties contractantes s'accordent mutuellement le droit de faire transporter leurs correspondances à destination de l'étranger, en dépêches closes, sur leurs différents territoires, en tant que ce droit existait déjà sous les conditions actuelles.

Les administrations postales intéressées s'entendront sur la fixation

du tarif des nouveaux droits de transit.

L'extension de ce droit de transit sera subordonnée à une entente

spéciale à ce sujet.

Dès l'entrée en vigueur du présent Traité, les États du Sud de l'Allemagne accordent à l'administration postale de la Confédération de l'Allemagne du Nord, le transit en dépêches closes à destination de l'Italie; ainsi que la Suisse, et vice versa; par contre, la Confédération de l'Allemagne du Nord réserve la faculté aux États du Sud de l'Allemagne, à partir de la même époque, d'emprunter son territoire pour envoyer leurs correspondances en dépêches closes à destination de la France, de la Belgique, des Pays-Bas, ainsi que pour les recevoir des mêmes pays.

L'administration postale du territoire frontière perçoit le port afférent à la distance parcourue sur le territoire allemand, sur les lettres, imprimés, échantillons de marchandises soumis à la taxe et renfermés dans les paquets ou sacs à lettres venant de l'étranger. La bonification, ainsi obtenue, peut, après accord entre les administrations intéressées, être calculée en bloc suivant le poids. Pour les mandats de poste renfermés dans les paquets venant de l'étranger, de même que pour tous les envois de la poste aux lettres dirigées vers l'étranger, il n'est dù aucune bonification à l'administration postale de la frontière.

En ce qui touche les correspondances en dépêches closes échangées entre États étrangers et transitant sur le territoire allemand, l'administration qui reçoit à la frontière ces dépêches closes, perçoit le droit de transit que doit payer l'État étranger. S'il était question d'abaisser ces droits de transit au-dessous du droit actuel accordé à l'administration de la frontière, d'après les prescriptions du paragraphe qui précède, l'administration qui négociera cette réduction devra, pour direction de parcours dans laquelle ses recettes ne sont pas affectées par la diminution proposée, mais bien celles d'autres administrations de poste allemandes, commencer par s'entendre avec les administrations postales allemandes intéressées dans la question.

V

DISPOSITIONS FINALES.

Ratification et durée du traité.

Art. 55. Les ratifications du présent Traité seront échangées dans l'espace de trois semaines.

Le Traité entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1868. Il pourra être dénoncé d'une année à l'autre. La dénonciation ne peut avoir lieu que le 1^{er} juillet de chaque année, de façon que le Traité reste en vigueur jusqu'au dernier jour de juin de l'année suivante.

Le Traité de l'Union des postes du 18 août 1860 cessera d'être en vigueur à la fin de cette année. A la même date, les Traités de poste séparés, conclus entre les différents participants du présent Traité, cesseront d'être appliqués pour toutes les dispositions qui ne s'accordent pas avec la teneur du présent Traité, avec les règlements et les instructions relatifs à son exécution. Cette règle s'applique aussi aux Traités de poste séparés qui ont existé jusqu'à ce jour entre les territoires non prussiens, appartenant à la Confédération de l'Allemagne du Nord et l'empire d'Autriche.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé et scellé le présent Traité.

Fait à Berlin, le vingt-trois novembre mil huit cent soixante-sept.

(L. S.) Signé: R. DE PHILIPSBORN.

(L. S.) Signė: H. STEPHAN.

(L. S.) Signė: A. HELDBERG.

(L. S.) Signė: C. DE SPITZEMBERG.

(L. S.) Signé: A. HOFACKER.

(L. S.) Signé: M. DE SUTTNER.

(L. S.) Signė: J. BAUMANN.

(L. S.) Signé : H. ZIMMER.

(L. S.) Signė: F. PILHAL.

Protocole final anuexé au Traité postal entre l'Union de l'Allemagne du Nord, la Bavière, le Wurtemberg et Bade d'une part, ct l'Autriche d'autre part. Fait à Berlin, le 23 novembre 1868.

Les soussignés se sont réunis aujourd'hui pour signer, après lecture préalable faite en commun, le Traité postal conclu en vertu des pouvoirs qu'ils tiennent de leurs Hauts commettants, et à cette occasion, les déclarations et explications suivantes ont été consignées dans le présent protocole final.

I. Relativement à l'article 1er du Traité.

a) L'exercice du droit régalien de poste dans les parties du Grand-Duché de Hesse, qui ne font pas partie de la Confédération de l'Allemagne du Nord, appartenant au Gouvernement royal prussien, les rapports postaux avec ces territoires seront soumis aux mêmes prescriptions que celles qui règlent les relations postales avec la Confédération de l'Allemagne da Nord.

b) L'exercice du droit régalien de poste dans la Principauté de Lichtenstein, appartenant au Gouvernement impérial autrichien, les relations postales avec la Principauté de Lichtenstein seront considérées

comme rentrant dans l'échange réciproque.

II. Relativement à l'article 10 du Traité.

Eu égard à la circonstance que l'administration postale de l'État dans le Grand-Duché de Luxembourg n'embrasse pas les transports

ARCH. DIPL. 1868 — IV 106

par messageries, on est convenu, en ce qui touche les échanges avec le territoire du Grand-Duché et les territoires des États contractants, qu'on admettrait les lettres soumises au port (actes et autres envois manuscrits de ce genre), jusqu'à concurrence du poids d'une livre inclusivement, et jusqu'à concurrence du poids de 4 livres pour les mêmes envois affranchis.

III. Relativement aux articles 11, 15, 16 et 17 du Traité.

Les règles établies dans les articles 11, 15, 16 et 17, en ce qui touche le prix du port, s'appliqueront également aux correspondances acheminées au moyen des ports autrichiens vers la Turquie d'Europe et d'Asie, les Principautés danubiennes, la Serbie, l'Égypte et les pays qui reçoivent ces correspondances par l'intermédiaire desdits ports autrichiens (Chine, Indes-Orientales, Australie, etc.).

Il y aura lieu cependant d'ajouter, dans ce cas, au prix de port ordinaire, le port afférent au parcours en dehors du territoire autrichien.

IV. Relativement à l'article 26 du Traité.

La franchise mentionnée dans l'article 26, accordée à la correspondance de tous les membres des familles régnantes dans les États des Parties contractantes, ne s'applique qu'à la correspondance de ces personnages entre eux.

Les membres de la famille princière de Tour et Taxis sont placés, pour ce qui touche la franchise de port, sur le même pied que les familles régnantes.

Quant à la franchise accordée à l'administration de la famille princière de Tour et Taxis et aux fonctionnaires représentant cette administration, les règles consacrées par les arrangements spéciaux existants continueront à être appliquées.

V. Relativement à l'article 46 du Traité.

Les envois de messageries entre les pays de Hohenzollern et le territoire de la Confédération de l'Allemagne du Nord seront, quant au traitement postal, à la communauté des recettes des messageries et à leur mode de partage, considérés simplement comme des envois appartenant au trafic réciproque des hautes parties contractantes.

Touchant les autres cas de transit d'envois de messageries à l'intérieur, à travers un autre territoire, les administrations intéresséees auront à prendre des arrangements particuliers d'après les conditions locales où se trouvent les routes dont le parcours devra être emprunté. Dans le cas où des arrangements de ce genre existent déjà, ils seront maintenus sous la réserve d'une révision éventuelle de ces conditions.

VI. Relativement à l'article 47 du Traité.

a) En ce qui touche la franchise de port pour articles de messageries dont jouissent les membres de la famille princière de Tour et Taxis, on maintiendra les principes actuellement en vigueur. Quant à la franchise de port pour articles de messageries accordée à l'administration de la famille princière de Tour et Taxis et aux fonctionnaires qui représentent cette administration, les règles consacrées par les arrangements spéciaux existants continueront à être appliquées.

b) Les administrations postales des hautes parties contractantes se communiqueront mutuellement les Traités particuliers mentionnés

sous le paragraphe 5 de l'article 47.

c) L'administration des postes autrichiennes consent à ce que la correspondance officieile pour les affaires de Zollverein échangée entre les autorités et fonctionnaires des États de l'Union douanière, soit transmise franche de port.

VII. Relativement à l'article 54 du Traité.

En ce qui concerne les droits perçus pour le transit, en dépêches closes, on conservera la taxe actuellement en vigueur jusqu'à ce qu'une entente ultérieure ait été établie à ce sujet entre les Administrations postales intéressées.

VIII. Relativement à l'article 55 du Traité.

Tous les Plénipotentiaires se donnent mutuellement l'assurance que les observations contenues dans le présent Protocole seront considérées comme approuvées et sanctionnées par leurs Hauts Gouvernements sans autre ratification spéciale, par le fait de l'échange des ratifications du Traité auquel elles se rapportent.

La ratification du Traité de la part de la Confédération de l'Alle-

magne du Nord aura lieu par l'intermédiaire de son Président.

On adoptera de partet d'autre une forme de ratification qui permette de désigner suffisamment l'objet de celle-ci sans l'insertion complète des articles du Traité.

L'échange des instruments de ratification aura lieu à Berlin.

En foi de quoi tous les Plénipotentiaires ont signé le présent Traité et le Protocole final en quadruple expédition.

Fait et passé comme ci-dessus.

(L. S.) Signé: R. DE PHILIPSBORN. (L. S.) Signé: M. DE SUTTNER.

(L. S.) Signé: H. Stephan. (L. S.) Signé: J. Baumann.

(L. S.) Signé: A. Heldberg. (L. S.) Signé: H. Zimmer.

(L. S.) Signé: C. DE SPITZEMBERG. (L. S.) Signé: F. PILHAL.

(L. S.) Signé: A. HOFACKER.

CONFÉDÉRATION DE L'ALLEMAGNE DU NORD. — LUXEMBOURG.

Traité postal signé à Berlin, le 23 novembre 1867.

S. M. le Roi de Prusse, au nom de la Confédération de l'Allemagne du Nord, et S. M. le Roi des Pays-Bas, grand-duc de Luxembourg, animés du désir, en présence des changements survenus, de régler sur un pied nouveau les relations postales mutuelles et en même temps d'apporter de larges améliorations dans l'organisation postale, ont résolu de conclure à cet effet un traité postal, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires:

S. M. le Roi de Prusse:

Son Directeur général des postes Richard de Philipsborn, Son Conseiller supérieur intime des postes Henri Stéphan, Et son Conseiller intime des postes Adolphe Heldberg.

S. M. le Roi des Pays-Bas, grand-duc de Luxembourg : Son chargé d'affaires à la Cour de Prusse, Docteur Jean-Pierre Föhr.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

1

PRINCIPES GÉNÉRAUX.

PORTÉE DU TRAITÉ.

Art. 1er. Les dispositions du présent traité de poste s'appliquent :

a) Aux envois de la poste aux lettres échangés entre les territoires des hautes parties contractantes : échange réciproque.

b) Aux envois de la poste aux lettres échangés entre les pays contractants et des États étrangers ou entre États étrangers, pourvu toutefois que, dans ce cas, le territoire de la Confédération de l'Allemagne du Nord et celui du Grand-Duché de Luxembourg soient empruntés: échange international et transit.

L'échange des correspondances du Grand-Duché de Luxembourg avec le Royaume de Bavière, le Royaume de Wurtemberg, et avec le Grand-Duché de Bade ainsi qu'avec l'Empire d'Autriche, est considéré comme rentrant dans la première catégorie.

Les règlements sur le service intérieur de la poste aux lettres et des messageries sont arrêtés par chacune des parties contractantes.

Échange des articles de poste.

Art. 2. Il y aura entre les administrations postales des hautes parties contractantes un échange régulier des objets à transporter par la poste aux lettres rentrant dans les deux catégories précédentes.

Les administrations s'engagent réciproquement à expédier de la façon la plus rapide les correspondances qui leur seront remises.

Les hautes parties contractantes veilleront à ce que les administrations postales aient à leur libre disposition, autant que possible, les chemins de fer, les bateaux à vapeur et autres moyens de transport, pour tous les envois de la poste.

Les administrations postales intéressées se réservent de prendre, suivant les besoins variables du service, les mesures nécessaires pour désigner les bureaux de poste ordinaires et les bureaux de poste de chemins de fer entre lesquels il conviendra d'établir un échange régulier de dépêches closes.

Droit de transit.

Art. 3. Chaque administration a le droit d'expédier les correspondances à destination du territoire de l'une des parties contractantes à travers le territoire de l'autre, dans des paquets fermés ou sacs à lettres, et même pour de courtes distances, à découvert. Le même droit est réciproquement accordé pour la correspondance en transit dans le cas où les objets à transporter, d'origine étrangère, ont encore, avant d'arriver à leur destination, à passer par le territoire intermédiaire d'une des parties intéressées au traité.

Le transit au delà des frontières est réglé d'après les clauses de l'article 36.

Suppression des droits de transit.

Art. 4. L'administration du territoire au travers duquel a lieu l'expédition des correspondances en dépêches closes ou à découvert, mentionnée en l'article 3, n'a aucun droit à prélever; les parties contractantes doivent mettre, au contraire, à leur disposition réciproque les routes de leur réseau postal pour le susdit transit. Cette disposition s'applique également au transit des correspondances provenant de l'intérieur de l'un des territoires des hautes parties contractantes.

Cependant, si dans des cas particuliers l'acheminement des corres-

pondances provenant de l'une des administrations occasionnait à l'autre administration sur son propre territoire, des frais spéciaux, ces dépenses seront, sur production des pièces à l'appui et après notification préalable, inscrites à la charge de l'administration qui a réclemé le transport. Cette notification devra, lorsqu'il s'agit d'installations spéciales et prolongées faites dans ce but, être adressée à l'administration intéressée, autant que possible avant l'exécution. Sous la même réserve d'indemnité, il sera donné suite à la demande de l'une des administrations tendant à l'établissement d'une voie postale pour l'exi édition de ses correspondances sur le territoire de l'autre administration.

Remise des transports de poste aux frontières.

Art. 5. Relativement aux mesures à prendre au sujet de l'expédition des objets à transporter par la poste sur les territoires frontière respectifs, on devra, dans le cas où l'organisation existante ou des circonstances locales n'y mettent obstacle, il faudra partir de ce principe, que chaque administration aura à veiller au transport de tous les articles de poste depuis son territoire jusqu'au bureau de poste frontière du territoire voisin.

En ce qui touche l'expédition des articles de poste par chemin de fer sur les frontières, on s'en référera aux dispositions des traités internationaux et aux arrangements spéciaux en vigueur.

Mesure des distances.

Art. 6. Les distances à parcourir sur les différents territoires postaux sont calculées d'après l'unité du mille géographique dont 15 à 1 degré de l'équateur.

Poids.

Art. 7. Jusqu'à ce qu'il en soit décidé autrement, il sera fait usage pour la fixation des poids dans le service postal, comme unité de poids, de la livre douanière divisée en 30 onces et celle-ci à son tour en dixièmes.

Art. 8. La taxation, la bonification et le décompte se feront :

Dans le système monétaire du thaler divisé en 30 silbergros, et ce dernier divisé en 12 pfennigs.

Le payement des sommes dues d'après les comptes établis tous les trois mois entre les administrations postales, est effectué dans la monnaie du pays dont relève l'administration postale qui a à recevoir ce payement.

jusqu'à concurrence d'un

poids de 15 onces.

Nature et traitement des objets à transporter par la poste.

Art. 9. Relativement à la forme, au volume et au traitement des envois par la poste à remettre, à recevoir ou à expédier plus loin, seront considérés comme applicables les règlements ou instructions à intervenir entre les administrations postales, et subsidiairement les stipulations des traités conclus avec des États étrangers.

Lorsqu'il n'y a pas de prescriptions particulières dans ces règlements, instructions et traités, les instructions données par les administrations postales en ce qui touche le trafic intérieur continuent à

être observées.

Envois par la poste aux lettres.

Art. 10. Rentrent dans le service de la poste aux lettres :

Les lettres sans valeur déclarée;

Les imprimés;

Les échantillons de marchandises;

Les mandats sur la poste et

Les journaux.

En ce qui concerne les lettres (actes et autres manuscrits) provenant du Grand-Duché de Luxembourg, il a cependant été convenu qu'elles seraient admises jusqu'à concurrence du poids maximum d'une livre, lorsqu'elles sont passibles de la taxe, et jusqu'à concurrence d'un poids de quatre livres si elles ne sont pas passibles de la taxe.

H

POSTE AUX LETTRES.

Port.

Art. 11. Le port des lettres pour toutes les distances dans l'échange réciproque est fixé :

a) Pour la lettre ordinaire affranchie ne dépassant pas le poids d'une once : 1 silbergros; pour la lettre dépassant ce poids, 2 silbergros.

b) Pour la lettre ordinaire non affranchie ne dépassant pas une once douanière: 2 silbergros; pour la lettre dépassant ce poids: 3 silbergros.

Timbres-poste et enveloppes timbrés.

Art. 12. Les bureaux de poste, conformément aux mesures prises par les administrations postales, doivent mettre à la disposition du public des timbres-poste qu'ils sont tenus de lui céder au prix indiqué par le timbre d'affranchissement.

Les administrations postales peuvent, si elles le jugent utile, autoriser les bureaux de poste à vendre des enveloppes timbrées et à prélever, outre le prix indiqué sur le timbre d'affranchissement, une indemnité correspondante aux frais de revient.

Affranchissement insuffisant.

Art. 13. Les lettres insuffisamment affranchies au moyen de timbres ou d'enveloppes timbrées, sont soumises à la taxe des lettres non affranchies, en tenant compte toutefois de la valeur des timbres ou des enveloppes employés.

Le refus de payer le surcroît du port équivaut à un refus de recevoir la lettre.

Affranchissement au moyen de timbres ou d'enveloppes timbrées d'une autre administration.

Art. 14. D'autres timbres ou enveloppes d'affranchissement que ceux du territoire postal sur lequel a lieu la remise des objets à affranchir, n'ont pas de valeur. Les envois munis de timbres ou enveloppes d'un autre territoire postal et remis à la poste sont considérés comme non affranchis, et les timbres ou enveloppes seront annulés.

Si des envois de ce genre, rentrant dans l'échange réciproque, sont destinés au territoire auquel appartiennent les timbres ou enveloppes, le bureau de poste n'aura à réclamer du destinataire que le port de la lettre ou de l'envoi qui resterait encore à payer, déduction faite de la valeur des timbres ou de l'enveloppe, ou devra rembourser d'une autre façon au destinataire la valeur des timbres irrégulièrement employés.

Imprimés.

Art. 15. Dans le cas où les imprimés sont affranchis, et que d'après leur nature, ils rentrent dans les conditions réglementaires, ils acquittent, sans égard à la distance, une taxe unique de 1/3 de silbergros par poids de 2 1/2 onces ou portions de ce poids.

Pour les imprimés remis à la poste non affranchis ou insuffisamment affranchis, ou qui ne rentrent pas dans les conditions réglementaires, mais qui d'ailleurs scraient susceptibles d'être expédiés par la poste aux lettres, en appliquera la taxe afférente aux lettres non affranchies, en tenant compte toutefois de la valeur des timbres employés.

Quant à ce qui concerne l'interprétation des prescriptions réglementaires sur les imprimés, toutes les fois qu'il ne s'agit pas d'un malentendu évident, le bureau de poste où ils sont remis sera toujours appelé à décider.

Échantillons de marchandises.

Art. 16. Les prescriptions de l'article 15 qui précède s'appliquent également aux échantillons à expédier par la poste.

Si dans le même paquet se trouvent des échantillons et des imprimés, on prélevera la taxe fixée par l'article 15, calculée sur le poids total du paquet.

Recommandation.

Art. 17. La recommandation est admise pour les lettres, les imprimés et les échantillons de marchandises moyennant le payement, en sus du port, d'un droit de 2 silbergros. Ce droit se paye toujours en même temps que le port. L'expéditeur pourra, sur sa demande, obtenir par l'intermédiaire du bureau de poste, un récépissé du destinataire (récépissé de retour). La poste prélèvera pour ce récépissé un droit de 2 silbergros, que l'expéditeur aura à payer au moment de l'envoi.

Indemnité pour les envois recommandés.

Art. 18. En cas de perte d'un envoi recommandé, il est payé à l'expéditeur une indemnité de 14 thalers, les cas de négligence de l'envoyeur, de guerre, de force majeure exceptés.

La poste n'accorde point d'indemnité pour la détérioration d'un envoi recommandé, ni pour le dommage occasionné par le retard dans la livraison.

Les envois remis à la poste pour être expédiés par voie d'estafette, sont, au point de vue de l'indemnité, assimilés aux envois recommandés.

L'indemnité sera payée par l'administration postale de laquelle relève le bureau expéditeur.

Le droit à l'indemnité est prescrit au bout de six mois, à partir du jour de la livraison.

La prescription est interrompue par une réclamation adressée à l'administration postale à laquelle appartient le bureau où l'envoi a été remis. Si la réclamation n'est pas admise, un nouveau délai de

prescription de six mois courra à partir du jour du rejet de la demande, mais la prescription ne pourra plus être interrompue par une seconde réclamation contre cette décision.

Le droit à l'indemnité peut aussi être réclamé par le destinataire dans le cas où l'expéditeur est inconnu, ou dans le cas où il abandonne ce droit au destinataire.

Lorsqu'une administration postale a accordé à l'expéditeur une indemnité pour un envoi recommandé et que l'enquête a établi que cet envoi n'a pas été perdu dans son district, elle devra être immédiatement indemnisée par l'administration qui a reçu livraison de l'envoi.

En ce qui touche la perte d'un envoi recommandé, renfermé dans un paquet de lettres en transit, l'administration chargée du transit n'est responsable de l'envoi que dans le cas où tout le paquet de dépêches a été perdu dans le trajet sur le territoire du transit, ou lorsqu'il est prouvé que l'envoi recommandé a été perdu pendant le trajet sur le territoire du transit.

Lorsque la perte d'envois recommandés provient du fait d'un office étranger, les administrations postales des hautes parties contractantes ne sont tenues à aucune indemnité, à moins de stipulations spéciales à ce sujet. Si néanmoins dans ce cas la remise de l'envoi a été faite dans le ressort d'une administration relevant des hautes parties contractantes et que l'expéditeur veuille faire valoir ses droits contre l'office étranger, l'administration postale qui a directement remis son envoi à l'administration étrangère est tenue de lui prêter assistance.

Il ne peut être demandé d'indemnité aux administrations postales pour des envois non recommandés.

Mandats sur la poste.

Art. 19. Il peut être effectué par la poste aux lettres dans l'échange réciproque sur les territoires postaux des parties contractantes, des payements jusqu'à concurrence de 50 thalers au moyen des mandats de poste.

Le droit pour les payements jusqu'à concurrence de 25 thalers est de deux silbergros; au-dessus de 25 à 50 thalers de 4 silbergros. Le coupon attaché à la formule du mandat peut recevoir de la main de l'expéditeur toutes espèces de communications écrites sans qu'il puisse être prélevé un surcroît de taxe.

La taxe doit être payée au burcau qui délivre le mandat sur la poste.

Sur la demande de l'expéditeur, il peut être donné avis, par le télégraphe, au bureau de poste du lieu de destination, des sommes versées contre réception de mandats sur la poste afin d'en assurer immédiatement le payement. L'expéditeur, dans ce cas, aura à payer, outre la taxe du mandat de poste et les frais du télégramme, la taxe pour la remise par exprès de la dépêche du bureau de poste jusqu'à la station du télégraphe, lorsque celle-ci n'est pas dans les bâtiments de la poste. Lorsque le mandat n'est pas adressé poste restante, il y a à prélever pour la remise par exprès du télégramme au destinataire la taxe fixée pour les lettres qui doivent être remises par exprès (art. 20).

Les sommes versées contre la réception d'un mandat sur la poste, sont garanties par les administrations postales, conformément aux principes établis pour les cas semblables, en ce qui touche l'échange réciproque entre le territoire postal de l'Allemagne du Nord, les Royaumes de Bavière, de Wurtemberg et le Grand-Duché de Bade.

Remise des envois par exprès.

Art. 20. Les objets livrés à la poste aux lettres sur l'adresse desquels l'expéditeur a indiqué par écrit qu'ils doivent être remis par exprès, doivent être, aussitôt après leur arrivée, expédiés au destinataire par cette voie.

Il n'est pas exigé de recommandation pour les envois par exprès. Il sera perçu pour les envois postaux par exprès, dans le rayon du district local où se trouve le bureau destinataire, un droit de 2 1/2 silbergros.

Le payement de cette taxe peut être effectué par l'expéditeur ou être laissé à la charge du destinataire.

Pour les envois de poste par exprès dans le rayon rural du district où la lettre est adressée, il est admis comme règle que la taxe d'expédition par exprès doit être payée par le destinataire, selon le tarif établi et usité dans la localité pour les expéditions par exprès.

Dans le cas où l'exprès a à délivrer des sommes pour des mandats de poste, la taxe sera du double de celle fixée pour la remise par exprès des envois ordinaires.

La taxe à acquitter pour l'exprès est toujours perçue par le bureau de poste du lieu de destination.

Envois de lettres à faire suivre.

Art. 21. Pour les envois par la poste aux lettres qui doivent être expédiés au destinataire à un autre endroit qu'à celui désigné en premier lieu, il ne sera perçu à la suite de cette seconde expédition aucun nouveau droit.

Lorsque le renvoi a lieu sur le territoire de l'endroit où la lettre a été remise, le bureau de poste qui fait suivre porte en compte le port des lettres non affranchies dans la même monnaie et au même tarif que ceux de l'administration postale du bureau où la remise de l'envoi avait été faite; de son côté cette dernière administration postale prélève le montant du port d'après le tarif établi pour son service.

Les envois recommandés de la poste aux lettres qui sont à faire suivre sont traités dans ce second envoi également comme envois recom-

mandés.

Il n'est pas perçu de nouveau droit de recommandation.

Lorsque des mandats de poste destinés à l'intérieur passent, en les faisant suivre, dans l'échange réciproque, ils sont soumis à une taxe supplémentaire dont le montant représente la différence entre le droit établi pour les mandats de l'échange réciproque et ceux destinés à l'intérieur. Ce montant est prélevé comme le port de la lettre au moyen d'une surtaxe.

Rebuts.

Art. 22. Pour la réexpédition des envois par la poste qui ne peuvent être remis à destination, il n'est pas prélevé de port particulier. Si ces envois n'étaient pas affranchis, le bureau de poste qui effectue le renvoi porte en compte le port tel qu'il avait été calculé en premier lieu pour l'envoi et dans la même espèce de monnaie; de son côté l'administration du territoire où l'envoi avait été mis à la poste prélève le prix du port conformément au tarif établi pour son service.

Le montant des mandats qui n'ont pu être payés à destination est remboursé à l'envoyeur dès qu'on aura pu se procurer son adresse,

mais la taxe perçue pour le mandat n'est point restituée.

Perception de la taxe.

Art. 23. Chaque administration postale percevra le port ainsi que la taxe de recommandation sur toutes les lettres, les imprimés, et les échantillons qui sont remis dans ses bureaux.

La taxe prélevée sur les mandats de poste est partagée par parts égales, entre l'administration du territoire où s'effectue la remise et l'administration du territoire de la destination. En ce qui touche les mandats de poste à faire suivre appartenant originairement à l'échange intérieur, la taxe primitive dont ils ont été frappés entre dans le partage.

Les administrations postales des hautes parties contractantes se réservent de régler par un accord ultérieur le mode de perception du port d'après les expériences faites, de façon que chaque administration percevra les ports et affranchissements qui sont prélevés dans ses bureaux.

Avis-circulaires.

Art. 24. Il sera perçu pour les avis-circulaires expédiés sur la demande des particuliers un droit de 2 silbergros par l'administration postale de laquelle relève le bureau expéditeur. S'il est prouvé que la réclamation a été provoquée par la faute de la poste, le montant de la taxe sera restitué.

Exclusion de droits supplémentaires.

Art. 25. Indépendamment des taxes et droits établis dans les articles précédents, il ne pourra être perçu d'autres droits, soit pour l'expédition des lettres, imprimés, échantillons de marchandises et mandats de poste dans le district local du bureau de poste, ni pour la livraison de récépissés de livraison ni pour la remise de formulaires de mandats de poste.

Dispositions relatives à la franchise.

Art. 26. La correspondance de tous les membres des familles régnantes dans les territoires des hautes parties contractantes est expédiée franche de port sans limite de poids.

De plus seront réciproquement transportées en franchise : les correspondances pour affaires purement administratives échangées entre les autorités de l'État ou autres autorités publiques de l'un des territoires postaux avec les autorités de l'autre, pourvu qu'elles soient remises sous la forme prescrite pour la franchise dans le pays où elles sont mises à la poste. Jouissent des mêmes droits que les autorités de l'État et autres autorités publiques les fonctionnaires spéciaux qui représentent une de ces autorités. En ce qui touche le poids maximum des objets admis en franchise, les dispositions de l'article 10 sont applicables.

La correspondance des ambassadeurs avec leurs gouvernements est soumise au port.

Toute la correspondance officielle dans les affaires communes de douanes entre les autorités et fonctionnaires des États de l'union, dans toute l'étendue du Zollverein, est expédiée en franchise; pour jouir de cette franchise, la correspondance en question doit porter extérieurement sur l'enveloppe la mention : Affaire du Zollverein.

Les envois expédiés en franchise comme correspondance franche de port de la part de l'administration postale du territoire où ils sont mis à la poste, sont distribués à l'endroit de leur destination sans percevoir de taxe.

Distribution de journaux.

Art. 27. Les établissements de poste des hautes parties contractantes se chargent des abonnements et de l'exécution des commandes qui leur sont faites pour des journaux et écrits périodiques, de même que de leur envoi et de leur remise aux abonnés. Il ne sera pas fait de distribution gratuite de numéros spécimens.

Montant de la provision prélevée sur l'abonnement aux journaux

Art. 28. Le droit sur la distribution des journaux et écrits périodiques est fixé à 25 pour 100 du prix de l'abonnement, auquel le bureau de poste expéditeur reçoit le journal ou écrit de l'éditeur (prix net). Pour les journaux qui paraissent moins de quatre fois par mois, la provision n'est que de 12 1/2 pour 100 du prix net d'achat. Dans tous les cas le montant de la taxe doit s'élever au moins à 4 silbergros par an pour tout journal ou écrit périodique que la poste distribue.

Mode de perception de la provision sur les journaux.

Art. 29. La provision prélevée sur les journaux est partagée par moitié entre le bureau qui reçoit le journal et le bureau de poste qui l'expédie.

Si le montant ne peut être partagé exactement par fraction de 1/4 de silbergros, la plus grande part reste acquise au bureau expéditeur.

Conditions d'abonnement.

Art. 30. Pour les abonnements, ce sont les conditions indiquées par l'éditeur qui doivent être suivies.

En général on ne peut s'abonner pour moins de trois mois.

On ne peut s'abonner pour un temps plus long que celui indiqué sur la liste relative au prix des journaux publiés par l'administration postale du territoire où paraît le journal.

Les changements de prix pour l'abonnement suivant, ne seront pris en considération que lorsqu'ils sont annoncés par l'éditeur, au moins quatre semaines avant la nouvelle période d'abonnement, à l'administration postale du lieu où paraît le journal.

Taxe relative à l'expédition des journaux à domicile.

Art. 31. La provision prélevée sur l'abonnement aux journanx conformément à l'article 28 ne comprend pas la taxe à payer pour la livraison à domicile du journal. Les administrations postales détermi-

neront, chacune en ce qui la concerne, le montant de la taxe pour la livraison à domicile.

Envoi des journaux à faire suivre.

Act. 32. Si un abonné demande l'envoi d'un journal à un autre endroit que ce'ui qui a été donné en commandant le journal, il peut, à son choix, s'adresser à cet effet à l'administration postale qui reçoit le journal ou à celle de l'endroit où est publié le journal, et les administrations postales respectives auront à échanger à ce sujet les communications nécessaires. Pour faire suivre le journal, le destinataire devra payer, jusqu'à la fin de la période d'abonnement, un droit de 10 silbergros tant en faveur de l'administration postale, où il avait d'abord commandé le journal, qu'en faveur de l'administration postale qui est chargée de le faire suivre, droit qui sera partagé par parts égales entre ces deux administrations.

Si un journal, par suite de plusieurs changements d'adresse, est expédié d'un territoire sur un autre, il sera perçu à chaque nouvelle expédition le droit ci-dessus indiqué. Mais dans le cas où le journal retourne à la première destination, ce dernier changement d'adresse n'entraîne aucun nouveau droit.

Dans le cas où un journal qui n'était pas servi par la poste, mais directement envoyé par l'éditeur, vient à être envoyé par la poste en faisant suivre, l'expéditeur devra payer la provision prélevée sur les journaux transmis par la poste, conformément aux articles 28 et 30. Le partage se fait par moitié d'après l'article 29.

Les exemplaires que les rédactions de journaux s'envoient à titre d'échange, sont traités de la même manière.

III

RAPPORTS AVEC LES TERRITOIRES POSTAUX ÉTRANGERS.

Traités postaux.

Art. 33. Le traitement des envois dans les relations avec des territoires postaux étrangers, a lieu d'après les traités de poste conclus avec les gouvernements étrangers intéressés et respectivement d'après les arrangements pris avec des entreprises de transports étrangères.

Relativement à la conclusion de traités postaux avec des gouvernements étrangers, on s'attachera à obtenir par ces traités que les facilités accordées à l'échange des correspondances entre l'État étranger et le territoire de la partie contractante, soient exactement étendues de la même manière et sous les mêmes conditions aux correspondances de l'autre administration échangées à découvert par l'intermédiaire de l'administration contractante avec ledit État étranger.

Manière de traiter les envois.

Art. 34. En tant que les traités de poste ou les conventions postales avec les gouvernements ou les administrations de l'étranger ne contiennent pas de dispositions particulières, les clauses relatives au traitement des envois consacrés dans le présent traité touchant l'échange réciproque recevront leur application.

Les envois venant de l'étranger par la poste aux lettres et qui sont de nature à pouvoir être aussi expédiés plus loin par la poste aux lettres seront, à moins que les prescriptions douanières ne s'y opposent, transportés à leur destination sans égard à leur poids par la voie de la poste aux lettres, et seront traités quant à la taxe et au port comme des envois de la poste aux lettres.

Perception du port.

Art. 35. La perception du port pour les envois de la poste aux lettres se règle conformément à l'article 23, de façon que le bureau de poste de la frontière qui reçoit directement les envois de la poste aux lettres de l'étranger, devient effectivement un bureau de remise et celui où elles sortent un bureau de distribution.

Conformément à ce qui précède et pour ce qui concerne l'échange des journanx avec l'étranger, le bureau de poste de la frontière est considéré comme lieu de publication et respectivement comme bureau d'expédition, et d'après cette base on partagera par moitié la provision prélevée sur l'abonnement aux journaux.

Transit en dépêches closes.

Art. 36. Le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg accorde à l'administration des postes de la Confédération de l'Allemagne du Nord le droit de faire transporter gratuitement les correspondances à destination de l'étranger en dépêches closes sur le territoire du Grand-Duché. De son côté, l'administration des postes de la Confédération de l'Allemagne du Nord accorde à l'administration des postes du Grand-Duché de Luxembourg, le droit de faire transporter gratuitement les correspondances à destination des Pays-Bas, en dépêches closes sur le territoire de la Confédération du Nord.

IV

DISPOSITIONS FINALES.

Ratification et durée du Traité.

Art. 37. Les ratifications du présent Traité seront échangées dans l'espace de trois semaines.

Le Traité entrera en vigueur le 1er janvier 1868. Il pourra être dénoncé d'une année à l'autre. La dénonciation ne peut avoir lieu que le 1er juillet de chaque année, de façon que le Traité reste en vigueur jusqu'au dernier jour de juin de l'année suivante.

Le Traité de l'Union des postes du 18 août 1860 cessera d'être en vigueur à la fin de cette année. A la même date, les Traités de poste séparés, conclus entre les participants au présent Traité, cesseront d'être appliqués pour toutes les dispositions qui ne s'accordent pas avec la teneur du présent Traité, avec les règlements et les instructions relatifs à son exécution.

En foi de quoi les Plénipotentiairess ont signé et scellé le présent Traité.

Fait à Berlin, le vingt-trois novembre mil huit cent soixante-sept.

(L. S.) Signė: PHILIPSBORN.

(L. S.) Signė: H. STEPHAN.

(L. S.) Signė: A. HELDBERG.

(L. S.) Signé: P. Föhr.

Protocale final annexé au Traité postal entre l'Union de l'Allemagne du Nord, et le Grand-Duché de Luxembourg. Fait à Berlin, le 23 novembre 1868.

Les soussignés se sont réunis aujourd'hui pour signer, après lecture préalable faite en commun, le Traité postal conclu en vertu des pleins pouvoirs qu'ils tiennent de leurs Hauts commettants, et à cette occasion, les déclarations et explications suivantes ont été consignées dans le présent protocole final.

I. Relativement à l'article 1er du Traité.

a) L'exercice du droit régalien de poste dans les parties du Grand-Duché de Hesse, qui ne font pas partie de la Confédération de l'Alle-ARCH, DIPL. 1868 — IV 107 magne du Nord, appartenant au Gouvernement royal prussien, les rapports postaux avec ces territoires seront soumis aux mêmes prescriptions que celles qui règlent les relations postales avec la Confédération de l'Allemagne du Nord.

b) L'exercice du droit régalien de poste dans la Principauté de Lichtenstein, appartenant au Gouvernement impérial autrichien, les relations postaies avec la Principauté de Lichtenstein seront considérées comme rentrant dans l'échange réciproque.

II. Relativement à l'article 26 du Traité.

La franchise de port mentionnée dans l'article 26, accordée à la correspondance de tous les membres des familles régnantes dans les États des Parties contractantes, ne s'applique qu'à la correspondance de ces personnages entre eux.

Les membres de la famille princière de Tour et Taxis sont placés, pour ce qui touche la franchise de port, sur le même pied que les tamilles régnantes.

Quant à la franchise accordée à l'administration de la famille princière de Tour et Taxis et aux fonctionnaires de cette administration, les règles consacrées par les arrangements spéciaux existants, continueront à être appliquées.

III. Relativement à l'article 37 du Traité.

Les Plénipotentiaires se communiquent mutuellement l'assurance que les observations contenues dans le présent Protocole, seront considérées comme approuvées et sanctionnées par leurs Hauts Gouvernements, sans autre ratification spéciale, par le fait de l'échange des ratifications du Traité auquel elles se rapportent.

La ratification du Traité de la part de la Confédération de l'Allemagne du Nord aura lieu par l'intermédiaire de son Président.

On adoptera de part et d'autre une forme de ratification qui permette de désigner suffisamment l'objet de celle-ci sans l'insertion complète des articles du Traité.

L'échange des instruments de ratification aura lieu à Berlin.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé le Traité et le Protocole final en double expédition.

Fait et passé comme ci-dessus.

(L. S.) Signé: DE PHILIPSBORN. (L. S.) Signé: A. Heldberg. (L. S.) Signé: P. Föhr.

FRANCE. — BELGIQUE.

Réclaration signée le 24 décembre 1867, concernant le Règlement réciproque des indemnités à allouer aux sauveteurs dengins de pêche dans les ports de France et de Relgique.

Le Gouvernement de Sa Maiesté l'Empereur des Français et le Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Belges, ayant résolu d'un commun accord de mettre un terme aux difficultés auxquelles donne lieu le règlement réciproque des indemnités à allouer aux sauveteurs d'engins de pêche dans les ports des deux Pays, sont convenus des dispositions suivantes:

Art. 1er. Les sauveteurs français de filets de pêche appartenant à des Belges, et réciproquement les sauveteurs belges de filets appartenant à des Français, auront droit à une indemnité fixe de deux francs par filet.

Art. 2. A cette indemnité s'ajoutera le poisson trouvé dans les filets.

Art. 3. Le payement de l'indemnité sera fait :

En France, en présence de l'autorit maritime, soit du domicile du sauveteur, soit du domicile du propriét àre des engins sauvés, soit du lieu de sauvetage;

E : Belgique, entre les mains du receveur des domaines du ressort du lien de sauvetage.

Act. 4. Le présent Arrangement sera ratifié, et les ratifications en seront échangées à Braxelies dans le délai de six semaines ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, Nous, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Sa Majesté l'Empereur des Français en Belgique, dûment autorisé à cet effet, avons signé le présent Acte pour être échangé contre une Déclaration correspondante du Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Belges.

Fait à Bruxelles, le 24 décembre 1867.

(L. S.). Signé: Comte de Comminges-Guitaud

FRANCE. — TUNIS.

Convention financière conclue à Tunis, le 4 avril 1868.

Art. 1er. Une commission financière sera formée à Tunis, d'aujourd'hui à un mois, en vertu de nos décrets.

Art. 2. Ladite commission sera composée de deux fonctionnaires tunisiens, de deux des principaux négociants de Tunis, de deux Français agissant pour les porteurs des obligations des emprunts de 1863 et 1865; du député du commerce français à Tunis et d'une personne experte en matière d'administration de finances, que nous demanderons au Gouvernement français.

La présidence de cette commission appartiendra à un fonctionnaire tunisien, et le vice-président sera la personne experte en finances.

- Art, 3. Il sera du devoir de cette commission de prendre en considération la situation des dettes tunisiennes et des revenus dont le Gouvernement pourra disposer pour satisfaire aux dettes en question.
- Art. 4. La commission formera un registre (grand-livre) sur lequel elle inscrira toutes les dettes du Gouvernement, contractées dans la Régence ou à l'étranger, et consistant en teskerets en circulation et en obligations des emprunts de 1863 et 1865.

Mais en ce qui concerne le restant des dettes qui n'ont pas été déterminées par des contrats, les porteurs de ces créances seront tenus de les soumettre à la commission dans le délai de deux mois, dont notification leur sera faite par les journaux.

- Art. 5. Toutes les fois que la commission demandera au ministère des finances un exposé des sommes reçues, aussi bien qu'un extrait des dépenses, ce ministère les lui fournira.
- Art. 6. Une fois que les revenus du Gouvernement, ses dépenses et la totalité de ses dettes auront été connus et déterminés, la commission veillera au moyen de répartir les revenus d'une manière équitable, prenant en considération les droits de tout le monde, et décidera les garanties qui pourront être affectées en faveur des dettes du Gouvernement.
- Art. 7. Le service de cette commission étant spécialement relatif aux dettes, ladite commission ne s'ingérera point dans les affaires de finances ni dans l'administration de l'intérieur, et son attention ne sera dirigée que sur ce qui sera avantageux aux dettes.

Toutes les fois qu'elle aura déterminé ce qui sera avantageux aux dettes, le Gouvernement fera effectuer ce qui semblera avantageux

aux finances, et le mettra à exécution par ses propres intermédiaires. Art. 8. Ladite commission recevra tous les revenus du Gouvernement sans exception.

Le Gouvernement n'émettra vi nouveaux teskerets, ni obligations nouvelles, sans s'entendre au préalable avec la commission.

S'il devenait nécessaire, pour quelque motif que ce soit, de contracter un considérable emprunt en France, le Gouvernement tunisien informera le Gouvernement français de sa décision; mais s'il n'y avait pas besoin de contracter un grand emprunt, la commission fixera les sommes qu'elle jugera nécessaires.

Tous les teskerets qui seront émis pour les sommes fixées par la commission en faveur du Gouvernement seront tirés sur la commission, qui y apposera son acceptation, et elles ne dépasseront pas les sommes que la commission a fixées en faveur du Gouvernement.

Tunis, le 12 haggia 1284 (4 avril 1868).

AUTRICHE — FRANCE — GRANDE-BRETAGNE — ITALIE — CONFÉDÉRATION DE L'ALLEMAGNE DU NORD — TURQUIE.

Convention pour la garantie d'un emprunt à contracter par la Commission européenne du Danube, signée à Galatz, le 30 avril 1868.

S. M. l'Empereur d'Autriche, roi de Hongrie et de Bohême; S. M. l'Empereur des Français; S. M. la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, S. M. le Roi d'Italie, S. M. le Roi de Prusse, au nom de la Confédération de l'Allemagne du Nord, et S. M. l'Empereur des Ottomans,

Ayant reconnu la nécessité de mettre la Commission européenne du Danube en mesure de contracter un emprunt à des conditions avantageuses, et, par ce moyen, d'achever les travaux d'amélioration entrepris ou à entreprendre à l'embouchure et dans le bras de Soulina, sans imposer des charges trop lourdes aux bâtiments de toutes les nations qui fréquentent le Bas-Danube;

Et prenant en considération:

Les articles 16 à 18 du traité conclu à Paris, le 30 mars 1856¹,

1. Art. 16. Dans le but de réaliser les dispositions de l'article précédent, une Com-

portant qu'une Commission curopéenne sera chargée de désigner et de faire exécuter les travaux nécessaires pour mettre le Bas-Danube en aval d'Isakleha, ses embouchures et les parties de la mer y avoisinant, dans les meilleures conditions possibles de navigabilité; ledit traité stipulant, en outre, que des droits fixes arrêtés par la Commission pourront être perçus pour couvrir les frais de ces travaux, ainsi que des établissements ayant pour objet d'assurer et de faciliter la navigation aux embouchures du Danube;

L'acte public relatif à la navigation desdites embouchures, signé à Galetz, le 2 novembre 1865¹, sanctionné dans la séance de la Conférence de Paris, en date du 28 mars 1866²;

Les délibérations prises par la Commission européenne, ledit jour 2 novembre 1865, le 16 octobre 1866 et le 25 avril 1867, portant que de nouveaux travaux seraient entrepris pour compléter et rendre permanentes les améliorations provisoires déjà réalisées à l'embouchure et dans le bras de Soulina, et que les frais de ces travaux seraient couverts au moyen d'un emprunt à contracter par la Commission et remboursable sur le produit des droits fixes arrêtés et perçus par elle;

mission, dans laquelle la Grande-Bretagne, l'Autriche, la France, la Russie, la Sardaigne et la Turquie seront chacune représentées par un délégué, sera chargée de désigner et de faire exécuter les travaux nécessaires, depuis Isatcha, pour dégager les embouchures du Danube, ainsi que les parties de la mer y avoisinantes, des sables et autres obstacles qui les obstruent, afin de mettre cette partie du fleuve et les dites parties de la mer dans les meilleures conditions possibles de navigabilité.

Pour couvrir les frais des ces travaux, ainsi que des établissements ayant pour objet d'assurer et de faciliter la navigation aux bouches du Danube, des droits fixes d'un taux convenable, arrêtés par la Commission à la majorité des voix, pourront être préleves, à la condition expresse que, sous ce rapport comme sous les autres, les pavillons

de toutes les pations seront traités sur le pied d'une parfaite égalité.

Art. 17. Une commission sera établie et se composera des délégués de l'Autriche, de la Bavière, de la Subtime-Porte et du Wurtemberg (un pour chacune de ces Puissances) auxquels se réuniront les Commissaires des trois Principautés danubiennes, dont la nomination aura été approuvée par la Porte. Cette Commission, qui sera permanente, 1° élaborera les règlements de navigation et de police fluviale; 2° fera disparaître les entraves de quelque nature qu'elles puissent être, qui s'opposent encore à l'application au Danube des dispositions des Traités de Vienne; 3° ordonnera et fera exécuter les travaux nécessaires sur tout le parcours du fleuve; et 4° veillera, après la dissolution de la Commission européenne, au maintien de la navigabilité des embouchures du Danube et des parties de la mer y avoisinantes.

Art. 18. Il est entendu que la Commission européenne aura rempli sa tâche et que la Commission riveraine aura terminé les travaux désignés dans l'article précédent, sous les nes 1 et 2, dans l'espace de deux ans. Les Puissances signataires réunies en conférence, informées de ce fait, prononceront, après en avoir pris acte, la dissolution de la Commission européenne; et, dès lors, la Commission riveraine permanente jouira des même pouvoirs que ceux dont la Commission européenne aura été investie jusqu'alors.

Voir Archives, 1866, tome I, page 223.
 Voir Archives, 1867, tome II, page 625.

Les résolutions adoptées par la Conférence de Paris, dans ses séances du 28 mars et du 24 avril 1866, touchant le délai dans lequel les nouveaux travaux devront être terminés;

Les déclarations faites par le Délégué de S. M. Impériale le Sultan, dans la séance de la Commission européenne du 9 mai 1866 et dans celle du 16 octobre suivant, desquelles il résulte que dans le but de faciliter à ladite Commission la conclusion de son emprunt, la Sublime-Porte renonce à réclamer le remboursement des avances qu'elle a faites elle-même pour couvrir les premières dépenses des susdits travaux, et ce jusqu'au moment où le nouvel emprunt à contracter, pour en terminer l'achèvement, aura été entièrement amorti;

Le Memorandum en date du 15 octobre 1866, soumis aux puissances signataires du traité de Paris, constatant que les négociations ouvertes en vue dudit emprunt sont demeurées infructueuses faute de garanties suffisantes à offrir aux capitalistes, et qu'il sera impossible à la Commission de trouver les ressources néce saires à l'achèvement de sa tâche, sans un appui efficace de la part de ses hauts commettants;

Et les dispositions de l'acte public du 2 novembre 1865 sus énoncé, spécialement celles des articles 14, 15 et 16 relatives à la perception et à l'emploi des taxes de Soulina, et celle de l'article 21 qui assure le bénéfice de la neutralité aux ouvrages et établissements de toute nature créés par la Commission européeane, notamment à la caisse de navigation de Soulina;

Ont nommé pour leurs plénipotentiaires,

Savoir:

S. M. l'Empereur d'Autriche, roi de Hongrie et de Bohême, etc.,

Le sieur Alfred, chevalier de Kremer, son conseiller de section et consul pour le littoral du Bas-Danube, Son délégué dans ladite Commission européenne du Danube;

S. M. l'Empereur des Français,

Le sieur *Louis-Marie-Adolphe* baron d'Avril, Son agent et consul général à Bucharest, son délégué dans ladite Commission européenne, officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, etc.

S. M. la Reine du royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande,

Le sieur John Stokes, lieutenant-colonel au corps royal des Ingénieurs, Son vice-consul pour le delta du Danube, Son délégué dans ladite Commission européenne, chevalier de l'ordre impérial du Medjidié de quatrième classe, etc.;

S. M. le Roi d'Italie,

Le sieur Etienne Castelli, Son consul à Galatz, chevalier de l'ordre des Saints Maurice et Lazare;

S. M. le Roi de Prusse, au nom de la Confédération de l'Allemagne du Nord,

Le sieur Henri-Ernest Werner, comte de Key-Serling-Rautenburg, Son agent et consul général en Roumanie, Son délégué dans ladite Commission européenne, chevalier de son ordre de l'Aigle Rouge de quatrième classe, chevalier de Saint-Jean de Jérusalem, etc.;

Et S. M. l'Empereur des Ottomans,

Suleyman Behidj Pacha, beilerbey de Roumélie, Son gouverneur pour la province de Toultcha, son délégué dans ladite Commission européenne du Danube, décoré de l'ordre impérial du Medjidié de troisième classe;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Art. 1er. Leurs Majestés,

L'Empereur d'Autriche, roi de Hongrie et de Bohême, s'engage, sauf l'assentiment des Corps représentatifs compétents, à garantir les intérêts et l'amortissement d'un emprunt de trois millions trois cent soixante-quinze mille francs, ou cent trente-cinq mille livres sterling, à contracter par la Commission européenne du Danube;

L'Empereur des Français s'engage, sous la ratification du Corps législatif de France, à garantir les intérêts et l'amortissement du

même emprunt;

La Reine du royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande s'engage à recommander à son Parlement de l'autoriser à garantir les intérêts et l'amortissement du nouvel emprunt;

Le Roi d'Italie s'engage, sauf l'approbation du Parlement italien, à

garantir les intérêts et l'amortissement du même emprunt;

Le Roi de Prusse s'engage, au nom de la Confédération de l'Allemagne du Nord, sauf l'assentiment du Reichstag et du Conseil fédéral, à garantir les intérêts et l'amortissement du même emprunt;

L'Empereur des Ottomans s'engage à garantir les intérêts et l'amor-

tissement du même emprunt;

Et il est entendu que cette garantie sera conjointe et solidaire entre toutes les Hautes Parties contractantes.

Art. 2. L'intérêt payable sur ledit emprunt ne sera pas supérieur à cinq pour cent et la durée de l'amortissement n'excèdera pas une période de treize ans, à partir du premier janvier mil huit cent

soixante et onze, époque à laquelle le versement de l'emprunt aura été complété par les prêteurs.

A partir du premier versement et jusqu'au premier janvier mil huit cent soixante et onze, la garantie conjointe et solidaire portera sur les intérêts des sommes versées, et pendant les années suivantes, sur les annuités comprenant à la fois l'intérêt et l'amortissement du capital et n'excédant pas la somme totale de trois cent soixante mille

francs ou quatorze mille quatre cent livres sterling par an.

Art. 3. S'il arrivait que le produit net des taxes perçues par la Commission européenne à l'embouchure de Soulina, en vertu de l'article 16 du traité de Paris, déduction faite d'une somme n'excédant pas quatre cent mille francs, ou seize mille livres sterling, pour les frais d'entretien des travaux et d'administration, fût insuffisant pour pourvoir complétement au service des intérêts et du fonds d'amortissement de l'emprunt, Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique, Sa Majesté l'Empereur des Français, Sa Majesté la Reine du royaumeuni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Sa Majesté le Roi d'Italie, Sa Majesté le Roi de Prusse, au nom de la Confédération de l'Allemagne du Nord, et Sa Majesté l'Empereur des Ottomans, sur l'avis de la quotité du déficit, qui leur sera donné, un mois avant l'échéance, soit par la Commission européenne ou par l'autorité qui lui succédera. soit par les intéressés eux-mêmes, s'engagent à fournir, à titre d'avance, avant l'expiration de ce délai, leur part afférente dans ladite garantie.

Art. 4. Dans le cas prévu par l'article précédent et pour éviter tout retard, le Gouvernement britannique s'engage à déposer à la Banque d'Angleterre toute la somme nécessaire pour le payement intégral des intérêts et de l'amortissement, à l'époque précise de l'échéance.

De leur côté, les autres puissances contractantes s'engagent à faire remettre immédiatement leurdite part afférente au Gouvernement

britannique.

Art. 5. L'article 14 de l'acte public du 2 novembre 1865 ayant stipulé que le revenu produit par les susdites taxes serait affecté, par priorité et préférence, au remboursement des emprunts contractés par la Commission européenne et de ceux qu'elle pourrait contracter à l'avenir, pour l'achèvement des travaux d'amélioration des embouchures du Danube, les Hautes Parties contractantes se réservent d'user pour elles-mêmes du bénéfice de ce droit de priorité et de préférence, à titre de subrogation, dans le cas où elles auraient dû peurvoir, de leurs propres deniers, au service de l'emprunt garanti.

Il est entendu, cependant, que ce droit de priorité sera exercé par les puissances sans préjudice ni aux droits des porteurs des titres de cet emprunt, ni aux droits antérieurs des créanciers au profit desquels la Commission européenne a engagé ses revenus pour le montant des emprunts partiels, s'élevant à cent onze mille cent ducats, émis les 12 mai 1866, 25 avril et 4 novembre 1867, pour commencer les travaux définitifs, et remboursables, à courte échéance, sur le produit de l'emprunt à contracter.

- Art. 6. Aussitôt que la présente convention sera devenue définitive pour quatre au moins des Hautes Parties contractantes, la garantie conjointe et solidaire sortira son plein et entier effet à l'égard de ces dernières.
- Art. 7. La présente Convention sera ratifiée. Chacune des Hautes Puissances contractantes ratifiera en un seul exemplaire. Les ratifications seront déposées, dans le délai de trois mois, ou plus tôt si faire se peut, dans les Archives de la Commission européenne du Danube, pour être plus tard remises à l'autorité qui lui succédera.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Galatz, le trentième jour du mois d'avril de l'an mil huit cent soixantehuit.

(L. S.) Signé : A. DE KREMER.

(L. S.) Signė: A. D'AVRIL.

(L. S.) Signé: Castelli Stefano.

(L. S.) Signé: H. comte de Keyserling.

(L. S.) Signė: Suleyman.

FRANCE — OLDENBOURG.

Déclaration signée, le 5 mai 4868, relative à l'arrestation et à l'extradition des malfaiteurs.

Le Gouvernement de S. M. l'Empereur des Français et le Gouvernement de S. A. le Grand duc d'Oldenbourg ayant jugé utile de s'entendre au sujet d'une extension à donner à la Convention conclue à Oldenbourg, le 6 mars 1847⁴, relativement à la production des pièces nécessaires pour obtenir l'extradition, et, d'autre part, voulant assurer d'une manière plus efficace l'arrestation des malfaiteurs,

M. Cintrat, ministre plénipotentiaire de France à Hambourg, d'une part;

^{1.} Voir cette Convention ci-après.

Et M. le baron de Ræssing, ministre de la Maison grand-ducale et des Affaires étrangères de S. A. R. le Grand-Duc d'Oldenbourg, d'autre part,

Dûment autorisés, sont, par la présente Déclaration, convenus de ce qui suit :

Art. 1er. L'extradition sera accordée sur la production d'une expédition authentique du jugement ou de l'arrêt de condamnation ou de mise en accusation, ou du mandat d'arrêt décerné contre l'accusé et expédié dans les formes prescrites par la législation du Gouvernement qui demande l'extradition, ou de tout autre acte ayant au moins la même force que ce mandat et indiquant également la nature et la gravité des faits poursuivis, ainsi que la disposition pénale applicable à ces faits.

Art. 2. 1º L'individu poursuivi, soit en France, soit dans le grandduché d'Oldenbourg, pour l'un des faits mentionnés dans l'article 2 de la Convention d'extradition du 6 mars 1847, devra être arrêté provisoirement sur l'exhibition d'un mandat d'arrêt décerné par l'autorité compétente et produit par voie diplomatique.

2º L'arrestation provisoire devra également être effectuée sur avis, transmis par la poste ou par télégraphe, de l'existence d'un mandat d'arrêt, à la condition, toutefois, que cet avis sera régulièrement donné par voie diplomatique au Ministre des affaires étrangères du

pays sur le territoire duquel l'inculpé se sera réfugié.

3º L'arrestation sera facultative, si la demande est directement adressée à une autorité judiciaire ou administrative de l'un des deux États; mais cette autorité devra procéder sans délai à tous interrogatoires et investigations de nature à vérifier l'identité ou les preuves du fait incriminé, et, en cas de difficulté, rendre compte au ministre des affaires étrangères des motifs qui l'auraient porté à surseoir à l'arrestation réclamée.

4º L'arrestation provisoire aura lieu dans les formes et suivant les règles voulues par la législation du Gouvernement requis; elle cessera d'être maintenue, si, dans les quinze jours, à partir du moment où elle a été effectuée, le Gouvernement n'est pas régulièrement saisi de la demande d'extradition du détenu.

Art. 3. La présente déclaration aura la même durée que la convention du 6 mars 1847, à laquelle elle se rapporte.

Fait à Hambourg, le 5 mai 1868.

(L. S.) Signė: CINTRAT. (L. S.) Signė: DE ROESSING.

Convention pour l'extradition réciproque des malfaiteurs, signée à Oldenbourg, le 6 mars 1847.

S. M. le Roi des Français et S. A. R. le Grand-Duc d'Oldenbourg, étant convenus de conclure une convention pour l'extradition réciproque des malfaiteurs, ont, à cet effet, muni de leurs pleins pouvoirs, savoir :

S. M. le Roi des Français, le sieur Auguste, marquis de Tallenay, commandeur de l'ordre royal de la Légion d'honneur, grand-croix de l'ordre d'Isabelle la Catholique d'Espagne, commandant de l'ordre de Saint-Grégoire de Rome et de l'ordre de la Conception de Portugal, officier de l'ordre de Léopold de Belgique, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire auprès des cours Grand-Ducales d'Oldenbourg, de Mecklenbourg-Schwérin et Mecklenbourg-Strélitz, et près

des villes libres hanséatiques,

S. A. R. le Grand-Duc d'Oldenbourg, S. E. le Baron Guillaume-Ernest de Beaulieu Marconnay, conseiller privé, chef du département des affaires étrangères, grand-échanson et chambellan, grand-croix de l'ordre du Mérite de la maison Grand-Ducale, de Sainte-Anne de Russie, de Couronne de fer d'Autriche, du Sauveur de Grèce, de Léopold de Belgique, du Faucon-Blanc de Saxe-Weimar-Eisenbach, de Saint-Jacques-de-l'Épée de Portugal, de Saint-Maurice et Saint-Lazare de Sardaigne, commandeur de première classe de l'ordre des Guelphes de Hanovre, de Henri-le-Lion de Brunswick, chevalier de troisième classe de l'Aigle-Rouge de Prusse;

Lesquels, après s'être commmuniqué leurs pleins pouvoirs respec-

tifs, sont convenus des articles suivants :

Art. 1. Les gouvernements français et oldenbourgeois s'engagent, par la présente convention, à se livrer réciproquement chacun, à l'exception de ses citoyens et habitants, les individus réfugiés d'Oldenbourg en France, ou de France dans le grand-duché d'Oldenbourg, et poursuivis ou condamnés par les tribunaux compétents pour l'un des crimes ci-après énumérés.

L'extradition aura lieu sur la demande que l'un des deux gouver-

nements adressera à l'autre par voie diplomatique.

Art. 2. Les crimes à raison desquels cette extradition sera accordée sont :

- 1º Assassinat, empoisonnement, parricide, infanticide, meurtre, viol, attentat à la pudeur consommé ou tenté avec violence;
 - 2º Incendie;

3° Faux en écriture authentique ou de commerce et en écriture privée, y compris la contrefaçon de billets de banque et effets publics,

mais non compris les faux qui dans le pays auquel l'extradition est demandée, ne sont point punis de peines criminelles ou afflictives et infamantes;

- 4º Fabrication et émission de fausse monnaie;
- 5° Contrefaçon des poinçons de l'État servant à marquer les matières d'or et d'argent;
- 6° Faux témoignage, dans les cas où il entraîne peine criminelle ou afflictive ou infamante;
- 7º Vol, lorsqu'il a été accompagné de circonstances qui lui impriment le caractère de crime suivant la législation des deux pays ;
- 8° Soustractions commises par les dépositaires publics, mais seulement dans les cas où elles sont punies de peines criminelles ou afflictives et infamantes;
 - 9° Banqueroute frauduleuse.
- Art. 3. Tous les objets saisis en la possession d'un prévenu, lors de son arrestation, seront livrés au moment où s'effectuera l'extradition; et cette remise ne se bornera pas seulement aux objets volés, mais comprendra tous ceux qui pourraient servir à la preuve du délit.
- Art. 4. Si l'individu réclamé est poursuivi ou se trouve détenu pour un crime ou délit qu'il a commis dans le pays où il s'est réfugié, son extradition pourra être différée jusqu'à ce qu'il ait subi sa peine.

Dans le cas cù il serait poursuivi ou détenu dans le même pays a raison d'obligations par lui contractées envers des particuliers, son extradition aura lieu néanmoins, sauf à la partie lésée à poursuivre ses droits devant l'autorité compétente.

Art. 5. L'extradition ne sera accordée que sur la production d'un arrêt de condamnation ou de mise en accusation, délivré en original ou en expédition authentique par les tribunaux compétents, dans les formes prescrites par la législation, du Gouvernement qui fait la demande.

- Art. 6. Chacun des deux Gouvernements contractants pourra sur l'exhibition d'un mandat d'arrêt décerné par l'autorité compétente, demander à l'autre l'arrestation provisoire du prévenu ou du condamné dont il réclamera l'extradition. Toutefois cette arrestation ne sera accordée et n'aura lieu que suivant les règles prescrites par la législation du pays auquel elle sera demandée. L'étranger ainsi arrêté provisoirement sera remis en liberté si, dans les trois mois, la production des pièces mentionnées dans l'article 5 n'a pas eu lieu de la part du gouvernement qui réclame l'extradition.
- Art. 7. Si le prévenu ou le condamné n'est pas sujet de celui des deux États contractants qui le réclame, il ne pourra être livré qu'après que son gouvernement aura été consulté et mis en demeure de faire connaître les motifs qu'il pourrait avoir de s'opposer à l'extradition.
 - Art. 8. Il est expressément stipulé que le prévenu ou le condamné

dont l'extradition aura été accordée ne pourra être, dans aucun cas, poursuivi ou puni pour aucun délit politique antérieur à l'extradition, ou pour aucun fait connexe à un semblable délit, ni pour aucun des crimes ou délits non prévus par la présente convention.

Art. 9. L'extradition ne pourra aveir lieu si, depuis les faits imputés, la poursuite ou la condamnation, la prescription de l'action ou de la peine est acquise, d'après les lois du pays où le prévenu s'est réfugié.

Art. 10. Les frais auxquels auront donné lieu l'arrestation, la détention et le transport à la frontière des individus dont l'extradition aura été accordée, seront de part et d'autre, d'après les règlements légaux et les tarifs existants dans le pays qui en a fait l'avance.

Art. 11. La présente Convention ne sera exécutoire que dix jours

après sa publication.

Art. 12. La présente Convention continuera à être en vigueur jusqu'à l'expiration de six mois après déclaration contraire de la part de l'un des gouvernements.

Elle sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées dans le

délai de six semaines, ou plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé le sceau de leurs armes.

· Fait à Oldenbourg, le 6 mars de l'an de grâce 1847.

(L. S.) Signé: MARQUIS DE TALLENAY. (L. S.) Signé: DE BEAULIEU-MARCONNAY.

FRANCE — TURQUIE.

Protocole au sujet de l'admission des sujets français en Turquie au droit de propriété immobilière concédé aux étrangers, signé à Constantinople, le 9 juin 1868.

Sa Majesté l'Empereur des Français et Sa Majesté Impériale le Sultan, désirant constater, par un Acte spécial, l'entente intervenue entre eux sur l'admission des sujets français en Turquie au droit de propriété immobilière concédé aux étrangers par la loi promulguée en date du 7 sépher 1284, ont autorisé :

Sa Majesté l'Empereur des Français, Son Excellence M. Bourée, son ambassadeur à Constantinople,

Et Sa Majesté Impériale le Sultan, Son Altesse Fuad-Pacha, son ministre des affaires étrangères,

A signer le Protocole dont la teneur suit :

La loi qui accorde aux étrangers le droit de propriété immobilière ne porte aucune atteinte aux immunités consacrées par les traités et qui continueront à couvrir la personne et les biens-meubles des étrangers devenus propriétaires d'immeubles.

L'exercice de ce droit de propriété devant engager les étrangers à s'établir en plus grand nombre sur le territoire ottoman, le Gouvernement impérial croit de son devoir de prévoir et de prévenir les difficultés auxquelles l'application de cette loi pourrait donner lieu dans certaines localités. Tel est l'objet des Arrangements qui vont suivre.

La demeure de toute personne habitant le soi ottoman étant inviolable et nul ne pouvant y pénêtrer sans le consentement du maître, si ce n'est en vertu d'ordres émanés de l'autorité compétente et avec l'assistance du magistrat ou fonctionnaire investi des pouvoirs nécessaires, la demeure du sujet étranger est inviolable au même titre, conformément aux traités, et les agents de la force publique ne peuvent y pénétrer sans l'assistance du consul ou du délégué du consul dont relève cet étranger.

On entend par demeure la maison d'habitation et ses attenances, c'est-à-dire les communs, cour, jardins et enclos contigus, à l'exclusion de toutes les autres parties de la propriété.

Dans les localités éloignées de moins de neuf heures de la résidence consulaire, les agents de la force publique ne pourront pénétrer dans la demeure d'un étranger sans l'assistance du consul, comme il est dit plus haut. De son côté, le consul est tenu de prêter son assistance immédiate à l'autorité locale, de telle sorte qu'il ne s'écoule pas plus de six heures entre l'instant où il aura été prévenu et l'instant de son départ ou du départ de son délégué, afin que l'action de l'autorité ne puisse jamais être suspendue durant plus de vingt-quatre heures.

Dans les localités éloignées de neuf heures ou de plus de neuf heures de marche de la résidence de l'agent consulaire, les agents de la force publique pourront, sur la réquisition de l'autorité locale et avec l'assistance de trois membres du conseil des anciens de la commune, pénétrer dans la demeure d'un sujet étranger sans être assistés de l'agent consulaire, mais seulement en cas d'urgence et pour la recherche ou la constatation du crime de meurtre, de tentative de meurtre, d'incendie, de vol à main armée ou avec effraction ou de nuit dans une maison habitée, de rébellion armée et de fabrication de fausse monnaie, et ce, soit que le crime ait été commis par un sujet étranger ou par un sujet ottoman, et soit qu'il ait eu lieu dans l'habitation de l'étranger ou en dehors de cette habitation et dans quelque autre lieu que ce soit.

Ces dispositions ne sont applicables qu'aux parties de la propriété qui constituent la demeure telle qu'elle a été définie plus haut. En

dehors de la demeure, l'action de la police s'exercera librement et sans réserve; mais, dans le cas où un individu prévenu de crime ou de délit serait arrêté et que ce prévenu serait un sujet étranger, les immunités attachées à sa personne devraient être observées à son égard.

Le fonctionaire ou officier chargé de l'accomplissement de la visite domiciliaire dans les circonstances exceptionnelles déterminées plus haut et les membres du conseil des anciens qui l'assisteront seront tenus de dresser procès-verbal de la visite domiciliaire et de le communiquer immédiatement à l'autorité supérieure dont ils relèvent, qui le transmettra elle-même et sans retard à l'agent consulaire le plus rapproché.

Un règlement spécial sera promulgué par la Sublime Porte pour déterminer le mode d'action de la police locale dans les différents cas

prévus plus haut.

Dans les localités distantes de plus de neuf heures de la résidence de l'agent consulaire et dans lesquelles la loi sur l'organisation judiciaire du vilayet sera en vigueur, les sujets étrangers seront jugés, sans l'assistance du délégué consulaire, par le conseil des anciens remplissant les fonctions de juge de paix, et par le tribunal du caza, tant pour les contestations n'excédant pas mille piastres que pour les contraventions n'entrafnant que la condamnation à une amende de cinq cent piastres au maximum.

Les sujets étrangers auront, dans tous les cas, le droit d'interjeter appel par-devant le tribunal du Sandjak des sentences rendues comme il est dit ci-dessus, et l'appel sera suivi et jugé avec l'assistance du consul, conformément aux traités.

L'appel suspendra toujours l'exécution.

Dans tous les cas, l'exécution forcée des sentences rendues dans les conditions déterminées plus haut ne pourra avoir lieu sansle concours du consul ou de son délégué.

Le Gouvernemet impérial édictera une loi qui déterminera les règles de procédures à observer par les parties dans l'application des dispositions qui précèdent.

Les sujets étrangers, en quelque localité que ce soit, sont autorisés à se rendre spontanément justiciables du conseil des anciens ou des tribunaux des cazas, sans l'assistance du consul, dans les contestations dont l'objet n'excède pas la compétence de ces conseils ou tribunaux, sauf le droit d'appel par-devant le tribunal du Sandjak, où la cause sera appelée et jugée avec l'assistance du consul ou de son délégué.

Toutefois, le consentement du sujet étranger à se faire juger, comme il est dit plus haut, sans l'assistance du consul, devra être donné par écrit et préalablement à toute procédure.

Il est bien entendu que toutes ces restrictions ne concernent point

les procès qui ont pour objet une question de propriété îmmobilière, lesquels seront poursuivis et jugés dans les conditions établies par la loi.

Le droit de défense et la publicité des audiences sont assurés en toute matière aux étrangers qui comparaîtront devant les tribunaux ottomans, aussi bien qu'aux sujets ottomans.

Les arrangements qui précèdent resteront en vigueur jusqu'à la révision des anciens traités, révision sur laquelle la Sublime Porte se réserve de provoquer ultérieurement une entente entre elle et les puissances amies.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Protocole et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Constantinople, le neuvième jour du mois de juin 1868.

(L. S.) Signé: P. Bourée.

(L. S.) Signé: FUAD.

DEUXIÈME PARTIE

CORRESPONDANCES, MÉMORANDUMS, NOTES CIRCULAIRES DIPLOMATIQUES, ETC., ETC.

BRÉSIL.

Note de M. de Macedo au marquis de Moustier sur les affaires de la Plata, en date de Paris, le 12 juin 1867.

Monsieur le Ministre,

Je dois à l'obligeance de quelques-uns de mes collègues la connaissance d'une circulaire datée du 5 et par eux reçue le 8 courant, par laquelle le chargé d'affaires de la République du Paraguay, M. Bareiro, vient de leur transmettre des copies imprimées d'une Note qu'il a adressée aux Gouvernements de France et d'Angleterre; d'une autre Note adressée par le Ministre des affaires étrangères du Paraguay, M. Bergès, au Ministre résident des États-Unis d'Amérique à l'Assomption, M. Washburn; et enfin d'une autre Note passée par ce résident au Maréchal Marquis de Caxias.

La communication par la légation du Paraguay de ces documents est faite à propos de la non-acceptation de la part du Brésil et de ses alliés de l'offre amicale de bons offices que les sentiments d'humanité ont inspirée au Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique pour entrer en négociations de paix avec le Président du Paraguay, le maréchal Lopez.

Je voudrais pouvoir épargner à Votre Excellence la peine de lire une réfutation, peut-être inutile, de documents et d'allégations qui portent en eux-mêmes les preuves de leur fausseté et de l'injustice de la cause qu'ils prétendent servir. Je me crois cependant obligé de vous soumettre quelques observations, et je préfère m'exposer à l'accusation d'importunité plutôt que de négliger un moyen de montrer le prix que le Gouvernement de l'Empereur, mon souverain, attache à la bonne opinion des Gouvernements éclairés et amis, parmi lesquels il place au premier rang celui de S. M. l'Empereur des Français.

Il est bien constaté et pleinement avoué dans les documents des Paraguayens, que leurs troupes et leurs bâtiments de guerre ont envahi deux provinces brésilienne et une argentine, toutes les trois trouvées sans aucun moyen de défense préparé, et ont pris dans les eaux du Paraguay un paquebot-poste brésilien, et dans le port de Corrientes (qu'ils ont hombardé) deux bateaux à vapeur de guerre argentins qui s'y trouvaient paisiblement à l'ancre.

Certes, les provinces envahies ne se seraient pas trouvées si entièrement dépourvues de défense, exposées aux razzias du Paraguay, ni les bateaux à vapeur dans les caux où les Paraguayens les ont surpris, si les Gouvernements brésilien et argentin eussent pu soupçonner l'existence d'un motif pour que le Paraguay leur fit la guerre

Cependant les documents paraguayens soutiennent qu'une déclaration de guerre a été faite à temps.

D'après cux, la déclaration de guerre au Brésil se trouve dans une Note ou protestation adressée au ministre du Brésil à l'Assomption, datée du 31 août 1864. Cette Note avait pour objet des réclamations, des querelles ou des hostilités entre les Gouvernements du Brésil et de la République de l'Uruguay, dans lesquelles le Gouvernement du Paraguay n'avait rien à voir, puisque, de l'aveu de M. Bergès (page 5 de sa Note), il n'avait et il n'a encore avec l'Uruguay aucun lien d'alliance. Cette Note ou protestation était si peu une déclaration de guerre, que le Ministre du Brésil accrédité à l'Assomption continuait à y remplir paisiblement ses fonctions.

Pour ce qui regarde la République Argentine, il n'y a plus de discussion possible dès que M. Bergès (page 12 de sa Note) déclare que les hostilités contre le port et la ville de Corrientes ont eu lieu le 13 avril et que M. Bareiro (page 2 de sa Note) déclare que le 1er mai il y avait à peine quinze jours que le Gouvernement argentin avait connaissance des actes de guerre du Paraguay, c'est-à-dire que jusqu'au 17 avril il n'avait pas le moindre soupçon de l'existence ni du décret qui lui déclarait la guerre, ni des hostilités, qui avaient déjà commencé le 13.

En outre, il y a le témoignage impartial de M. Thornton, ministre de Sa Majesté Britannique, près la République Argentine, lequel, dans un rapport à son Gouvernement, communiqué au Parlement et publié, daté de Buenos-Ayres le 6 mai 1865, déclare que « la Note para-

guayenne adressée le 29 mars par M. Bergès au Ministre des affaires étrangères à Buenos-Ayres, M. Élisalde, n'est arrivée à la connaissance du Gouvernement argentin que le 1^{er} mai, par l'intermédiaire du journal paraguayen *Semanario*, où elle avait été publiée. L'original lui est enfin parvenu le 3, dix-neuf jours après que la ville de Corrientes avait été occupée par les forces paraguayennes. »

Il est donc bien établi, quoique les agents du Président du Paraguay veuillent le nier, que l'emploi de moyens de guerre et les hostilités avaient eu lieu avant l'existence non-seulement d'une déclaration de guerre en forme, mais encore de documents ou de faits qui eussent

pu faire soupçonner que la guerre allait commencer.

Je passe aux motifs allégués par les agents du Président du Para-

guay pour faire cette guerre.

Quant à la République Argentine, le Rapport britannique déjà cité expose les quatre raisons alléguées dans la déclaration de guerre paraguayenne et apprécie la valeur et la véracité de ces motifs dans l'opinion éclairée de ce diplomate impartial, dont je transcris les paroles:

« Les raisons, dit M. Thornton, alléguées dans ce document pour justifier l'extrême mesure de la guerre sont :

« 1° Le refus fait par le Gouvernement Argentin aux forces paraguayennes de leur livrer passage à travers la province de Corrientes;

« 2º Le refus de reconnaître le droit du Paraguay sur le territoire des Missiones, entre le Parana et l'Uruguay;

« 5° La tolérance du Gouvernement Argentin pour l'enrôlement de soldats à Buenos-Ayres, pour être employés contre le Paraguay;

« 4° L'appui donné par la presse officielle de Buenos-Ayres à la cause du Brésil contre le Paraguay.

« En ce qui regarde le premier argument, je crois que peu de personnes nieront que cette République avait un plein droit de refuser le passage à travers son territoire tant aux Brésiliens qu'aux Paraguayens.

« Le Gouvernement Argentin a toujours refusé de reconnaître le droit du Paraguay sur le territoire des Missiones; mais, malgré cela, il n'a jamais pris des mesures actives pour empêcher l'occupation de ce territoire par les Paraguayens.

« Quant à l'enrôlement de soldats à Buenos-Ayres pour le service du Brésil contre le Paraguay, je puis dire seulement que je n'ai jamais pu découvrir qu'il se passat quelque chose de ce genre.

« Il n'existe pas une véritable presse officielle dans ce pays. Le Gouvernement a si peu de contrôle sur elle, que la liberté dont elle jouit approche souvent de la licence. Il peut y avoir un journal dont l'éditeur se trouve en rapports amicaux avec les membres du Gouverne.

ment et puisse écrire conformément à leurs vues; mais il est certain qu'ils ne peuvent jamais être sûrs que ce même journal ne critique leurs mesures avec la plus grande sévérité.

Dans la Note de M. Bergès (page 9), on trouve un nouveau motif de guerre ajouté aux quatre que M. Thornton a si bien exposés et jugés. En 1856, des faussaires ont fabriqué à Buenos-Ayres des billets du crédit public du Paraguay.

Voilà les causes qu'on ose présenter pour justifier tant de ravages et tant de sang versé!

Quant au Brésil, M. Bergès (page 7 de sa Note), s'exprime ainsi : « Le Brésil lui-même s'empressa non-seulement de reconnaître notre indépendance, mais encore de la fortifier. » Plus loin, dans la même page, on trouve ces mots : « Le Paraguay, ami désintéressé et reconnaissant du Brésil pour les bons offices qu'il en avait reçus... » Pour savoir que le Paraguay devait être ami reconnaissant du Brésil, vous n'aviez pas besoin, Monsieur le Marquis, d'entendre cette confession de M. Bergès. Dans votre chancellerie se trouvent des documents qui remontent au delà de 1845 pour attester les bons offices du Brésil envers cette République, alors faible, menacée et abandonnée de tout le monde.

Je prie à présent Votre Excellence de faire examiner avec le plus grand soin les notes de M. Bergès et de M. Bareiro et d'y découvrir l'allégation d'un seul fait, d'une seule offense, d'un seul petit grief, qui ait pu faire soudainement tourner cette amitié en rancune, cette reconnaissance en hostilité féroce.

Le Gouvernement du Paraguay n'avait, je le répète, rien à voir dans les démêlés du Brésil avec l'Uruguay, puisqu'il n'avait aucun lien d'alliance avec cette République, et qu'au Brésil, au contraire, il devait amitié et reconnaissance.

Si l'indépendance de l'Uruguay était menacée, d'après son assertion gratuite, il savait, et MM. Bergès et Bareiro le répètent dans leurs Notes, qu'il y a des engagements entre les Gouvernements du Brésil, de la République Argentine, de la France et de l'Angleterre au sujet de cette indépendance; il n'avait donc qu'à s'adresser à ces Gouvernements et à les éveiller, s'il les croyait endormis.

Pour le Paraguay, qu'aucun compromis ne liait, c'était déjà un beau rôle que celui de voir ce que des Gouvernements si éclairés et si bien servis ne voyaient pas.

M. Bergès et M. Bareiro parlent vaguement de projets d'absorption, de prétentions traditionnelles et de politique envahissante du Brésil. Il fallait donner les preuves de ces assertions. Les preuves qui attestent la modération et le caractère pacifique du Gouvernement de l'Empereur du Brésil sont devant les yeux de tout le monde.

La personne, les bagages, les papiers du colonel Carneiro de Campos, Président (gouverneur civil) de la province de Matto Grosso, sont tombés au pouvoir du Gouvernement du Paraguay; s'il y avait treuvé des instructions pour préparer dans cette province limitrophe la moindre tentative contre les intérêts du Paraguay, il n'est pas croyable que ce Gouvernement, qui cherche tant de sophismes et d'allégations fausses pour justifier son agression, eût jusqu'à présent tenu ces preuves secrètes.

Les armées paraguayennes, en envahissant Matto Grosso et Rio Grande, ont-elles trouvé des bataillons et des escadrons prêts à ouvrir des hostilités contre le Paraguay, à reculer les frontières, à entreprendre quoi que ce fût contre cette République? Ces armées n'ont pas même trouvé une défense organisée. 120 hommes composant la garnison du fort délabré de Coimbra à Matto Grosso, et quelques escadrons de garde nationale, réunis à la hâte devant S. Borja, à Rio

Grande, sont les seules forces qu'elles ont rencontrées.

Il est connu de tout le monde que le Brésil, quand il a vu deux de ses provinces envahies par les troupes du Paraguay, n'avait que 14 000 soldats de toutes armes, éparpillés en petits détachements dans les vingt provinces de l'Empire; que ces arsenaux étaient vides; que même ses provinces limitrophes du Paraguay étaient désarmées: que les forts qui leur servent plutôt de borne que de défense étaient délabrés, mal armés et dégarnis; que son escadre ne se composait que des navires qu'il entretient toujours pour la surveillance des côtes; qu'il lui manquait des bâtiments de guerre du tirant d'eau propre à la guerre des fleuves; qu'il ne possédait ni les navires ni les canons nécessaires à l'attaque de forteresses telles que celle de Humaïta.

La fixation des forces de terre et de mer avait subi dans les Chambres la discussion annuelle : personne n'avait proposé d'augmentatien; on avait, au contraire, proposé des réductions dans des vues d'économie; et ce même Président de Matto Grosso, victime de la surprise du Paraguay, est un des députés qui ont insisté pour une

réduction de cette insignifiante armée de 14 000 hommes.

Le seul indice que M. Bareiro découvre pour prouver qu'il y avait dès longtemps de la part du Brésil et de la République Argentine l'intention de faire la guerre au Paraguay, c'est que quatre mois et demi après que le Brésil a été attaqué, et quinze jours après qu'on a su à Buenos-Ayres que la République Argentine était également en butte à des hostilités, leurs Plénipotentiaires ont signé en cette ville un traité d'alliance offensive et défensive. Non-seulement rien n'est plus naturel que de croire que le plénipotentiaire Brésilien avait des instructions pour amener la République Argentine à une alliance; mais encore quinze jours est un temps plus que suffisant pour rédiger

un traité, l'envoyer de Buenos-Ayres à Rio-Janeiro, et recevoir la réponse.

C'est ainsi cependant que les agents du Paraguay, dépourvus de la moindre preuve, en faisant beaucoup de bruit de la politique envahissante du Brésil, veulent faire croire que le Paraguay l'a attaqué parce qu'il s'attendait à être attaqué. M. Bareiro dit (page 6 de sa Note): « Qui voudrait faire un crime à celui dont la vie est menacée de prévenir ses agresseurs? »

Que le Brésil n'avait aucun moyen d'agression, c'est ce qui vient d'être rappelé et qui est connu de tout le monde. Permettez-moi à présent, Monsieur le Marquis, d'énumérer ceux que depuis plusieurs années le Gouvernement du Paraguay avait réunis.

Il ne s'est occupé qu'à former des soldats et à acquérir des instruments et des munitions de guerre. Son armée était la plus nombreuse que l'Amérique méridionale cût jamais vue. Il a donné les plus grandes dimensions à la forteresse, déjà formidable, de Humaïta. Il possédait la meilleure et la plus nombreuse artillerie qu'eût jamais vue cette partie du monde.

Ge qu'il a perdu d'hommes et de munitions dans ces deux années peut seul donner une idée de ce qu'il possédait. Le Président du Paraguay a jeté 9000 hommes à Matto Grosso; une grande partie y est encore; il a perdu 7000 hommes faits prisonniers à Uruguayana, 4000 morts dans la bataille d'Yatay, 2000 à celle de Riachuelo. Dans toutes les déroutes qu'il a essuyées depuis l'invasion de son territoire jusqu'au moment où il s'est enfermé dans ses forteresses, il a perdu un nombre très-considérable de soldats, dont le chiffre est inconnu. Les maladies ont fait des ravages dans ses rangs comme dans ceux des alliés. Cependant derrière ses murailles il a encore des soldats nombreux, dignes par leur courage de servir une meilleure cause.

Depuis deux ans il est bloqué par terre et par eau; le pays ne fournit pas les matières nécessaires à la fabrication des munitions de guerre. Toutes les pertes d'hommes dont je viens de parler ont été accompagnées de la perte de leurs armes; les bombardements et les fusillades n'ont presque pas cessé, et cependant il a encore des munitions.

Et c'est un gouvernement ainsi préparé pour l'attaque et pour la défense qui vient dire à la face du monde civilisé et des Gouvernements qui ont des agents et des représentants dans ces régions-là qu'il a prévenu ses agresseurs! Il accuse de projets de violence et de conquête des gouvernements qui, par l'insouciance montrée pour la défense de leur territoire et par le manque absolu d'une armée, font voir clairement la sécurité de leur conscience et la plus complète absence du projet ambitieux ou envahissant le plus éloigné!

C'est la seconde fois que le Président du Paraguay fait, dans un document officiel, la déclaration qui se trouve à la page 13 de la Note de M. Bergès, c'est-à-dire que le sang versé jusqu'à présent est plus que suffisant à ses yeux pour laver les offenses alléguées de part et d'autre par les belligérants; de manière que, d'après une morale nouvelle qu'il veut établir entre les nations, quand une d'elles a reçu des offenses, elle n'a qu'à faire réunir un certain nombre de soldats, verser une portion de sang, et, ce sacrifice accompli, tout est terminé.

Un potentat voisin, ayant réussi, grâce à la docilité de son peuple, à se procurer un pouvoir illimité, met dix ans à accumuler des moyens d'agression; au moment qu'il croit propice, il se jette sur ses voisins; et quand il craint que les ressources ne lui manquent, quand il se trouve traqué, cerné dans ses places fortes, il vient dire au monde: Le sang versé me suffit, et il croit qu'on doit cesser la guerre que lui seul a allumée!

Le Gouvernement du Brésil laisse aux hommes justes à décider s'il lui est permis de laisser ce germe de troubles et d'inquiétudes dans les conditions dans lesquelles il a commencé ses ravages.

Les peuples de l'Amérique ont besoin d'employer leur activité et leurs trésors à des objets bien différents du maintien des grandes armées permanentes.

Un voisin qui, par son ambition et ses caprices, vient de détruire tant de richesses et de verser tant de sang, serait une cause perpétuelle d'alarme et de sacrifices de tout genre. Les alliés ne peuvent donc pas déposer les armes avant d'avoir obtenu des garanties pour l'avenir.

Le principe nouveau de droit public par lequel on veut nier aux nations le droit de renverser du pouvoir un chef qui en a abusé et qui est devenu une menace perpétuelle contre ses voisins, est un principe contraire à la pratique constante des peuples civilisés de tous les âges. Mais si l'on veut déclamer contre ce droit sacré, qui dérive de celui de la conservation, on doit chercher un autre théâtre et un autre client, non pas le Paraguay ni son chef actuel, car M. Bergès lui-même (page 8 de sa Note) parle de l'alliance dans laquelle le Paraguay est entré pour renverser la dictature du général Rosas.

Je ne puis pas entrer dans l'exposé des plans de mon Gouvernement et de ses alliés pour obtenir des garanties de paix et de tranquillité. J'ai cependant l'ordre de déclarer en toute occasion que leur ferme intention est de maintenir l'indépendance de la République du Paraguay, de lui laisser le choix d'un Gouvernement national et des institutions qu'elle voudra se donner.

J'ai tenu à ne pas sortir du cercle de discussion tracé par les notes que M. le chargé d'affaires du Paraguay a mises sous les yeux des Gouvernements amis de la Couronne du Brésil. Je me dispense de parler de la manière dont la guerre a été faite de la part du Paraguay.

Sur les bords du Paraguay et du Parana, la justice est en face de l'esprit d'usurpation et de conquête. La politique sage qui donne la vie au commerce, à l'industrie et au progrès des peuples n'importe sous quelle forme de Gouvernement, est en face du système le plus absurde de restrictions commerciales et de monopole. Enfin, la civilisation est en face des tendances à la barbarie.

Le triomphe de l'un des deux principes sera décidé par les armes. Dieu, qui a pour lui l'éternité, dans le secret de ses desseins, ne donne pas toujours la victoire à la cause de la justice. Les meilleures combinaisons de la prudence et de la sagesse humaines faillissent chaque jour. Nous espérons cependant avec confiance dans la protection divine, dans la valeur de nos soldats et dans l'intelligence de nos chefs militaires, que bientôt cette lutte sanglante aura fini par le triomphe de la justice.

Je saisis. Monsieur le Ministre, cette occasion pour vous prier d'agréer les nouvelles protestations de ma considération la plus haute et la plus distinguée.

Signé : S. DE MACEDO.

PARAGUAY.

Note de M. Benitès à lord Stanley, au sujet de la détention de quelques sujets anglais au Paraguay, en date de Paris, le 18 mars 1868.

Milord,

La lecture de la correspondance présentée récemment au Parlement anglais par le Gouvernement de Sa Majesté Britannique m'a suggéré quelques réflexions que j'ai l'honneur de soumettre à la bienveillante attention de Votre Excellence, afin de remplir les recommandations de mon Gouvernement, et de ne laisser échapper aucune occasion de prouver combien il désire rendre de plus en plus étroites ses relations d'amitié avec le Gouvernement de Sa Majesté Britannique, que représente si dignement Votre Excellence.

L'importance attachée par la correspondance dont il s'agit aux avantages que le Paraguay, dans les circonstances actuelles, peut retirer des services professionnels des sujets anglais qui y résidaient dès avant la guerre, amène naturellement à cette conclusion que si le Paraguay se trouvait tout à coup privé de ce secours, ses moyens de défense seraient considérablement affaiblis.

Si les services de ces sujets anglais avaient, en effet, l'importance capitale qu'on leur attribue, leur sortie du Paraguay réclamée, bien entendu sans la moindre intention hostile, par un Gouvernement neutre et ami, pourrait ainsi contribuer à la ruine du pays, et être regardée comme l'une des solutions désirées d'une guerre qui touche si fortement aux intérêts des neutres.

Mais je crois, Milord, moi qui connais les ressources de mon pays, que cette solution, si elle était possible, aurait plus d'inconvénients que n'en offre une autre, déjà recommandée par le succès avec lequel elle a été plus d'une fois employée par le Gouvernement de Sa Ma-

jesté Britannique pour la pacification des États de la Plata.

Depuis trois ans déjà, l'honorable M. Thornton a annoncé, dans des Notes qui ont été communiquées au Parlement, que cette guerre allait être facilement et promptement terminée. Il y a aujourd'hui six mois que l'honorable M. Gould a écrit, dans le Paraguay même, son mémorandum du 10 septembre sur l'état des opérations, mémorandum dans lequel il considère comme imminente la chute du maréchal Lopez.

Je crains, Milord, que les prophéties de ce genre, qui n'ont d'autre cause que le malheur qu'a mon pays de n'être connu même d'aucun de ses voisins, ne se renouvellent plus d'une fois avec le même résultat, si, comme je l'espère fermement, les alliés se voient déçus dans leur espérance d'un secours éventuel que pourrait leur accorder un différend avec l'Angleterre; mais heureusement ce différend n'existe pas et n'existera jamais, puisqu'il n'a ni cause ni raison d'être.

Dans cette persuasion, et voyant la juste anxiété que la prolongation de la guerrejette dans le commerce de tous les neutres, j'ai l'honneur de me permettre de signaler à l'attention de Votre Excellence un moyen de solution, que cette fois la diplomatie pourrait peut-être employer avec le même succès qu'a obtenu plus d'une fois déjà, dans la

Plata, le Gouvernement de Sa Majesté Britannique.

Ce moyen serait d'amener, par des conseils, le Brésil à s'abstenir. Or ces conseils, le gouvernement de Sa Majesté Britannique a le droi de les donner, en vertu des traités de 1827, conclus par sa médiationt Par ces traités, le Brésil a renoncé à ses projets traditionnels d'annexion et de domination sur les pays de la Plata, et il a consenti à la formation de l'État oriental, dont l'indépendance a été et est appelée à être la meilleure garantie de la libre navigation des affluents de la Plata contre le monopole de Buénos-Ayres et du Brésil. Et comme le Paraguay lui-même, l'Angleterre verrait toutes les exigences de la

justice satisfaites et tous les intérêts du libre commerce sauvegardés dans ces contrées, si elle obtenait du Brésil ce que déjà elle a obtenu de lui par son attitude puissante en 1827 et 1856, à savoir que le Brésil retire ses troupes des pays de la Plata à des conditions honorables, que jamais le Paraguay ne repousserait, pourvu que des deux parts l'honneur fût sauf.

Le simple examen du Traité d'alliance secret du 1er mai 1865 , que le Gouvernement de Sa Majesté a fait connaître au Parlement, faitvoir que la guerre actuelle, par son but et son objet, avoués dans ce document, est une dérogation virtuelle aux Traités de 1827 et aux déclarations que le Brésil a faites plusieurs fois de ne pas projeter de conquêtes territoriales dans les pays de la Plata.

Le Paraguay, Milord, ne demande autre chose dans cette guerre que le respect et le maintien d'un fait qui doit son existence à l'inspiration libérale de l'Angleterre, c'est-à-dire l'indépendance de la Bande orientale de la Plata contre les ambitions naguère divisées, aujourd'hui alliées de Buénos-Ayres et de Rio-Janeiro, sur les bords de l'embouchure de la Plata, qui est la clef du commerce direct entre l'Amérique intérieure et les puissances commerciales d'Europe et du monde.

Je crois, Milord, pouvoir ajouter que cette solution serait aussi agréable à toutes les Républiques sud-américaines que leur serait pénible celle que peut-être les alliés voudraient voir adopter, et qui ne produirait, en dernier résultat, que le rétablissement indirect de la fermeture des affluents de la Pla a par la main la plus intéressée à écarter les embarras,

Il n'est pas difficile de croire, Mord, que les alliés désirent et recherchent aujourd'hui une médiation des puissances neutres qui leur fournisse le moyen de sortir avec avantage de leur position désespérée; mais il est à craindre qu'ils ne recherchent, par la voie de cette médiation, la même solution qu'ils ont cherchée en vain par la guerre, c'est-à-dire l'affaiblissement ou la ruine de la puissance du Paraguay.

Le prétexte est de servir les intérêts de la liberté, bien qu'il s'agisse, en réalité, de servir les intérêts du monopole et de la routine, et, pour le dire aussi, les intérêts antibritanniques, dans lesquels Buénos-Ayres et Rio-de-Janeiro prétendent succéder aux anciennes métropoles des colonies, Madrid et Lisbonne, contrairement aux aspirations progressives du nouveau régime d'Amérique.

Que Votre Excellence daigne ne pas oublier qu'un Gouvernement qui cherche avec tant de sollicitude les émigrants anglais ne peut être accusé de vouloir la tyrannie ni le despotisme, car chaque Anglais apporte avec lui comme un fragment de la Constitution britan-

nique, charte de la liberté de l'homme.

D'autre part, pourquoi s'étonner, Milord, que le Paraguay empêche les étrangers de passer de son territoire sur celui de ses ennemis, lorsque ceux-ci, en bloquant le Paraguay, ne font autre chose que d'empêcher le passage des étrangers qui résident dans leurs territoires respectifs sur celui du Paraguay? Là est toute la pensée de la mesure prise par le Paraguay, mesure qui fait l'objet de la discussion. Il ne s'agit donc pas de faire du pays la prison de personne, mais d'empêcher que le moyen ordinaire de communication que lui donne sa position géographique ne devienne, dans les circonstances exceptionnelles où il se trouve, un privilége pour ses ennemis et un désastre pour lui-même.

C'est avec plaisir, Milord, que je profite de cette occasion pour renouveler à Votre Excellence l'assurance de la haute considération avec laquelle j'ai l'honneur d'être, Monsieur le Ministre, de Votre Excellence, le très-humble et très-obéissant serviteur.

Le Chargé d'affaires du Paraguay, Signé: GREGORIO BENITÈS.

BRÉSIL — CONFÉDÉRATION ARGENTINE ET URUGUAY.

Traité d'alliance offensive et défensive contre le Paraguay, conclu le 1^{er} mai 1865.

Le Gouvernement de la République orientale de l'Uruguay, le Gouvernement de S. M. l'Empereur du Brésil, et le Gouvernement de la République Argentine:

Ces deux derniers, en guerre avec le Gouvernement du Paraguay qui la leur a déclarée en fait, et le premier se trouvant en état d'hostilité contre lui, et ayant sa sécurité intérieure menacée par ledit Gouvernement qui a violé son territoire, enfreint les usages internationaux des nations civilisées et commis des actes injustifiables, après avoir troublé ses relations avec ses voisins par les procédés les plus abusifs et les plus agressifs;

Bien persuadés que la paix, la sécurité et le bien-être de leurs nations respectives sont impossibles tant qu'existera le Gouvernement actuel du Paraguay, et qu'il est d'une nécessité impérieuse, réclamée par les intérêts les plus grands, de faire disparaître ce Gouvernement. en respectant la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale de la République du Paraguay;

Ont, dans ce but, résolu de conclure un traité d'alliance offensive et défensive, et ont, à cet effet, nommé leurs plénipotentiaires, savoir :

- S. Exc. le Gouverneur provisoire de la République orientale de l'Uruguay, S. Exc. le docteur Carlos de Castro, son ministre secrétaire d'état au département des affaires étrangères;
- S. M. l'Empereur du Brésil, S. Exc. le docteur F. Octaviano de Almeida Rosa, de son Conseil, député à l'Assemblée générale législative, et officier de l'ordre impérial de la Rose;
- S. Exc. le Président de la Confédération argentine, S. Exc. le docteur Rufino de Elizalde, son ministre et secrétaire d'État au département des affaires étrangères;

Lesquels, après avoir échangé leurs lettres de créance qui ont été trouvées en bonne forme, sont convenus de ce qui suit :

Article 1er. La République orientale de l'Uruguay, S. M. l'Empereur du Brésil et la République Argentine s'unissent dans une alliance offensive et défensive dans la guerre provoquée par le Gouvernement du Paraguay.

- Art. 2. Les alliés concourront par toutes les forces dont ils peuvent disposer par terre ou sur les rivières, suivant qu'il sera nécessaire.
- Art. 3. Les opérations de la guerre devant commencer sur le territoire de la république Argentine ou sur une partie du territoire paraguayen avoisinant, le commandement en chef et la direction des armées alliées reste confié au Président de la république Argentine, général en chef de ses armées, le brigadier général D. Bartolomé Mitre.

Les forces maritimes des alliés seront sous le commandement immédiat du vice-amiral vicomte de Tamandaré, commandant en chet de S. M. l'Empereur du Brésil.

Les forces de terre de la République orientale de l'Uruguay, une division des forces argentines et une autre des forces brésiliennes, désignées par leurs chefs supérieurs respectifs, formeront une armée sous les ordres immédiats du brigadier général Venancio Florès, Gouverneur provisoire de la République orientale.

Les forces de terre de S. M. l'Empereur du Brésil formeront une armée sous les ordres immédiats de leur général en chef, le brigadier Manoel Luis Osorio.

Bien que les Hautes Parties contractantes aient convenu de ne pas changer le champ d'opérations de la guerre, néanmoins, pour conserver les droits souverains des trois nations, elles conviennent, à partir de ce moment, du principe de réciprocité, pour le commande-

ment en chef, dans le cas où ces opérations devraient passer sur le territoire oriental ou sur le territoire brésilien.

Art. 4. La discipline militaire intérieure et l'administration des troupes alliées ne dépendront que de leurs chefs respectifs.

La solde, les approvisionnements, les munitions de guerre, les armes, les vêtements, l'équipement et les moyens de transport des troupes alliées seront pour le compte des États respectifs.

- Art. 5. Les Hautes Parties contractantes se donneront mutuellement toute l'assistance ou se fourniront tous les éléments dont l'un disposera et dont les autres auront besoin, dans la forme dont on conviendra.
- Art. 6. Les alliés s'engagent à ne point déposer les armes autrement que d'un commun accord, et pas avant d'avoir renversé le gouvernement actuel du Paraguay, à ne point traiter séparément avec l'ennemi, et à ne signer aucun traité de paix, trêve, armistice ou convention quelconque pour mettre fin à la guerre ou pour l'interrompre, excepté de l'aveu entier de tous.
- Art. 7. La guerre n'étant pas dirigée contre le peuple du Paraguay, mais contre son Gouvernement, les alliés pourront admettre dans une légion paraguayenne tous les citoyens de cette nation qui voudront concourir à renverser ledit gouvernement, et ils leur fourniront tous les éléments dont ils auront besoin, dans la forme et sous les conditions qui seront convenues.
- Art. 8. Les alliés s'obligent à respecter l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale de la République du Paraguay. Par conséquent, le peuple du Paraguay pourra choisir son gouvernement et se donner les institutions qui lui conviendront, sans être incorporé ni placé sous le protectorat d'aucun des alliés en conséquence de la guerre.
- Art. 9. L'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale de la République du Paraguay seront garanties collectivement, conformément à l'article qui précède, par les Hautes Parties contractantes pendant une période de cinq années.
- Art. 10. Il est convenu entre les Hautes Parties contractantes que les immunités, les priviléges ou les concessions qu'elles pourront obtenir du gouvernement du Paraguay seront communs à toutes, gratuitement s'ils sont gratuits, et moyennant la même indemnité s'ils sont conditionnels.
- Art. 11. Le Gouvernement actuel du Paraguay une fois renversé, les alliés procéderont à l'établissement, avec l'autorité constituée, des arrangements nécessaires pour assurer la libre navigation des rivières Parana et Paraguay, de telle façon que les lois et les règlements de ladite République n'entravent pas, n'empêchent pas et ne changent pas le transit et la navigation des navires marchands et des vaisseaux

de guerre des États alliés se rendant sur leurs territoires respectifs ou à destination de territoire n'appartenant pas au Paraguay; et elles prendront des garanties convenables pour l'efficacité de ces arrangements, sur ce principe que les règlements de la police fluviale, soit pour ces deux rivières, soit pour la rivière l'Uruguay, devront être faits d'un commun accord entre les alliés et les autres États limitrophes qui, dans le terme que leur fixeront les alliés, auront accepté l'invitation qui leur en sera faite.

Art. 12. Les alliés se réservent de prendre de concert les mesures les plus propres à garantir la paix avec la République du Paraguay après le renversement du Gouvernement actuel.

Art. 13. Les alliés nommeront en temps opportun les plénipotentiaires nécessaires pour conclure les arrangements, les conventions ou les traités qui pourront être faits avec le Gouvernement qui sera établi au Paraguay.

Art. 14. Les alliés exigeront de ce Gouvernement le payement des frais de la guerre qu'ils se sont vus dans l'obligation d'accepter, ainsi que des réparations et des indemnités pour les dommages et les maux causés à leurs propriétés publiques et particulières et aux personnes de leurs citoyens sans une déclaration de guerre expresse, et pour les dommages causés subséquemment en violation des principes qui régissent le droit de guerre.

Le Gouvernement de la République orientale de l'Uruguay exigera également une indemnité proportionnée aux dommages et aux torts qui ont été causés par le Gouvernement du Paraguay, par la guerre dans laquelle il a été contraint d'entrer pour la défense de sa sécurité menacée par ce dernier Gouvernement.

Art. 15. Dans une convention spéciale, seront déterminées la manière et la forme de liquider et de payer la dette provenant des causes susdites.

Art. 16. Pour éviter toutes les guerres et les discussions qu'entraînent les questions de frontière, il est établi que les alliés exigeront du Gouvernement du Paraguay de conclure des traités définitifs de frontières avec leurs Gouvernements respectifs sur les bases suivantes :

La République Argentine sera séparée de la République du Paraguay par les rivières Parana et Paraguay jusqu'à leur rencontre avec les frontières de l'Empire du Brésil, qui sont à Bahia Negra, sur la rive droite de la rivière Paraguay.

L'Empire du Brésil sera séparé de la République du Paraguay, du côté du Parana, par la première rivière se trouvant au-dessous du Salto de las Siete Cahidas, qui, d'après la dernière carte de Manchez, est l'Iguray; et ensuite par le cours de l'Iguray depuis son embouchure, en remontant jusqu'à sa source.

Du côté de la rive gauche du Parana, par la rivière Appa, depuis son embouchure jusqu'à sa source;

Dans l'intérieur, la crête des montagnes de Maracayir, les courants à l'est appartenant au Brésil et ceux à l'ouest au Paraguay, et en tirant des lignes aussi droites que possible desdites montagnes aux sources de l'Appa et de l'Iguray.

Art. 17. Les alliés se garantissent réciproquement les uns aux autres le fidèle accomplissement des conventions, des arrangements et des traités qui seront conclus avec le Gouvernement qui sera établi au Paraguay en conséquence de ce qui est convenu par le présent traité d'alliance, qui restera toujours en force et en vigueur, afin que ces stipulations soient respectées et exécutées par la République du Paraguay.

Pour arriver à ce résultat, ils conviennent que, dans le cas où une des Hautes Parties contractantes ne pourrait pas obtenir du Gouvernement du Paraguay l'accomplissement de ce qui est convenu, ou bien où ce Gouvernement tenterait d'annuler les stipulations conclues avec les alliés, les autres emploieront activement leurs efforts pour les faire respecter.

Si ces efforts sont sans succès, les alliés concourront de tout leur pouvoir afin de rendre effective l'exécution de ce qui est stipulé.

Art. 18. Ce traité sera tenu secret jusqu'à ce que le but principal de l'alliance ait été atteint.

Art. 19. Celles des stipulations du présent traité qui n'exigent pas l'autorisation législative pour leur ratification, commenceront à prendre leur effet aussitôt qu'elles seront approuvées par les Gouvernements respectifs, et les autres à partir de l'échange des ratifications qui aura lieu dans le terme de quarante jours de la date dudit traité, ou plus tôt, si c'est possible, dans la ville de Buenos-Ayres.

(L. S.) Signé: C. DE CASTRO.

(L. S.) Signé: O. DE ALMEIDA ROSA.

(L. S.) Signė: R. DE ELIZALDE.

PARAGUAY.

Note de M. Benités à lord Stanley, au sujet de l'offre de ses bons offices pour amener la fin des hostilités dans le Rio de la Plata, en date de Paris, le 2 avril 1868.

Milord,

J'ai eu l'honneur de recevoir la note du 25 mars dernier par laquelle Votre Excellence a bien voulu me faire savoir que le Gouvernement de S. M. britannique ne cesserait pas d'employer ses bons offices pour amener la fin des hostilités dont le Rio de la Plata est le théâtre, si les deux parties helligérantes en manifestaient le désir et si les conditions de la paix paraissaient raisonnables à Votre Excellence et offraient des probabilités d'être acceptées par les deux parties.

C'est avec plaisir, monsieur le ministre, que je me hâte d'exprimer à Votre Excellence la reconnaissance que ne manquera pas de ressentir mon Gouvernement pour la généreuse et noble disposition du Gouvernement de Sa Majesté à employer ses bons offices en faveur de la paix, ce dont je m'empresserai d'informer mon Gouvernement à la plus prochaine occasion.

En attendant, je dois aussi m'empresser de déclarer à Votre Excellence que je n'ai ni instruction ni autorisation spéciale et directe pour solliciter aucune médiation ou une démarche quelconque d'une puissance amie. Toutefois j'ai la conviction que le Paraguay, ainsi qu'il l'a prouvé déjà plus d'une fois pendant la durée de la guerre actuelle, ne repousserait aucun moyen honorable d'arriver à la paix.

Mais sachant qu'il faut un long temps pour écrire au Paraguay, et en recevoir les réponses officieuses, je me crois autorisé par les circonstances, et par les intérêts mêmes de mon Gouvernement, à déduire de l'histoire de la question et des documents les plus autorisés quelles seraient les bases de la discussion que ne manquerait pas d'accepter le Paraguay, le jour où la paix lui serait offerte par l'entremise d'une puissance amie.

La première et peut-être la seule clause sur laquelle il faudrait statuer est la confirmation et la consolidation de l'indépendance de l'État oriental de l'Uruguay par les deux Gouvernements qui lui ont donné indirectement l'administration qu'il possède aujourd'hui. Cette administration n'a été établie qu'en violation du traité de 1828, conclu sous la médiation de S. M. britannique.

Comme l'indépendance de l'État oriental est une garantie géogra-

phique de la libre navigation des affluents de la Plata, le Paraguay, qui ne peut exister comme Etat souverain sans cette liberté, n'a pas pu s'empêcher de regarder l'occupation militaire de la république orientale par le Brésil comme une menace ou même une attaque dirigée contre sa propre sécurité et sa propre indépendance. Il a dû considérer comme lui étant destiné le sort qui était fait à l'État oriental.

Cette condition ne saurait manquer de paraître raisonnable au Gouvernement de Votre Excellence, qui a inspiré la formation de l'État oriental; et les ennemis du Paraguay, signataires du traité de 1828, que de concert ils violent aujourd'hui, ne sauraient regarder comme inacceptable ce que déjà ils ont accepté et signé.

Mais les conséquences inévitables et complémentaires de cette première clause seraient l'évacuation immédiate du territoire du Paraguay par les armées et les escadres des alliés, et l'évacuation totale des pays de la Plata par les armées et les escadres du Brésil.

Sans cette condition, l'indépendance de la république Orientale ne

serait qu'un simple mot.

Comme conséquence de cette évacuation, le Paraguay ferait cesser son occupation de Matto-Grosso, laquelle, ainsi que l'a déclaré le Paraguay dans son ultimatum du 30 août 1864, n'a été qu'une mesure de représailles que le Brésil, en envahissant le territoire oriental, l'avait mis dans la nécessité de prendre.

L'adoption d'un principe de compensation largement interprété et appliqué ferait disparaître toute réclamation réciproque pour pertes et préjudices subis.

Il va de soi que le Paraguay ne pourrait abandonner son attitude défensive que si ses agresseurs donnaient des garanties d'un désistement formel et définitif de leurs projets militaires consignés dans le traité du 1^{er} mai 1865.

Contre ce traité ont protesté explicitement toutes les républiques du Pacifique, et implicitement les puissances maritimes de l'Europe et de l'Amérique.

L'abandon total et absolu de cette convention ne saurait donc être considéré comme une condition inadmissible et déraisonnable.

La garantie la plus efficace qui pourrait être donnée de ce désistement et de la sincérité des belligérants dans la conclusion de la paix sur la base déjà indiquée serait la ratification et la confirmation du principe de la libre navigation des affluents de la Piata pour tous les pavillons.

Ce principe serait celui du traité de 1853, contre lequel avait protesté Buenos-Ayres. A ce traité devraient adhérer maintenant tant le Brésil, la république Orientale et la confédération Argentine, dont Buenos-Ayres fait actuellement partie, que l'Angleterre et toute autre puissance commerciale qui le voudrait accepter.

Le Paraguay, comme principal intéressé à cette garantie, s'empresserait de souscrire ledit traité, bien qu'il ait déjà son traité de libre navigation avec les États maritimes de l'Europe et de l'Amérique.

Ceux qui ont invoqué le principe de la libre navigation fluviale pour porter la guerre contre le Paraguay ne pourraient le renier quand il serait invoqué en faveur de la paix. Mais il ne suffirait pas qu'ils dissent que ce principe est consigné dans leurs lois intérieures et dans les traités entre les riverains. L'expérience a prouvé que tout principe de ce genre qui n'est pas consigné dans des traités avec une ou plusieurs puissances commerciales de l'Europe ne peut être considéré comme pourvu de garanties suffisantes.

Pour assurer la paix, milord, il est indispensable de bien connaître ce qui l'a troublée et ce qui s'oppose à son rétablissement. Le Brésil ne serait pas dans la Plata si sa présence et sa coopération n'avaient été et n'étaient encore nécessaires à l'existence du Gouvernement fable et fragile que la république Argentine a reçu des mains de Buenos-Ayres, qui révait un monopole inconciliable avec les libertés commerciales que l'Europe désire dans ces contrées. Et comme la guerre est indispensable au maintien de l'alliance qui retient le Brésil dans la Plata, le Gouvernement argentin actuel, qui ne vit que par cette alliance, persistera dans une guerre qui lui donne sa raison d'être. C'est là ce qui a rendu vuines jusqu'ici toutes les tentatives de médiation, faites d'abor i pour prévenir, et plus tard pour termir cette guerre.

En appuyant un Gouvernement qui fait de la guerre son moyen d'existence, en l'appuyant surtout aux dépens du Paraguay et des pays intérieurs de la Plata qui ont les mêmes intérêts et la même destinée que le Paraguay, un pouvoir ami donnerait son concours involontairement à la guerre qu'il désire éviter, et à la politique restrictive qui est opposée à ses vues de libre trafic.

Je me permets de signaler à l'attention de Votre Excellence ce obstacle à la paix, pour qu'elle ne croie pas que toutes les difficultés viennent du Brésil. Bien que moins ostensibles, les plus tenaces viendront d'un autre côté, et cette considération me persuade, monsieur le Ministre, que si une médiation ne doit avoir lieu qu'à la condition d'être demandée par toutes les parties belligérantes sans exception, elle courra le danger de n'être jamais faite.

Maintenant, milord, il me reste à parler d'une condition qui relève de Votre Excellence, condition de laquelle dépendra le sort entier de toute négociation. Je me réfère aux dernières paroles de la note de Votre Excellence du 25 mars, à laquelle j'ai l'honneur de répondre. Si le Gouvernement de S. M. britannique croyait, comme préliminaire à l'exercice de ses bons offices, devoir insister sur la sortie des sujets anglais employés par le Paraguay, il serait plus que probable que le Brésil n'admettrait plus aucune proposition de paix, du moment qu'il pourrait avoir encore l'illusion de remporter quelque victoire par suite de la perte pour le Paraguay de cet élément de force.

Je me flatte, milord, que cette grave considération contribuera à vous maintenir dans la sage réserve avec laquelle Votre Excellence a su conduire jusqu'ici cet incident délicat qui intéresse à un haut point

un pays ami passionné de la Grande-Bretagne.

Votre Excellence me permettra aussi d'insister respectueusement sur ce fait que, par un malentendu involontaire, on a pu représenter comme détenus les individus qui sont allés librement au Paraguay, qui y ont renouvelé librement leurs contrats, qui sont libres de sortir aujourd'hui même du Paraguay par sa frontière occidentale, sans nécessité de toucher le territoire de ses ennemis.

On répond à cela que la voie de la Bolivie est impraticable; et pourtant, milord, cette voie a été suivie pendant deux siècles, car le Paraguay, comme tous les établissements formés dans cette contrée, a reçu de l'Espagne tous ses habitants, et les premiers éléments de sa colonisation à travers presque tout le territoire de l'Amérique du Sud, par Puerto-Bello (Panama), qui est beaucoup plus éloigné qu'Arica et Cobija de la ville de l'Assomption.

Seulement l'immense supériorité de la voie directe fait passer pour impraticable ce chemin qui pendant des siècles a été considéré comme le plus naturel. Et loin de préférer le vieux système, le Gouvernement du Paraguay a pris lui-même l'initiative du système moderne, en signant son traité de navigation fluviale du mois de mars 1853.

Quant aux Anglais en très-petit nombre qui servent au Paraguay, Votre Excellence me permettra d'ajouter qu'aucun d'eux n'a été employé au service militaire, qu'aucun d'eux n'est soldat. Ils ont été engagés comme ingénieurs et mécaniciens en Angleterre, en temps de paix, et pour se livrer aux œuvres et aux travaux de la paix, qu'ils continueront après la guerre.

Or, la vapeur et les machines servent à la production industrielle, et ni les machines ni les mécaniciens ne peuvent être considérés comme contrebande de guerre, bien que leurs travaux contribuent à augmenter la force d'un belligérant.

Veuillez, milord, agréer la nouvelle assurance de la haute considération avec laquelle j'ai l'honneur d'être, monsieur le Ministre, de Votre Excellence, le très-humble et très-obéissant serviteur.

Le chargé d'affaires du Paraguay.
Signé: GREGORIO BENITÈS.

Note de M. Benités à lord Stanley, au sujet de la médiation des grandes Puissances maritimes pour la paix, en date de Paris, le 21 avril 1868.

Milord,

Les nouvelles de la Plata qui arrivaient de Lisbonne le 2 courant, le jour même où j'avais l'honneur d'adresser de Paris à Votre Excellence ma note précédente, ont pu, au premier abord, faire regarder comme problématique l'opportunité de ce document. Mais maintenant que nous connaissons l'importance réelle des faits accomplis par l'escadre et par l'armée du Brésil le 19 février, et le peu ou même l'absence totale d'influence qu'ils pourront exercer sur la durée et l'issue de la guerre, je crois qu'il me sera permis de revenir sur le contenu de ma note précédente afin de compléter une indication que j'ai eu l'honneur de vous soumettre sur les moyens d'assurer un nouveau progrès à la liberté de navigation fluviale, si un traité de paix conclu sous la médiation des grandes puissances maritimes venait à avoir lieu.

L'autre jour j'ai eu l'honneur de dire à Votre Excellence qu'un traité de paix dans lequel les alliés, d'une part, le Paraguay, de l'autre, et les puissances maritimes, à la médiation amicale desquelles serait dû ce traité, s'engageraient à respecter et à faire respecter le principe déjà proclamé dans les lois intérieures de la libre navigation des affluents directs et indirects de la Plata, pourrait être le moyen le plus efficace de terminer définitivement la lutte actuelle et de la rendre impossible dans l'avenir; car, en dépit des dénégations des alliés, auteurs de cette guerre, il n'en est pas moins vrai qu'elle est, dans ses causes et dans son but, une guerre de douanes et de finances.

Mais quel serait le moyen pratique de rendre effective la participation de l'Angleterre, de la France et des États-Unis, par exemple, comme puissances neutres et médiatrices, à une stipulation semblable à propos d'un traité de paix que les belligérants seuls devraient signer? C'est là un point de la question que j'ai passé sous silence, et qu'aujourd'hui je me permets de soumettre à l'attention bienveillante de Votre Excellence.

Je crois, milord, qu'il existe pour cela un moyen tout préparé par la nature même des choses. Ce moyen consisterait à obtenir des parties belligérantes qu'elles s'engageassent par un article de leur traité de paix à adhérer et à souscrire aux traités du 10 juillet 1853 sur la libre navigation fluviale, lesquels portent les signatures de l'Angle-

^{1.} Voir de Clercq, Recueil des traités de la France, tome VI, page 377

terre, de la France et des États-Unis, mais sur lesquels manquent celles du Brésil, de l'État oriental et de Buenos-Ayres, et pourtant ces pays sont précisément limitrophes des rivières objet de ces traités, et c'est pour cela même qu'on avait laissé la porte ouverte à l'adhésion de ces États qui aujourd'hui font la guerre au Paraguay. L'article 7 de ce traité est conçu dans les termes suivants:

• On réserve particulièrement à S. M. l'empereur du Brésil et aux Gouvernements du Paraguay, de Bolivie et de l'État oriental de l'Uruguay, de pouvoir prendre part au présent traité dans le cas où ils seraient disposés à appliquer ses principes à la partie des fleuves Parana, Paraguay et Uruguay, sur laquelle ils peuvent posséder respectivement des droits riverains. »

A l'exception du Paraguay, qui n'a pas eu besoin de donner son adhésion, parce qu'il avait déjà signé un traité semblable au commencement de la même année 1853, ni le Brésil, ni l'État oriental, ni Buenos-Ayres, — qui même protesta, — ne se sont jusqu'aujourd'hui associés au traité.

Par la raison indiquée ci-dessus, je crois que le Paraguay n'hésiterait pas à donner son adhésion aux traités de juillet, si cela était nécessaire, afin qu'ils soient reconnus comme loi commune et générale de la libre navigation de tous les affluents de la Plata.

La République Argentine n'aurait pas de raison plausible pour refuser son adhésion, et, de leur côté, les puissances signataires des traités de juillet auraient plus que le droit d'exiger cette adhésion, attendu que ces traités ont été conclus par la Confédération Argentine et protestés par la province de Buenos-Ayres pendant sa période de séparation temporaire, et elle ne les a pas acceptés depuis sa réintégration dans la Confédération.

Sans cette précaution elle pourrait demain rentrer dans son isolement, et, se conformant à la politique du Brésil, méconnaître, comme le fait cet empire, les stipulations et les principes des traités du 10 juillet 1853, en alléguant qu'elle ne les a jamais acceptés d'une manière expresse et précise.

Je crois, milord, qu'il ne faudrait pas perdre l'occasion de faire cesser, dans l'attitude de Buenos-Ayres, cette équivoque qui affecte sérieusement le sort et la mise en pratique des traités, puisque cette province est le possesseur immédiat de l'île de Martin Garcia, clef de la navigation des affluents de la Plata.

Je profite avec plaisir de cette nouvelle occasion pour réitérer à Votre Excellence l'assurance de la haute considération avec laquelle j'ai l'honneur d'être, monsieur le Ministre, de Votre Excellence, le très-humble et très-obéissant serviteur.

Le chargé d'affaires du Paraguay,
Signé: GREGORIO BENITÈS.

COSTA BICA.

Décret relatif aux droits de douane, en date de San José, le 25 juin 1868,

Art. 1er. Sont abolis les impôts établis par la législation antérieure sur l'exportation du café.

Art. 2. En remplacement de cet impôt, le droit sur chaque bouteille d'eau-de-vie et de ses composés est augmenté de cinq centavos (0 fr. 25), et l'introduction des liqueurs alcooliques provenan de l'étranger, d'un centavo (0 fr. 05) par livre (0 kil. 460).

Art. 3. Est également rétabli le droit de transit ou péage sur les articles qui en avaient été exemptés par le décret du 24 novembre 1863.

Art. 4. Le présent décret sera exécutoire à partir du 1° décembre 1868.

BOLIVIE.

Circulaire de M. Donato Munoz, Ministre des affaires étrangères, aux Agents diplomatiques et consulaires de la Bolivie à l'étranger, au sujet de l'installation d'une Assemblée constituante chargée de la réorganisation politique du pays, en date de La Paz, le 6 août 1868.

Monsieur, j'ai l'honneur de vous annoncer avec la plus haute sausfaction qu'aujourd'hui, à une heure de l'après-midi, a eu lieu dans cette ville l'installation de la souveraine Assemblée constituante, convoquée par le Gouvernement pour s'occuper de la réorganisation politique du pays et proclamer le Président élu par le vote populaire pour régir les destinées de la patrie.

S. Exc. le général Melgarejo, après une glorieuse administration de trois ans et sept mois, a déposé entre les mains du corps souverain le pouvoir dictatorial dont les peuples l'avaient investi pour sauver l'autonomie et l'intégrité nationales des hasards de la guerre civile qui menaçaient de les bouleverser complétement.

Le message lu dans cet acte solennel résume les faits proéminents

de son administration et manifeste les sacrifices héroïques qu'il a accomplis pour la patrie et les biens positifs qu'il lui a procurés.

Les hommes qui agissent avec droiture et sont animés de saines intentions ne peuvent que se féliciter d'un événement si heureux, qui est la garantie de notre avenir ; car, avec une longue expérience de quarante-trois années de vie indépendante, traversée de mille maux et de dures épreuves, il se présente enfin une époque propice et paisible qui, sous les meilleurs auspices, augure un succès favorable dans l'organisation de nos institutions fondamentales : ce ne sera ni la belle utopie de l'idéal, ni un code militaire, mais l'expression de notre civilisation en consonnance avec les principes du droit.

Le digne personnel des députés qui composent l'Assemblée, leur patriotisme reconnu et leurs lumières font concevoir les plus conso-

lantes espérances.

Veuillez, monsieur, accepter avec ces sentiments ceux de la particulière estime et sincère considération avec lesquels je me souscris Votre obéissant serviteur.

Signé: Mariano-Donato Munoz.

FRANCE.

Circulaire de M. Bourée aux Consuls et Agents consulaires de la France en Turquie, au sujet du droit de propriété concédé aux étrangers, en date de Thérapia, le 17 août 1868.

Monsieur,

J'ai signé le 9 juin dernier⁴, par ordre de S. Exc. M. le ministre des affaires étrangères, le protocole ouvert aux puissances qui voudraient faire jouir leurs nationaux des bénéfices de la loi accordant le droit de propriété aux étrangers. Les ratifications de cet acte venant d'être échangées, les stipulations de la loi et du protocole sont désormais applicables aux sujets de l'Empereur.

L'importance de ces innovations n'a pas besoin d'être signalée, mais l'état de choses qu'elles amènent me paraît comporter certaines

explications.

Par la concession aux étrangers du droit de posséder la terre, le Gouvernement ottoman s'est proposé de développer les innombrables richesses de la Turquie en appelant sur son sol fécond les capitaux de l'Europe et son savoir en matière d'exploitation minéralogique, agri-

^{1.} Voir plus haut, page 1678.

cole, forestière. Telles doivent être, en effet, les conséquences de ces mesures libérales : elles doivent produire, nous en avons la conviction, des avantages réciproques. Mais, en ouvrant aux étrangers un champ qui leur était jusqu'à ce jour interdit, le Gouvernement de l'Empereur et celui du Sultan ont dû reconnaître qu'il y aurait pour les Européens une situation nouvelle que les capitulations n'avaient pas réglementée.

Elles n'étaient, en effet, destinées primitivement qu'à protéger des commerçants peu nombreux établis sur certains points du littoral sous la sauvegarde immédiate de leurs consuls respectifs : chaque ligne des capitulations met cette vérité en saillie. Non-seulement elles suffisaient alors, mais très-probablement elles ne donnaient lieu à aucune des objections qu'on leur a adressées depuis que les Européens se sont multipliés en Turquie au delà des prévisions qui étaient possibles en 1740, et à plus forte raison lors des premières conventions faites avec l'Empire ottoman.

Les garanties essentielles assurées par les capitulations aux étrangers établis en Turquie sont l'inviolabilité du domicile, dans lequel les autorités locales ne peuvent pénétrer sans l'assistance consulaire (article 70), — et le droit d'assistance d'un drogman consulaire devant les tribunaux locaux, quand ces tribunaux locaux ont à juger des étrangers (article 20).

Ces dispositions supposent que les Européens habitent la même ville que leurs consuls ou dans un voisinage immédiat. Il en était ainsi quand se concédèrent les capitulations. Avec l'augmentation graduelle du nombre des étrangers qui se répandaient partout, ces conditions de commun séjour ou, tout au moins, le voisinage, n'existant plus, les capitulations eussent fort risqué de devenir caduques, faute de consuls pour en sauvegarder les stipulations; on a paré à cette éventualité en multipliant les consulats et en créant de nombreuses agences consulaires. Si l'on n'eût pas agi ainsi, les étrangers livrés à eux-mêmes, loin de la protection consulaire et en présence de garanties que la distance eût rendues chimériques, se fussent probablement arrangés de leur mieux avec les choses praticables plutôt que de ne pas avoir de justice du tout.

C'est, du moins, ce que leur eussent conseillé de faire le bon sens et l'intérêt bien entendu qui l'emportent finalement sur toutes les conventions inexécutables.

Aujourd'hui, la concession faite aux étrangers du droit de posséder pourrait, si elle a son effet probable, en multiplier le nombre à ce point que l'on ne saurait prétendre sauvegarder leurs personnes et leurs biens, en restant dans le texte des capitulations, qu'en créant des consulats et des vice-consulats à l'infini. Cet expédient, si on le suppose praticable, ne conviendrait sans doute pas plus à la Porte qu'à celle des Puissances qui sont soucieuses de leur considération : il n'était certainement pas admissible pour le Gouvernement de l'Empereur.

La nécessité de négocier avec la Porte une convention nouvelle s'est donc manifestée le jour où le Gouvernement du Sultan, renonçant à ses répugnances, s'est enfin décidé à entrer dans la voie que lui indiquaient depuis tant d'années les conseils des puissances amies.

La loi expose les conditions auxquelles les étrangers pourront posséder en Turquie et le protocole prévoit, en les réglant, les droits et les devoirs qui naîtront directement d'une situation nouvelle. Ni la loi ni le protocole ne sont faits pour ceux qui continueraient de vivre dans les conditions que les capitulations ont eu en vue de réglementer. La loi et le protocole spécifient les faibles dérogations consenties aux capitulations en ce qui concerne les étrangers, mais les anciennes garanties n'en sont pas moins formellement maintenues. Le paragraphe I^{er} du protocole le reconnaît de la manière la plus authentique, car il dit en propres termes qu'aucune atteinte n'est portée aux immunités assurées par les traités quant à la personne et aux biens meubles des étrangers devenus propriétaires fonciers.

Le paragraphe II détermine le but que s'est proposé la Porte en faisant cesser toute distinction entre les sujets ottomans et les étrangers en ce qui concerne la propriété immobilière.

Le paragraphe III garantit l'inviolabilité du domicile : il rappelle que les agents de la force publique ne peuvent y entrer sans l'assistance du consul ou du délégué du consul dont relève l'étranger.

Il était important de donner une définition du domicile. Le paragraphe IV contient cette définition aussi large que nous pouvions la désirer.

Il n'eût certainement pas été admissible qu'une vaste étendue de terres, par ce fait seul qu'elle aurait appartenu à un étranger, dût être considérée comme un domicile dans lequel les agents du Gouvernement turc n'eussent point été autorisés à se présenter ni à pénétrer. Réclamer davantage, c'eût été prétendre que toute terre appartenant à un étranger devait jouir du bénéfice de l'exterritorialité; c'eût été vouloir et ne pas vouloir, car c'eût été demander pour ne pas obtenir, la Porte ne pouvant jamais consentir à ce que la propriété immobilière en Turquie fût soumise à la juridiction étrangère.

Dans le paragraphe V, on affirme de nouveau l'inviolabilité du domicile; seulement, on constate que le Consul sera tenu, en cas de demande de visite domiciliaire, de prêter son assistance immédiate à l'autorité locale, afin que l'action de la justice ne soit pas suspendue.

D'après le § VI, dans les localités éloignées de neuf heures ou de plus de neuf heures de marche de la résidence consulaire, les agents de la force publique pourront, sur la réquisition de l'autorité locale et avec l'assistance de trois membres du Conseil des anciens de la commune, pénétrer dans la demeure d'un sujet étranger sans être assisté d'un agent consulaire trop éloigné pour être appelé; mais seulement en cas d'urgence et pour la recherche et la constatation du crime de meurtre, tentative de meurtre, d'incendie, de vol à main armée ou avec effraction, ou de nuit dans une maison habitée, de rébellion armée et de fabrication de fausse monnaie.

Nous n'aurions pu refuser cette stipulation sans méconnaître le droit du Sultan à administrer et à exercer la justice dans son Empire. Mais, en concédant à l'autorité locale le droit de se passer d'un consul hors de portée ou n'existant pas, nous avons pris toutes les précautions nécessaires pour prévenir les abus, et nous sommes convenablement armés pour faire punir ceux qui pourraient être commis. Les agents qui auront opéré une visite domiciliaire dans les conditions dont il vient d'être question seront tenus, d'ailleurs, d'en dresser procès-verbal et de le communiquer immédiatement à l'autorité supérieure dont ils relèvent, qui devra le transmettre à son tour à l'agent consulaire le plus rapproché (paragraphe VIII).

Le paragraphe X établit que les étrangers, dans les localités distantes de plus de neuf heures d'une résidence cons daire, seront jugés par les tribunaux ottomans, en l'absence et malgré l'absence d'un drogman, tant pour les contestations n'excédant pas mille piastres (230 francs) que pour les contraventions entraînant des amendes dont le maximum serait de cinq cents piastres (115 fr.) - On pourrait se borner à faire remarquer que nous n'avions aucun intérêt à exiger que nos nationaux, même pour le procès le plus minime, fussent nécessairement conduits dans la résidence consulaire la plus rapprochée — laquelle pourrait être parfois très-éloignée — pour s'y voir juger avec l'assistance de leur consul. Mais cette observation ne suffirait pas à faire apprécier la valeur exacte des dispositions qui précèdent. Pour les juger comme elles doivent l'être et reconnaître l'esprit qui les a inspirées, il faut considérer le droit qu'auront les étrangers d'interjeter appel (\$\Sigma XI), appel qui suspendra toujours l'exécution (SXII); il faut aussi réfléchir aux effets de l'appel suspensif en Turquie; il faut enfin lire la clause XIII stipulant que l'exécution, qui aurait été prescrite par le tribunal d'appel, au cas bien rare où il y aurait eu appel, nécessitera toujours le concours du consul.

De ce qui précède, il résulte implicitement que les étrangers ne

seront soumis à la juridiction ottomane, quand ils seront établis trop loin des consulats pour être assistés par les drogmans, que lorsqu'il s'agira de contestations inférieures à mille piastres ou de contraventions passibles d'une amende n'excédant pas cinq cents piastres. De ces mêmes dispositions, il résulte explicitement que lorsqu'il s'agira d'affaires plus importantes, il faudra que les sujets ottomans attaquent les étrangers devant les tribunaux qui seront dans les résidences consulaires. Nous rentrons ici dans les cas prévus par les capitulations, c'est-à-dire que le droit des étrangers à être assisté d'un drogman près des tribunaux, toutes les fois que la chose est matériellement possible, reparaît dans toute sa force. On ne saurait trop le répéter, le protocole n'a pas dérogé aux capitulations; il a suppléé à ce qu'elles auraient eu de vain et d'inexécutable pour des circonstances non prévues par elles, c'est-à-dire pour le cas où il n'y aurait ni consul, ni drogman, et où pourlant, à raison même des distances et de leur isolement, les étrangers propriétaires d'immeubles ne pourraient vivre en dehors de toute autorité judiciaire et de toute loi.

On devait prévoir davantage, on devait admettre que journellement les étrangers préféreraient se passer de la garantie du drogman en portant devant les tribunaux de leur résidence des questions litigieuses dont l'objet dépasserait mille piastres plutôt que d'aller chercher la justice loin de leur domicile afin d'obtenir l'assistance consulaire. C'est pour donner satisfaction à cet intérêt considérable qu'a été écrit le paragraphe XV qui autorise les étrangers à se déclarer volontairement justiciables des tribunaux supérieurs où ils retrouveraient l'assistance du consul.

On n'hésite pas à affirmer que si cette faculté eût été refusée par leurs gouvernements aux étrangers domiciliés dans les provinces de l'intérieur, et que si on ne leur eût pas permis de recourir à la justice locale pour les procès minimes, ils eussent été dans une situation que la mauvaise foi eût pu exploiter sans pitié, situation d'autant plus intolérable que, propriétaires établis dans l'intérieur des terres, ils seront demandeurs et plaignants quatre-vingt-dix fois sur cent.

Nous avons désiré que l'acquiescement à la compétence du tribunal fût donné par écrit et avant tout commencement de procédure (paragraphe XVI). C'est encore une garantie ajoutée à tant d'autres. Nous n'ignorons pas ce qu'il y a d'insolite et de dérogatoire aux principes du droit ordinaire dans la faculté accordée aux plaideurs de traiter les tribunaux établis comme des commissions arbitrales qui ne tiennent leur pouvoir que d'un compromis signé entre les parties, mais la rigueur de ce principe n'est pas de mise ici.

Ces acceptations de la compétence des tribunaux ottomans par les étrangers sont d'ailleurs très-fréquentes en fait : seulement, comme les capitulations ne les prévoient pas et comme les ambassades ne les ratifient pas, des plaideurs peu honnêtes en profitent pour refuser de laisser exécuter les jugements qui les ont condamnés. En consacrant cette faculté pour les localités dépourvues d'agents consulaires, le protocole tient compte d'une nécessité incontestable et réprime, là au moins, les actes de mauvaise foi.

Le paragraphe XVIII donne, non pas seulement aux étrangers, mais à tous les sujets ottomans, la publicité des audiences et la liberté de la défense, assurées par le hatt-houmayoun, mais que le Gouvernement du Sultan avait laissées à l'état de promesses. Ces actes considérables n'ont pas besoin d'être commentés : il faut toutefois remarquer que l'insertion de ces deux grands principes dans le protocole les rend désormais indiscutables et leur imprime le caractère d'un engagement international dont les puissances signataires sont en droit de demander l'exécution, aussi bien pour les sujets ottomans que pour leurs nationaux. Nous devons nous en applaudir et féliciter la Turquie d'être entrée dans la voie des réformes qui, si elle y marche résolûment, doivent la régénérer.

Tout ce qui précède établit surabondamment que les stipulations dont on vient d'exposer l'esprit ne sont applicables qu'à ceux qui se rendraient acquéreurs d'immeubles ou qui se grouperaient autour des établissements agricoles ou industriels créés loin des autorités consulaires, c'est-à-dire qu'à ceux qui auraient jugé suffisantes les garanties offertes par un Empire dont l'état social est encore imparfait. La prudence leur conseillerait sans doute de choisir certaines provinces où la civilisation est plus avancée, où les mœurs des habitants accoutumés au contact des Européens sont depuis longtemps adoucies. Il en est d'autres où il conviendrait, au contraire, de ne pas apporter, quant à présent, nos capitaux et notre industrie. Nos consuls et nos agents consulaires seront à cet égard les meilleurs des conseillers. Ils auraient vraisemblablement à combattre quelque tendance à s'établir trop exclusivement dans les cercles de 20 ou 25 lieues de diamètre dont chacun de nos consulats ou de nos agences consulaires seraient les centres comme dans autant d'oasis où le privilége assuré par les capitulations de se faire assister pour toutes les questions personnelles devant les tribunaux ottomans serait conservé. Nos nationaux, en raisonnant ainsi, oublieraient trop qu'aucun de nos consulats ne posséderait un nombre de drogmans suffisant pour que ce calcul ne fût pas décu dans la pratique1.

On n'a pas vu sans quelque surprise qu'on ait multiplié à profusion et dans des vues plus hostiles à la Turquie qu'au Gouvernement de

^{1.} Lettre à M. Bourée, in-8. Paris, Amyot, éditeur, 1868.

l'Empereur, des critiques qui représentent la loi de propriété des étrangers et le protocole comme destructeurs des capitulations.

On a raisonné généralement comme si tous nos compatriotes allaient, ipso facto, devenir propriétaires d'immeubles, quitter bon gré mal gré leurs comptoirs, et s'éloigner de leurs consulats pour subir une situation affreuse dans laquelle les aurait attirés on ne sait quel mirage. Il y a dans ces critiques un manque de logique dont les habitants de l'Orient auront fait justice facilement. Ils reconnaîtront que si la Porte a mis certaines conditions au droit de propriété accordé aux étrangers, ces conditions étaient dans la nature des choses et que l'effet le plus immédiat de la nouvelle loi sera de mettre fin aux abus et aux injustices résultant de l'usage des prête-nom en matière immobilière et de substituer le fait vrai à la fiction dangereuse qui, l'expérience en fait foi, laissait nos nationaux propriétaires d'immeubles dans l'impossibilité de se défendre personnellement, soit contre les taxations arbitraires, soit, en justice, contre les contestations qui mettaient leurs droits en péril.

Recevez, monsieur, les assurances de ma considération distingué. Signé : Bourée.

TURQUIE.

Notes échangées entre Fuad-Pacha et M. E.-J. Morris, Ministre des États-Unis à Constantinople, au sujet de l'entrée de l'amiral Farragut dans les Dardanelles.

LÉGATION DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

A Son Altesse Fuad-Pacha, Ministre des affaires étrangères, etc.

Buyukdéré, le 18 août 1868.

Altesse,

Le vaisseau portant pavillon de l'amiral Farragut étant arrivé aux Dardanelles, j'ai l'honneur de prier Votre Altesse que permission soit accordée au même pour franchir les détroits. Quoique des bâtiments de la grandeur du navire en question, le Franklin, soient exclus par les traités, des exceptions ont été faites de temps en temps en faveur, de semblables vaisseaux, portant princes du sang. Des dignités héréditaires n'existent pas aux États-Unis. Si ces exceptions sont limitées exclusivement aux princes du sang, les personnages historiques de la Républ que des États-Unis ne pourraient pas jouir des mêmes, et

leur position envers la Porte serait en conséquence extrêmement invidieuse et exceptionnelle.

L'amiral Farragut est l'officier du plus haut rang dans la marine américaine, et le plus distingué. Par ses faits d'armes, il a grandement contribué au salut de son pays et à la conservation de l'Union américaine contre ses ennemis. Sa réputation est devenue cosmopolite, et, comme te.le, il a été reçu dans toutes les cours de l'Europe avec des honneurs princiers. Les souverains lui ont accordé une réception hors ligne, regardant plutôt les faits de son histoire que son sang.

Ayant joui d'une si grande considération ailleurs, j'ose espérer que S. M. le Sultan lui accordera des honneurs égaux, et que, dans sa générosité habituelle et sa haute appréciation des services et des exploits distingués, elle accordera à l'amiral Farragut l'exception faite en faveur des princes.

Il désire porter le Franklin à Constantinople, exclusivement pour objet de courtoisie envers une puissance avec laquelle les États-Unis ont toujours entretenu les meilleures relations, et avec laquelle mon Gouvernement désire rester en amitié de paix.

Je prie Votre Altesse de me faire l'honneur de soumettre ces considérations à S. M. le Sultan, convaincu comme je suis que la permission susdite sera regardée comme une faveur spéciale au peuple américain et à un de ses serviteurs les plus fidèles et les plus distingués.

Je profite de cette occasion de renouveler à Votre Altesse l'assurance de ma plus haute considération.

Signé: E. J. Morris.

Son Altesse Fuad-Pacha à M. Morris.

(Nº 23,099 10,)

Le 20 août 1868.

J'ai reçu la lettre que vous avez bien voulu m'adresser le 18 août, m'exprimant le désir qu'il soit permis exceptionnellement à la frégate portant le pavillon de l'amiral Farragut de franchir le détroit des Dardanelles pour venir à Constantinople.

Ainsi que vous voulez bien le reconnaître dans ladite note, les traités en vigueur établissent le principe de la fermeture des détroits, et, bien que les dimensions du vaisseau précité dépassent les limites posées expressément par le traité de Prague, S. M. le Sultan, mon auguste souverain, désirant toutefois faire preuve de sa déférence à l'égard d'un haut personnage de la grande République américaine, a bien voulu accorder dans ce but, et d'une manière tout exception-

nelle, la permission demandée pour le passage du navire en ques-

En vous informant que des instructions dans ce sens viennent d'être envoyées par télégraphe aux Dardanelles, je vous prie de prendre acte du caractère exceptionnel de l'autorisation accordée.

Agréez, etc.

Signé: FUAD.

LÉGATION DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

A Son Altesse Fuad-Pacha, Ministre des affaires étrangères, etc.

Constantinople, le 23 août 1868.

Monsieur le Ministre,

J'ai eu l'honneur de recevoir la note par laquelle vous avez bien voulu m'informer que S. M. I. le Sultan a daigné accorder permission à la frégate *Franklin*, portant le pavillon de l'amiral Farragut, de franchir les Dardanelles pour venir à Constantinople.

Cette exception distinguée aux règlements des traités relatifs aux bâtiments de guerre auxquels il est permis d'entrer dans les détroits pendant le temps de paix sera hautement appréciée par mon Gouvernement, comme une preuve éclatante d'égards envers la république des États-Unis et envers le haut personnage qui a si dignement soutenu l'honneur de son pavillon pendant la récente guerre civile.

Il me fera le plus grand plaisir de porter à la connaissance spéciale de mon Gouvernement cet acte bienveillant et amical, dont l'effet sera de resserrer encore plus les bonnes relations existantes entre les deux pays.

Je prie Votre Altesse d'être l'organe auprès de S. M. I. le Sultan de mes sentiments respectueux et reconnaissants de sa gracieuse courtoisie en cette occasion et de la faveur exceptionnelle qu'elle a daigné accorder à l'amiral Farragut.

Je profite de cette occasion de renouveler, etc.

Signė: J. Morris,

Circulaire adressée aux Représentants des Puissances signataires du Traité de Paris.

(N° 23,098 25.)

Le 19 août 1868.

La frégate portant le pavillon de l'amiral Farragut étant arrivée au Dardanelles, la légation des États-Unis, tout en reconnaissant le prin-

cipe de la fermeture des détroits, établi par les traités, nous a exprimé le désir qu'il lui soit permis, exceptionnellement, de franchir ce détroit pour venir à Constantinople. La grandeur de ce vaisseau dépasse, il est vrai, les limites posées par le traité de Paris; mais S. M. I. le Sultan, désirant faire acte de déférence à l'égard d un haut personnage de la grande République américaine, et voir cette magnifique frégate, a accordé, dans ce but et d'une manière tout à fait exceptionnelle, la permission demandée.

J'ai cru de mon devoir de prévenir de cette autorisation MM. les représentants des puissances signataires du susdit traité, qui voudront bien, à ce titre, prendre acte du caractère exceptionnel de l'autorisation accordée, et qu'ils trouveront, je n'en doute pas, suffisamment motivée.

Signė: Fuad.

ÉTATS-ROMAINS.

Lettre apostolique de Sa Sainteté Pie IX, par la divine Providence pape, à tous les Évêques des Églises du rite oriental qui ne sont pas en communion avec le Saint-Siége apostolique, en date du 8 septembre 1868.

Constitué par les vues secrètes de la Providence divine, bien que sans aucun mérite de Notre part, héritier du bienheureux Prince des Apôtres dans cette chaire sublime, « qui est, en vertu d'une prérogative concédée de Dieu, la pierre ferme et solide sur laquelle le Sauveur a édifié son Église, » et mû par la sollicitude que Nous impose une telle charge, Nous désirons très-vivement et Nous Nous efforçons d'étendre Nos soins sur tous ceux qui, répandus dans le monde, portent le nom de chrétiens, et de les attirer tous dans les bras de la charité paternelle. Nous ne pourrions, sans un grave péril pour Notre âme, négliger aucune portion du peuple chrétien, qui, racheté par le trèsprécieux sang de Notre Sauveur et agrégé au troupeau du Seigneur par les eaux saintes du baptême, réclame toute Notre vigilance.

Devant donc porter sans relâche toute Notre étude et toutes Nos pensées à procurer le salut de tous ceux qui reconnaissent et adorent Jésus-Christ, Nous tournons Nos yeux et Notre cœur de père vers ces Églises qui, attachées jadis à ce Siége apostolique par le lien de l'unité, jetaient tant d'éclat par la sainteté et la doctrine et donnaient des fruits abondants pour la gloire de Dieu et le salut des âmes, mais

qui, par la malignité, les artifices et les machinations de celui qui excita le premier schisme dans le ciel, sont maintenant, à Notre grande douleur, séparées et éloignées de la communion de la Sainte Église

romaine répandue dans l'univers entier.

Déjà, à ce sujet, et dès l'origine de Notre Pontificat suprême, Nous vous avons adressé dans toute l'effusion de Notre cœur des paroles de paix et de charité. Bien que ces paroles n'aient nullement atteint le but si désiré, cependant Nous n'avons jamais perdu l'espoir que Nos humbles et ferventes prières trouveraient un accès propice auprès du Très-Doux et Très-Clément Auteur de la paix et du salut, de Celui qui a opéré le salut sur la terre, qui paraissant d'en haut et montrant à tous la paix désirée et désirable, l'a annoncée aux hommes de bonne volonté, le jour de sa naissance, par le ministre des anges, a conversé avec les hommes, les a instruits par sa parole et prêchés par son exemple.

Ayant déjà naguère, de l'avis de Nos vénérables Frères les cardinaux de la sainte Église romaine, indiqué et convoqué un synode œcuménique qui doit être célébré l'année prochaine à Rome et qui s'ouvrira le 8 décembre, jour dédié à la Conception de la Vierge Immaculée, Nous vous faisons de nouveau entendre Notre voix, et Nous vous prions de toutes Nos forces, Nous vous avertissons, Nous vous pressons de venir à ce synode général, comme vos ancêtres vinrent au Concile de Lyon tenu par Grégoire X, Notre prédécesseur d'heureuse mémoire, et au Concile de Florence, célébré par Eugène IV, Notre prédécesseur de vénérable mémoire, afin que, les antiques lois d'amour étant renouvelées, et la paix de nos pères, ce céleste don du Christ pour un temps disparu, étant solidement rétablie, la sereine lumière d'une union désirée brille aux yeux de tous, après les nuages d'un long deuil et la sombre et triste obscurité des longues dissidences.

Que ce soit là l'heureux fruit de bénédiction par lequel Jésus-Christ, notre Maître et notre Rédempteur à tous, console son Épouse sans tache et bien aimée, l'Église catholique; qu'il sèche ses larmes dans cette dureté des temps, afin que, toute division ayant cessé, des voix, auparavant discordantes, louent dans un parfait accord d'esprit le Dieu qui ne veut pas de schismes parmi nous, et qui nous a prescrit par la voix de l'Apôtre de parler et de penser tous de même : que d'immortelles actions de grâces soient toujours rendues au Père des miséricordes par tous ses saints et particulièrement par les glorieux anciens Pères et Docteurs des Églises orientales, lorsque du haut du ciel ils verront rétablie et restaurée l'union avec ce Siége Apostolique, centre de la vérité catholique et de l'unité, union que, pendant leur vie ici-bas, ils travaillèrent à réchauffer, à propager de plus en

plus par toutes leurs études et leurs infatigables labeurs, par la doctrine et par l'exemple, enflammés qu'ils étaient de la charité répandue dans leurs cœurs par le Saint-Esprit pour Celui qui a tout réconcilié et pacifié au prix de son sang, qui a voulu que le signe de ses disciples fût dans la paix, et qui adressait cette prière à son Père : Faites qu'ils ne soient qu'un, comme nous ne sommes qu'un.

Donné à Rome, près de Saint-Pierre, le 8 septembre 1868, la 23° année de notre pontificat.

Signé : PIE.

TURQUIE.

Note d'Aali-Pacha au Prince Charles de Roumanie, au sujet des tentatives contre la Bulgarie, en date de Constantinople, le 10 septembre 1868.

Par mon télégramme en date du 21 juillet dernier, j'ai eu l'honneur d'appeler l'attention de Votre Altesse sérénissime sur la nouvelle tentative dirigée contre la Bulgarie par des bandes de brigands organisées sur le territoire des Principautés-Unies.

On sait comment ces bandes, après avoir franchi le Danube, ont trouvé leur juste punition dans la manière dont elles ont été reçues par les populations, avant même qu'elles ne fussent atteintes et punies d'après toute la rigueur des lois, par les autorités impériales.

Le gouvernement de S. M. I. le Sultan s'est justement ému en voyant une pareille agression dirigée contre une province limitrophe des Principautés-Unies, ayant son centre d'action dans ces Principautés mêmes.

La première pensée qu'eut le gouvernement impérial fut de recourir à Votre Altesse sérénissime pour lui dénoncer cet état de choses, qui contrevenait si ouvertement aux assurances formelles par lesquelles Votre Altesse sérénissime avait bien voulu répondre, lorsque nous avons manifesté nos craintes sur les machinations qui se tramaient dans les Principautés. Devant le fait du passage du Danube par les bandes, nous avons cru devoir en appeler également aux puissances garantes, auxquelles le gouvernement princier avait fait parvenir, à l'époque précitée, des assurances dans le même sens. Ce recours aux Hautes Cours signataires du traité de Paris était, du reste, dicté par un sentiment que Votre Altesse appréciera la première.

Les faits qui viennent de se passer ayant malheureusement et considérablement affaibli la force des assurances formelles données, l'an-

née dernière, par le gouvernement de Votre Altesse sérénissime, la Sublime-Porte se trouvait dans l'impossibilité de se défendre contre le sentiment d'une certaine méfiance que la manière d'agir des autorités princières lui avait fait concevoir. Ce sentiment pouvait pourtant ne pas être juste, et il était du devoir du gouvernement impérial de chercher à l'éclaircir. C'est dans ce but que nous avons cru devoir prier les Hautes Puissances garantes de prendre, par le canal de leurs agents respectifs, des informations exactes et impartiales. Nous disions en même temps à ces puissances que dans le cas où nos doutes ne se trouveraient pas fondés, nous serions les premiers à nous en féliciter; et l'on aurait écarté par là tout ce qui tendrait à influencer nos rapports dans un sens qui ne se concilierait pas avec les sentiments dont le gouvernement impérial est animé, et dont il ne voudrait jamais se départir.

Votre Altesse sérénissime a bien voulu aller au-devant de ce désir si légitime, et M. Golesco est venu nous donner, en son nom, des assurances verbales sur sa ferme résolution de sévir contre tous ceux qui, après l'enquête qu'elle vient d'instituer, se trouveraient compromis dans l'affaire, et de prendre les mesures nécessaires pour empêcher le renouvellement de pareils faits. Cette démarche de M. Golesco a été accueillie avec confiance par la Sublime-Porte, qui a demandé la communication, avec toutes les pièces à l'appui, du résultat de l'enquête et des mesures arrêtées par le gouvernement princier pour

prévenir le renouvellement de pareils faits.

Mais autant la confiance que le gouvernement de S. M. I. le Sultan aime à placer dans la franchise et la loyauté de cette démarche de de Votre Altesse sérénissime est grande, autant il m'est pénible, mon Prince, d'avoir à lui signaler nos nouvelles craintes à la suite des plus récentes informations que nous recevons. D'après ces informations, les comités révolutionnaires continueraient à jouir de toute leur liberté d'action et trameraient de nouvelles tentatives contre la sécurité de nos provinces limitrophes. Ils se seraient même procuré une grande provision d'armes. Ces faits sont attestés par les journaux mêmes des Principautés-Unies.

Le gouvernement de S. M. I. le Sultan ne saurait envisager d'un œil indifférent les dangers que renferme une pareille situation, et il croirait manquer à ses premiers devoirs s'il n'insistait pas une nouvelle fois, auprès de Votre Altesse sérénissime, sur l'urgente nécessité d'y porter un remède immédiat. Ce que nous demandons, mon Prince, c'est que le territoire des Principautés-Unies ne puisse pas servir de point de réunion à des fauteurs de troubles. Ce sont là, d'ailleurs, les termes textuels de l'engagement solennel que Votre Altesse sérénissime a pris en arrivant à la dignité princière, par sa

lettre adressée à la Sublime-Porte en date du 20 octobre 1866, et le sentiment qui le lui a dicté continue, nous n'en doutons pas, à servir de base à sa politique. Quelle est, d'ailleurs, celle qui est suivie par la cour suzeraine à l'égard des Principautés-Unies? Votre Altesse sérénissime sera la première à rendre hommage à cette politique franche et pleine de sollicitude du gouvernement impérial. Cette sollicitude n'a fait défaut dans aucune circonstance.

C'est au nom de ces sentiments, au nom de nos plus chers intérêts mutuels, au nom de l'engagement pris par Votre Altesse sérénissime, que je lui fais cet appel, et j'ai le ferme espoir que Votre Altesse sérénissime ordonnera les mesures les plus efficaces pour mettre un terme à cet état de choses et pour empêcher, dans les Principautés-Unies, tout ce qui pourrait nuire à la tranquillité des provinces limitrophes.

La Sublime-Porte aime à espérer que les mesures qui seront ordonnées suffiront pour prévenir le mal, et Sa Majesté Impériale est persuadée, mon Prince, qu'elle n'aura point à se repentir de la parfaite confiance qu'elle met en la loyauté de Votre Altesse sérénissime. Nous attendons donc que Votre Altesse sérénissime veuille bien nous faire les communications que nous avons demandées à M. Golesco, et qui seront à même, il m'est agréable d'en exprimer de nouveau l'espoir, de nous rassurer complétement.

Veuillez agréer, etc.

Signė: Aali.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

Note de M. Ch. Washburn, Ministre des États-Unis à l'Assomption, au maréchal Lopez, Président du Paraguay, pour protester contre des actes de violence commis sur des membres de la légation américaine, en date du 12 septembre 1868.

Monsieur,

Lorsque le capitaine Kirkland quitta hier le vapeur Wasp pour se rendre auprès de Votre Excellence, je lui remis un mémorandum relatif à plusieurs points sur lesquels je le priai d'appeler votre attention. Le capitaine Kirkland m'a informé qu'en arrivant au quartier général, il s'était aperçu qu'il avait oublié ce mémorandum et qu'il ne pouvait dès lors remplir entièrement ma commission, n'ayant lu que très-superficiellement ce document. Je prends, par suite, la liberté, au

moment de mon départ, de m'écarter des usages diplomatiques en adressant à Votre Excellence une note personnelle.

J'indiquais dans le mémorandum sus-mentionné que je pouvais vous montrer une lettre du général Webb, notre ministre à Rio, établissant qu'il avait failli provoquer une rupture entre son gouvernement et le Brésil, parce que ce dernier s'était refusé à ce que le bâtiment américain Wasp dépassât les eaux de l'escadre. Cela s'est fait sous la responsabilité du général Webb, et sans qu'il ait attendu les ordres de son gouvernement, lequel, en apprenant cette offense, eût pris sans doute les plus énergiques mesures pour faire respecter pratiquement ses droits et tirer son ministre d'une situation épouvantable.

Cette lettre qu'a vue Votre Excellence témoigne du degré de confiance que mérite la déclaration de son ministre des affaires étrangères, Jose Berges, m'accusant d'être en accord secret avec le général Webb dans les intérêts du Brésil, et payé par lui.

J'ai en main plusieurs lettres pour le docteur Carreras, que j'avais prié le capitaine Kirkland de vous remettre; ce qu'il n'a voulu faire que si je les ouvrais préalablement, dans la crainte de se voir accuser d'être l'entremetteur de correspondances pour des traîtres. Je vous achemine ces lettres, car je ne pense pas qu'elles puissent en rien justifier un soupçon de trahison; je ne crois pas non plus que jamais aucune correspondance traîtreuse ait passé par mes mains.

En effet, je n'ai jamais participé à aucune conspiration; les déclarations de Berges, des deux frères de Votre Excellence, Venancio et Benigno, et de M. Urdapiletta (suivant ce qu'il est dit dans les notes des deux derniers ministres de Votre Excellence, où l'on s'efforce d'établir que j'ai eu connaissance d'une conspiration ourdie contre elle) sont fausses. Votre Excellence le sait bien, comme elle sait aussi qu'aucun d'eux ne voudrait soutenir et confirmer la déclaration qu'elle leur impute, s'ils se trouvaient hors du pouvoir de Votre Excellénce. Ils nieraient ces déclarations, ou ils affirmeraient ne les avoir jamais faites ou ne les avoir faites du moins que sous l'intimidation de la torture. Votre Excellence ne doit pas d'ailleurs ignorer que de semblables déclarations n'ont aucun poids hors du Paraguay; que pas une de ses paroles ne serait crue, et que Votre Excellence aurait à tuer non-seulement toutes les personnes qui les ont faites, mais encore toutes celles auxquelles la violence les a arrachées.

Avant de quitter définitivement le Paraguay, il est de mon devoir de protester solennellement contre l'arrestation de deux membres de ma légation, MM. Peter Cornhélius Bliss et Jorge Maiternand: leur arrestation dans la rue et en ma compagnie, alors qu'ils se rendaient avec moi à bord du vapeur Wasp, fut une aussi grossière violation

des lois internationales, que s'ils avaient été saisis dans mon hôtel même. Ce fut là un acte dirigé, non-seulement contre mon gouver-nement, mais contre tous les pouvoirs civilisés; un acte qui met le Paraguay au ban des peuples et qui fera considérer V. E. comme un ennemi commun insultant à des lois reconnues et sanctionnées par toutes les nations.

V. E., dis-je, sera considérée comme un ennemi commun pour avoir, en outre, jeté dans les prisons et couvert de chaînes presque tous les étrangers établis au Paraguay; pour avoir violé leur domicile et s'être emparé de leur avoir, sous le misérable prétexte que, trouvant dans son trésor moins d'argent qu'il ne devait s'en rencontrer, ces étrangers ne pouvaient qu'avoir volé celui du gouvernement.

La menace que vous avez faite au capitaine Kirkland, lors deson entrevue avec V. E., de me garder prisonnier dans le pays, sera dûment portée à la connaissance du gouvernement des États-Unis, et je me bornerai, en réponse, à vous faire remarquer que si V. E. eût accompli un tel acte, mon gouvernement vous eût poursuivi, nonseulement à travers toute l'Amérique du Sud, mais encore à travers l'Europe elle-même.

Votre obéissant serviteur,

Signé: CHARLES WASHBURN.

FIN DU QUATRIÈME VOLUME DE LA HUITIÈME ANNÉE.



TABLE PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE

DES MATIÈRES

DU QUATRIÈME VOLUME DE LA HUITIÈME ANNÉE.

(1868)

PREMIÈRE PARTIE.

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES, CONSTITUTIONS, ETC., ETC.

			Page:.
		1847	
Mars	6	France, Oldenbourg. Convention pour l'extradition réciproque des malfaiteurs	
		1865	
Mai	1	Brésil, Confédération argentine, Uruguay. Traité d'alliance offensive et défensive contre le Paraguay	
		1867	
		États-Unis de l'Amérique du Nord, Suisse. Convention pour l'amélioration de l'échange postal	1587
Novembre.	23	Confédération de l'Allemagne du Nord, Bavière, Wurtemberg, Bade. Traité de poste.	
	23	Confédération de l'Allemagne du Nord, Bavière, Wurtemberg,	
		Bade, Autriche. Traité de poste	1621
-	23	Confédération de l'Allemagne du Nord, Luxembourg. Traité de poste	
Décembre	24	France, Belgique. Déclaration concernant le règlement réciproque des indemnités à allouer aux sauveteurs d'engins de pêche dans	
		les ports de France et de Belgique	1667
		1868	
Avril	4 30	France, Tunis. Convention financière	1668
		lemagne du Nord, Turquie. Convention pour la garantie d'un emprunt à contracter par la Commission européenne du Danube.	
Mai		France, Oldenbourg. Déclaration relative à l'arrestation et à l'extradition des malfaiteurs	1674
Juin	9	France, Turquie. Protocole au sujet de l'admission des sujets fran- çais en Turquie au droit de propriété immobilière concédé aux	
		étrangers	
	25	Costa-Rica. Décret relatif aux droits de 'douanes	1703

DEUXIÈME PARTIE.

CORRESPONDANCES, DÉPÈCHES, NOTES, MÉMORANDUMS, ETC., ETC.

8	

Mai 4 Danemark. Ordonnance du Roi de Danemark pour régler la conduite et fixer les obligations des commerçants et gens de mer de ses Etats, en temps de guerre, entre d'autres Puissances matimes	1000	
Novembre. 27 Grande-Bretagne. Proclamation de neutralité dans la guerre de l'Espagne avec l'Amérique espagnole	Mai 4 Danemark. Ordonnance du Roi de Danemark pour régler la conduite et fixer les obligations des commerçants et gens de mer de ses Etats, en temps de guerre, entre d'autres Puissances ma-	
l'Espagne avec l'Amérique espagnole	1817	
Avril 20 États-Unis d'Amérique. Acte sur l'enrôlement étranger	Novembre. 27 Grande-Bretagne. Proclamation de neutralité dans la guerre de l'Espagne avec l'Amérique espagnole	1504
Juillet 3 Grande-Bretagne. Acte sur l'enrôlement étranger	1818	
Juillet 3 Grande-Bretagne. Acte sur l'enrôlement étranger	Avril 20 États-Unis d'Amérique. Acte sur l'enrôlement étranger	1324
Mai 20 Danemark. Circulaire de la Chancellerie danoise concernant le traitement des corsaires étrangers	1819	
Mai 20 Danemark. Circulaire de la Chancellerie danoise concernant le traitement des corsaires étrangers	Juillet 3 Grande-Bretagne. Acte sur l'enrôlement étranger	1306
Mai 20 Danemark. Circulaire de la Chancellerie danoise concernant le traitement des corsaires étrangers	1823	
service étranger durant la guerre entre l'Espagne et l'Amérique espagnole	Mai 20 Danemark. Circulaire de la Chancellerie danoise concernant le trai- tement des corsaires étrangers	1414
Septembre. 30 Grande-Bretagne. Proclamation de neutralité pendant la guerre entre la Grèce et la Turquie	service étranger durant la guerre entre l'Espagne et l'Amérique	
entre la Grèce et la Turquie	1825	
Juillet 12 France. Ordonnance du Roi concernant la fabrication ou la confection des armes et munitions de guerre pour l'usage des navires de commerce		
fection des armes et munitions de guerre pour l'usage des navires de commerce	1847	
Avril 8 Suède. Ordonnance du Roi relativement à ce qui doit être observé pour la sûreté du commerce et de la navigation de la Suède en temps de guerre entre les Puissances étrangères	fection des armes et munitions de guerre pour l'usage des navi-	
Avril 8 Suède. Ordonnance du Roi relativement à ce qui doit être observé pour la sûreté du commerce et de la navigation de la Suède en temps de guerre entre les Puissances étrangères	1854	
temps de guerre entre les Puissances étrangères	Avril 8 Suède. Ordonnance du Roi relativement à ce qui doit être observé	
Crimée	temps de guerre entre les Puissances étrangères	1486
Mai 25 Autriche. Ordonnance des Ministres de l'intérieur, de la justice et du commerce, aussi hien que du commandant en chef de l'armée, dans laquelle sont exposés les principes à observer, pendant la guerre qui a éclaté entre l'Angleterre, la France et l'Empire ottoman, d'une part, et la Russie d'autre part, par les autorités impériales et les sujets autrichiens, au	Crimée	1404
	Mai 25 Autriche. Ordonnance des Ministres de l'intérieur, de l'extérieur de la justice et du commerce, aussi bien que du comman dant en chef de l'armée, dans laquelle sont exposés les principe à observer, pendant la guerre qui a éclaté entre l'Angleterre, le France et l'Empire ottoman, d'une part, et la Russie d'autr	S A B

		I	Pages.
Mai	. 8	Belgique. Déclaration de neutralité à l'occasion de la guerre d'I-	
	19	talie	1404
_	10	entre la France, la Sardaigne et l'Autriche	1508
			2000
		1860	
Fevrier	10	Danemark. Article 76 du Code pénal, sur le recrutement pour le	1/10
Juillet	. 14	service étranger	1418
		1861	
Mai	13	Grande-Bretagne. Proclamation de neutralité pendant la guerre	
Juin	1	d'Amérique	1511
Juin	1	Grande-Bretagne. Lettre du Foreign-Office à l'amirauté, aux offi- ciers des colonies, de la guerre et des Indes, interdisant aux	
		croiseurs et corsaires armés aussi bien des États-Unis de l'Amé-	
		rique du Nord que des États Confédérés, ainsi nommés, d'amener	
	1.0	des prises dans les ports anglais	1517
		France. Déclaration de neutralité durant le conflit américain Espagne. Ordonnance concernant la neutralité pendant la guerre	
		aux États-Unis.	
	22	Belgique. Declaration de neutralité à l'occasion de la guerre d'A-	
		mérique	1404
esedio.		Belgique. Déclaration pour la neutralité dans la guerre des États- Unis.	1407
_		Prusse. Notification de M. von der Heydt aux bâtiments marchands	1401
		de la Baltique pour la neutralité dans la guerre des États-Unis	1497
	0 0	Russie. Circulaire du général Pashkoff aux douanes sur les mers	
		Blanche, Baltique, Noire et d'Azoff, au sujet du conflit américain. Hussie. Ordre du général Greig au commandant du port de Cron-	
		stadt, lui donnant des instructions au sujet de la conduite à tenir	
			1498
17 - 111 - 4		Pays-Bas. Déclaration de neutralité dans la guerre des États-Unis.	
Juillet		Brême. Ordonnance du Sénat contre la course	
_		Portugal. Déclaration de neutralité dans la guerre des États-Unis.	
Août		Hawai. Déclaration de neutralité dans la guerre des États-Unis	
		1862	
lanvier	31	Grande-Bretagne. Lettre du comte Russell aux Lords commissaires	
	01	de l'amirauté, sur les devoirs de neutralité pendant la guerre d'A-	
		mérique	1518
		1863	
Juin	9	Grande-Bretagne. Pétition de plusieurs armateurs de Liverpool au	
# CA222		Secrétaire d'État au département des affaires étrangères, deman-	
		dant une modification dans l'acte d'enrôlement étranger	1526
Juillet	6	Grande-Bretagne. Réponse de M. Hammond à la pétition du 9 juin	1590
Octobre	6	1863	1528
Opposite	U	verneur des îles Bahama, au sujet de l'entrée des vaisseaux bel-	
		ligérants dans les ports	1521
		1864	
Avril	6	Italie. Circulaire de M. Cugia, ministre de la marine, en envoyant	
MALILL	U	aux autorités maritimes le décret relatif à la neutralité de l'Italie,	
		du 6 avril 1864	1465

Avril Juin	6 2	Italie. Décret royal sur la neutralité maritime	
		1865	
Mai Juin		Grande-Bretagne. Lettre du comte Russell aux Lords commissaires de l'Amirauté, donnant ordre de ne plus appliquer strictement les instructions relatives aux vaisseaux belligérants	1524
_	11	de l'Amirauté, considérant la guerre d'Amérique comme terminée Belgique. Déclaration de neutralité à l'occasion du Brésil et du Paraguay	
		1866	
Février	6	Grande-Bretagne. Proclamation de neutralité pendant la guerre entre l'Espagne et le Chili	1513
_	18	Belgique. Déclaration de neutralité à l'occasion de la guerre entre l'Espagne et le Chili	
Mars	13	Grande-Bretagne. Proclamation de neutralité pendant la guerre entre l'Espagne et le Pérou.	
_	14	Belgique. Déclaration de neutralité à l'occasion de la guerre entre	
-	17	l'Espagne et le Pérou	1404
Juin	27	guay, et l'Espagne avec le Chili et le Pérou. Grande-Bretagne. Proclamation de neutralité pendant la guerre de la Prusse et de l'Italie contre l'Autriche	
		1867	
Février.	14	Grande-Bretagne. Circulaire de lord Stanley aux Ambassades et Légations de la Reine à Vienne, Bruxelles, Copenhague, Paris, Florence, La Haye, Lisbonne, Berlin, Madrid, Stockholm et Was- hington, pour demander des renseignements sur les lois de neu- tralité des pays auprès desquels elles sont accréditées	1400
	18	Grande-Bretagne. Dépêche de M. Bruce à lord Stanley sur les lois de neutralité aux États-Unis.	
_	20	Grande-Bretagne. Rapport de M. Treitt à M. Fane sur les lois de neutralité française.	
_	22	Espagne. Note de M. Calonge à sir Crampton, en lui envoyant copie d'une ordonnance sur la neutralité	
_	23	Suède. Note du comte de Manderström à M. Jerningham en lui envoyant des renseignements sur les lois suédoises de neutralité.	
dialors.	25	Portugal. Note de M. Cazal Ribeiro pour lui envoyer des rensei- gnements sur les lois de neutralité au Portugal	
Name .	26	France. Note du marquis de Moustier à M. Fane sur les lois fran-	
-	26	caises de neutralité. Grande-Bretagne. Dépêche de M. Paget à lord Stanley, au sujet	
-	26	des lois de neutralité au Portugal	14/8
Mars	3	au Portugal	

		1867	
Mars	6	Pays-Bas. Note de M. Zuylen de Nyevelt à M. Ward, sur les lois	ages.
		de neutralité aux Pays-Bas	1474
	11	Prusse. Note de M. Thile à lord Loftus sur la neutralité en Prusse. Portugal. Note de M. Cazal Ribeiro à M. Paget, en réponse à sa	1481
		note du 26 février	1480
Avril	26	Danemark. Note du comte Frys Frysenborg à M. Ford, sur les lois	
	28	de neutralité en Danemark	1406
		l'article du Code pénal russe sur la neutralité maritime	1483
_	30	Grande-Bretagne. Dépêche de M. Ford à lord Stanley pour lui envoyer des renseignements sur les lois de neutralité en Danemark.	1405
Mai	16	Autriche. Note de M. Meysenbug à lord Bloomfield, pour lui envoyer	
Juin	19	des renseignements sur les lois de neutralité en Autriche Brésil. Note de M. Macedo au marquis de Moustier, sur les affaires	1400
0 1111	1.4	de la Plata	1682
Août	29	Grande-Bretagne. Dépêche de M. Buchanan à lord Stanley sur la	1100
Décembre.	3	neutralité en Russie	1402
		intenté par le gouvernemeut des Etats-Unis contre des individus	4400
		intéressés dans l'équipement de vaisseaux pour les Etats-Unis	1435
		1868	
Mars	18	Paraguay. Note de M. Benitès à lord Stanley, au sujet de la dé-	
		tention de quelques sujets anglais au Paraguay	1689
Avril	2	Paraguay. Note de M. Benitès à lord Stanley, au sujet de l'offre de ses bons offices pour amener la fin des hostilités dans le Rio de	
		la Plata	1697
_	4	France. Mémoire sur les neutres, pendant la guerre d'Orient, lu à l'Académie des sciences morales et politiques, par M. Drouyn de	
		Lhuys	1442
	21	Paraguay. Note de M. Benitès à lord Stanley, au sujet de la médiation des grandes Puissances maritimes pour la paix	1701
Mai	9	Brésil. Discours de l'Empereur à l'ouverture des Chambres	
-	10	Turquie. Discours du Sultan à l'ouverture du Conseil d'Etat et de	1720
	16	la Cour de justice	
_		Russie. Circulaire du prince Gortchakoff aux Ambassadeurs et Mi-	
		nistres de Russie à l'étranger, en faveur de la prohibition des balles explosibles en cas de guerre	1537
_	21	Russie. Circulaire du général Milutine aux Agents diplomatiques de	200.
		la Russie à l'étranger, pour la prohibition de l'emploi des balles explosibles en cas de guerre	1539
_	23	Confédération de l'Allemagne du Nord. Discours du Roi de Prusse	1900
	0.0	pour la clôture du Parlement douanier allemand	
Juin	30	Saxe-Royale. Discours du Roi pour la clôture des Chambres Grande-Bretagne. Rapport des Commissaires de la Reine, sur les	1940
WILLIAM CO.		modifications à apporter dans les lois de la neutralité	1301
	9	Autriche. Dépêche du baron de Beust au comte Apponyi à Lon- dres, pour donner des explications sur la loi votée le 7 juin par	
		la Chambre des députés, pour faire subir une réduction de	
		16 pour 100 sur les coupons de la dette générale	1546
-	12	Autriche. Discours du baron de Beust à l'ouverture de la Conférence télégraphique internationale	1550
_	20	Confédération de l'Allemagne du Nord. Discours du Roi de Prusse	
	99	lors de la clôture de la session du Reichstag	

		1868	
			ages.
Juin	22	Roumanie. Message du prince régnant pour la clôture de la session de la Chambre.	1556
	20	États-Romains. Bulle de convocation pour le Concile de 1869	1557
- Comment		Roumanie. Note du général Golesco aux représentants des grandes	
		Puissances à Bucharest, relativement à la question des juiss	1543
Juillet	2	Serbie. Proclamation de la régence, au sujet de l'avénement au	
		trône du prince Milano Obrenovitch IV	1563
-	3	Autriche. Dépêche du baron de Beust au baron Meysenbug à Rome,	
		relativement à l'allocution pontificale contre les nouvelles lois de l'Autriche.	1566
	1.	États-Unis d'Amérique. Proclamation d'amnistie du président	1000
-	4	Johnson	1569
	17	Russie. Circulaire du prince Gortchakoff concernant le projet d'ex-	
		clusion de l'emploi de balles explosibles en temps de guerre	1570
and the same of th	18	États-Unis d'Amérique. Message du président Johnson au Congrès	
		pour proposer des changements à la Constitution des Etats-	1 1
	0.1	Unis.	19/1
_	31	Grande-Bretagne. Discours royal pour la clôture du Parlement anglais	1576
Août	4	Turquie. Note de Fuad Pacha aux Représentants des grandes Puis-	1310
2200111111	-	sances pour demander une enquête collective, relativement à	
		la complicité du Gouvernement roumain dans l'affaire des bandes	
		bulgares	1577
_	6	Bolivie. Circulaire de M. Donato Munoz, ministre des affaires étran-	
		gères, aux Agents diplomatiques et consulaires de Bolivie à	
		l'étranger, au sujet de l'installation d'une Assemblée consti- tuante chargée de la réorganisation politique du pays	1703
	7	Autriche. Discours du baron de Beust dans le banquet final du tir	
		fédéral allemand	1580
-	17	France. Circulaire de M. Bourée aux Consuls et Agents consulaires	
		de la France en Turquie, au sujet du protocole du 9 juin sur le	1 min t
	10	droit de propriété concédé aux étrangers	1704
_	10	Turquie. Notes échangées entre Fuad pacha et M. Morris, ministre des Etats-Unis à Constantinople, au sujet de l'entre de l'amiral	
		Farragut dans les Dardannelles	1710
Septembre.	8	B États-Romains. Lettre apostolique du Pape à tous les Evêques des	
		Eglises du rite oriental qui ne sont pas en communion avec le	
		saint-siège apostolique	1713
	10	Turquie. Note d'Aali-Pacha au prince Charles de Roumanie, au	101"
	19	sujet des tentatives contre la Bulgarie	1715
	12	Etats-Unis d'Amérique. Note de M. Washburn au maréchal Lopez, pour protester contre les actes de violence commis au Paraguay	
		contre des membres de la légation américaine	1717

FIN DE LA TABLE DU QUATRIÈME VOLUME DE LA HUITIÈME ANNÉE.



